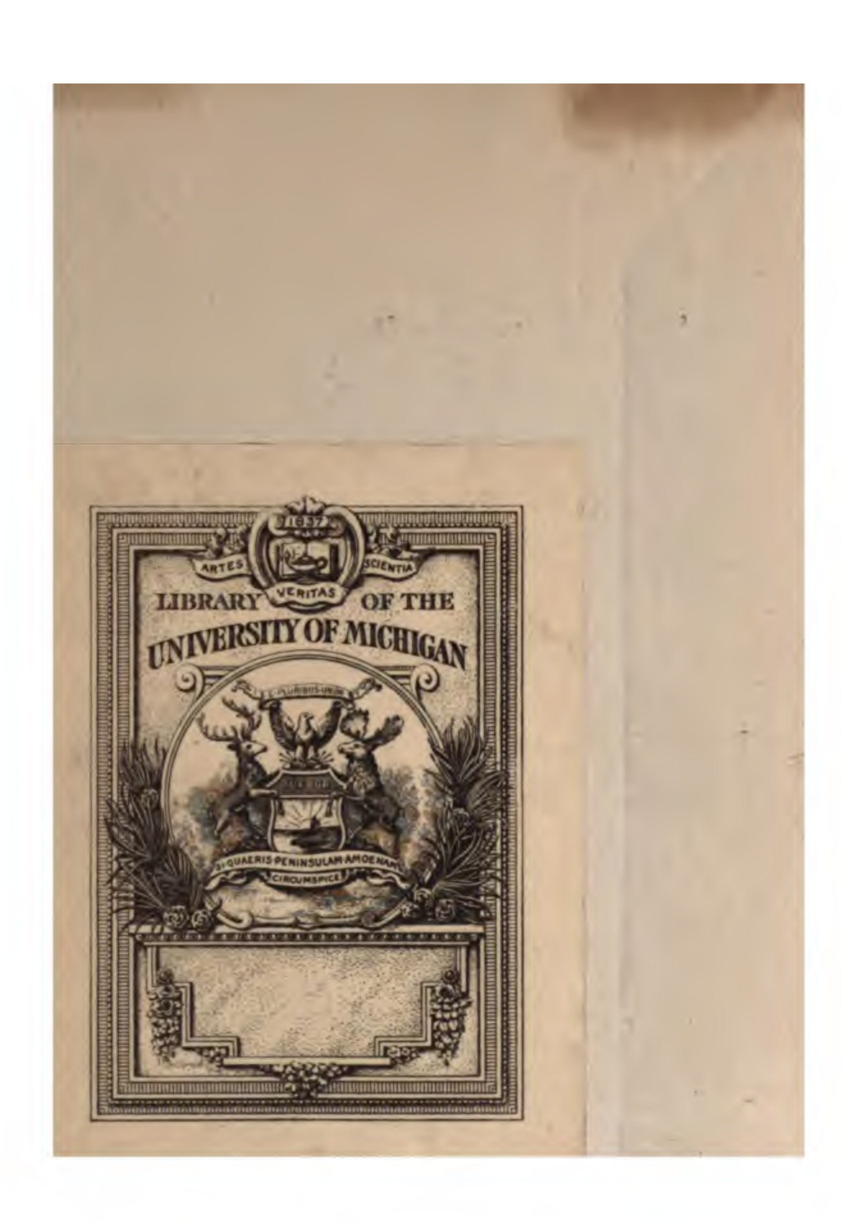
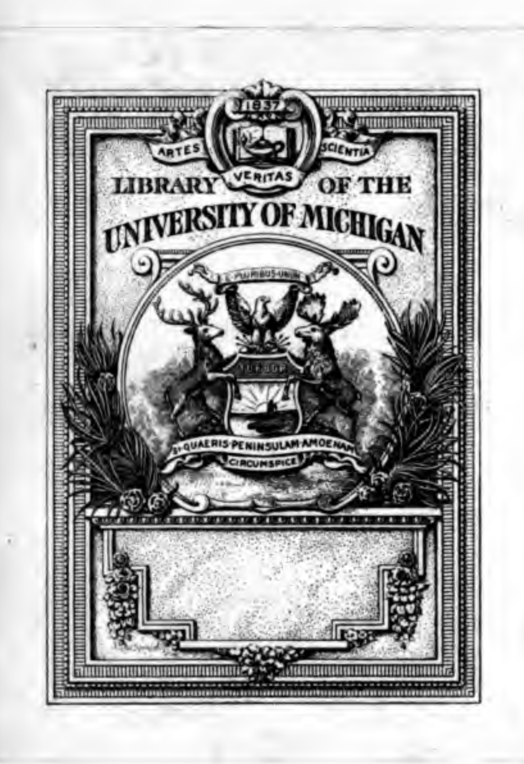



1837
ARTES
SCIENTIA
VERITAS
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
SI QUAERIS PENINSULAM AMOENAM
CIRCUMSPICE


1837
ARTES
VERITAS
SCIENTIA
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
E PLURIBUS UNUM
TUEBOR
SI QUAERIS PENINSULAM AMOENAM
CIRCUMSPICE

LES

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

EN 1863

PARIS. — IMPRIMERIE DE CH. LAHURE ET Cie
Rue de Fleurus, 9

LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE EN 1863

LEUR HISTOIRE POLITIQUE,
LEURS RESSOURCES MINÉRALOGIQUES, AGRICOLES, INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES,
ET LA PART POUR LAQUELLE ILS ONT CONTRIBUÉ A LA RICHESSE
ET A LA CIVILISATION DU MONDE ENTIER,

PAR JOHN BIGELOW
CONSUL DES ÉTATS-UNIS A PARIS

PARIS
LIBRAIRIE DE L. HACHETTE ET Cie
BOULEVARD SAINT-GERMAIN, N° 77
—
1863

AU PEUPLE FRANÇAIS

QUI A, LE PREMIER DE TOUS, ACCUEILLI LES ÉTATS-UNIS

DANS LA FAMILLE DES NATIONS

CET OUVRAGE EST RESPECTUEUSEMENT DÉDIÉ

PAR L'AUTEUR

PRÉFACE.

L'impossibilité de trouver dans un ouvrage écrit en langue française un corps complet de renseignements sur un pays qui commence à concentrer une part considérable de l'attention universelle; telle est l'excuse qu'invoque l'auteur en présentant au public un livre qui n'a de prétention, ni au mérite littéraire, ni à la nouveauté.

Il a uniquement cherché à présenter les résultats les plus saillants et les plus concluants de la grande expérience du gouvernement républicain en Amérique, les fruits déjà mûrs pour le philosophe et l'historien. Il ne prétend pas expliquer les procédés au moyen desquels ces résultats ont été obtenus,

résoudre des questions controversées de fait ou de doctrine politique, susciter de nouvelles discussions d'aucune sorte. Il n'a pas visé non plus, dans son analyse des ressources naturelles et industrielles de son pays, à être aussi complet qu'une encyclopédie. Il n'a eu qu'un but : esquisser à grands traits la vie nationale des États-Unis, qui semble une émanation directe des institutions sociales et politiques, aussi bien que du caractère physique du pays où ces institutions ont acquis tout leur développement.

L'auteur s'est vu, bien à contre-cœur, dans la nécessité de laisser de côté l'histoire littéraire des États-Unis. Il a reconnu que, pour rendre toute justice à un sujet d'une aussi grande importance, il lui aurait fallu entrer dans des développements incompatibles avec les exigences matérielles qui ont présidé à la publication de ce livre. Mais grâce à l'intérêt, de jour en jour plus grand, manifesté en France pour les affaires américaines, il espère que l'occasion se trouvera, tôt ou tard, de faire, de la puissance littéraire de son pays, le sujet d'un travail spécial.

Grâce à sa position officielle, l'auteur a eu fréquemment l'occasion de constater les erreurs dans lesquelles le public est entretenu, accidentellement parfois, souvent aussi avec intention, vu la difficulté

de se procurer les renseignements que ce livre a pour objet de condenser.

Si l'on était tenté d'accorder à son travail un autre mérite que le sentiment qui l'a dicté, l'auteur s'empresse de protester qu'il n'y a aucun droit, ce livre n'étant, à vrai dire, qu'une compilation, pour laquelle il a largement puisé dans les œuvres des écrivains politiques de son pays.

Il doit surtout payer un tribut public de reconnaissance à la *Nouvelle Encyclopédie américaine d'Appleton* [1], le répertoire le plus riche et le plus authentique de faits relatifs non-seulement à l'Amérique, mais encore à une foule de sujets contemporains. L'auteur saisit avec empressement l'occasion d'adresser à MM. Appleton des remercîments d'autant plus chaleureux que, avec leur bienveillante permission, il n'a pas hésité à prendre, dans leur importante publication, des extraits de toute nature, surtout pour l'esquisse historique par laquelle commence ce volume.

L'auteur a été obligé de préparer son livre loin du pays où les renseignements pouvaient le mieux être recueillis et vérifiés; il a dû, d'un autre côté,

1. Nouvelle Encyclopédie américaine annuelle, Dictionnaire populaire des connaissances usuelles (*the New american annual Cyclopedia, a popular Dictionary of general knowledge*), par George Ripley et Charles A. Dana. New-York, Appleton et C°. — 1862.

le publier dans une langue qui n'est pas la sienne. Il ose espérer que ces circonstances atténueront, si elles ne les excusent pas tout à fait, les imperfections de son travail.

TABLE DES MATIÈRES.

LIVRE II.

ORGANISATION MARITIME ET FINANCIÈRE.

LIVRE III.

LUTTE ENTRE LES SYSTÈMES DE TRAVAIL LIBRE ET SERVILE.

LIVRE IV.

HISTOIRE NATURELLE.

LIVRE V.

COURS D'EAUX INTÉRIEURS. — CLIMAT. — PLUIES. — MALADIES.

LIVRE VI.

POPULATION. — ÉMIGRATION. — ESCLAVAGE. — SOURDS-MUETS. AVEUGLES. — ALIÉNÉS. — IDIOTS.

LIVRE VII.

RICHESSES MINÉRALES.

LIVRE VIII.

RESSOURCES AGRICOLES. — DOMAINE PUBLIC.

LIVRE IX.

MANUFACTURES. — COMMERCE ET NAVIGATION.

LIVRE X.

RESSOURCES LITTÉRAIRES. — ÉDUCATION. — CULTES.

LIVRE XI.

VOIES ET CHEMINS PUBLICS.

LIVRE XII.

FORME DU GOUVERNEMENT.

APPENDICES.

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.

INTRODUCTION.

Le système de gouvernement représentatif subit depuis deux ans, en Amérique, l'épreuve la plus difficile qu'il ait jamais eu à surmonter.

Dans la première période de son histoire, la république américaine a fait voir qu'elle était assez forte pour lutter contre l'adversité et tenir tête aux ennemis du dehors, avec un trésor épuisé, une constitution non encore éprouvée et une administration peu expérimentée. Mais elle n'avait pas encore montré si elle était capable de lutter contre le plus formidable ennemi des nations aussi bien que des particuliers, une prospérité sans exemple dans l'histoire.

Elle a surabondamment prouvé qu'elle savait cultiver les arts de la paix, et s'est acquis le respect des puissances étrangères. Saura-t-elle avec autant de bonheur se vaincre soi-même ?

Si la rébellion qui désole actuellement les États-Unis devait aboutir à une séparation définitive, ce résultat serait considéré avec raison comme un symptôme de la faiblesse inhérente aux gouvernements représentatifs. Le monde entier serait alors en droit de déclarer que notre pays a bien tort de s'offrir aux nations comme un modèle de salut, lui qui n'a pas su se sauver lui-même.

Si, au contraire, la paix se rétablit sans qu'il soit nécessaire de sacrifier définitivement l'Union, ou, du moins, quelqu'un de ces grands priviléges populaires qui ont fait, jusqu'ici, la gloire et l'orgueil des États américains, il faudra bien reconnaître que leur système de gouvernement a fait preuve d'une force et d'une vitalité incomparables.

Il y aurait cependant encore une grave question à résoudre. Comment une atteinte aussi sérieuse a-t-elle pu être portée à la Constitution américaine sans que rien ait donné l'alarme, sans qu'aucune précaution ait été prise? Est-ce un système digne de confiance que celui sous lequel une vaste conspiration, dont le but est de renverser le gouvernement, peut se tramer dans l'enceinte même du Capitole, prendre des proportions suffisantes pour défier l'autorité souveraine et soutenir, pendant des années, une lutte aussi ruineuse que sanglante?

A cette question, il faudrait bien répondre négativement, si l'on ne pouvait démontrer que la rébellion actuelle est d'un caractère tout à fait exceptionnel et qu'elle est due à des causes essentiellement temporaires.

Que la rébellion ait pour origine la question de l'esclavage, le contact et le conflit naturel de deux systèmes de travail distincts et inconciliables, c'est ce que l'on admet généralement; mais ce n'est pas là une explication suffisante. S'il n'y avait eu, pour détruire l'harmonie entre les États, d'autre motif déterminant qu'une divergence dans les systèmes de travail, on peut donner, sinon comme certain, du moins comme tout à fait probable, que la conciliation de leurs différends n'aurait pas coûté une seule goutte de sang.

Malheureusement, à l'origine même de la carrière de la jeune république, comme aux débuts de la race humaine dans le jardin du paradis, une concession imprudente fut faite qui, de même que toutes les transactions avec l'esprit du mal, devait produire la violence et nécessairement la discorde.

Cette concession était comprise dans l'article de la Constitution qui confère au propriétaire d'esclaves certains priviléges

exclusifs d'une grande importance. Aux termes de cet article, pour déterminer le chiffre des représentants que chaque État aurait le droit d'envoyer au Congrès, les trois cinquièmes de la totalité des esclaves étaient comptés comme l'équivalent du même nombre de blancs. De sorte que, antérieurement au Congrès actuel, les États esclavagistes possédaient trente représentants de plus qu'il n'en était accordé à un nombre correspondant de citoyens libres, dans les États du Nord. Chaque siége ainsi obtenu constituait, on le comprend, une dérogation flagrante aux droits des États libres qui, n'ayant pas d'esclaves, n'étaient pas représentés dans une juste proportion [1].

Cette distinction entre les possesseurs d'esclaves et les possesseurs de biens d'une nature toute différente était inconciliable avec les principes fondamentaux de la souveraineté populaire sur lesquels repose le gouvernement, et affectait plus grièvement, de jour en jour, les intérêts des États non esclavagistes.

Le fait que cinq nègres conféraient à un État la même prérogative politique que trois blancs, porta les propriétaires non-seulement à désirer l'augmentation du nombre de leurs esclaves, mais encore à considérer comme une offense politique toute tentative faite pour discréditer un genre de propriété qui leur procurait de si grands avantages. C'est à ce sentiment qu'il faut attribuer, en partie, les abominables atrocités qui, depuis trente ans, se sont reproduites, presque chaque jour, dans les États esclavagistes. La profession de foi abolitioniste est le seul crime pour la punition duquel la justice du Sud n'a jamais pu se résoudre à attendre les lentes décisions des tribunaux constitutionnels.

Il était impossible, aussi bien en théorie qu'en pratique, que ces deux systèmes sociaux et politiques subsistassent conjointement. Une société, fondée sur l'avilissement des classes ouvrières, où, par conséquent, tout travail manuel dégrade le citoyen, mais qui, en même temps, possède près de la moitié

1. Voir livre XII, chapitre I, et appendice B.

de la représentation politique du pays, ne peut vivre en paix avec une population deux fois au moins plus nombreuse, habitant des États distincts et plus ou moins éloignés, où presque tout individu possédant le droit de suffrage jouit, devant la loi, de l'égalité politique, où aucune espèce de travail honnête ne dégrade et ne ferme l'accès des emplois et des dignités.

On devait logiquement s'attendre à échouer dans toute tentative formée pour concilier ces inconciliables intérêts. Les priviléges accordés aux propriétaires d'esclaves constituaient, dans le corps politique, autant de superfétations anormales, qui devaient être extirpées à tout prix, ainsi que la nature expulse d'elle-même les corps étrangers qui viennent accidentellement troubler notre économie physique. Il eût fallu se débarrasser au plus vite de l'élément de discorde auquel j'ai fait allusion : on le laissa subsister, on le favorisa. Temporisation funeste, due à la découverte de la machine à nettoyer le coton, découverte qui augmenta si rapidement dans les États cotonniers la valeur du travail servile, que les planteurs fermèrent désormais l'oreille à toutes les considérations présentées jadis avec quelque chance de succès, en faveur d'une extinction de l'esclavage aussi rapide que possible, mais équitable !

Ainsi, dès les premiers temps de son existence, la jeune république portait dans son sein un ferment de discorde. Les deux partis se surveillaient mutuellement avec une jalousie pleine de méfiance : le Sud, pour empêcher que son influence politique ne diminuât en proportion de l'industrie, de la puissance croissante du Nord et de l'immigration qui s'accumulait sur ses frontières ; le Nord, pour arrêter l'extension des priviléges exagérés que la constitution avait accordés seulement aux treize États originels.

Il en résultait que, lorsqu'un État à esclaves demandait son admission dans l'Union, un État libre se présentait aussitôt réclamant la même faveur. C'est ainsi que l'admission du Kentucky fut équilibrée par celle du Vermont ; l'admission

du Tennessee par celle de l'Ohio; l'admission de la Louisiane, du Mississipi et de l'Alabama, par celle de l'Indiana, de l'Illinois et du Maine.

En 1819, on proposa de recevoir dans l'Union l'Arkansas et le Missouri, États esclavagistes. Le Nord y répondit en proposant, à son tour, de prohiber l'introductien d'esclaves nouveaux dans l'État du Missouri, et d'affranchir graduellement les descendants des esclaves qui s'y trouvaient déjà.

Telle fut l'origine de la première lutte sérieuse entre les États libres et les États esclavagistes; c'était une conséquence logique du privilége introduit dans la Constitution.

Le débat fut violent, désespéré même de la part du Sud, qui menaça d'une dissolution de l'Union et dit que « des flots de sang pourraient seuls éteindre l'incendie qui venait d'être allumé. » Malheureusement, et comme toujours jusqu'alors, la lutte se termina par un compromis, que l'on respecta aussi longtemps qu'il servit les intérêts de l'esclavage, et que l'on se hâta de violer dès qu'il cessa de les favoriser. L'État actuel du Missouri fut admis avec l'esclavage, mais à la condition que le territoire situé au nord de cet État serait libre à jamais[1].

Si, dès cette époque, on avait franchement envisagé la difficulté, pour la combattre avec vigueur et la terminer, en vertu des principes sur lesquels reposait le gouvernement; si l'on avait enlevé à la propriété esclavagiste tout droit à la représentation, et qu'on l'eût, politiquement, placée sur le même pied que toute autre propriété, on ne saurait douter que la nation eût échappé aux horreurs d'une guerre fratricide.

La récolte du coton n'atteignait pas alors la troisième partie de la récolte de 1860, et le nombre des esclaves était à peine le tiers de ce qu'il est aujourd'hui; la doctrine de la sécession n'avait pas encore fait école, et des membres du cabinet ne s'en étaient pas faits les apôtres. Le gouvernement fédéral était entre les mains d'hommes peu enclins à

1. Voir livre II, chapitre III.

favoriser l'extension de l'esclavage; quelques-uns même, au début de leur carrière, s'étaient occupés de projets ayant pour but l'extinction de la servitude.

Si ces hommes, qui appréciaient, à sa juste valeur, le danger d'accroître l'inégalité politique entre les États libres et les États à esclaves, en élargissant, dans le Sud, les bases de la représentation calculée d'après la propriété; si ces hommes avaient toujours agi suivant leurs convictions, le pays aurait probablement échappé à l'agitation funeste qui n'a cessé, depuis lors, d'affecter d'une si déplorable façon ses plus chers intérêts. L'amour de la paix les entraîna dans une faiblesse coupable ; et la guerre sociale et politique commença entre les États libres et les États esclavagistes pour ne plus s'éteindre.

Après le compromis du Missouri, la question de l'esclavage était moins résolue que jamais. Ce compromis avait révélé aux partisans de l'esclavage la puissance qu'ils pourraient puiser dans leurs menaces de séparation; il leur fit voir à quels sacrifices les intérêts industriels et commerciaux du Nord sauraient se résoudre en vue du maintien de la tranquillité publique. Pendant les années qui suivirent, les hommes d'État du Sud ne manquèrent pas de mettre à profit cette découverte.

La masse du peuple dans les États libres, en dehors des grands centres commerciaux, s'alarma de la décision qui termina le débat du Missouri, et l'on se remit à discuter l'esclavage avec plus d'âpreté que jamais, aux points de vue économique et philanthropique.

A ce moment, le Sud crut que la prudence lui commandait d'arrêter, dans les États à esclaves, la circulation des documents antiesclavagistes. Le gouvernement fédéral ne craignit pas de prêter son appui à cette politique odieuse. Il fit rechercher et saisir, dans les bureaux de poste du Sud, tous les ouvrages abolitionistes qui devaient circuler par cette voie[1]. Ce fut encore là une de ces iniquités criantes causées par la

1. Voir livre III, chapitres I et II.

déplorable admission, dans l'État, de l'esclavage comme intérêt politique.

Peu de temps après, John C. Calhoun, l'organisateur et, tant qu'il vécut, le chef reconnu du parti esclavagiste, mûrit son fameux plan, grâce auquel il prétendait maintenir l'équilibre entre les États libres et les États à esclaves. Malgré les avantages représentatifs qu'assurait à ces derniers la nature de leurs propriétés, le recensement de 1840 prouva au Sud que sa puissance politique relative déclinait rapidement. De là l'idée d'annexer le Texas, qui devait former cinq États, chacun desquels enverrait au Congrès deux sénateurs et un nombre de représentants calculé d'après la propriété servile[1]. De là, encore, les propositions, souvent renouvelées, d'acheter Cuba, ou, en cas de non-réussite, de s'en emparer[2]; les encouragements donnés par le gouvernement fédéral aux expéditions de flibustiers dirigées contre l'Amérique centrale; les projets nombreux mis en avant pour ranimer la traite[3]; la tentative violente faite pour empêcher le peuple du Kansas d'exclure l'esclavage de son territoire, lors de son admission dans l'Union[4]; de là, enfin, une croisade générale entreprise dans le but de faire de la servitude humaine « la pierre angulaire » de la république.

Ainsi qu'il fallait s'y attendre, l'annexion du Texas eut pour résultat une guerre avec le Mexique et, en dernier lieu, l'adjonction, aux États-Unis, de la Californie et du Nouveau-Mexique. L'annexion du Texas réveilla naturellement cette discussion, où il s'agissait, d'une part, de donner une extension nouvelle à l'esclavage et à la représentation esclavagiste, et, de l'autre, de le faire rentrer dans les limites que lui assignait la Constitution. Jamais, dans aucun des Congrès qui se sont réunis depuis cette époque, ces questions brûlantes n'ont été agitées avec autant de véhémence et d'animosité. Cette lutte a

1. Voir livre III, chap. IV.
2. Voir livre III, chap. IV.
3. Voir livre III, chap. IV et V.
4. Voir livre III, chap. IV et V; et livre VI, chap. III, Esclavage.

eu pour conséquences finales le défi ouvertement porté à l'autorité fédérale et la guerre civile ; résultat logique et inévitable de toute tentative ayant pour objet d'asseoir un gouvernement sur deux principes absolument incompatibles.

Si l'on n'avait pas accordé aux États esclavagistes le privilége de la représentation calculée d'après la propriété; ou bien, si, lors de la première discussion sérieuse née de ce privilége, on avait résolu le différend en plaçant les deux espèces de propriétés sur un pied d'égalité parfaite; alors on n'aurait eu aucun motif pour restreindre l'esclavage à ses limites géographiques. Comme puissance politique, l'esclavage serait, depuis longtemps, assez faible pour ne plus inspirer d'alarmes; toute discussion sur ce sujet se serait éteinte, faute d'aliments, dans le Congrès, les divers États ayant un intérêt immédiat à entretenir la cordialité de leurs relations; ou, s'il y avait eu discussion, la majorité aurait promptement prévalu sans autres armes que celles que la légalité et la Constitution mettaient entre ses mains.

Mais il en fut ordonné autrement; et Celui qui sait faire jaillir le bien du mal, qui veut que les misères de ses créatures soient autant de témoignages de sa bonté et de sa sagesse, décida que les hommes d'État des générations américaines précédentes fermeraient les yeux sur les dangers de la voie qu'il leur avait plu de choisir.

Ce n'est pas ici le lieu de reprocher à leur mémoire des actes qui, grâce aux leçons de notre triste expérience, nous semblent aujourd'hui d'une imprévoyance et d'une imprudence extraordinaires. Dans tous les cas, ce n'est pas moi qui me ferai jamais leur accusateur. L'histoire est trop féconde en erreurs semblables pour qu'il soit permis de jeter un blâme irréfléchi sur les auteurs des compromis esclavagistes. Ils ont agi suivant leurs convictions. Ceux qui ont l'habitude de reconnaître, dans les vicissitudes des nations, la main de la Providence, comprendront que cette faiblesse apparente, reprochée aux créateurs de la Constitution fédérale, ne provient, après tout, que d'une de ces influences mystérieuses

dont le monde tient ordinairement peu de compte, et qui hâteront l'extinction radicale de l'esclavage dans l'Amérique du Nord.

Dans les pays et les colonies où les propriétaires d'esclaves ne sont investis d'aucun privilége particulier, comme dans les Antilles espagnoles et au Brésil, par exemple, jamais il n'a existé, contre l'esclavage, une hostilité aussi violente que celle qui s'est graduellement développée aux États-Unis depuis quarante ans. Et cependant il n'y a pas de pays au monde où une telle masse de capitaux soit engagée dans le travail servile, et où, par conséquent, on ait, à un même degré, le désir de jouir tranquillement des fruits de ce travail. Ces capitaux sont distribués sur toutes les parties de l'Union, et toutes les classes commerciales et industrielles des États libres ont, directement ou indirectement, dans le travail servile, un intérêt pécuniaire qui ne le cède en rien à celui des États esclavagistes.

C'est de la tentative inconsidérément faite, dès le principe, par les propriétaires d'esclaves, pour se saisir d'un privilége politique dont ils n'avaient pas besoin, auquel ils n'avaient nul droit, et qui, par conséquent, ne pouvait leur procurer que des avantages apparents, en raison de la loi morale qui régit les nations comme les partis politiques et les individus; c'est de cette tentative, dis-je, que découlent tous les abus, tous les excès dont le Nord et le Sud ont eu à se plaindre; c'est elle qui a engendré ce que M. Seward a si justement qualifié de « conflit irréconciliable » entre le travail libre et le travail servile aux États-Unis.

Il est évident que les deux systèmes n'auraient jamais pu s'harmoniser ni prospérer simultanément. L'esclavage est une révolte contre les décrets de la Providence; comme tel il est frappé, tôt ou tard, de stérilité; et l'on ne peut supposer qu'avec les leçons périodiques du recensement et une presse libre, cette institution eût gagné dans la faveur du peuple. Sans les priviléges spéciaux qui lui étaient attribués, l'esclavage aurait subi le sort de tous les abus politiques et sociaux: il se serait graduellement et pacifiquement éteint sous l'in-

fluence de la discussion publique et des combinaisons politiques.

De tout ce qui précède, il ressort évidemment que le principe de la souveraineté du peuple ne pourrait être atteint, comme on le suppose généralement, par les calamités possibles de la république américaine, puisque les désordres qui affligent actuellement les États-Unis proviennent précisément de ce que cette souveraineté a été violée dans la Constitution organique. Si le gouvernement fédéral n'a pu rétablir l'harmonie entre les États, avec toute la promptitude nécessaire, ce n'est pas parce qu'il est un gouvernement démocratique, mais plutôt parce qu'il n'est pas un gouvernement vraiment démocratique; ce n'est pas parce que le peuple est investi d'un pouvoir trop grand, mais parce que ce pouvoir ne se trouve pas équitablement distribué, parce qu'une classe de propriétaires a été privilégiée par la Constitution et que, avec le temps, et outre la part qui lui est propre, cette classe a été investie des droits politiques et personnels appartenant, en toute justice, aux quatre millions de travailleurs noirs qui font valoir ses propriétés.

Il est maintenant trop tard pour appliquer le remède qui, d'abord et pendant quelques-unes des années qui ont suivi 1819, aurait pu prévenir l'appel aux armes. Il était même trop tard en 1860, après que le recensement eut constaté ce fait saisissant que la moyenne de la représentation esclavagiste serait, à l'avenir, réduite à moins d'un tiers — si rapide avait été l'accroissement relatif de la population libre — et que l'on ne pouvait plus compter désormais sur l'équilibre politique entre les États à esclaves et les États libres. Il était évident que la suprématie passait irrévocablement du côté de ces derniers, et toute transaction sur les bases de la Constitution avec ceux qui préféraient l'esclavage à l'Union devenait dès lors impossible.

L'esclavage, retranché derrière une classe privilégiée et soutenu par cette classe unique, étant la cause effective de la rébellion, son abolition, entraînant avec elle les privilèges

dont il est la source, ferait disparaître l'unique dissonance de la Constitution, et, par suite, selon toute probabilité, le seul élément susceptible de résister à l'opinion publique constitutionnellement exprimée.

Si la proclamation récente du président Lincoln[1], proclamation qui, au préalable, a reçu la sanction du Congrès, a pour résultat l'émancipation absolue de plus de trois millions d'esclaves auxquels il promet la liberté, les autres esclaves, au nombre de neuf cent mille environ, ne suffiraient plus pour étayer une puissance politique de quelque importance, quand bien même les États qui les possèdent se refuseraient à accepter l'indemnité offerte par le gouvernement fédéral. Ils ne tarderaient pas à partager la destinée des autres esclaves des États cotonniers; et si ces derniers devenaient libres, ils le seraient également.

Ce résultat si désirable sera-t-il atteint? Quand le sera-t-il, et par quels moyens? Les événements seuls pourront résoudre ces questions. Nous connaissons quelque peu le passé; mais, par bonheur, l'avenir nous reste voilé. C'est pour cette raison que les nations sont susceptibles de se préparer des destinées assez glorieuses pour dépasser les espérances, même les plus ambitieuses, de leurs citoyens: ce qui serait impraticable, si l'on savait d'avance au prix de quelles tribulations, de quelles misères, ces grandeurs doivent être obtenues. Les pages qui vont suivre retracent un développement national merveilleux, et qui, sur beaucoup de points, est sans précédent dans l'histoire. Si Moïse ne voulut pas croire que Dieu eût conduit dans le désert les enfants d'Israël pour les y laisser mourir de faim, je ne puis, moi, quand je considère les actes de notre grande république, et la façon presque miraculeuse dont elle s'est constituée et maintenue, je ne puis supposer qu'elle soit destinée à s'éteindre,

And leave the world no copy[2].

1. Voir la conclusion du chapitre III, livre VI.
2. Sans laisser au monde sa copie.

Pendant les soixante-dix années qui se sont écoulées depuis leur organisation, les quinze États primitifs en ont vu se grouper dix-neuf autres autour d'eux; la population générale du pays a presque décuplé, et celle de la grande métropole s'est multipliée trente fois. La marine commerciale qui, en 1792, ne comprenait que 564,437 tonnes, en représentait, en 1861, 5,539,813; les importations, pendant la même période, s'élevèrent de 157,500,000 fr. à 1,810,819,705 fr.; et les exportations, de 103,765,490 fr. à plus de 1250 millions de fr. En 1792, la terre était encore vierge à l'ouest des États riverains de l'Atlantique; actuellement, l'agriculture nationale est représentée par plus d'un million et demi de fermes d'au moins 200 acres en moyenne, répandues sur toute l'étendue du continent, et dont la valeur, en y comprenant les instruments aratoires, est supérieure à 35 milliards de francs. Les manufactures, au commencement de ce siècle, n'avaient qu'un développement tout à fait insignifiant; maintenant, leur produit annuel dépasse 9 milliards 500 millions de francs.

En 1792, le service postal des États-Unis ne parcourait que 9,070 kilomètres; en 1861, il s'étendait sur 225,000 kilom. dont 35,426 kilom. de chemins de fer. Sa première voie ferrée destinée au public fut ouverte en 1825; en 1860, il y avait aux États-Unis 49,222 kilomètres en exploitation, ayant coûté 5,672,264,545 francs.

Le système de télégraphie électrique le plus simple et le plus efficace fut inventé par un Américain, et le pays est maintenant couvert d'un réseau de lignes télégraphiques formant un ensemble d'environ 96,540 kilomètres.

L'armée qui, en 1793, ne s'élevait qu'à 5,120 hommes, comprend aujourd'hui plus de 800,000 soldats en activité. La marine, dont l'existence, en 1793, était plus que problématique, avait, au 1er janvier 1863, 60 bâtiments de plus qu'aucune autre nation du globe.

Le peuple américain croit avoir définitivement résolu le grand problème de la liberté religieuse; il élève des temples pour tous les fidèles, quelle que soit leur confession, sans in-

tervention de la part du gouvernement. Il a mis à la portée de toutes les classes les bienfaits de l'instruction élémentaire, et, de plus, il a consacré, à la fondation et à l'entretien d'écoles gratuites plus de 50 millions d'acres (20,000,000 d'hectares) de terres domaniales. Il imprime et livre à la circulation des journaux en nombre plus considérable que toute autre nation, et l'on pourrait presque dire que toutes les nations réunies.

Il a donné un asile et un domicile à plus de sept millions d'émigrants étrangers, y compris leurs descendants; et, ce qui est sans exemple dans l'histoire, mettant en pratique le principe auguste de fraternité universelle, il a offert une concession [1], à prendre sur les meilleures terres libres encore du domaine public, et sans distinction de nationalité ou d'opinion politique et religieuse, à tous ceux qui consentiraient à partager les destinées de la république.

Il a enseigné au monde la direction des courants de l'Océan et les voies de l'électricité dans l'espace; les produits de son génie inventif se rencontrent dans toutes les parties du monde; ses diplomates ont contribué, dans une grande mesure, à l'application libérale des lois maritimes et à l'affirmation des droits des neutres; ses institutions politiques et sociales, au moins dans les États libres, ont ennobli le travail; il a placé l'égalité politique de tout Américain, indigène ou naturalisé, sous l'égide des garanties constitutionnelles; il a rendu accessible à toutes les classes, sans distinction, les dignités publiques et les emplois salariés par l'État.

Enfin, ce peuple vient d'accepter de propos délibéré tous les risques d'une désastreuse guerre civile, plutôt que de changer en symbole de propagande esclavagiste ce drapeau consacré par tant de luttes en faveur de la liberté.

Voilà ce que la république américaine a su faire pendant sa courte carrière. Quelle que soit l'opinion de celui qui lira ces pages, quant au résultat final de la révolution actuelle, il devra au moins reconnaître qu'une nation qui a accompli tant

1. 160 acres (24 hectares 27 ares 60 centiares).

et de si grandes choses en un aussi court espace de temps, a donné au monde des leçons que l'on pourra tôt ou tard mettre à profit. Tous ces merveilleux efforts ne peuvent manquer de contribuer, c'est mon intime conviction, à étendre le domaine de la science politique et à prouver à la foi vacillante du monde que l'homme est capable de se gouverner lui-même.

L'avenir pourra constater peut-être que les institutions des États-Unis sont plus ou moins défectueuses et que la souveraineté populaire pourrait être assise sur des bases mieux raisonnées et plus solides; mais de grands principes sont, dès à présent, immuablement résolus : c'est que les gouvernements doivent être organisés uniquement en vue du bien-être des gouvernés; et que le meilleur gouvernement est celui qui, au moyen d'un système représentatif parfaitement équitable, assure à l'universalité des citoyens le droit de faire et d'appliquer les lois sous le régime desquelles il leur convient de vivre.

Je crois qu'il m'est permis d'affirmer qu'une honorable part, dans la démonstration pratique de ces deux principes fondamentaux, appartient à la grande nation qui combat actuellement pour son existence de l'autre côté de l'Atlantique.

LES

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

EN 1863.

LIVRE I.

PÉRIODE COLONIALE.

1496-1782.

CHAPITRE I.

Étendue et position géographique des États-Unis.
— Peuples autochthones.

La république des États-Unis d'Amérique est située entre 24° 30′ et 49° de latitude nord, et 66° 50′ et 124° 30′ de longitude ouest. Elle est bornée au nord par l'Amérique anglaise, dont elle est séparée par une partie du cours du Saint-Laurent et par les lacs Supérieur, Huron, Érie et Ontario, et la rivière Saint-Clair; à l'est, par l'océan Atlantique; au sud, par la république et le golfe du Mexique; et à l'ouest, par l'océan Pacifique.

Dans sa plus grande longueur, du cap Cod, sur l'o-

céan Atlantique, jusqu'à l'océan Pacifique, près du 42° de latitude, cette vaste région mesure près de 4185 kilomètres; et, dans sa plus grande largeur, de Madawaska, dans l'État du Maine, jusqu'à Keywest, dans l'État de la Floride, environ 2574 kilomètres. En moyenne, sa longueur est de 3861 kilomètres et sa largeur de 2090 kilomètres.

Sa ligne de frontières, du côté de l'Amérique anglaise, s'étend sur un peu plus de 5314 kilomètres, et, du côté du Mexique, sur un peu plus de 2342 kilomètres.

La ligne des côtes maritimes, y compris les grandes échancrures du continent, donne un total de 20 288 kilomètres, dont 11 039 pour l'Atlantique, 5579 pour le golfe du Mexique et 3670 pour le Pacifique.

La superficie totale des États et territoires est de 7 964 711 kilomètres carrés.

La contrée connue actuellement sous le nom d'États-Unis était, lorsque les Européens y abordèrent pour la première fois, exclusivement habitée par la race rouge ou cuivrée, communément appelée Indiens Américains. On ne sait rien de positif sur l'origine de ce peuple, quoique ses vagues traditions et sa ressemblance générale avec les tribus du nord-est de l'Asie, rendent assez plausible cette hypothèse que ses ancêtres ont immigré en Amérique par le détroit de Behring ou par les îles Aléoutiennes. On a des raisons pour croire que ces Indiens n'étaient pas les premiers occupants du sol, où, presque partout, et principalement dans la vallée du Mississipi, on rencontre de gigantesques monuments de terre que l'on suppose avoir été construits par une race inconnue et depuis longtemps éteinte. Ces Indiens se ressemblaient tellement au physique; leurs mœurs, leurs usages, leur religion, leurs institutions sociales et politiques étaient tellement identiques, qu'ils ne for-

maient virtuellement qu'un seul peuple; ils se divisaient, cependant, en une multitude de tribus, presque perpétuellement en guerre l'une avec l'autre et parlant une foule de dialectes. Parmi ces tribus nous avons pu en trouver huit offrant des différences radicales : l'Algonquin, l'Iroquois, le Cherokee, le Catawba, l'Uchee, le Natchez, le Mobilien et le Dacotah ou Sioux.

Les Algonquins habitaient le pays comprenant actuellement la Nouvelle-Angleterre, une partie de l'État de New-York, la Pennsylvanie, le New-Jersey, le Delaware, le Maryland, la Virginie, la Caroline du Nord jusqu'au cap Fear, une grande portion du Kentucky et du Tennessee et la majeure partie de l'Ohio, de l'Indiana, de l'Illinois, du Michigan, du Wisconsin et du Minnesota. Leurs plus importantes tribus étaient les Knistenaux, les Ottawas, les Chippewas, les Sacs et Renards, les Menomonees, les Miamies, les Piankeshaws, les Potawatomies, les Kickapoos, les Illinois, les Shawnees, les Powhatans, les Corees, les Nanticokes, les Lenni-Lenapes ou Delawares, les Mohicans, les Narragansets, les Pequots et les Abenakis.

Les Iroquois occupaient presque toute cette portion du Canada située au sud de l'Ottawa, entre les lacs Ontario, Érie et Huron, la presque totalité de l'État de New-York et les parties de la Pennsylvanie et de l'Ohio bordant la rive méridionale du lac Érie. Ils étaient complétement enveloppés par les territoires des Algonquins, leurs ennemis. Leurs tribus principales, les Senecas, les Cayugas, les Onondagas, les Oneidas, et les Mohawks, formaient une confédération connue par les Anglais sous le nom des Cinq-Nations et, après l'admission de la tribu des Tuscaroras, en 1722, sous celui des Six-Nations. Les Anglais, toutefois, les nommaient collectivement. Mohawks ou Mingos; ce dernier nom leur était donné par les Algonquins. Le nom générique d'Iroquois

leur fut appliqué par les Français. Ils se donnaient à eux-mêmes celui de Konaskionis, ou constructeurs de cabanes.

Les Catawbas habitaient les bords des rivières Yadkin et Catacoba, le long de la frontière actuelle des deux Carolines.

Le territoire des Cherokees s'étendait depuis la Broad-River (*Rivière-Large*), dans les Carolines, à l'est, jusqu'à la rivière Alabama, à l'ouest, en y comprenant toute la Haute-Géorgie.

Au-dessous des Cherokees, sur la Savannah, l'Oconee, et vers les sources du grand Ogeechee et du Chattahoochee, étaient établis les Uchees, qui parlaient un idiome particulier d'une grande dureté, et qui semblaient les restes déchus d'une nation jadis puissante.

La partie de l'État de la Géorgie qui n'était pas possédée par les Cherokees, une portion des États de la Caroline du Sud, du Tennessee et du Kentucky, et la totalité des États de la Floride, de l'Alabama et du Mississipi, étaient occupés par un grand nombre de tribus connues, dans l'histoire des États-Unis, sous le nom de nation Mobilienne. Leur territoire, qui ne le cédait, pour l'étendue, qu'à celui des Algonquins, se trouvait sur les rives du golfe du Mexique, depuis l'Atlantique jusqu'au Mississipi. Ils se divisaient en trois grandes confédérations de tribus, les Muscogees ou Creeks, les Choctaws et les Chicasaws. Parmi les sous-tribus les plus importantes, il convient de citer celles des Seminoles et des Yemassees, appartenant toutes deux à la confédération Creek.

Un territoire de faible dimension situé à l'est du Mississipi, sur les bords de la rivière la Perle (*Pearl-River*), appartenait aux Natchez qui, quoique entourés par les tribus mobiliennes, constituaient un peuple distinct, parlant une langue spéciale et adorant le soleil.

Au delà du Mississipi erraient les nombreuses tribus

des Dacotahs ou Sioux, qui occupaient la région bornée par l'Arkansas, au sud, le lac Winnipeg, au nord, et les montagnes Rocheuses, à l'ouest. Leurs divisions principales étaient : les Winnibagoes, entre le lac Michigan et le Mississipi; les Assiniboins, à l'extrême nord; les Minatarees, les Mandans et les Corbeaux, à l'ouest des Assiniboins; et les Sioux méridionaux, entre l'Arkansas et la Rivière-Platte.

Plus loin encore que la nation Dacotah, dans les grandes plaines, dans les montagnes Rocheuses, et sur les versants du Pacifique, vivaient les puissantes tribus des Pawnees, des Comanches, des Apaches, des Utahs, des Pieds-Noirs, des Serpents, des Nez-Percés, des Têtes-Plates et des Indiens Californiens.

Tant qu'elle fut en la possession des aborigènes, la région s'étendant du Mississipi à l'Atlantique, et des lacs au golfe du Mexique, n'était, sauf quelques rares exceptions, qu'une vaste forêt, un immense terrain de chasse; les naturels trouvaient, dans les fauves qui les peuplaient, la base fondamentale de leur nourriture et les peaux dont ils se vêtaient principalement.

CHAPITRE II.

Premiers visiteurs du continent nord américain. — Colonisation par les Italiens, les Espagnols, les Français, les Anglais, les Hollandais, les Allemands et les Scandinaves. — Première implantation en Amérique de l'esclavage et du coton. — Débuts du gouvernement représentatif.

D'après les Sagas scandinaves, un Norvégien du nom de Leif, parti, en 1002, de l'Islande pour le Groenland, fut poussé par les vents dans la direction du sud et atterrit sur une plage qu'il appela Vinland, à cause des vignes sauvages qu'il y trouva. D'autres aventuriers scandinaves y abordèrent plus tard et y fondèrent des établissements qui disparurent presque aussitôt.

Quoique beaucoup d'auteurs prétendent que cette Vinland n'est autre que le Rhode-Island, ou quelque autre point de la côte de la Nouvelle-Angleterre, sa véritable position n'est rien moins que connue. Les légendes septentrionales sont trop vagues pour qu'il soit permis de les considérer comme des documents historiques; et il faut se contenter de faire remonter la première visite des Européens au pays composant maintenant les États-Unis, à cinq années environ après la découverte des Indes occidentales par Christophe Colomb.

En 1497, le Vénitien Jean Cabot partit de Bristol avec

un vaisseau dont Henri VII lui avait donné le commandement. Le 24 juin, il découvrit une terre qu'il longea, dans la direction de l'ouest, sur une étendue de 1000 milles, accostant sur divers points pour y hisser les pavillons d'Angleterre et de Venise. L'année suivante, son fils, Sébastien Cabot, quitta également Bristol avec deux voiles pour chercher, au nord-ouest, un passage vers la Chine. Les glaces lui opposant une infranchissable barrière, il navigua au sud et s'avança jusqu'à la baie de Chesapeake.

Quelques années après, en 1513, l'Espagnol Ponce de Léon découvrit la Floride et prit possession du sol même auprès duquel se trouve actuellement Saint-Augustin. Il essaya d'y fonder une colonie, mais il fut repoussé et mortellement blessé par les naturels.

Vers la fin de 1523, le roi de France, François Ier, chargea le Florentin Jean Verrazani d'explorer la côte Nord-Américaine. Après une orageuse traversée de cinquante jours, Verrazani atterrit près de Wilmington (Caroline du Nord); il n'y trouva aucun havre favorable, malgré des recherches poussées à 150 milles au sud. En revenant vers le nord, il s'avança jusqu'à la Nouvelle-Écosse, et s'arrêta quelque temps dans les havres de New-York et de New-Port, qu'il décrit tous deux dans la narration de son voyage.

Vint ensuite la fameuse expédition de l'Espagnol De Soto qui, en 1539, débarqua, avec quelques centaines d'aventuriers, à la baie de Tampa, sur la côte occidentale de la Floride, et mit deux années, marquées par une série non interrompue de combats avec les indigènes, à se frayer un chemin dans la région qui forme aujourd'hui les États de Géorgie, d'Alabama, du Mississipi et de la Louisiane, jusqu'au Mississipi. Il s'avança même jusqu'à 200 milles au delà de ce fleuve, sur les bords duquel il revint mourir, dans le courant de la troisième

année de son excursion. Les compagnons de De Soto, découragés par la mort de leur chef, descendirent le fleuve sur des bateaux, traversèrent le golfe et gagnèrent les établissements espagnols du Mexique.

Pendant un long espace de temps, les Espagnols abandonnèrent tout essai de colonisation dans la Floride. Mais en 1562, les réformés français, d'après les conseils de l'amiral Coligny, tentèrent d'y fonder une colonie qui pût devenir pour eux un lieu de refuge en cas de persécution. Muni d'une charte libérale octroyée par Charles IX, Jean Ribault s'établit à Port-Royal, dans la Caroline du Sud, et donna au pays le nom de Caroline, en l'honneur de son souverain. Cette colonie fut bientôt abandonnée, et une autre bande de protestants se fixa sur les rives du fleuve Saint-Jean, en Floride. La ville naissante fut surprise, en 1565, par les Espagnols, qui la détruisirent, massacrèrent les colons, et, la même année, fondèrent Saint-Augustin, la plus ancienne des cités américaines subsistant encore, le premier établissement permanent créé aux États-Unis.

En conséquence des découvertes de Jean et de Sébastien Cabot, l'Angleterre entretenait des prétentions sur l'Amérique du Nord. Ces prétentions couvèrent pendant près d'un siècle, sans être jamais abandonnées, et elles suscitèrent, sous le règne d'Élisabeth, des essais de colonisation sur une grande échelle. En 1585, une expédition envoyée par sir Walter Raleigh, fonda, dans l'île de Roanoke (Caroline du Nord), un établissement qui réussit si peu, qu'au bout de quelques années il n'en restait plus de traces, les colons survivants ayant été enlevés et réduits à la servitude par les Indiens.

Jacques Ier, en 1606, divisa le territoire américain que réclamait l'Angleterre en deux parties : Virginie méridionale, du cap Fear au Potomac, et Virginie septentrionale, de l'embouchure de l'Hudson à Terre-Neuve.

Deux compagnies se constituèrent, en même temps, pour la colonisation de l'Amérique : la compagnie de Londres, à laquelle fut concédée la Virginie méridionale, et la compagnie de Plymouth, qui obtint la Virginie septentrionale. Il fut stipulé que la région comprise entre le Potomac et l'Hudson resterait un terrain neutre sur lequel l'une ou l'autre compagnie pourrait créer des établissements.

La compagnie de Londres se mit à l'œuvre sans retard; en 1607, elle expédia trois navires et cent cinq émigrants, qui entrèrent dans la baie de Chesapeake et fondèrent, le 13 mai, la colonie de la Virginie, en posant la première pierre de Jamestown, sur la rivière James, ville et cours d'eau ainsi nommés en l'honneur du roi Jacques (en Anglais *James*). L'expédition avait été placée sous le commandement du capitaine Newport; mais son véritable chef, l'âme de l'entreprise, était le célèbre capitaine John Smith, dont la prudence, le courage et l'énergie sauvèrent la colonie naissante des dangers qui auraient infailliblement amené sa perte. Il eut, en effet, à lutter contre la mauvaise nature du plus grand nombre des colons, qui étaient, comme le dit Smith lui-même, « ou des hommes ne connaissant aucun frein et expédiés par leurs amis dans le but de les garantir de la mauvaise destinée qui, dans la mère patrie, aurait été leur partage; ou des gentilshommes pauvres, des commerçants ruinés, de pauvres diables, tous gens mieux faits pour ruiner et détruire leur communauté que pour en édifier une et la soutenir. » D'un autre côté, il eut à se garantir des hostilités des naturels, quoique ces derniers, par suite du mariage de Pocahontas, fille de leur roi ou principal chef Powhatan, avec un Anglais (1614), fussent devenus les amis, pour quelques années, au moins, des émigrants.

Le gouvernement de la Virginie fut d'abord exercé,

au nom du roi, par des conseils dont les membres relevaient uniquement de la couronne qui les nommait. Mais avec le temps et après diverses modifications, le pouvoir tomba constitutionnellement entre les mains d'une assemblée de notables choisis par le peuple. Cette assemblée tint sa première séance le 19 juin 1619.

Ce début du gouvernement représentatif en Amérique fut presque immédiatement suivi d'un double événement, qui sembla, à cette époque, d'une légère importance, mais qui devait être, pour la future République, la source, à la fois, d'une grande prospérité et de malheurs incalculables. En août 1619, un vaisseau de guerre hollandais remonta la rivière James et vendit aux colons vingt nègres d'Afrique, introduisant ainsi l'esclavage en Amérique. Deux ans après, en 1621, la culture du coton commença.

CHAPITRE III.

Arrivée des Pèlerins. — Fondation des colonies septentrionales.

Le capitaine John Smith, qui était retourné en Angleterre en 1609, revint en Amérique en 1614; et après avoir soigneusement étudié la côte, depuis Penobscot jusqu'au cap Cod, il donna au pays le nom de Nouvelle-Angleterre. Antérieurement, en 1607, deux vaisseaux, commandés par Raleigh et Gilbert, avaient amené une compagnie de quarante-cinq émigrants. Ces derniers, sous la direction de George Popham leur chef, formèrent, près de l'embouchure du Kennebec, l'établissement de Saint-Georges, qu'ils abandonnèrent l'année suivante.

A son retour dans sa patrie, Smith publia une carte et une description de la Nouvelle-Angleterre. Cette publication, et ses explications verbales sur les avantages de l'émigration, excitèrent en Angleterre un immense enthousiasme pour la colonisation de l'Amérique, et une compagnie nouvelle obtint du roi des lettres patentes qui, sous la dénomination de *Conseil établi à Plymouth, dans le comté de Devon, pour le défrichement, la réglementation, l'ordonnancement et le gouvernement de la Nouvelle-Angleterre en Amérique*, conféraient aux

planteurs la propriété absolue de tout le pays s'étendant, en longueur, du 40e au 48e degré de latitude nord, et, en largeur, de l'Atlantique au Pacifique. Elles leur attribuaient, en même temps, une juridiction illimitée, le droit de législation, la faculté de choisir la forme de gouvernement qui leur conviendrait et de désigner leurs autorités.

Le territoire, ainsi concédé, comprenait plus de 1 609 000 kilomètres carrés, c'est-à-dire, la Nouvelle-Écosse, le Nouveau-Brunswick, les Canadas, la Nouvelle-Angleterre, le New-York, la Pennsylvanie, près de la moitié du New-Jersey, et toute la région située immédiatement à l'ouest de ces États.

Toutefois, la première colonie anglaise, fondée sur ce territoire, fut créée à l'insu de la compagnie et sans l'assistance du roi Jacques, par les « Pères pèlerins de la Nouvelle-Angleterre. » C'était une société de Puritains qui, sous la conduite de John Carver, William Brewster, William Bradford, Édouard Winslow et Miles Standish, quitta l'Angleterre, le 6 septembre 1620, sur *le Mayflower*, bâtiment de 180 tonneaux, et débarqua le 21 décembre (11 décembre, V. S.), au nombre d'environ cent hommes, femmes et enfants, dans un havre de la baie de Massachusetts. Ils y construisirent une ville qu'ils nommèrent Plymouth, en mémoire de l'hospitalité que leur avait donnée le port d'Angleterre d'où ils avaient mis à la voile. « La postérité reconnaissante, dit Bancroft, a marqué le rocher qui reçut la première empreinte de leurs pas. Les conséquences de ce jour heureux se développent de jour en jour. Ce fut l'origine de la Nouvelle-Angleterre ; ce fut l'implantation de ses institutions. Les historiens sérieux se sont plu à rechercher et à retracer toutes les traditions des pèlerins ; les plus nobles poëtes ont célébré leurs vertus ; c'est aux plus grands génies qu'a été réservé l'honneur

de faire ressortir leurs mérites et de dire quelles furent les conséquences de leur audacieuse entreprise.... Au moment où les pèlerins débarquèrent, leurs institutions avaient déjà atteint la plénitude de leur perfection. De prime-saut l'Amérique se trouva gratifiée de la liberté démocratique et du culte chrétien indépendant. »

Le gouvernement de la colonie était républicain, dans la stricte acception du mot. Le peuple élisait le gouverneur, dont un conseil, composé d'abord de cinq membres, puis de sept, contrôlait les actes. La législation comprenait dans le principe la totalité du peuple; on n'adopta le système représentatif que lorsque l'accroissement de la population rendit cette modification nécessaire.

La fondation de la colonie de Plymouth fut suivie de celle de Massachusetts-Bay; John Endicott y édifia la ville de Salem, en 1628. Deux ans après (1630) une flottille amena huit cent quarante nouveaux émigrants; ils avaient pour gouverneur John Winthrop, que ses austères vertus avaient rendu célèbre, et pour vice-gouverneur Thomas Dudley. Au mois de septembre de la même année, ils fondèrent Boston, qui emprunta son nom à la ville anglaise d'où venait leur ministre le Rév. John Cotton. En 1692, la colonie de Plymouth se fondit avec le Massachusetts.

Tandis que progressaient ces établissements dans le Massachusetts, sir Ferdinando Gorges et John Mason obtenaient la concession d'un territoire appelé Laconia, compris entre l'Atlantique et le Saint-Laurent, d'une part, le Merrimac et le Kennebec, de l'autre; ils y fondèrent Portsmouth et Douvres, dans le New-Hampshire, en 1623.

Dans le Maine, une colonie française avait occupé, dès 1613, l'île de Mont-Désert; mais cette colonie fut bientôt détruite par une expédition venue de Virginie. Les premiers établissements anglais permanents, dans

le Maine, se constituèrent à Saco et dans l'île de Monhegan, en 1622 ou 1623. Ces établissements, toutefois, tombèrent, dans la suite, sous la juridiction du Massachusetts, et, jusqu'en 1820, le Maine resta annexé à cette République.

Le Connecticut fut colonisé, en 1635, par des émigrants du Massachusetts, qui construisirent Hartford, Windsor et Wethersfield, bien que quelques huttes eussent été dressées sur l'emplacement de cette dernière ville, une année ou deux auparavant, et que les Hollandais, qui élevaient des prétentions sur ce territoire, eussent, en 1633, construit un fort et élevé un comptoir à Hartford.

Le Rhode-Island fut d'abord colonisé, à Providence, en 1636, par Roger Williams, exilé du Massachusetts, à cause de ses opinions religieuses et politiques en désaccord avec celles des fondateurs de la colonie.

Le premier homme blanc qui ait jamais mis le pied sur le sol de New-York est Samuel Champlain, navigateur français qui, en 1609, découvrit le lac qui porte son nom, et livra, sur ses rives, bataille à une bande de Mohawks qu'il défit, allumant ainsi contre les Français la haine vivace de la puissante confédération des six nations. Vers la fin de la même année, le 6 septembre, un Anglais, Henri Hudson, engagé au service de la Compagnie hollandaise des Indes-Orientales, entra dans la baie de New-York et découvrit le fleuve qui lui doit son nom et qu'il remonta jusqu'à l'endroit où se trouve aujourd'hui Albany. Le pays ainsi découvert, réclamé par les Hollandais, fut appelé Nouveaux-Pays-Bas. Quelques années après, des comptoirs s'élevaient au Fort-Orange, actuellement Albany, et sur l'île de Manhattan. En 1623, dix-huit familles s'établirent au Fort-Orange, et trente familles à la Nouvelle-Amsterdam, dans l'île de Manhattan, sur l'emplacement qu'occupe maintenant New-York. Les Hollandais s'étendirent gra-

duellement en amont du fleuve, à l'est, jusqu'à la rivière Connecticut, à l'ouest et au sud, jusqu'à la rivière Delaware. Sur cette dernière, ils se heurtèrent contre les Suédois, établis, depuis 1638, sur les deux rives, dans le Delaware et la Pennsylvanie, à peu près sur l'emplacement de Philadelphie, nommé par eux Nouvelle-Suède. En 1655, une armée hollandaise chassa les Suédois. Mais les Anglais prétendaient au pays tout entier, en vertu des découvertes de Cabot. Il en résulta des notes diplomatiques qui s'échangèrent d'un pays à l'autre pendant près d'un demi-siècle. Rien n'aboutissait. Les Anglais mirent fin au débat, en 1664, en s'emparant de la Nouvelle-Amsterdam, puis de tous les Nouveaux-Pays-Bas. La même année, Charles II donna cette province à son frère le duc d'York et d'Albany; la Nouvelle-Amsterdam fut baptisée New-York, nom qui fut appliqué à toute la province, et le Fort-Orange devint Albany.

Le New-Jersey reçut, à cette époque, son nom générique de sir George Carteret, ancien gouverneur de l'île de Jersey. Lié d'intérêts avec lord Berkeley, il avait acheté ce territoire au duc d'York pour le constituer en colonie spéciale.

En 1681, la région située à l'ouest de la Delaware fut concédée à William Penn, qui la peupla principalement d'amis ou quakers, et fonda Philadelphie (1682).

La Pennsylvanie devint rapidement l'une des plus florissantes colonies; elle se distingua surtout par la douceur, la bienveillance et l'équité dont elle usait envers les naturels, ce qui, pendant près d'un siècle, l'affranchit des horreurs des incursions indiennes. Vers 1790, un large courant d'émigration allemande se dirigea vers la Pennsylvanie, en peupla plusieurs comtés et imprima à la population de la province un caractère tout particulier.

Le pays situé entre la limite méridionale de la Pennsylvanie et le Potomac fut, dès l'origine, appelé Maryland, en l'honneur d'Henriette-Marie, femme de Charles Ier. Le premier établissement y fut fondé, en 1631, par le capitaine William Clayborne et une compagnie de colons virginiens, sur l'île de Kent, dans la baie de Chesapeake. En 1632, Charles Ier octroya la province à Cécilius Calvert, lord Baltimore. Ce dernier y envoya, en 1633, deux cent une personnes, presque toutes appartenant à la religion catholique romaine, avec leurs serviteurs, sous la conduite du frère du lord propriétaire, Léonard Calvert, premier gouverneur de la province. Ils traversèrent l'Atlantique sur deux navires, *l'Arc* et *la Tourterelle*, et débarquèrent à l'île Saint-Clément, le 25 mars 1634. Deux jours après, ils commencèrent l'établissement de Sainte-Marie, sur le continent. La première législature se réunit en 1639. En 1649, l'assemblée passa l'acte mémorable qui assurait aux chrétiens de toutes les sectes le libre exercice de leur culte, et permettait ainsi à chacun d'adorer Dieu selon les lois de sa propre conscience.

Le territoire situé au sud de la Virginie fut colonisé, en 1670, par des Anglais, débarqués d'abord à Port-Royal, et qui s'établirent ensuite sur l'emplacement actuel de Charleston. La Caroline fut régie conformément aux termes d'une constitution dressée par le philosophe John Locke, jusqu'en 1727, époque à laquelle le roi se rendit acquéreur de toutes les propriétés et divisa la colonie en deux parties respectivement nommées Caroline du Nord et Caroline du Sud.

L'État actuel de Géorgie faisait originairement partie de la Caroline. En 1732, George II, dont on lui donna le nom, concéda le territoire à la Compagnie des « Administrateurs de la colonisation de la Géorgie, » et, la même année, cent vingt émigrants se rendirent dans la

nouvelle province sous la conduite du fameux général James Oglethorpe.

De ce qui précède il résulte que, dans l'intervalle d'un peu plus d'un siècle, à dater de la fondation de Jamestown, treize colonies avaient été créées par les Anglais sur le territoire actuel des États-Unis. Les Espagnols s'y étaient également établis en Floride et au Nouveau-Mexique, et les Français, dans l'Illinois, l'Indiana, et dans la Louisiane près de l'embouchure du Mississipi. Quoique le courant de l'émigration dans les colonies anglaises provînt de l'Angleterre elle-même, que la langue, les lois et les coutumes anglaises y dominassent partout, l'Écosse, l'Irlande, l'Allemagne, la Hollande, la France et les États scandinaves apportèrent chacune son contingent, fort ou faible, à la population du nouveau Monde. Presque tous les cultes chrétiens s'y trouvaient représentés : le calvinisme dominait dans la Nouvelle-Angleterre, le quakerisme en Pennsylvanie, le catholicisme romain dans le Maryland, la foi anglicane dans la province de New-York et dans le Sud. Grâce à la bénignité du climat et à la fertilité du sol, les mœurs étaient plus douces, la vie plus facile, dans les colonies méridionales, où le travail s'accomplissait par les esclaves africains, que sur la terre glaciale et relativement stérile des puritains. Et cependant, au fur et à mesure de l'accroissement de la population, l'économie et l'industrie des Yankees (corruption indienne du mot Anglais), nom donné aux colons de la Nouvelle-Angleterre par leurs voisins du Sud, produisirent leurs effets ordinaires et développèrent chez ces mêmes puritains une large source de richesse, de bien-être et de civilisation mondaine.

Les colons s'étaient particulièrement adonnés à l'agriculture; mais ils ne négligeaient pour cela ni la fabrication ni le commerce. La prospérité des colonies prenait son essor; la jalouse mère patrie s'en émut,

et, dès 1660, elle commença à mettre des entraves à leur commerce par des lois maritimes rendues dans le but égoïste de faire passer par les mains des Anglais tout le commerce des Américains. En 1719, la chambre des communes déclara « qu'en érigeant dans leur sein des manufactures, les colonies s'habitueraient à ne plus compter sur la Grande-Bretagne »; et elle s'empressa de passer des lois pour y défendre la fabrication du fer et de l'acier, et pour restreindre les autres branches d'industrie. Il fut défendu, sous peine de forfaiture, de transporter ailleurs que dans les pays appartenant à la couronne d'Angleterre, le sucre, le tabac, le gingembre, l'indigo, le coton, le bois de teinture. L'importation, dans les colonies, de denrées européennes devait être faite à bord de bâtiments anglais, partant d'un port d'Angleterre; ainsi les colonies étaient obligées d'acheter en Angleterre non-seulement tous les produits anglais, mais encore les produits des autres pays dont elles pouvaient avoir besoin. Les colons ne pouvaient vendre aux étrangers que ce que l'Angleterre ne voulait pas prendre, et cela pour acquérir le moyen de payer les articles que leur imposait la métropole. Comme ils étaient obligés de s'adresser à la mère patrie pour le petit nombre de denrées européennes et les denrées asiatiques qui leur étaient indispensables, le négociant anglais écoulait ses marchandises à un prix supérieur à leur valeur; et comme, en même temps, il était le seul acquéreur légal des denrées coloniales, il obtenait ces denrées à vil prix. En dépit de tous ces obstacles, et grâce à leur énergie et à leur industrie, les colons parvinrent à constituer un commerce parfaitement viable et même à créer des manufactures; celles du Massachusetts, en particulier, produisaient du papier, des lainages, du chanvre, du fer, et chaque famille fabriquait un drap grossier pour son propre usage.

Malgré leur état général de dénûment, malgré les difficultés d'existence inhérentes à une population largement éparpillée et forcée, pour défricher un désert, de résister aux attaques incessantes des tribus sauvages, les colons, surtout ceux de la Nouvelle-Angleterre, ne tardèrent pas à donner à l'éducation une attention toute spéciale. Des écoles s'élevèrent en Virginie, dès 1621, et le collége de Guillaume et Marie fut fondé à Williamsburg, en 1692. L'école de la Nouvelle-Amsterdam date de 1633, le collége d'Harvard, dans le Massachusetts, de 1637, celui de Yale, dans le Connecticut, de 1701, celui de New-Jersey, de 1738, et celui du Roi (maintenant collége de Columbia), dans l'État de New-York, de 1754. Dans les colonies de la Nouvelle-Angleterre, presque dès la date de leur fondation, des lois pourvurent à un système libéral d'éducation communale, grâce auquel l'intelligence du peuple se développa rapidement, système suivi avec persévérance jusqu'à ce jour et constamment perfectionné.

Les treize colonies ainsi constituées, en un peu moins d'un siècle, depuis la formation de Jamestown, étaient le New-Hampshire, le Massachusetts, le Rhode-Island, le Connecticut, le New-York, le New-Jersey, la Pennsylvanie, le Delaware, le Maryland, la Virginie, la Caroline du Nord, la Caroline du Sud et la Géorgie.

CHAPITRE IV.

Guerre des colons avec les Indiens. — Guerres du roi Guillaume, de la reine Anne, du roi George.

Dans le principe, les Indiens reçurent les blancs comme des amis. Mais les empiétements systématiques des colons sur les terrains de chasse des indigènes, les mille causes de querelles nées du contact de races aussi différentes, conduisirent bien vite à des actes de violence réciproques, et enfin à une guerre ouverte. Quelques rares tribus restèrent seules fidèles à l'amitié des Européens. Dans l'enfance des colonies, ces conflits avec les tribus guerrières furent souvent sanglants et périlleux. Mais à mesure que grandirent les établissements, le nombre des Européens, leur discipline, leur supériorité militaire, leur assurèrent inévitablement la victoire chaque fois qu'ils s'armaient, soit pour se défendre, soit pour attaquer.

La première rencontre sérieuse eut lieu, en 1622, après la mort de Powhatan, le fidèle allié des colons. Une conspiration générale des Indiens de la Virginie se résolut en un affreux massacre où, dans l'espace d'une heure, trois cent cinquante Anglais tombèrent sous le tomahawk. La victoire, dans ce conflit, resta aux co-

lons, qui furent aussi heureux, en 1644-46, lors du dernier effort fait par les tribus virginiennes pour défendre leur indépendance; leur chef Opechaneanough fut fait prisonnier et renfermé dans une prison où il resta jusqu'à sa mort. Depuis cette époque, la Virginie ne fut que rarement troublée; la race rouge finit par se soumettre paisiblement aux autorités coloniales.

En 1636, la puissante tribu des Pequots commença, dans le Connecticut, des hostilités qui s'étendirent rapidement au Massachusetts et devinrent la cause de l'alliance de ces deux colonies. Les forces combinées détruisirent, en 1637, la nation hostile, et imprimèrent une telle terreur aux autres tribus que la paix fut assurée pour quelques années. En 1675, le fameux Metacomet, sachem des Wampanoags, ou le roi Philippe, comme l'appelaient les Anglais, suscita contre les colons un soulèvement général des aborigènes. Il s'ensuivit une guerre épouvantable; pendant quelques mois, la population européenne de la Nouvelle-Angleterre resta sous la menace d'une destruction complète. La défaite et la mort du roi Philippe (1676) mit fin aux hostilités.

Quarante ans après, les Carolines devinrent le théâtre de luttes sanglantes avec les Corees et les Tuscaroras (1712) et avec les Yemassees (1715). Les blancs furent vainqueurs dans ces deux campagnes.

Malgré ces succès et d'autres que nous passons sous silence, pendant un siècle et demi, à dater du premier établissement, presque toutes les provinces eurent à redouter ou à combattre l'explosion de la guerre indienne, avec tous ses horribles accompagnements de violences, de meurtres, de dévastations, car l'aborigène ne respectait ni le sexe ni l'âge.

Vers la fin du dix-septième siècle, les tribus ennemies des frontières septentrionales et occidentales commencèrent à être aidées et encouragées par les Français

du Canada, qui, chaque fois que leur mère patrie se trouvait en guerre avec l'Angleterre, entamaient des hostilités avec les colonies anglaises, et souvent, accompagnés de leurs sauvages alliés, accomplissaient, dans la Nouvelle-Angleterre et dans la province de New-York, des incursions dévastatrices. Dans une de ces incursions, en 1689, les Abenakis, ou Indiens orientaux, brûlèrent la ville de Douvres, dans le New-Hamspshire, et massacrèrent ou emmenèrent en captivité tous les habitants. La même année, une bande venue de Montréal fit subir un sort semblable à Schenectady, dans le New-York. Quelques années plus tard (1704-1708), Deerfield et Haverhill, dans le Massachusetts, furent mises à sac par des troupes commandées par un officier français nommé Hertel de Rouville.

Le P. Marquette, Louis Joliet, Robert Cavalier de la Salle, et d'autres missionnaires et hardis aventuriers, avaient porté la croix et le drapeau de la France dans le désert du Saint-Laurent, et des grands lacs au Mississipi et au golfe du Mexique, et jusque dans le Texas. Les établissements anglais sur l'Atlantique se trouvèrent ainsi, peu à peu, flanqués à l'ouest par une chaîne de postes français qui s'élevaient, à la fin, à plus de soixante, entre Montréal et la Nouvelle-Orléans. Ces positions, choisies très-judicieusement dès le principe, devinrent pour la plupart, dans la suite, d'importantes cités, comme Détroit (1683), Kaskaskia (1684), Vincennes (1690), la Nouvelle-Orléans (1717) et Pittsburg (Fort-Duquesnes (1754).

Ce dangereux établissement des Français en arrière des colonies anglo-américaines excita les susceptibilités de la Grande-Bretagne, qui, d'après les chartes de Jacques I[er], prétendait à la souveraineté de la région occidentale s'étendant de l'Atlantique au Pacifique, au sud de la latitude de la rive septentrionale du lac Érie.

Les Français, de leur côté, réclamaient tout le territoire arrosé par le Mississipi et ses tributaires, sous le prétexte plus plausible qu'ils en avaient été les premiers explorateurs et les premiers colons.

Cependant le conflit entre les deux nations, en Amérique, provint, non pas d'une question coloniale, comme on pourrait le croire, mais de la révolution accomplie en Angleterre en 1688, et qui eut pour résultat l'expulsion du roi Jacques II et l'avénement de la maison d'Orange. Cette guerre, connue sous le nom de guerre du roi Guillaume, dura sept années, pendant lesquelles les colonies eurent énormément à souffrir des incursions des Français et de leurs alliés. En guise de représailles, les colons tentèrent de s'emparer du Canada, contre lequel, en 1690, deux expéditions furent dirigées, l'une du Massachusetts, sous les ordres de sir William Phipps, l'autre du Connecticut et du New-York, sous ceux du général Winthrop. Ces expéditions n'accomplirent aucun fait qui mérite d'être signalé. Le traité de Ryswyk (20 septembre 1697) mit fin à la guerre; mais la paix ne fut pas de longue durée.

La guerre de la succession d'Espagne, entreprise en 1702, alluma, entre les Français et les Anglais d'Amérique, des hostilités désignées dans la tradition et dans l'histoire sous le nom de guerre de la reine Anne. Les effets s'en firent particulièrement sentir dans la Nouvelle-Angleterre, dont toute la frontière occidentale fut ravagée par les Indiens, à un tel point que les établissements avancés furent presque tous détruits ou abandonnés.

En 1707, le Massachusetts, le New-Hampshire et le Rhode-Island unirent leurs forces et attaquèrent, sans succès, les Français de l'Acadie. Trois ans après, toutefois (septembre 1718), une expédition partie de Boston réussit à s'emparer de cette province et à l'annexer,

sous le nom de Nouvelle-Écosse, à l'empire britannique. L'année suivante, une armée nombreuse d'Anglais et de Néo-Anglais, sous les ordres de sir Hovenden Walker, essaya vainement de conquérir par mer le Canada. Il en fut de même d'une autre expédition qui, dans le même moment, avait été dirigée d'Albany sur Montréal. Les hostilités cessèrent à la paix d'Utrecht (11 avril 1713), pour n'être reprises que trente ans après.

En mars 1744, la guerre de la succession d'Autriche éclata en Europe, et aussitôt la guerre du roi George commença en Amérique. L'événement marquant de cette guerre fut la prise de Louisburg, la principale place forte des Français en Amérique, emportée, le 28 juin 1745, par les troupes de la Nouvelle-Angleterre commandées par William Pepperell, riche commerçant du Maine. Cet exploit excita en Angleterre et dans les colonies un immense enthousiasme, et donna aux Américains une idée de leur force militaire qui eut une grande influence sur l'avenir. La guerre se termina par le traité d'Aix-la-Chapelle (18 octobre 1748), et, à la grande mortification des colons, Louisburg fut restitué aux Français.

CHAPITRE V.

George Washington. — Guerre coloniale française. — Traité de Paris de 1763. — Conspiration de Pontiac.

La paix fut bientôt rompue. En 1749, le gouvernement de la Virginie concéda, par l'ordre du gouvernement anglais, à la compagnie de l'Ohio, 500000 acres de terre situés entre le Monongohela et le Kanawha, et sur l'Ohio, dans une région dont la France réclamait la propriété. Les concessionnaires tentèrent d'y fonder des établissements, ce qui occasionna immédiatement des dissensions avec les Français postés depuis longtemps sur différents points du pays. Les autorités virginiennes relevèrent la querelle et commencèrent par adresser des plaintes et des remontrances au chef des établissements français de l'Ohio. Ce message fut confié à George Washington, qui n'avait pas alors vingt-deux ans, mais qui, pendant trois ans, avait rempli les fonctions d'adjudant général du district septentrional de la Virginie, et s'était fait remarquer par sa prudence et son habileté. Il accomplit sa mission avec autant de courage que de jugement, et son rapport décida la Virginie à soutenir ses prétentions par la force. Une expédition, que Washing-

ton commanda d'abord en second, puis en chef, fut envoyée vers l'Ohio.

Le 28 mai 1754, elle attaqua et mit en pièces un détachement français, dont le chef, Jumonville, fut tué dans le combat. Cette affaire fut le début de la longue lutte connue, en Amérique et en France, sous le nom de guerre indienne, et en Europe sous celui de guerre de Sept ans. Les hostilités, toutefois, commencèrent et se poursuivirent en Amérique, pendant les dix-huit mois qui précédèrent la déclaration de la rupture entre la France et l'Angleterre; mais quoiqu'elles fissent profession d'être toujours en paix, les deux nations s'occupaient activement à envoyer à leurs colonies respectives des secours en hommes et en vaisseaux.

Quatre expéditions furent simultanément projetées par les commandants anglais contre la France : la première devait agir contre les postes situés à la baie de Fundy, et chasser les Français de l'Acadie; la seconde, dirigée par sir Williams Johnson, agent indien chez les Mohawks, contre Crown-Point; la troisième, sous les ordres du gouverneur Shirley du Massachusetts, contre Niagara et Frontenac; la dernière, enfin, contre le fort Duquesnes, sur l'Ohio, devait être conduite par le général Braddock, envoyé d'Angleterre comme commandant en chef des forces royales. C'était un officier d'une grande réputation militaire, mais arrogant, suffisant, et qui affichait pour les Américains le plus stupide mépris.

Avec une armée combinée de réguliers et de provinciaux, ces derniers guidés par Washington, Braddock s'avança dans le désert avec autant de laisser aller que s'il paradait dans un pays ouvert, sans se préoccuper en aucune façon des précautions que Washington et d'autres Virginiens, familiarisés avec les habitudes de la guerre indienne, le suppliaient de prendre. Il résulta

de cet oubli des lois de la plus vulgaire prudence qu'à 10 milles environ du fort Duquesnes, le général tomba dans une embuscade, fut battu et mortellement blessé. L'armée fut sauvée par le courage et l'habileté de Washington et de ses provinciaux si dédaignés, qui couvrirent la retraite. Cet échec eut pour effet immédiat et permanent d'ébranler la foi des provinces dans la vaillance des soldats anglais, de leur faire prendre en dégoût la morgue et la suffisance des officiers réguliers, et d'attirer à jamais sur Washington l'estime et la confiance de la population.

L'expédition de Shirley, quoique moins désastreuse que celle de Braddock, ne fut pas plus heureuse. Arrêtée par le mauvais temps et par les maladies, affaiblie par la désertion de ses alliés Indiens, qui appartenaient aux diverses tribus des Six-Nations, elle finit par être abandonnée sans qu'il eût été rien entrepris.

L'attaque des postes français de la baie de Fundy par le général Winslow, un Néo-Anglais, réussit, et, dans la suite, sur l'ordre exprès du gouvernement, le général transporta dans les colonies anglaises les « Français neutres » de l'Acadie.

Les forces envoyées contre Crown-Point, sous les ordres de sir William Johnson, étaient composées principalement de troupes du Massachusetts, du Connecticut et du New-Hampshire. Elles rencontrèrent l'ennemi à la tête du lac George, et, le même jour (6 septembre 1755), furent battues d'abord et remportèrent ensuite une victoire complète; le commandant français Diesko, blessé mortellement, fut fait prisonnier. Johnson ne sut pas profiter d'une victoire dont l'honneur appartenait en fait au général provincial Lyman; il temporisa dans son camp du lac George, et, la saison s'avançant, il devint impossible de marcher sur Crown-Point. La campagne de 1755 se termina ainsi; en somme, elle

avait été plus favorable aux Français qu'aux Anglais. L'énergie et les talents militaires du marquis de Montcalm, qui avait remplacé Diesko dans le commandement en chef du Canada, procura, pendant les deux années suivantes, une supériorité plus marquée encore aux armes françaises. Oswego, avec les immenses approvisionnements militaires qu'il renfermait, fut pris en 1756; et le fort William-Henry, à la tête du lac George, fut forcé de se rendre (1757); événement qui laissa un horrible souvenir, par suite du massacre d'une partie de la garnison, après la capitulation, par les Indiens de Montcalm.

Le peuple anglais attribua, avec raison, tous ces désastres à l'ineptie de ses gouvernants et de ses généraux; ses clameurs obligèrent le roi, malgré ses répugnances, à appeler William Pitt au pouvoir. Le vigoureux génie de cet homme d'État changea la face des événements. Il demanda des volontaires pour les colonies; cet appel fut si bien entendu par le peuple que le ministre eut bientôt beaucoup plus de soldats qu'il n'était nécessaire, et 50 000 Anglais ouvrirent la campagne de 1758. Louisburg fut pris, après un siége de cinquante jours, par les généraux Wolfe et Amherst; le fort Frontenac, sur le lac Ontario, tomba aux mains d'une armée coloniale commandée par le colonel Bradstreet, et le fort Duquesnes, à celles d'une autre armée qui comptait Washington parmi ses officiers généraux.

Ces avantages, toutefois, furent balancés par l'échec que subit, dans une attaque sur Ticonderoga, une puissante armée commandée par le général Abercrombie et lord Hove; ce dernier, que chacun aimait, tomba à la tête de ses troupes, et le premier dirigea le combat avec une incapacité si absolue que, quoique ses forces fussent quatre fois supérieures à celles de Montcalm, il fut obligé de battre en retraite après avoir perdu deux mille hommes.

Le général Amherst remplaça Abercrombie; à son approche, les Français abandonnèrent, sans coup férir, Ticonderoga et Crown Point. Presque en même temps, sir William Johnson prit Niagara et défit un corps de troupes considérable envoyé au secours de la place.

L'exploit culminant de la campagne et de la guerre fut la prise de Québec par l'armée du général Wolfe, après la sanglante bataille d'Abraham (13 septembre), dans laquelle périrent Wolfe et Montcalm.

Cette victoire, « l'une des plus importantes que signale l'histoire, dit Bancroft, livra à la langue anglaise et aux institutions saxonnes le Nord et l'Ouest, ces régions inexplorées dont les limites se perdaient dans l'espace.... Un enthousiasme immense gonfla l'Amérique ; les cités s'illuminèrent splendidement ; les montagnes s'enflammèrent; les chambres législatives, les temples sacrés, la presse, retentirent de cris d'allégresse; toutes les provinces, toutes les familles adressèrent à Dieu de ferventes actions de grâces. L'Angleterre aussi, qui avait partagé le désespoir de Wolfe, triompha de sa victoire et pleura sa mort. Sur tous les visages on lisait la joie, la douleur, la curiosité et la stupéfaction. » La reddition de Québec termina virtuellement la lutte en Amérique; mais on continua à se battre en Europe et sur l'Océan jusqu'au traité de Paris (1763) qui donna à la Grande-Bretagne le Canada et toutes ses dépendances, comprenant diverses stations sur les grands lacs, et quelques petits comptoirs, entre les lacs et l'Ohio, et dans la vallée de cette rivière.

Les manières des Français étaient amicales et conciliatrices, celles des Anglais hostiles et dominatrices; aussi le changement de propriété ne tarda-t-il pas à produire chez les Indiens de ces régions une grande surexcitation. Peu de temps après la fin de la guerre, Pontiac, officier de courage et de talent, suscita, chez les Ottawas,

les Miamies, les Wyandots, les Chippewas, les Potawatomies, les Shawnees, les Renards, les Winnebagoes et d'autres tribus algonquines, une conspiration contre les conquérants, laquelle éclata en juin 1763. En deux semaines, les Indiens s'emparèrent de tous les forts situés à l'ouest de l'Oswego, sauf Niagara, Pittsburg et Détroit. Les garnisons furent presque toutes massacrées, plus de cent commerçants assassinés, et au moins cinq cents familles mises à mort avec des raffinements de cruauté inouïs, ou enlevées. Détroit fut bloqué pendant six mois, au bout desquels les Indiens furent contraints de lever le siége et d'implorer la paix. Pontiac, seul, refusa de se soumettre; errant du côté du Mississipi, il continua de soulever contre les Anglais les tribus de l'Ouest, et périt assassiné en 1769.

CHAPITRE VI.

Présages révolutionnaires. — Taxes coloniales. — Congrès des Malcontents à New-York. — Première union fédérale. — Rappel de l'impôt du timbre. — Massacre de Boston. — Fermeture du port de Boston. — Congrès continental à Philadelphie. — Premier sang de la révolution versé à Lexington, en avril 1775.

La conclusion de la guerre de Sept ans laissa les colonies pauvres et épuisées, car elles y avaient largement contribué en hommes et en argent, et elles avaient prodigieusement souffert de l'ennemi pendant les désastres de la première moitié du conflit. Elles en retirèrent cependant des avantages considérables. La conquête du Canada, de Louisburg et des ports militaires des frontières occidentales, épuisa la source principale de leurs appréhensions et de leurs dangers, et les délivra pour toujours des Indiens, dont l'hostilité n'était réellement à craindre que lorsque les Français la soutenaient. D'un autre côté, l'incapacité des généraux anglais et les défaites infligées à des corps considérables de soldats métropolitains avaient matériellement affaibli leur superstitieux respect pour la puissance de la mère patrie, tandis que leurs propres exploits leur inspiraient, relativement à leur force, une confiance qu'ils n'avaient pas encore ressentie.

A cette époque, la population des colonies s'élevait à deux millions cinq cent mille âmes, dont cinq cent mille esclaves africains. Cette population, intelligente, industrieuse, profondément imbue de principes moraux et religieux, descendait, pour la plus grande partie, d'ancêtres entreprenants, d'un esprit développé, qui avaient abandonné le vieux monde, les uns pour s'assurer la liberté de prier Dieu à leur guise, les autres dans l'espoir de voir naître des occasions plus favorables de se créer une position ou une fortune. La traversée de l'Atlantique était pénible et coûteuse; la vie, dans les nouveaux établissements, dure et périlleuse. Les paresseux, les timides, les imprévoyants, les ignorants n'osèrent affronter les dangers de la mer et du désert; pour la plupart, les émigrants faisaient partie de la classe moyenne, si honorable et si énergique. Les influences religieuses servirent puissamment les intérêts de la colonisation par l'impulsion qu'elles donnèrent à l'émigration, et par leur action sur le caractère des nouveaux résidents; cette action s'exerça non-seulement sur les puritains, les huguenots, les quakers, qui ne déguisaient pas les raisons d'un ordre élevé qui les avaient conduits à chercher une nouvelle patrie, mais encore sur les adhérents de grandes sectes, comme les calvinistes hollandais et les presbytériens d'Écosse et d'Irlande.

Des soins minutieux étaient donnés à l'éducation des enfants, surtout en ce qui concernait l'étude de la Bible et du catéchisme et l'observation scrupuleuse du sabbat. En Virginie, des lois ordonnèrent que, dans tout établissement, il serait édifié « une maison consacrée au culte du Seigneur. » L'absence des offices était punie par une amende, et on ne pouvait voyager ni chasser le jour du sabbat. Les Carolines édictèrent des lois de même nature; celles de la Pennsylvanie défendaient, en

outre, « les représentations théâtrales, les jeux de cartes et de dés, les mascarades, les bals. »

Les colonies de la Nouvelle-Angleterre avaient une législation identique; et, de plus, à certaine époque, on y rendit des lois somptuaires, ainsi que des lois réglementant l'usage du tabac. L'esprit de liberté politique était fortement développé chez les colons; des idées républicaines et des sentiments nés des traditions de la république anglaise, s'étaient partout répandus, quoiqu'il s'y mêlât un profond attachement pour la mère patrie et un dévouement loyal à la couronne. On ne pouvait soupçonner le désintéressement de cet attachement; car, bien que l'Angleterre fût venue au secours des colonies, pendant les guerres avec la France, ces guerres, si l'on en exceptait la dernière, avaient pris naissance en Europe, et s'étaient poursuivies pour des intérêts qui ne touchaient en rien l'Amérique et qui ne pouvaient obtenir ses sympathies. A beaucoup d'autres points de vue, l'annexion était nuisible aux colonies. L'Angleterre, dans un but égoïste, mettait systématiquement des entraves à son commerce et à ses manufactures.

Les colons souffraient cruellement de ces tyranniques restrictions; mais ils s'y soumirent avec abnégation tant que les mesures prises par l'autorité royale, bien que dures et préjudiciables à tous leurs intérêts, ne furent pas clairement inconstitutionnelles. Mais en 1661 le parlement autorisa les sheriffs et les collecteurs des douanes de se servir « d'ordonnances de main-forte, » ou de mandats généraux de perquisition qui leur permettaient d'envahir les magasins et les maisons particulières pour y rechercher les marchandises que l'on supposait n'avoir pas acquitté les droits. Ces mandats, employés d'abord dans le Massachusetts, y furent accueillis par des clameurs et une opposition générales.

On refusa d'y obéir, en se fondant sur la légalité, et il en résulta un procès à propos duquel l'éloquent James Otis, l'avocat général de la couronne, refusant de soutenir les mandats, se démit, séance tenante, de sa charge et plaida en faveur du peuple. Son discours fit une impression profonde. « Otis était une flamme, dit John Adams; tout disparaissait devant lui. L'indépendance américaine date de ce moment. Il me sembla que chacun des innombrables auditeurs se précipitait, comme je le fis moi-même, à la recherche de ses armes, afin de résister aux ordonnances de main-forte. »

Les juges évitèrent de rendre leur décision, et les mandats, quoique secrètement accordés, ne furent jamais exécutés.

Deux ans plus tard, un conflit éclata en Virginie, entre les prérogatives royales et la législation coloniale, au sujet des redevances du clergé. La cause de la colonie fut défendue par Patrick Henry, alors âgé seulement de vingt-sept ans, et qui déploya pour la première fois ces talents oratoires qui ont rendu son nom si célèbre.

Enfin, l'Angleterre résolut d'imposer directement les colonies en dépit de leurs protestations; le *stamp act* (loi du timbre) fut voté par la chambre des communes, le 22 mars 1765, à une immense majorité; la chambre des lords l'adopta à l'unanimité, dix jours après, et George III le revêtit de sa signature. Cet acte déclarait que, sous peine de nullité, tout document commercial devait porter un timbre, dont le prix, sans être dans aucun cas inférieur à un shilling, s'élevait progressivement et indéfiniment en proportion de la valeur de l'écrit. Pour appuyer l'exécution de cette loi, contre laquelle, dans le cours de la discussion, les colonies avaient énergiquement protesté, le parlement autorisa le ministère à envoyer en Amérique autant de soldats qu'il le croirait nécessaire; à ces soldats, les colonies

furent requises de fournir le logement, les vivres, du cidre ou du rhum, l'éclairage et d'autres denrées.

Les Américains accueillirent ces mesures avec indignation. L'assemblée de la Virginie, sur la proposition de Patrick Henry, adopta des résolutions déclarant que le peuple de cette colonie n'était tenu à payer que les impôts votés par sa propre législature. La législature du Massachusetts décida que les cours de justice accompliraient leurs fonctions sans se servir du timbre. Dans le New-York et la Pennsylvanie, l'opposition, sans devenir aussi générale, se prononça avec autant de fermeté. Partout le peuple prit la détermination de se passer du timbre, et des sociétés s'intitulant « Fils de la Liberté » s'organisèrent en vue de la résistance à la loi et de la défense générale des droits des colonies. Ces associations étaient si puissantes, l'indignation générale avait pris un tel degré d'intensité, que, lorsqu'arriva le jour (1er novembre) où cette loi impopulaire devait commencer à être appliquée, il se trouva que tous les distributeurs de timbres avaient donné leur démission.

En juin, la législature du Massachusetts avait lancé une circulaire invitant toutes les colonies à envoyer des délégués à un congrès devant s'ouvrir à New-York le premier mardi d'octobre. Les délégués de neuf colonies se rendirent à cet appel. Le congrès rédigea une déclaration de droits, un mémoire au parlement et une pétition au roi, dans laquelle il demandait que les colonies ne pussent être imposées que par leurs propres représentants. Les assemblées coloniales approuvèrent les actes du congrès; et c'est ainsi que, pour la première fois dans leur histoire, une union fédérale fut formée entre les colonies américaines.

Le 1er novembre, jour de la mise à exécution de la loi du timbre, les cloches sonnèrent dans tout le pays et les

pavillons furent mis en berne pour marquer les « funérailles de la liberté. » Les négociants des principales cités s'entendirent pour ne plus acheter de marchandises en Angleterre jusqu'au retrait de la loi, et les citoyens s'engagèrent à ne plus se servir d'objets de fabrication anglaise. Ces manifestations du sentiment public en Amérique forcèrent le parlement à prendre en considération le rappel de la loi. Dans des débats animés, Pitt et Burke se firent les avocats du retrait. « Je me réjouis de la résistance des Américains, dit Pitt; se soumettre, c'était pour eux se réduire volontairement à l'esclavage. L'injustice les a rendus fous. Mon opinion est que la loi du timbre doit être rapportée absolument, totalement, immédiatement. » La chambre des communes cita à sa barre, entre autres témoins, Benjamin Franklin, pour attester la situation de ses compatriotes. Franklin dit que les colons n'avaient ni or ni argent pour payer les timbres; qu'ils avaient supporté plus que leur part dans les frais de la dernière guerre, et qu'ils se trouvaient encore sous le poids des dettes contractées à cette occasion; qu'ils étaient bien disposés pour la mère patrie, mais que les actes du parlement affaiblissaient leur affection, et qu'à moins que ces actes ne fussent rapportés, toutes relations entre eux et l'Angleterre seraient brisées; enfin, qu'ils ne se soumettraient jamais à des impôts établis par ceux qui n'avaient aucune autorité pour le faire.

Ces observations eurent une grande influence sur les délibérations du parlement. La loi du timbre fut rapportée le 18 mars 1766, et ce retrait fut célébré par de grandes réjouissances, à la fois dans les colonies et dans les ports anglais, dont le commerce commençait à se trouver sérieusement compromis.

Le système des taxes à infliger à l'Amérique ne fut pas abandonné cependant. En 1767, le parlement passa

une loi qui reçut l'assentiment royal le 29 juin, et qui établissait des droits sur le papier, le thé, le verre et quelques autres articles importés dans les colonies. Les colons renouvelèrent immédiatement leurs associations contre l'importation. Le Massachusetts, et en particulier la ville de Boston, étaient les plus engagés dans l'opposition. A Boston, à l'occasion de la saisie d'un sloop appartenant à John Hancock, et dont la cargaison avait été soumise à l'impôt, le peuple se souleva, attaqua les commissaires des douanes, et les obligea à chercher un refuge dans le fort de la baie.

Le gouvernement résolut de tirer vengeance de « l'insolente ville de Boston. » En septembre, le général Gage vint occuper militairement la ville. Le 5 mars 1770, dans une collision entre les soldats et les citoyens, trois de ces derniers furent tués et cinq blessés. Le « massacre de Boston, » comme on l'appela, produisit dans tout le pays une émotion immense et contribua, dans une grande mesure, à exciter contre l'Angleterre l'esprit public. Les soldats qui avaient fait feu furent traduits en jugement pour meurtre. Deux des principaux chefs du mouvement, John Adams et Josiah Quincy, opposés, comme la grande majorité du peuple, à toute mesure violente, et désirant maintenir le conflit dans les bornes de la loi et de la constitution, entreprirent la défense des accusés ; et comme il résulta des témoignages qu'ils avaient tiré après provocation, ils furent acquittés par le jury, à l'exception de deux d'entre eux qui furent convaincus d'homicide.

L'assemblée de la Virginie approuva les actes du Massachusetts par des résolutions que présenta Washington et que signèrent, avec lui, Patrick Henry, George Mason, Thomas Jefferson, Richard Henry Lee, et tous les autres membres. Les associations américaines contre l'importation produisirent bientôt un tel effet en

Angleterre, que le gouvernement se vit obligé d'abolir tous les droits, à l'exception de celui de trois pence sur la livre de thé, lequel fut maintenu par l'ordre formel du roi qui dit « qu'il devrait toujours exister une taxe, ne fût-ce que pour affirmer le droit d'imposer. »

Cela ne satisfit pas les Américains, qui ne combattaient pas le montant des droits, mais le principe lui-même ; des associations se formèrent de nouveau contre l'importation et l'usage du thé, et des mesures furent prises pour en empêcher le débarquement et la vente. A Philadelphie, une assemblée publique déclara ennemi du pays « quiconque participerait au déchargement, à la réception ou à la vente du thé. » Des assemblées semblables adoptèrent des résolutions identiques à Charleston et à New-York.

A Boston, aussitôt qu'on apprit la nouvelle que des vaisseaux chargés de thé traversaient l'Océan en destination de ce port, cinq mille citoyens s'assemblèrent, le 3 novembre 1773, et, sur la motion de Samuel Adams, il fut résolu à l'unanimité que le thé serait renvoyé au port expéditeur. Trois navires arrivèrent, et les consignataires, se soumettant à la volonté du peuple, consentirent à les réexpédier si le gouverneur Hutchinson y accédait. Ce personnage, quoique natif de la colonie, était particulièrement détesté pour cette raison qu'un grand nombre de ses lettres, poussant le ministère anglais à persévérer dans ses mesures agressives, étaient tombées entre les mains du D[r] Franklin et avaient été publiées. Il mit un embargo sur les bâtiments, de sorte que le peuple fut obligé d'agir lui-même. Dans la nuit du 18 décembre, une bande de citoyens, revêtus du costume indien, se rendirent à bord des navires ancrés à l'un des quais du port, vidèrent dans la mer les caisses de thé et se retirèrent tranquillement. Quand le gouvernement anglais apprit cet acte, il résolut de punir les colonies, et en

particulier de faire un exemple de Boston. En conséquence, le parlement passa le bill du port de Boston, qui fermait ce port au commerce et transférait à Salem le siége du gouvernement colonial. D'autres lois furent édictées qui imposèrent des garnisons à toutes les colonies et qui décidèrent que ceux des agents du gouvernement colonial qui se refuseraient à faire exécuter ces lois seraient transportés en Angleterre pour être jugés. Ces actes, que l'on considéra comme une violation flagrante des chartes et priviléges des colonies, portèrent à son comble l'indignation du peuple. Boston passa partout comme le champion des droits populaires et pour la victime de la persécution du ministère. Salem refusa de devenir le siége du gouvernement, et Marblehead offrit aux négociants de Boston l'usage gratuit de son port. Les colonies les plus éloignées, les établissements mêmes situés dans les bois au delà des Alleghanies, adressèrent à la ville ruinée et persécutée de l'argent et des provisions. Québec envoya 1000 boisseaux de froment; à Londres même, une souscription organisée en faveur de Boston atteignit le chiffre de 30 000 livres sterling (750 000 francs). En mai 1774, Hutchinson fut remplacé, comme gouverneur du Massachusetts, par le général Gage, qui, quoique personnellement populaire, essaya vainement d'étouffer le ferment révolutionnaire qui bouillonnait à Boston.

Les whigs, nom donné aux partisans des droits du peuple, en opposition aux tories ou royalistes, restreignaient soigneusement l'agitation dans les limites légales et constitutionnelles; et bien que Faneuil-Hall et l'église d'Old-South retentissent continuellement de l'éloquence des orateurs et des tumultes des meetings, aucun acte ne fut commis qui pût donner prise aux autorités anglaises.

En même temps, dans toutes les colonies, des conventions se réunirent qui choisirent des délégués pour le

congrès de Philadelphie, connu sous le nom de « vieux congrès continental, » lequel s'assembla le 5 septembre. Il se composait de cinquante-cinq délégués, représentant toutes les colonies, sauf la Géorgie, et parmi lesquels se trouvaient Washington, Patrick Henry, Richard Henry Lee, Edward et John Rutledge, Christophe Gadsden, Samuel Adams, John Adams, Roger Sherman, Philippe Livingston, William Livingston, John Jay et le docteur Witherspoon, président du collége de Princeton. Comme orateur, Patrick Henry était sans rival; après lui venait John Rutledge; « mais s'il s'agit d'instruction solide, de jugement sain, dit Patrick Henry, Washington était, sans contredit, le plus grand de tous. » Le congrès choisit pour président (*speaker*) Peyton Randolph, de la Virginie, et pour secrétaire Charles Thomson, de la Pennsylvanie. Patrick Henry ouvrit la discussion par un discours magnifique d'éloquence, dans lequel il dit: « La tyrannie anglaise a effacé les limites qui séparaient l'une de l'autre les colonies; les distinctions entre Virginiens, Pennsylvaniens, New-Yorkais et Néo-Anglais n'existent plus. Je ne suis pas Virginien, je suis Américain. » Une déclaration fut votée établissant le droit des colons, en leur qualité de sujets britanniques, de participer à la rédaction de leurs propres lois et de fixer leurs propres impôts; le droit de jugement par le jury; le droit de réunion; le droit de pétition pour le redressement de leurs griefs. Cette déclaration portait protestation contre le maintien d'une armée permanente dans les colonies sans leur assentiment, et, en même temps, contre onze lois promulguées depuis l'avénement de George III, au mépris des droits et priviléges coloniaux.

Les mesures proposées par le congrès avaient un caractère tout pacifique et comprenaient la formation d'une « association américaine » s'engageant à n'entretenir aucunes relations commerciales avec la Grande-Breta-

gne, les Indes occidentales, ou ceux qui se livraient à la traite, et à ne se servir ni du thé ni des marchandises venant d'Angleterre. Parmi les documents que lança le congrès se trouvaient une pétition au roi et une adresse au peuple du Canada, rédigées par John Dickinson, de la Pennsylvanie; une adresse au peuple de la Grande-Bretagne, par John Jay; et un mémoire au peuple des colonies, par Richard Henry Lee.

Quand ces documents parvinrent en Angleterre, William Pitt, alors devenu lord Chatham, en parla ainsi : « Quant à moi, je dois avouer que dans toutes mes lectures, — et j'ai lu Thucydide, et j'ai étudié et admiré les grands maîtres de toutes les époques et de tous les pays, — je n'ai rien vu qui surpasse les actes du congrès général de Philadelphie, pour la solidité du raisonnement, la vigueur de la discussion et la sagesse des conclusions, eu égard surtout à la complication de si graves circonstances. L'histoire de la Grèce et de Rome ne nous offre rien qui les égale, et ce serait en vain qu'on tenterait d'imposer la servitude à une aussi puissante nation continentale. »

Les commerçants, les négociants et, par le fait, la majorité du peuple anglais, éprouvaient pour les Américains une sympathie plus ou moins grande. Lord North lui-même, le premier ministre, qui avait fait prendre au parlement ces fatales mesures, les désapprouvait au fond du cœur, comme on le sait aujourd'hui; il n'était resté au pouvoir et n'avait exécuté ces actes hostiles et tyranniques que sur les instances du roi, obstinément enclin à imposer par la force l'obéissance aux Américains.

Voyant que le conflit devenait de plus en plus inévitable, le peuple des colonies se prépara énergiquement à la guerre. Dans le Massachusetts, presque tous les citoyens valides furent exercés chaque jour au manie-

ment des armes, et on les engagea à se disposer à partir au premier avis, d'où leur nom « hommes à la minute » (*minute men*). Le général Gage, qui avait reçu des renforts, prit l'alarme; il commença à fortifier le cap de Boston et à saisir toutes les armes et les munitions sur lesquelles il put mettre la main dans les villes du voisinage. Le gouvernement provincial du Massachusetts avait établi à Worcester et à Concord des dépôts militaires. Dans la nuit du 18 avril 1775, Gage expédia secrètement une troupe considérable pour détruire les dépôts de Concord. Tous les mouvements des Anglais étaient surveillés avec soin, et les hommes à la minute furent instantanément mis sur pied, dans toutes les directions, par des messagers et des signaux.

C'est à Lexington, à mi-chemin entre Boston et Concord, que coula le premier sang de la révolution. Le major Pitcairn ordonna aux soldats de faire feu sur les citoyens qui se présenteraient en armes sur la route; huit furent tués et plusieurs blessés. Les Anglais atteignirent Concord et détruisirent quelques dépôts; mais ils rencontrèrent, au pont du Nord, sur la rivière Concord, une telle résistance, qu'ils furent obligés de battre en retraite, et vigoureusement poursuivis par les Américains, ils rentrèrent à Boston après avoir perdu deux cent soixante-treize tués et blessés. « Tel est, dit Bancroft, le célèbre combat de Concord, événement plus fécond en résultats que les batailles d'Azincourt ou de Blenheim. » Il mit brusquement fin aux démêlés politiques des colonies et de l'Angleterre, et inaugura la guerre de la révolution.

CHAPITRE VII.

Révolte des colons. — Deuxième congrès continental. — Bataille de Bunker's-Hill. — Déclaration de l'indépendance.

« Avant le 19 avril 1775, raconte Jefferson, je n'avais pas entendu le moindre murmure annonçant une disposition à la séparation d'avec la Grande-Bretagne. » Six mois auparavant, en octobre 1774, Washington écrivait : « Tout homme intelligent en Amérique ne désire rien moins que l'indépendance. » Un peu moins d'un mois avant le combat, John Adams avait publiquement déclaré, à Boston, « que c'est calomnier la province de dire qu'il s'y rencontre quelqu'un qui soupire après l'indépendance. »

La nouvelle du combat se répandit avec une rapidité prodigieuse, dans le moment même où il se livrait, et dans toute la Nouvelle-Angleterre le peuple courut aux armes. La nuit qui précéda l'outrage accompli à Lexington, il n'y avait pas, dans la colonie entière, cinquante personnes qui crussent que le conflit coûterait une seule goutte de sang; la nuit qui le suivit, le gouverneur du roi et l'armée royale se trouvèrent bloqués dans Boston. Le 22 avril, le congrès provincial du Massachusetts décida à l'unanimité qu'il serait levé une

armée néo-anglaise de 30 000 hommes, et que le Massachusetts fournirait à lui seul 13 600 hommes à ce contingent. Avant la fin du mois, 20 000 étaient campés autour de Boston.

Au fur et à mesure que le Sud et l'Ouest apprenaient les événements de Concord et de Lexington, les citoyens s'armaient en toute hâte, et, à la fin de l'été, la puissance de tous les gouverneurs royaux, du Massachusetts à la Géorgie, n'existait plus.

Les Néo-Anglais agirent avec autant de courage que d'énergie, non-seulement devant Boston, mais encore sur les extrêmes frontières. Des expéditions de volontaires du Connecticut et du Vermont, conduites par Benedict Arnold et Ethan Allen, s'emparèrent des importantes forteresses de Ticonderoga et de Crown-Point, dont l'artillerie et les approvisionnements devinrent d'une grande ressource pour l'armée américaine, si pauvrement équipée. Des mesures tout aussi énergiques furent prises en Virginie, dans la Caroline du Sud, en Géorgie. Dans la Caroline du Nord, une convention siégeant à Charlotte, comté de Mecklenbourg, en mai 1775, dégagea les citoyens de la province de toute allégeance à la couronne britannique, organisa un gouvernement local et ordonna des préparatifs de défense.

Le second congrès continental se réunit à Philadelphie, le 10 mai. Parmi les membres du congrès, on remarque Franklin, Hancock, Samuel Adams, John Adams, Washington, Richard Henry Lee, Patrick Henry, Jay, George Clinton et Robert R. Livingston. Hancock qui, avec Samuel Adams, avait été proscrit comme rebelle, fut élu président. Conservateur et modéré jusqu'à la fin, le congrès adressa au roi une nouvelle pétition, repoussant toute idée de séparation d'avec l'Angleterre, et demandant seulement justice pour les griefs dont se

plaignaient les colonies; mais, en même temps, il constitua une union fédérale et assuma l'autorité centrale de la nation. Il prit des mesures pour lever une armée, équiper une flotte et acheter des armes et des munitions. Du papier-monnaie fut créé pour une somme de deux millions de dollars (un peu plus de dix millions de francs); les « colonies unies » en garantirent sur leur honneur l'amortissement. Les forces campées devant Boston devinrent l'armée continentale, et, sur la proposition des représentants de la Nouvelle-Angleterre, Washington fut, à l'unanimité, nommé général en chef.

Avant son arrivée au siége de la guerre, des événements importants s'accomplirent. L'armée anglaise occupant Boston avait reçu des renforts considérables, amenés par les généraux Howe, Burgoyne et Henri Clinton, qui résolurent d'occuper et de fortifier Bunker's-Hill, à Charlestown. Les généraux américains, informés de ce projet, y envoyèrent des troupes sous les ordres du colonel William Prescott. Une redoute élevée à la hâte frappa, à l'aube du 17 juin, les yeux des Anglais qui ne s'attendaient pas à tant d'audace et se préparèrent immédiatement à l'assaut. Trois mille vétérans furent débarqués et attaquèrent la redoute. Deux fois repoussés, ils n'emportèrent l'ouvrage que lorsque les 1500 Américains qui le défendaient eurent épuisé toutes leurs munitions. Les Anglais, suivant leur propre aveu, perdirent 1054 hommes tués et blessés. La perte des Américains s'éleva à 449 hommes tués, blessés et prisonniers. Parmi les morts se trouva le général Joseph Warren, de Boston, l'un des plus habiles, des plus éloquents et des plus populaires parmi les chefs patriotes.

La bataille de Bunker's-Hill fut le premier grand conflit de la révolution; et quoique ce fût en réalité une défaite, elle fut bientôt universellement considérée par les Américains comme une victoire; en donnant à ces der-

niers la conscience de leur solidité devant les soldats anglais, elle eut une influence favorable sur toute la guerre. Quatre jours après la bataille, Washington, accompagné de Charles Lee, fait major général, quitta Philadelphie pour se rendre au quartier général et fut reçu par l'armée avec un enthousiasme immense. En même temps que Lee, on avait fait trois autres majors généraux : Philippe Schuyler, de New-York, Artemas Ward, du Massachusetts, et Israel Putnam, du Connecticut. Horatio Gates, Seth Pomeroy, Richard Montgomery, David Wooster, William Heath, Joseph Spencer, John Thomas, John Sullivan et Nathaniel Greene, avaient été créés brigadiers généraux. L'armée était mal organisée, indisciplinée, pauvrement vêtue, imparfaitement armée, et manquait presque complétement de poudre. Avec l'assistance de Gates, le seul, pour ainsi dire, de tous les généraux, qui eût quelque expérience militaire, Washington réussit à mettre son armée sur un assez bon pied. Il continua régulièrement le blocus de Boston jusqu'au 17 mars 1776, jour auquel les Anglais évacuèrent la ville et se retirèrent à Halifax, en emmenant avec eux un grand nombre de citoyens restés loyaux (loyalists).

En même temps, une invasion du Canada, dont les habitants passaient pour impatients du joug britannique, fut résolue par le congrès. Le général Montgomery l'entreprit avec des forces insuffisantes. Il prit Montréal et, le 31 décembre 1775, attaqua Québec en tête, avec une partie de son armée, tandis que l'autre partie, sous les ordres d'Arnold, l'assaillait par la basse ville. Malgré leur courage et leur opiniâtreté, les soldats américains furent repoussés. Montgomery fut tué et Arnold grièvement blessé. Le blocus de la ville dura quelques mois; mais les Américains, dont le nombre et les approvisionnements en armes, munitions et vêtements, n'étaient pas proportionnés au but de l'entre-

prise, durent se retirer, en juin 1776, devant les puissants renforts amenés aux Anglais.

Pendant cette période, les croiseurs anglais avaient attaqué divers points des côtes, entre autres Falmouth (actuellement Portland, Maine) qu'ils brûlèrent, et Charleston, Caroline du Sud, où ils furent repoussés avec perte par la petite garnison du fort Sullivan, que commandait le colonel Moultrie. Partout les Américains se trouvèrent énormément gênés dans leurs opérations par le manque de poudre et autres munitions de guerre. Toutefois, le congrès et quelques colonies parvinrent à armer des bâtiments qui capturèrent quelques transports anglais chargés d'approvisionnements. Le congrès ordonna également à un comité secret de faire venir des approvisionnements des Indes occidentales, et prit des mesures relatives à la création de moulins à poudre et de fonderies de canons. Il institua également une commission navale avec autorisation d'ordonner la construction de treize frégates; on peut considérer cette institution comme le germe du département de la marine des États-Unis. Déjà fonctionnaient un comité des finances et un comité de la guerre; et ainsi se trouvèrent en exercice les différents rouages du gouvernement des colonies unies.

Le succès des armées coloniales à Boston et à Charleston, ainsi que les outrages commis sur la côte et en Virginie par la marine anglaise, dirigèrent forcément les aspirations du peuple vers cette indépendance que Samuel Adams et quelques autres désiraient depuis le commencement de la lutte. Ce sentiment reçut une impulsion puissante d'une feuille publiée vers le commencement de 1776, et largement répandue : *le Sens Commun*, de Thomas Payne.

Le 7 juin, Richard Henry Lee proposa au congrès une résolution déclarant que les colonies unies sont et doi-

vent être des États libres et indépendants, et que leur connexion avec la Grande-Bretagne est et doit être dissoute. Après des débats animés, la résolution fut adoptée par le vote de neuf colonies. La Pennsylvanie et la Caroline du Sud votèrent contre; les voix du Delaware furent partagées, et le New-York s'abstint. Une commission composée de Franklin, Jefferson, John Adams, Roger Sherman et Robert R. Livingston, fut chargée de dresser une déclaration d'indépendance, laquelle fut rédigée par Jefferson, et adoptée, le 4 juillet, par les treize colonies, qui constituèrent ainsi les États-Unis d'Amérique[1].

« La déclaration, dit Bancroft, ne fut pas seulement l'annonce de la naissance d'un peuple, mais l'établissement d'un gouvernement national; gouvernement imparfait, il est vrai, mais enfin gouvernement réel, en rapport avec les pouvoirs constituants limités que chaque colonie avait conférés à ses délégués au congrès. Dès lors, la guerre ne fut plus une guerre civile; la Grande-Bretagne était devenue pour les États-Unis une nation étrangère. Chacun des anciens sujets du roi d'Angleterre dans les treize colonies devait maintenant son serment de fidélité à la dynastie du peuple et devenait citoyen de la nouvelle république; à cette exception près, toute chose demeura dans le même état que devant; chaque individu garda ses droits; la dissolution des colonies n'eut pas pour objet le retour à l'état de nature, et le peuple nouveau n'accomplit pas une révolution sociale. Les affaires concernant la police et le gouvernement intérieur furent soigneusement retenues par chaque État, qui pouvait individuellement entrer dans la carrière des réformes domestiques. Mais les États, désormais affranchis de la souveraineté de la Grande-Bretagne, ne devenaient pas, par ce fait, indépendants

1. Voir l'appendice A.

l'un de l'autre; les États-Unis d'Amérique s'attribuèrent les pouvoirs relatifs à la guerre, à la paix, aux alliances étrangères et au commerce. »

Peu de temps après l'évacuation de Boston, Washington avait transféré son armée dans la ville de New-York que l'on craignait de voir attaquée tout d'abord par les Anglais. En effet, le 28 juin, une flotte venue d'Halifax et portant à son bord le général Howe et l'ancienne garnison de Boston, entra dans le havre de New-York et déposa les troupes sur Staten-Island. Quelques jours après arriva l'amiral lord Howe auquel le roi avait confié le contrôle des affaires américaines, conjointement avec son père sir William. L'amiral lança une circulaire promettant le pardon à tous ceux qui déposeraient les armes et imploreraient la miséricorde royale. Comme les Américains ne croyaient avoir commis aucun crime en maintenant leurs droits, ils ne crurent pas non plus avoir besoin de pardon. Le congrès fit publier la circulaire dans tous les journaux pour prouver au peuple que le roi n'entendait accorder aucune concession, et qu'il lui fallait ou combattre ou se résoudre à l'esclavage.

La mission de lord Howe n'aboutit à rien, et les deux partis se préparèrent à poursuivre vigoureusement les hostilités.

CHAPITRE VIII.

Guerre de l'indépendance. — Le gouvernement confédéré reconnu par la France et l'Angleterre. — Le général Washington abandonne le commandement de l'armée.

Le gouvernement de la Grande-Bretagne, incapable de recruter l'armée parmi son peuple, qui improuvait la guerre, avait stipendié de nombreux mercenaires dans les principautés allemandes, spécialement dans le Hesse-Cassel ; les mercenaires, joints aux troupes fraîches amenées du Sud par sir Henry Clinton, portèrent à 30 000 hommes l'armée de Staten-Island. L'armée de Washington, bien inférieure quant à l'effectif, était plus mal équipée, plus mal approvisionnée encore.

La campagne commença sur l'Ile-Longue (Long-Island), que les Américains, après une défaite sanglante (27 août), furent forcés d'évacuer. Ils durent également, peu après, abandonner la ville de New-York et le bas Hudson. Il s'ensuivit une série de désastres, et, à la fin de l'année, Washington avait été obligé de reculer au delà de la Delaware, avec un peu moins de 4000 hommes sordidement vêtus, mourant de faim, sans tentes et sans couvertures. La cause de la liberté semblait désespérée ; un profond découragement avait envahi tous

les esprits. Washington, lui, avait conservé toute son énergie et toute sa foi. Il déclara au général Mercer que, fût-il chassé au delà des Alleghanies, il combattrait jusqu'à la fin pour l'indépendance et la liberté.

Tandis que s'accomplissaient, entre l'Hudson et la Delaware ces tristes événements, les Anglais avaient occupé l'île de Rhode-Island, et, à Baskingridge, New-Jersey, s'étaient emparés du général Charles Lee, qui passait pour l'un des meilleurs officiers de l'armée, quoique l'on sache maintenant qu'il trahissait la cause nationale et avait, quelque temps avant sa capture, montré des tendances à traiter avec l'ennemi. En conséquence de ses pertes et par suite de l'expiration des engagements, l'armée de Washington se trouvait réduite à 3000 hommes. L'abattement général était si grand que nombre d'individus désertèrent une cause qui leur paraissait perdue sans ressources, et acceptèrent le pardon et l'amnistie que leur offraient les généraux anglais. Washington, plein d'une robuste confiance dans le succès final, attendait avec anxiété l'occasion de relever le prestige des armes américaines. L'indolence et la prudence craintive, qui formaient les traits saillants du caractère de Howe, empêchèrent le général en chef anglais d'anéantir, comme il aurait pu le faire, les restes affaiblis de l'armée de Washington, et permirent au hardi et entreprenant Américain d'infliger une cruelle leçon à ce trop timide adversaire. Dans la nuit du 25 décembre, malgré la neige et la glace, Washington traversa la Delaware, sur des bateaux plats, et tombant à l'improviste sur les forces anglaises, à Trenton, il s'empara de mille Hessiens. Quelques jours après (8 janvier 1777) il défit de nouveau l'ennemi à Princeton et fit quelques centaines de prisonniers.

Ces exploits, en ranimant les esprits de la nation, confondirent et effrayèrent l'ennemi. Pendant cette période

d'épreuves, le congrès avait déployé une admirable fermeté, avait investi Washington de pouvoirs presque dictatoriaux et pris des mesures pour une levée d'hommes dont l'engagement devait durer trois années au lieu d'une. Il dressa les articles de la confédération entre les États (articles qui furent approuvés par tous, sauf le Maryland, en 1778-79), et envoya des agents en Europe pour solliciter du secours auprès des puissances étrangères. Quand la campagne s'ouvrit, au printemps de 1777, Washington comptait 7000 hommes sous les drapeaux. Après avoir vainement essayé d'amener un engagement général, Howe, évacuant le New-Jersey, revint à Staten-Island, d'où il partit pour le Chesapeake avec 16 000 hommes. Il débarqua à la rivière de l'Elan (*Elk river*) et menaça Philadelphie. Il fallait défendre la capitale. Washington fut, en conséquence, obligé de livrer bataille sur le Brandywine, le 11 septembre; écrasé par des forces supérieures, il se vit contraint de battre en retraite, après avoir perdu un millier de soldats. Lafayette, récemment entré au service des États-Unis en qualité de volontaire, et qui avait reçu le grade de major général, fut grièvement blessé à cette bataille[1]. Quelques jours après les Anglais prirent possession de Philadelphie, sans coup férir. Le congrès se retira, d'abord à Lancastre, puis à York, dans l'État de Pennsylvanie.

Le 4 octobre, Washington attaqua les Anglais à Germantown, à sept milles de Philadelphie; mais il fut repoussé après avoir éprouvé des pertes sensibles. Peu après, les deux armées prirent leurs quartiers d'hiver. Les succès obtenus dans le Nord firent plus que contrebalancer les revers subis dans les États du centre. Une armée anglaise, forte de 7000 hommes, non compris

1. Marquis de Lafayette, né à Chavagnac, en Auvergne, le 6 septembre 1757, et marié le 11 avril 1774, partit pour l'Amérique le 26 avril 1777.

les Canadiens et les Indiens, et commandée par le général Burgoyne, quitta le Canada par le lac Champlain et prit Ticonderoga et Skenesborough (actuellement White-Hall). De puissants détachements, envoyés du fort Édouard, sur le haut Hudson, pour détruire les magasins de Bennington (Vermont) furent assaillis et défaits, avec une perte de 600 hommes, par les milices de Vermont et du New-Hamsphire, commandées par le général Stark. Burgoyne, traversant les forêts, atteignit Saratoga où il fut rejoint par le général Gates, récemment nommé général en chef du département du Nord ; et, le 19 septembre, à Stillwater, eut lieu un engagement sans résultat décisif dans lequel les Anglais perdirent environ 600 hommes. Le 7 octobre, dans un second combat livré presque au même lieu, les Américains eurent l'avantage; et dix jours plus tard Burgoyne se rendit avec toute son armée et obtint une capitulation honorable.

Les conséquences de cette victoire furent de la plus haute importance, tant en Amérique qu'à l'étranger. A l'intérieur, elle ranima la confiance du peuple, écrasa les tories ou loyalistes, qui se trouvaient encore en grand nombre dans certains États, et éleva de 20 pour 100 le taux du papier émis par le congrès. A l'extérieur, la victoire de Saratoga produisit un effet aussi favorable. Depuis le commencement de la lutte, le gouvernement français avait secrètement encouragé la révolte des colonies, et leur avait fourni des armes et des munitions, sans lesquelles il eût été presque impossible de poursuivre la guerre. Franklin, Silas Deane et Arthur Lee, envoyés en France par le congrès, en qualité de commissaires, peu après la déclaration de l'indépendance, ne furent cependant ouvertement reçus par la cour qu'après la reddition de Burgoyne. Cet événement et le succès final qu'il permettait de prévoir en faveur des Américains, firent heureusement aboutir la négociation. En février

1778, un traité d'alliance, d'amitié et de commerce fut signé à Paris. Alarmé de cette alliance et du sort probable de son armée du Nord, le ministère anglais présenta au parlement deux bills, votés le 11 mars 1778 et rapportant tous les actes qui avaient excité le soulèvement des Américains; après quoi, trois commissaires furent envoyés avec les pouvoirs nécessaires pour négocier une réconciliation. Mais le congrès rejeta ces bills, par le motif qu'ils ne faisaient aucunement mention de l'indépendance des colonies, et refusa de traiter avec les commissaires, tant que la Grande-Bretagne n'aurait pas rappelé ses flottes et ses armées.

Washington établit ses quartiers d'hiver, vers le milieu de décembre 1777, à Valley-Forge, à 20 milles au nord de Philadelphie; il y conduisit son armée composée de soldats à moitié vêtus, économiquement nourris, et qui, pour la plupart, manquant de souliers, laissaient sur la neige l'empreinte sanglante de leurs pas. On comprend quelles souffrances cette armée eut à endurer pendant le rigoureux hiver de 1777-78. Mais toutes ces misères furent oubliées quand, au printemps, ils apprirent la nouvelle de l'alliance conclue avec la France et des secours qu'ils allaient recevoir de ce pays. Le 7 mai, l'artillerie salua et l'armée acclama le nom de Louis XVI. Un mois plus tard, une flotte française, sous les ordres du comte d'Estaing, envoyée pour bloquer la flotte anglaise dans la Delaware, accosta le nouveau continent; mais les vaisseaux ennemis avaient déjà cherché un refuge dans la baie de Raritan.

Sir Henry Clinton, le successeur de Howe dans le commandement en chef des forces britanniques, évacua Philadelphie en juin, et, le 18, commença, avec 11 000 hommes, sa marche rétrograde sur New-York. Washington, accompagné d'un nombre à peu près égal de soldats, le poursuivit et lui livra bataille, le 28, dans

les plaines de Monmouth, près du village de Freehold, New-Jersey. L'action fut indécise, mais les Américains restèrent maîtres du champ de bataille, tandis que les Anglais se retirèrent à New-York, où ils demeurèrent dans l'inaction jusqu'à la fin de l'été. En août, une tentative faite de concert avec la flotte française, pour chasser les Anglais du Rhode-Island, échoua complétement, et d'Estaing fit voile pour les Indes occidentales, sans avoir rendu aucun service signalé à la cause américaine.

A la fin de la campagne de 1778, les troupes britanniques se trouvaient circonscrites dans la même position qu'elles occupaient en 1776. Elles ne tenaient que Rhode-Island, et l'île de Manhattan, tandis que les Américains avaient acquis une certaine connaissance de l'art de la guerre, tout en s'assurant la puissante alliance de la France, ainsi que les sympathies et l'assistance secrète de la cour d'Espagne. Toutefois, les opérations mal conduites de la flotte française n'avaient procuré aux Américains que peu de bénéfices; d'un autre côté, de grands embarras résultaient pour eux du pitoyable état de leurs finances, le papier continental émis par le congrès ayant subi une dépréciation considérable. Dans ces circonstances critiques, le gouvernement eut l'heureuse inspiration d'avoir recours à Robert Morris; sans le patriotisme et l'habileté financière de cet homme célèbre, sans la confiance qu'il inspirait, la jeune république ne serait née, à proprement parler, que pour mourir.

En 1779, la guerre sévit surtout dans le Sud, où les Américains étaient commandés par le général Benjamin Lincoln. Vers la fin de 1778, le général Clinton avait envoyé en Géorgie une expédition qui battit les Américains à Savannah, et s'empara de cette ville (29 décembre). Les Anglais furent aussi heureux dans quelques

autres engagements, et, vers le milieu de 1779, ils avaient conquis et occupaient complétement la Géorgie. Une attaque dirigée contre Savannah par Lincoln, avec la coopération de la flotte française, en septembre, ne fut pas couronnée de succès; les alliés, repoussés, perdirent mille hommes, parmi lesquels le comte Pulaski.

Pendant l'été de la même année, Lafayette s'était rendu en France, et grâce, en grande partie, à son énergique initiative, le gouvernement français consentit à envoyer au secours des Américains un nouveau contingent d'hommes et de vaisseaux. En apprenant cette nouvelle, le ministère anglais ordonna à lord Clinton d'évacuer le Rhode-Island et de concentrer toutes ses forces à New-York. L'Angleterre, par le fait, commençait à entrer dans une ère de difficultés du caractère le plus alarmant. L'Espagne lui avait déclaré la guerre, le 16 juin 1779; une armée franco-espagnole la menaçait d'une invasion, tandis que les croiseurs français et américains longeaient ses côtes, insultant ses ports et entravant son commerce.

Le fameux Paul Jones, commandant une frégate américaine, captura, le 23 septembre, deux vaisseaux de guerre anglais, après un des combats les plus acharnés qui aient jamais été livrés sur l'Océan. Pendant toute la guerre, Paul Jones tint activement la mer et, secondé par une nuée de corsaires, il fit subir au commerce britannique des pertes considérables.

Vers le commencement de 1780, Clinton, laissant le commandement de New-York au général hessois Knyphausen, s'embarqua pour le Sud avec le corps principal de son armée et porta la guerre dans les Carolines. Après un siége de quelques semaines, mollement soutenu par le général Lincoln, Charleston capitula (17 mai), et sa garnison de 2500 hommes, y compris Lincoln, fut faite prisonnière. Le reste de l'État de la Caroline du

Sud, parcouru en tous sens par des détachements ennemis, se soumit nominalement à l'autorité royale, de sorte que Clinton, croyant sa conquête achevée, partit pour New-York, le 5 juin, en laissant le commandement à lord Cornwallis. Aussitôt après, les patriotes, incapables de se constituer en armée, reprirent la campagne par petites bandes et commencèrent, sous le commandement de Sumter, Marion, Pickens, et d'autres hardis partisans, une guerre de haies, harassant non-seulement les Anglais, mais les tories qui se trouvaient en grand nombre dans l'État.

Dans le but de récupérer les Carolines, le congrès y envoya le général Gates, auquel la capture de l'armée de Burgoyne à Saratoga avait valu une réputation militaire imméritée. A sa première rencontre avec Cornwallis, à Camden (16 août), il fut battu et laissa sur le terrain mille morts, parmi lesquels son commandant en second, le baron de Kalb, officier français distingué. Gates s'enfuit dans la Caroline du Nord avec le reste de son armée, et à la fin de l'été il ne restait plus d'Américains en armes dans la Caroline du Sud, à l'exception de la petite guérilla de Marion. Ainsi, dans l'espace de trois mois, deux armées américaines avaient été détruites; de plus, le colonel Tarleton avait dispersé la plus redoutable des bandes de partisans, celle de Sumter.

Dans les premiers jours de septembre, Cornwallis envahit la Caroline du Nord. Le 7 octobre, à la montagne du Roi (*King's Mountain*), une portion de son armée fut complétement défaite par les milices, qui tuèrent ou prirent plus de 1200 ennemis. Ce revers sérieux et la réapparition des guérillas de Marion, de Pickens et d'autres chefs, forcèrent Cornwallis à rentrer dans la Caroline du Sud.

Pendant l'été, il n'y eut, dans le Nord, qu'une seule opération militaire importante, l'invasion du New-Jersey

par les Anglais. Après avoir vainement tenté d'amener Washington à un engagement général et éprouvé à Springfield, des mains du général Greene, une sanglante défaite (23 juin), ils regagnèrent leur forte position de New-York. Quelques jours après (10 juillet) arriva la flotte française amenant le comte de Rochambeau et 6000 soldats. Washington se rendit à Hartford, en septembre, pour conférer avec l'état-major français, et, pendant son absence, on découvrit que Benedict Arnold, commandant l'importante forteresse de West-Point, entretenait avec l'ennemi une correspondance coupable, et qu'il était convenu de livrer à sir Henry Clinton la forteresse et ses dépendances. Le traître Arnold parvint à s'échapper; mais le major André, l'officier anglais qui avait servi d'intermédiaire dans cette honteuse transaction, fut pris et pendu comme espion. L'Angleterre lui éleva une statue dans l'abbaye de Westmister.

La fin de l'année fut marquée par une déclaration de guerre dénoncée par l'Angleterre à la Hollande, dont le gouvernement négociait secrètement un traité d'alliance avec les États-Unis.

Les principales opérations militaires de la campagne de 1781 eurent pour théâtre le Sud, où Greene avait remplacé Gates. A Cowpens, Caroline du Sud, le 17 janvier, le général Morgan écrasa le corps d'armée du colonel Tarleton. Le 15 mars, à Guilford-Court-House, Caroline du Nord, les Anglais remportèrent un léger avantage; mais, en septembre, ils furent complétement battus à Eutaw-Springs, dans un combat sanglant qui termina presque les hostilités dans la Caroline du Sud. A la fin de la guerre, les deux seuls points occupés par les Anglais dans les États situés au Sud de la Virginie étaient Charleston et Savannah. En Virginie, Cornwallis, qui avait pour adversaires Lafayette, Wayne et Steuben, s'était fortifié à Yorktown, et y avait rassemblé une armée

considérable. Cependant l'armée américaine du Nord, sous Washington, et l'armée française du comte de Rochambeau, avaient opéré leur jonction sur l'Hudson, dans le but d'attaquer les Anglais à New-York. Mais les alliés changèrent subitement leur plan de campagne, et tandis que le commandant anglais, sir Henry Clinton, croyant toujours New-York menacé, se trouvait dans l'impossibilité d'envoyer des renforts à Cornwallis, Lafayette et Rochambeau marchèrent sur Yorktown où ils arrivèrent, avec 12 000 hommes, le 28 septembre 1781. Le siége fut dès lors régulièrement conduit. Il dura jusqu'au 19 octobre, jour auquel Cornwallis se rendit avec toute son armée composée de 7000 hommes.

Cette victoire termina la guerre et assura l'indépendance de l'Amérique. Il s'était écoulé juste six ans et six mois depuis le jour où, à Lexington, le premier sang avait été répandu.

Quand cette nouvelle parvint en Angleterre elle frappa lord North comme une balle en pleine poitrine. « Mon Dieu! tout est fini! s'écria-t-il, tout est fini! » Le ministre et tous ses collègues furent forcés de se retirer, le 20 mars 1782, et de céder la place à un cabinet opposé à toute poursuite ultérieure de la guerre. Des ordres expédiés en Amérique, aux généraux anglais, leur enjoignirent de cesser les hostilités. Savannah fut évacué, le 11 juillet 1782, et Charleston, le 14 décembre. Adams, Franklin, Jay et Laurens, chargés par le Congrès de négocier la paix, en signèrent à Paris, le 30 novembre 1782, les articles préliminaires. Le traité définitif, également signé à Paris, porte la date du 3 septembre 1783; la Grande-Bretagne y reconnaît formellement la liberté, la souveraineté et l'indépendance des États-Unis. New-York, le dernier point de la côte encore occupé par les Anglais, fut évacué le 25 novembre 1783.

Ainsi se termina une guerre qui, selon l'expression de Pitt le jeune, « fut injustement conçue, follement poursuivie, et dont toutes les phases furent marquées par la mort et la dévastation. La nation y perdit le plus pur de son sang et ses plus vitales ressources; elle ne recueillit, en retour, que de stériles victoires et de honteuses défaites; victoires remportées sur des hommes combattant pour la sainte cause de la liberté; défaites pleines de deuil pour la nation, qui eut à pleurer ses plus vaillants enfants sacrifiés à une querelle impie et abhorrée. »

Pendant les sept années de la guerre de la révolution, la Grande-Bretagne envoya en Amérique 112 584 soldats et plus de 22 000 marins. Les forces mises en campagne par les Américains, pendant le même espace de temps, se sont élevées à 230 000 soldats continentaux et à 56 000 miliciens[1].

La population des États-Unis s'élevait, à cette époque à 3 929 827 habitants, dont 697 897 esclaves. Quoique ces derniers fussent répartis dans tous les États, sauf le Massachusetts, les cinq sixièmes environ du total ap-

1. Aux termes d'un traité conclu le 16 juillet 1781, entre le comte de Vergennes, au nom du roi de France, et Benjamin Franklin, au nom des États-Unis, fixant le montant des sommes dues à la France par la république américaine, pour avances faites pendant la guerre, et dans le but de prévenir toute difficulté de nature à troubler la bonne harmonie que le roi voulait maintenir entre les deux peuples, il fut constaté et arrêté que les sommes avancées par Sa Majesté au congrès des États-Unis, à titre de prêt, dans les années 1778, 1779, 1780, 1781 et la présente année 1782, s'élevaient ensemble à dix-huit millions de livres, argent de France, conformément aux vingt et un reçus suivants, à savoir :

	livres.
4, délivrés le 28 février, 19 mai, 3 août et 1er novembre 1778, de 700 000 livres chacun....................	3 000 000
4, délivrés les 10 juin, 16 septembre, 4 octobre et 21 décembre 1778, de 250 000 livres chacun............	1 000 000
A reporter..........	4 000 000

partenaient au Maryland, à la Virginie et aux Carolines.

A la fin de la guerre, un mouvement sérieux éclata dans l'armée, relativement au payement des arriérés de solde et de rations. Le papier-monnaie émis par le congrès et qui servait à payer les troupes, n'avait plus qu'une valeur insignifiante par suite de sa dépréciation, et le trésor public, presque vide, se trouvait dans l'impossibilité d'effectuer aucun payement en numéraire. La désaffection déjà si générale des soldats fut encore fomentée par une adresse du major John Armstrong, laquelle, en mars 1783, circula dans le camp de Newburg, (New-Jersey), invitant l'armée à prendre en main ses propres intérêts et à forcer le congrès et le peuple à faire droit à ses réclamations. L'influence de Washington put seule mettre fin à cet alarmant conflit; et, peu après, le congrès donna satisfaction aux troupes en acquittant une partie de l'arriéré.

Le 2 novembre, Washington fit, dans une proclamation, ses adieux aux armées des États-Unis. Le 4 décem-

Report...........	4 000 000
4, délivrés les 29 février, 23 mai, 21 juin et 5 octobre 1780, de 750 000 livres chacun.........................	3 000 000
1, délivré le 27 novembre 1780.....................	1 000 000
4, délivré les 15 février, 15 mars, 15 août et 15 novembre 1781, de 750 000 livres chacun.............	3 000 000
1, délivré le 1er août 1781.........................	1 000 000
2, délvrés les 10 avril et 1er juillet 1782, de 1 500 000 livres chacun..................................	3 000 000
1, délivré le 5 juillet 1782.........................	3 000 000
	18 000 000

Ces sommes devaient être remboursées en douze payements annuels et rapporter un intérêt de 5 pour 100. Par l'article 3, le roi, désirant donner aux États-Unis un témoignage nouveau d'estime et d'affection, abandonnait tous les intérêts arriérés, et par l'article 5, il avançait la somme nécessaire pour rembourser le prêt de 100 000 livres fait par la Hollande aux États-Unis.

bre, à New-York, il prit congé de ses officiers, se rendit à Annapolis (Maryland) où le congrès se trouvait alors en session, résigna, le 23 décembre, ses fonctions de général en chef, et se retira dans sa propriété de Mont-Vernon.

LIVRE II.

ORGANISATION FINANCIÈRE ET MARITIME.

CHAPITRE I.

Administration de Washington (1789-1797) et de John Adams (1797-1801.)

On reconnut bientôt que les articles de la Confédération adoptés en 1778 ne fondaient pas, pour la nation, une constitution suffisante; leur défaut capital consistait à ne pas fixer les points de la législation commune à tout le pays, tels que l'organisation du commerce, la défense générale le règlement des discussions entre États, les traités avec les nations étrangères. Presque aussitôt après sa ratification, les États commencèrent à lui refuser une prompte et stricte obéissance. A mesure que s'éloignait le danger, les preuves de négligence devenaient de plus en plus fréquentes, et avant la conclusion de la paix de 1783, la faiblesse inhérente au gouvernement s'était augmentée d'une manière véritablement inquiétante. Les fautes d'un État devinrent le prétexte ou l'excuse des délits commis par un autre État. On dut reconnaître qu'il serait illusoire de compter sur les États pour subvenir aux exigences pécuniaires du pays. Les

engagements nationaux semblent avoir été totalement méprisés. Les contributions mêmes, destinées à couvrir les dépenses ordinaires du Gouvernement, furent presque entièrement supportées par les deux États, qui possédaient le plus de ressources domestiques. Le congrès tenta, de bonne heure, mais vainement, d'obtenir des différents États le droit d'établir, temporairement, une taxe générale exclusivement destinée à l'amortissement de la dette nationale. Il vit tout de suite qu'il y avait impossibilité absolue d'obtenir collectivement des États aucune provision applicable à la sécurité et à l'honneur de la nation. Des conflits, soulevés par des règlements commerciaux et des réclamations de territoires, dissolvaient peu à peu les relations amicales et le sentiment d'intérêt général, qui avaient si puissamment contribué à cimenter et consolider l'Union pendant les rudes épreuves de la lutte révolutionnaire. Les symptômes de détresse et d'affaissement s'accumulaient rapidement. L'indifférence des États était devenue telle qu'on ne pouvait même leur faire comprendre qu'il était de leur intérêt d'envoyer au congrès un nombre suffisant de représentants. Les finances étaient épuisées. L'armée ne comptait plus, en 1784, que quatre-vingts personnes, et les États furent instamment requis de fournir quelques miliciens pour tenir garnison dans les places de l'Ouest. Et bientôt, pour employer l'expression du *Fédéraliste*, « chaque État, sourd à tout, excepté à la voix de son intérêt immédiat et de ses convenances particulières, refusa, peu à peu, toute assistance à la Confédération; si bien que le frêle et tremblant édifice fut sur le point de tomber sur la tête des Américains et de les ensevelir sous ses ruines. »

Tous ces maux et bien d'autres encore, découlant du défaut d'un gouvernement général puissant, prirent un tel caractère de gravité, qu'il fallut convoquer une con-

vention nationale. Cette convention se réunit à Philadelphie, le 14 mai 1787. Après quatre mois de délibérations, elle adopta la constitution actuelle des États-Unis et la présenta à la ratification du peuple. Après une discussion approfondie, et qui se prolongea, dans certains États, pendant deux ou trois ans, la constitution fut acceptée par tous; le Delaware donna, le premier, son approbation, le 7 décembre 1787, et le Rhode-Island, le dernier, le 27 mai 1790. Aussitôt que la constitution eut reçu la sanction des deux tiers des États, elle devint valide, et le 4 mars 1789, elle commença à être mise à exécution[1]. New-York fut désignée comme capitale de la Confédération, et Washington, premier président, élu à l'unanimité, fut installé, le 30 avril, avec John Adams comme vice-président. Il choisit Thomas Jefferson, de la Virginie, pour ministre des affaires étrangères, Hamilton, du New-York, pour ministre des finances, et Henry Knox, du Massachusetts, pour ministre de la guerre.

L'influence bienfaisante du nouveau gouvernement se fit immédiatement sentir; il réveilla la confiance du peuple, ranima le commerce et donna un vaste essor à la prospérité du pays. On adopta les conclusions de l'admirable rapport financier présenté par Hamilton, et le gouvernement général assuma les dettes de l'ancienne Confédération et celles des États particuliers. La Banque des États-Unis fut créée; elle commença ses opérations en février 1794, et un hôtel des Monnaies fut établi à Philadelphie.

Dans l'été de 1790, les tribus du Nord-Ouest se soulevèrent en masse et commencèrent une guerre d'une gravité exceptionnelle. Elle dura cinq ans et fut signalée par des défaites sanglantes infligées par les Indiens aux

1. Voir l'appendice B.

généraux Harmer et Saint-Clair. Le général Wayne prit sur les tribus une éclatante revanche et leur donna de si cruelles leçons qu'elles se virent contraintes à implorer la paix. Les hostilités cessèrent en août 1795.

La Révolution française, qui éclata la première année de l'administration de Washington, dut naturellement, à cause de ses principes et de ses effets, faire vibrer une corde sensible aux États-Unis. La France réclama l'assistance de la jeune nation, et la majorité du peuple américain, par suite de ses sympathies pour la République française et de sa haine pour l'Angleterre, eût vu avec satisfaction les États-Unis prendre une part active à la lutte engagée au delà de l'Atlantique. Deux partis politiques se trouvaient déjà en présence : les fédéralistes, qui voulaient maintenir la constitution dans les termes où elle avait été adoptée; et les républicains ou démocrates, qui désiraient y introduire des amendements ayant pour objet de limiter les pouvoirs fédéraux et d'augmenter ceux des États et du peuple. Washington, Adams, Hamilton et Jay étaient fédéralistes; Jefferson, Madison, Gallatin et Édouard Livingston avaient pris rang parmi les chefs des républicains. A propos de la question française, le parti fédéral conseilla une stricte neutralité, tandis que les républicains avouaient hautement leur sympathie pour la République française et leur penchant à lui venir en aide dans sa lutte avec les puissances européennes. L'esprit de parti aigrit considérablement le débat. Et cependant, à la seconde élection présidentielle, Washington réunit l'unanimité des votes dans tous les colléges électoraux. Adams fut réélu vice-président, par soixante-dix-sept voix, en antagonisme avec George Clinton, le candidat républicain, qui en obtint cinquante.

En avril 1793, le citoyen Genet arriva en Amérique en qualité de ministre de la République française. Il

intrigua tellement pour envelopper les États-Unis dans la guerre avec la Grande-Bretagne, que Washington se vit obligé de demander son rappel et son remplacement. Malgré la modération du pouvoir exécutif, l'esprit de parti, relativement à la question anglo-française, agitait violemment le peuple et le congrès ; dans l'une et l'autre chambre, les opinions se trouvaient à peu près également partagées. Les sentiments d'animosité contre la Grande-Bretagne s'aggravaient par suite de la blâmable conduite du gouvernement anglais qui retenait les forts de l'Ouest, contrairement aux stipulations du traité de 1785, saisissait les bâtiments et pressait les marins américains. Après s'être vainement plaint de ces injustes procédés, et sincèrement désireux d'éviter la guerre, le président expédia en Angleterre, comme envoyé extraordinaire, John Jay, lequel, en novembre 1795, signa un traité réglant le différend. Ce traité fut considéré par les républicains comme si favorable à l'Angleterre, que le sénat ne le confirma qu'avec la plus extrême difficulté et que sa promulgation souleva contre Jay et le président une immense clameur, bientôt éteinte, toutefois. Après une longue discussion, au cours de laquelle Fisher Ames prononça un discours célèbre, la chambre des représentants, qui renfermait une majorité hostile à l'administration, passa l'acte donnant force de loi au traité par 51 voix contre 48. Le conflit avec l'Angleterre se trouvait ainsi terminé ; mais la ratification du traité causa au gouvernement français un vif mécontentement qu'il manifesta ouvertement en apportant, par des décrets spéciaux, des entraves au commerce américain, en accablant d'outrages M. Pinckney, ministre des États-Unis en France, et, enfin, en ordonnant à ce dernier de quitter le territoire français.

Parmi les événements importants de l'administration de Washington, il faut citer l'admission dans l'Union

des nouveaux États du Vermont (1791), du Kentucky (1792) et du Tennessee (1796), ainsi que l'insurrection du Whiskey. Cette insurrection, dirigée contre une loi douanière fort impopulaire, mit le désordre en Pennsylvanie, en 1794, et fut énergiquement réprimée par le président qui, dans ce but, appela sous les armes 15 000 soldats de la milice.

Lorsqu'arriva l'époque de la troisième élection présidentielle, Washington fut vivement sollicité de se présenter de nouveau au choix de la nation; et il est hors de doute qu'il aurait été réélu à l'unanimité. Mais il déclina positivement toute prétention à ce sujet, et, en septembre 1796, il adressa au peuple son « discours d'adieu. » Il conjurait ses concitoyens de rester attachés aux principes d'après lesquels il s'était efforcé de régler son administration et qui, selon lui, pouvaient seuls asseoir solidement la liberté et le bonheur des États-Unis.

La vénération dont Washington était universellement l'objet avait, pour ainsi parler, annihilé toute opposition lors des deux élections où sa candidature avait été posée; mais aussitôt qu'il se fut retiré de l'arène politique, les deux partis s'attaquèrent avec un acharnement jaloux, sans exemple depuis. Les fédéralistes portaient à la présidence John Adams, et les républicains Thomas Jefferson. Le premier remporta soixante et onze votes électoraux et fut nommé président, tandis que Jefferson, le second d'après le nombre des votes (il en avait obtenu soixante-huit), fut élu vice-président, aux termes de la constitution. Les candidats qui, après Adams et Jefferson, avaient obtenu le plus grand nombre de suffrages, furent Thomas Pinckney et Aaron Burr.

Le nouveau président composa ainsi son cabinet : affaires étrangères, Timothée Pickering, du Massachu-

setts; finances, Olivier Walcott, du Rhode-Island; guerre, James Mac Henry, du Maryland; justice (attorney general), Charles Lee de la Virginie. Le département ministériel de la marine fut créé en 1798 et confié à Benjamin Stoddart.

Les relations avec la France continuaient à être tellement tendues, qu'un des premiers actes du président fut de convoquer le congrès en session spéciale (15 mai 1797). Trois envoyés extraordinaires, C. C. Pinckney, Elbridge Gerry et John Marshall, vinrent en France avec mission de régler toutes les difficultés. Le gouvernement français refusa de les recevoir. Il ordonna même aux fédéralistes Pinckney et Marshall de quitter la France, et n'autorisa la résidence de Gerry que parce qu'il était républicain.

L'insulte faite à ces deux envoyés souleva aux États-Unis une indignation générale, et le congrès se prépara à une guerre. Il augmenta les cadres de l'armée et de la marine, et nomma Washington général en chef, avec le rang de lieutenant général. Les hostilités commencèrent sur l'Océan; la frégate des États-Unis *Constellation* captura une frégate française de la station des Indes occidentales, et, un peu plus tard, en désempara une autre, après un combat de cinq heures. Les énergiques mesures prises par les États-Unis ne furent pas sans effet; le gouvernement français fit faire au président des ouvertures relatives à une reprise des négociations, et un ambassadeur fut envoyé en France. Sur ces entrefaites, Napoléon Bonaparte prit les rênes du pouvoir, ce qui activa la conclusion de la paix. Elle fut signée le 30 septembre 1800, et les deux pays reprirent leurs relations amicales.

Pendant ce conflit avec la France, le congrès passa deux lois, l'une contre les étrangers et l'autre contre la sédition. La première autorisait le président à ex-

pulser les étrangers convaincus de conspirer contre la paix des États-Unis; la seconde établissait des restrictions à la liberté de discussion et à la liberté de la presse. Pour appuyer la loi des étrangers, on fit valoir que le pays fourmillait d'émissaires français et anglais, ayant pour mission d'entraîner les États-Unis dans les querelles européennes; l'excuse, pour la loi de sédition, fut l'incontestable licence de la presse qui, à cette époque, était presque tout entière dirigée par des réfugiés et des aventuriers anglais et irlandais. Quoi qu'il en fût, ces lois ne satisfirent pas l'opinion; on les incrimina amèrement, comme constituant des mesures aussi brutales qu'inconstitutionnelles. Elles contribuèrent grandement à dépopulariser l'administration de M. Adams, surtout dans le Sud et dans l'Ouest, et à assurer le triomphe des républicains, lors de la prochaine élection présidentielle. Jefferson et Burr, candidats de ce parti, obtinrent chacun soixante-treize votes, tandis que M. Adams, qui se présentait de nouveau, n'en eut que soixante-cinq. Par suite de l'égalité des suffrages accordés à Jefferson et à Burr, l'élection échut à la chambre des représentants; au trente-sixième tour de scrutin, Jefferson fut choisi pour président et Burr pour vice-président.

Ce ballottage eut pour résultat un amendement à la constitution. L'article de la constitution relatif à l'élection du président et du vice-président décidait qu'il serait voté pour deux personnes devant remplir ces deux charges, et que celle qui recueillerait le nombre de votes le plus élevé obtiendrait la présidence. Cet article fut remplacé par un autre ordonnant aux électeurs de désigner spécialement leurs candidats soit à la présidence, soit à la vice-présidence. Cet amendement forme le douzième article des amendements à la constitution. Il fut ratifié le 25 septembre 1804, après avoir été approuvé

par tous les États, à l'exception du Massachusetts, du Connecticut et du Delaware[1].

1. Voir l'appendice C.

Le peuple des États-Unis ne vote pas directement pour la présidence et pour la vice-présidence. Voici comment cette élection a lieu. Chaque État choisit un nombre « d'électeurs, » comme on les appelle, égal au nombre total des sénateurs et des représentants que cet État a le droit d'envoyer au congrès. Chaque parti porte ses propres électeurs, lesquels, si le sort leur est favorable, votent, à leur tour, pour les candidats de leur choix. Pour prévenir toute influence préjudiciable à l'intégrité des élections, la constitution a décidé qu'aucun membre du congrès, qu'aucune personne tenant du gouvernement fédéral une mission de confiance ou un emploi salarié, ne pourrait être nommé électeur. Les électeurs se réunissent au capitole de leurs États respectifs, le premier mercredi de décembre de la quatrième année qui suit la dernière élection ; ils votent au scrutin pour le président et le vice-président, ce dernier étant actuellement élu de la même manière et pour la même période que le président. L'un des deux, au moins, ne doit pas être domicilié dans le même État que les électeurs.

CHAPITRE II.

Administration de Thomas Jefferson (1801-1809) et de James Madison (1809-1817.)

En arrivant au pouvoir, Jefferson retira leurs charges à quelques fédéralistes pour les donner à des démocrates. Il encourut, pour ce fait, la censure pleine d'amertume de la presse fédérale; il a été, depuis, accusé d'avoir, le premier, mis en pratique cet abusif usage qui consiste à subordonner les employés du gouvernement aux chances diverses des grands partis politiques.

Pour justifier ses actes, Jefferson prétendit que, pendant l'administration de M. Adams, toutes les charges publiques avaient été tenues par les fédéralistes, et qu'il n'était pas juste qu'un seul parti fût en possession de la majorité des emplois. Il n'y avait de vacances que celles provenant du retrait; « la mort n'en fournissait que peu, la démission pas du tout. » Toutefois, les modifications effectuées par Jefferson, pour des raisons politiques, sont en fort petit nombre, et parfaitement justifiables, abstraction faite de tout esprit de parti. Son cabinet se composait de James Madison, de la Virginie (affaires étrangères); Henry Dearborn, du New-Hampshire (guerre); Albert Gallatin, du New-York (finances); Robert Smith,

du Maryland (marine); Levi Lincoln, du Massachusetts (attorney général).

Son administration se distingua, dans presque toutes les circonstances, par son énergie ainsi que par l'ampleur et la netteté de ses tendances; aussi fut-il réélu, pour une seconde période présidentielle, sans opposition, pour ainsi dire, son compétiteur, C. C. Pinckney, de la Caroline du Sud, n'ayant obtenu que quatorze suffrages.

Pendant la durée de son premier mandat, l'Ohio fut admis dans la Confération (1802) et la Louisiane fut acquise de la France, moyennant 15 millions de francs (1803). En 1804, Jefferson châtia l'insolence des pirates de la côte Barbaresque par le bombardement de Tripoli; et l'invasion de cette régence par une petite armée américaine partie d'Égypte, sous les ordres du capitaine Eaton, valut aux États-Unis un traité (1805) donnant à la Confédération toutes les satisfactions désirables.

La seconde présidence de Jefferson commença le 4 mars 1805. L'année suivaute, Aaron Burr, qui avait été remplacé dans la vice-présidence par George Clinton, organisa secrètement, principalement dans les États de l'Ouest, une expédition militaire. Cette prise d'armes alluma les soupçons du gouvernement; Aaron Burr fut arrêté et traduit en jugement, à Richmond, en 1807, sous l'accusation de tentative de démembrement de l'Union et d'établissement d'un État indépendant à l'ouest des Alleghanies. Heureusement pour lui, il n'avait encore commis ouvertement aucun acte coupable, et, faute de preuves, le jury rendit un verdict d'acquittement.

Les relations amicales entretenues, depuis quelques années, par la Grande-Bretagne avec les États-Unis, commencèrent à être ébranlées, en 1806, par suite du tort considérable que fit au commerce américain l'état de blocus infligé à toute la côte d'Europe, depuis l'Elbe

jusqu'à Brest, par ordre du gouvernement anglais; acte auquel Napoléon avait répondu en décrétant, de Berlin (21 novembre 1806), le blocus de toutes les îles anglaises. Une autre ordonnance du gouvernement britannique, du 7 janvier 1807, interdit tout commerce de cabotage avec la France. En conséquence de ces mesures, nombre de bâtiments américains furent saisis par les croiseurs anglais et français, ce qui eut pour résultat d'annihiler presque complétement le commerce exotique des États-Unis, que l'état de neutralité conservé par la Confédération avait amené à un degré extraordinaire de prospérité.

L'irritation contre la Grande-Bretagne, produite par ces actes de déprédation, trouva un aliment nouveau dans la persistance avec laquelle l'Angleterre maintenait le droit de visiter les navires américains pour y chercher ses déserteurs; ce droit, les croiseurs anglais l'exerçaient toujours de la façon la plus offensante et ne se gênaient nullement pour enlever les marins américains et les enrôler de force dans la marine britannique. L'outrecuidance des capitaines anglais atteignit, à la fin, de telles proportions, qu'en juin 1807, la frégate des États-Unis *Chesapeake* fut arrêtée, près de l'entrée de la baie de Chesapeake, par le vaisseau de ligne anglais *Leopard;* et, sur le refus du capitaine américain de se soumettre au droit de visite, *le Leopard* ouvrit son feu contre la frégate et tua ou blessa vingt et un hommes de l'équipage. Il lui enleva ensuite quatre soi-disant déserteurs, trois desquels, après investigation, furent reconnus pour être citoyens américains.

Le président demanda immédiatement réparation de cette insulte; mais satisfaction ne fut donnée que quatre ans plus tard, et même alors le gouvernement anglais continua à maintenir le droit de visite, droit qui devint éventuellement un cas de guerre.

Une nouvelle ordonnance, rendue le 11 novembre 1807, défendit aux bâtiments neutres d'entrer dans les ports français avant d'avoir, au préalable, fait escale dans un port anglais et acquitté un droit. Napoléon, de son côté, rendit aussitôt le décret de Milan, ordonnant la confiscation de tout bâtiment qui se soumettrait au droit de visite anglais ou payerait des droits, de quelque nature qu'ils fussent, à la Grande-Bretagne. Dans le même mois, à la recommandation du président, le congrès mit un embargo sur tous les navires, étrangers ou nationaux, qui se trouvaient dans les ports des États-Unis, et ordonna à tous les bâtiments américains de revenir immédiatement à leurs points d'attache respectifs. Cette mesure, qui, pendant un temps, porta une grave atteinte à la navigation et aux intérêts commerciaux des États-Unis, violemment attaquée par le parti fédéral, fut rapportée en février 1809, précisément au moment de l'expiration du second mandat du président.

Jefferson repoussa les sollicitations des législateurs de divers États l'engageant à se présenter une troisième fois à l'élection, et le parti républicain, ou démocratique, comme on l'appelait souvent dès lors, présenta pour la présidence James Madison de la Virginie, et pour la vice-présidence George Clinton, du New-York. Ils furent tous deux élus, le premier par cent vingt-deux suffrages, le second par cent treize, tandis que C. C. Pinckney et Rufus King, candidats fédéralistes, n'en obtinrent chacun que quarante-sept. Les États qui présentèrent des candidats fédéralistes furent le New-Hampshire, le Massachusetts, le Rhode-Island, le Connecticut et le Delaware, ainsi que deux districts du Maryland et trois de la Caroline du Nord.

Les effets ruineux de la loi d'embargo avaient considérablement affaibli le parti démocratique, particulièrement dans les États commerciaux du centre et de l'Ouest,

et M. Jefferson, en quittant le pouvoir, fut suivi, à la fois, par les accusations amères d'une partie de la population, et par les éloges passionnés de l'autre partie, la plus nombreuse. Ses amis proclamaient que son administration avait rendu à la nation un service signalé en effectuant l'acquisition de la Louisiane, c'est-à-dire d'un territoire de plus d'un million de milles carrés, mis fin, ainsi, à un conflit importun avec l'Espagne et affranchi les États-Unis du dangereux voisinage de la France; qu'elle avait porté haut la dignité de la République dans les débats avec l'Angleterre et obligé les États barbaresques à s'incliner devant le drapeau des États-Unis. Les arguments mis en avant par les ennemis de Jefferson, pour justifier leur antagonisme, ressortent de la peinture suivante de l'état du pays retracée, en janvier 1809, par une commission de la législature du Massachusetts : « L'agriculture est complétement découragée; les pêcheries sont abandonnées; la navigation est entravée, le commerce intérieur restreint, sinon annihilé; le commerce extérieur n'existe plus; les bâtiments de guerre, vendus ou désarmés, sont honteusement réduits au service de cutters ou de canonnières; le revenu public est éteint, le cours de la justice interrompu, et la nation affaiblie par des haines et des dissensions intestines, au moment même où elle se trouve, sans nécessité et imprudemment, exposée à la guerre avec la Grande-Bretagne, la France et l'Espagne. »

M. Madison composa son ministère avec Robert Smith, du Maryland (affaires étrangères) ; William Eustis, Massachusetts (guerre); Paul Hamilton (marine); Albert Gallatin, du New-York (finances); et César A. Rodney, du Delaware (attorney général).

Le congrès se réunit en session extraordinaire, en mai 1809; il prorogea, avec quelques modifications, l'acte relatif à l'interruption des relations avec la Grande-

Bretagne et la France. De nouvelles modifications y furent introduites l'année suivante. Une longue négociation entamée avec l'Angleterre relativement à cet acte, aux ordonnances du gouvernement et au droit de visite, n'eut d'autre résultat que d'aigrir davantage les sentiments hostiles des deux nations. Le gouvernement britannique ne voulait, sous aucun prétexte, consentir à se départir de sa politique touchant les neutres ; les croiseurs anglais continuèrent donc à saisir les bâtiments américains et leurs cargaisons, et les cours de l'amirauté à les confisquer. Les États-Unis n'avaient plus d'autre alternative que la guerre ; et quoique le président fût l'antagoniste décidé de toutes mesures coercitives, la pression de l'opinion publique, ainsi que l'influence de Clay, Calhoun, Lowndes et d'autres chefs du parti de la guerre, l'obligèrent, bien malgré lui, à acquiescer à une déclaration d'hostilités. Le 1er juin 1812, il adressa au congrès un message relatif aux agressions de la Grande-Bretagne ; le comité des affaires étrangères, auquel ce message fut renvoyé, présenta, le 3 juin, un manifeste produisant, comme bases d'une déclaration de guerre, les motifs suivants :

Presse des marins américains par les commandants des navires de guerre anglais ;

Doctrine et système de l'Angleterre relativement au blocus ;

Ordonnances du gouvernement anglais ;

Enfin, déprédations commises par des sujets anglais au préjudice du commerce des États-Unis.

La chambre des représentants et le sénat approuvèrent la mesure, la première, par 79 voix contre 49, le second, par 19 voix contre 13, et, le 18 juin, le président signa l'acte de déclaration de guerre. Cinq jours plus tard, le gouvernement britannique révoqua ses ordonnances, fait qui, s'il avait eu lieu un peu plus

tôt, aurait certainement prévenu l'explosion des hostilités.

A cette époque, toutes les ressources de la Grande-Bretagne étaient absorbées par son duel gigantesque avec Napoléon ; elle ne se préoccupait qu'incidemment de ses démêlés avec les États-Unis. Pendant les premiers mois qui suivirent la déclaration de guerre, elle répondit mollement aux hostilités. Le blocus de la Chesapeake et de la Delaware ne fut pas dénoncé avant le 26 décembre 1812, et les flottes britanniques ne parurent en force sur les côtes américaines que dans le mois de février 1813. Le 20 mars 1813, toute la côte [illegible] Unis fut déclarée en état de blocus, à l'excep[illegible] celles de la Nouvelle-Angleterre, distinction qui [illegible] évidemment pour but de fomenter les dissensions entre le parti fédéral et le parti démocratique. Mais, quoique les États-Unis eussent cet avantage, que les forces principales de leurs ennemis étaient engagées dans la grande lutte européenne, les préparatifs militaires qu'ils avaient pu faire restaient dans une proportion marquée d'inégalité. Le trésor était vide, pour ainsi dire, les embargos et les lois contre l'importation ayant réduit le budget presque à néant ; l'armée ne comprenait que 10 000 hommes, dont 5000 recrues, et elle manquait d'officiers expérimentés ; la marine comptait seulement huit frégates, deux sloops et cinq bricks. Le congrès, toutefois, autorisa le président à lever 25 000 réguliers et 50 000 volontaires. Henri Dearborn, qui avait honorablement servi pendant la guerre de la révolution, fut nommé major général et commandant en chef; James Wilkinson, Wade Hampton, William Hull et Joseph Bloomfield reçurent des brevets de brigadiers généraux.

Longtemps avant la déclaration de guerre, des émissaires anglais avaient été chargés de soulever contre

les Américains les Indiens du nord-ouest; et, dans l'été de 1811, les tribus fixées au nord du fleuve Ohio commencèrent les hostilités, sous la conduite de Tecumseh, chef Shawnee d'une grande habileté. William Henry Harrison, gouverneur du territoire d'Indiana, les attaqua, avec une armée considérable, sur les bords de la rivière Tippecanoe, le 7 novembre 1811, et remporta sur eux l'une des batailles les plus sanglantes et les plus chaudement disputées qui aient jamais été livrées entre les Indiens et les blancs. Cette victoire n'eut pas
dant le résultat désiré, la soumission des
lorsque commença la guerre de 1812, le gé
alors gouverneur du Michigan, s'avançait contr
la tête de 2000 hommes. Arrêté dans sa coercitives,
l'ordre d'envahir le Canada par Détroit, Hull confluence
sitôt. Mais l'armée dont il disposait était hors de parti
portion avec l'entreprise. Écrasé par des forces supérieures, il fut obligé de reculer, et, bientôt après (16 août), il rendit au général anglais Brock son armée, réduite à 800 hommes par des circonstances diverses, la ville de Détroit et tout le Michigan.

Une invasion du Canada par la frontière du Niagara ne fut pas plus heureuse. Cet échec termina la campagne de 1812. Les Américains avaient été peu favorisés sur le continent; mais sur l'Océan, leur marine, toute faible qu'elle était, avait remporté une série de brillantes victoires. Le 19 août, la frégate *Constitution*, capitaine Isaac Hull, captura la frégate anglaise *Guerrière;* le 18 octobre, le sloop de guerre *Wasp*, capitaine Jones, prit le brick *Frolic;* le 25 octobre, la frégate *États-Unis*, capitaine Decatur, prit la frégate *Macédonienne*, et le 29 décembre, la frégate *Constitution*, avec son nouveau capitaine Bainbridge, captura la frégate *Java*. Dans tous ces combats, les pertes des Anglais, en tués et en blessés, comparées à celles des Américains, furent presque dans la

proportion de huit à un. Ce résultat exalta l'opinion publique, jusque-là peu favorable à la marine. D'innombrables corsaires sillonnèrent l'Océan, courant sus aux bâtiments de commerce, dont ils firent une véritable moisson ; dans cette année seulement, plus de trois cents navires tombèrent entre leurs mains.

Pour la campagne de 1813, trois armées furent mises sur pied : l'armée de l'Ouest, à la tête du lac Érie, sous les ordres du général Harrison; celle du Centre, entre les lacs Érie et Ontario, sous le général Dearborn; et celle du Nord, près du lac Champlain, sous le général Wade Hampton. Des alternatives de succès et de revers signalèrent cette campagne.

En janvier, un détachement de l'armée de l'Ouest, fort de 800 hommes commandés par le général Winchester, fut battu et pris sur les bords de la rivière Raisin, et presque tous les prisonniers tombèrent sous le tomahawk des Indiens alliés des Anglais. En avril, le général Pike, avec 1700 hommes, s'empara de York (près de Toronto); mais lui-même fut tué par l'explosion d'une mine préparée en vue des opérations du siége. Dans cette occasion, les Anglais perdirent environ 700 hommes. A peu près dans le même temps, le colonel Dudley, avec 800 hommes, fut cruellement battu par les Indiens de Tecumseh. En mai, le général Brown repoussa une attaque faite contre le havre de Sackett par le général anglais Prevost, et le fort George, dans le Canada, fut pris par les Américains, sous la conduite du général Boyd et du colonel Miller. Dans cette dernière affaire, les pertes des Anglais s'élevèrent à près de mille hommes. En octobre, le général Harrison remporta une victoire complète auprès de la rivière Tamise, dans le Canada; les Anglais y perdirent beaucoup de monde, et le chef indien Tecumseh resta parmi les morts.

Sur la frontière du Niagara, où le gouvernement avait concentré les préparatifs d'invasion du Canada, un dissentiment entre les généraux Wilkinson et Hampton empêcha les armées américaines d'entreprendre rien d'efficace.

Comme d'habitude, la marine fut plus heureuse que l'armée de terre. Le rude combat du lac Érie (10 septembre), où le commodore O. H. Perry captura la flotte anglaise, composée de six bâtiments, rendit les Américains maîtres du lac. Sur l'Océan, *le Hornet*, capitaine Lawrence, prit *le Peacock* (24 février); et *l'Entreprise*, commandé par le lieutenant Burrows, prit *le Boxer* (5 septembre). D'un autre côté, la frégate des États-Unis *Chesapeake*, capitaine Lawrence, fut capturée, le 1er juin, par la frégate anglaise *Shannon*, capitaine Broke, exploit que célébrèrent les canons de la Tour de Londres et qui valut au capitaine Broke des lettres de noblesse.

La campagne de 1814 fut, des deux côtés, conduite avec plus de vigueur et fut signalée, sur la frontière du Canada, par des combats sanglants et obstinément disputés. Le 5 juillet, les Anglais perdirent, contre le général Brown, la bataille de Chippewa, et furent encore battus, le 25, à Bridgewater ou Lundy's-Lane, par les généraux Brown et Winfield Scott; ce dernier s'était déjà distingué à Chippewa.

La guerre ayant pris fin en Europe, des renforts considérables, composés des troupes qui avaient combattu en Espagne, sous Wellington, furent envoyés au Canada. Sir George Prevost, à la tête de 14000 hommes, envahit l'État de New-York par la frontière septentrionale, et vint mettre le siége devant Plattsburg. Il était soutenu, sur le lac Champlain, par une flotte nombreuse sous les ordres du commodore Downie. Cette flotte fut complétement défaite, le 3 septembre, par la flotte des États-

Unis, commandée par le commodore Macdonough, et, le même jour, le général Macomb battit l'armée de terre qui rentra en désordre dans le Canada, après avoir perdu 2500 hommes.

En avril, une flotte anglaise amena dans la Chesapeake le général Ross avec 5000 hommes. Cette armée, débarquée à Patuxent, marcha sur Washington, rencontra, sur sa route, les milices de Bladensburg, qu'elle mit en déroute, s'empara de la capitale fédérale et brûla le Capitole, ainsi que le palais du président et d'autres édifices publics. Le jour qui suivit ce sauvage exploit, les Anglais regagnèrent leurs vaisseaux et firent voile vers Baltimore, qu'ils attaquèrent (12-13 septembre). Rudement accueillis et repoussés deux fois par les citoyens de la ville, ils durent renoncer à leur entreprise, après avoir perdu leur général, sir G. Ross, tué dans le combat.

Sur l'Océan, pendant la même année, les navires de guerre anglais *Épervier*, *Avon*, *Reindeer*, *Levant*, *Penguin* et *Cyane*, furent capturés par les Américains, qui, de leur côté, perdirent les frégates *Essex* et *President*, prises toutes deux par des forces bien supérieures.

Le rétablissement de la paix en Europe conduisit les États-Unis et la Grande-Bretagne à désirer la fin d'une guerre qui, par le fait, n'avait pas d'autre principe que des contestations nées du grand conflit armé d'outre-Atlantique. Après de longues négociations, un traité de paix fut enfin signé à Gand, le 24 décembre 1814, par Henry Clay, John Quincy Adams, Jonathan Russell, James A. Bayard et Albert Gallatin, pour les États-Unis. Le traité stipulait la restitution mutuelle de tout le territoire occupé pendant la guerre, et la nomination de commissaires respectifs chargés de déterminer les limites septentrionales de la Confédération. Il n'y fut

aucunement question de la presse exercée sur les marins américains, l'une des principales causes de la guerre; mais cette pratique fut abandonnée par les commandants anglais.

Avant que la nouvelle de la conclusion de la paix eût pu traverser l'Atlantique, une armée anglaise de 12 000 hommes, sous les ordres des généraux Pakenham, Gibbs, Keane et Lambert, débarqua sur la côte de la Louisiane et s'avança contre la Nouvelle-Orléans que défendait le général Andrew Jackson, avec 5000 hommes, pour la plupart milices du Tennessee et du Kentucky. L'attaque fut repoussée, le 8 janvier 1815; les Anglais perdirent 2000 hommes tués, blessés et prisonniers, et les Américains seulement 71.

La guerre avait, dès le commencement, rencontré peu de sympathie dans la Nouvelle-Angleterre, dont la population, presque exclusivement composée de fédéralistes, l'avait considérée non-seulement comme inutile et impolitique, mais encore comme engagée surtout pour satisfaire aux préjugés des démocrates contre l'Angleterre et à leur partialité pour la France. Elle lui avait causé d'immenses dommages par la ruine de son commerce et de ses pêcheries, et le gouvernement fédéral s'était peu ou point préoccupé de la protéger contre l'ennemi. C'est pour porter remède à ces maux que fut convoquée la fameuse convention de Hartford, laquelle n'eut d'autre résultat qu'un rapport aux législatures qu'elle représentait, réclamant certains amendements à la constitution et la définition du pouvoir du gouvernement fédéral sur les troupes locales des États. Le congrès s'empressa de donner, sur ce dernier point, satisfaction aux réclamants, et la nouvelle du traité de Gand vint mettre fin aux discussions soulevées par la convention. Pendant de longues années, toutefois, les démocrates ne cessèrent d'accuser de trahison la con-

vention d'Hartford, ce qui contribua surtout à la décadence et à l'extinction finale du parti fédéral.

Pendant la guerre, les Algériens, reprenant leurs anciennes pratiques de piraterie, avaient saisi plusieurs navires américains, insulté le consul des États-Unis et pillé le consulat. Aussitôt après la conclusion de la paix avec la Grande-Bretagne, une flotte fut envoyée dans la Méditerranée, sous les ordres de Decatur et de Bainbridge, qui prirent plusieurs corsaires, et, en quelques semaines, contraignirent les régences d'Alger, de Tunis et de Tripoli à payer de fortes indemnités et à s'engager, pour l'avenir, à renoncer à leurs déprédations, en ce qui concernait le commerce américain.

A la fin des hostilités, les finances se trouvaient dans un état déplorable. La conduite de la guerre avait nécessité divers emprunts s'élevant ensemble à 80 millions de dollars (400 millions de francs). Toutes les banques, à l'exception de celles de la Nouvelle-Angleterre, avaient suspendu leurs payements en espèces. Il devenait urgent de créer une monnaie solvable et uniforme. Pour y arriver, le congrès, dans la session de 1816-17, autorisa l'établissement à Philadelphie d'une banque nationale, avec un privilége de vingt années, et un capital de 35 millions de dollars (185 millions de francs), à la formation duquel les États-Unis devaient contribuer pour 7 millions de dollars (35 millions de francs), et les particuliers pour le reste.

L'élection présidentielle de 1812 avait eu pour résultat de prolonger pendant quatre années le mandat de Madison, par 128 votes, contre 89 donnés à de Witt Clinton, de l'État de New-York, candidat des fédéralistes. Elbridge Gerry fut nommé vice-président; il avait pour compétiteur Jared Ingersoll. Ce second mandat expira le 4 mars 1817. Son principal trait fut la

guerre avec la Grande-Bretagne ; mais d'autres événements importants s'accomplirent, entre autres l'admission dans l'Union de la Louisiane (1812) et de l'Indiana (1816), et la fondation de la Société américaine de colonisation (1817).

CHAPITRE III.

Administration de James Monroe (1817-1825) et de John Quincey Adams (1825-1829).

Aux approches de l'élection présidentielle de 1816, on comprit que M. Madison ne se présenterait pas à la réélection, et les membres du congrès appartenant au parti démocratique se réunirent afin de lui choisir un successeur. Pour combattre l'influence croissante de la Virginie dans le gouvernement, cet État ayant obtenu l'avantage dans six élections présidentielles sur les sept qui avaient déjà eu lieu, une portion de ce parti porta comme candidat William H. Crawford, de la Géorgie; ce qui n'empêcha pas la nomination de James Monroe, de la Virginie, ministre des affaires étrangères de Madison, par 183 votes contre 34 donnés à Rufus-King par les états fédéraux du Massachusetts, du Connecticut et du Delaware. Daniel D. Tompkins, de l'État de New-York, fut élu vice-président.

Le président Monroe nomma : aux affaires étrangères, J. Q. Adams, du Massachusetts; aux finances, W. H. Crawford, de la Géorgie; à la guerre, John C. Calhoun, de la Caroline du Sud; à la marine, Benjamin W. Crowninshield, du Massachusetts; à la justice (attorney général) William Wirt, du Maryland.

Son administration débuta sous les auspices les plus favorables. Les distinctions de parti avaient presque disparu; démocrates et fédéralistes s'accordèrent pour soutenir le gouvernement, et, pendant un long voyage que fit le président dans les États du Centre et de l'Ouest, peu de temps après son installation, il fut partout admirablement accueilli, la gracieuse expression de ses traits et l'affabilité de ses manières l'ayant promptement rendu populaire. Aussi, aux termes de son mandat, en 1820, fut-il réélu par tous les votes, sauf un.

L'événement principal de son administration fut le différend du Missouri, lequel, pour la première fois, divisa sérieusement le pays sur la question de l'esclavage. Les États du Nord, où l'esclavage, qui n'y avait jamais pris, d'ailleurs, de racines profondes, était éteint ou sur le point de s'éteindre, s'unirent contre les États du Sud. Les accessions à l'Union avaient, jusqu'alors, eu lieu alternativement par État esclavagiste et État non esclavagiste. Le Vermont et le Kentucky, le Tennessee et l'Ohio, la Louisiane et l'Indiana, s'étaient mutuellement compensés, et l'admission (1818) de l'État non esclavagiste de l'Illinois suivit immédiatement celle du Mississipi, État esclavagiste (1817). Dans la session de 1818-19, le congrès autorisa l'Alabama, où se concentrait rapidement une population esclavagiste, à se dresser une constitution ne renfermant aucune prohibition relativement à l'esclavage. Un bill semblable ayant été proposé en faveur du Missouri, James Tallmadge, de l'État de New-York, présenta à la chambre des représentants un amendement interdisant toute nouvelle introduction d'esclaves et affranchissant, dès qu'ils auraient atteint l'âge de vingt-cinq ans, les enfants des esclaves actuels; cet amendement fut adopté par 87 voix contre 76. Quelques jours après, John W. Taylor, de l'État de New-York, présenta, à propos du bill relatif à l'or-

ganisation de l'Arkansas, un amendement stipulant que dorénavant l'esclavage ne serait admis dans aucune partie du territoire des États-Unis au nord du 36° 30′ de latitude. Cette proposition avait pour objet un compromis; mais elle rencontra une chaude opposition, un grand nombre de membres, tant du Nord que du Sud, s'étant déclarés hostiles à tout compromis, quel qu'il fût, ce qui obligea M. Taylor à retirer son amendement. Les esclavagistes prétendaient que la prohibition de l'esclavage par le congrès serait une violation du droit constitutionnel que possédait tout citoyen de jouir de sa propriété en quelque lieu que ce fût sous la juridiction des États-Unis. Les partisans de la restriction, au contraire, niaient que l'homme fût une propriété sous la juridiction des États-Unis, quand bien même il en serait décidé autrement par la législation des États particuliers; ils maintenaient que la question constitutionnelle avait été tranchée par le congrès, au moment même de la formation de la constitution, dans l'acte passé en 1787, pour le gouvernement du territoire au nord-ouest de la rivière Ohio, et renfermant cette clause « qu'il n'y aurait jamais, dans ledit territoire, ni esclavage ni servitude involontaire, sauf dans le cas de punition des criminels. »

Cette clause ayant joué un grand rôle aux États-Unis, il est indispensable d'en retracer sommairement l'histoire.

La disposition et l'administration des territoires non peuplés, appartenant aux treize colonies confédérées par la suite, comme États indépendants, devinrent bientôt un sujet de sollicitude et de débats à la fois dans les États et au congrès. Aux termes de leurs chartes, quelques-unes des colonies avaient le droit de s'étendre indéfiniment à l'ouest et n'étaient limitées que par la volonté du cédant. Beaucoup de ces chartes se trouvaient en désac-

cord flagrant, le même territoire étant compris parfois dans le territoire de deux ou plusieurs colonies distinctes. Lorsque les dépenses de la guerre de la Révolution commencèrent à affecter sérieusement les ressources des États, quelques-uns en vinrent à penser que leur part dans les avantages du triomphe serait inférieure à celle de certains autres. Le Massachusetts, le Connecticut, le New-York, la Virginie, la Caroline du Nord et la Géorgie élevèrent des prétentions sur de spacieux territoires situés en dehors de leurs propres limites; tandis que le New-Hampshire (non compris le Vermont), le Rhode-Island, le New-Jersey, le Maryland, le Delaware et la Caroline du Sud ne possédaient pas ces ressources si vantées pour faire face aux dettes de guerre sans cesse croissantes. Ces États demandèrent donc, et, en cela, ils restaient dans le droit strict, que cette inégalité fût détruite, et que tous les territoires compris dans les bornes de l'Union, mais en dehors des limites territoriales et naturelles des divers États, fussent respectivement cédés et retenus par le congrès, en fidéicommis, au bénéfice commun de tous les États, et que les produits en fussent affectés au payement des dettes et des engagements de la confédération. Cette réclamation si raisonnable finit par être accueillie, mais avec quelques restrictions. La Virginie se réserva, au delà de l'Ohio, un territoire suffisant pour subvenir aux primes promises à ses officiers et soldats révolutionnaires. Le Connecticut s'attribua un terrain à l'ouest, terrain colonisé depuis par des citoyens de l'État. Le Massachusetts garda cinq millions d'acres, situés dans la partie occidentale de l'État de New-York, qu'il prétendait lui avoir été concédés par sa charte. Dans tous ces cas, les produits seuls étaient réservés, la propriété absolue restait à l'État.

Les cessions furent effectuées séparément, soit pendant la guerre de la Révolution, soit immédiatement après la

cessation des hostilités; et l'un des devoirs les plus ardus qu'eut à accomplir le congrès continental, qui tint ses sessions à Philadelphie, tout de suite après la conclusion de cette guerre ruineuse, fut de régler, par une loi ou une ordonnance, l'administration des vastes domaines abandonnés à ses soins et à sa libre disposition.

La responsabilité de ce règlement fut remise par le congrès à un comité composé de Jefferson, de la Virginie, président; Chase, du Maryland, et Howell, du Rhode-Island. A l'expiration du délai qui lui avait été laissé pour son travail, ce comité présenta un plan pour le gouvernement du territoire occidental, comprenant toute la région renfermée dans les limites des États-Unis, à l'ouest des treize colonies primitives, et s'étendant, au sud, aussi loin que le 31e degré de latitude nord; ce territoire n'était alors que partiellement abandonné aux États-Unis, mais on en attendait la cession complète, et il embrasse actuellement plusieurs États à esclaves. Ce plan prévoyait la division ultérieure de ce territoire en dix-sept États, huit situés au-dessous de la parallèle des chutes de l'Ohio (maintenant Louisville), et neuf au-dessus. Parmi les articles exposés, au nom du comité, par M. Jefferson (élu, par la suite, deux fois président, et fondateur du parti démocratique républicain), se trouvait le suivant :

« A partir de l'année 1800 de l'ère chrétienne, il n'y aura plus, dans lesdits États, ni esclavage, ni servitude involontaire, sauf dans le cas de punition pour des crimes dont les accusés seront reconnus personnellement coupables. »

Lors de la discussion ouverte au congrès sur le rapport du comité, le 19 avril 1784, M. Spaight, de la Caroline du Nord, demanda le rejet du paragraphe reproduit ci-dessus, et sa motion fut appuyée par M. Read, de la Caroline du Sud. Le scrutin nominal ayant été demandé

par M. Howell, on vota sur une question ainsi posée : Les mots dont la suppression est demandée seront-ils conservés ? La réponse fut négative, et on passa à l'ordre du jour, quoique six États eussent voté pour l'affirmative, et trois seulement pour la négative ; quoique seize des membres présents eussent approuvé, et sept seulement rejeté la proposition de M. Jefferson. Mais, d'après la constitution, il fallait, pour emporter un vote, une majorité de neuf États ; et, faute de ce chiffre organique, l'exclusion radicale de l'esclavage des territoires fédéraux resta en question.

En 1787, le dernier congrès continental siégeant à New-York, simultanément avec la convention de Philadelphie qui dressa la constitution fédérale, reprit la question du gouvernement du territoire occidental, et en confia l'examen à un comité présidé par Nathan Dane, du Massachusetts. Ce comité présenta, le 11 juillet, « une ordonnance pour le gouvernement des États-Unis *à l'ouest de l'Ohio*, » la vaste région qu'embrassait le bill de M. Jefferson n'ayant pas été cédée par les États du Sud qui en réclamaient la propriété. Cette ordonnance reproduisait, avec quelques modifications, presque toutes les clauses dressées par M. Jefferson, et se terminait par une stipulation de pacte inaltérable et perpétuel défini dans six articles, dont le dernier est ainsi conçu :

« Il n'y aura ni esclavage ni servitude involontaire dans ledit territoire, excepté pour punir les crimes dont les coupables seront dûment convaincus. »

A cet article on ajouta, avant le vote, la clause relative à l'extradition des fugitifs, clause introduite, peu après, dans la constitution fédérale. L'ensemble de l'ordonnance fut adopté, le 13 juillet, à l'unanimité, la Géorgie et la Caroline du Sud ayant participé au scrutin.

D'après cet exposé, il est facile de comprendre pourquoi,

en 1818-19, les partisans de la restriction appuyèrent leurs raisonnements sur l'autorité du plus grand homme d'État du Sud, Thomas Jefferson, et rappelèrent ce qu'il avait fait, en 1784, pour la prohibition de l'esclavage, non-seulement sur tout le territoire possédé alors par les États-Unis, mais sur celui qu'ils pourraient acquérir dans la suite.

Le débat fut long et animé. Les orateurs du Sud déclarèrent que si l'on persistait dans la restriction, le Sud se retirerait, ce qui amènerait la dissolution de l'Union. M. Cobb, de la Géorgie, s'écria, en jetant un regard significatif sur M. Tallmadge : « On a allumé un incendie contre lequel toutes les eaux de l'Océan ne pourront pas prévaloir; une mer de sang suffira seule à l'éteindre. » M. Tallmadge répliqua aussitôt avec une chaleur égale : « On nous menace d'une dissolution de l'Union, d'une guerre civile! Eh bien, soit! Mon existence n'est probablement pas plus assurée que celle d'aucun des citoyens qui m'écoutent; mais tant que je vivrai, chacun de mes jours sera consacré à la liberté de l'homme. S'il faut du sang pour éteindre l'incendie que j'aurai, bien à contre-cœur, contribué à allumer, sans hésitation aucune je donnerai tout le mien! »

Le sénat refusa son approbation à la restriction imposée par la chambre, et le compromis du Missouri échoua à la session de 1818-19. Pendant la prorogation des chambres, l'opinion publique se prononça vivement contre l'esclavage, dans les États du centre, et l'agitation se propagea jusqu'à la Nouvelle-Angleterre, fomentée qu'elle était à la fois par les démocrates et les fédéralistes. Le Sud, toutefois, obtint, dans le débat, un avantage accidentel par l'érection du Maine en État, avec le consentement du Massachusetts, ce qui ajouta un nouvel État à la liste des États libres et servit de contre-poids à l'accession de l'Alabama, lequel fut

admis dans l'Union au commencement de la session de 1819-20.

Lors de la réunion annuelle des législatures des États libres, en 1820, les représentants durent nécessairement se faire respectivement les organes du sentiment populaire relativement à l'esclavage. La Pennsylvanie prit la tête du mouvement en lançant aux États un appel solennel, dans lequel elle les conjurait «de refuser au crime leur concours, » et en déclarant, par un vote unanime, que c'était, pour le congrès, un droit et un devoir de prohiber l'esclavage dans les territoires. Tous les autres États du Centre adoptèrent des résolutions identiques. L'Ohio et l'Indiana prirent la même attitude, et malgré le silence gardé par les législatures de la Nouvelle-Angleterre, de nombreux mémoires en faveur de la liberté, émanant des villes et des assemblées publiques de cette partie de la confédération, furent adressés au congrès.

Les législatures des États à esclaves se prononcèrent, tout aussi catégoriquement, contre la restriction. Dans le congrès, le débat fut long et acerbe. Le sénat envoya à la chambre des représentants le bill du Missouri, après en avoir retranché l'article comportant la prohibition de l'esclavage dans cet État, mais avec cette clause que l'esclavage ne serait pas toléré, à l'avenir, au nord du 36° 30′ de latitude. La chambre approuva, non sans répugnance (90 voix contre 87), la suppression de l'article restrictif, très-peu de membres du Nord ayant voté pour. Enfin, le compromis établissant que l'esclavage serait à jamais proscrit au nord du 36° 30′ de latitude, fut adopté par 132 voix contre 42. Les États du Nord acceptèrent ce compromis comme une nécessité politique et pour terminer un conflit qui, en se prolongeant, aurait pu compromettre la paix et la stabilité de l'Union. L'agitation esclavagiste se trouva ainsi apaisée, au moins pour un temps.

La question des républiques hispano-américaines fut le second événement important de l'administration de M. Monroe. Depuis plusieurs années ces républiques avaient secoué le joug de la mère patrie, et combattaient pour leur liberté. Leur indépendance fut reconnue en 1822; et, l'année suivante, le président déclara, dans son message annuel, que « en principe, le continent américain, par suite de l'attitude libre et indépendante que le peuple a prise et qu'il entend conserver, ne doit pas être considéré comme soumis, dans l'avenir, à la colonisation, par quelque puissance européenne que ce soit » ; déclaration devenue célèbre par la suite, sous le nom de « doctrine Monroe. »

M. Monroe refusa de se présenter une troisième fois à l'élection, et, en 1824, l'état de confusion des partis amena la nomination de quatre candidats dont aucun ne réunit la majorité des votes électoraux. Andrew Jackson obtint 99 suffrages; John Quincy Adams, 84; William H. Crawford, 41, et Henry Clay, 37. L'élection était remise, dès lors, à la chambre des représentants, et M. Adams, ayant obtenu les votes de treize États, fut proclamé président. Les colléges électoraux avaient nommé John C. Calhoun vice-président.

Les vues politiques de M. Adams ne différaient pas de celles de son prédécesseur, et la politique fut à peu près la même, à l'extérieur et à l'intérieur. Il plaça Henry Clay, du Kentucky, aux affaires étrangères; Richard Rush, de la Pennsylvanie, aux finances; James Barbour, de la Virginie, à la guerre; Samuel L. Southard, du New-Jersey, à la marine, et William Wirt, du Maryland, à la justice. Son administration se fit remarquer par l'ordre, la méthode et l'économie, quoique l'esprit de parti, par suite des débats engendrés par l'élection, fût plus enflammé et plus turbulent que jamais. Le plus important, peut-être, de tous les actes

de cette administration fut l'adoption de ce qu'on appela le « système américain » pour la protection des manufactures indigènes, au moyen de droits élevés frappés sur les productions étrangères de même nature; ce système, très-goûté parmi la population industrielle du Nord, rencontra une vive opposition dans une partie du Sud producteur. Une loi de tarifs rendue, en 1828, sur le principe de la protection, eut, quelques années après, pour résultat, des complications politiques de la nature la plus sérieuse.

Des tentatives infructueuses pour l'acquisition de Cuba furent faites, sous l'administration de M. Adams, par le ministre des affaires étrangères, Henry Clay.

CHAPITRE IV.

Administration d'Andrew Jackson (1829-1837) et de Martin Van Buren (1837-1841.)

A mesure que s'approchait le moment de la nouvelle élection présidentielle, le sentiment public semblait se fixer en faveur d'Andrew Jackson, du Tennessee, qui avait obtenu le vote populaire le plus élevé lors de la dernière élection. Il fut soutenu par les démocrates, sans nomination formelle, et les fédéralistes abandonnèrent le président Adams. Jackson fut élu par 178 suffrages ; Adams n'en eut que 83.

Jusqu'à cette époque il avait été d'usage parmi les membres du congrès appartenant aux deux grands partis, fédéral et républicain, entre lesquels s'était partagée l'opinion publique depuis l'adoption de la constitution, de se réunir séparément en convention (*caucus*, comme on disait alors), pour désigner les candidats à la présidence. Cet usage tomba graduellement en désuétude. La convention réunie en 1823, pour choisir le successeur de Monroe, fut peu suivie, et son candidat, W. Crawford, recueillit moins de suffrages que Adams ou Jackson. Lors de l'élection de 1828, la candidature de ces deux derniers fut soutenue sans désignation préalable et for-

melle. En 1832, le parti démocratique tint ce qui fut nommé une convention nationale élective, dans laquelle chaque État avait droit au même nombre de délégués et de votes que les électeurs présidentiels[1]. C'est cette convention qui fit réélire le général Jackson. Depuis ce temps, toutes les nominations du parti démocratique ont été faites de la même manière. Les whigs, le parti d'opposition d'alors, adoptèrent le même mode en 1837.

John C. Calhoun fut élu vice-président, en opposition avec Richard Rush, soutenu par les amis de M. Adams.

Le président Jackson distribua ainsi les portefeuilles: affaires étrangères, Martin Van Buren; finances, Samuel D. Ingham; guerre, John H. Eaton; marine, John Branch; attorney général, John Mac Pherson Berrien; postes, William T. Barry. Pour la première fois, la direction générale des postes entrait dans le cabinet.

Dans son premier message annuel, en décembre 1829, le président se prononça avec fermeté contre le renouvellement de la charte octroyée à la banque des États-Unis, qu'il déclara être une institution non autorisée par la constitution. Cette question alluma au congrès et parmi les citoyens un débat long et animé, entre les partisans de la banque et les amis du président. Ce dernier opposa son *veto* à un bill passé par le congrès, en 1832, pour renouveler la concession de la banque; et ce bill n'ayant pas reçu les votes des deux tiers des membres des deux chambres, l'expiration du privilége eut lieu forcément en 1836. La portion commerciale de la république se rangea généralement, dans ce débat, du côté de la banque, et le parti d'opposition au président prit le nom de whig, tandis que ses partisans conservèrent l'ancienne dénomination de démocrates, donnée

1. Voir liv. XII, ch. I, et l'appendice H pour la représentation nationale.

aux républicains, sous l'administration de Washington, comme terme de reproche, et qui fut, pour la première fois, substituée à l'appellation de républicains, sous l'administration de Jackson.

Les tarifs de 1828 n'avaient jamais été acceptés qu'avec répugnance par les États cotonniers; et lorsque, au printemps de 1832, le congrès rendit une loi établissant des droits additionnels sur les marchandises étrangères, le mécontentement de la Caroline du Sud se convertit presque en rébellion. Une convention réunie dans cet État, en novembre, déclara que la loi des tarifs était inconstitutionnelle, nulle, par conséquent, et de nul effet, et que toute tentative faite par le gouvernement fédéral pour lever des impôts dans le port de Charleston serait repoussée par la force, et aurait pour conséquence la sécession de la Caroline du Sud. Les principaux chefs des *nullificateurs*, nom donné à ce parti de la Caroline du Sud, à cause de sa prétention de regarder comme entaché de nullité tout acte du congrès qui lui semblerait inconstitutionnel, étaient John C. Calhoun, qui venait de résigner la vice-présidence et occupait un siége au sénat des États-Unis; Robert G. Hayne, également sénateur, et George Mac Duffie, gouverneur de l'État. Pour soutenir cette protestation, la Caroline du Sud fit de grands préparatifs militaires, et, pendant un temps, une guerre civile entre cet État et le gouvernement fédéral parut inévitable.

Dans ces circonstances critiques, Jackson (il venait d'être réélu président, par 219 votes électoraux, malgré l'opposition, assez divisée, d'ailleurs, et qui avait donné 49 suffrages à Henry Clay, 11 à John Floyd et 7 à William Wirt; M. Van Buren avait, en même temps, été élu vice-président), Jackson agit avec la promptitude et l'énergie qui lui étaient habituelles. Toute l'armée disponible reçut l'ordre de se réunir à Charleston, sous le

général Scott, et un navire de guerre fut envoyé dans le port pour assurer la perception des impôts. Le 10 décembre 1832, il lança une proclamation déniant à tout État le droit d'annuler un acte du gouvernement fédéral, et prévenant ceux qui fomentaient la rébellion que les lois contre la trahison seraient appliquées dans toute leur rigueur. Les chefs des nullificateurs furent, en particulier, avertis qu'à leur premier acte flagrant de révolte, ils seraient pendus sans miséricorde.

La fermeté du président, soutenue en cette occasion par la grande masse du peuple, sans acception de parti politique, arrêta ce commencement de rébellion. Finalement, le différend fut réglé par une proposition présentée au congrès par Henry Clay, le chef du parti protectionniste, proposition ayant pour objet la modification de la loi des tarifs par une réduction graduelle des droits incriminés. Les nullificateurs acceptèrent ce compromis, qui leur fournissait le seul moyen de sortir de l'impasse périlleuse dans laquelle ils s'étaient engagés.

Dans ces conjonctures, des discussions personnelles avaient nécessité un changement de cabinet, et le ministère, à la fin de 1831, était composé de la manière suivante : affaires étrangères, Édouard Livingston, de la Louisiane; finances, Louis Mac-Lane, du Maryland; guerre, Lewis Cass, du Michigan; marine, Levi Woodbury, du New-Hampshire; attorney général, Roger B. Taney, du Maryland.

Dans son message annuel (décembre 1832), le président recommanda le retrait des fonds publics de la banque des États-Unis, où ils se trouvaient légalement déposés. Par un vote décisif, le congrès refusa d'autoriser le retrait, et le président, sous sa propre responsabilité, ordonna au ministre des finances de prendre tous les dépôts et de les placer dans les banques de certains



États. M. Mac-Lane, alléguant que les motifs au nom desquels on lui demandait son concours ne lui semblaient pas péremptoires, refusa d'obéir et dut échanger son portefeuille contre celui des affaires étrangères, devenu vacant par suite de la nomination de M. Livingston comme ministre en France. William J. Duane, le nouveau ministre des finances, se montra aussi intraitable que son prédécesseur; il fut remercié et remplacé par Roger B. Taney, l'attorney général, à qui Jackson donna pour successeur Benjamin F. Butler, actuellement chef de la cour suprême des États-Unis. M. Taney s'empara immédiatement de tous les dépôts et les adressa aux banques locales choisies comme agents du gouvernement.

Cet acte, ainsi que quelques autres indiquant une hostilité systématique contre la banque, occasionnèrent une panique financière, et, par suite, une grande détresse commerciale. Le pays tout entier s'émut; ceux qui, jusque-là, avaient appuyé les mesures de Jackson, se rangèrent en grande partie dans l'opposition. Dans le sénat, cette opposition, dirigée par Clay, Webster et Calhoun, attaqua vivement le président et fit passer un vote de censure, adopté par 26 voix contre 20. Ce vote fut rayé du journal de la chambre, le 28 mars 1837, sur la motion de M. Benton, par 24 voix contre 19. Dans la chambre des représentants, toutefois, la majorité était restée favorable au président.

Jackson eut plus de bonheur dans ses relations diplomatiques avec les puissances étrangères. D'utiles traités de commerce furent conclus avec divers pays, et la France, l'Espagne, les Deux-Siciles et le Portugal durent payer des indemnités pour des dommages causés au commerce américain. A l'intérieur, les principaux événements de cette administration furent l'extinction de la dette nationale, le commencement de la guerre

avec les Indiens Séminoles de la Floride et l'admission dans l'Union (1836) du Michigan et de l'Arkansas. A l'expiration de son second mandat (4 mars 1837), Jackson rentra dans la vie privée; il y emporta une réputation qui, d'abord confinée dans son propre parti, était graduellement devenue universelle et qui ne le cède à celle d'aucun président, pour l'énergie, le patriotisme et la sagacité pratique.

Dans la lutte présidentielle de 1836, M. Martin Van Buren, du New-York, dernier vice-président, fut soutenu par les démocrates, tandis que les voix de l'opposition, ou du parti whig, partagées entre William Henry Harrison, le juge White, Daniel Webster et Willie P. Mangum, se portaient en plus grand nombre sur le premier de ces candidats. M. Van Buren l'emporta par 170 votes électoraux contre 124 donnés à ses concurrents. Richard M. Johnson, du Tennessee, fut élu vice-président par le sénat, en opposition avec Francis Granger, John Tyler et William Smith.

Le président Van Buren choisit pour ministres John Forsyth, de la Géorgie (affaires étrangères); Levi Woodbury, du New-Hampshire (finances); Joel R. Poinsett, de la Caroline du Sud (guerre); Mahlon Dickerson, du New-Jersey (marine); B. F. Butler, du New-York (attorney général); et Amos Kendall, du Tennessee (postes). Tous, à l'exception de M. Poinsett, avaient fait partie du cabinet de M. Jackson pendant sa seconde présidence.

La nouvelle administration fut inaugurée dans les circonstances les plus fâcheuses. Les affaires du pays, affectées par des spéculations excessives et un commerce immodéré, ainsi que par les variations soudaines dans la circulation des capitaux, se trouvaient sur le penchant d'une ruine presque absolue. Deux mois après l'installation du président, les faillites, dans la seule ville

de New-York, présentaient un bilan total de plus de 100 millions de dollars (500 millions de francs). Presque toute la durée du mandat de M. Van Buren fut employée à combattre cette menaçante éventualité, par le moyen d'actes législatifs tendants à créer une circulation monétaire qui offrît des conditions de stabilité et à fonder un vigoureux système financier. L'une des plus sages mesures prises par le président fut l'établissement d'un trésor indépendant pour la garde des fonds publics, mesure qui reçut la sanction du congrès et devint, avec le temps, fort populaire.

La guerre avec les Indiens Séminoles traversa toute la présidence de M. Van Buren; elle ne se termina, par le fait, qu'en 1842, après avoir coûté aux États-Unis près de 40 millions de dollars (200 millions de francs).

En juin 1838, M. Dickerson céda le portefeuille de la marine à James K. Paulding; la même année, B. F. Butler résigna les fonctions d'attorney général, et fut remplacé, d'abord, par Félix Grundy, et, l'année suivante, par Henry D. Gilpin. John M. Niles succéda, aux postes, à Amos Kendall, en mai 1840.

La crise financière du pays fut attribuée en grande partie à la politique spéciale de l'administration, par les adversaires de cette dernière. Aussi, lorsque approcha le moment de l'élection présidentielle de 1840, les votes locaux des États indiquèrent clairement que M. Van Buren n'avait pas hérité de la popularité de son prédécesseur immédiat, et que le parti démocratique se trouvait dans un danger imminent d'être temporairement renversé. Une convention nationale whig se réunit à Harrisburg, le 4 décembre 1839, et après plusieurs tours de scrutin, le général Harrison fut nommé candidat à la présidence, avec John Tyler pour vice-président. La convention nationale démocratique s'assembla à Baltimore, le 5 mai 1840, et choisit à l'unanimité M. Van Buren.

Le débat électoral fut un des plus orageux qui eussent encore eu lieu. En définitive, Harrison et Tyler l'emportèrent : ils avaient obtenu chacun 234 suffrages, tandis que Van Buren n'en recueillit que 60; le même nombre de votes fut partagé entre R. M. Johnson, L. W. Tazewell et James K. Polk, candidats démocrates pour la vice-présidence.

LIVRE III.

LUTTE ENTRE LES SYSTÈMES DE TRAVAIL LIBRE ET DE TRAVAIL SERVILE.

CHAPITRE I.

Administration du William Harrison et de John Tyler. Annexion du Texas (1841-1845).

Le président Harrison fut installé le 4 mars 1841, et plaça aux affaires étrangères, Daniel Webster, du Massachusetts; aux finances, Thomas Ewing, de l'Ohio; à la guerre, John Bell, du Tennessee; à la marine, George E. Badger, de la Caroline du Nord; aux postes, Francis Granger, du New-York; et à la justice, J. J. Crittenden, du Kentucky.

Avant qu'aucune ligne de politique distincte eût pu être prise par la nouvelle administration, le président Harrison mourut, le 4 avril, un mois, jour pour jour, après son installation. Le vice-président Tyler, devenu président, conserva le cabinet de son prédécesseur jusqu'au mois de septembre suivant, époque où tous les ministres, sauf celui des affaires étrangères, se retirèrent, en conséquence du développement inattendu de la politique adoptée par le président relativement à une ban-

que nationale, dont il empêcha, par son *veto*, le congrès de renouveler le privilége. Cette politique était beaucoup plus conforme aux vues du parti démocratique, auquel M. Tyler avait été antérieurement attaché, qu'aux vues des whigs qui l'avaient porté au pouvoir, et qui, pour cette raison, l'accusèrent de les trahir.

Les portefeuilles laissés libres furent confiés à Walter Forward, de la Pennsylvanie (finances); John C. Spencer, du New-York (guerre); Abel P. Upshur, de la Virginie (marine); Charles A. Wickliffe, du Kentucky (postes); et Hugues S. Légaré, de la Caroline du Sud (attorney général). M. Webster qui, seul, avait conservé son portefeuille, en donna pour raison l'actualité des négociations avec la Grande-Bretagne au sujet de la limitation des États-Unis au nord-ouest. Mais ces négociations s'étant terminées par un traité conclu entre lui et lord Ashburton, et ratifié par le sénat, le 20 août 1842, M. Webster donna sa démission (mai 1843), et M. Légaré, l'attorney, devint ministre des affaires étrangères. Il mourut en juin suivant; M. Upshur lui succéda et céda le portefeuille de la marine à M. Thomas W. Gilmer, de la Virginie. Ces deux ministres ayant été tués par les éclats d'un canon à bord du steamer de guerre *Princeton*, le 28 février 1844, John C. Calhoun, de la Caroline du Sud, fut chargé du département des affaires étrangères, et John Y. Mason, de la Virginie, du département de la marine.

Le trait principal de l'administration de M. Tyler fut l'introduction d'une politique nationale relative à l'extension de l'esclavage au moyen de l'annexion du Texas; cette politique eut pour résultats une guerre avec le Mexique (1846), le renouvellement des discussions sur l'exclusion de l'esclavage des territoires nouveaux (1847-48), et, enfin, la révolte d'une partie des États esclavagistes (1860-61).

L'esclavage avait été aboli au Mexique peu de temps après que ce pays eut conquis son indépendance. Le Texas ne possédait qu'un petit nombre d'esclaves; par le fait, il y en avait été importé fort peu. Vers 1834, quelques années après cet événement, une émigration tranquille, mais générale et évidemment concertée, venant principalement du Tennessee et d'autres États du sud-ouest, commença à se concentrer au Texas. Les émigrants étaient armés de carabines; beaucoup se trouvaient accompagnés de nègres, et il fut bien entendu qu'ils n'avaient aucunement l'intention de se faire Mexicains, encore moins d'abandonner leurs esclaves. Quand le général Sam Houston quitta l'Arkansas pour le Texas, en 1834-35, le journal de Little-Rock, qui annonça le départ et la destination du général, lança cette phrase significative : « Nous apprendrons bientôt, sans doute, qu'il a arboré son drapeau. »

Au demeurant, les nouveaux colons du Texas ne devaient manquer ni de prétextes ni de provocations pour arriver à ce résultat. Le Mexique était mal gouverné, turbulent, anarchique et despotique. Le renversement, par Santa-Anna, de la constitution fédérale fut une des raisons invoquées par les révoltés du Texas. En 1835, cette province se déclara indépendante, et elle assura sa liberté, en 1836, par la bataille décisive de San-Jacinto, où les Texiens défirent les troupes du dictateur du Mexique et s'emparèrent même de sa personne. Cette victoire fut due presque exclusivement aux émigrés américains, une demi-douzaine à peine des habitants indigènes ayant pris part à la révolution. Santa-Anna, prisonnier, cédant à la force et à la crainte, adhéra à un traité ayant pour base l'indépendance du Texas; traité qu'il n'avait ni le pouvoir, ni le désir, peut-être, de rendre exécutoire lorsqu'il aurait recouvré sa liberté. Les Texiens, poursuivant leurs avantages, envahirent à

deux ou trois reprises différentes d'autres provinces mexicaines, — Tamaulipas, Coahuila, etc., — et plantèrent, en signe de défi, leur drapeau à l'étoile unique sur les rives du Rio-Grande del Norte. Mais ils furent toujours chassés de ces positions, une fois, entre autres, après avoir éprouvé des pertes sérieuses. Toutefois, en renouvelant sa déclaration d'indépendance, le gouvernement du Texas réclama le Rio-Grande comme limite occidentale, depuis sa source jusqu'à son embouchure, en y comprenant une large portion des provinces de Tamaulipas, Coahuila, Durango, région la plus importante du Nouveau-Mexique et de beaucoup la plus populeuse. C'est en vertu de cette clause, expressément stipulée dans le traité, que M. Calhoun, ministre des affaires étrangères du président Tyler, négocia le premier projet officiel d'annexion. Ce projet, soumis au sénat dans la session de 1843-44, fut rejeté par un vote décisif, fondé sur ce que l'annexion aurait pour résultat l'extension de l'esclavage à un territoire libre et la guerre avec le Mexique. Quinze sénateurs seulement, appartenant presque tous aux États esclavagistes, votèrent pour la confirmation. Un des panégyristes de l'annexion, le général James Hamilton, de la Caroline du Sud, dit publiquement qu'elle devait « procurer au Sud un Gibraltar; » et cette idée avait suffi pour donner au projet, dans le sud-ouest, une popularité aussi ardente que générale.

C'est sur le terrain de l'annexion du Texas qu'eut lieu la lutte pour l'élection présidentielle prochaine; cette question, soutenue par la généralité des démocrates, avait les whigs pour antagonistes. Le Sud la défendait comme un moyen d'affermir l'intérêt esclavagiste; le Nord l'attaquait pour la même raison. La convention nationale du parti démocratique, tenue à Baltimore, le 27 mai 1844, rejeta la candidature de M. Van Buren, qui s'était prononcé, sans réserve, contre l'annexion, et

porta à la présidence James K. Polk, ancien gouverneur du Tennessee, président (*speaker*) de la chambre des représentants, et, à la vice-présidence, George M. Dallas, de la Pennsylvanie. La convention nationale whig, qui s'était aussi réunie à Baltimore, le 1er mai, avait déjà choisi Henry Clay, du New-Jersey, pour président, et Théodore Frelinghuysen, du Kentucky, pour vice-président ; ce dernier, auteur d'une lettre attaquant violemment la thèse de l'annexion du Texas. Le résultat de l'élection donna 170 votes à Polk et à Dallas, et 105 aux candidats whigs. Le règlement de la question du Texas fut alors soumis au congrès ; par suite de résolutions adoptées, à la chambre des représentants, le 25 janvier 1845, par 120 voix contre 98, et au sénat, le 1er mars, par 27 voix contre 25, le Texas fut annexé aux États-Unis en qualité d'État. Ces actes furent immédiatement contre-signés par le président Tyler, qui, avant de quitter le pouvoir, donna encore sa sanction aux bills admettant dans l'Union la Floride et l'Iowa.

CHAPITRE II.

Administration de James K. Polk (1845-1849).
Amendement Wilmot.

Le cabinet du président Polk se composait de James Buchanan, de la Pennsylvanie (affaires étrangères); Robert J. Walker, du Mississipi (finances); William L. Marcy, du New-York (guerre); George Bancroft, du Massachusetts (marine); Cave Johnson, du Tennessee (postes); et John Y. Mason, de la Virginie (attorney général).

Conformément à toutes les prévisions, le nouveau président, en arrivant au pouvoir, trouva le pays engagé, avec le Mexique, dans des discussions ayant pour origine l'annexion du Texas aux États-Unis. Le général Zachary Taylor, avec une petite armée, fut chargé d'occuper la région située entre le Nueces et le Rio-Grande, que les États-Unis prétendaient appartenir au Texas, tandis que les Mexicains affirmaient que le Texas ne s'était jamais étendu au delà du Nueces.

En avril 1846, une légère collision eut lieu, sur le Rio-Grande, entre les troupes du général Taylor et celles du général mexicain Arista. Dès que la nouvelle en fut parvenue à Washington, le président adressa au sénat

(10 mai) un message déclarant que « la guerre existait par suite de l'acte du gouvernement de Mexico » et demandant des hommes et de l'argent pour conduire les hostilités. Le congrès, par un vote de 142 voix contre 14, dans la chambre des représentants, et de 40 voix contre 2 dans le sénat, accorda immédiatement 10 millions de dollars (50 millions de francs) et autorisa l'enrôlement de 50 000 volontaires. Pendant ce temps, Taylor avait battu les Mexicains à Palo-Alto (8 mai) et à Resaca de la Palma (9 mai). Dès qu'il eut reçu des renforts, il poursuivit activement le cours de ses succès et remporta les brillantes victoires de Monterey, en septembre, et de Buena-Vista, le 22 février 1847; après quoi, il céda la poursuite des hostilités, avec le commandement en chef, au général Scott. Les forces américaines, de terre et de mer, furent concentrées dans le golfe du Mexique et, le 9 mars 1847, Scott débarqua près de Vera-Cruz avec environ 12 000 hommes. La ville, immédiatement assiégée, capitula le 29 mars. Scott marcha alors sur Mexico, où il entra triomphalement, le 14 septembre, après une série de rudes combats qui furent autant de victoires.

Tandis que Taylor accomplissait sa glorieuse campagne, le général Stephen W. Kearny, à la tête d'une petite armée, quittait le fort Leavenworth, traversait les grandes plaines de Santa-Fé et s'emparait du Nouveau-Mexique (août 1846). Après avoir institué dans cette province un gouvernement américain, il reprit sa marche vers la Californie, où le colonel Fremont et le commodore Stockton avaient déjà planté la bannière des États-Unis. A son arrivée à Monterey, le général Kearny assuma la charge de gouverneur et, le 8 février 1847, décréta l'annexion de la Californie aux États-Unis.

Pendant que Kearny descendait en Californie, le colonel Doniphan, avec 1000 volontaires du Missouri,

avait accompli une marche prodigieuse à travers les prairies, et pris Chihuahua, après avoir mis en déroute, à 29 kilomètres de cette ville, 4000 Mexicains qui prétendaient lui barrer le passage (28 février).

Le général Scott occupa Mexico jusqu'après la ratification du traité de paix, qui fut signé, le 2 février 1848, à Guadalupe-Hidalgo, par Nicolas P. Trist, au nom des États-Unis. Par ce traité, le Mexique abandonnait à l'Union, comme limite, la ligne du Rio-Grande, et cédait le Nouveau-Mexique et la Californie. De leur côté, les États-Unis s'engageaient à payer au Mexique 15 millions de dollars (75 millions de francs), et à prendre à leur compte, pour une somme n'excédant pas 3 750 000 dollars (18 750 000 francs), les dettes du Mexique envers divers citoyens américains.

Au moment où la guerre du Mexique commença, des négociations se trouvaient entamées, entre les États-Unis et la Grande-Bretagne, au sujet de l'Orégon, que la dernière avait longtemps considéré comme lui appartenant. « La totalité de l'Orégon jusqu'au 54° 40′ » était devenue un des mots d'ordre du parti démocratique pendant la dernière lutte électorale, et, dans son discours d'inauguration, M. Polk avait déclaré « clairs et incontestables les droits de l'Union sur l'Orégon. » La Grande-Bretagne, toutefois, sous divers prétextes, prétendait au pays tout entier. Pour mettre fin à des pourparlers qui menaçaient de se prolonger indéfiniment, le président proposa un compromis amiable fixant la limite à la parallèle du 49e degré, et abandonnant à l'Angleterre la totalité de l'île de Vancouver. Les termes de ce traité furent acceptés par la Grande-Bretagne.

Un autre acte important de l'administration de M. Polk fut la modification de la loi des tarifs de 1846, modification qui adoucissait les tendances protectionnistes. Ce résultat ne fut toutefois obtenu qu'après un

long et remarquable débat parlementaire, auquel le parti whig, rangé dans l'opposition, prit une part active, et le bill ne fut emporté que par le vote du vice-président (M. Dallas), qui est *ex officio* président du sénat.

La nécessité de pourvoir tant aux dépenses résultant de l'annexion du Texas et de la guerre du Mexique, qu'au gouvernement provisoire des nouveaux territoires récemment acquis, amena de nouveau devant le congrès la question de la restriction de l'esclavage et produisit une classification de partis entièrement nouvelle. Pour faire comprendre comment ce fait s'accomplit, il est nécessaire de revenir sur nos pas d'un quart de siècle et de retracer quelques incidents de l'histoire de l'agitation esclavagiste qui n'ont pu trouver place dans ce récit.

A partir du moment où se calma l'agitation du Missouri, en 1821, on s'occupa fort peu de l'esclavage jusqu'à la fondation à Boston, par William Llyod Garrison, du journal « le Libérateur, » dont le premier numéro parut le 1er janvier 1831, et jusqu'à la formation dans les États libres, par Arthur Tappan et autres, de sociétés antiesclavagistes, en 1832-33. Pour la propagande émancipatrice, les sociétés ne se reposaient que sur des influences morales et religieuses ; elles repoussaient l'action politique, affirmaient que le congrès n'avait aucunement le droit de se mêler de l'esclavage dans les États, quoiqu'elles lui demandassent d'abolir cette institution dans les territoires, dans le district de Columbia, partout, en un mot, où s'étendait la juridiction du gouvernement fédéral. Elles déclaraient que leurs principes leur ordonnaient « de rejeter et d'engager les opprimés à rejeter, pour se délivrer de leurs fers, l'usage des armes matérielles. » Leurs prédications, leurs journaux, leurs assemblées publiques, leurs pétitions au congrès, leur attirèrent rapidement des prosélytes, et surexcitè-

rent partout les esprits. Les antagonistes de l'émancipation firent, en 1834 et dans les années suivantes, tous leurs efforts pour détruire cette agitation ; et des émeutes sérieuses, accompagnées, en quelques circonstances, de meurtres et de pillage, éclatèrent à New-York, Boston, Philadelphie, Cincinnati, Alton, et dans d'autres villes du Nord.

Dans le Sud, les législatures de la Virginie, de la Caroline du Nord, de la Caroline du Sud, de la Géorgie, de l'Alabama, et de quelques autres États, adoptèrent des résolutions à l'adresse des États du Nord, leur demandant de mettre fin à l'agitation au moyen de lois pénales, et de prohiber la publication d'écrits antiesclavagistes.

Dans son message annuel de décembre 1835, le président Jackson recommanda au congrès le vote d'une loi défendant la circulation, par la voie de la poste, des publications antiesclavagistes. Un projet, dressé en conséquence de cette proposition, eut au sénat les honneurs d'une troisième lecture et fut finalement rejeté. Dans la même année, la chambre des représentants adopta comme règle, « que tous mémoires, pétitions, résolutions et propositions touchant, en quoi que ce soit, le sujet de l'esclavage, seront, sans que l'impression ou le renvoi à un comité en soient ordonnés, déposés sur le bureau, et qu'on ne s'en occupera plus autrement. » Cette décision, itérativement rapportée et rétablie, occasionna de longs et orageux débats sur le droit de pétition, droit très-éloquemment défendu par l'ex-président John Quincy Adams, alors représentant du Massachusetts. Elle fut définitivement abrogée en décembre 1845.

En 1840, un dissentiment entre les abolitionnistes amena leur séparation en deux fractions, dont l'une, qui reconnaissait pour chef M. Garrison, déclara, en

1844, que les compromis de la constitution au sujet de l'esclavage étaient immoraux; qu'en conséquence, tant qu'elle serait maintenue, c'était commettre un péché que de jurer de la soutenir, d'accepter un emploi, ou de voter; enfin, que l'Union des États n'était que « une convention avec l'enfer, une alliance avec la mort, » qui devrait être dissoute immédiatement. Cette fraction de parti, bien que soutenue par le zèle, l'énergie et l'éloquence de M. Garrison, de M. Wendell Phillips, et de quelques autres de ses chefs, n'eut sur les affaires publiques qu'une influence médiocre ou indirecte. Cela tenait au petit nombre de ses adhérents (ils étaient au plus quelques centaines), à son abstention de toute action politique, et à l'impopularité de ses opinions, non-seulement en ce qui concernait l'Union et la constitution, mais encore sur les droits de la femme, la condition des Églises et d'autres questions.

La seconde fraction des abolitionnistes, de beaucoup la plus nombreuse, et avec laquelle on confondit souvent à tort les membres de la fraction Garrison, adhérait à l'Union et à la constitution. Convaincue que les démocrates et les whigs se trouvaient sous le contrôle absolu des esclavagistes, elle fonda, en 1840, le parti de « la Liberté, » lequel, dans la convention d'Albany, porta pour la présidence James G. Birney, et pour la vice-présidence Thomas Earle. Le nombre des votes de ce parti, à l'élection de 1840, s'éleva à 7609.

A l'élection suivante (1844), M. Birney fut de nouveau porté à la présidence, avec Thomas Morris pour vice-président; ils obtinrent tous deux 62300 suffrages. Ce chiffre, toutefois, ne représente qu'imparfaitement le nombre des antagonistes de l'esclavage, qui, pour la plupart, avaient conservé leurs liens avec les deux grands partis, sur l'action desquels ils eurent une telle influence que, tandis que la question du Texas était en-

core pendante, quatorze États du Nord protestèrent, par la voie de leurs législatures, et quelques-uns au moyen d'un vote unanime, contre toute extension des terrains esclavagistes.

En 1846, pendant la guerre du Mexique, lors de la présentation au congrès d'un bill autorisant le président à employer aux négociations de la paix une somme de 2 millions de dollars (10 millions de francs), M. David Wilmot, représentant démocrate de la Pennsylvanie, proposa comme amendement la célèbre clause additionnelle de Jefferson : « Il n'y aura jamais ni esclavage, ni servitude involontaire dans aucun territoire ou continent d'Amérique qui pourra être, à partir de ce jour, acquis par les États-Unis ou annexé à l'Union en vertu de la présente provision, sauf dans le cas de crimes desquels les coupables seront dûment convaincus. » Cet amendement fut adopté par la chambre à une grande majorité, presque tous les membres appartenant aux États libres ayant voté pour ; mais il échoua au sénat, faute de temps.

A la session suivante, 1846-47, un bill semblable affectant 3 millions de dollars (15 millions de francs) fut voté avec l'adjonction de l'amendement Wilmot, par 115 voix contre 106. Le sénat ne l'ayant pas accepté (31 voix contre 21), il revint à la chambre, où l'amendement fut rejeté par un vote de 102 voix contre 97.

A la fin de la guerre, la question pratique contenue dans l'amendement Wilmot : « L'introduction de l'esclavage sera-t-elle permise ou défendue dans les territoires nouvellement acquis du Mexique? » devint d'un intérêt capital.

Ce conflit de l'opinion publique atteignait son plus haut degré d'intensité lorsque arriva l'époque de la nomination des candidats à la présidence. Sous le prétexte que, lorsqu'il avait été nommé, en 1844, le président

Polk s'était engagé à ne pas se présenter une seconde fois à l'élection, son nom ne parut pas sur la liste des candidats. Cet engagement, au reste, n'eût pas existé, que le résultat n'en eût pas moins, sans doute, été le même, à cause de l'intérêt intense manifesté par M. Polk pour les tendances esclavagistes du Sud, ce qui lui avait naturellement aliéné le Nord et l'y avait rendu impossible comme candidat. Les démocrates esclavagistes portèrent Lewis Cass qui avait, tout récemment, écrit une lettre en opposition avec l'amendement Wilmot, se ménageant ainsi les sympathies de ce parti. Les démocrates du Nord étaient divisés, quoiqu'ils fussent pour la plupart favorables à la réélection de Martin Van Buren. D'un autre côté, Van Buren avait perdu la confiance des États esclavagistes en se déclarant publiquement l'antagoniste de l'annexion du Texas, et en permettant à ses amis de participer aux tentatives faites pour adjoindre l'amendement Wilmot aux bills pour le gouvernement des territoires. C'est pourquoi, dans le but d'empêcher sa nomination par la convention nationale démocratique réunie à Baltimore en mai 1848, aux délégués réguliers de l'État de New-York, tous favorables à M. Van Buren, s'opposa un nombre égal de délégués sans mandat, mais se prétendant élus par la démocratie de New-York, et qui venaient combattre le candidat. Le comité chargé d'examiner les droits que pouvaient respectivement avoir les deux délégations pour siéger à la convention, décida que la délégation favorable à la candidature de M. Van Buren ayant approuvé l'amendement Wilmot ne pouvait plus être considérée comme démocratique et, par conséquent, n'avait aucun droit de siéger dans une convention de démocrates. En conséquence, les antagonistes de Van Buren furent seuls reconnus comme constituant régulièrement la convention, et ils choisirent pour candidat à la présidence Lewis Cass, et à la vice-présidence

W. O. Butler, du Kentucky. C'est la première fois qu'un sentiment de partialité pour l'esclavage fut invoqué comme preuve de démocratie, et ce fait contribua principalement à précipiter la crise esclavagiste aux États-Unis.

La guerre du Mexique avait donné au général Taylor une grande popularité. Comme il n'avait jusqu'ici pris part à aucun conflit politique, les sympathies publiques lui étaient restées invariablement attachées, et les whigs, profitant de ce sentiment populaire, le choisirent pour leur candidat à la présidence, avec Millard Fillmore pour vice-président. Mais le même élément de discorde qui avait divisé la convention démocratique vint opérer une scission dans la convention whig.

Il y avait, dans cette convention, plusieurs délégués des États du Nord qui représentaient ce qu'on appela l'opinion du *sol libre*, c'est-à-dire l'opinion hostile à l'extension de l'esclavage dans les nouveaux territoires. Après la nomination des candidats, ces délégués présentèrent, comme amendement à la déclaration générale de principes adoptée par la convention, la résolution suivante : « Bien qu'aux termes de la constitution, le Congrès n'ait pas le pouvoir de s'immiscer, de quelque façon que ce soit, dans l'institution de l'esclavage telle qu'elle est établie dans les divers États de l'Union, il est cependant dans ses attributions et dans ses devoirs de défendre l'introduction ou l'existence de l'esclavage dans les territoires possédés actuellement, ou qui pourront, par la suite, être acquis par les États Unis. »

Cette motion ayant été rejetée, quelques-uns des délégués du sol libre se retirèrent immédiatement de la convention et, comme consequence, du parti whig. Ils formèrent, avec ceux qu'on appelait les *démocrates du sol libre*, une coalition qui résolut de lutter, en faveur du travail libre, contre les deux autres candidats. Dans

une convention convoquée à Buffalo pour le 9 août 1848, et où se rendirent des délégués de tous les États libres, ainsi que du Delaware, du Maryland, de la Virginie et du district de Columbia, fut constitué le parti du sol libre ou démocratique libre; l'ex-président Martin Van Buren y fut choisi comme candidat à la présidence, et Charles Francis Adams, fils et petit-fils de présidents, comme candidat à la vice-présidence. La convention fit ainsi connaître sa déclaration de principes :

« Ce parti est formé pour sauvegarder les droits du travail libre contre les agressions de la puissance esclavagiste, et assurer un sol libre à un peuple libre;

« L'esclavage, dans les divers États de l'Union qui reconnaissent son existence, relève uniquement des lois locales, que le gouvernement général n'a pas le pouvoir de rapporter ou de modifier, et dont il n'assume pas la responsabilité; nous demandons, en conséquence, que le congrès n'intervienne, en aucune façon, dans la question de l'esclavage telle qu'elle se comporte dans les limites de chaque État;

« Le seul moyen certain de prévenir l'extension de l'esclavage aux territoires actuellement libres est de prohiber, par un acte du congrès, ladite extension;

« Nous acceptons les conséquences de la voie que la puissance esclavagiste nous a forcés de prendre; et à la demande de nouveaux États esclavagistes et de nouveaux territoires esclavagistes, nous répondons tranquillement, mais d'une manière aussi formelle qu'absolue : Plus d'États à esclaves, plus de territoires à esclaves. »

Van Buren et Adams obtinrent, lors de l'élection présidentielle, 291 263 suffrages populaires; mais la majorité électorale leur fit défaut. Les candidats démocrates, Cass et Butler, obtinrent 127 votes électoraux; les

candidats whigs, Taylor et Fillmore, en ayant réuni 163, furent conséquemment élus.

Le 29 mars 1848, le congrès admit le Wisconsin dans l'Union, comme trentième État, avec une constitution antiesclavagiste.

CHAPITRE III.

Administration de Taylor et de Fillmore (1849-1853).

Le président Taylor fut installé le lundi 5 mars 1849, et choisit pour ministres : John M. Clayton, du Delaware (affaires étrangères); William M. Meredith, de la Pennsylvanie (finances); George W. Crawford, de la Géorgie (guerre); William B. Preston, du Kentucky (marine); Thomas Ewing, de l'Ohio (intérieur; département créé par le congrès deux jours avant l'inauguration du nouveau président, le 3 mars 1849); Jacob Collamore, du Vermont (postes); et Reverdy Johnson, du Maryland (attorney général).

L'une des premières et des plus difficiles questions qu'eut à résoudre la nouvelle administration fut l'organisation des territoires récemment acquis, la Californie et le Nouveau-Mexique.

En février 1848, on commença à trouver de l'or en Californie en grande quantité, et la nouvelle de cette découverte produisit aux États-Unis une telle agitation, qu'en peu de temps des milliers d'individus étaient en route pour l'Eldorado par terre ou par mer, et que leur nombre fut bientôt suffisant pour constituer un État. Ils

tinrent une convention à Monterey, et le 1er septembre 1849, adoptèrent une constitution renfermant une clause pour l'exclusion de l'esclavage.

Lorsque le congrès s'assembla, en décembre, la question de l'admission de ce territoire dans l'Union, en qualité d'État, avec la restriction antiesclavagiste introduite dans sa constitution, souleva un débat animé, dans lequel plusieurs membres du Sud se laissèrent emporter à des menaces de sécession et de guerre civile, au cas où l'institution de l'esclavage serait exclue des nouveaux territoires. Une grande effervescence régnait dans tout le pays, surtout dans les États du golfe du Mexique, où le parti de la désunion avait acquis une extrême popularité. Une adresse au peuple du Sud, signée par la plupart des membres du congrès appartenant aux États de cette partie de l'Union, fut publiée dans des termes qui n'étaient rien moins que conciliants. Les législatures de la Caroline du Sud et du Mississipi firent un appel tendant à la réunion d'un congrès méridional chargé de dresser un gouvernement pour « des États-Unis du Sud. » Une convention désunioniste de délégués des États du Sud s'assembla aussitôt à Nashville.

Dans le Nord s'agitaient des sentiments tout contraires : là, on n'attaquait pas l'Union, on la défendait ; et de grandes assemblées eurent lieu dans les principales villes pour protester contre toute immixtion ultérieure dans la question de l'esclavage. Dans un message au sénat, en date du 21 janvier 1850, le président Taylor constata qu'il avait lui-même conseillé au peuple de Californie de préparer une constitution, et invita le congrès à recevoir et à accueillir favorablement sa demande d'admission dans l'Union. Le Sud, toutefois, continua à s'opposer à cette mesure : il en résulta une lutte parlementaire, la plus longue et la plus violente dont l'histoire des États-Unis fasse mention. Le parti ultra-esclavagiste,

conduit par M. Calhoun, demanda non-seulement le rejet de la Californie, mais encore, entre autres concessions, un amendement à la constitution destiné à équilibrer le pouvoir politique des États libres et des États à esclaves. Ce but parut pouvoir être atteint par la nomination de deux présidents, l'un des États libres, l'autre des États à esclaves, qui devaient approuver tous les actes avant que ces derniers devinssent des lois.

La question se compliqua encore par la demande d'admission formée par le Nouveau-Mexique, et par la réclamation, faite par le Texas, d'une ligne de frontière occidentale devant englober une large portion du Nouveau-Mexique.

Enfin, un compromis proposé, dans le sénat, par Henry Clay, pour régler définitivement la question de l'esclavage, ne fut adopté qu'après une longue et orageuse discussion. Ce compromis, qui semblait devoir trancher toutes les difficultés, se formula au moyen de lois distinctes, pourvoyant :

1° A l'admission de la Californie comme État libre;

2° Au gouvernement des territoires du Nouveau-Mexique et d'Utah, sans exclusion ou admission d'esclavage décision laissée à la population locale;

3° Au règlement de la question des frontières du Texas;

4° A l'abolition de la traite dans le district de Columbia;

5° A l'arrestation et à l'extradition des esclaves fugitifs.

Dix des sénateurs du Sud, parmi lesquels MM. Mason et Hunter, de la Virginie, Soulé, de la Louisiane, et Jefferson Davis, du Mississipi, lancèrent, après le vote, une protestation finale contre l'admission de la Californie. De son côté, le parti du sol libre du Nord déclara que les concessions faites au Texas et le refus d'interdire

l'esclavage dans le Nouveau-Mexique et l'Utah, étaien des actes aussi injustes qu'imprévoyants; que la loi relative aux esclaves fugitifs était cruelle, immorale, et même inconstitutionnelle, en ce sens que la constitution ne donne pas au congrès le pouvoir de régler législativement cette matière, abandonnée exclusivement à la responsabilité des États particuliers.

Toutefois, la grande majorité du peuple, dans le Nord et le Sud, acquiesça au compromis comme mettant fin à un dangereux conflit. Quant à la loi des esclaves fugitifs, elle rencontra bien quelquefois de la résistance dans la population, mais elle fut pratiquement appliquée par les autorités des États où elle trouva lieu de s'exercer.

Tandis que le congrès discutait encore les lois du compromis, le président Taylor mourut après quelques jours de maladie (9 juillet 1850); fatalité singulière qui atteignit les deux seuls présidents faits par le parti whig. Il laissa la présidence à M. Fillmore, le vice-président, qui modifia son cabinet de la manière suivante : Daniel Webster, du Massachusetts (affaires étrangères); Thomas Corwin, de l'Ohio (finances); Charles M. Conrad, de la Louisiane (guerre); Alexandre H. H. Stuart, de la Pennsylvanie (intérieur); William A. Graham, de la Caroline du Nord (marine); Nathan K. Hall, du New-York (postes); et John J. Crittenden, du Kentucky (attorney général).

M. Fillmore signa les bills du compromis, le 9 septembre, et depuis lors, toute l'énergie de son administration fut consacrée à les soutenir et, spécialement, à mettre en vigueur la loi sur les esclaves fugitifs.

Les événements les plus importants accomplis pendant la durée du mandat de M. Fillmore, sont : l'invasion de Cuba, en août 1851, par une bande de « flibustiers » de la Nouvelle-Orléans, conduits par le général Lopez, lequel fut bientôt battu, pris et exécuté avec bon nombre de ses compagnons; la visite aux États-Unis,

en décembre 1851, de Louis Kossuth venant réclamer pour la république hongroise des secours en argent et en hommes; une discussion avec l'Angleterre (1852), au sujet des pêcheries, discussion bientôt terminée, grâce à des concessions réciproques; enfin le traité conclu avec le Japon par le commodore Perry, commandant une flotte américaine, et qui promettait d'ouvrir au monde le commerce de cet empire.

A l'approche de l'élection présidentielle de 1850, il devint évident que, quoique la masse du peuple eût donné une apparente approbation au compromis de 1850, la question de l'esclavage continuerait à être une source d'agitation politique. Les démocrates du Sud se divisaient en « partisans de l'Union » et « partisans des droits du Sud, » ces derniers soutenant qu'un État avait la faculté de se retirer de l'Union lorsque ses droits se trouvaient violés par le gouvernement général. D'un autre côté, les whigs du Sud, presque tous attachés à l'Union, se montraient satisfaits des mesures conciliatrices adoptées par le congrès; tandis que les whigs du Nord, pour la majorité, au moins, combattaient la loi contre les esclaves fugitifs, tout en ne s'opposant pas à son exécution, et désiraient toujours faire, de la prohibition de l'extension de l'esclavage, l'objet de lois nationales.

La convention nationale démocratique se réunit à Baltimore, le 1er juin 1852; après quatre jours de scrutin, et au quarante-neuvième tour, elle choisit pour candidat à la présidence le général Franklin Pierce, ancien sénateur des États-Unis, qui avait commandé une brigade pendant la guerre du Mexique et qui, comme on s'en aperçut, dans la suite, entretenait des opinions favorables au Sud, relativement à l'esclavage. Les scrutins précédents avaient produit les noms de Lewis Cass et de James Buchanan; un grand nombre de votes

s'étaient également portés sur William L. Marcy et Stephen A. Douglas. William R. King, de l'Alabama, fut choisi pour la vice-présidence. Dans un manifeste énonçant ses principes, la convention déclara qu'elle résisterait à toutes tentatives faites au congrès ou en dehors du congrès pour renouveler la discussion de la question de l'esclavage, sous quelque forme et sous quelque nuance que ce fût; et qu'elle « ferait en sorte d'obtenir la fidèle exécution des mesures conservatrices adoptées par le dernier congrès, y compris l'acte relatif à l'extradition des esclaves fugitifs. »

La convention nationale whig se réunit à Baltimore, le 16 juin, et, au cinquante-troisième tour de scrutin, choisit pour la présidence le général Winfield Scott. Les autres candidats étaient Millard Fillmore et Daniel Webster; le premier recueillit, presque jusqu'à la fin de l'élection, les suffrages de la plupart des délégués du Sud, tandis que Scott et Webster furent principalement soutenus par les délégués du Nord. A la vice-présidence, la convention porta William R. Graham. La convention déclare « que la série des actes du trente-deuxième congrès, y compris celui désigné sous le nom de loi contre les esclaves fugitifs, est acceptée par le parti whig comme réglant, en principe et en substance, de graves et orageuses questions; .... qu'elle repousse toute discussion nouvelle de la question ainsi résolue, comme dangereuse pour la paix; qu'elle fera tous ses efforts pour empêcher la continuité ou le renouvellement de cette discussion, en quelque lieu, de quelque façon et par quelque individu que ce soit. »

M. Webster et ses amis particuliers n'acceptèrent pas cordialement la candidature du général Scott, et, en divers lieux, on essaya de mettre en avant M. Webster comme candidat indépendant à la présidence, surtout les whigs, qui ne croyaient pas le général Scott et ses

amis politiques très-propres, par suite de leur tiédeur, à soutenir le compromis; mais la mort de Webster, arrivée le 24 octobre 1852, rendit inutiles toutes ces démonstrations.

La convention nationale du parti du sol libre fut tenue à Pittsburg, le 11 août; tous les États libres, ainsi que le Delaware, le Maryland, la Virginie et le Kentucky, s'y trouvaient représentés. John P. Hale y fut choisi pour président, et George W. Julian, de l'Indiana, pour vice-président. La convention déclara « que les actes du congrès connus sous le nom de mesures du compromis de 1850, en rendant l'admission d'un État souverain dépendante de l'adoption d'autres mesures réclamées uniquement par l'intérêt esclavagiste; en omettant de garantir la liberté dans les territoires libres; en essayant d'imposer des limites inconstitutionnelles au pouvoir que possèdent le congrès et le peuple d'admettre de nouveaux États; en donnant cours à une loi contre les esclaves fugitifs, loi injuste, oppressive et inconstitutionnelle, et en usurpant ainsi la souveraineté des États et les libertés du peuple, étaient évidemment incompatibles avec les principes et les maximes de la démocratie, et complétement incapables de régler la question qu'on les prétendait faits pour résoudre. Qu'on ne pouvait espérer de règlement permanent pour la question de l'esclavage que par l'admission pratique de cette vérité : l'esclavage est un fait particulier, la liberté un fait général; par la séparation complète du gouvernement fédéral de l'esclavage, et par l'exercice, en faveur de la liberté, de l'influence légitime et constitutionnelle qui est dévolue au gouvernement; enfin, par l'abandon aux États de toutes les questions relatives à l'esclavage et à l'extradition des esclaves fugitifs. »

Lors de l'élection, le 5 novembre 1852, les candidats démocrates, Pierce et King, recueillirent les votes de 27

États, en tout 254 suffrages. M. Pierce n'était pas encore descendu dans l'arène politique depuis le commencement du conflit esclavagiste. Mais, quelques années auparavant, étant sénateur, il avait presque toujours marché de concert avec les démocrates qui, à l'heure présente, se trouvaient les antagonistes de la politique esclavagiste; cette tendance lui valut, au moment de l'élection, le soutien de tous les démocrates du sol libre de l'État de New-York, lesquels, à l'élection précédente, avaient voté pour Van Buren. Scott et Graham obtinrent les suffrages du Vermont, du Massachusetts, du Kentucky et du Tennessee, ensemble 42 votes. Le nombre des suffrages populaires s'éleva à 1 587 256, pour Pierce et King; à 1 384 577. pour Scott et Graham; et à 157 296, pour Hale et Julian.

CHAPITRE IV.

Administration de Franklin Pierce (1853-1857).

Le président Pierce fut installé le 4 mars 1853 et plaça aux affaires étrangères, William L. Marcy, du New-York; aux finances, James Guthrie, du Kentucky; à la guerre, Jefferson Davis, du Mississipi; à l'intérieur, Robert Mac Clelland, du Michigan; aux Postes, James Campbell, de la Pennsylvanie; à la justice, Caleb Cushing, du Massachusetts. Il nomma M. James Buchanan, de la Pennsylvanie, ministre en Angleterre; M. John Y. Mason, de la Virginie, ministre en France; M. Pierre Soulé, ancien réfugié français, alors sénateur pour la Louisiane, ministre en Espagne.

L'une des premières questions dont la nouvelle administration eut à s'occuper, fut un débat avec le Mexique, à propos de limites : il s'agissait d'un territoire situé entre le Nouveau-Mexique et la province de Chihuahua, lequel, par suite des négociations, fut définitivement acquis par les États-Unis, dont il devint partie intégrante, sous le nom de Arizona. Le Sud ambitionnait ce territoire, parce qu'il devait fournir un tracé méridional pour le chemin de fer du Pacifique, dont on commençait alors à s'occuper. En effet, en 1853, d'après les

9

ordres de Jefferson Davis, ministre de la guerre, diverses expéditions se rendirent sur les lieux pour étudier les projets de tracé d'un chemin de fer du Mississipi au Pacifique.

Le congrès s'assembla en décembre 1853. En janvier 1854, M. Douglas, président du comité des territoires au sénat, et aspirant dès lors à la présidence, proposa un bill pour l'organisation de deux nouveaux territoires, le Kansas et le Nebraska, situés à l'ouest du Missouri et au nord de la latitude 36° 30′. Ce bill, rapportant le compromis du Missouri de 1820, permit à l'esclavage de pénétrer dans une région d'où il avait été formellement et à jamais exclu. Cette mesure, chaudement soutenue par l'administration et par les chefs du parti démocratique, fut non moins chaudement attaquée, dans un débat d'une longueur et d'un intérêt sans précédent, par Chase et Wade, de l'Ohio, Everett et Sumner, du Massachusetts; Seward, du New-York; Fessenden, du Maine; Houston, du Texas, et Bell, du Tennessee, tous membres du sénat, où, néanmoins, la loi passa par un vote de 37 voix contre 14. Dans la chambre, le même bill eut, entre autres antagonistes, M. Thomas H. Benton, du Missouri, qui, sénateur pendant trente ans, était actuellement devenu représentant; il passa également par cent treize voix contre cent, et devait avoir force de loi à partir du dernier jour de mai.

L'adoption de ce bill causa, dans les États libres, une violente indignation; on l'y accusa d'être un manque de foi flagrant, et sa mise en vigueur augmenta de beaucoup la force du parti esclavagiste.

Ces États ressentaient également une vive contrariété de la conférence tenue à Ostende, entre les ministres des États-Unis en Angleterre, en France et en Espagne, Buchanan, Mason et Soulé; la circulaire émanant de cette conférence proposait d'acheter Cuba à l'Espagne pour 120 millions de dollars (600 millions de francs), et, si

cela était nécessaire, de s'en emparer de vive force. Il y était dit en propres termes : « Il est parfaitement clair pour tout homme qui réfléchit, que, par sa position géographique, Cuba nous appartient naturellement.... Si l'Espagne, sourde à la voix de son propre intérêt et poussée par un orgueil aveugle et un faux sentiment d'honneur, refuse de vendre l'île de Cuba aux États-Unis, alors, par toutes les lois humaines et divines, nous aurons le droit de l'arracher à l'Espagne, si nous en avons le pouvoir. »

Dans le Nord, cette tentative pour obtenir Cuba parut suscitée, comme le rappel du compromis du Missouri, surtout dans le but d'étendre et de fortifier l'influence esclavagiste aux États-Unis. Il en fut de même de l'expédition contre le Nicaragua, organisée, par William Walker, dans les ports du Sud, aussitôt patronée, encouragée, aidée par les chefs politiques du Sud. Walker réussit, pendant un temps, à établir au Nicaragua une sorte de gouvernement militaire, et envoya à Washington un ministre plénipotentiaire nommé Vijil, lequel fut formellement reconnu en cette qualité par le président Pierce. On crut généralement que l'objet de Walker et de ceux qui l'appuyaient était la possession d'un port méridional où ils pussent réunir et équiper une flotte destinée à envahir Cuba, projet impraticable, l'expérience l'avait prouvé, dans un port, quel qu'il fût, des États-Unis. Mais Walker finit par être chassé par les Nicaraguiens, après avoir perdu la plus grande partie de ses compagnons d'aventure.

Comme, aux termes de la loi relative au Kansas et au Nebraska, le peuple de ces territoires était laissé libre de décider lui-même si l'esclavage y serait ou non introduit, un conflit s'éleva bientôt dans le Kansas vers lequel se portait surtout le courant de l'émigration. Après de nombreux actes de violence et une longue pé-

riode de révoltes qui faillirent amener une guerre civile, le conflit se termina par l'adoption, dans le Kansas, d'une constitution excluant l'esclavage. Dans le cours des débats sur la question du Kansas, M. Sumner, du Massachusetts, prononça, dans le sénat, le 20 mai 1856, un discours contenant une attaque violente contre la Caroline du Sud, et en particulier contre l'un des représentants de cet État, le sénateur Butler. Deux jours après, dans la salle même des séances, M. Sumner fut assailli par M. Preston S. Brooks, membre du congrès pour la Caroline du Sud, et si cruellement maltraité qu'il lui fut impossible de reprendre son siége au sénat pendant la fin de cette session et pendant l'autre session tout entière.

Ce dernier événement, le rappel du compromis du Missouri, le vote de la loi contre les esclaves fugitifs, l'acquisition de l'Arizona, le projet relatif à l'acquisition de Cuba, contrairement aux principes de la morale et du droit des gens, la sanction donnée aux actes de piraterie de Walker, la conférence d'Ostende, tous ces faits démontrèrent à la population du Nord, ce qu'elle soupçonnait depuis longtemps, d'ailleurs, que le gouvernement se trouvait aux mains d'un parti déterminé à étendre, à tous risques, l'esclavage, et que tous autres intérêts seraient sacrifiés à la poursuite de ce résultat. Cette conviction, on le conçoit, surexcita les sentiments abolitionistes du Nord, et quand arriva l'époque de l'élection présidentielle, en 1856, un parti anti-esclavagiste plus formidable que jamais se présenta dans l'arène. Ce parti prit le nom de républicain; il absorba le parti du sol libre tout entier, la presque totalité du parti whig et un grand nombre de démocrates.

La première preuve qu'il donna de sa force fut l'élection, au congrès de 1855-56, de N. P. Banks, ancien démocrate, comme président (speaker) de la chambre

des représentants. Le parti de l'administration résista désespérément à cette élection, un grand nombre de membres du Sud menaçant, si elle s'accomplissait, de quitter la chambre et de briser l'Union. Les scrutins (ils dépassèrent cent) occupèrent exclusivement la chambre pendant plus de deux mois avant que la majorité des voix fût acquise à M. Banks, et que les travaux législatifs interrompus, pussent être repris.

Vers cette époque, le parti whig disparut, les membres de ce parti ennemi des mesures abolitionistes s'étant fondus, en particulier dans le Sud, dans une organisation secrète désignée d'abord sous le nom de « parti Know-Nothing » (de *know*, connaître, et *nothing*, rien), et connue alors sous le nom de parti américain, à cause de son opposition à l'intrusion, dans les affaires politiques des États-Unis, de l'influence étrangère et surtout de celle des catholiques romains. Ce parti tint une convention nationale à Philadelphie, en février 1856; après avoir virtuellement admis les principes de la loi kansas-nebraska et approuvé la loi contre les esclaves fugitifs, il choisit Millard Fillmore pour candidat à la présidence.

La Convention nationale démocratique se réunit à Cincinnati, le 2 juin. Elle affirma de nouveau les principes adoptés à Baltimore en 1852, avec l'adjonction de résolutions condamnant les tendances du parti américain, reconnaissant la loi kansas-nebraska comme la seule solution raisonnable de la question de l'esclavage, établissant le devoir de soutenir les droits des États et l'Union, et donnant un assentiment général aux doctrines du manifeste d'Ostende. Les candidats pour la présidence étaient Franklin Pierce, James Buchanan, Stephen A. Douglas et Lewis Cass. Au dix-septième scrutin, M. James Buchanan, de la Pensylvanie, fut choisi à l'unanimité, et John C. Breckinridge, du Ken-

tucky, fut désigné, à l'unanimité également, pour la vice-présidence.

La Convention nationale républicaine se réunit à Philadelphie, le 17 juin. Elle déclara que les principes promulgués dans la déclaration d'indépendance et introduits dans la constitution fédérale sont essentiels à la sauvegarde des institutions républicaines du pays; que la constitution fédérale, les droits et l'union des États doivent être maintenus; que la constitution confère au congrès un souverain pouvoir pour le gouvernement des territoires des États-Unis, et que l'exercice de ce pouvoir comprend le droit et le devoir de prohiber, dans les territoires, ces deux derniers vestiges de la barbarie, la polygamie et l'esclavage. John C. Fremont fut choisi pour la présidence par 359 suffrages, contre 196 donnés à John Mac Lean; le vice-président désigné fut William L. Dayton du New-Jersey.

Après un débat des plus animés, l'élection générale eut pour résultat la nomination de Buchanan et de Breckinridge, par 174 votes électoraux, contre 114 recueillis par Fremont et 8 par Fillmore. Quant au vote populaire, il se répartit comme il suit : Buchanan, 1 838 169 voix; Fremont, 1 341 264; Fillmore, 874 534. Ce dernier obtint les suffrages d'un seul État (État à esclaves), le Maryland; les autres États à esclaves, ainsi que le New-Jersey, la Pennsylvanie, l'Indiana, l'Illinois et la Californie, votèrent pour Buchanan; les onze autres États libres, pour Fremont.

M. Pierce, comme ses prédécesseurs, Fillmore, Polk et Tyler, ne fut pas soutenu par une réélection, et pour la même raison. Ces trois présidents s'étaient tellement identifiés avec les partisans de l'esclavage, que la confiance des États du Nord leur faisait complétement défaut, et qu'ils n'étaient plus possibles comme candidats.

M. Buchanan, ministre en Angleterre, était absent

d'Amérique pendant le différend du Kansas; il avait participé aux triomphes politiques d'une ancienne génération de démocrates dont la mémoire était chère encore au Nord, et on supposa, avec raison, que l'appui qu'il trouverait dans les États libres, joint au vote compacte des États à esclaves, assurerait son élection. Il ne fut cependant admis comme candidat que lorsque des amis intimes eurent, dans la Convention, pris, en son nom, l'engagement d'appliquer toutes les forces du gouvernement fédéral en faveur des États libres, en cas de rupture entre les deux grandes divisions de la nation. Le discours dans lequel fut pris cet engagement se terminait par les touchantes paroles de Ruth à Noémi : « Où tu iras, j'irai; j'habiterai où tu habiteras; ton peuple sera mon peuple, et ton Dieu sera mon Dieu. » Cet engagement, M. Buchanan, croit-on, l'a fidèlement tenu.

CHAPITRE V.

Administration de James Buchanan (1857-1861).

Le président Buchanan composa son cabinet de la manière suivante : affaires étrangères, Lewis Cass, du Michigan; finances, Howell Cobb, de Géorgie; guerre, John B. Floyd, de la Virginie; marine, Isaac Toucey, du Connecticut; intérieur, Jacob Thompson, du Missisipi ; postes, Aaron V. Brown, du Tennessee ; attorney général, Jérémie S. Black, de la Pennsylvanie.

L'action principale de l'administration de M. Buchanan se concentra sur le différend esclavagiste, encore vivant dans le Kansas, dans le sein des chambres et dans les législatures des États libres, les partisans de l'esclavage, dans le Sud, étant décidés à ne permettre, sous aucun prétexte, que cette institution fût législativement prohibée dans aucun autre État ou territoire. Sous l'influence de l'opinion publique, qui en était arrivée, peu à peu, à suspecter la justice et la constitutionnalité de la loi contre les esclaves, quelques États proposèrent des actes pour en empêcher l'exécution et pour assurer aux esclaves fugitifs le droit de jugement par le jury et l'assistance légale accordée d'habitude aux individus prévenus de crimes. Ces actes reçurent com-

munément le nom de lois de liberté individuelle; et quoique, dans aucun cas, elles n'aient été mises à exécution, leur existence devint bientôt le sujet de plaintes amères de la part des États du Sud contre les États du Nord.

Une constitution pour le Kansas, dont le projet fut dressé à Lecompton, en 1857, fut présentée au congrès dans la session de 1857-58. Les républicains la combattirent énergiquement, d'après le motif, parfaitement justifié depuis, qu'elle avait été frauduleusement préparée par le parti esclavagiste, qu'elle ne représentait pas les vœux du peuple du Kansas, et que quelques-uns de ses articles étaient artificieusement conçus de façon à introduire forcément l'esclavage dans le nouvel État, en dépit de la répugnance des habitants. Une puissante portion du parti démocratique, ayant à sa tête Stephen A. Douglas, se rangea, dans ce conflit, du côté des républicains, ce qui n'empêcha pas, après une lutte parlementaire d'une violence excessive, le bill Lecompton d'être adopté par le congrès, grâce au vote de la majorité démocratique, conduite, à la chambre, par Alexandre H. Stephens, de la Géorgie, et, au sénat, par Jefferson Davis, du Mississipi, John M. Mason, de la Virginie, et John Slidell, de la Louisiane. Le président pesa, sur l'adoption de ce bill, de toute son influence, prétendant qu'il pacifierait le pays, et n'empêcherait pas le Kansas de devenir un État libre, si le peuple désirait l'exclusion de l'esclavage. Ce débat, toutefois, produisit un schisme dans le parti démocratique, et, éventuellement, la division de ce parti en deux sections, dont l'une reconnaissait pour chef M. Douglas, et l'autre portait à la présidence John C. Breckinridge, du Kentucky.

Une tentative faite à Harper's Ferry (Virginie), en octobre 1859, par John Brown, du Kansas, pour pousser les esclaves à l'insurrection, fait pour lequel Brown

fut pendu par ordre des autorités Virginiennes, le 2 décembre, causa une sensation profonde dans tout le pays, et suscita une agitation spéciale dans le Sud, où cette tentative passa généralement pour la preuve du dessein bien arrêté, dans le Nord, de détruire l'esclavage.

En 1857 et 1858, la traite africaine reçut une impulsion nouvelle de la protestation qu'éleva l'administration contre le droit exercé, jusqu'alors, par la Grande-Bretagne, de visiter, quel que fût leur pavillon, les vaisseaux soupçonnés de se livrer à la traite. L'Angleterre se rendit aux remontrances qui lui furent faites, et le résultat immédiat fut une augmentation énorme dans l'importation des esclaves d'Afrique, dont quelques-uns furent débarqués aux États-Unis.

Antérieurement à ce fait, et dans le but d'éloigner de la côte d'Afrique l'escadre américaine, M. Slidell, sénateur pour la Louisiane, proposa au congrès de donner immédiatement l'avertissement préalable d'une année, stipulé dans le traité avec la Grande-Bretagne, pour la suppression de la traite; cette motion ne réunit pas le nombre de voix nécessaires et fut, en conséquence, rejetée.

Dans son message au congrès, en 1858, le président Buchanan transcrivit presque textuellement le manifeste d'Ostende, et M. Slidell demanda au sénat, le 10 janvier 1859, d'allouer au président un crédit de 30 millions de dollars, applicable aux premières négociations pour l'achat de Cuba:

« Attendu, disait M. Slidell, que Cuba possède géographiquement une influence prépondérante sur le vaste commerce, chaque jour plus considérable, de la vallée du Mississipi;

« Attendu que, dans sa présente condition coloniale, cette île continuera forcément à être une source de dommages et d'ennuis, et à mettre en péril les relations amicales entre l'Espagne et les États-Unis....

« Il est décrété qu'une somme de 30 millions de dollars sera mise entre les mains du président, pour être dépensée suivant son jugement... »

En même temps, M. Mason, président du comité des affaires étrangères, demandait que l'on conférât au président des pouvoirs discrétionnaires et la faculté d'employer les forces de terre et de mer de l'Union de telle manière que l'intérêt du pays lui paraîtrait l'exiger, sans avoir besoin d'invoquer l'assentiment préalable du congrès.

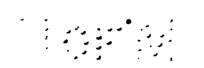
Ces mesures ne furent pas adoptées; mais la discussion qu'elles soulevèrent servit à définir la situation respective de leurs défenseurs et de leurs antagonistes, et à modifier profondément, dans le Nord et dans le Sud, les relations politiques des multitudes.

Dans les premiers temps de l'administration de M. Buchanan, les Mormons de l'Utah s'insurgèrent, refusant de reconnaître les agents locaux nommés par le gouvernement fédéral et de leur obéir. Une armée fut envoyée, à grands frais, au Lac Salé, et, en même temps, on entama des négociations qui empêchèrent l'effusion du sang et rétablirent la tranquillité, mais sans apporter de modifications matérielles aux prétentions des Mormons.

Le territoire de Minnesota, d'une superficie de 216 245 kilomètres carrés, fut admis dans l'Union, en février 1857.

Deux ans après (février 1859), l'Orégon, avec une superficie de 246 645 kilomètres carrés, fut également érigé en État.

La convention nationale démocratique, pour le choix du successeur de M. Buchanan, se réunit à Charleston, le 23 avril 1860. Après une session orageuse de dix jours, les délégués du Sud se retirèrent presque tous, sur le refus des délégués du Nord d'accéder, dans toute

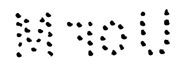


leur teneur, aux prétentions mises en avant par les esclavagistes, et ayant pour but l'introduction de l'esclavage dans les territoires. La convention s'assembla de nouveau à Baltimore, le 18 juin, sans pouvoir s'entendre, ce qui amena, comme la première fois, la sécession de la majeure partie des délégués du Sud. Elle continua toutefois sa session, et choisit, pour candidats à la présidence et à la vice-présidence, Stephen A. Douglas, de l'Illinois, et Herschel V. Johnson, de la Géorgie.

Les délégués séparés se réunirent également en convention, le 28 juin, et désignèrent pour président John C. Breckinridge, du Kentucky, et pour vice-président, Joseph Lane, de l'Oregon.

Le « parti unioniste constitutionnel, » comme il s'appelait alors, composé principalement du parti américain, tint sa convention nationale à Baltimore, le 9 mai, et nomma pour président John Bell, du Tennessee, et pour vice-président, Édouard Everett, du Massachusetts. Ce parti déclara que « il ne reconnaissait pas de principe politique autre que la constitution du pays, l'union des États, et la sanction des lois. »

La convention nationale républicaine se réunit à Chicago, le 16 mai; elle choisit pour président Abraham Lincoln, de l'Illinois, qui avait pour compétiteurs principaux W. H. Seward, du New-York; Simon Cameron, de la Pennsylvanie; Édouard Bates, du Missouri, et S. P. Chase, de l'Ohio. Hannibal Hamlin, du Maine, fut désigné pour la vice-présidence; les autres candidats étaient Cassius M. Clay, du Kentucky; N. P. Banks, du Massachusetts; A. H. Reeder, de la Pennsylvanie, et John Hickman, également de la Pennsylvanie. Cette convention déclara que « les principes promulgués dans la déclaration d'indépendance et compris dans la constitution fédérale, sont essentiels à la sauvegarde des insti-



tutions républicaines, et que la constitution, l'union et les droits des États doivent être et seront maintenus. »

Elle déclara aussi « que le maintien inviolable des droits des États, particulièrement du droit qu'a chaque État d'ordonner et de contrôler ses propres institutions, exclusivement selon ses propres inspirations, est essentiel à l'équilibre des pouvoirs sur lequel sont fondées la perfection et la durée de l'organisation politique du pays. » Elle condamna comme illégale et injustifiable l'invasion de la Virginie par John Brown; déclara que « ce nouveau dogme suivant lequel la constitution, par sa propre force, établit l'esclavage dans un ou dans la totalité des territoires des États-Unis, est une hérésie politique dangereuse », et elle refusa « au congrès, aux législatures locales, ou aux individus, le pouvoir de donner à l'esclavage une existence légale dans aucun des territoires des États-Unis. »

A l'élection présidentielle de novembre 1860, M. Lincoln obtint les votes électoraux de tous les États libres (à l'exception de trois votes du New-Jersey, donnés à M. Douglas), s'élevant ensemble à 180, et fut élu. La Virginie, le Kentucky et le Tennessee (39 voix) votèrent pour M. Bell; le Missouri (9 votes) et le New-Jersey (3 votes), pour M. Douglas; les autres États à esclaves (72 votes) pour M. Breckinridge. Le vote populaire fut : pour Lincoln, 1 857 610 voix; pour Douglas, environ 1 365 976 ; pour Breckinridge, 847 952, et pour Bell, 590 631.

Le 10 novembre, quand ce résultat fut connu, la législature de la Caroline du Sud ordonna l'élection d'une convention chargée de considérer la question de la sécession. Cette convention s'assembla le 17 décembre, et le 20, elle adopta une ordonnance de sécession déclarant que « l'Union existant actuellement entre la Caroline du Sud et les autres États, sous le nom d'États-

Unis d'Amérique, est dès à présent dissoute. » Un exposé des motifs de la sécession fut, en même temps, dressé. Il y était dit : « Nous affirmons que quatorze des États ont formellement refusé, depuis de longues années, de remplir leurs obligations constitutionnelles, et nous en trouvons la preuve dans leurs propres lois.... Dans beaucoup de ces États, l'esclave fugitif est déchargé de son travail, et dans aucun le gouvernement local ne s'est soumis aux stipulations prescrites par la constitution.... Ainsi l'union constitutionnelle a été formellement brisée et méprisée par les États abolitionistes; il suit de là que la Caroline du Sud se trouve dégagée de ses obligations. » Cette déclaration ne fait aucune allusion aux tarifs ou à quelque cause de mécontentement autre que celles mentionnées ci-dessus; mais elle ajoute à ses griefs « l'élévation à la dignité élevée de président des États-Unis d'un homme dont les opinions et les desseins sont hostiles à l'esclavage. »

Dans un discours prononcé à Milledgeville, huit jours, à peine, après l'élection du président Lincoln, M. Alexandre H. Stephens[1], de la Géorgie, qui fut, pendant longtemps, un des membres du Sud les plus distingués du congrès, définit ainsi les motifs allégués par le Sud pour refuser de reconnaître la nouvelle administration :

« Je ne suis pas de ceux qui croient que l'Union nous a été funeste. Où trouveriez-vous soit en Europe, soit en Asie, ou dans le reste de l'Amérique, un gouvernement qui ait, dans tous les temps, depuis qu'il existe, et dans toutes les circonstances, respecté et protégé plus efficacement les libertés du peuple? Je dirai même qu'à mon avis nous avons trop de liberté, nous avons une trop grande abondance de biens dont nous sommes indignes.

« .... Mon ami M. Tombs fait valoir, comme l'un des

1. Actuellement vice président des États-Confédérés (1863).

motifs secondaires qui doivent déterminer le Sud à la séparation, la question du tarif. Quelques mots doivent suffire pour faire justice de ce grief. Lorsque je suis entré dans la vie politique en 1832, la Caroline du Sud menaçait de se retirer de l'Union pour une question de tarif. Mais la difficulté fut aplanie, et nous n'avons eu, depuis 1833, au sujet du tarif, aucun motif de plainte. Le tarif actuel (celui de 1857) a été voté par la Caroline du Sud aussi bien que par le Massachusetts. Il est donc inexact de dire que le Sud est obligé de payer des droits arbitraires imposés par le Nord, puisque les représentants du Massachusetts, à l'unanimité, se sont prêtés à abaisser les droits autant que les hommes d'État du Sud l'ont désiré.

« Ne peut-on pas espérer, si les hommes d'État du Massachusetts en sont venus, en 1857, à penser, relativement au tarif, comme les hommes d'État de la Caroline du Sud, qu'en 1861, ils penseront comme ceux de la Caroline du Sud et de la Géorgie, sur les autres questions qui agitent aujourd'hui le pays? J'ai foi, pour mon compte, dans le triomphe final de nos idées.

« Si la politique de M. Lincoln et de son parti devait devenir la règle de conduite de la nouvelle administration, oh! alors, je vous dirais que nous devons défendre, à tous hasards et par tous les moyens, nos droits, nos intérêts et notre honneur.

« Quelle est la politique de M. Lincoln? La voici en deux mots : exclure par un acte du congrès notre propriété esclave des territoires, et s'opposer de toutes façons à l'extension de l'esclavage. Si le congrès devait ainsi user de son pouvoir contre nous, nous devrions adopter la politique conseillée dans le célèbre programme de la Géorgie en 1850; nous devrions sortir de l'Union, et il n'y aurait pas une nation dans le monde qui n'approuvât notre conduite.

« Si le gouvernement obtenait du congrès le rappel, ou simplement quelque modification à la loi des esclaves fugitifs, je vous dirais : « Peuple de la Géorgie, ap- « prêtez vos armes ! »

Quelques jours après la déclaration de sécession, les forces de la Caroline du Sud s'emparèrent, à Charleston, de la douane des États-Unis, de l'hôtel des postes, de l'arsenal, ainsi que des forts Pinckney et Moultrie, défendant la rade. Le major Anderson, commandant ces forts pour les États-Unis, s'enferma avec leur garnison, composée seulement de quatre-vingts hommes, dans le fort Sumter.

Les autres États esclavagistes ne tardèrent pas à suivre l'exemple de la Caroline du Sud. Le Mississipi abandonna l'Union, le 9 janvier, la Floride, le 10 du même mois, l'Alabama, le 11, la Géorgie, le 19, la Louisiane, le 26, et le Texas, le 1er février. Dans tous ces États, les douanes, les arsenaux maritimes et les forts appartenant aux États-Unis furent saisis par les séparatistes, à l'exception du fort Sumter, et du fort Pickens, dans la Floride; l'énergique conduite du lieutenant Slemmer, sauva ce dernier fort dans lequel il commandait. Les positions de l'extrémité méridionale de la Floride restèrent également entre les mains du gouvernement.

Au début des mesures actives prises par le Sud, l'armée des États-Unis ne comptait que 10000 hommes qui, par l'ordre de M. Floyd, ministre de la guerre et partisan de la sécession, avaient été dispersés dans les parties les plus reculées du pays. Quant aux forces navales, elles étaient presque toutes disséminées dans les stations étrangères. D'après les ordres de M. Floyd, également, un énorme mouvement d'armes, des arsenaux du Nord à ceux du Sud, avait eu lieu; un seul de ces ordres avait pour objet cent quinze mille fusils; d'autres ordres concernaient un grand nombre de

pièces d'artillerie et une quantité considérable de munitions.

Le congrès s'assembla à Washington, le 3 décembre 1860. Dans son message annuel, le président ne parlait, pour ainsi dire, que du mouvement séparatiste, et il fut forcé de reconnaître que ce mouvement avait éclaté sans provocation de la part du gouvernement fédéral, et sans aucun acte agressif contre les droits des États du Sud. Il recommanda, comme le moyen le plus efficace pour enrayer la révolution, un amendement à la constitution embrassant les trois points suivants :

1° La reconnaissance absolue du droit de posséder des esclaves dans les États où ce droit existe ou existera dans la suite;

2° Le devoir de protéger ce droit dans tous les territoires, pendant leur existence comme territoires, et jusqu'à leur admission dans l'Union comme États, avec ou sans esclavage, ainsi que le prescrira leur constitution ;

3° La reconnaissance, en premier lieu, du droit du maître de réclamer l'extradition et la remise entre ses mains de l'esclave qui se sera enfui d'un État dans un autre; en second lieu, de la validité de la loi contre les esclaves fugitifs; le tout avec une déclaration que les lois locales modifiant ou rapportant ledit droit seront, par ce fait même, des violations de la constitution et devront être, en conséquence, considérées comme nulles et non avenues.

Cette partie du message fut renvoyée, par le sénat, à un comité de treize membres, qui, le 31 décembre, vint constater qu'on n'avait pu tomber d'accord sur aucun plan général de médiation.

M. Crittenden, du Kentucky, un des chefs du parti américain, proposa, le 18 décembre, un compromis ayant pour objet de renouveler la ligne du Missouri,

36° 30'; de prohiber l'esclavage au nord de cette ligne et de l'autoriser au sud; d'admettre les nouveaux États, avec ou sans esclavage, suivant leur constitution; d'empêcher le congrès d'abolir l'esclavage, dans le district de Columbia, aussi longtemps qu'il existerait dans la Virginie et le Maryland; de permettre l'introduction des esclaves, par voie de mer ou de terre, dans les États; de rembourser le prix de tout esclave fugitif relâché après arrestation ; de demander le rappel des lois locales sur la liberté individuelle; toutes ces concessions devant être soumises au peuple comme amendement à la constitution, et, une fois adoptées, ne jamais être modifiées.

Le sénat rejeta la proposition de M. Crittenden et adopta celle de M. Clark, du New-Hamsphire formulée dans les résolutions suivantes :

« Les stipulations de la constitution sont suffisantes pour la sauvegarde de l'Union et la protection de tous les intérêts matériels du pays;

« La constitution a besoin d'obéissance et non d'amendement; pour sortir des dangers présents, il faut plutôt avoir recours à des efforts énergiques pour maintenir la paix, protéger la propriété publique et appliquer les lois, qu'à des garanties pour des intérêts privés, des compromis pour des difficultés particulières et des concessions pour des demandes déraisonnables;

« Toutes les tentatives faites dans le but de dissoudre l'Union actuelle, de détruire ou d'abandonner la présente constitution, avec l'espérance ou le désir d'en créer une nouvelle, sont dangereuses, illusoires et destructives;

« Le sénat des États-Unis ne pense pas qu'une pareille reconstruction soit praticable; en conséquence, toutes les forces de l'administration, toute l'énergie des bons citoyens doivent être dirigées vers le maintien de

l'union et de la constitution telles qu'elles existent actuellement. »

Ces résolutions expriment substantiellement la situation, dans le congrès, des républicains devenus maîtres de la majorité dans les deux chambres, par suite de l'absence des sénateurs et des représentants appartenant aux États séparés. Vers l'époque de leur adoption, la législature de la Virginie adopta des résolutions recommandant à chacun des États de nommer des commissaires pour une convention destinée à « régler les malheureuses dissidences du moment. » Cette proposition reçut l'approbation du président, et les États loyaux s'empressèrent, pour la plupart, de désigner des délégués. Il n'en vint aucun des États séparés.

Cette convention se réunit à Washington, le 4 février 1861, et choisit pour président John Tyler, de la Virginie, ancien vice-président. Après une session de trois semaines, elle présenta à la sanction du congrès une série d'amendements à la constitution, ayant pour objet :

1° De prohiber l'esclavage au nord du 36° 30′ de latitude ainsi que dans les territoires, et de défendre toute législation générale ou locale contraire à l'esclavage au sud de cette ligne ;

2° De prohiber toute nouvelle acquisition de territoire sans l'assentiment d'une majorité de sénateurs appartenant aux États libres et aux États à esclaves ;

3° De défendre au congrès de régler, abolir ou contrôler l'esclavage dans aucun État ; de s'occuper de l'esclavage, ou de l'abolir, dans le district de Columbia, ou dans les autres lieux placés exclusivement sous la juridiction fédérale, et d'imposer les esclaves à un taux plus élevé que le sol ;

4° D'autoriser les États à poursuivre l'extradition des esclaves fugitifs ;

5° De prohiber la traite étrangère.

Une autre section du projet de loi pourvoyait au payement, par le trésor des États-Unis, de la valeur d'un esclave fugitif dont la populace, la violence ou l'intimidation auraient empêché l'extradition. Les première, troisième et cinquième sections du projet devaient faire partie intégrante et permanente de la constitution et ne pas être abolies ou amendées sans le consentement unanime des États.

Ces propositions furent toutes rejetées par le congrès, qui avait eu à délibérer sur une série de mesures de la même nature, dont aucune n'avait obtenu le nombre de votes suffisant. La chambre, cependant, recommanda l'amendement suivant à la constitution, par un vote des deux tiers des membres, 133 contre 65 :

« Aucun amendement ne sera introduit dans la constitution qui donne au congrès l'autorisation ou le pouvoir de s'occuper de l'esclavage, ou de l'abolir, dans aucun des États dont les institutions locales admettent cette institution, en y comprenant les individus obligés au service ou au travail par les lois dudit État. »

Pendant que ces questions s'agitaient au congrès, des discussions sérieuses avaient lieu dans le cabinet du président Buchanan, au sujet du ravitaillement des forts de la rade de Charleston, mesure à laquelle M. Floyd, le ministre de la guerre, se refusait avec obstination, et que réclamait énergiquement le général Cass, ministre des affaires étrangères, qui, le 14 décembre, donna sa démission par suite du refus du président d'ordonner le ravitaillement.

Quatre jours auparavant, Howell Cobb, ministre des finances, avait rendu son portefeuille et s'était retiré dans son habitation de Géorgie, où il entra immédiatement et activement dans le mouvement de sécession. Son emploi fut donné à Philip F. Thomas, du Maryland, et

M. Black, l'attorney général, devint ministre des affaires étrangères.

Peu après, le major Anderson ayant inopinément évacué le fort Moultrie pour se retirer au fort Sumter, et le président s'étant péremptoirement refusé à ordonner le rappel complet des troupes stationnées dans la rade de Charleston, rappel sur lequel insistait M. Floyd, ce dernier se retira et fut remplacé, à la guerre, par Joseph Holt, qui avait succédé, aux postes, à Aaron V. Brown, mort en 1859. Presque immédiatement après sa démission, M. Floyd fut accusé, par le grand jury du district de Columbia, d'avoir, à la fin de 1860, soustrait du ministère de l'intérieur des obligations pour une valeur de 870 000 dollars (4 millions 350 000 francs). Les services signalés qu'il avait rendus à la cause de la sécession, en fournissant aux États du Sud des armes provenant des arsenaux du Nord, furent récompensés par le grade de brigadier général dans l'armée confédérée.

Le 29 décembre, des commissaires de la Caroline du Sud, récemment arrivés à Washington, s'efforcèrent d'ouvrir avec le président des négociations pour la reddition à la Caroline du Sud des forts des États-Unis et d'autres propriétés nationales comprises dans ledit État. Le président refusa de les recevoir en qualité de commissaires; il refusa également de rendre ou d'évacuer le fort Sumter et permit au cabinet d'essayer de faire parvenir des renforts au major Anderson. Ces renforts, embarqués sur le steamer *Star of the West* (Étoile de l'Ouest), quittèrent New-York, le 5 janvier 1861, et arrivèrent en vue de Charleston, dans la matinée du 9 mars. *L'Étoile de l'Ouest*, canonnée par les batteries de l'État, fut obligée de se retirer sans avoir pu effectuer le débarquement des troupes. Ce fait servit de prétexte à la démission immédiate de Jacob Thompson, ministre de l'intérieur, qui se retira dans son État natal, le Mississipi.

Le même Thompson avait, étant ministre, reçu du gouvernement révolutionnaire de cet État la commission de visiter la Caroline du Nord et d'en provoquer la sécession, mandat qu'il avait accompli religieusement.

Quelques jours plus tard, M. Thomas, qui désapprouvait également la tentative de ravitaillement du fort Sumter, abandonna le ministère des finances. Il eut pour successeur John A. Dix, du New-York, que l'on supposait disposé à soutenir, par les mesures les plus énergiques, l'autorité du gouvernement.

A ce moment, les législatures du New-York, de l'Ohio et du Massachusetts offrirent au président la totalité de leurs milices, tandis que la législature de la Caroline du Sud déclarait que toute tentative faite en vue du ravitaillement du fort Sumter serait considérée comme une déclaration de guerre. Les défenseurs du fort furent abandonnés à leurs propres ressources, pendant l'administration du président Buchanan, laquelle prit fin le 4 mars 1861.

CHAPITRE VI.

Administration d'Abraham Lincoln (1861-1863).

Le président élu quitta sa résidence de Springfield (Illinois), dans les premiers jours de février, afin d'arriver à Washington à temps pour son installation, le 4 mars, après avoir fait de courtes visites aux principales villes placées sur sa route. Quand il arriva à Philadelphie, il reçut l'avis d'un complot formé pour l'assassiner, à son passage par Baltimore, et, sur le conseil du général Scott et du sénateur Seward, il résolut de ne se rendre qu'à deux des invitations qu'il avait acceptées, l'une desquelles avait pour objet d'arborer un drapeau sur Independance-Hall, à Philadelphie[1], cérémonie qu'il voulut accomplir, quand bien même, dit-il, cela devrait lui coûter la vie.

Il partit ensuite pour Harrisburg, où la législature de la Pennsylvanie le reçut officiellement. A six heures du soir, il monta secrètement dans une voiture qui le conduisit à l'embarcadère, où l'attendait un train spécial, et retourna à Philadelphie. Dès que le train se mit en route, les fils télégraphiques furent coupés, afin que le

1. C'est dans ce monument que fut signée la déclaration d'Indépendance, en 1776.

départ du président, quand il serait connu, ne pût être divulgué au loin. A Philadelphie, le président et le marshall Lamon, de Washington, son seul compagnon, montèrent dans un wagon-salon du train pour Washington, et ils arrivèrent dans la capitale fédérale, le lendemain 23 février, à six heures du matin.

Une foule immense s'était portée à la station de Baltimore, et sa conduite, lorsque passa le train dans lequel, croyait-on, se trouvait le président, ne laissa aucun doute sur ses intentions et justifia les précautions prises par M. Lincoln pour atteindre Washington. Cette preuve manifeste des projets désespérés formés par les ennemis de la nouvelle administration rendit nécessaire la présence, dans la capitale, d'une certaine force militaire, pour prévenir les troubles de même nature, lors des cérémonies de l'inauguration. Mais tout se passa tranquillement, le 4 mars, au Capitole, suivant l'usage.

Dans le discours qu'il prononça à cette occasion, le président déclara que l'entrée au pouvoir d'une administration républicaine ne donnait aux États du Sud aucun motif de craindre une attaque contre leurs droits.

« Loin de moi, dit-il, l'idée de m'immiscer, directement ou indirectement, dans l'institution de l'esclavage dans les États où elle est en vigueur. Je pense n'avoir pas ce droit, et je n'ai pas l'intention d'agir ainsi. Ceux qui m'ont choisi et élu savaient parfaitement que j'avais maintes fois fait une semblable déclaration, et que jamais je ne m'étais rétracté. » Il chercha ensuite à prouver qu'aucun État, de son propre mouvement, n'a le droit de se retirer légalement de l'Union ; que toutes les résolutions ou ordonnances qui concourent à cette fin, sont légalement nulles ; et que tous actes de violences, commis par un ou plusieurs États contre l'autorité des États-Unis, constituent, suivant le cas, l'insurrection ou la révolution. « Je pense donc, ajouta-t-il, qu'en ce

qui concerne la constitution et les lois, l'Union n'est pas dissoute; et, dans la limite de mes pouvoirs, je veillerai, comme la constitution me l'ordonne expressément, à ce que les lois de l'Union soient fidèlement exécutées dans tous les États. »

M. Lincoln choisit pour ministres William H. Seward, du New-York (affaires étrangères); Salmon P. Chase, de l'Ohio (finances); Simon Cameron, de la Pennsylvanie (guerre); Gidéon Welles, du Connecticut (marine); Caleb B. Smith, de l'Indiana (intérieur); Edouard Bates, du Missouri (attorney général); et Montgomery Blair, du Maryland (postes).

Les États séparés s'efforçaient énergiquement, de leur côté, d'organiser un gouvernement et de trouver les moyens de le soutenir. Le 4 février 1861, un congrès composé de délégués de la Caroline du Sud, de la Géorgie, de la Floride, de l'Alabama, du Mississipi et de la Louisiane, se réunit à Montgomery (Alabama) et choisit Howell Cobb pour président. Le congrès adopta, pour le gouvernement provisoire des « États confédérés d'Amérique, » une constitution dont les traits généraux étaient identiques à celle des États-Unis. La constitution définitive et permanente fut adoptée, peu après, le 11 mars. Ce dernier document, dans presque toutes ses parties, imite servilement les termes et la disposition de la constitution des États-Unis. Les divergences principales sont comprises dans les clauses suivantes :

« Le congrès peut, par une loi, accorder au premier agent de chacun des départements de l'exécutif, un siége dans les deux chambres, avec le droit de discussion sur les mesures relatives à son département. »

« Aucunes primes ne seront accordées par le trésor, aucunes taxes, aucuns droits sur l'importation ne seront établis pour encourager ou protéger quelque branche d'industrie que ce soit. »

« Les citoyens de chaque État.... auront le droit de transit et de séjour dans tout État de la confédération, avec leurs esclaves, leurs meubles ou immeubles; et jamais il ne sera porté atteinte au droit de propriété sur lesdits esclaves. »

« Les esclaves ou les individus contraints au service ou au travail dans tout État ou territoire de la confédération, d'après les lois locales en vigueur, qui se seront enfuis ou auront été légalement conduits dans un autre État, ne pourront, en conséquence des lois et règlements existant dans ledit État, être déchargés de leur service ou travail, mais seront rendus sur la réclamation des propriétaires desdits esclaves ou de ceux à qui sont dus lesdits service et travail. »

« Les États confédérés peuvent acquérir de nouveaux territoires.... Dans ces territoires, l'institution de l'esclavage africain, telle qu'elle existe actuellement dans les États confédérés, sera reconnue et protégée par le congrès et par le gouvernement territorial; et les habitants des divers États confédérés et territoires auront le droit de conduire, dans les territoires acquis, les esclaves qu'ils possèdent légalement dans un des États ou territoires de la confédération. »

La constitution défend au gouvernement confédéré toute modification intérieure; les retraits d'emploi, à l'exception des charges ministérielles, doivent être justifiés et soumis au sénat avec un exposé de motifs; enfin, le mandat du président et du vice-président se prolonge pendant six années, le président n'étant pas rééligible.

Le congrès élut, à l'unanimité, pour président Jefferson Davis, et pour vice-président Alexandre H. Stephens. Tous deux furent installés le 18 février. Robert Toombs, de la Géorgie, fut chargé du portefeuille des affaires étrangères; Charles G. Memminger, de la Caroline du Sud, de celui des finances; L. Pope Walker, de celui de

la guerre, et John H. Réagan, du Texas, de celui des postes. Le cabinet se modifia, dans la suite, par la substitution de R. M. T. Hunter, de la Virginie, à Robert Toombs, au département des affaires étrangères, par la nomination, à la marine, de Stephen R. Mallory, de la Floride, et par celle de Judah P. Benjamin, de la Louisiane, aux fonctions d'attorney général.

Dans un discours prononcé à Savannah, M. Stephens expliqua ainsi les principes sur lesquels était fondé le nouveau gouvernement.

« La nouvelle constitution a apaisé pour jamais tous les ferments de discorde inhérents à nos institutions, — l'esclavage africain tel qu'il existe actuellement parmi nous, le *status* particulier du nègre dans notre forme de civilisation. Ce fut la cause immédiate de la dernière rupture et de la présente révolution. Jefferson, dans sa sagesse, avait prévu que ce serait la pierre d'achoppement contre laquelle trébucherait la vieille Union.... Il avait la conviction, et les chefs politiques du temps de la formation de l'ancienne constitution la partageaient, que la réduction à l'esclavage de l'Africain était une violation flagrante des lois naturelles; que cet acte était une faute, en principe et aux points de vue social, moral et politique.... Notre nouveau gouvernement a pour base des idées diamétralement opposées; ses fondements sont établis, sa pierre angulaire repose sur cette grande vérité que le nègre n'est pas l'égal du blanc, et que l'esclavage, sujétion à une race supérieure, est la condition normale et naturelle du nègre. Notre gouvernement est le premier, dans l'histoire du monde, qui ait pris pour principe fondamental ce fait incontestablement vrai, physiquement, philosophiquement et moralement. »

Une armée confédérée fut organisée; on mit à sa tête des officiers sortis de l'armée des États-Unis par suite de la sécession des États auxquels ils appartenaient par

droit de naissance ou à titre de citoyens. Le 3 mars, on chargea un de ces officiers, le général P. G. T. Beauregard, ancien major de l'armée régulière, d'aller prendre, à Charleston, le commandement des forces confédérées. A peu près à la même époque, des commissaires furent envoyés en Angleterre, en France, en Russie et en Belgique, pour y poursuivre la reconnaissance des États confédérés en qualité de puissance indépendante. Trois autres commissaires partirent pour Washington. Ils y arrivèrent le 5 mars, mais ils ne furent ni reçus, ni reconnus officiellement.

Le 8 avril, le gouvernement de Washington, en conséquence d'un accord antérieur, notifia au général Beauregard son intention de ravitailler le fort Sumter; de leur côté, les autorités confédérées ordonnèrent au général d'essayer d'emporter cet ouvrage. Le feu fut ouvert le 12; après un bombardement de trente-quatre heures, le major Anderson capitula avec tous les honneurs de la guerre, et s'embarqua, en destination de New-York, avec toute la garnison.

Le jour suivant (15 avril), le président Lincoln lança une proclamation demandant aux gouverneurs des différents États de fournir, pour un service de trois mois, 75 000 hommes destinés à contribuer à la réoccupation des forts, arsenaux et autres propriétés fédérales capturés par les séparatistes. Le Nord tout entier se leva comme un seul homme. La première compagnie quitta Boston le jour même, et le 6e régiment de milice du Massachusetts partit pour Washington le lendemain.

Les gouverneurs de la Virginie, de la Caroline du Nord, du Tennessee, du Kentucky et du Missouri refusèrent de fournir leur contingent; mais cette lacune fut plus que comblée par les autres États, 77 000 hommes se trouvant réunis sous le drapeau dans un espace de temps incroyablement court.

Le Sud, affectant de considérer cette concentration comme une déclaration de guerre, commença à diriger des troupes sur la Virginie, sans aucun doute, dans le but de s'emparer de Washington et d'assurer à la confédération l'adhésion indécise des États frontières (Border States). Mais la capitale se trouva bientôt couverte par une force trop considérable pour être entamée, et une insurrection projetée dans le Maryland fut étouffée dans son germe par la promptitude d'action du général B. F. Butler, du Massachusetts; il courut à Baltimore, avec les troupes du Nord stationnées à Annapolis, et occupa Federal-Hill qui, avec le fort Mac Henry placé dans la rade, commande complétement la ville. Mais auparavant, deux régiments, l'un du Massachusetts, l'autre de la Pennsylvanie, avaient été, à leur passage dans Baltimore, assaillis par la foule (19 avril), et il en était résulté quelques morts.

La convention d'État de la Virginie, alors en séance, rendit une ordonnance de sécession, qui devait avoir son effet après ratification par le peuple; mais avant même que cette ratification eût pu être donnée, l'État et toute sa milice furent placés sous le contrôle du gouvernement confédéré. Le Tennessee adopta une mesure identique; et cependant, dans l'un et l'autre de ces États, l'Union comptait des sympathies aussi ardentes que nombreuses; le Tennessee oriental et la Virginie occidentale avaient, presque unanimement, conservé leur loyauté, et la dernière demanda, dans la suite, son admission dans l'Union, comme État distinct.

Le gouverneur du Maryland, après avoir d'abord conseillé à l'État de garder la neutralité, finit par appeler le contingent que réclamait de lui le président.

L'Arkansas se sépara le 6 mai, et la Caroline du Nord le 21. Le Missouri et le Kentucky adoptèrent la neutra-

lité. Le nombre des États séparés, à cette époque, s'élevait à onze, chiffre qui ne fut jamais dépassé.

Le congrès confédéré s'ajourna, à Montgomery, le 21 mai, en décidant qu'il se réunirait à Richmond, le 20 juin. Antérieurement à cet ajournement, une constitution permanente avait été dressée et ratifiée par les États, en remplacement de la constitution provisoire précédemment adoptée. Dans le même temps, les confédérés continuèrent à saisir tous les postes militaires sur lesquels ils pouvaient mettre la main. L'arsenal de Harper's Ferry, en Virginie, tomba en leur pouvoir, le 18 avril, la garnison ayant, au préalable, mis le feu aux constructions et détruit la plus grande partie des armes. Ils firent également des préparatifs pour s'emparer de l'arsenal maritime de Gosport, près de Norfolk (Virginie), où se trouvaient alors, outre quelques navires hors de service, la frégate à vapeur *Merrimac*, le transport à trois ponts *Pennsylvania*, les sloops de guerre *Germantown, Plymouth et Cumberland*, et le brick *Dolphin*. Les officiers commandants, désespérant de pouvoir défendre cet arsenal, mirent le feu au *Pennsylvania* (20 avril), et sabordèrent tous les autres navires, à l'exception du *Cumberland*, qu'ils réussirent à faire sortir de la rade. Les constructions de l'arsenal furent en partie incendiées, mais l'artillerie et les munitions, qui s'y trouvaient accumulées en quantités considérables, tombèrent aux mains des confédérés. *Le Merrimac* aussi avait relativement peu souffert; il fut relevé, couvert d'une armature de fer, et devint par la suite une formidable machine de guerre.

Le gouvernement fédéral se trouvait alors dans une position extrêmement critique. Il ne manquait pas de soldats, mais les armes lui faisaient presque absolument défaut. Depuis la prise de Harper's Ferry, il ne lui restait plus qu'un seul arsenal de construction, celui de

Springfield (Massachusetts); sa marine était disséminée dans les diverses parties du monde; presque tous les officiers des armées de terre et de mer, nés dans le Sud, avaient donné leur démission, et les départements ministériels regorgeaient de personnes d'une loyauté au moins douteuse. Le gouvernement fit immédiatement acheter des armes à l'étranger; les manufactures particulières des États du Nord fabriquèrent sans relâche; les navires en mission furent rappelés, et le ministre de la marine s'occupa activement à acheter ou commissionner des bâtiments de commerce et à les équiper en navires de guerre.

Le 19 avril, le président proclama le blocus de tous les ports des États séparés. Le 3 mai, il fit un appel de 42000 volontaires, pour un service de trois années, ou pour toute la durée de la guerre, augmenta de 22714 hommes les cadres de l'armée de terre, et de 18000 matelots ceux de la marine. Les individus convaincus ou soupçonnés de trahison furent arrêtés par ordre du ministre des affaires étrangères et renfermés dans les forts nationaux, et les agents militaires reçurent l'ordre de méconnaître tout rescrit d'*habeas corpus* ayant pour objet l'élargissement de ces prisonniers.

Le 24 mai, les forces nationales entrèrent en Virginie et s'emparèrent des hauteurs d'Arlington et d'Alexandria, sur le Potomac, en face de Washington. Peu après, Mac Clellan, avec les troupes de l'Ohio et de l'Indiana, envahit la Virginie occidentale.

Le gouvernement confédéré délivra des lettres de marque et de représailles, et, pour obliger les nations étrangères à lever le blocus, il prohiba l'exportation du coton par tous autres ports que ceux du Sud. Les troupes disponibles furent, pour la plus grande partie, poussées en avant, et placées sur une ligne traversant la Virginie, de Harper's Ferry à Norfolk. Leur position la plus solide-

ment établie se trouvait à Manassas Junction, sur la route directe de Washington à Richmond, où le siége du gouvernement avait été établi en juillet, le vote du peuple de la Virginie ayant, le 23 mai, ratifié l'ordonnance de sécession. En même temps, des batteries furent élevées le long de la rive droite du Potomac, ce qui obligea le gouvernement fédéral à conserver sur le fleuve, jusqu'au printemps de l'année suivante, une force navale considérable.

En juin, et dans les premiers jours de juillet, plusieurs engagements sans importance eurent lieu dans la Virginie orientale, généralement à l'avantage des fédéraux; tandis que, dans la Virginie occidentale, les victoires de Mac Clellan, de Kelley de Dumont, de Rosencrans et de 'Lander à Philippi, Rich-Mountain et autres lieux, rendirent les fédéraux maîtres absolus de cette portion de l'État. Vers le milieu de juillet, les troupes postées dans et autour de Washington et s'élevant à 40 000 hommes, sous le commandement du général Irvin Mac Dowell, commencèrent à se mouvoir dans la direction de Manassas Junction, où le général Beauregard s'était retranché avec 27 000 hommes. En même temps, le général Patterson avait été placé à Winchester, à 80 kilomètres nord-ouest de Manassas, avec ordre de tenir en échec le général Joseph E. Johnston, stationné dans cet endroit avec 16 000 hommes. Le corps d'armée de Mac Dowell se trouva tellement réduit par la nécessité de tenir ouvertes ses lignes de communication, par le départ des engagés pour trois mois et par d'autres causes, qu'en arrivant à Bull Run, petit ruisseau près de Manassas, il n'avait plus que 18 000 hommes.

C'est là que se livra la sanglante bataille du 21 juin. La victoire resta aux fédéraux jusqu'à la fin de l'après-midi, moment où le général Johnston ayant éludé la surveillance de Patterson, et opéré sa jonction avec

Beauregard, une terreur panique s'empara de l'armée nationale, qui fut mise dans une déroute complète. Les pertes des fédéraux s'élevèrent à 481 tués, 1011 blessés, 1200 prisonniers, 27 pièces de canon et 4000 fusils; celles des confédérés, suivant le rapport officiel, à 269 tués et 1483 blessés. Le jour suivant, le général Mac Clellan fut placé à la tête de l'armée du Potomac; il passa tranquillement le reste dè l'été et tout l'hiver à réorganiser et à discipliner son armée.

Immédiatement après la bataille de Bull's Run, le congrès réuni en session spéciale, le 4 juillet, vota l'appel de 500 000 hommes, pour trois années, et les États loyaux répondirent à cet appel avec plus d'enthousiasme encore qu'après la chute du fort Sumter.

Le 16 août, le président lança une proclamation défendant toutes relations avec les États séparés. Le même jour, le général Wool prit le commandement du fort Monroe, où une force considérable, composée de soldats du Nord, se concentrait depuis quelque temps, sous les ordres du général Butler.

Peu après la bataille de Bull's Run, l'armée du Sud avança ses lignes jusqu'à une portée de canon de Washington, l'armée fédérale restant campée, partie sur les hauteurs d'Arlington, partie sur la rive septentrionale du Potomac, en amont et en aval de Washington.

Les opérations militaires s'accomplissaient avec des fortunes diverses, dans d'autres parties du pays. Les 28 et 29 août, les forts Hatteras et Clark, dans le goulet d'Hatteras, la principale issue du détroit de Pamlico, sur la côte de la Caroline du Nord, furent bombardés et pris par une expédition navale sous les ordres du commodore Stringham; et le jour suivant, les confédérés évacuèrent le fort Morgan, dans le goulet d'Ocracoke, autre issue des mêmes eaux. Une autre expédition navale, sous les ordres du capitaine Samuel F. Dupont, consistant en

84 navires et transports, et portant 20 000 hommes de débarquement commandés par le général T. W. Sherman, mit à la voile d'Hampton-Roads, le 29 octobre, pour Port-Royal, près de Beaufort (Caroline du Sud), et le 7 novembre, attaqua les forts Walker et Beauregard, à l'entrée de la rade. L'attaque faite par 16 bâtiments rangés en ellipse entre les deux forts, et faisant alternativement feu sur l'un et sur l'autre, eut, après un combat de trois heures, pour résultat la fuite précipitée des garnisons confédérées, qui abandonnèrent aux vainqueurs de 40 à 50 canons. La plus belle rade des côtes du Sud devint ainsi un point de ralliement pour la flotte de blocus, et une base favorable pour les opérations futures.

Pendant que s'accomplissaient ces événements, le Missouri était tombé dans un état presque anarchique. Malgré la neutralité que l'État s'était décidé à conserver, le gouverneur, Claiborne F. Jackson, et la majorité de la législature, agissaient dans l'intérêt de la Confédération du Sud. A l'approche des troupes fédérales, Jackson et les membres dissidents de la législature quittèrent précipitamment Jefferson City, le siége du gouvernement, et furent déposés par une convention d'État (30 juillet), qui nomma Hamilton R. Gamble gouverneur provisoire. Jackson se rendit dans l'Arkansas où se concentraient, sous le général Mac Culloch, des troupes confédérées destinées à envahir le Missouri. Le 5 juillet, un détachement de ces troupes, sous les ordres du général Rains, fut défait à Carthage, dans la partie sud-ouest du Missouri, par le colonel (maintenant général) Sigel; et, le 10, dans la même partie de l'État, à Wilson's Creek, ou Dug Spring, près de Springfield, eut lieu un autre combat où fut tué le général fédéral Lyon. Le colonel Sigel, auquel incomba alors le commandement, recula vers Rolla, près du centre de l'État, et toute la partie

sud du Missouri, avec ses riches mines de plomb, fut ainsi entière abandonnée à l'ennemi.

Pendant ce temps, le général Fremont avait été investi du commandement du département militaire de l'Ouest (9 juillet), et, le 31 août, il mit en état de siége toute la portion du Missouri occupée par l'armée nationale. Un des incidents les plus mémorables du conflit dans le Missouri fut la défense de Lexington, sur la rivière Missouri, dans l'ouest de l'État, où 2700 hommes, sous les ordres du colonel James B. Mulligan, tinrent pendant trois jours contre les 26 000 hommes du général Sterling Price et ne se rendirent (20 septembre) qu'après avoir souffert, pendant deux jours entiers, du manque absolu d'eau, leurs communications avec la rivière ayant été coupées. Un mois plus tard, Fremont entra en campagne, après avoir, avec des difficultés extraordinaires, organisé son armée; mais avant qu'il eût entrepris aucune opération décisive, il fut remplacé (2 novembre) par le général Hunter, et l'armée de l'Union recula de nouveau vers Saint-Louis, suivie pas à pas par les forces du général Sterling Price. Le 18, le général Halleck prit le commandement du département, et à la fin de décembre, Price, en pleine retraite, se dirigeait sur l'Arkansas, après avoir perdu, en quelques jours, 2500 prisonniers et une grande quantité d'approvisionnements.

Vers le 1er octobre, l'armée confédérée stationnée devant Washington commença à se replier, et les lignes nationales furent poussées en avant. Le 21, une portion du corps d'armée du général Stone ayant passé le Potomac à Ball's Bluff ou Edward's Ferry, à mi-chemin, à peu près, entre Harper's Ferry et Washington, fut désastreusement battue par le général confédéré Evans, et perdit 900 hommes sur un effectif de 2100. Le colonel E. D. Baker, sénateur des États-Unis pour l'Orégon, resta parmi les morts.

Le 1[er] novembre, le général Scott, commandant en chef des armées des États-Unis, se retira du service actif et fut remplacé par le général George B. Mac Clellan.

Vers ce temps les unionistes du Tennessee oriental qui, jusque-là, avaient été tenus en respect par les séparatistes, commencèrent à donner des marques de loyauté envers l'Union en détruisant un certain nombre de ponts qui servaient de communications entre les divers corps confédérés.

Le 6 novembre eut lieu, dans les États du Sud, sous l'empire de leur constitution définitive, l'élection du président et du vice-président. Davis conserva la présidence et Stephens la vice-présidence pour six années. Ils furent installés au mois de février suivant.

Le 8 novembre, le capitaine Charles Wilkes, commandant la frégate *San Jacinto*, en donnant la chasse à des corsaires dans les Indes occidentales, intercepta le steamer-poste anglais *Trent*, parti de la Havane pour Southampton, et, sur sa propre responsabilité enleva, de force, pour les transporter à son bord, MM. Mason et Slidell, commissaires des États confédérés en Angleterre et en France. Ce fait, considéré par la Grande-Bretagne comme une insulte à son pavillon, souleva contre les États-Unis l'opinion publique, et la guerre avec l'Angleterre parut, un instant, imminente. Mais le président décida que les commissaires seraient rendus au ministre d'Angleterre, déclarant que ces commissaires étaient bien réellement contrebande de guerre, conformément aux principes que le gouvernement anglais avait récemment maintenus et jamais ouvertement rétractés; mais que, eu égard aux prescriptions du droit des gens auxquelles les États-Unis s'étaient toujours scrupuleusement conformés, le capitaine Wilkes n'avait le droit d'enlever les commissaires qu'en saisissant également le navire qui les por-

tait et en le conduisant au port où la capture en aurait été ratifiée par une cour des prises.

Le 20 décembre, le brigadier général Ord défit les confédérés à Dranesville, sur la route de Washington à Leesburg, en leur faisant subir des pertes considérables.

A la fin de l'année, les États-Unis avaient enrôlé environ 640 000 hommes, non compris les 77 000 hommes de milice appelés en avril et qui avaient été congédiés après leurs trois mois de service; dans ce chiffre ne figure pas non plus l'armée régulière qui, à ce moment, s'élevait à 20 000 hommes. En juillet, suivant les rapports officiels, l'armée confédérée comptait 210 000 hommes, et le président Davis avait reçu l'autorisation de faire un nouvel appel de 400 000 volontaires.

Les hostilités s'étaient étendues sur la totalité de la ligne frontière séparant les États loyaux des États séparés, et des deux côtés on se préparait à disputer vigoureusement la possession du fleuve Mississipi. Les troupes fédérales avaient pris pour base de leurs opérations le Caire (Illinois), au confluent de l'Ohio et du Mississipi, et, d'après les ordres du ministère de la guerre, équipaient sur ce point une flotte formidable de canonnières. Les confédérés étaient maîtres de tout le cours du fleuve, depuis son embouchure jusqu'à quelques kilomètres du Caire, en aval.

Les deux armées avaient jusqu'ici respecté la neutralité du Kentucky; mais, vers le 1er septembre, l'évêque Polk, de la Louisiane, commissionné major général dans l'armée confédérée, occupa Hickman et Colombus, sur le Mississipi, et s'y retrancha. Le général Grant, commandant les forces fédérales au Caire, répondit immédiatement à cette violation de territoire en s'emparant de Paducah, ville située sur l'Ohio, un peu au-dessous du confluent du Tennessee. Le général Zollicoffer, qui

avait conduit des troupes confédérées du Tennessee dans le sud-est du Kentucky, fut battu, le 21 octobre, à Camp-Wild-Cat, par un petit corps de fédéraux sous les ordres du général Schoepf. De leur côté, les confédérés, sous le général Buckner, occupèrent Bowling-Green, place naturellement très-forte, à l'intersection du chemin de fer de Memphis et de Nashville à Louisville.

Camp-Wild-Cat et Bowling-Green faisaient partie d'une ligne de positions commençant au Mississipi, traversant le Kentucky méridional et le Tennessee septentrional, et aboutissant à Cumberland-Gap, important défilé des monts Cumberland, près du point où la frontière occidentale de la Virginie touche la limite qui sépare le Tennessee du Kentucky. Les principales positions militaires de cette ligne étaient Columbus sur le Mississipi, le fort Henry sur le Tennessee, le fort Donelson sur le Cumberland, Bowling-Green et Mill-Spring dans le Kentucky méridional.

Le 17 décembre, le combat de Mumfordville, sur le Green River, presque au centre du Kentucky, se termina à l'avantage des fédéraux; et, le 19 janvier 1862, le général Thomas remporta une victoire encore plus décisive, à Mill-Spring ou Somerset, sur l'armée de Zollicoffer, commandée alors en chef par le général George B. Crittenden. Zollicoffer fut tué dans le combat.

Le 20 janvier, Simon Cameron donna sa démission de ministre de la guerre et fut remplacé par Edwin M. Stanton, de la Pennsylvanie.

Le 6 février, le capitaine Foote, avec une flotte de canonnières, s'empara du fort Henry, et fit prisonniers de guerre le général Tilghman, son état-major et environ 60 soldats.

Le 15, les forces confédérées évacuèrent Bowling-Green et se retirèrent au fort Donelson. Attaqué le même jour, le fort se rendit, le 16, au général Grant, avec le

général Buckner et toute son armée, composée de 16 000 hommes.

Ces succès eurent pour conséquence l'évacuation de Nashville (Tennessee) le 25 février, et de Columbus le 1er mars. Les fédéraux devinrent ainsi maîtres de la totalité du Kentucky et d'une partie du Tennessee. La législature et les membres de l'exécutif du Tennessee, s'enfuirent de Nashville à Memphis, et le sénateur Andrew Johnson, du Tennessee, fut nommé, par le président Lincoln, gouverneur militaire de l'État, avec le rang de brigadier général. Les comtés de l'Ouest du Tennessee, aussi bien que ceux de l'Est, manifestèrent pour l'Union des sympathies d'une vivacité tout à fait inattendue; la municipalité de Nashville pria le maire d'arborer le drapeau des États-Unis sur tous les bâtiments publics (14 avril), et un grand nombre des principaux citoyens réclamèrent (4 mai) une assemblée publique qui serait chargée de prendre des mesures pour la restauration de l'autorité fédérale dans le Tennessee.

Pendant que s'accomplissaient ces événements, une autre expédition navale et militaire fut organisée et placée sous les ordres du général Burnside. Elle mit à la voile, à Hampton-Roads, le 12 janvier, entra dans le détroit de Pamlico par le goulet d'Hatteras, et attaqua l'île de Roanoke, qui sépare les détroits de Pamlico et d'Albemarle, et que les confédérés avaient fortifiée d'une manière formidale. Le feu fut ouvert, le 7 février, par la flottille de canonnières du commodore Goldsborough. Pendant le bombardement les troupes débarquèrent, assaillirent les retranchements et obligèrent 2500 ennemis à déposer les armes. Le 8, la flottille remonta le détroit jusqu'à Elizabeth City (Caroline du Nord); sur les sept canonnières composant la flottille confédérée, elle en prit une et en coula quatre, et s'empara de différentes villes de la Caroline du Nord. Le 14 mars, le général Burnside prit

Newbern (Caroline du Nord), après un vif combat, et s'empara de 200 prisonniers et de 64 canons. Immédiatement après, il se dirigea vers Beaufort, le meilleur port de l'État. La ville ne fit aucune résistance; mais le fort Macon, qui défend l'entrée de la rade, tint jusqu'au 25 avril.

Des expéditions, dirigées de Port-Royal sur la côte de la Floride, sous les ordres du capitaine Dupont, occupèrent, presque sans résistance, les principaux ports de cet État. Les fédéraux marchèrent ensuite sur Savannah. Le fort Pulaski, sur la rivière Savannah, la plus forte défense de la ville, fut pris le 11 avril; mais les troupes fédérales bornèrent leur mouvement offensif à la prise de ce fort,

Le 13 février, l'aile droite de l'armée du Potomac, sous le général Banks, traversa le fleuve, à Harper's Ferry, et s'avança vers Charlestown.

Le 6 mars, le général Mac Clellan commença son mouvement sur Richmond; l'ennemi, reculant devant lui, établit le long des rives du Rappahannock une nouvelle ligne de défense. Centreville fut occupé le 11, et Manassas, immédiatement après. Tandis que Mac Clellan installait son quartier général à Fairfax-Court-House, près de Manassas, son arrière-garde s'embarquait tranquillement à Alexandria pour le fort Monroe. Mais l'ennemi, bientôt avisé de ce mouvement, prit des mesures pour s'y opposer. Du fort Monroe il se porta à Yorktown (4 avril) qu'il fortifia et fit occuper par la division du général Magruder.

Des modifications importantes furent alors introduites dans l'organisation de l'armée. Mac Clellan étant entré en campagne, le gouvernement le releva du commandement des autres départements militaires, et en créa de nouveaux. Il nomma le général Halleck commandant du département de l'Ouest; le général Hunter,

de celui du Sud, comprenant la Caroline du Sud, la Géorgie et la Floride; le général Butler, de celui du Golfe; le général Fremont, de celui des Montagnes, dans la Virginie occidentale et le Tennessee oriental; le général Banks, de celui de la Shenandoah; le général Mac Dowell, de celui du Rappahannock; et le général Mac Clellan, du département du Potomac.

La frégate *Merrimac*, tranformée par les confédérés en batterie flottante cuirassée et éperonnée, attaqua, le 8 mars, les navires des États-Unis mouillés dans les eaux de Hampton. Les navires à voiles *Congrès* et *Cumberland* firent, sans effet, feu de toutes leurs bordées, les boulets rebondissant comme de la grêle sur l'armature de fer. *Le Merrimac* s'élança d'abord sur *le Cumberland* qu'il coula, après un feu court, mais terrible; puis il attaqua *le Congrès*, qui, en une demi-heure, fut jeté contre le rivage, et obligé de baisser son pavillon; après quoi, il fut incendié. La frégate *Minnesota*, venue à toute vapeur pour prendre part à l'action, ne put se placer à bonne portée. Pendant la nuit, qui suspendit le combat, *le Monitor*, batterie cuirassée nouvellement construite par le capitaine Ericson, arriva de New-York, et, le lendemain matin, assaillit *le Merrimac*, au moment où ce dernier allait attaquer *le Minnesota*. Le combat dura cinq heures, les deux batteries se heurtant plusieurs fois l'une contre l'autre, et leur feu respectif ne produisait pas d'effet apparent. Enfin, *le Merrimac*, ayant reçu un boulet qui, entré par l'un de ses sabords, lui causa un dommage considérable, fut forcé d'abandonner la lutte. Le seul dégât qu'éprouva *le Monitor* fut occasionné par un boulet qui frappa la chambre du pilote et blessa le commandant, le lieutenant Worden. La cuirasse elle-même avait reçu, sans aucun effet, plus de 20 projectiles.

La flottille confédérée de Norfolk, qui comprenait,

outre *le Merrimac*, les steamers cuirassés *Jamestown* et *Yorktown*, n'effectua plus d'autre mouvement qu'une attaque dirigée contre des bâtiments de commerce désarmés.

Dans l'Ouest, les opérations militaires n'avaient rien perdu de leur importance. Les forces nationales, sous le général Carter, remportèrent une victoire décisive, à Pea Ridge (*Arkansas*), les 6, 7 et 8 mars, sur l'armée des généraux Van Dorn, Price et Mac Culloch, qui venaient d'être chassés du Missouri.

Après l'évacuation de Columbus et de Nashville, les confédérés occupèrent deux fortes positions : l'une à New-Madrid (*Missouri*), sur le Mississipi, et à l'île nº 10, sur le fleuve, à 16 kilomètres en amont de New-Madrid ; l'autre à Corinth, dans le coude nord-est du Mississipi, près de la rivière Tennessee. New-Madrid fut prise par le général Pope, le 14 mars, et la flottille de canonnières du commodore Foote attaqua l'île nº 10, le 16. Les ouvrages de défense étaient plus forts qu'on ne s'y attendait. Les canonnières, toutes placées en amont de l'île, et, par conséquent, à l'endroit où le courant était le plus rapide, ne pouvaient attaquer les batteries dans la position la plus convenable pour un tir à courte portée, c'est-à-dire, de front. Le général Pope était incapable d'appuyer, par terre, l'attaque de la flotte ; il était retenu à New-Madrid par l'inondation qui, couvrant le pays, l'empêchait de conduire ses troupes au-dessus de l'île, dans le voisinage de la flottille ; à New-Madrid même, il n'avait aucun moyen de traverser le fleuve pour aborder sur la rive kentuckienne, où un corps confédéré se tenait en observation. On surmonta la difficulté en creusant un canal de 19 kilomètres à travers la langue de terre embrassée par un coude du fleuve, en face de l'île, ce qui permit à plusieurs transports de la flottille de Foote de gagner New-Madrid. Deux des canonnières dé-

passèrent les batteries pendant la nuit, et couvrirent le débarquement des troupes. L'île capitula dans la nuit du 7 au 8 avril; les fédéraux firent 6000 prisonniers, et s'emparèrent de 124 canons et d'une grande quantité d'approvisionnements.

En même temps, le corps principal de l'armée de l'Ouest, sous les ordres du général Grant, s'avança contre la position confédérée de Corinth. Le 6, son avant-garde fut attaquée, à Shiloh, près de Pittsburg-Landing, sur le Tennessee, à quelques kilomètres de Corinth, par Albert Sydney Johnston et Beauregard. La bataille se poursuivit avec une rage égale de part et d'autre, depuis deux heures du matin jusqu'aux approches de la nuit, moment où les fédéraux furent ramenés jusque sur le bord de la rivière, où ils s'arrêtèrent sous le feu de leurs canonnières. Le général Johnston se trouvait parmi les morts. Pendant la nuit, les adversaires reçurent respectivement des renforts, et la bataille recommença à sept heures du matin. Après une lutte de huit heures, une charge brillante accomplie par le général Grant en personne, avec six régiments, rompit l'armée confédérée qui se retira sur Corinth, poursuivie de fort près par la cavalerie. Des ouvrages formidables défendaient Corinth et ses abords; les confédérés s'y enfermèrent et restèrent deux mois sans être inquiétés, l'armée nationale, grossie de renforts importants et commandée alors par le général Halleck, ne s'avançant qu'avec lenteur.

Dans le même temps, le général O. M. Mitchell prit Huntsville (*Alabama*), sur la ligne de fer qui unit Memphis et Charleston; il y fit 200 prisonniers et captura 15 locomotives ainsi qu'un nombre considérable de wagons. Au bout de deux ou trois jours, il occupait plus de 160 kilomètres de la ligne, coupant ainsi toute communication directe entre l'Ouest et les États du Sud-Atlantique. Les habitants de l'Alabama accueillirent avec

des manifestations joyeuses l'entrée des troupes fédérales dans l'État.

Le 30 mai, on s'aperçut que les confédérés avaient évacué Corinth, après avoir enlevé ou détruit tous les objets de valeur. Le général Pope fut détaché à leur poursuite; mais le corps principal de l'ennemi, composé des meilleures troupes de la Confédération, en exceptant celles qui étaient massées autour de Richmond, parvint à accomplir sa retraite, après s'être, paraît-il, scindé en plusieurs détachements.

Le conflit dans l'Ouest se circonscrivait de plus en plus. Le Mississipi en était le seul théâtre, et les confédérés avaient pris position au fort Wright, à 80 kilomètres en aval de Memphis. Ce fort fut bombardé, sans beaucoup d'effet, le 18 avril, par la flottille de canonnières. Le 8 mai, cette flottille, commandée alors par le capitaine C. H. Davis (le commodore Foote se trouvant retenu par une blessure), fut attaquée par huit canonnières confédérées, dont quatre portaient des éperons. Après un violent combat d'une heure, quatre canonnières confédérées sautaient ou coulaient, et le reste prenait la fuite. Le 31, le fort ayant été évacué par ses défenseurs, les canonnières fédérales descendirent le fleuve jusqu'à Memphis où les attendait toute la flotte confédérée, composée de huit canonnières et bateaux éperonnés. La flotte fédérale, renforcée de huit ou dix steamers éperonnés, récemment équipés, sur les ordres du ministre de la guerre, par le colonel Charles Ellet, accepta le combat, qui se livra le 6 juin, et qui, après une lutte d'une heure et demie, eut pour résultat, grâce surtout aux services des bateaux à éperons, la capture ou la destruction de sept navires ennemis, un seul ayant pu échapper, à cause de sa marche supérieure. Memphis capitula immédiatement.

Dans le bas Mississipi, la marine fédérale avait rem-

porté un succès encore plus signalé. Depuis le mois de novembre, les fédéraux avaient occupé Ship-Island (île des Vaisseaux) à l'embouchure du fleuve. C'est là que se réunit l'armée destinée à agir contre la Nouvelle-Orléans, sous les ordres du général B. F. Butler. Le 16 avril, une flotte de quarante-cinq navires, portant 280 canons, sous les ordres du commodore Farragut, et vingt et un bateaux-mortiers, commandés spécialement par le capitaine David D. Porter, remonta le fleuve dans le but de s'emparer des forts Jackson et Saint-Philippe, situés vis-à-vis l'un de l'autre, à 120 kilomètres en aval de la Nouvelle-Orléans. Ces deux ouvrages, d'une grande force, étaient unis par une chaîne jetée à travers le lit du fleuve. Le bombardement commença le 18, et dura six jours, au bout desquels le commodore Farragut ayant réussi à rompre la chaîne, dépassa les forts avec quatorze steamers et canonnières, détruisit une flottille ennemie de canonnières et de bateaux éperonnés, éteignit les batteries élevées en amont des forts, et occupa la Nouvelle-Orléans, sans autre opposition, le 25. Le général Mansfield, commandant les troupes confédérées, avait évacué la ville à l'approche de la flotte fédérale, après avoir détruit toutes les provisions de coton, sucre et autres denrées. Les forts Jackson et Saint-Philippe se rendirent, le 28, au capitaine Porter. Le général Butler se mettant alors en mouvement, avec toute son armée, prit officiellement possession de la Nouvelle-Orléans qu'il déclara immédiatement en état de siége.

La flotte de Farragut, remontant le fleuve, s'empara de Bâton-Rouge, et s'avança ensuite contre Vicksburg, la dernière forteresse que possédassent les confédérés sur le Mississipi. Le commodore, passant sous le feu des batteries formidables dressées sur la rive, opéra sa jonction avec la flottille du commodore Davis, descendue de Memphis, et commença le bombardement de la place.

Ce bombardement fut interrompu le 1er août, et on attendit, pour reprendre l'attaque, la coopération d'une armée de terre.

Sur la péninsule, entre les rivières James et York, Mac Clellan avait entrepris (5 avril) le siége de Yorktown, et l'armée confédérée s'était graduellement concentrée à Richmond. Le général Mac Dowell avait marché sur Frédéricksburg (18 avril), tandis que le général Banks remontait la vallée de la Shenandoah.

Le 4 mai, les troupes confédérées évacuèrent Yorktown, abandonnant 71 canons, et se replièrent sur Richmond. Mac Clellan, qui les suivait de près, les atteignit, le 5, à Williamburg, où se livra un rude combat. Deux jours après (7 mai), le général Franklin, envoyé de Washington pour renforcer Mac Clellan, prit terre à West-Point, sur la rivière York, et défit un corps de l'armée confédérée, placé sous les ordres des généraux Whiting et G. W. Smith.

Le 10, le général Wool, venu du fort Monroe avec un détachement, occupa Norfolk sans coup férir, et les confédérés firent sauter le navire cuirassé *Merrimac*, pour empêcher qu'il ne tombât entre les mains des fédéraux. *Le Monitor* et quelques autres navires, parmi lesquels deux nouvelles et formidables canonnières cuirassées, remontèrent la rivière James pour assaillir Richmond; mais la flottille rencontra des barrages près du fort Darling, et après un combat où elle subit quelques pertes, elle fut obligée de redescendre le fleuve. *Le Monitor*, quoique souvent atteint, n'éprouva aucun dommage; mais étant fort bas sur l'eau, il ne put élever assez son tir pour produire quelque effet sur le fort placé sur une colline assez haute.

Les fédéraux éprouvèrent un autre revers dans la vallée de la Shenandoah. Le général Banks, après avoir fait une marche en avant de 160 kilomètres, après avoir rejeté

l'ennemi au delà de Harrisonburg, reçut l'ordre d'envoyer à Mac Dowell une partie de ses troupes, ce qui l'affaiblit au point qu'il lui restait à peine 5000 hommes. C'est à ce moment que tomba sur lui le général J. T. Jackson, avec 40 000 hommes. Son avant-garde, forte de 900 hommes, sous les ordres du colonel Kenley, fut détruite, à Front-Royal, le 23 mai. Grâce à une prompte retraite, Banks sauva le reste de son armée et presque tous ses bagages, et se retira dans le Maryland, poursuivi de fort près, et jusqu'au Potomac, par Jackson.

Cet événement produisit, à Washington, une vive appréhension. Dans le premier moment, on crut que toute l'armée de Richmond avait suivi le mouvement de Jackson et allait entrer dans le Maryland. Les gouverneurs de la Pennsylvanie, des États de New-York et de la Nouvelle-Angleterre reçurent, par des télégrammes, des demandes de troupes supplémentaires, et quelques régiments de la milice partirent immédiatement pour Baltimore et le Potomac.

Mais Jackson recula aussi vite qu'il avait avancé. Pour le couper, Fremont traversa les montagnes à marches forcées; il réussit seulement à atteindre son arrière-garde et la força d'accepter, à Cross-Keys, près de Harrisonburg, le 8 juin, un combat où elle fut fort maltraitée. Un second engagement eut lieu, le lendemain, à Port-Republic, sur le Shenandoah; Jackson y attaqua l'avant-garde du corps d'armée du général Shield, la força de se replier sur son centre et, luimême, ayant alors à lutter contre l'armée tout entière, fut contraint de reculer à son tour.

Cependant Mac Clellan suivait pas à pas l'armée confédérée sur la péninsule de Yorktown. Le 20 mai, il atteignit le Chickahominy, petit affluent de la rivière James, coulant sur un terrain marécageux, à 18 kilomètres environ de Richmond. La nécessité de construire

des ponts et de tracer des chemins l'arrêta quelque temps en cet endroit. Des escarmouches avaient lieu presque chaque jour. Le 27, après un vif engagement à Hanover-Court-House, à 25 kilomètres au nord de Richmond, le général Fitz John Porter réussit à couper les communications de la capitale confédérée par le chemin de fer de Frédéricksburg. Quelques portions de l'armée avaient traversé le Chickahominy, et, à la fin du mois, l'extrême avant-garde se trouvait à Fair-Oaks, à 8 kilomètres de Richmond; l'extrême gauche s'appuyait sur la rivière James, et la droite se prolongeait jusqu'à White-House, sur le Pamunkey, l'un des bas affluents de la rivière York. C'est là qu'avaient été installés les magasins de l'armée.

Le 31, les confédérés, profitant d'une inondation du Chickahominy, attaquèrent, à Fair-Oaks, l'avant-garde commandée par le général Casey et la ramenèrent vers la rivière, en lui prenant ses canons et ses bagages. Là, Casey trouva les divisions des généraux Heintzelman et Kearney, qui l'aidèrent à recommencer le combat et à le soutenir jusqu'à l'arrivée des renforts amenés de l'autre côté de la rivière par Sumner. Les confédérés durent alors reculer et les fédéraux regagnèrent le terrain perdu. Le combat se renouvela le lendemain, et la victoire resta partout aux troupes nationales. Leurs pertes, d'après les chiffres officiels, s'élevèrent à 5739 tués, blessés et disparus. Les confédérés, dans ces divers combats, étaient commandés par le général Joseph E. Johnston, qui fut blessé le premier jour.

Jusqu'au 26 juin, aucun événement sérieux ne s'accomplit. Trois corps d'armée avaient alors passé le Chickahominy. Les confédérés avaient reçu de puissants renforts, et Mac Clellan, convaincu de l'impossibilité de défendre ses lignes si étendues avec le peu de forces dont il disposait, résolut de transporter sur la rivière

James sa base d'opérations. En conséquence de cette décision, les approvisionnements furent embarqués à White-House, et l'armée se mit en marche sur la rive gauche.

Dans la soirée du 26, Jackson, avec des forces écrasantes, tomba, à Beaver Dam, sur l'aile gauche de Mac Clellan. Repoussé à une heure avancée de la nuit, il reparut, à l'aube, avec des troupes fraîches. Les fédéraux, sous Fitz John Porter, reculèrent jusqu'à Gaine's Hill, où s'engagea un sanglant combat qui dura jusqu'à la nuit; l'armée se trouvait alors engagée sur toute la ligne. Pendant la nuit du 27 et le jour suivant, Mac Clellan poursuivit sa route vers la rivière James, le général Franklin couvrant la retraite avec le sixième corps. Chacune des étapes de l'armée fut vivement disputée. Le passage du marais de White-Oak spécialement (30 juin) ne put être effectué qu'après une lutte, qui dura toute la journée, et un carnage effroyable.

Enfin, le 1[er] juillet, l'armée atteignit la rivière James; elle fut encore attaquée à Malvern-Hill; mais elle repoussa les assaillants, et la victoire qu'elle remporta fut la plus complète de cette longue bataille de six jours. La nuit même elle s'avança jusqu'à Harrison's Landing, forte position à 27 kilomètres environ en aval de Richmond; elle y resta jusqu'au 14 août, sous la protection d'une nombreuse flotte de canonnières. Les pertes fédérales, pendant ces six journées, s'élevèrent à 1565 tués, 7701 blessés et 5958 disparus; en tout : 15224.

Le 26 juin, les corps de Fremont, de Banks et de Mac Dowell furent fondus ensemble et constituèrent l'armée de la Virginie, dont le major général Pope reçut le commandement. En conséquence de cette organisation, le général Fremont demanda à quitter le service actif et fut remplacé par le général Sigel.

Le 1[er] juillet, le président fit un nouvel appel de 300 000 volontaires, pour toute la durée de la guerre.

Le 11, le major général Halleck, nommé général en chef de toutes les forces de terre des États-Unis, céda au général Grant le commandement de l'armée du Mississipi.

Le 16 juin, le général Hunter, parti de Port-Royal, avec toutes ses forces disponibles, avait fait une pointe infructueuse contre l'île James, près de Charleston, où l'ennemi s'était retranché en un lieu appelé Secessionville. Les troupes confédérées, commandées par le général Benham, furent repoussées, après un combat de cinq heures, avec une perte de 700 hommes.

C'est à ce moment que des bandes de guérillas commencèrent à parcourir le Missouri, le Kentucky et le Tennessee, faisant subir aux unionistes de ces États des dommages considérables. Vers la fin de juillet, le gouverneur provisoire du Missouri leur opposa toute la milice de l'État. Le 16 juillet, un corps de l'armée confédérée, composé surtout de partisans, s'empara de Murfreesborough (Tennessee).

Le 15, le navire confédéré cuirassé et éperonné, *Arkansas*, attaqua, près du confluent du Yazoo et du Mississipi, une partie de la flottille du commodore Davis, désempara plusieurs navires, passa à travers tous les autres, et alla mouiller sous les canons de Vicksburg. Le 4 août, *l'Arkansas* quitta son mouillage et descendit le Mississipi pour participer à une attaque faite contre Bâton-Rouge, par le général Breckinridge, avec 10 000 confédérés. Le 6, il rencontra, près de la ville, la canonnière fédérale *Essex*, commandant N. D. Porter, et, après un combat qui ne dura pas plus de vingt minutes, il prit feu et sauta. Breckinridge, de son côté, avait été repoussé, après une lutte très-vive, par environ 4500 fédéraux, sous les ordres du brigadier général Thomas Williams. Ce dernier resta sur le champ de bataille. Les pertes furent considérables de part et d'autre.

Le 9 août, un combat vivement disputé eut lieu à Cedar-Mountain, à 13 kilomètres nord de Culpepper-Court-House (Virginie), entre une partie de l'armée du général Pope, sous les ordres de Banks, et une armée confédérée, conduite par Jackson et qui, de Richmond, s'était rapidement portée en avant. Malgré leur supériorité numérique, les confédérés échouèrent dans leur attaque, et, le jour suivant, ils se retirèrent dans la direction de Richmond. Les fédéraux perdirent dans ce combat 1 500 hommes tués, blessés ou disparus.

La première mesure importante prise par le général Halleck, en assumant le commandement en chef des forces fédérales, fut d'ordonner à l'armée du Potomac d'abandonner Harrison's Landing et d'aller prendre position à Yorktown et au fort Monroe, dans le but de se rapprocher du Rappahannock et d'appuyer ainsi l'armée de Pope. Ce mouvement, aussi difficile que périlleux, commença le 14 août, et l'avant-garde, conduite par le général Fitz John Porter, arriva le 18 à Newport-News, lieu où elle devait s'embarquer, sans être inquiétée par l'ennemi. Les autres corps arrivèrent, avec le même bonheur, à leur destination.

Pendant ce temps, le président avait fait un nouvel appel (4 août) de 300 000 hommes, qui devaient servir neuf mois et qui seraient levés au moyen de la conscription. Les États de l'Ouest spécialement se déclarèrent prêts à fournir plus que leur contingent, et, le 1er septembre, les 300 000 hommes se trouvaient complétement armés, équipés et prêts, pour la plus grande partie, à prendre la campagne. Un nombre considérable de ces recrues fut envoyé dans le département de l'Ohio, de création récente, embrassant les États d'Indiana, Ohio et Kentucky, y compris Cumberland-Gap et son voisinage, dans le Tennessee. Ce département avait été placé sous le commandement du général H. G. Wright.

La session spéciale du congrès, commencée le 4 juillet, se termina en août. Les chambres s'occupèrent particulièrement d'assurer les voies et moyens de poursuivre la guerre; dans ce but, elles augmentèrent les droits sur certains articles d'importation et autorisèrent un emprunt de 250 millions de dollars (1250 millions de francs), en même temps qu'une émission de 50 millions de dollars (250 millions de francs) en bons du trésor.

La première session régulière commença le 2 décembre 1861 et se termina le 17 juillet 1862. M. Breckinridge, le dernier vice-président, qui avait assisté, comme sénateur, à la session spéciale, fut expulsé pour trahison, parce qu'il avait ouvertement embrassé la cause confédérée ; deux membres de la chambre des représentants furent expulsés pour le même motif.

Le congrès passa immédiatement des bills pour la construction de canonnières sur le Mississipi et de vingt navires de guerre cuirassés. Il autorisa aussi le ministre des finances à émettre de nouveaux bons du trésor pour 150 millions de dollars (750 millions de francs), à négocier des obligations 6 pour 100 pour 500 millions de dollars (2 milliards 500 millions de francs), à recevoir des dépôts rapportant un intérêt de 11 pour 100, jusqu'à concurrence de 100 millions de dollars (500 millions de francs), et à délivrer des reconnaissances à tous les créanciers du gouvernement. Il établit un droit de 3 pour 100 sur les produits manufacturés de toutes sortes et sur les bénéfices nets de chaque affaire, et un tarif augmentant d'environ 5 pour 100 les droits antérieurement fixés. Il abolit l'esclavage dans le district de Columbia et le prohiba dans tous les territoires présents ou futurs des États-Unis.

Sur la proposition du président Lincoln, le congrès accepta une résolution offrant à tout État qui abolirait l'esclavage une indemnité suffisante pour désintéresser

les propriétaires; décidant que l'armée recevrait dans ses rangs les esclaves fugitifs et ne les restituerait point à leurs maîtres et autorisant le président à les employer dans le service de terre ou de mer, à sa discrétion; les esclaves de tous les États ouvertement séparés étaient déclarés libres. Il adopta une loi qui confisquait les biens des rebelles et émancipait leurs esclaves. Le président et le sénat conclurent avec la Grande-Bretagne un traité pour la suppression effective de la traite. La cour suprême fut réorganisée; les districts judiciaires étant désormais en rapport avec la population, les États libres en eurent six sur les neuf existant.

Une loi territoriale fut adoptée concédant 160 acres de terrain (64 hectares, 7 ares, 47 centiares) à tout citoyen ou à toute personne qui déclarerait formellement son intention de devenir citoyen, ledit terrain devant appartenir pour toujours à lui et à ses héritiers, après une occupation de cinq années, et être affranchi de toutes les dettes contractées antérieurement à l'acte de concession[1].

Enfin, une loi encourageant la construction d'une voie ferrée et d'une ligne télégraphique du Missouri au Pacifique, complète la série des actes qui feront de cette session l'une des plus mémorables qui aient eu lieu depuis l'organisation du gouvernement. Cette loi concède à la Compagnie une bande de terrain de 60 mètres de largeur de chaque côté de la voie, là où elle emprunte les terres domaniales, ce qu'elle fait sur la plus grande partie, sinon sur la totalité de son tracé; elle lui concède, de plus, sur les terres domaniales, par mille (1609 mètres) parcouru, et de chaque côté de la voie, cinq sections alternatives de 640 acres chacune (l'acre vaut 4 ares 46). La Compagnie concessionnaire se con-

1. Voir l'extrait de cette loi, art. *Immigration*, livre VIII, chapitre v.

stitua en septembre, et des traités sont déjà passés pour la construction d'une grande partie de la voie.

Dans les premiers jours de septembre, le général Lee traversa le Potomac avec une grosse armée, dans le but d'envahir le Maryland et la Pennsylvanie. Le général Mac Clellan, avec toutes les troupes dont on put dégarnir Washington, sans compromettre la sûreté de la capitale, fut envoyé contre les confédérés. Il les atteignit à South-Mountain, le 14, les défit et les repoussa vers la crique d'Antietam, où ils s'établirent dans une forte position. Mac Clellan les y attaqua de nouveau, le 16, avec le même succès. Le 17, ses troupes passèrent la nuit sur le champ de bataille qu'elles avaient conquis. La lutte recommença le 18 et, le 19, Lee repassa le Potomac. Les fédéraux perdirent, à South-Mountain et dans les combats d'Antietam, 1742 tués, 8066 blessés et 913 disparus; en tout : 10721. Quant aux pertes des confédérés, Mac Clellan les a estimées à près de 30 000 tués et blessés; mais les rapports des confédérés ne les font monter qu'à environ 14 000.

Le général en chef Halleck, dans son rapport au ministre de la guerre, daté du 23 novembre 1862, s'exprime ainsi :

« Depuis le 17 septembre jusqu'au 26 octobre, l'armée de Mac Clellan est restée sur la rive septentrionale du Potomac, dans le voisinage de Sharpsburg et de Harper's Ferry. La longue inaction d'une armée si considérable, en face d'un ennemi battu et pendant la saison la plus propice à la rapidité des mouvements et à l'énergie des opérations militaires, est en droit de causer, comme cela a eu lieu, autant de désappointement que de regret. Le général Mac Clellan n'a pas donné son approbation au plan consistant à passer le Potomac au sud des montagnes Bleues, et il a dit qu'il traverserait le fleuve à Harper's Ferry et marcherait sur Winchester. Il n'a cependant commencé son mouvement que le 26 octobre, et cela à Berlin.

« Le passage du fleuve dura plusieurs jours ; il ne fut entièrement effectué que le 3 novembre. Quelles raisons ont engagé le général à modifier ses desseins ? Quel était son plan de campagne ? C'est ce que j'ignore absolument ; car, vers cette époque, il cessa de correspondre avec moi pour me notifier ses opérations. Il envoya ses rapports au président directement. Le 5 de ce mois, j'ai reçu du président l'ordre écrit révoquant le général Mac Clellan et confiant au général Burnside le commandement de l'armée du Potomac. »

En octobre, le général Buell, dont les mauvaises manœuvres avaient laissé échapper du Tennessee le général Bragg et son armée, qu'il pouvait anéantir, fut remplacé dans le commandement du département de l'Ouest par le général Rosencrans, et une commission militaire est chargée de faire une enquête sur ses opérations. L'opinion publique est loin d'être favorable au général Buell ; on conteste ses capacités militaires, et l'on doute même de sa loyauté.

Les élections qui ont eu lieu, en automne, dans quelques États, et spécialement dans le New-York, le New-Jersey et l'Ohio, se sont terminées d'une façon moins favorable à l'administration que les élections précédentes, ce qui semble indiquer que le parti républicain perdra la majorité dans le prochain congrès.

En vertu d'un acte rendu par le congrès dans la dernière session, le président a lancé, le 23 septembre, une proclamation déclarant affranchis pour jamais tous les esclaves des États ou fractions d'États qui, le 1er janvier 1863, seraient en rébellion contre les États-Unis.

Le congrès s'assembla le 2 décembre 1862, et, le même jour, le président lui communiqua son message annuel. Le principal trait de ce message est une invitation au congrès d'introduire dans la constitution un amendement stipulant l'abolition radicale de l'esclavage

avant le 1er janvier 1900, les propriétaires devant être indemnisés au moyen d'obligations nationales[1].

Le 11 décembre, l'armée du général Burnside traversa le Rappahannock, à Frédéricksburg. Grâce au délai que mit l'équipage de pont à arriver au bord du fleuve, ce qui occasionna un retard d'un mois, l'ennemi eut tout le temps de fortifier ses positions et de les rendre, pour ainsi dire, imprenables, avant que l'attaque en fût devenue possible. Après une lutte qui se prolongea pendant toute la journée du samedi 13 décembre, avec un adversaire qui restait à l'abri de ses retranchements, le général fédéral jugea que le succès, fût-il même possible, coûterait trop de sang, et, dans la nuit du 14, il repassa sur l'autre rive sans être inquiété.

Dans son rapport, daté de quatre jours après sa retraite, le général Burnside dit :

« Des rapports prochains démontreront combien nous fûmes prêts de la réussite. Sans le brouillard, sans un retard inattendu et inévitable dans la construction des ponts, ce qui donna à l'ennemi un nouveau délai de vingt-quatre heures dont il profita pour concentrer ses forces dans une position déjà si formidable, nous eussions certainement remporté une victoire complète.

. . . .

« Dans l'impossibilité d'accomplir l'objet immédiat de notre expédition, nous restâmes deux jours en ordre de bataille ; — assez longtemps pour nous assurer que l'ennemi ne se déciderait pas à sortir de ses retranchements pour nous opposer son infanterie ; — après quoi nous passâmes sur l'autre rive sans être inquiétés et sans perdre ni hommes ni bagages.

. . . .

« Nos morts s'élèvent à 1152; nos blessés à envi-

1. Voir ces articles au chapitre *Esclavage*, livre VI, chapitre III.

ron 9000; nos prisonniers, au nombre d'à peu près 700, ont été échangés, depuis, sur parole contre un nombre égal de confédérés tombés entre nos mains.

. . . .

« Les chirurgiens ont constaté une plus grande quantité de blessures légères que d'ordinaire; 1632 seulement de nos blessés étant soignés dans les hôpitaux. »

Le 14 décembre 1862, le général Banks est arrivé à la Nouvelle-Orléans avec une flotte considérable et un corps expéditionnaire très-nombreux. Le 16, il releva le général Butler dans le commandement du département du Golfe, et le même jour, il adressa au peuple la proclamation suivante dans laquelle il définit l'objet de sa mission, et la politique qu'il était dans l'intention d'appliquer :

« Nouvelle-Orléans, 16 décembre 1862.

« Conformément aux ordres du Président, j'ai pris le commandement du département du Golfe, auquel est réuni, par un ordre spécial, l'État du Texas.

« Le devoir dont je suis chargé est d'aider à la restauration du gouvernement des États-Unis. C'est mon désir d'assurer aux habitants de toutes les classes les priviléges de possession et de jouissance qui sont compatibles avec la sûreté publique ou ce qu'il est possible à un gouvernement bienfaisant et juste de conférer.

« En exécution de la haute mission qui m'a été confiée, je compte sur la coopération et les conseils de tous les habitants bien disposés et loyaux, et sur l'intérêt manifeste de ceux pour qui la paix est un besoin, aussi bien que sur l'assistance des forces de terre et de mer.

« J'ai reçu pour instruction de traiter comme ennemis ceux qui sont ennemis, mais je serai charmé de regarder comme amis ceux qui sont amis. Aucune restriction ne sera mise à la liberté individuelle, à moins

que cela ne soit nécessaire à la sûreté publique ; mais si les réclamations des individus doivent être libéralement prises en considération, il faut qu'ils sachent aussi que tous les droits du gouvernement seront inflexiblement reconnus.

« Une attention respectueuse et une prompte réparation seront accordées à tous les habitants qui seront lésés dans leurs biens ou dans leurs personnes par les troupes qui sont sous mon commandement.

« Le gouvernement ne profite pas de la prolongation de la guerre civile ou des souffrances publiques et privées qu'elle cause. Ses fruits ne sont pas également distribués. Dans les États déloyaux, la désolation règne sur terre et sur mer. Au Nord, la guerre est une douleur permanente, mais ce n'est pas encore une calamité. Ses villes et ses bourgs augmentent en population, en richesse et en puissance. Les réfugiés du Sud seuls font en grande partie compensation pour les pertes terribles des champs de bataille.

« Les habitants de ce département qui sont disposés à jouer leur fortune et leur vie sur la résistance au gouvernement peuvent sagement réfléchir aux immuables conditions qui les entourent. La vallée du Mississipi est le point d'élite de la population, de la production et de la puissance sur ce continent. Dans peu d'années, 25 millions d'hommes, sans supérieurs en ressources matérielles et en puissance pour la guerre, habiteront les rives de ses fertiles cours d'eau. Ceux qui prétendent imposer des conditions à leur sortie vers le Golfe comptent sur un pouvoir qui n'est pas donné à l'homme. Le pays arrosé par les eaux de l'Ohio, du Missouri et du Mississipi ne peut jamais être divisé d'une manière permanente. Si une génération abandonne lâchement ses droits, d'immortels honneurs seront réservés pour les autres qui les revendiqueront.

« Qu'il ne soit jamais dit que l'Est et l'Ouest puissent être séparés. Trente jours de distance des marchés d'Europe peuvent satisfaire les besoins de la Louisiane et de l'Arkansas, mais non répondre à ceux de l'Illinois et de l'Ohio. La vallée du Mississipi aura ses deltas sur l'Atlantique. La force matérielle de l'Ouest débouchera sur ses rivages avec une puissance aussi irrésistible que les torrents de ses gigantesque cours d'eau. Ce pays ne peut être divisé d'une manière permanente. Des guerres sans fin peuvent épuiser son sang et ses trésors; des despotes domestiques ou des ennemis étrangers peuvent s'emparer du sceptre de son pouvoir, mais sa destinée restera immuable. Elle sera encore unie. Dieu l'a voulu ainsi. A quoi sert, dès lors, la destruction du meilleur gouvernement dont l'homme ait jamais joui, la Constitution des États-Unis, qui contient en elle-même les principes de toute amélioration et de tout progrès ?

« Peuple de l'Ouest, pourquoi ne pas accepter les conditions imposées par les impérieuses nécessités de la configuration géographique et de la suprématie commerciale, et rétablir votre ancienne prospérité et réputation? Pourquoi ne pas devenir les fondateurs d'États qui, comme entrepôts et dépôts de vos propres vallées centrale et supérieure, peuvent, par l'affluence de leurs ressources, se regarder comme étant sans supérieurs, et, dans les priviléges du peuple, sans pairs parmi les nations de la terre?

« N. P. Banks,

« Major général, commandant. »

Le jour qui suivit son accession au commandement, le général Banks envoya six navires de guerre et une flottille de transports pour occuper la capitale de la Louisiane, Bâton-Rouge, qui fut abandonnée sans coup férir par les confédérés.

Depuis vingt ans et plus, le gouvernement fédéral avait toujours refusé de reconnaître comme citoyen des États-Unis les individus d'origine africaine, et, par suite, de leur délivrer des passe-ports, licences, etc., accordés seulement aux citoyens. En réponse à la question qui lui fut faite par le ministre de la marine, à savoir : si un homme de couleur est apte à commander un navire américain, l'*attorney général* formula son opinion dans une note soigneusement motivée et qui concluait pour l'affirmative. Cette note se termine ainsi :

« Et maintenant, sur l'ensemble du sujet, je déclare que, dans mon opinion, l'homme de couleur mentionné dans votre lettre, s'il est né aux États-Unis, est citoyen des États-Unis et que, par suite, il est parfaitement apte, en vertu des actes du Congrès, à devenir patron d'un bâtiment engagé dans le cabotage. »

Le 23 décembre, le président des États confédérés lança une proclamation dans laquelle il stigmatise la proclamation d'émancipation du président Lincoln ainsi que quelques actes officiels du général Butler, qu'il dénonce comme un traître digne de la punition capitale. Cette proclamation conclut, à ce sujet, par les ordres suivants :

« J'ordonne que le général Butler ne soit plus considéré ni traité comme un simple ennemi public des États confédérés d'Amérique; mais comme étant hors la loi, ainsi qu'un ennemi de l'humanité tout entière, et que, s'il est pris, l'officier commandant entre les mains duquel il sera tombé, le fasse immédiatement exécuter par la corde;

« Qu'aucun officier commissionné des États-Unis, fait prisonnier, ne soit relâché sur parole, avant échange, jusqu'à ce que ledit Butler ait reçu la juste punition de ses crimes;

« Que tous les officiers commissionnés de l'armée dudit Benjamin F. Butler ne soient plus considérés comme des soldats engagés dans une guerre honorable, mais comme des voleurs et des criminels méritant la mort; et que, lorsqu'un d'eux sera fait prisonnier, il soit immédiatement exécuté;

« Que les simples soldats et sous-officiers de l'armée dudit Butler soient regardés comme de simples instruments employés à la perpétration de crimes commandés par lui, et non comme des agents indépendants; qu'en conséquence, s'ils tombent entre nos mains, ils soient traités comme des prisonniers de guerre, avec bienveillance et humanité, et renvoyés dans leurs foyers, après avoir donné leur parole de ne servir, en aucune façon et en quelque qualité que ce soit, les États-Unis, pendant toute la durée de la guerre, à moins qu'ils n'aient été régulièrement échangés;

« Que tous les nègres pris en armes soient immédiatement délivrés au pouvoir exécutif des États auxquels ils appartiennent, pour être traités conformément aux prescriptions des lois desdits États;

« Que les présentes dispositions soient appliquées à tous les officiers commissionnés des États-Unis qui seront trouvés servant en compagnie desdits esclaves en insurrection contre les autorités des différents États de la Confédération. »

Dans son dernier rapport annuel, le ministre de la guerre établit comme suit les opérations militaires de l'année 1862 :

« L'examen de l'ensemble du champ des opérations militaires rend évident que, malgré les désastres éprouvés par nos armes sur quelques points particuliers, une avance considérable a été effectuée depuis le commencement des hostilités. Au début de la guerre, l'ennemi était en possession de Norfolk et de tous les ports de la côte

méridionale. Il tenait le Mississipi depuis Cairo jusqu'à la Nouvelle-Orléans. Maintenant il ne possède sur la côte que les seuls ports bloqués, d'ailleurs, de Charleston et de Mobile; la Nouvelle-Orléans et Memphis lui ont été arrachés. Il possède encore Vicksburg et entrave ainsi la navigation du Mississipi; mais cette place n'est pour lui d'aucune utilité commerciale. Ses forts, sur le Tennessee et le Cumberland, ont été capturés. Le général Andrew Johnson occupe Nashville, en qualité de gouverneur militaire de Tennessee. L'ennemi a été chassé du Kentucky, du Tennessee oriental, du Missouri, d'une partie de l'Arkansas; il recule devant Grant, dans le Mississipi, et s'est vu enlever tout espoir de s'établir dans le Maryland. Aux points de vue commercial, politique et stratégique, la cause de l'Union a obtenu plus de succès qu'il n'était permis d'en attendre sur un si vaste théâtre, dans un espace de temps aussi court et contre un ennemi si redoutable. »

Le 1er janvier 1863, en confirmation de sa proclamation du 22 septembre, le président Lincoln lança une nouvelle proclamation, déclarant libres, dès à présent et à jamais, tous les esclaves, dans les États d'Arkansas, Alabama, Géorgie, Floride, Caroline du Sud, Caroline du Nord, Texas, et dans partie des États de Louisiane et de Virginie; lesdits États et fractions d'États se trouvant encore en état de rébellion contre les États des États-Unis.

Le président ordonne aux esclaves de s'abstenir de tout acte de violence, sauf dans le cas de défense personnelle, et leur recommande instamment d'accomplir, moyennant un salaire raisonnable, le travail qui leur sera demandé. Il déclare que tout esclave reconnu propre au service sera admis, soit dans l'armée des États-Unis et enrôlé dans les garnisons des forts et autres places, soit dans la marine. Il termine en appelant

l'approbation des nations et la bénédiction de la Providence sur un acte qu'il croit de toute justice et qu'autorisent à la fois la Constitution et les nécessités militaires[1].

Le nombre des esclaves, dans les États ou fractions d'États auxquels s'applique cette proclamation, s'élevait, en 1860, à 3 245 391, tandis que, dans les États qui restent en dehors de ces stipulations, le nombre des esclaves ne dépasse pas 705 110.

1. Voir la proclamation du livre VI, chapitre III, *Esclavage*.

LIVRE IV.

HISTOIRE NATURELLE.

CHAPITRE I.

Montagnes.

Les principales chaînes de montagnes des États-Unis sont les montagnes Rocheuses, à l'ouest, et les Alleghanys, à l'est; cette dernière chaîne est de beaucoup la plus étendue et présente les cimes les plus élevées. Ensemble, elles partagent le pays en trois grandes régions géographiques : le bassin de l'Atlantique, entre les Alleghanys et l'océan Atlantique; le bassin du Pacifique, entre les montagnes Rocheuses et l'océan Pacifique; et la vallée du Missisipi, comprise entre les deux chaînes.

Les montagnes Rocheuses prolongent, dans la direction du Nord, les Cordillères de l'Amérique centrale et du Mexique, et embrassent, en y comprenant leurs projections, une étendue de pays de 1609 kilomètres, en longueur, et de 2588800 kilomètres carrés, en superficie.

La plus orientale de ces projections court dans les

territoires du Nouveau-Mexique, du Colorado et du Nebraska, et sépare le territoire de Dacotah de celui de Washington; elle comprend les pics espagnols, le pic de Pike et les monts de la Rivière du Vent (*Wind River*) parmi lesquels se dresse le pic de Fremont, de 4125 mètres. Après ce chaînon, le plus considérable, qui prend, à l'ouest, le nom de mont Wahsatch, court au sud du Grand Lac Salé, et, sous ce nom ainsi que sous différents autres, s'infléchit du nord à l'est de ce lac. Dans l'Utah, ces montagnes couvrent une vaste étendue de pays, et les projections des divers pics s'étendent de côté et d'autre; ceux connus sous le nom de monts Uintah se dirigent à l'Est et à l'Ouest.

La projection occidentale de la chaîne des montagnes Rocheuses entre dans les États-Unis, au sud, par la Basse-Californie, et se sépare bientôt en deux chaînons, dont le supérieur, la Sierra-Nevada, court à environ 257 kilomètres du Pacifique, tandis que le chaînon parallèle inférieur, appelé monts des Côtes, ne s'éloigne de la mer que de 16 à 80 kilomètres, jusque dans le nord de la Californie, où ces deux chaînons se confondent de nouveau; en cet endroit le mont Shasta atteint une hauteur de 4256 mètres. Dans l'Orégon et le Washington, les chaînons se séparent encore; la Sierra-Nevada prenant alors le nom de monts Cascades. Les sommets de la Sierra-Nevada dépassent généralement la limite des neiges éternelles. Ceux des monts des Côtes mesurent en moyenne de 600 à 700 mètres d'élévation; quelquefois ils atteignent le double de cette hauteur, entre autres, le mont Ripley (2280 mètres), le mont Saint-Jean (2432 mètres) et le mont Linn, le plus élevé de tous, mais dont l'altitude n'est pas encore parfaitement connue.

Les Alleghanys, appelés aussi monts Appalachiens, s'étendent du Canada à l'Alabama, à travers l'ouest de

la Nouvelle-Angleterre et les États du centre. On considère les montagnes Blanches, dans le New-Hampshire, et les monts Adirondac, dans l'État de New-York, comme appartenant à cette grande chaîne, quoiqu'ils en soient séparés par de longues séries de monticules. Les Catskills du New-York en sont également un chaînon moins éloigné. Les Alleghanys proprement dits, à l'exclusion de ces divers groupes, ont une course de 2091 kilomètres; leur extrême largeur atteint, dans la Pennsylvanie et le Maryland, vers le milieu de leur longueur, 160 kilomètres.

CHAPITRE II.

Géologie.

Les roches les plus anciennes et sans aucun doute, les couches de l'écorce terrestre les plus vieilles que l'on connaisse, sont celles que les géologues du Canada désignent sous le nom de série Laurentienne. Elles consistent en gneiss plus ou moins granitique, quartz, pierres calcaires dolomites, conglomérats, et en grandes masses de minerai de fer. Les couches sont largement développées sur une grande portion du Canada où elles atteignent une épaisseur de 12 160 mètres, et se présentent aussi, aux États-Unis, dans la portion septentrionale de l'État de New-York occupée par les monts Adirondac. Ces formations cristallines diffèrent de celles attribuées à une époque plus récente et constituant les montagnes Vertes, les montagnes Blanches et la plus grande partie des États de la Nouvelle-Angleterre, par l'absence de schistes argilacés, talciques et chloriques, et par d'autres caractères minéralogiques.

La couche immédiatement supérieure, connue sous le nom de Huronne, se rencontre dans le Canada, au nord des lacs Huron et Supérieur, en grands lits de quartz, conglomérats, calcaires, roches schisteuses particulières

et diorites, et s'étend sur de vastes régions, quelquefois avec une épaisseur de 3 040 mètres. Sur la rive méridionale du lac Supérieur, à Marquette et dans les localités voisines, cette formation contient des lits énormes de minerai de fer. On regarde cette série comme l'équivalent des grès et conglomérats cambriens décrits par Murchison.

Quoique les séries laurentienne et huronne soient classées dans la catégorie des roches azotiques, de nombreux indices semblent prouver qu'elles étaient originairement des dépôts sédimentaires, abondant, comme ceux d'une date plus récente, en corps organiques appartenant aux règnes végétal et animal, dont les formes ont été détruites lors de la métamorphose subie par les roches.

Les plus anciennes roches fossilifères (appartenant à la zone primordiale de Barrande, et admises par quelques géologues comme constituant un groupe inférieur aux dernières roches siluriennes, groupe nommé par le Dr E. Emmons, dès 1844, le « Système Taconique »), caractérisées par le *paradoxides Harlani* et d'autres anciennes espèces de trilobites, se rencontrent, dans les schistes argilacés, à Braintree (*Massachusetts*), dans la portion centrale de la Caroline du Nord, et, peut-être, dans quelques ardoises de Georgia (*Vermont*), quoique les géologues du Canada regardent ces dernières comme l'équivalent du « groupe de Quebec, » lequel, suivant eux, est contemporain des formations calcaires du groupe inférieur silurien de l'État de New-York. On sontient également que quelques grès de l'Iowa et du Minnesota, attribués au silurien inférieur, doivent, en raison de leurs fossiles, être classés dans le même système.

Les couches cristallines et schisteuses de la Nouvelle-Angleterre, s'étendant, au sud-ouest, dans les hautes

terres du New-York et du New-Jersey, et, de là, par la chaîne Appalachienne, jusqu'à l'Alabama, ont été diversement classées par les géologues. Elles consistent en gneiss feldspathiques, quartz, schistes argilacés, micacés, talciques, et chloriques, etc. Quelques géologues regardent ces couches comme formant la base du système Appalachien; d'autres, au contraire, comme une modification des grès, ardoises, calcaires, etc., de la série silurienne inférieure. Avec les roches primitives de ce groupe et celles qui le suivent immédiatement, y compris les carbonifères, ces couches constituent la totalité du système. A partir de sa limite occidentale, on ne trouve aucune roche cristalline jusqu'aux montagnes Rocheuses, excepté dans les monts Ozark, dans le Missouri méridional, dans quelques localités du Wisconsin, et dans la partie septentrionale de la Péninsule du Michigan. Les calcaires siluriens, affleurant le sol à Cincinnati (*Ohio*), Frankfort (*Kentucky*) et Nashville (*Tennessee*), se présentent accompagnés des couches siluriennes supérieures de la grande zone de charbon de la Pennsylvanie occidentale, de l'Ohio oriental, de la Virginie et du Kentucky oriental. Au nord, une troisième zone carbonifère se trouve au centre de la portion inférieure de la Péninsule du Michigan; et au nord-ouest, une quatrième zone de charbon d'une grande étendue occupe presque tout l'Iowa et le Missouri septentrional, et une grande partie du Kansas. La série carbonifère, partout où on la rencontre, est de la dernière formation, sauf dans l'Illinois, l'Iowa et le Kansas, où l'on a reconnu la couche permienne. Les grandes plaines qui s'étendent du Missouri aux montagnes Rocheuses, par les vallées de l'Arkansas, de la Rivière-Rouge, etc., sont presque exclusivement occupées par des roches crétacées, recouvertes quelquefois par des roches de l'époque tertiaire.

Ces groupes sont une extension de ceux qui forment tout le pays bordant le golfe du Mexique et s'étendant, à l'intérieur, jusque vers l'extrémité méridionale des monts Appalachiens. La Floride, la Louisiane et les côtes, depuis le Texas jusqu'au vignoble de Marthe (Martha's vineyard) sont composées de roches tertiaires, le cercle se rétrécissant graduellement jusqu'au nord-est. Les couches les plus récentes de cette classe se rencontrent généralement près des côtes; les plus anciennes affleurent les terres intérieures. Nulle part on n'y trouve des roches volcaniques d'une date plus rapprochée et leur élévation est évidemment le résultat d'un lent mouvement du continent.

La formation crétacée traverse le New-Jersey et le Delaware septentrional, depuis la baie de New-York jusqu'à la tête de la baie de Chesapeake; elle se rencontre sur quelques points, au sud-est de la Virginie, à Wilmington (Caroline du Nord), dans la Caroline du Sud centrale et la Géorgie; de là, elle s'étend, d'une façon continue et sur une grande largeur, dans l'Alabama central, s'infléchissant jusque dans le Mississipi septentrional et le Tennessee occidental. Elle repose généralement sur la couche métamorphique des monts Appalachiens; et son ascension vers le plan supérieur de ces roches, dans le sud de l'État de New-York, est communément marquée par l'inclinaison prononcée du lit des rivières déterminant la tête de navigation.

La formation jurassique inférieure est représentée par une couche étroite de grès rouge, dans la basse vallée du Connecticut, se prolongeant jusqu'en Virginie, à travers le New-Jersey et la Pennsylvanie. Les lits de charbon du sud-est de la Virginie et de la Caroline du Nord sont classés dans ce groupe, en outre de la grande couche côtière de formation tertiaire indiquée ci-dessus. Le pliocène le plus récent se trouve dans diverses localités

du Maine méridional et sur les rives du lac Champlain.

La formation fragmentaire couvre toute la partie septentrionale des États-Unis, ses limites méridionales atteignent quelquefois le 40° de latitude nord. Les déchirures diluviennes les plus méridionales se trouvent dans le défilé (gap) du mont Peter, au-dessus de Harrisburg, près de la Susquehanna, sous le 40° 30′ de latitude.

Les dépôts d'alluvion sont relativement de peu d'étendue, se trouvant presque limités aux bords des rivières et des lacs. A l'embouchure seule du Mississipi, ils se développent en un delta d'une large surface. Au delà de la vallée du Mississipi, les groupes métamorphiques des monts Appalachiens se retrouvent dans les montagnes Rocheuses, mais en plus grande quantité; on y rencontre toutefois de larges lits de couches crétacées et de dépôts tertiaires récents. Cette formation constitue les vastes et arides plaines et les rampes qui descendent jusqu'au Pacifique.

Dans les régions alpestres on rencontre toutes les formations, depuis le groupe cristallin inférieur jusqu'au charbon, souvent traversées par de grands lits de trapps et de roches éruptives, dont quelques-uns se rattachent à des volcans récemment éteints ou encore en activité. Sur la rivière Colorado, à l'ouest, se trouve une intéressante région volcanique décrite par le lieutenant Joseph C. Ives, dans son rapport sur des explorations faites, par ordre du gouvernement des États-Unis, en 1857 et 1858.

Au delà de la Sierra-Nevada et des monts Cascades, le sol, jusqu'au Pacifique, est composé de couches tertiaires, tellement remuées et soulevées par les mouvements de l'écorce terrestre et les éruptions volcaniques, qu'elles présentent une surface excessivement tourmentée et une structure très-hétérogène.

Dans la division de l'Atlantique, les métaux suivent généralement la chaîne des monts Appalachiens; et à l'exception des mines de cuivre du lac Supérieur, des mines de plomb de l'Ouest et de quelques mines de fer dans la même région, on ne trouve de zones métallifères d'une certaine importance que dans les roches cristallines se rattachant à ces montagnes. Il en est ainsi des lits métallifères du Nouveau-Mexique, qui accompagnent les mêmes roches dans les montagnes Rocheuses; et des lits métallifères de la Californie, par rapport à la Sierra-Nevada; c'est l'introduction des couches cristallines de cette chaîne dans les couches tertiaires qui a fourni à ces dernières les métaux précieux qu'elles contiennent, et, par suite, en a occasionné l'exploitation sur une si vaste échelle.

CHAPITRE III.

Botanique.

Les botanistes, pour leur convenance, rangent les arbres et arbrisseaux des États-Unis en diverses provinces, chacune marquée par un caractère distinct et des limites déterminées.

Deux de ces provinces entrent à l'ouest, dans le Canada; deux autres passent par-dessus les frontières des États-Unis, dans le Mexique, au sud-ouest; mais ces régions font, presque intégralement, partie du territoire des États-Unis.

1. La province des Acacias s'étend le long du bassin des grands lacs et du Saint-Laurent; elle est limitée, au nord, par les forêts, à l'est, par les côtes du Labrador; à partir du 43° de latitude nord, elle s'infléchit graduellement, à l'ouest, vers les Alleghanys, où elle remonte vers le 60°, aux montagnes Rocheuses.

Parmi les essences caractéristiques de cette région on remarque : le *betula* ou bouleau, dont il existe cinq variétés : *B. papyracea*, *B. excelsa, B. nigra*, *B. lenta* et *B. populifolia,* connus vulgairement sous les noms de bouleaux jaune, noir, doux, blanc-vieux des champs, etc.;

deux variétés d'*Alnus* ou aune, *A. incuna* et *A. viridis*, ou aunes moucheté et vert; une seule espèce de saule, le *Salix lucida;* quatre espèces de peupliers, *Populus tremaloides*, *P. balsamifora*, *P. grandidentata;* et quatre espèces de sapins, *Abies alba*, *A. nigra*, *A. balsamea*, et *A. Canadensis*. Les pins, congénères de ces derniers, sont seulement au nombre de trois espèces, *Pinus bantiana*, *P. resinosa*, et *P. Strobus*. Il y a deux espèces de cèdres le *Juniperus communis* et le *J. Virginiana*, connues sous le nom de genièvre du Nord et de cèdre rouge.

Les seuls arbres toujours verts sont le *Thuya occidentalis*, ou arbre de vie Canadien, le *Taxus Canadiensis* et le *Larix Americana*.

On y trouve encore trois espèces de cerisiers, le *Cerasus Virginiana*, le *C. Serotina* et le *C. Pennsylvanica*, et leur congénère le *Prunus Americanus*, prunier sauvage du Nord; quatre espèces d'érables, *Acer saccharinum*, *A. rubrum*, *A. Pennsylvanicum*, *A. spicatum;* trois espèces de frênes, *Fraxinus Americana*, *F. Sambucifolia* et le *Pyrus Americana*, frêne alpestre américain; deux espèces d'ormes, *Ulmus Americana* et *U. racemosa*, saule pleureur et saule subéreux; quatre espèces de chênes, *Quercus rubra*, *Q. obtusiloba*, *Q. alba* et *Q. Macrocarpa*. On rencontre quelquefois des forêts entières de tilleuls (*Tilia Americana*) et de hêtres rouges (*Fagus ferruginea*); le charme (*Ostrya Virginica*) est moins abondant, mais se trouve parfois mêlé à d'autres essences. Quant aux arbrisseaux de cette région, les principaux sont le sureau (*Negundo aceroides*) le sumac (*Rhus glabra*) et le sorbier (*Amelanchier Canadiensis*).

2. La région Appalachienne comprend tous les États de l'Atlantique à l'ouest du 43° de latitude, et se prolonge, à l'est, jusqu'à la limite des prairies; par conséquent, elle comprend les deux versants des Alleghanys et les basses terres situées entre ces montagnes et

les côtes, ainsi que les monts d'Ozark et du Tennessee. On décompose cette région en six subdivisions dont les noms indiquent suffisamment la situation, à savoir : régions de l'Alleghany, de l'Ohio, du Tennessee, de la Caroline, du Mississipi et de la Floride.

Les essences de la région de l'Alleghany appartiennent, dans une grande limite, aux familles de la grande région précédente, quoique souvent de variétés différentes. Les arbres verts y sont rares, on n'en compte que quatre espèces, trois de pins, *Pinus rigida*, *P. pinguis* et *P. inops*, et un sapin, *Abies Fraseri*. Les arbres caractéristiques de cette région sont le chêne (4 espèces), le châtaignier (2 espèces), le hêtre (3 espèces), et le noyer (2 espèces); on y trouve encore deux espèces de frênes, *Fraxinus pubescens* et *F. viridis*; une espèce de chacune des essences suivantes : campêche (*Cornus alternifolia*), saule (*Salix nigra*), *Kalmia latifolia, rhododendron maximum*, platane (*platanus occidentalis*), érable (*acer Saccharinum* var. *nigrum*), sassafras (*S. officinalis*), faux acacia (*Robinia viscosa*), pommier sauvage (*pyrus angustifolia*) et *Chionantus Virginianus*. Parmi les arbrisseaux, deux espèces de sumacs, le S. velours et le S. vénéneux (*Rhus typhina* et *R. venenata*), sont les principaux de la région, dans laquelle se rencontrent aussi trois espèces et de nombreuses variétés de vignes, communes à la région de l'Alleghany, à celle de l'Ohio et l'une d'elles à la région du Tennessee, *Vitis labrusca, V. æstivalis* et *V. cordifolia*.

La région de l'Ohio ne possède que peu d'essences caractéristiques; les principales sont le ménianthe de l'Ohio (*Æsculus glabra*), le sorbier rouge (*Cercis Canadiensis*), le chêne écarlate et le chêne de marais (*Quercus Coccinea* et *Q. palustris*), trois aubépines (*Crategas Crus-Galli, C. Coccinea* et *C. tomentosa*), un érable doux (*acer dasycarpum*), la chicorée septentrionale (*Celtis occi-

dentalis), le mûrier rouge (*Morus rubra*), et le frêne à aiguillons du Nord (*Xanthoxylum americanum*).

A la région du Tennessee appartiennent le pawpaw (*Asimina triloba*), l'arbre concombre (*Magnolia acuminata*), les magnolias à grandes feuilles et autres magnolias (*M. macrophylla, M. umbrella, M. Fraseri*), la chicorée amère (*Carya amara*), la chicorée à écorce écailleuse (*C. sulcata*), le carouge vulgaire (*Robinia pseudocacia*), le ménianthe comestible (*æsculus macrostachya*), le bois jaune (*Cladastris tinctoria*), deux espèces d'*Halesia* ou arbre-cloche, *H. diptera* et *H. tetraptera*, l'oranger osage (*Maclura aurantiaca*), l'orme à feuilles épaisses (*Ulmus crassifolia*), l'arbre fumée (*Rhus Cotinoides*), le carouge miel (*Gleditschia triacanthos*), une espèce d'aubépine (*Cratægus cordata*), le hêtre méridional (*fagus Sylvestris*), le péduculaire des bois (*Oxydendrum arboreum*), le pin jaune (*Pinus mitis*), et le laurier chêne (*Quercus imbricaria*).

La région de la côte de la Caroline, qui s'étend réellement du Maine à la Géorgie, a pour essences caractéristiques cinq ou six variétés de cornouillers (*Cornus*), au moins quatre variétés de magnolias, dont l'une, le *M. grandiflora*, est un des plus beaux arbres à fleurs de l'Amérique du Nord, le cyprès (*Cupressus*) et le genre voisin *taxodium*, le palmier nain (*Chamæops palmetto*), deux ou trois variétés de pins, dont l'une a une grande importance commerciale, le superbe *liriodendron tulipifera*, connu sous les noms de bois blanc, tulipier, peuplier américain, etc., huit ou neuf variétés de chênes, dont le plus remarquable est le chêne espagnol (*Quercus falcata*), auquel son parasite, la mousse espagnole, donne une si funèbre apparence; le chêne jacquier noir (*Q. nigra*), dont les racines largement développées forment un réseau qui intercepte de la façon la plus incommode les voies de communication, et le chêne vert

(*Q. virens*), qui fournit le meilleur bois du monde pour les constructions navales. Il s'y trouve aussi plusieurs variétés de *Bumelias*, et au moins deux variétés de *Nyssas* ou gommiers, le *N. multiflora* (gommier acide) et le *N. uniflora*. Le cotonnier (*populus angulata*), quoique appartenant à la région du Mississipi, est assez commun dans les basses terres des États du Sud-Atlantique. Parmi quelques variétés de lauriers (*Gordonia*), l'une est commune à cette région et à celle du Mississipi. Une seule variété d'un genre voisin du bambou, le roseau géant (*Arundinaria macrosperma*), se voit aussi loin que le 38° 30′ de latitude nord ; la persicaire (*diospyros Virginiana*) et un seul représentant du genre châtaignier, le chinquapin (*Castanea pumila*), appartiennent aussi à cette région.

La végétation forestière caractéristique de la région du Mississipi consiste plutôt en grandes forêts d'essences particulières qu'en un nombre considérable de variétés. Le cotonnier abonde le long des cours d'eau ; le cyprès (*Taxodium*) se trouve près des bayous et des marais ; dans les terrains bas se rencontrent également le *Magnolia grandiflora*, quelques variétés de chênes des marais (*Q. prinus* et *Q. aquatica*), de chicorées (*Carya microcarpa*) et de frênes (*Fraxinus platycarpa*). Les essences les plus remarquables des forêts sont le catalpa (*C. Bignonioides*), le platane (*Planera aquatica*), le prunier chickasaw (*Prunus Chickasa*), et l'arbre sarrasin (*Cliftonia ligustrina*). On y trouve abondamment le limonier, le citronnier, l'oranger et le figuier, importés des Indes occidentales. Parmi les plantes grimpantes, la vigne Catawba est originaire de cette région.

Dans la région de la Floride, les principales essences forestières sont le chêne vert (*Q. virens*), trois variétés d'Eugenias, *E. latifolia*, *E. procera* et *E. buxifolia;* le cèdre puant (*Torreya taxifolia*), deux espèces de figuiers

(*Ficus brevifolia* et *F. aurea*), le bois amer (*Simaruba glauca*), dont l'écorce sert aux usages médicinaux ; deux espèces de pruniers sauvages, le *Coccoloba uvifera* et le *C. Floridana*, le prunier cacao (*Chrysobalanus icaco*), le vrai pawpaw (*Papaya vulgaris*), le pommier-crème à feuilles de laurier (*Anona laurifolia*), l'acacia à larges gousses (*Acacia latesiliqua*), le goyavier à feuilles de buis (*Psidium buxifolium*), le pommier de sept ans (*Crescentia*), le *Laguncalaria* et le *Rhizophora*, désignés tous deux sous le nom de palétuvier ; l'ardisie de la Floride (*ardisia Pickeringii*), et le sumac vénéneux à larges feuilles (*Rhus metopium*). Une particularité de cette région est la prédominance des arbres fruitiers.

3. La province des plaines comprend les vastes prairies s'étendant de la Saskatchewan au nord jusqu'au Texas au sud. Elle est presque dépourvue d'arbres, sauf près des cours d'eau, et ses essences lui sont presque toutes communes avec les régions du Mississipi, de l'Ohio et du Canada. Le noyer pécan (*Carya olivæ formis*), que l'on rencontre dans la région du Mississipi, atteint ici toute sa perfection. Les arbres les plus abondants de cette région, quoique aucun ne lui soit particulier, sont le cotonnier (*Populus monilifera*), l'orme blanc (*Ulmus Americana*), le frêne blanc (*Fraxinus Americana*) et le cèdre rouge (*Juniperus Virginiana*).

4. La province des montagnes Rocheuses n'a, comme la précédente, aucune essence qui la caractérise spécialement ; du moins, on ne lui en connaît encore aucune. Les plateaux partant de cette chaîne et se prolongeant dans la direction de l'est sont sans arbres et presque sans verdure, excepté sur les rives mêmes des rivières, où croissent quelques cotonniers et d'autres arbres au développement rapide et aux fibres spongieuses ; ailleurs, la sauge sauvage ou amère (*Artemisia tridentata*), l'arbre à suif (*Purshia tridentata*), et d'autres plantes du

même genre, constituent les seules tiges herbacées d'un sol aride et couvert de soude. Plus haut, sur les versants des montagnes, on trouve trois variétés de pins, peut-être davantage : *Pinus Wisliczeni*, *P. flexilis* et *P. monophyllus ;* ce dernier est une variété du fameux pin pignon. La liste se complète par une variété de chacune des essences suivantes : érable (*Acer tripartitum*), saule (*Salix pentadra*), cèdre (*Juniperus occidentalis* se trouvant dans l'Utah), et sureau (*Negundo Californicum*).

5. Les seules parties des États-Unis qui appartiennent à la province du Nord-Ouest sont le territoire de Washington et l'Orégon au delà du 42° 30′ de latitude. La profonde humidité de cette région y développe des essences forestières d'une hauteur et d'un diamètre immenses ; et quoique le nombre des genres ne soit pas aussi considérable que dans la province Appalachienne, il s'y trouve cependant une grande quantité de variétés. Les arbres verts sont en majorité. Les plus beaux pins se rencontrent à l'extrême sud ; on n'en voit au nord du 42° 30′ que trois espèces, dont l'une d'une hauteur énorme, le *P. monticola*, le *P. contorta* et le *P. ponderosa,* ce dernier, beau pin jaune, très-grand et possédant un bois d'une remarquable dureté. Ces montagnes septentrionales sont la patrie des sapins; il y en a sept espèces, parmi lesquelles l'*Abies grandis*, ou sapin jaune, est le plus noble de la famille, quoiqu'il surpasse à peine en beauté le sapin argenté de l'Orégon (*A. Amabilis*). Les seuls autres arbres verts sont le cèdre blanc de l'Orégon (*Tuya gigantea*), l'if de l'Orégon (*Taxus brevifolia*) et le mélèze du Nord-Ouest (*larix occidentalis*). Deux variétés de saules et deux d'érables, une d'aune, deux de cornouillers, deux de manzanites (*arctostaphylos glauca* et *A. tomentosa*), une variété de frêne, une de chêne, une d'aubépine, une de pommier sauvage, une de rhododendron, une de laurier et une de châtaignier, constituent les autres

arbres connus de cette province, en deçà des frontières des États-Unis.

6. La province Névadienne, du 42° 30′ au 32° de latitude nord, est la patrie des pins gigantesques, des cèdres, des santals, arbres d'une hauteur incomparable. La liste des arbres verts comprend sept espèces de pins, *P. sabiniana* (pin pignon de Californie), *P. insignis* (pin résineux de l'Ouest), *P. blanana* (pin pignon de Newberry), *P. Lambertiana* (pin à sucre), *P. Coulteri* (pin pignon de Coulter), *P. muricata* (pin épineux); deux espèces de *Sequoias, S. sempervirens* et *S. gigantea,* ou santal vulgaire et santal géant; deux de sapins, *Abies Williamsoni* et *A. bracteata;* six de chênes verts, *Quercus chrysolepsis, Q. agrifolia, Q. densifolia, Q. Hiadsii, Q. lobata* et *Q. acutidens;* trois de cyprès, *Cupressus Lawsoniana, C. macrocarpa* et *C. Gowana;* le *Juniperus pachyphlæa*, ou genièvre à écorce épaisse, le *thuya plicata*, ou arbre de vie mexicain; le *daphne Californica,* ou laurier alpestre; et le *libocedrus decurrens*, ou cèdre de Californie. Parmi les arbres décidus, deux espèces de chênes, *Quercus Californica,* et *Q. Douglasii;* le *juglans rupestris,* ou noyer mexicain; et une variété de ménianthe, une de nerprun, une de prunier sauvage, une de sycomore (*platanus racemosa*), une de *Torreya,* une de cornouiller, une de *ceanothus,* une de laurier-cerise, une de yucca, une de laurier, une de sumac, une d'aune, une de peuplier, une de pistachier, etc. Toutes ces variétés sont spéciales à la province.

7. La province mexicaine, comprenant le Nouveau-Mexique, l'Arizona et le Texas septentrional, est partagée en trois régions distinctes s'élevant, en plateaux successifs, depuis les déserts sablonneux jusqu'au Llano-Estacado ou Plaine-Jalonnée et aux plateaux du Nouveau-Mexique. Sauf sur quelques espaces isolés, cette province ne possède pas un grand nombre d'essences forestières,

mais ses arbres ont presque tous un caractère semi-tropical. Six espèces de cactus, de cinq différents genres, se trouvent dans les basses terres de cette province, à laquelle appartiennent également deux espèces de *Parkinsonias*, *P. microphylla* et *P. aculeata*, toutes deux désignées par les Mexicains et les Texiens sous le nom de *paloverde;* l'*Olneya tesota*, le *Cercidium floridum* (acacia vert), le *Larrea Mexicana* (*hediondo*) et le *Schinus molle* (poivrier péruvien). Les essences caractéristiques du premier plateau, celui de Llano-Estacado et le Texas central, sont le mezquite, l'*algarobia glandulosa* et son congénère le *Strombocarpa pubescens*, avec leurs racines profondément pivotantes, leurs succulentes gousses mellifères et leur gomme abondante. Dans les Cross-Timbers, et ailleurs, en petits bosquets, on rencontre le *Quercus oblongifolia* (chêne vif à feuilles oblongues), l'*acacia Greggii*, le *Pinus Edalis* (pin pignon du Nouveau-Mexique), et, rarement, le genièvre à feuilles carrées (*Juniperus tetragona*), le palmier californien (*Brahea dulcis*), le *Diospyros Texana*, et le *Pinus Chihuahuan*.

Encore plus au nord, sur les plateaux de l'Arizona et du Nouveau-Mexique, on trouve trois espèces de chênes, dont deux de chênes vifs, *Quercus Emoryii*, *Q. Confertifolia*, *Q. Gambelli;* ce dernier est un chêne blanc particulier à l'Arizona. Le long des bords des rivières, le cotonnier est remplacé par le frêne arizonien (*fraxinus pistacæfolia*).

Les principaux arbrisseaux sont le sumac à petites feuilles (*rhus microphylla*) et le *berberis Fremontii*.

Le caractère et la quantité des essences forestières sont largement soumis aux influences climatériques. Un climat humide, même sous une basse température, leur est favorable; aussi voit-on que le nord des États du Maine, du New-Hampshire, du Vermont et du New-York est couvert d'immenses forêts. Là où le froid est intense

et la pluie rare, les grandes gelées tuent les arbres; elles ne respectent que les plus vigoureux. Les froides régions ne possèdent que des arbres verts, quoique quelques espèces de chênes, de hêtres, etc., essayent d'y végéter.

Dans la région Apalachienne, les forêts sont plus abondantes sur le versant oriental des Alleghanys que sur le versant occidental, et bien plus encore dans la région des prairies, parce que les pluies y sont plus fréquentes et que l'humidité s'y maintient plus uniformément. Les nuages qui s'élèvent de l'Atlantique perdent la plus grande portion de leur humidité en passant à l'ouest, et se dissipent complétement dans les Alleghanys. Sans la grande région des lacs du Nord, qui fournit aux nuages une évaporation journalière, à peu près, sinon tout à fait égale au tiers de celle du Nord-Atlantique, sans le golfe du Mexique, dont les vapeurs sont entraînées dans la direction du nord par les vents du sud, la vallée du Mississipi ne serait qu'un désert semblable à celui de Gobi. Dans l'espèce, dans beaucoup de parties de la région, l'humidité était insuffisante pour permettre aux arbres de résister, comme l'ont fait ceux de la région Apalachienne, aux incendies fréquents, si pernicieux à la végétation desséchée des prairies.

Le long de la côte occidentale de l'Amérique du Nord, on trouve des forêts d'essences gigantesques sur le versant maritime des monts Cascades et des monts des Côtes, tandis qu'à l'est de cette région, on rencontre une contrée dépourvue d'arbres, où l'on ne peut se procurer de combustible qu'au moyen des dépôts de charbon de terre, et où les récoltes ne lèvent qu'à force d'irrigations.

Entre cette région et les sources des affluents occidentaux du Missouri et du Mississipi, est une région encore plus aride et plus nue, où la pluie tombe rarement, et où, sauf le long des rives des cours d'eau alimentés par la fonte des neiges alpestres, mais à sec au moins pen-

dant une partie de l'été, il n'y a ni pâturages pour les bestiaux, ni combustible pour l'usage de l'homme.

Le froid des chaînes de montagnes a également de l'influence sur la distribution des arbres. A la hauteur de 900 mètres (d'après cette loi générale que la température moyenne décroît de 3° par 300 mètres d'altitude), on trouve des plantes dont la place, dans les basses terres, serait de 2 ou 3° plus au nord. C'est spécialement le cas sur les montagnes de la chaîne des Cascades, où, dans quelques circonstances, on voit réapparaître les arbres de l'Amérique russe sur les versants les plus élevés des montagnes de la Californie et de l'Orégon.

Les plantes herbacées des États-Unis sont très-nombreuses, et quelques-unes de grande valeur. Les botanistes comptent 71 genres et 261 espèces de *gramineæ* indigènes, comprenant sous ce titre quelques céréales et plusieurs espèces de maïs, sorgho, canne à sucre, etc. Dans les États du Nord et du Centre, les graminées cultivées sont, pour la plupart, d'origine européenne et naturalisées; mais dans les États du Sud, du Sud-Ouest et de l'Ouest, et dans la région bordant les grands lacs, il y a beaucoup d'espèces indigènes tout à fait égales aux espèces européennes. Parmi elles on compte : le *Zizania*, ou riz sauvage, 3 espèces trouvées dans le voisinage des lacs, et, au sud et à l'ouest, le long des bords des baies, étangs, détroits et rivières; l'*Agrostis*, 6 espèces et de nombreuses variétés, *A. alba*, var. *dispar*, l'une des plus estimées; le *Stipa*, ou fromental; l'herbe mezquite, plusieurs espèces et diverses variétés, natives du Texas et fournissant une délicieuse pâture aux bestiaux et aux moutons du pays; l'*Elymus*, ou surelle; le seigle sauvage, natif des États du golfe, grandement apprécié comme fourrage d'hiver; le *Poa compressa*, herbe bleue, considérée, dans le Kentucky et le Tennessee, comme le meilleur fourrage connu; l'*Uniola*,

avoine sauvage, dont 4 espèces indigènes dans les États du Sud, parmi lesquelles l'*U. nitida* est très-estimée; le *Paspalum*, 21 espèces, dont quelques-unes sont utilisées comme fourrage; le *Cynodon dactylon*, herbe des Bermudes, rampant sur les sols sablonneux, mais très-nutritive; et l'*Arrenatherum*, espèce de fromental, appelé aussi herbe de l'Orégon, herbe de l'Utah, etc., natif de l'Ouest et du Sud-Ouest, faisant d'excellent foin et constituant un bon fourrage d'hiver.

Sur un territoire si vaste, le nombre et la diversité des plantes d'agrément des États-Unis sont nécessairement très-grands. Chaque région a sa flore, chaque saison sa floraison caractéristique. Nous ne pouvons donc qu'en indiquer les principaux traits.

Dans les États du Nord-Est et du Centre, les fleurs les plus remarquables du commencement du printemps appartiennent à quelques *Compositæ*, et principalement, dans les basses terres, la dent-de-lion (*Taraxacum dens leonis*) d'un jaune brillant, et aux *Geraniaceæ* d'un rouge pourpre, représentées dans cette région par le *Geranium maculatum;* un peu plus tard, le cornouiller (*Cornus florida*) est en pleine floraison, et l'arbre est complétement couvert de fleurs d'un blanc de lait. L'aubépine, dont on compte 14 ou 15 espèces, est aussi un des plus hâtifs des arbrisseaux indigènes, et ses fleurs blanches se voient partout dans la campagne. La délicate primerose indigène (*Primula mistassinica* et *farinosa*) est moins abondante, mais elle est d'une grande beauté.

Plus tard fleurissent les *Rosaceæ* indigènes, et particulièrement les roses sauvages et églantines, aussi belles qu'odorantes, le splendide *Kalmia*, ou laurier à larges feuilles, de l'ordre des *Ericaceæ*, le *Vaccinium*, ou arbousier, le *Gaylusacia* ou airelle-myrtille, avec ses délicates fleurs blanches et écarlates, et tous les arbres à fruit.

A la fin de juin, les *Umbelliferæ*, ordre représenté par quelques centaines de genres et d'espèces, et les *Cruciferæ*, qui en comptent presque autant, quoique moins belles, ont poussé toutes leurs fleurs; il faut y ajouter les *Ranunculaceæ*, ou tribu des renoncules, dont quelques-unes donnent leurs fleurs d'or en avril et en mai.

De juillet à octobre fleurissent les plantes appartenant au grand ordre des *Compositæ*, quoique quelques-uns de ses nombreux genres ne donnent leurs fleurs qu'à la fin de l'automne.

En juillet, août et septembre, paraissent abondamment l'*Achillea*, ou mille-feuilles, 20 espèces au moins de *Coreopsis*, avec leurs fleurs jaunes; la grossière mais brillante famille des *Helianthus*, ou tournesol, dont il existe 25 espèces indigènes; l'*Erigeron* ou conyze, avec ses fleurs pourpres; la *Scutellaria*, le *Leonurus* (agripaume) et quelques-autres *labiatæ*, et les brillantes lobélias aux fleurs pourpres, écarlates et cramoisies.

En octobre et novembre, sur les champs en friche et les bas côtés des routes brillent les fleurs roses de l'*Aster*, et les ondoyants panaches du *Solidago*, ou verge d'or, deux genres distingués de l'ordre des *Compositæ;* mêlées à ces belles plantes, en fleurissent d'autres du même genre ou de genres voisins, mais moins belles.

Dans la région des prairies la succession des fleurs est un peu différente. Parmi les fleurs hâtives sont l'*Hepatica* bleu-pâle et d'autres *Ranunculaceæ* de couleurs plus brillantes ; presque en même temps paraissent les délicieuses fleurs du *Cratægus tomentosa*, ou buisson ardent, et la magnifique mais inodore rose cramoisie des prairies, la *Rosa setigera*. Une semaine ou deux plus tard, les fleurs blanches et particulières du *Podophyllum peltatum*, ou mandragore sauvage, apparaissent sur les bords des cours d'eau. En mai et juin, les prairies resplendissent de fleurs de toutes les nuances. Le bleu profond de

la *Viola delphinifolia* (pied-d'alouette violet), le blanc, le rouge et le pourpre de l'*Houstonia*, et les grappes panachées de la *Claytonia Caroliniana* et de la *C. Virginica*, si justement nommées « beautés-du-printemps, » nuancées de blanc, de rose, de rouge et de pourpre, se mêlant au brillant jaune d'or des *Ranunculaceæ* tardives, et à d'autres fleurs, ou à des variétés différentes seulement par la couleur, donnent aux prairies de l'Ouest un aspect véritablement attrayant.

Quand la saison est plus avancée, le pourpre devient la couleur dominante, quoique les nuances sombres de l'*Heuchera*, du *Liatris*, de l'*Eupatorium*, soient relevées par le blanc brillant du *Silene stellata* et le beau jaune-soufre, pourpré au centre, de l'*Abelmoschus manihot*. Plus tard encore, comme dans l'Est, le *Solidago* et l'*Aster*, quoique d'espèces différentes, maintiennent leur supériorité parmi les fleurs inodores de l'automne, et la verveine indigène incidente agréablement le paysage.

Dans la région comprise entre la Caroline et la Louisiane, on trouve des fleurs d'un caractère encore différent. Les plus beaux des arbrisseaux à fleurs sont le *Magnolia grandiflora*, l'*Azalea calendulacea* et le *Rhododendron punctatum*; tandis que les nombreuses espèces de *Clematis*, avec leurs fleurs blanches et pourpres, l'*Hypericum aureum* à fleurs d'or, la brillante nuance écarlate du *Silene regia*, et les teintes pourpres et carminées de l'*Hibiscus*, forment un riche assemblage de couleurs. L'aubépine y est également représentée; et quoique ses fleurs modestes disparaissent presque sous la splendeur de la flore semi-tropicale, son fruit ne laisse pas d'attirer l'attention par l'éclat de sa couleur.

Les États du Sud n'ont pas de rose indigène, à moins que la *Rosa lævigata*, rose Cherokee, qui passe pour avoir été importée de Chine, n'y croisse vraiment spontanément. Parmi les genres de l'ordre *Rosaceæ* de cette

région, il faut citer deux espèces de *Spiræa,* le *S. corymbosa*, avec son corymbe de fleurs roses, et le *S. Aruncus*, à grappes blanches. Le *Calycanthus floridus,* plus remarquable par son parfum exquis que par la beauté de ses fleurs, est aussi une plante méridionale. L'*OEnothera speciosa,* ou primevère du soir, est une plante élégante à grandes fleurs blanches ou rosées, originaire de l'Arkansas et du Texas. Une autre fleur d'une grande beauté est le *Passiflora incarnata*, ou fleur de la passion, originaire des deux Carolines. Le *Pinckneya pubens,* magnifique arbrisseau de l'ordre *Rubiaceæ*, croît sur la côte, depuis la Caroline du Sud jusqu'à la Floride, et porte des grappes de fleurs d'une délicate nuance de pourpre. Il y a également dans cette région de nombreuses espèces de *Liatris*, avec des fleurs d'un beau pourpre. Les brillants obélias, les asters et les verges-d'or sont couverts de fleurs en automne. La monotonie en est ravivée par d'autres fleurs également belles et moins agrestes, telles que l'*Echinacea purpurea,* ou fleur conique pourpre, le *Rudbeckia triloba,* à fleurs pourpres et jaunes d'or, et l'*Helianthus radula,* avec un disque pourpre et des stries jaunes.

Sous beaucoup de rapports, le Texas a une flore complétement différente de celle des États de l'Est et du Nord-Est. Le cornouiller, plusieurs espèces, et le ménianthe nain (*Æsculus Texanus*), fleurissent en mars. Ces deux plantes néanmoins sont tardives. L'*Houstonia cerula*, appelé bluet dans le pays, donne ses fleurs en janvier et février, et le draba blanc (*Draba cuneifolia*), du 1er au 15 février. A la fin de ce dernier mois ou au commencement de mars, le formidable *Yucca aloifolia*, ou épée espagnole, cache ses feuilles tranchantes sous ses innombrables fleurs blanches et violettes ; le *Phlox involucrata* ouvre ses corolles pourpres ou carminées; et peu après, son congénère, le *Gilia coronopifolia*, agite ses

gerbes écarlates ; le *Cratægus spathulata*, l'aubépine texienne, est également couvert de ses corymbes de fleurs blanches; et, dès les premiers jours de mars, les brillantes feuilles d'un vert foncé de l'épine noire (*Viburnum prunifolia*) contrastent agréablement avec ses fleurs d'un blanc de neige. Un peu plus tard apparaissent les diverses espèces de primevères, le lupin pourpré (*Lupinus villosus*) et le *Krigia Caroliniana*, ou dent-de-lion nain. En avril, mai, et dans les premiers jours de juin, ces fleurs, ainsi que quelques autres, continuent à fleurir; mais les chaleurs de l'été viennent bientôt dessécher toute végétation, excepté le long des cours d'eau; les plantes sont protégées contre les rayons d'un soleil dévorant par les feuilles mortes qui les recouvrent comme un chaume, et, pendant deux mois, la terre revêt un manteau de couleur rousse.

Les fleurs reparaissent avec les pluies d'automne. Ici, comme dans le Nord, prédomine l'ordre *Compositæ;* mais c'est le *Coreopsis*, l'*Helianthe*, le *Silphium* ou herbe résineuse, et le *Chrysopsis*, plutôt que le *Solidago*, qui fournissent les nuances jaunes de cette saison. On ne connaît, au Texas, qu'une seule espèce peu commune de *Solidago*. Quelques espèces d'*Asters* paraissent alors, et le dahlia, originaire du Mexique, passe la frontière, sans pourtant déployer cette infinité de nuances qu'une culture attentive a su produire dans le nord de l'Europe.

Dans l'extrême ouest du Texas, sur les bords du Rio-Grande, les cactus des genres *Opuntia*, *Melocactus*, *Cereus*, *Mammillaria* (*grandiflora*, *flagelliformis*, etc.), cachent leurs solides et cruelles épines sous les plus éclatantes fleurs.

Il y a peu de fleurs dans la partie septentrionale du Texas, s'étendant à l'Arizona, au Nouveau-Mexique, à l'Utah et au Colorado. Les principales plantes des plaines sont quatre ou cinq espèces d'*Artemisias*, véritable

absinthe, quoique les chasseurs la nomment sauge sauvage, et le *Senecio*, ou herbe à feu. Les fleurs les plus remarquables de la région sont deux espèces de *Spireæ*, dont l'une, *S. dumosa*, nouvelle variété avec des gerbes magnifiques; une odorante et élégante *OEnothera* (*cespitosa*), ou primevère du soir, avec de grandes fleurs blanches; et le *Cowania Stansburiana*, le *Heuchera rubescens* et le *Monothrix Stansburiana*, trois nouvelles espèces d'une forme très-originale. La dernière plante appartient à l'ordre *Compositæ*, et ses fleurs sont extrêmement belles.

La flore de l'Orégon et de la Californie est très-abondante et diffère beaucoup de celle du pays situé à l'est de la Sierra-Nevada ou des montagnes Rocheuses. Même quand on rencontre le même genre, les espèces sont tout à fait différentes. Il y a certaines plantes, de l'ordre *Scrophulariæ*, dont les fleurs sont de toute beauté, telles que deux ou trois espèces de *Mimulus*, ou fleur-singe, *M. luteus*, à grandes et splendides fleurs jaunes avec des taches roses et pourpres; *M. cardinalus*, à brillantes fleurs écarlates, et *M. moschatus*, à fleurs jaunes exhalant une odeur de musc; et deux espèces de *Pentstemon*, le *P. speciosus*, à fleurs d'un bleu éclatant, et le *P. barbatus*, à fleur écarlate. Les *Hydrophyllaceæ* présentent deux espèces : le *Némophila insignis*, à fleur blanche lisérée de bleu, et le *N. maculata*, blanche avec des taches violettes. Une autre délicieuse fleur de l'ordre *Polemoniaceæ*, le *Gilia tricolor*, a le limbe lilas-bleu, la gorge pourpre et le tube jaune. La plante indigène de la Californie qui, à l'époque de sa floraison, attire le plus l'attention, est le *Ribes speciosum*, ou groseillier fleuri, dont les longues grappes cramoisies sont incomparables; on en trouve une espèce congénère dans l'Orégon.

Une particularité de la flore de la Californie est l'absence presque absolue de genres appartenant aux deux

grands ordres *Rosaceæ* et *Compositæ*. Dans le premier, les genres nombreux des *Cratægus* (aubépine), *Rosa*, *Cerasus*, *Prunus*, *Pyrus* (pommier) et *Rubus* (ronce), sont à peine représentés; dans le second, la Californie manque d'*Aster*, de *Solidago* (verge-d'or), de *Coreopsis*, d'*Hélianthe* (soleil), d'*Érigeron* (conyze), de *Chrysopsis*, d'*Eupatorium*, etc. Cette lacune est plus que comblée par le nombre de quelques ordres tels que les *Scrophulariæ* et les *Hydrophyllaceæ*.

En général, on peut dire que la flore des États-Unis ne comprend que peu ou point de plantes nutritives; les céréales et toutes les plantes esculentes sont naturalisées; mais la translation a été si favorable à beaucoup d'entre elles qu'elles l'emportent, pour la qualité, sur leurs congénères, de quelque partie du monde qu'elles proviennent.

Les *Cucurbitaceæ* comestibles (concombres, melons, courges, etc.) sont également naturalisés, comme le sont la plupart des fruits, spécialement la pomme, la poire, la prune, la pêche, le coing et l'abricot. Les baies comestibles, telles que la fraise, la mûre, la framboise, l'airelle, etc., sont indigènes. Les plantes fibreuses, le coton, le lin et le chanvre, sont naturalisées; mais l'agave, qui possède des qualités analogues à celles du chanvre, est indigène d'un pays voisin des États-Unis, le Mexique.

CHAPITRE IV.

Zoologie.

La zoologie des États-Unis est essentiellement celle de l'Amérique du Nord, parce que toutes les espèces du continent nord-américain habitent quelque partie des États ou territoires. Les *quadrumana*, embrassant toute la tribu des singes et de leurs congénères, manquent absolument. Les *cheiroptera* présentent trois genres et onze espèces.

Parmi les *sarcophages*, ou, comme on les nomme fréquemment, les *carnivora*, le plus grand est le jaguar, souvent appelé improprement panthère, et qui n'est pas originaire du continent; c'est un animal formidable et qui, de tous les *felida*, ne le cède, pour la force et la férocité, qu'au lion et au tigre du Bengale. Le chat sauvage, petit mais féroce, et le lynx du Canada, sont les seuls animaux indigènes de la famille du chat. Il y a six espèces de renards, peut-être sept : le R. commun rouge, le R. croisé (regardé par quelques-uns comme une variété du R. rouge), le R. noir ou argenté, le R. des prairies, le R. agile, le R. gris et le R. à queue courte; deux espèces de loups complétement différentes : le loup gris des régions boisées, animal féroce, mais poltron,

qui comprend plusieurs variétés, L. rougeâtre, L. noir, L. géant, qui toutes semblent appartenir à la même espèce (*canis occidentalis*) ; et le loup des prairies, le représentant américain du chacal d'Orient.

Dans l'ordre des *digitigrada,* on trouve la martre des sapins, ou zibeline américaine, la loutre américaine, deux espèces de putois, et la belette, ou hermine américaine.

L'ordre des *plantigrada* fournit l'ours noir, qui n'est pas rare dans les parties boisées des États de l'Atlantique, et qui, bien que reconnu comme carnivore, vit principalement de miel, de grains, de baies et de fruits ; l'ours grizly, le plus grand et le plus redoutable des carnivores d'Amérique ; et peut-être une autre espèce presque aussi grande, mais un peu moins féroce, originaire des montagnes Rocheuses et connue sous le nom d'ours californien. Les autres familles de l'ordre habitant les États-Unis sont le blaireau, le wolverene ou glouton ; six espèces de skunks (*mephitis americana*), et deux espèces de raccoons, le R. commun et le R. à pieds noirs, ce dernier habitant exclusivement l'ouest des montagnes Rocheuses.

Une seule espèce représente les *pinnigrada,* ou famille des phoques, le phoque commun, qui vit sur les côtes des États-Unis ; quelques autres genres et espèces sont amenés, mais très-rarement, par les glaces, vers les frontières les plus septentrionales.

L'ordre des *ruminantia* est très-nombreux aux États-Unis. Parmi les *cervidæ,* ou famille des daims, on trouve l'élan, rare, même dans les États du Nord-Est, où il est actuellement confiné ; le wapiti, qui reçoit communément mais improprement le nom d'élan ; cinq ou six espèces de daims, le D. de la Virginie, le D. à queue noire californien, le D. à queue noire colombien, le D. à longue queue, le D. mulet, et peut-être une ou deux autres espèces. Il y a une et peut-être deux espèces d'antilopes,

l'A. américaine à bois fourchu, native de la région des montagnes Rocheuses, et un congénère du chamois, l'espèce la mieux connue; il y a aussi une espèce de la famille du mouton, le mouton à grosses cornes, que l'on rencontre dans toute la région des montagnes Rocheuses et de la Sierra-Nevada. Le bison, appelé communément mais improprement buffalo, est le seul représentant sauvage de la famille du bœuf.

Parmi les mammifères amphibies, une seule espèce de vache marine fréquente les rivages de la Floride et du golfe du Mexique. Le marsouin, et cinq ou six espèces de dauphins, parmi lesquelles le poisson blanc ou baleine blanche, et le narval, se trouvent le long des côtes; les petites espèces de baleines ne sont pas rares, et le cachalot se montre à quelque distance des côtes, mais dans la latitude des États du Pacifique.

Les *insectivora* sont représentés par la taupe, trois genres et sept ou huit espèces, et par la musaraigne, douze espèces, toutes deux appartenant au genre *sorex*.

Le grand ordre des *rodentia* fournit le castor, deux espèces de porcs-épics, dix ou douze d'écureuils francs, six d'écureils volants, quatre ou cinq d'écureuils des prairies, deux de chiens des prairies; plusieurs espèces de gophers, ou rats à poche; la marmotte américaine; le rat musqué; la tribu des rats, dont deux genres et trois espèces, au moins, sont indigènes, à savoir : le R. de la Floride ou des bois, le R. des buissons, le R. du coton, et, suivant quelques auteurs, le R. à ventre blanc, qui semble, toutefois, être originaire d'Europe; la tribu des souris, comprenant la souris commune, quatre genres et dix-neuf ou vingt espèces; de nombreuses espèces de souris des prairies; deux espèces de lemmings et peut-être davantage; au moins six espèces de lièvres, ou lapins à longues oreilles; et quatre ou cinq espèces de lapins à courtes oreilles, ou lapins francs.

Les *marsupialia* qui, en Australie, constituent une classe de mammifères si importante, ne sont représentés, aux États-Unis, que par un seul genre, l'opossum, deux espèces habitant, l'une à l'est, l'autre à l'ouest du fleuve Mississipi.

Quant aux oiseaux, leurs genres et espèces sont si nombreux qu'on n'en peut citer que les plus remarquables. Parmi les *raptores*, l'aigle, dont on a reconnu avec certitude cinq espèces propres aux États-Unis, tient le premier rang. Puis viennent les vautours, au moins six espèces, depuis le vautour royal de la Californie jusqu'au buzard-dindon et au corbeau des charognes des États de l'Est; les faucons, vingt-cinq ou trente espèces, parmi lesquelles l'épervier, le milan, l'autour, etc.; enfin, les hiboux, au moins quarante espèces.

Les *scansores* sont représentés par le perroquet de la Caroline, le seul oiseau de la tribu des perroquets vivant aux États-Unis, et les pics, genre bien connu, dont il existe beaucoup d'espèces.

L'ordre des *insessores*, appelés anciennement *passerini* ou *passeres*, est très-nombreux aux États-Unis et comprend les oiseaux chanteurs aussi bien que ceux que distingue leur voix aiguë ou vibrante. Les tribus les plus répandues de l'ordre sont : les grives, parmi lesquelles le robin (nom donné, en Europe, à un oiseau tout à fait différent), l'oiseau moqueur et l'oiseau-chat, son congénère, et presque son égal par le talent d'imitation; les hirondelles, famille nombreuse; la tribu des pinsons, comprenant les moineaux; le martin-pêcheur; la tribu des corbeaux; les orioles, aussi intéressants par la beauté de leur plumage que par la variété de leur chant; les étourneaux; et, en dernier lieu, les plus splendides de tous, les oiseaux-mouches.

Les *rasores*, divisés en deux sous-ordres, les *columbæ* et les *gallinæ*, sont également largement représentés aux

États-Unis. Des espèces nombreuses de pigeons et de tourterelles vivent dans les régions boisées de l'Ouest et du Nord-Ouest; ces oiseaux ne sont rares dans aucun des États. Il n'y a pas aux États-Unis de véritable perdrix; celle des États du Nord est un grouse, et celle des États du Sud une caille; mais on y rencontre en foule le grouse, au moins douze espèces, la caille, le dindon sauvage, et diverses autres espèces de gallinacés.

Parmi les *grallatores*, ou échassiers, on trouve le flamant, plusieurs espèces de hérons, l'ibis rouge, l'I. blanc et l'I. lustré, la grue, le foulque, le râle, l'avocette, la bécasse, le pluvier gris, etc.

Les *natatores* constituent un ordre très-nombreux. Il y a vingt espèces d'*anserinæ* (oies), parmi lesquelles deux de cygnes et trente espèces au moins d'*anatidæ* (canards). On trouve également deux espèces de pélicans, confinés aux États du golfe, beaucoup d'espèces de goëlands, et six espèces de cormorans.

Les États-Unis ont moins de reptiles que certaines autres parties du globe. Il s'y trouve un nombre considérable de tortues, mais peu de grande taille. Les petites îles de corail de la côte de la Floride et les bandes de terre sablonneuse qui longent les côtes des États du Sud-Atlantique et du golfe du Mexique sont fréquentées par de nombreuses tortues vertes et autres tortues de mer. L'alligator, habitant les fleuves et bayous des États du Golfe, détruit beaucoup de bestiaux et de petits animaux, mais n'attaque l'homme que rarement. Les sauriens abondent, surtout dans les États du Sud, et comprennent beaucoup de lézards (entre autres le caméléon), de skinks (*scincus*), de grenouilles cornues (*phrynosoma*), de monitors, etc.

Les ophidiens pullulent, mais trois espèces seulement sont venimeuses, le serpent à sonnettes, le serpent mocassin et la vipère. Le serpent noir (*coluber constrictor*)

est la seule espèce du genre boa que l'on rencontre aux États-Unis.

Les batraciens comprennent de nombreuses espèces de grenouilles, grenouilles des arbres, une grenouille cornue (*ceratophris*), deux ou trois espèces de crapauds, le protée, la sirène, trois ou quatre tritons, et environ vingt espèces de salamandres.

Le nombre des genres et des espèces de poissons qui visitent ou habitent les eaux des États-Unis, est trop considérable pour être détaillé. Les plus remarquables parmi les espèces à nageoires épineuses sont le brocheton, la perche, le maquereau, le poisson sabre et le mulet. Parmi les espèces à nageoires abdominales lisses, les mieux connues sont le saumon, l'alose, dont quelques variétés ont une chair excellente, le hareng, le brochet et la carpe; dans les espèces à nageoires pectorales lisses, la morue, dont la pêche occupe des bras nombreux et alimente des milliers d'individus, le carrelet, la plie, etc.; enfin, parmi les espèces manquant de nageoires abdominales, diverses variétés d'anguilles, de mer et d'eau douce, et la lamproie. Le requin, seize ou dix-huit espèces; la raie, trente ou quarante espèces; et le poisson diable, sont les plus formidables des monstres habitant les profondeurs de l'Océan sur les côtes américaines. Les autres poissons très-connus et fort estimés pour la table sont : dans la mer, l'halibut (espèce de *pleronacidæ*), le tautog (*labrus americanus*), le poisson bleu (*temnodon saltator*), le bar, le tomcod (morue), le porgy, (tête-dorée), etc.; dans les rivières et les lacs, la perche, le gardon, la vandoise, la truite des ruisseaux et celle des lacs, le brochet géant, et le délicieux poisson blanc des lacs.

Parmi les mollusques, les *acéphales* sont largement distribués sur les côtes maritimes, ainsi que dans les lacs et les rivières. Les nombreuses variétés d'huîtres atteignent

une saveur inconnue ailleurs; dans quelques endroits on estime aussi beaucoup comme comestibles deux bivalves à écailles unies, le *mya arenaria* et le *Venus mercenaria*, ainsi que la pétoncle et la moule. Les autres espèces du même genre sont la bucarde comestible, le marteau, le rasoir, le *teredo* ou ver des vaisseaux ; et, dans les rivières, les nombreuses espèces d'*unio* et d'*anodonta*. L'huître perlière a été trouvée sur les côtes de la Californie, et quelques-unes des *unionidæ* sécrètent des perles d'une grande valeur. Il y a plusieurs genres et espèces d'escargots terrestres et d'étangs, de limaces, de patelles, de buccias, et autres *gastéropodes ;* et l'Atlantique, le Pacifique, le golfe du Mexique déposent sur les côtes de grandes quantités des *cephalopodes* qui habitent leurs eaux, tels que le nautilus, la *spirula,* l'araignée de mer, etc.

Les crustacés sont nombreux et, pour la plupart, comestibles. Les langoustes, les homards, les crabes, les crevettes abondent sur les côtes; et, dans l'intérieur, on trouve les écrevisses d'eau douce et les crabes de terre. Le pou des bois est commun dans les lieux humides, et les insectes parasites qui appartiennent à cette classe se rencontrent partout.

Les *arachnida* fournissent à quelques États des espèces venimeuses, comme le scorpion et diverses variétés d'araignées; mais presque tous les acariens, araignées, etc., des États-Unis, sont d'une complète innocuité. Le mille-pieds, quoique appartenant proprement aux tropiques, se rencontre quelquefois dans les États du Sud-Ouest.

Les tribus d'insectes sont trop nombreuses pour qu'il soit possible de s'y arrêter longuement. Les coléoptères sont extrêmements abondants et renferment plusieurs genres. Il y a vingt-deux espèces de sauterelles; quelques-unes sont très-nuisibles à la végétation, quoique aucune ne puisse être comparée, sur ce point, à la sauterelle des régions de l'Orient. On trouve également aux

États-Unis de nombreuses espèces d'abeilles, de guêpes, de frelons, de bourdons, de papillons de toute beauté; de cigales, douées parfois d'une énorme puissance de destruction; de mouches, parmi lesquelles une cantharide presque égale à la variété espagnole; et de tous les autres ordres d'insectes. Le nombre en augmente encore à mesure qu'on approche des tropiques.

Les *annelida* ont une quantité de représentants dans les vers nombreux qui infestent le pays; quelques-uns détruisent les feuilles des arbres, d'autres en percent l'écorce, d'autres encore dévorent les racines et les végétaux comestibles. La sangsue, qui habite les étangs marécageux, quoique inférieure en puissance à l'espèce suédoise, est pourtant redoutable à cause de la perte de sang qu'elle occasionne à ceux qui s'exposent à ses attaques; souvent même ces annélides s'attachent en si grand nombre aux bestiaux que la mort devient inévitable pour ces derniers.

Tous les animaux domestiques des États-Unis y ont été importés d'Europe, à une ou deux exceptions près. Le cheval, quoique étranger à ce continent, est devenu sauvage, depuis de longues années, et vague, maintenant, en immenses troupeaux, dans les plaines du Texas; il est, toutefois, facile à domestiquer. A diverses époques, on a introduit aux États-Unis des chevaux anglais, français, espagnols, marocains et arabes; de grands soins ont été donnés à l'éducation de ces animaux et l'on est parvenu à développer en eux, à un haut degré, la vitesse et les autres qualités inhérentes à leur race.

Les ânes proviennent principalement d'Espagne et de Malte; les bestiaux, de la Grande-Bretagne; les chèvres, du sud de l'Europe, quoique l'on ait fait quelques tentatives pour acclimater les espèces asiatiques; les moutons descendent des races Southdown, saxonne et mérinos espagnole. Les porcs sont de races diverses; une

d'elles, commune dans la Virginie centrale et occidentale, et dans d'autres districts montagneux, est haute, longue, maigre, d'un naturel féroce et d'une origine incertaine; mais les races les plus répandues sont les porcs du Berkshire (anglais) et de la Chine, et les croisements de ces deux variétés.

Les chiens et les chats domestiques viennent presque tous d'Europe. Le rat brun ou de Norvége est une importation du pays dont il porte le nom; mais il a été presque totalement détruit par un rat noir plus fort et plus féroce, que l'on croit originaire du sud de l'Europe. On a essayé, sans beaucoup de succès, d'introduire, dans les districts montagneux, le llama de l'Amérique du Sud. Mais on a été plus heureux dans les tentatives faites pour acclimater dans le Texas et la Californie le chameau de la Bactriane.

LIVRE V.

COURS D'EAU INTÉRIEURS, CLIMAT, PLUIES, MALADIES.

CHAPITRE I.

Fleuves et rivières.

Les facilités que possèdent les États-Unis pour la navigation intérieure sont sans égales dans aucune partie du globe. Le pays tout entier est entrecoupé par les plus grands fleuves navigables et par les plus beaux lacs du monde, pouvant servir de débouchés à un commerce auquel l'imagination ne saurait assigner de limites.

Les fleuves et les rivières des États-Unis, si l'on en excepte le Saint-Laurent qui baigne une partie de la frontière du Nord, peuvent être classés en quatre catégories distinctes :

1. Le Mississipi et ses affluents, qui arrosent toute la région comprise entre les Alléghanys et les montagnes Rocheuses. Les principaux de ses affluents sont, à l'est, le Wisconsin, l'Illinois, l'Ohio et l'Yazoo, et à l'ouest, le Minnesota, la rivière des Moines, le Missouri, l'Arkansas et la rivière Rouge.

2. les fleuves et les rivières qui prennent leur source dans la chaîne des Alléghanys et vont se jeter dans l'océan Atlantique. Les plus importants, en commençant par le nord-est, sont le Penobscot, le Kennebec, le Connecticut, l'Hudson, le Delaware, la Susquehanna, le Potomac, la rivière de James, le Chowan, le Roanoke; la rivière de Pamlico ou de Tar, la Neuse, la rivière du cap Fear, le Grand Pedee, le Santee, la rivière de Savannah et l'Attamaha. Tous ces cours d'eau ont un parcours de plus de 300 milles (480 kilomètres), et sont navigables jusqu'à une distance considérable de la mer.

3. Les fleuves et les rivières du versant méridional, qui se jettent dans le golfe du Mexique. C'est l'Appalachicola et la Mobile avec leurs affluents, et à l'ouest du Mississipi, la Sabine, la Trinité, le Brazos-Colorado et le Rio-Grande.

4. Les fleuves et les rivières qui ont leur embouchure dans l'océan Pacifique. Les plus importants sont la rivière de Columbia, qui a plusieurs grands affluents, le Sacramento et le San Joaquin qui se jettent dans la baie de San Francisco; enfin le Grand Colorado de l'Ouest, qui a son embouchure dans le golfe de Californie.

Le Mississipi, qui, avec son principal affluent le Missouri, est le plus long fleuve du monde, prend sa source par 47°10′ latitude nord et 94°55′ longitude ouest, coule dans la direction du midi, et se jette dans le golfe du Mexique par 29° latitude, après avoir été continuellement sur son parcours grossi par les eaux de rivières qui viennent se mêler aux siennes, les unes descendant des versants occidentaux des Alléghanys d'un côté, et les autres des versants orientaux des montagnes Rocheuses de l'autre côté.

Sa longueur totale est de 2986 milles (4805 kilomètres);

mais son plus fort affluent, le Missouri, a un parcours de 3096 milles (4981 kilomètres), de sorte que la longueur totale jusqu'à l'embouchure du fleuve dans le golfe du Mexique est de 4506 milles (7428 kilomètres environ).

L'étendue arrosée par ce réseau de rivières, se réunissant toutes dans un lit princpial qui les déverse dans le golfe, comprend une grande partie de l'intérieur de l'Amérique du Nord. Elle a pour limites à l'est et à l'ouest les montagnes qui se rapprochent du plateau oriental et du plateau occidental du continent; et vers le nord, les terres hautes dans lesquelles prennent leur source la rivière Rouge du Nord, l'Assiniboin et le Saskatchewan, qui vont se jeter dans la baie d'Hudson et dans l'océan Arctique, ainsi que les cours d'eau qui se déversent dans les lacs de l'Amérique anglaise.

Le tableau suivant donne la surperficie du bassin arrosé par le Mississipi et ses affluents, qui est d'une étendue plus grande que le continent européen tout entier, si nous en retranchons la Russie, la Suède et la Norvége. Il montre en outre que l'Ohio, quoique arrosant un bassin moitié moins vaste que celui du Missouri, fournit près d'un tiers d'eau de plus au volume du Mississipi : ce qui prouve d'une manière frappante que ni l'étendue de son bassin, ni la longueur de son cours, telles qu'elles sont indiquées sur la carte, ne sont de nature à nous mettre à même d'apprécier l'importance hydrographique de l'affluent d'un fleuve.

NOMS.	SUPERFICIE du bassin en kilom. carrés et milles carrés		QUANTITÉ de pluie en pouces.	PROPORTION entre les quantités de pluie et d'eau de la rivière.	ÉCOULEMENT en moyenne par seconde en pieds cubes
	m. c.	k. c.			
Ohio..............	214,000	552,120	41,5	0,24	158,000
Haut Mississipi....	169,000	271,921	35,2	0,24	105,000
Missouri..........	518,000	833,462	20,9	0,15	120,000
Arkansas..........	189,000	304,101	29,3	0,15	63,000
Rivière Rouge.....	97,000	156.073	39,0	0,20	57,000
Bras principal du Mississipi.......	1,244,000	2,001,596	30,4	0,25	675,000

Le fleuve et ses nombreux affluents, dont le cours s'étend au loin dans les États et les territoires voisins, présentent un vaste réseau d'eaux navigables, dont l'importance pour l'homme, bien qu'on n'ait encore développé que partiellement les ressources qu'il offre à la navigation, surpasse déjà de beaucoup celle de tout autre système de cours d'eau sur le globe. Les bateaux à vapeur remontent le Mississipi jusqu'aux chutes de Saint-Antoine; et le fleuve est encore navigable au-dessus de ces chutes, sur un parcours d'à peu près 2200 milles (3540 kilomètres). Du confluent de l'Ohio à Pittsburg jusqu'au golfe du Mexique, la distance est de 2413 milles (3882 kilomètres). En 1859, un bateau à vapeur, remontant le Missouri, a passé près des grandes chutes, au pied oriental des montagnes Rocheuses, à plus de 3950 milles (6355 kilomètres) du golfe du Mexique. L'Arkansas et la rivière Rouge sont navigables sur une étendue de plus de 1000 milles (1609 kilomètres); et la rivière de Cumberland et le Tennessee fournissent une communication fluviale entre le Golfe et les limites orientales des États du Kentucky et du Tennessee.

Par la rivière des Illinois les bateaux à vapeur pénètrent très-près du lac Michigan; et il paraît probable, à en juger par la topographie de la contrée, que, à une époque ancienne, les eaux des grands lacs prenaient cette direction pour se déverser dans la vallée du Mississipi. Vers l'embouchure du fleuve en Louisiane, on porte à plus de 1500 le nombre des cours d'eau tributaires, navigables à des distances plus ou moins considérables. L'étendue du bassin de la vallée entière du Mississipi est de 1256050 milles carrés (3240609 kilomètres carrés).

La quantité moyenne de pluie qui y tombe chaque année est de 84 billions 400 millions de pieds cubes.

La quantité d'eau déversée annuellement par le Mississipi est de 19 billions 400 millions de pieds cubes. Le fleuve absorbe donc un quart environ de la quantité totale des pluies, absorption de beaucoup plus considérable qu'on ne l'avait supposé jusqu'à présent.

On distingue toutefois trois catégories d'années bien marquées : les années des eaux excessivement basses, pendant lesquelles la quantité d'eau déversée n'est que de 11 trillions de pieds cubes; les années ordinaires, pendant lesquelles elle est de 19 trillions et demi de pieds cubes; et les années des grandes eaux, pendant lesquelles elle est de 27 trillions de pieds cubes. Ces différences impliquent des variations correspondantes dans la quantité de pluie tombée annuellement, lesquelles proviennent sans doute des mêmes causes qui produisent les oscillations séculaires des grands lacs du Nord. Les observations de plusieurs années, sans être absolument décisives, montrent toutefois que le défrichement de la vallée, depuis 1819, n'a eu aucun effet sensible sur la quantité d'eau déversée par le fleuve[1].

1. Voir le rapport sur la physique et l'hydraulique du Mississipi rédigé par le capitaine A. N. Humphreys et le lieutenant H. L. Abbot,

Au-dessous de l'embouchure de la rivière Rouge, dans la Louisiane, le Mississipi se partage en nombreux bras ou passes, qui abandonnent le lit principal pour aller se jeter dans le Golfe en suivant un cours isolé et indépendant. Le plus considérable de ces bras est une branche importante qui se détache du fleuve sur la rive occidentale, et à laquelle on a donné le nom d'Atchafalaya. Au-dessous de son point de séparation d'avec le Mississipi, la contrée, consistant en terres marécageuses (cyprières), entrecoupées de bayous et de criques, est connue sous la dénomination de « Delta du Mississipi. » Au-dessus de ce même point, la plaine formée par les alluvions du fleuve s'étend jusqu'aux chaînes de montagnes, 30 milles (64 kilomètres) plus haut que l'embouchure de l'Ohio, où l'on commence à rencontrer des traînées de roches escarpées. Ce sont des strates de calcaire secondaire inférieur gisant en couches horizontales.

La longueur totale de cette plaine, à partir de l'embouchure de l'Ohio jusqu'au Golfe, est d'environ 500 milles (804 kilomètres). Sa largeur, à son extrémité supérieure, varie de 30 milles (64 kilomètres), à 40 milles (64 kilomètres); à Memphis, elle est à peu près de 30 milles (48 kilomètres), et à l'embouchure

du corps du génie topographique de l'armée des États-Unis, en 1861. Suivant un des collaborateurs de la *Revue Nord-Américaine*, « l'étude approfondie de ce rapport permet d'affirmer que, comme œuvre scientifique, il l'emporte sur tout autre ouvrage écrit dans notre langue; mais, au point de vue technique, on ne saurait lui en comparer aucun. Avant les beaux travaux de MM. Humphreys et Abbot, l'hydraulique fluviale ne formait qu'un indigeste compendium de théories confuses nées d'insuffisantes généralisations; ils en ont fait une science positive basée sur des observations nombreuses, sur des combinaisons aussi précises que scrupuleusement élaborées, ainsi que sur une analyse d'une logique rigoureuse. » (*Revue Nord-Américaine*, avril 1862.) C'est dans ce rapport que l'auteur a puisé en grande partie les données importantes qui suivent concernant le Mississipi.

de la rivière Blanche, de 80 milles (129 kilomètres). La largeur extrême du Delta est évaluée à 150 milles (241 kilomètres), et sa largeur moyenne est probablement de 80 milles (129 kilomètres). D'après les calculs de M. Forshey, l'étendue totale de la plaine d'alluvion est de 31 200 milles carrés (80 496 kilomètres carrés), dont il faut attribuer 14 000 (36 120 kilomètres carrés) au Delta.

La variation du niveau du Mississipi entre les hautes et les basses eaux est en moyenne de 45 pieds[1], jusqu'à ce qu'il ressente l'influence du Golfe; alors elle diminue graduellement et finit par être nulle. A Natchez, où elle est le plus marquée, elle dépasse 50 pieds.

Les oscillations du Mississipi varient dans une proportion égale, sinon supérieure, aux fameuses marées de la baie de Fundy. Toutefois elles ont lieu par gradation, n'excèdent jamais 3 pieds par vingt-quatre heures et ne sont généralement que de quelques pouces[2]. Le chiffre moyen des changements de niveau qui ont lieu successivement dans le cours de l'année diffère peu à partir de l'Ohio jusqu'au Golfe. Il y a trois grandes crues, l'une en hiver, l'autre au printemps, et la troisième en été.

Chaque année, c'est à la fin de mars que les eaux sont le plus hautes; elles baissent alors jusqu'à ce qu'elles soient grossies par les premières pluies d'été; au mois de juin, a lieu une crue qui diminue promptement; les eaux sont au niveau le plus bas au mois d'octobre, mais elles remontent avec plus de rapidité que dans toute autre saison, jusqu'en janvier et en février; à cette époque, la crue est arrêtée par la congélation des affluents du fleuve, et ne reprend qu'en mars. Le fleuve est au-

1. Le pied (*foot*) des États-Unis vaut 3,0479 décimètres.
2. Le pouce (*inch*) vaut 2,5399 centimètres.

dessus de son niveau moyen pendant sept mois, depuis la dernière partie de décembre jusqu'à la dernière partie de juillet, et au-dessous durant le reste de l'année.

A l'aide de barrages pratiqués en travers du fleuve, on est parvenu à constater avec une certaine exactitude approximative le chiffre moyen de la superficie des hautes eaux, de la profondeur du courant au milieu du lit et de la largeur des grandes eaux. Comme le déversement des grands affluents influe sur les dimensions du bras principal, on a établi les calculs pour quatre sections de la vallée, ainsi qu'il résulte du tableau suivant, que nous empruntons au rapport du capitaine Humphreys.

LOCALITÉS.	HAUTES EAUX.			BASSES EAUX.		
	SUPERFICIE.	LARGEUR.	MAXIMUM de profondeur.	SUPERFICIE.	LARGEUR.	MAXIMUM de profondeur.
	pieds car[1].	pieds.	pieds.	pieds car.	pieds.	pieds
De l'Ohio à l'Arkansas..........	191,000	4,470	87	45,000	3,400	49
De l'Arkansas à la rivière Rouge. .	199,000	4,080	96	54,000	3,060	56
De la rivière Rouge au bayou la Fourche.............	200,000	3,000	113	100,000	2,750	78
Du bayou la Fourche à l'entrée des passes.......	199,000	2,470	129	163,000	2,250	114

La longueur du parcours du fleuve, de l'embouchure de l'Ohio au golfe, est de 1178 milles (1895 kilomètres). Différence en plus sur la distance en ligne droite, de près de 700 milles (1122 kilomètres); et ses méandres réduisent également le chiffre moyen de sa pente à moins de la moitié de l'inclinaison de la plaine qu'il traverse.

Le sédiment dont sont chargées les eaux du bas Mis-

1. Le pied carré vaut 9,29 décimètres carrés.

sissipi consiste principalement en une matière argileuse fine, sans cesse en suspension dans l'eau, avec laquelle elle se mélange si complétement qu'elle lui donne la couleur et l'aspect de la bourbe.

Mais ce fait ne justifie pas la conclusion qu'on en a tirée à tort, que le lit du Mississipi a été formé par les dépôts récents des eaux. Il est démontré, au contraire, par les observations du capitaine Humphreys, que le lit du fleuve n'a pas été creusé peu à peu par l'eau au travers de la vase, et qu'il ne change pas constamment comme le font les lits de cette nature, au point qu'on ne saurait prédire quelle en sera la situation quelques années plus tard. C'est, au contraire, un vaste canal naturel, creusé dans un lit d'argile bleue dure, tenace et insoluble, ayant un fond argileux et des parois formées alternativement de couches d'argile et de sable blanc pur jusqu'à la ligne d'étiage. C'est un énorme aqueduc disposé par la nature pour arroser la vallée, et d'une construction tellement solide dans tout son parcours, qu'on le dirait presque taillé dans le roc. Il reçoit tout le trop-plein des grandes rivières situées entre les montagnes Rocheuses et les Alléghanys. Le fleuve majestueux, grossi par le déversement continuel des innombrables cours d'eau qui arrosent sa vallée, emporte toute la masse du sédiment qui décolore ses eaux jusque dans le Golfe, où il forme peu à peu de nouvelles alluvions avec les débris qu'il a entraînés, sans rien retenir dans son lit que ce que les inondations déposent sur ses rives.

Le capitaine Humphreys a, en outre, constaté un autre fait qui s'accorde avec celui que nous venons de signaler, c'est que l'eau du Mississippi, toute vaseuse qu'elle est, n'est que faiblement chargée de sédiment. Pendant cinquante-deux semaines, tous les jours, il se procura de l'eau puisée à trois profondeurs différentes;

et, chaque jour d'une seconde année, de l'eau prise à une seule place, sans compter celle qu'il observa à d'autres époques et en d'autres endroits. L'analyse scrupuleuse de ces différentes eaux donna le résultat ci-dessus indiqué et fit découvrir que le sédiment dont l'eau du Mississipi est chargée est, par rapport à l'eau, pendant de longs espaces de temps, dans la proportion de 1 à 1500 quant au poids, et de 1 à 2900 quant à la masse. Admettant l'exactitude de cette expérience ainsi que celle du chiffre de 19 trillions et demi de pieds cubes[1] comme terme moyen de la quantité d'eau déplacée annuellement, il s'ensuit que 812 billions et demi de livres[2] de matière sédimentaire, formant un dépôt d'une étendue d'un mille carré (2 k. c. 58) et d'une profondeur de 241 pieds sont, tous les ans, charriées en état de suspension dans le Golfe. Lorsque les marécages ou cyprières seront défrichés ou desséchés, la matière terreuse qui s'y dépose maintenant sera entraînée jusques dans le Golfe. Quand les quatre grands marécages seront ainsi garantis des inondations, il y aura donc un surcroît d'un dix-huitième dans la quantité de matière charriée précédemment, et celle portée au Golfe sera annuellement de 858 billions de livres, formant un mille carré de dépôt ayant 254 pieds de haut. Mais en outre de la matière suspendue dans l'eau, le fleuve en porte au Golfe une grande quantité que le courant roule après l'avoir arrachée aux parois de son lit. On ne saurait en donner le chiffre exact; mais, à en juger par l'accroissement annuel des barrages aux embouchures du fleuve, il y a tout lieu de croire qu'il s'élève tous les ans à 750 millions de pieds cubes, quantité suffisante pour couvrir un mille carré de 27 pieds de profondeur;

1. Le pied cube vaut 28,210 décimètres cubes.
2. La livre vaut 453,57 grammes.

de sorte que, en somme, la quantité des matières charriées annuellement dans le Golfe par le fleuve forme actuellement un prisme ayant une base d'un mille carré et une hauteur de 268 pieds. Lorsque les levées seront achevées, ce prisme, avec la même base aura 281 pieds de hauteur.

L'hypothèse qu'autrefois un des bras du Golfe atteignait presque l'embouchure de l'Ohio, et que celle du Mississipi se trouvait en cet endroit, est insoutenable; plusieurs considérations portent à croire que dans l'origine le fleuve avait son embouchure probablement dans le voisinage de Plaquemines, et que sa prolongation dans le Golfe n'a été que de 220 milles (354 kilom.). On peut évaluer approximativement l'inclinaison du fond du Golfe sur lequel cet empiétement s'est accompli, à la Nouvelle-Orléans, à 40 pieds au-dessous de la surface. Les sondages faits en pleine mer lors de la levée hydrographique des côtes démontrent qu'à l'entrée des passes, 95 milles (153 k.) au-dessous de la Nouvelle-Orléans, le fond de l'ancien Golfe est de 100 pieds plus bas que la surface du Golfe. A partir de ce point, l'inclinaison doit être encore plus considérable, puisqu'à 11 milles (18 k.) de la barre de la passe Sud-Ouest ou à 28 milles (45 k.) de l'entrée des passes, l'eau a 900 pieds de profondeur. Le chiffre de la quantité de terrain gagnée chaque année par le fleuve à son embouchure a été obtenu par la comparaison des envahissements partiels de toutes les embouchures, tels qu'ils ont été constatés sur les cartes dressées en 1838 par le capitaine Talcott, du corps du génie des États-Unis, et par la levée hydrographique des côtes faite en 1851 par ordre du gouvernement. Voici les chiffres annuels :

Passe Sud-Ouest.............	338 pieds.
Passe Sud...................	280 —

Passes Nord-Est et Sud-Est....	130 pieds.
Passe à l'Outre..............	302 —

Le chiffre moyen par année, réparti entre toutes les passes, est de 262 pieds; c'est-à-dire que, tous les ans, le fleuve forme, en moyenne, de nouvelles alluvions sur une étendue de 262 pieds prise dans le Golfe.

Si l'on veut calculer l'âge du Delta, en prenant pour base ce chiffre moyen des alluvions annuelles, on trouve qu'il a fallu une période de 4400 ans pour que le fleuve empiétât de 220 milles (354 kil.) sur le Golfe. Le Delta est donc de quelques siècles plus jeune que le monde; c'est là un fait intéressant à signaler. D'un autre côté, sir Charles Lyell a calculé que l'étendue du Delta étant de 13 600 milles carrés légaux (35 088 kil. c.), et la quantité de matière solide annuellement déposée par le fleuve étant de 3 702 758 400 pieds cubes, il a fallu 67 000 ans pour la formation de ce Delta.

Le terme moyen du volume d'eau roulé par le fleuve était, à Memphis, (Tennessee), en 1850, suivant les calculs de R. A. Marr, de la marine des États-Unis, de 434 711 pieds cubes par seconde; en mars, ce chiffre varie par jour de 46 138 127 330 à 88 827 520 040 pieds cubes, le fleuve ayant de 76 à 83 pieds cubes de profondeur; et en octobre, de 10 708 228 080 à 16 892 279 100 pieds cubes, la profondeur variant de 52,2 à 56 pieds. D'après cela, le courant serait moindre que celui du Gange, qui roule 580 000 pieds cubes d'eau par seconde.

Un fait très-remarquable, c'est l'uniformité de largeur du Mississipi. A la Nouvelle-Orléans, il n'a guère moins d'un demi-mille, et il y a peu de différence à signaler sur une distance de 2000 milles, si ce n'est dans les méandres, où il a jusqu'à un mille et demi et même à deux milles. L'adjonction de ses principaux affluents n'accroît en rien la largeur du fleuve, attendu qu'il en a déjà atteint le maximum avant qu'ils viennent

s'y déverser. Au-dessous même de l'endroit où le Missouri, qui a un demi-mille de large, mêle son courant à celui du Mississipi, la largeur du canal commun est moindre que celle que l'un et l'autre de ces grands cours d'eau avaient plus haut, lorsque chacun coulait isolément.

La profondeur est très-variable ; elle atteint quelquefois 188 pieds ; mais son maximum est plus ordinairement de 120 à 130 pieds.

Entre le bayou la Fourche et le fort Saint-Philippe, le lit du Mississipi est presque uniforme. Il y a, au niveau des hautes eaux, 199 000 pieds carrés de section transversale, 2470 pieds de largeur et 129 de profondeur dans ces endroits les plus profonds. Par les eaux basses, les dimensions sont respectivement réduites aux chiffres de 163 000 pieds carrés, de 2250 et de 114 pieds.

A 20 milles (32 kil.) au-dessous du fort Saint-Philippe, le fleuve change énormément et acquiert une largeur de 7000 à 8000 pieds, un maximum de profondeur de 40 pieds, et une superficie en section transversale de 250 000 pieds carrés. Alors il se divise en trois bras désignés sous le nom de passe Sud-Ouest, passe Sud et passe Nord-Est ; cette dernière se subdivise en un autre bras appelé passe à l'Outre. Une barre est formée à l'embouchure de chacune de ces passes, à l'endroit où le fleuve se jette dans le golfe. Dans la saison des eaux basses le Mississipi déverse par les passes 300 000 pieds cubes d'eau environ par seconde.

Prenant, la passe Sud-Ouest pour exemple, on trouve qu'elle a 17 milles (27 kil.) de long, 1200 pieds de large en moyenne, une profondeur de 58,5 pieds en moyenne et de 70 pieds au maximum. Elle conserve ces dimensions jusqu'à un point situé à 7,3 milles (12 kil.) de la crête de la barre. C'est là que commence.

à proprement parler, l'embouchure, qui, sur la crête de la barre, a une largeur de 11 500 pieds, une profondeur moyenne de 11,5 pieds, et une section transversale de 132 000 pieds carrés.

Pendant la saison des crues, qui dure à peu près six mois, l'eau en contact avec la barre conserve sa douceur jusqu'à la crête extérieure, et coule avec rapidité dans la direction de la mer. Au delà de la crête extérieure, on trouve, au-dessous de cette couche d'eau douce, de l'eau salée qui se dirige vers la mer avec une vitesse moyenne d'environ un pied par seconde, *mais sur un plan qui n'est pas parallèle à celui de l'eau du fleuve* et qui s'en écarte souvent de 20°. Dans la saison des eaux basses, pendant quatre mois environ, l'eau sur la barre est toujours salée, coulant tantôt en dedans, tantôt en dehors, et restant quelquefois stagnante. A la crête extérieure de la barre, lors des fortes marées montantes, il y a au fond un courant intérieur d'eau salée que la marée remporte en dehors. Mais rien de tout cela n'existe pendant la saison intermédiaire entre celle des crues et celle des eaux basses.

Nous croyons ces préliminaires suffisants pour mettre le lecteur à même de comprendre un résumé de la théorie de la formation des barres, théorie dont l'initiative appartient au capitaine Humphreys [1].

L'eau douce déversée par le fleuve dans le Golfe a une pesanteur spécifique moindre, et monte sur l'eau salée en formant un angle en raison inverse de la force du courant. Le soulèvement de l'eau salée qui se trouve au-dessous élargit le courant et épand l'eau douce sur le sel; il en résulte des remous verticaux qui se produisent au point où l'eau du fleuve rencontre celle du Golfe et monte par-dessus. Cette interruption du courant du

1. Voir le rapport sur la physique et l'hydraulique du Mississipi.

fleuve, à l'endroit où l'eau douce monte et se répand par-dessus l'eau salée, rend nécessairement stationnaire, au point de rencontre de l'eau salée, la masse des matières qu'auparavant la force du courant arrachait du lit du fleuve et emportait avec soi, et qui constituent un dépôt *lequel n'est autre que la barre*. La barre ne se forme pas, comme on l'a généralement supposé, de la matière en suspension que le fleuve charrie sur un parcours de tant de milles. *Le fleuve, n'étant chargé de sédiment que dans une faible proportion*, va porter tout son fardeau à une plus ou moins grande distance dans le Golfe; mais il entasse sous forme de barre, à l'embouchure de son lit, la matière qu'il roule lentement au fond, tandis que lui-même franchit les berges de son lit, coule par-dessus l'eau salée et finit par se perdre et se confondre parmi les vagues du Golfe.

Le chiffre moyen du courant est de 1,8 pouce par mille pour les premiers 100 milles au-dessus de l'embouchure, de 2 pouces pour les seconds 100 milles, de 2,3 pouces pour les troisièmes 100 milles, et de 2,57 pouces pour les quatrièmes 100 milles.

La rapidité du cours de la masse d'eau du fleuve est diversement estimée. M. Forshey dit que la rapidité moyenne à la surface, lorsque l'eau est à une moyenne hauteur, dépasse 2 milles un quart par heure. Elle varie à Carollton depuis 1,45 mille par heure quand les eaux sont basses, jusqu'à 2,61 milles lorsqu'elles sont hautes. Le professeur Ellet fait observer que la rapidité moyenne à la surface est de 2 pour 100 moindre que la rapidité au-dessous de la surface en s'approchant du fond, et que ce ralentissement est occasionné par le contact de l'eau avec l'atmosphère.

Comme l'embouchure du fleuve est de 1400 milles environ (2253 kil.) plus près de l'équateur que sa source, et par conséquent d'environ 2 milles et demi

plus éloignée du centre de la terre, cette circonstance a soulevé une singulière question qui a donné lieu à des discussions assez vives : on s'est demandé si le fleuve ne passe pas réellement d'un niveau bas à un niveau élevé. Ce paradoxe apparent s'explique par l'influence du mouvement centrifuge de la terre, qui fait que le véritable niveau horizontal sur une grande échelle est la surface d'équilibre de la terre. C'est le mouvement centrifuge de la terre qui soutient l'eau de l'Océan, dans les régions situées sous l'équateur, à de plus grandes distances du centre que le niveau des mêmes eaux sous les latitudes tempérées et sous les latitudes polaires; et si ce mouvement venait à être arrêté, les eaux se précipiteraient vers les pôles, et le courant du Mississipi prendrait la direction inverse.

Le Mississipi est sujet à de grandes crues, qui occasionnent quelquefois des désastres incalculables. L'inondation du mois de juin 1858, envahit la région alluviale du lit du fleuve, couvrit les terres marécageuses au-dessus de Columbus, et déversa 1 475 000 pieds cubes d'eau par seconde durant sept jours.

Pendant trente-six jours, la masse d'eau qui passa par la latitude de Columbus, excéda de 647 172 800 000 pieds cubes le maximum compatible avec la sûreté des terres d'alluvion.

Pour garantir les contrées riveraines de ces inondations, le capitaine Humphreys recommande la construction de levées, devant occasionner une dépense d'environ 17 millions de dollars (85 millions de francs). Ces levées, d'après ses calculs, permettraient de dessécher 7400 mille acres de terres marécageuses d'une valeur de 260 millions de dollars (1300 millions de francs), et d'un produit annuel de plus de 300 millions de dollars (1500 millions de francs).

Le Missouri ou *rivière bourbeuse* ne forme, à propre-

ment parler, qu'un seul cours d'eau avec le Mississipi. Il prend sa source près de la frontière, entre l'Orégon et le Nebraska, dans les Montagnes Rocheuses, et coule dans une direction sud-est sur un parcours de 3096 milles (4981 kilom.), jusqu'à l'endroit où il se déverse dans le Mississipi. Il est navigable pour les bateaux à vapeur sur une distance de 2540 milles (4087 kilom.).

Le Missouri reçoit toutes les grandes rivières qui prennent leur source sur le penchant oriental des Montagnes Rocheuses, à l'exception seulement de l'Arkansas, et d'une portion des cours d'eau situés entre son propre lit et celui du haut Mississipi. On a évalué à 519 400 milles carrés (1 340 052 kilom. carrés) l'étendue du bassin formé par le Missouri.

Comme il parcourt une contrée nouvellement colonisée, on rencontre peu de grandes villes sur ses bords; les plus importantes sont : Omaha-city, dans le territoire de Nebraska, Atchison et Leavenworth, dans l'État du Kansas, Saint-Joseph, Kansas-city, Lexington, Bonneville, Jefferson-city, et Saint-Charles dans l'État du Missouri. A 44 milles à peu près (71 kilom.) de sa source, le Missouri passe par une gorge étroite appelée « portes des Montagnes Rocheuses. » Cette gorge a 5 milles 3/4 de longueur (9 kilom.), et les roches perpendiculaires qui en forment les parois et s'élèvent directement du fond de l'eau à la hauteur de 1200 pieds, n'ont au-dessus de la surface qu'une saillie de 450 pieds.

Dans l'étendue des premiers 3 milles (4827 mètres) il n'y a qu'un endroit où l'on puisse poser le pied entre l'eau et le roc. Les grandes chutes sont situées à environ 145 milles (233 kilom.) au-dessous de ce point. Ce sont les plus grandioses que renferme le continent de l'Amérique du Nord, après celles du Niagara; elles se composent de quatre cataractes tombant perpendiculairement d'une hauteur de 26, 47, 19 et 87 pieds, et

qui sont séparées par des rapides. La chute totale, pour une étendue de 16 1/2 milles (26 kilom.), est de 357 pieds.

Le Wisconsin prend sa source près de la frontière nord-est de l'État du Wisconsin; son cours, qui suit une direction sud, est d'une longueur de 364 milles (585 kilom.) jusqu'à son confluent avec le Mississipi dans le voisinage de la prairie du Chien. Son courant est ordinairement rapide, et son lit peu profond est embarrassé par un grand nombre d'îlots et de sables mouvants, qui en rendent la navigation difficile. Les bateaux à vapeur d'un faible tirant peuvent ordinairement remonter jusqu'à Portage, à une distance de 250 milles (402 kilom.); mais, au-dessus de ce point, il y a de nombreux rapides et un courant très-violent. Il est question d'entreprendre des travaux d'amélioration qui feront de cette rivière un important débouché pour le commerce.

L'Yazoo, de l'État du Mississipi, est formé par le confluent du Tallahatchée et du Yallabashée; son cours, qui décrit de nombreuses sinuosités, se dirige vers le sud-ouest; il est d'à peu près 160 milles (257 kilom.) jusqu'à l'endroit où il se déverse dans le Mississipi près de Vicksburg. La navigation en est très-commode pour les bateaux à vapeur, constamment employés, pour la plupart, à transporter le coton.

La rivière Rouge est formée par la jonction de deux rivières, dont l'une prend sa source dans le nouveau Mexique, et l'autre, dans la partie septentrionale du Texas. Le capitaine Marcy en évalue la longueur totale, y compris la bifurcation du sud, à 2100 milles (3379 kilom.), dont 1200 milles (1930 kilom.) pour le bras principal. Elle est navigable pendant huit mois de l'année jusqu'à Shreveport, dans l'État de la Louisiane, et sans interruption jusqu'à Alexandrie, située à peu

près à moitié moins loin de l'embouchure. A 30 milles (48 kilom.) au-dessus de Shreveport, la navigation est obstruée par un embarras ou radeau naturel que forme un amas énorme d'arbres et de bois de dérive embrassant une étendue de 60 à 70 milles (de 96 à 113 kilom.) en amont. Tous les efforts que le gouvernement a tentés jusqu'ici pour faire disparaître cette obstruction ont échoué.

Le Minnesota sort d'une série de lacs situés entre le 45° et le 46° latitude nord. Après un cours de 420 milles (676 kilom. environ) dans une direction tantôt sud-est, tantôt nord-est, il se jette dans le Mississipi au fort Snelling. Il est navigable par bateaux à vapeur seulement sur un parcours de 40 milles (64 kilom.); mais les petits bateaux peuvent remonter jusqu'aux rapides de Patterson, à 295 milles (475 kilom.) de son embouchure.

La rivière des Moines, la plus considérable de l'État d'Iowa, prend sa source dans l'État de Minnesota et se jette dans le Mississipi, un peu au-dessous de Keokuk. Le gouvernement de l'État a dernièrement entrepris de la rendre navigable jusqu'au Port des Moines, trajet en amont de plus de 200 milles (467 kilom.).

L'Arkansas prend sa source dans les Montagnes Rocheuses, et, après un parcours de plus de 2000 milles (3218 kilom.) se jette dans le Mississipi, dont, après le Missouri, il est le principal affluent, à 40 milles (64 kilom.) au-dessus de son embouchoure. Sa navigation est libre de bancs de sable et de rapides. Il traverse d'abord des plaines arides, ensuite une contrée fertile, et enfin, sur une étendue de 40 milles au-dessus de son embouchure, des forêts inondées (cyprières).

La rivière Illinois prend sa source dans la partie nord-est de l'État de ce nom, et se jette dans le Mississippi à 20 milles (32 kilom.) environ au-dessus de l'em-

bouchure du Missouri. Son parcours est d'à peu près 500 milles (804 kilom.). Elle est navigable par les eaux hautes à la distance de 245 milles (394 kilom.); et au moyen de certains travaux, elle pourra le devenir en toute saison. Par cette rivière et par un canal de 106 milles (178 kilom.) de long, récemment construit, une communication non interrompue se trouve établie entre le golfe du Mexique et les grands lacs.

L'Ohio est le produit de la réunion à Pittsburg, dans l'ouest de la Pennsylvanie, du Monongahela et de la rivière Alléghany. Par cette dernière rivière le bassin du Mississipi touche le midi de l'État de New-York, et, dans le comté de Potter, État de la Pennsylvanie, atteint un point, où, sur une étendue de quelques acres, c'est tout à fait par hasard que l'eau qui tombe à la surface gagne l'Océan par le golfe de Saint-Laurent ou la baie de Chesapeake.

L'Ohio, avec ses embranchements, qui sont nombreux et d'une haute importance au point de vue commercial, baignent une étendue de pays évaluée à 202 400 milles carrés (582 208 kilom. car.). Sa longueur totale est de 950 milles (1 528 kilom.). Sa profondeur est très-variable : la différence entre les hautes eaux et les eaux basses aux diverses saisons est souvent de 50 pieds et quelquefois de 60. Pendant certaines parties de l'année les bateaux à vapeur ne peuvent remonter au delà de Wheeling. L'Ohio est souvent gelé durant l'hiver, et au printemps la navigation en est obstruée par les glaçons.

Fleuves et rivières qui descendent de la chaîne des Alléghanys et se déversent dans l'océan Atlantique.

Le Penobscot, la plus grande rivière de l'État du Maine, après un parcours d'à peu près 275 milles (442

kilom.), se jette dans la baie de Penobscot, qui a environ 20 milles (32 kilom.) de longueur et est parsemée d'un grand nombre de petites îles. Le Penobscot n'est navigable que sur un parcours d'à peu près 50 milles (80 kilom. environ), jusqu'à la ville de Bangor, quoique tout le long de son cours il fournisse des ressources hydrauliques en abondance.

Le Kennebeck prend sa source dans le lac Moosehead au nord-ouest de l'État du Maine, et se jette dans l'Océan Atlantique par la baie de Sheepscot, après un parcours d'à peu près 100 milles (160 kilom.). Les gros navires peuvent le remonter jusqu'à Bath 12 milles (19 kilom.) en amont, les bateaux à vapeur jusqu'à Hallowel, 40 milles (64 kilom.), et les petites embarcations jusqu'à Waterville, 54 milles (87 kilom.).

Le Connecticut, qui a sa source près du Canada, sépare le New-Hampshire du Vermont, et, après avoir traversé et arrosé l'État du Connecticut, se jette dans l'anse de Long-Island à New-London, qui est un des plus beaux ports du monde. Le Connecticut est navigable pour les gros navires jusqu'à Hartford, à environ 50 milles (80 kilom. environ) en amont.

L'Hudson est un des plus beaux fleuves et, sous un point de vue commercial, un des plus importants des États-Unis. Ses sources les plus éloignées sont situées dans les montagnes d'Adirondack, et il se jette dans la baie de New-York. Il est navigable pour les bateaux à vapeur jusqu'à Troy, à une distance de 151 milles (243 kilom.), et pour les gros vaisseaux jusqu'à Hudson, à 115 milles (185 kilom.). New-York doit en grande partie sa prospérité à ce fleuve, qui forme une des principales voies de communication entre les vastes contrées de l'Ouest et les côtes de l'océan Atlantique. Il est relié aux grands lacs par le canal d'Érie et par le chemin de fer central de New-York et par celui qui va

de cette ville au lac Érie; au lac Champlain et au Canada, par un lac et un chemin de fer; à la Delaware et à la région houillère de la Pennsylvanie par le canal de Delaware et d'Hudson.

La valeur totale des importations qui ont lieu des côtes de la mer par l'Hudson, est d'environ 100 millions de dollars (500 millions fr.), et celle des exportations de l'intérieur par la même voie, d'à peu près 75 millions de dollars (375 millions fr.).

Il faut rappeler, à l'honneur de ce fleuve, que c'est sur ses eaux que Robert Fulton fit, en 1807, le premier essai de navigation à vapeur qui ait été couronné de succès.

La Delaware prend sa source sur le versant occidental des monts Catskill, et se jette dans la baie de Delaware après un trajet de 300 milles (483 kilom.). Elle est navigable, pour les bateaux à vapeur, jusque dans le voisinage de Trenton, à 130 milles (209 kilomètres), et pour les gros navires jusqu'à Philadelphie. Le canal de Delaware et d'Hudson et celui de Morris relient ce fleuve à l'Hudson. Le commerce auquel la Delaware sert de débouché est des plus importants, et ses pêcheries d'aloses sont très-productives.

La Susquehanna a deux grands bras, dont l'un a sa source dans l'État de New-York, et, après un cours irrégulier de 250 milles (402 kilomètres), se réunit, à Northumberland, à l'autre bras, qui prend sa source à l'ouest des Alléghanys, qu'il traverse, et a un cours indépendant de 200 milles (322 kilomètres). Le parcours des deux bras réunis, depuis Northumberland jusqu'à la mer, dans la direction du sud-est, est de 150 milles (242 kilomètres).

L'importance de la Susquehanna pour la navigation n'est pas proportionnée à sa longueur, qui est considérable. Les sloops peuvent la remonter depuis son embou-

chure jusqu'à Port-Deposit, à la limite de la marée, trajet de 5 milles (8 kilomètres) ; mais au delà la navigation est entièrement obstruée, sur une longueur de 30 milles (48 kilomètres), par une série de rapides. Dans sa partie supérieure, les embarras naturels ne sont pas considérables et peuvent être aisément surmontés.

Pendant les crues, de grandes quantités de planches et de produits descendent le Susquehanna sur des radeaux. On a construit sur ses rives de nombreux et larges canaux, qui facilitent beaucoup les mouvements du commerce.

Le Potomac est formé par le confluent de deux cours d'eau qui se réunissent sur la frontière nord de l'État de la Virginie. Il se jette dans la baie de Chesapeake, après un cours tortueux de près de 400 milles (644 kilomètres), Il est navigable jusqu'à Washington, sur une longueur de 120 milles (193 kilomètres), pour les navires du plus fort tonnage.

La rivière James, le plus considérable des cours d'eau dont le parcours entier soit compris dans l'État de la Virginie, a une longueur de 450 milles (724 kilomètres), et elle est navigable pour les navires de 130 tonneaux jusqu'à Richmond, à une distance de 150 milles (241 kilomètres) environ de la mer. Elle se déverse dans la baie de Chesapeake à Hampton-Roads.

Le Chowan prend sa source dans l'État de la Virginie, traverse la Caroline du Nord dans une direction sud-est et se jette dans le détroit d'Albemarle. Il est navigable jusqu'à 75 milles (120 kilomètres) en amont.

Le Roanoke, parti du midi de la Virginie, traverse la Caroline du Nord et se jette dans le détroit d'Albemarle, à l'endroit où s'y déverse aussi le Chowan. La longueur du cours principal est de 260 milles (418 kilomètres), et de 100 milles (160 kilomètres) environ, si l'on y ajoute l'un ou l'autre des bras originaires qui

l'ont formé. Il est navigable pour les bateaux à vapeur jusqu'à Weldon, à 150 milles (241 kilomètres) en amont.

Le Pamlico débouche dans le détroit de Pamlico, État de la Caroline du Nord, et il est navigable jusqu'à 40 milles (64 kilomètres) de son embouchure.

La Neuse, qui se jette aussi dans le détroit de Pamlico, est navigable pour les bateaux jusqu'à Waynesborough, à 152 milles (244 kilomètres) de la mer.

La rivière du cap Fear a son cours tout entier dans la Caroline du Nord et se jette dans l'océan Atlantique au sud-est de cet État, dans le voisinage du cap Fear. Elle est navigable jusqu'à Wilmington, sur un parcours de 34 milles (55 kilomètres) pour des navires tirant 12 pieds d'eau, et jusqu'à Fayetteville, 120 milles (193 kilomètres), pour des sloops et de petits bateaux.

Le Grand-Pedee prend sa source au pied de la chaîne des Montagnes Bleues (Blue Ridge), au nord-ouest de la Caroline du Nord, traverse l'État de la Caroline du Sud et va se jeter dans la baie de Winyaw, à Georgetown. Il est navigable pour de petits navires jusqu'à Cheraw, distante de 150 milles (241 kilomètres).

Le Santee coule dans une direction sud-est à travers l'État de la Caroline du Sud et se déverse dans l'océan Atlantique par deux embouchures sous le 33° 6′ latitude nord. Le bras principal, d'une longueur d'environ 150 milles (241 kilomètres), est navigable jusqu'à Columbia.

La rivière de Savannah, le plus grand cours d'eau de la Géorgie, coule dans la direction sud-sud-est et compte 450 milles (724 kilomètres) d'Andersonville à la mer. Les gros navires la remontent jusqu'à Savannah, 18 milles (29 kilomètres) en amont, et les bateaux à vapeur de 150 tonneaux jusqu'à Augusta, 230 milles (370 kilomètres) plus loin; mais, au moyen d'un canal tournant

les chutes, la navigation peut se prolonger à 150 milles (241 kilomètres) plus avant encore pour les petits bateaux à vapeur.

L'Altamaha, qui arrose l'État de Géorgie, est formé du confluent de deux autres rivières, dont chacune a 250 milles (402 kilomètres), va, après un parcours de 140 milles (225 kilomètres), dans la direction sud-est, se jeter dans l'océan Atlantique, à 12 milles (19 kilomètres) au-dessous de Darien, et à 60 milles (96 kilomètres) au sud-ouest de Savannah. Il est navigable dans toute son étendue pour les embarcations de 30 tonneaux.

Fleuves et rivières du versant méridional, se jetant dans le golfe du Mexique.

L'Appalachicola, formé de la réunion du Chattahoochee et du Flint dans la partie sud-ouest de la Géorgie, après un parcours de 100 milles (161 kilomètres) environ, dans une direction méridionale à travers les États de la Géorgie et de la Floride, se jette dans le golfe du Mexique par la baie d'Appalachicola. Il est navigable pour les bateaux à vapeur dans toute la longueur de son cours, et l'étendue du bassin, qu'il forme avec ses embranchements, n'est guère moindre de 20000 milles carrés (51 600 kilomètres carrés).

La Mobile, qui arrose le midi de l'État de l'Alabama, va, dans une direction méridionale, après un parcours de 50 milles (80 kilomètres) environ, se jeter dans la baie de Mobile sur le golfe du Mexique. Cette baie a 30 milles (48 kilomètres) environ de longueur, et de 10 à 12 milles (de 16 à 19 kilomètres) environ de largeur.

La Sabine prend sa source au nord-est du Texas, et, après un cours de 500 milles (804 kilomètres) environ, se jette dans le lac de Sabine, à 5 milles (8 kilomètres) environ du Golfe. Elle est peu profonde, notamment vers

l'embouchure, et n'est navigable que dans quelques parties et pour de très-petits bâtiments. Le lac de Sabine a environ 18 milles (29 kilomètres) de long, sur 9 milles (14 kilomètres) de large.

La rivière de la Trinité est formée par un certain nombre de cours d'eau qui se réunissent dans le comté de Dallas, dans la forêt des Cross-Timbers (Bois en croix); elle coule dans une direction sud-est et se jette dans la baie de Galveston. Elle a de nombreux embranchements et fournit des ressources hydrauliques très-avantageuses.

Le Brazos, la plus considérable rivière du Texas, après le Colorado, a sa source dans les Monts Guadalupe et se déverse dans le golfe du Mexique, à 40 milles (64 kilom. sud-est de Galveston. Sa longueur totale est évaluée à plus de 900 milles (1448 kilom.). Pendant le printemps, les bateaux à vapeur peuvent remonter jusqu'à Washington, à 300 milles (483 kilom.) de son embouchure et, en toute saison, jusqu'à Columbia, 40 milles (64 kilom.). A 150 milles (241 kilom.) du Golfe, sa largeur varie de 150 à 200 yards (137 à 183 mètres).

Le Colorado du Texas prend sa source dans les monts San-Saban, et, après un cours de 900 milles (1448 kil.), se jette dans la baie de Matagorda. Il n'est navigable que pendant quatre mois de l'année et seulement jusqu'à une distance de 300 milles (483 kilom.).

Le Rio-Grande del Norte prend sa source dans les Montagnes Rocheuses et se jette dans le golfe du Mexique, après un cours de 1800 milles (2896 kilom.), dont la plus grande partie forme la ligne frontière entre le Texas et le Mexique.

La navigation de la partie supérieure de ce fleuve est obstruée par des chaînes de récifs et des cataractes, et celle de sa partie inférieure par des bancs de sable et des îlots boisés; mais de petits bateaux à vapeur ont re-

monté jusqu'aux rapides de Kingsbury, à 400 milles (644 kilom.). Il est sujet à des débordements périodiques, au printemps.

Fleuves et rivières tributaires de l'océan Pacifique.

La rivière de Columbia descend du versant occidental des montagnes Rocheuses et forme, en partie, la ligne frontière entre le territoire de Washington et celui de l'Orégon. Son cours entier, y compris ses affluents, est évalué à 1200 milles (1930 kilom.). La marée y remonte à 140 milles (225 kilom.), et jusqu'à cette distance la rivière est navigable pour les navires de 200 à 300 tonneaux C'est le plus grand cours d'eau du continent Américain, qui se déverse dans l'océan Pacifique.

Le Sacramento, un des plus considérables et des plus importants cours d'eau de la Californie, prend sa source dans la Sierra-Nevada et se jette dans la baie de Suisun, qui se relie à la baie de San-Francisco par celle de San-Pablo. Il est navigable dans toutes les saisons jusqu'à la ville de Sacramento et ordinairement jusqu'à 150 milles (241 kilom.) plus loin, pour de petits bateaux à vapeur. Sa longueur est évaluée à 350 milles (563 kilom.), à partir de la bifurcation de Mc Cloud, ou de 500 milles (804 kilom.), à partir des sources de la rivière Pitt. Le Sacramento a plusieurs affluents, qui n'ont pas été beaucoup explorés.

Le San-Joaquin a un parcours d'environ 350 milles (563 kilom.); il est navigable pour des bateaux à vapeur ordinaires jusqu'à Stockton, et pour de petites embarcations pendant la saison des pluies, à environ 150 milles (241 kilom.) jusqu'à l'embouchure du marais de Tulare, à travers lequel on a creusé un canal pour relier la rivière avec le lac du Tulare.

Le Colorado prend sa source dans l'Orégon, traverse

l'Utah et le Nouveau-Mexique, longe la frontière de la Californie et de l'Arizona, et se jette dans le golfe de Californie. Il a un parcours de plus de 1000 milles (1609 kilom.). Les affluents du Colorado viennent, pour la plupart, de l'est. Il est navigable jusqu'à l'embouchure de l'Orégon.

CHAPITRE II.

Lacs.

Les lacs des États-Unis doivent être rangés parmi les plus grandes merveilles de la nature, et sont une source d'immenses avantages. Les « cinq Grands Lacs, » comme on les appelle, présentent les réservoirs d'eau douce les plus vastes du globe, si l'on excepte, toutefois, les lacs de l'intérieur de l'Afrique, découverts récemment et encore imparfaitement connus. Quatre de ces lacs, le lac Supérieur, le lac Huron, le lac Érie et le lac Ontario, sont situés sur la frontière méridionale, en partie dans les États-Unis et en partie dans l'Amérique anglaise, tandis que le Michigan est compris entièrement dans le territoire de la république. Grâce à des travaux artificiels, terminés ou en cours d'exécution, cette chaîne de lacs relie à l'Atlantique toute la vallée du Mississipi, formant ainsi, entre le fleuve et la mer, une communication non interrompue de plus dc 30 000milles (48 270 kilom.).

Le lac Supérieur, le plus considérable des cinq grands lacs, passe pour être le plus vaste réservoir compacte d'eau douce qui soit dans le monde. Il a 350 milles (563 kilom.) de longueur et 150 (241 kilom.) dans

sa plus grande largeur. Il renferme plusieurs îles, dont la plus étendue, l'île Royale, a environ 100 milles (161 kilom.) de long et 40 (64 kilom.) de large. On a calculé que la surface du lac est à 1048 pieds au-dessus de la plus haute marée de l'Océan, et que sa profondeur moyenne est de 900 pieds. Il est sujet à de violents coups de vents comme l'océan Atlantique, et la navigation en est limitée à ses seules eaux, attendu que les chutes de Sainte-Marie empêchent absolument toute communication avec les autres lacs situés au-dessous. On s'occupe actuellement de creuser un canal, de 3/4 de mille de longueur, et navigable pour des navires, qui ouvrira bientôt la navigation de ce lac jusqu'à l'océan Atlantique; ce canal coûtera 230 000 dollars (1 150 000 fr.). Plus de 30 rivières déversent leurs eaux dans le lac Supérieur dont les bords abondent en mines de cuivre, les plus riches des États-Unis.

Le lac Michigan, le seul des grands lacs qui soit entièrement compris dans les limites des États-Unis, a en moyenne 320 milles (515 kilom.) de longueur, 70 milles (113 kilom.) de largeur et 1000 pieds de profondeur. Il est de 578 pieds au-dessus du niveau de la mer. Sa superficie est de 22 400 milles carrés (57 792 kilom. carrés). A en juger par la nature du pays environnant, on doit supposer que les eaux du lac Michigan se frayaient autrefois une issue vers le golfe du Mexique par la vallée du Mississipi. Actuellement, il communique avec le lac Huron par un détroit de 4 milles (6 kilom.) de largeur dans sa partie la plus étroite. Il est sujet à de violentes tempêtes; cependant, avant l'achèvement des chemins de fer qui traversent l'État du Michigan, il y avait sur le lac un service de cinq bateaux à vapeur entre Buffalo et Chicago : cette dernière ville, située à la tête du lac, était encore, en 1854, l'entrepôt de céréales le plus considérable du monde. Dès 1856, des navires chargés

dans ce port débarquaient leurs cargaisons à Liverpool. Plus de 100 convois arrivent à Chicago et en partent tous les jours.

Le lac Huron forme une partie de la ligne frontière entre le Canada et les États-Unis. Il reçoit les eaux du lac Supérieur et du lac Michigan et se décharge principalement dans la rivière Saint-Clair.

La largeur entière du lac, y compris la baie de Géorgie, est de 190 milles (206 kilom.), sa longueur de 252 milles (405 kilom.), et sa superficie d'à peu près 21 000 milles carrés (54180 kilom. carrés). Il est à peu près de 578 pieds au-dessus du niveau de la mer. Le chiffre moyen de sa profondeur est de 800 à 1000 pieds. Les rivières qui se jettent dans le lac Huron sont en petit nombre et n'ont que peu d'importance commerciale. La saison de la navigation dure ordinairement depuis le mois d'avril jusqu'au mois de décembre. Le lac abonde en poissons dont il se fait un très-grand commerce.

Le lac Érie est celui des grands lacs qui est situé le plus au midi. Sa longueur moyenne est évaluée à 240 milles (386 kilom.); sa largeur, à 40 milles (64 kilom.); son élévation, au-dessus du niveau de la mer, à 565 pieds, et sa superficie, à 9600 milles carrés (24768 kilom. carrés). Sa surface est de 333 pieds au-dessus de celle du lac Ontario, auquel il porte les eaux de la rivière et des chutes du Niagara. A son extrémité occidentale il reçoit les eaux des lacs situés plus au nord. Tandis que les lacs Huron et Michigan présentent un maximum de profondeur de 1800 pieds et le lac Supérieur une profondeur moyenne de 900 pieds, les sondages faits dans le lac Érie ont constaté que son maximum de profondeur dépassait rarement le chiffre de 120 pieds, excepté près de son extrémité inférieure. Il est, toutefois, assez profond pour tous les besoins de la

navigation. Le lac Érie est entouré de ports naturels, qui ont nécessité des travaux de la part de l'homme pour être utilisés. Le lac n'arrose qu'une étroite étendue de pays, et ne reçoit aucun cours d'eau important. Sa navigation est plus ou moins obstruée par les glaces depuis le commencement de décembre jusqu'en mars ou avril.

On a évalué à la somme de 220 millions de dollars (1100 millions de francs) le commerce annuel, auquel le lac Érie sert de débouché.

Du 1er juillet 1857 au 30 juin 1858, il a été construit 136 navires et autres embarcations dans les ports des États-Unis situés sur le lac, et, à la même époque, le tonnage enregistré dans ces mêmes ports s'est élevé à 57 111 tonneaux.

Le lac Érie communique avec le lac Ontario par le canal de Welland, qui traverse la presqu'île canadienne.

Ce lac a été le théâtre de plusieurs combats, dans lesquels la marine américaine s'est couverte de gloire, à l'époque de la guerre de 1812 entre les États-Unis et l'Angleterre.

Le lac Ontario, le moins élevé et le plus petit des cinq grands lacs, a environ 180 milles (289 kilomètres) de longueur, et en moyenne 35 milles (56 kilomètres) de largeur et près de 500 pieds de profondeur. Son fond est à peu pres autant au-dessous du niveau de l'Océan que sa surface est au-dessus. Sa superficie comprend 6300 milles carrés (16254 kilomètres carrés). Il se déverse dans le Saint-Laurent, qui, après un cours de près de 800 milles (1287 kilomètres), se jette dans le golfe de Saint-Laurent. Comme il est plus profond que le lac Érie, le lac Ontario est moins troublé par les tempêtes, et la navigation en est rarement obstruée par les glaces. Il est mis en communication avec le lac Érie par le canal de Welland, au Canada, qui a 27 milles

(43 kilom.) de longueur et qui est navigable pour des navires de 500 tonneaux.

. Le lac Champlain, situé entièrement dans l'État de New-York, est relié aux cinq grands lacs par la rivière de Sorel ou de Richelieu, qui se jette dans le Saint-Laurent. Il a 126 milles (203 kilomètres) environ de longueur. Au mois de juin 1857, ses importations étaient évaluées à 5 043 595 dollars (25 217 975 francs), et ses exportations à 2 965 532 dollars (14 827 660 francs); 1878 navires y étaient entrés et 1758 en étaient sortis.

Près de l'extrémité méridionale du lac Champlain, dans l'État de New-York, on rencontre le lac George, renommé pour la beauté de ses paysages, particularité qui caractérise également un certain nombre d'autres lacs situés dans le désert voisin d'Adirondack et dans la Nouvelle-Angleterre. Ces derniers, les plus importants, sont le lac Moosehead, dans l'État du Maine, le lac Winnipiseogee, dans le New-Hampshire, et le lac Memphremagog, dont une partie se trouve dans l'État de Vermont et l'autre dans le Canada.

Le nord de l'État du Maine est couvert de nombreux lacs d'une grande beauté et d'une étendue considérable, et, dans presque toutes les contrées de la Nouvelle-Angleterre, abondent de vastes nappes d'eau désignées sous le nom d'étangs, et, qu'en Europe, leur étendue et leur beauté feraient classer parmi les lacs.

Le centre et l'ouest de l'État de New-York renferment plusieurs grands lacs, dont les plus remarquables sont les lacs Otsego, Oneida, Cayuga, Seneca et Skeneateles.

Dans les États du Sud on rencontre rarement des lacs d'eau douce, si ce n'est dans la Floride, où le principal est le lac Okeechobee, et dans la Louisiane, où plusieurs grands lacs ont été formés par le développement de nombreuses rivières, tels que les lacs Pont-

chartrain, Borgne et Chestimaches, qui sont de vastes réservoirs d'eau.

Dans les États du Nord-Ouest, les lacs sont très-abondants, notamment dans le Wisconsin et le Minnesota ; le nombre et l'étendue des lacs sont, par le fait, un des traits géographiques les plus remarquables de ce dernier État.

Les lacs les plus connus des États et des territoires situés sur le versant du Pacifique sont le Grand Lac Salé et le lac Pyramide dans l'Utah, le lac Klamath dans l'Orégon et le lac Tulare dans la Californie.

CHAPITRE III.

Climat, pluies, maladies.

Le climat des États-Unis présente les variations qu'on doit s'attendre à rencontrer dans un pays qui a une étendue de 25 degrés de latitude, et qui s'élève graduellement depuis des côtes basses et marécageuses jusqu'à de vastes et hauts plateaux arides et à des chaînes de montagnes d'une hauteur prodigieuse. A l'exception de la presqu'île de la Floride, où les oscillations du thermomètre ne dépassent pas 12°, en moyenne, pendant toute l'année, son trait caractéristique dominant, c'est l'inconstance : ce qui est dû principalement à ce que le passage de la chaleur des tropiques et du froid des régions polaires n'est obstrué par aucune grande chaîne de montagnes courant de l'est à l'ouest, comme en Asie; toutes les chaînes de montagnes de l'Amérique, se dirigent, en effet, du nord au sud. Les transitions du chaud au froid et du froid au chaud, jusqu'à un écart de 30° en quelques heures, sont fréquentes en toute saison dans presque toutes les parties du pays, et les alternatives de pluie et de sécheresse y sont presque aussi remarquables. L'été est partout d'une chaleur excessive; le thermomètre monte

quelquefois jusqu'à 110° Fahrenheit (44° centigrades environ). Dans le Nord, cependant, cette chaleur excessive dure rarement plus de quelques jours de suite; et dans les États du Sud, la chaleur, quoiqu'elle se prolonge, n'est pas beaucoup plus intense. La température des États qui bordent l'océan Atlantique est en général de 10° plus rigoureuse que celle des pays situés sous la même latitude dans l'ouest de l'Europe, tandis que, d'un autre côté, la Californie jouit d'un climat aussi doux que celui de l'Italie. Les États du nord-est sont exposés à des vents glacials soufflant de l'océan Atlantique, notamment dans les mois du printemps, et des plaines de glace du nord de l'Amérique anglaise soufflent des bises froides, qui, n'étant arrêtées par aucune barrière, par aucune montagne, se déchaînent sur les États du Nord à chaque élévation considérable de température dans les régions situées plus au midi. Les grands lacs adoucissent jusqu'à un certain point la température de la contrée qui les entoure, et d'autres particularités locales, telles que les plaines élevées du Nouveau-Mexique, de l'Orégon et de l'Utah, influent sur le climat de certaines parties du pays. La ligne isothermale qui passe par Meir-Haven (température annuelle 50° Fahrenheit (10° centigrades) en moyenne, par 41° 18′ latitude, ne dévie que très-peu au nord ou au sud, jusqu'à ce qu'elle ait atteint le Fort-Laramie dans le territoire de Nebraska, d'où elle descend au midi jusqu'au 35° de latitude dans le Nouveau-Mexique, puis va tout à coup vers le nord rejoindre la Colombie anglaise.

Le tableau suivant indique la température moyenne de chacune des quatre saisons et celle de l'année à différents points des côtes de l'océan Atlantique, sur le Pacifique et dans l'intérieur.

LIEUX D'OBSERVATION.	LATITUDE.	PRINTEMPS.	ÉTÉ.	AUTOMNE.	HIVER.	MOYENNE de toute l'année.
Fort Monroe, près de Norfolk. (Pennsylvanie.)	37° »'	centig. 14°	centig. 24°	centig. 17°	centig. 5°	centig. 15°
Fort Columbus, port de New-York	40 42	9	22	13	3	11
Fort Sullivan, East-Port. (Maine.)	44 15	5	16	9	— 5	7
Saint-Louis. (Missouri.)	36 40	12	24	13	0	13
Chicago. (Illinois.)	41 52	7	20	9	— 4	8
Fort Ripley. (Minnesota.)	46 19	1	18	6	—12	4
Monterey. (Californie.)	36 36	12	15	14	11	13
San Francisco. (Californie.)	37 48	13	14	13	11	12
Astoria. (Orégon.)	46 11	11	17	12	6	11

Pluies.

Les pluies sont abondantes sur la plus grande partie de la république, et se répartissent à peu près également dans toute l'étendue de l'année. Elles tombent plus régulièrement dans les États du Nord situés sur l'océan Atlantique que dans les États situés sur la même mer au sud de Washington, où elles sont plus considérables que dans les premiers, et plus fréquentes en été qu'en hiver.

Sur les côtes de l'océan Pacifique, les pluies sont périodiques; elles tombent principalement en hiver et au printemps, et aussi en automne, au sud du 40° de latitude. Entre le 100° de longitude et la chaîne des Cascades, il tombe peu d'eau, quoique cette région stérile soit sujette à des pluies violentes, surtout dans les parties montagneuses. La quantité de pluie qui tombe annuellement dans la contrée déserte que traverse le Colorado, est évaluée à 3 pouces; dans le bassin intérieur de l'Utah, à 5 pouces; dans la grande plaine, au midi de la rivière de Columbia, à 10 pouces; dans le désert, à l'est des montagnes Rocheuses, de 15 à 20 pouces. Il est

rare qu'il y pleuve en été. Dans les États du Nord, la terre est fréquemment couverte d'une épaisseur considérable de neige; et dans la région voisine du lac Supérieur il en tombe tous les jours une plus ou moins grande quantité, qui ne fond qu'au printemps. Il neige rarement au sud du Potomac; et quand cela a lieu dans les États du Sud, ce n'est que pendant très-peu de temps.

Maladies.

Le nombre total des morts, comprenant toutes les classes de la société, tous les âges et toutes les couleurs, d'après les documents officiels, s'élève, pour l'année 1860, à 392821, dont 34705 étrangers. Le plus haut chiffre de la mortalité, comparé à celui de la population, s'applique à la vallée du Bas-Mississipi, et le moins élevé aux États du Nord-Ouest, les plus récemment colonisés: dans les premiers la proportion est de 1,81 pour 100 et dans les derniers de 0,98.

C'est, parmi les enfants, dans le cours de la première année après leur naissance, que les cas de mort sont le plus fréquents.

D'après la statistique des décès en 1860, la proportion était de 1 sur 79 habitants; en Europe, la même année, elle était de 1 sur 46. On suppose que, si le relevé des enfants morts au berceau et morts-nés avait été fait avec plus de soin, cette disproportion serait encore plus marquée.

Les maladies les plus dangereuses des États du Nord et du milieu sont les affections pulmonaires; celles des États du Sud, sont les fièvres bilieuses, et, de temps à autre, de fortes épidémies de fièvre jaune, sur les côtes du golfe du Mexique; dans les États de l'Ouest sévissent des fièvres bilieuses et intermittentes et la dyssenterie.

Les fièvres qui règnent dans l'Ouest sont causées par les miasmes qui s'exhalent des terres vierges que l'on défriche; mais la colonisation les fait rapidement disparaître. Le choléra a généralement causé de plus grands ravages dans la vallée du Mississipi que dans toute autre partie de la république.

D'après le recensement de 1850, le nombre des décès dans l'Union était de 1 pour 72 habitants (1,39 pour 100) ; la plus grande mortalité avait lieu en Louisiane (1 sur 44), et la plus faible dans l'Orégon (1 sur 283).

Le tableau suivant indique la proportion des décès sur 100 habitants dans chacun des États et des territoires pendant l'année se terminant au 30 juin 1850.

Orégon	0,35	New-Hampshire	1,33
Minnesota	0,45	Virginie	1,34
Wisconsin	0,95	Illinois	1,36
Californie	0,98	Arkansas	1,44
Vermont	1,00	Mississipi	1,44
Floride	1,06	Ohio	1,46
Iowa	1,06	Texas	1,46
Géorgie	1,09	New-York	1,47
Michigan	1,14	Rhode-Island	1,52
Alabama	1,18	Kentucky	1,53
Tennessee	1,18	Connecticut	1,56
Caroline du Nord	1,19	District de Columbia	1,63
Caroline du Sud	1,20	Maryland	1,65
Pennsylvanie	1,24	Missouri	1,80
Indiana	1,30	Nouveau-Mexique	1,88
Maine	1,30	Massachusetts	1,95
Delaware	1,32	Utah	2,10
New-Jersey	1,32	Louisiane	2,31

La Floride, qui occupe le sixième rang dans ce tableau, est regardée comme aussi saine que toute autre partie du pays, attendu qu'un grand nombre des morts attribués à cet État sont des poitrinaires et autres malades, qui viennent du nord y passer l'hiver. Pour

bien juger du climat de quelques-uns des autres États d'après les tableaux de mortalité, il faut tenir compte des grandes villes, où la proportion des décès est toujours bien plus élevée que dans les campagnes.

LIVRE VI.

POPULATION. — ÉMIGRATION. — ESCLAVAGE.

CHAPITRE I.

Population des États-Unis, et sa répartition.

La république des États-Unis est divisée, sous le rapport politique, en 34 États et en 8 Territoires, y compris l'Arizona qui n'est pas encore organisé, et le district de Columbia, où siége le gouvernement fédéral.

Les États et les Territoires, d'après les calculs du cadastre, embrassent une étendue de 3 230 572 milles carrés (8 334 876 kilom. carrés), dont 820 680 milles carrés (2 117 354 kilom. carrés) seulement appartenaient à la république lors de la paix de 1783. Le surplus a été ajouté par la cession de la Louisiane par la France en 1803, de la Floride par l'Espagne en 1819, par l'annexion du Texas en 1845, et par les traités de l'Orégon et du Mexique conclus en 1842 et en 1848. Le territoire indien, mesurant 74 127 milles carrés (191 248 kilom. carrés), n'est pas compris dans la statistique qui précède, quoiqu'il appartienne à la république, parce

que, politiquement parlant, il n'en forme pas une partie intégrante[1].

Il n'est pas de pays au monde dont la population soit composée d'éléments aussi hétérogènes que celle des États-Unis. Le caractère des premiers colons a laissé jusqu'à un certain point son empreinte sur celui de leurs descendants, bien que dans plusieurs parties du pays tous ces traits distinctifs aient été affaiblis, effacés par les efforts de l'émigration qui afflue de toutes les contrées de l'Europe. Dans la Nouvelle-Angleterre on retrouve le cachet assez prononcé du type puritain; dans le Maryland les descendants des catholiques anglais, qui émigrèrent avec Cécil Calvert, forment encore un des éléments principaux de la population; les premiers colons de New-York furent des Hollandais, et dans quelques villages éloignés de cet État, le hollandais était, il y a peu de temps encore, la langue d'un grand nombre des habitants; des Hollandais et des Suédois furent également les premiers colons des États du Delaware et du New-Jersey; la Pennsylvanie fut colonisée par des quakers anglais, suivis par des Allemands dont les descendants forment une classe nombreuse de la population; la Caroline du Nord le fut par des non-conformistes venus de la Virginie; un nombre considérable de huguenots trouvèrent un refuge dans la Caroline du Sud, peu de temps après l'occupation du pays par des blancs; la Louisiane, à l'époque où l'acquirent les États-Unis, était habitée principalement par des familles françaises; le Texas et la Californie sont encore jusqu'à un certain point espagnols, et le dernier de ces États renferme 23140 Chinois; les mormons de l'Utah sont pour la plupart Anglais, avec un mélange considérable

1. On trouvera à l'appendice H un tableau indiquant la superficie des différents États et des différents Territoires.

d'Américains indigènes, de Gallois, de Scandinaves et d'autres nationalités. On ne saurait dire que dans les autres États les premiers colons aient transmis à leurs descendants aucun caractère national distinctif qui se soit perpétué jusqu'à nous. Dans plusieurs parties des nouvelles colonies du Nord-Ouest, il y a un grand nombre de métis ou descendants de blancs et d'Indiens; mais, à part de nombreux noms de localités, les traces laissées par les aborigènes sur les portions du pays les plus anciennes et les plus peuplées se distinguent à peine. Les races primitives sont presque toutes disparues, et le peu qui en reste forme de petits groupes ramassés et indépendants, dont le mode d'existence se rapproche plus ou moins de celui des blancs leurs voisins. Dans l'extrême Ouest elles composent encore, en beaucoup d'endroits, la principale ou unique population, et mènent leur vie primitive, nomade et sauvage. Quelques tribus, telles que les Apaches, les Comanches et les Navahoes, continuent d'être ouvertement ou secrètement hostiles aux blancs. Toutes les fois que cela a été possible, on a transporté les Indiens dans des terres « réservées » disposées à leur usage, et dont la possession commune a été autrefois garantie à la tribu ou à la fraction de tribu qui les occupait en vertu du système de propriété en vigueur chez les Indiens. Depuis 1858, toutefois, le plan adopté a consisté à accorder des titres de propriété individuelle embrassant des morceaux de terre de 40 à 80 acres (16 hectares 18 ares à 32 hectares 36 ares) à tout Indien disposé à les cultiver : cette mesure a produit le meilleur effet parmi les tribus les plus civilisées. Chaque fois qu'on peut décider des Indiens sauvages à quitter leur pays pour aller habiter les « réserves, » le gouvernement leur paye la terre qu'ils abandonnent, et il a actuellement créé à leur profit un fonds de 3396241 dollars (16981205 fr.), dont il

leur sert régulièrement l'intérêt. Ils reçoivent, en outre, de petites gratifications annuelles des États-Unis. Une partie des Cherokees, des Creeks et des Choctaws, installés sur le territoire indien, ont adopté les usages de la civilisation, et forment en quelque sorte des nations distinctes sous la protection des États-Unis. En dehors de ceux que nous venons de nommer, les Indiens possèdent 241 fermes (6112 acres) (2472 hectares) de terre en pleine culture, des chevaux, des mules, du bétail, des ustensiles aratoires et autres propriétés personnelles, représentant une valeur de 4670943 dollars (23350215 fr. environ). On compte chez eux 77 missionnaires, et 162 écoles, où 950 enfants sont instruits par 186 professeurs. L'administration des affaires indiennes est confiée à un bureau du ministère de l'intérieur, à la tête duquel est un commissaire du gouvernement.

La population des treize colonies unies, à l'époque où éclata la guerre de la révolution, en 1775, était de 2803000 habitants, y compris 500000 esclaves. La population totale des États et des Territoires, en y comprenant les Indiens, était, d'après le dernier recensement de 1860, de 31445089, dont 3953760 esclaves, et 488005 nègres libres. En outre, les relevés officiels comptent 304192 Indiens à l'ouest de l'Arkansas : ce qui fait un total général de 31709281[1].

L'accroissement de la population totale, tant libre qu'esclave, de 1850 à 1860, non compris les tribus indiennes, a été en réalité de 8225464, ou dans la proportion de 35,46 pour 100, tandis que de 1840 à 1860, l'augmentation positive n'avait été que de 6122423, et cependant la proportion ascendante était déjà de 35,87 pour 100.

1. Voy. l'appendice I.

En 1789, le nombre des Indiens habitant les États-Unis était de 76 000. L'acquisition de nouveaux territoires a fait monter ce nombre au chiffre de 129 366, en 1825, non compris ceux de la vallée du Missouri ; et à 400 764 en 1853, quoique toutes ces tribus diminuent rapidement.

Au mois de décembre 1861, le gouvernement de Washington entretenait des relations avec 152 tribus, comptant 239 506 individus, dont les femmes formaient les 7 douzièmes.

L'accroissement de la population, pendant les dix années qui viennent de s'écouler, a dépassé d'un million d'âmes la population totale de 1810; il égale la population de 1820; et si l'on ajoute un million et demi à celle de 1860, on obtient le double de la population de 1840.

Tous les États, sans exception, ont participé à cet accroissement ; mais les progrès les plus rapides appartiennent au groupe des États du Nord-Ouest, l'Indiana, l'Illinois, le Michigan, le Wisconsin, l'Iowa, le Minnesota et le Kansas; à l'Illinois, surtout, dont la population a suivi une progression qui mérite d'être signalée; cette population qui, en 1830, n'était que de 157 445 habitants, s'élevait, en 1840, à 476 183; en 1850, à 851 470; et, en 1860, à 1 711 951.

Les quinze États à esclaves renferment 12 240 000 habitants, dont 8 039 000 blancs, 251 000 noirs libres et 3 950 000 esclaves, répartis sur une superficie de 844 084 milles carrés (2 177 737 kilomètres carrés). L'augmentation totale de la population, de 1850 à 1860, a été de 2 627 000, ou de 27.33 pour cent; celle des esclaves, de 749 931, ou de 23.44 pour cent, excepté dans le district de Columbus, où le nombre des esclaves a diminué de 502, pendant la même période.

Les dix-neuf États libres, les sept territoire et le

district fédéral contenaient, ensemble, en y comprenant 27 749 Indiens, 19 201 546 habitants, dont 18 936 579 blancs et 237 218 noirs libres. L'augmentation collective a été de 5 598 603, ou de 41.24 pour cent.

Tandis que, dans les dix dernières années, la population blanche gagnait 38 pour cent, les esclaves et les noirs libres avaient à peine atteint l'augmentation proportionnelle de 22 pour cent; leur accroissement total, en soixante-dix années, n'a été que de 485 pour 100, contre 757 pour 100 en faveur des blancs.

En prenant pour base la tendance ascensionnelle constatée par les statistiques de la dernière période décennale, M. Kennedy, directeur du service du recensement à Washington, a dressé les estimations suivantes, pour la population probable des États-Unis pendant les quatre dernières périodes décennales du siècle. Dans ces calculs, il n'a dû, naturellement, tenir aucun compte des effets possibles de la guerre civile.

Années.	Noirs libres et esclaves.	Total des blancs et des noirs.	Proportion des noirs par 100 habitants.
1870.....	5 407 130	42 328 432	12,77
1880.....	6 591 292	56 450 241	11,68
1890.....	7 909 550	77 263 989	10,24
1900.....	9 091 459	100 358 802	9,46

Si, par la suite, beaucoup d'esclaves viennent à être affranchis, — et c'est ce qui aura certainement lieu, — ce nombre, au lieu de croître avec rapidité, subira une progression plus lente, de sorte que le chiffre de 9 millions de personnes de couleur en 1900 est probablement un calcul trop élevé. De ce nombre une grande proportion proviendra du mélange des races; car en 1850 un centième de la population totale de couleur se composait de mulâtres.

Le nombre des hommes surpasse de 730 000 celui

des femmes aux États-Unis et dans les territoires qui en dépendent ; dans le royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, dont la population totale est de 2 millions inférieure à celle de l'Union, le nombre des femmes, au contraire, surpasse de 877 000 celui des hommes. C'est, tout naturellement, dans les territoires récemment colonisés que l'on constate cet excès considérable de la population masculine. En Californie, le nombre des hommes dépasse celui des femmes de près de 67 000 ou d'un cinquième du chiffre total de la population. Dans l'Illinois, la population masculine surpasse la population féminine de 92 000 environ, c'est-à-dire d'un douzième de la population totale. Par contre, dans le Massachusetts, un des États dont la colonisation remonte à une date reculée, on compte à peu près 37 600 femmes de plus que d'hommes. Dans l'État de New-York, la population féminine est à peu de chose près la plus considérable ; et c'est l'inverse dans la Pennsylvanie. Dans le territoire du Colorado, organisé en 1861, les hommes sont, par rapport aux femmes, dans la proportion de 20 à 1.

CHAPITRE II.

Émigration.

Peu de temps après la découverte de l'Amérique, quelques émigrants appartenant à la race latine vinrent s'établir sur le nouveau continent; mais la plupart de ces aventuriers y débarquèrent dans l'intention de faire une prompte fortune, puis de s'en retourner.

Les premiers émigrants anglais furent attirés en Amérique par un espoir analogue; de 1585 à 1590, 300 hommes périrent et 40 000 livres sterling (un million de francs) furent perdues dans des expéditions de ce genre.

En 1606, plus de 2000 émigrants furent envoyés d'Angleterre dans l'Amérique du Nord à la recherche de l'or; mais ils moururent misérablement, et en 1609 il n'en restait plus que 60. La compagnie Hakluyt, formée en vue de la colonisation de la Virginie, perdit 9000 hommes et 100 000 livres sterling (2 500 000 fr.). Enfin les disputes religieuses contribuèrent grandement à asseoir sur des bases solides et durables la colonisation du continent de l'Amérique du Nord. L'émigration des Puritains et le succès de leur établissement dans la Nouvelle-Angleterrre servirent d'exemple à tous ceux qui, en

Europe, étaient persécutés à cause de leur religion. De plus, le défrichement de la contrée qui forme aujourd'hui les États du Sud de l'Union ayant commencé, la fertilité du sol, la douceur du climat, joints à l'espérance toujours vivace de s'enrichir tout d'un coup par la découverte de métaux précieux, attirèrent une foule de colons. Des émigrants allemands vinrent en nombre considérable s'établir en Pennsylvanie vers la fin du dix-septième siècle et dans le cours du dix-huitième. Les Hollandais colonisèrent l'État de New-York; les Suédois, le Delaware; le Canada et la Louisiane furent colonisés par des aventuriers français. Toutefois, le courant de l'émigration en Amérique, pendant les 170 ans de l'époque coloniale, fut lent et peu actif, comparativement à ce qu'il a été après la guerre de l'indépendance, et surtout lorsque l'expérience d'une génération eut assuré le succès des institutions américaines.

Ce n'est qu'en 1819, en vertu d'une loi du Congrès en date du 2 mars de la même année, qu'on a commencé à faire le relevé officiel du nombre des immigrants étrangers. Le docteur Adam Seybert évalue à 6000 le chiffre moyen de l'émigration pendant les vingt années de 1790 à 1810. Pendant les dix années comprises entre 1806 et 1816, les progrès de l'émigration aux États-Unis furent arrêtés par les hostilités qui divisèrent alors la Grande-Bretagne, la France et les États-Unis; mais, bientôt après le rétablissement de la paix, l'émigration reprit avec plus d'activité que jamais. On vit arriver plus de 20 000 émigrants dans le courant de l'année 1817. Nous n'avons aucune donnée certaine sur le chiffre de l'émigration pendant les vingt et un mois qui s'écoulèrent du 1er janvier 1818 au 30 septembre 1819. A partir de cette dernière date jusqu'en 1855, le nombre des étrangers, et de 1856 à 1858, le nombre total des personnes arrivées par mer

aux États-Unis, tant étrangers que natifs des divers États, se répartissent de la manière suivante, d'après les relevés officiels :

PÉRIODES.	ANNÉES.	HOMMES.	FEMMES.	Sans DISTINCTION de sexe.	TOTAUX.
Année finissant au 30 septembre....	1820	4,871	2,393	1,121	8,385
	1821	4,651	1,636	2,840	9,127
	1822	3,816	1,013	2,082	6,911
	1823	3,598	848	1,908	6,354
	1824	4,706	1,393	1,813	7,912
	1825	6,917	2,959	323	10,199
	1826	7,702	3,078	57	10,873
	1827	11,803	5,939	1,133	18,875
	1828	17,261	10,060	61	27,382
	1829	11,303	5,112	6,105	22,520
	1830	6,439	3,135	13,748	23,322
	1831	14,909	7,724	»	22,633
	1832	34,596	18,583	»	53,179
15 mois finissant le 31 décembre	1833	46,237	19,606	100	65,943
Année finissant le 31 décembre...	1834	38,796	22,540	4.029	65,365
	1835	28,196	17,027	151	45,374
	1836	47,865	27,553	824	76,242
	1837	48,837	27,653	2,850	79,340
	1838	23,474	13,685	1,755	38,914
	1839	42,932	25,125	12	68,069
	1840	52.883	13,132	51	84,066
	1841	48,082	32 031	176	80,289
	1842	62,277	41,907	381	104,565
Les trois premiers trimestres de..	1843	30,069	22,424	3	52,496
Année finissant le 30 septembre.	1844	44,431	34,184	»	78,615
	1845	65,015	48,119	1,241	114.371
	1846	87,777	65,742	897	154,416
	1847	136,086	97.917	965	234,968
	1848	133,906	92,149	472	226,527
	1849	177.232	119.280	512	297,024
	1850	196,331	112,635	1,038	310,004
15 mois finissant le 31 décembre	1851	250,171	189,024	247	439,442
Année finissant le 31 décembre...	1852	212,469	157,696	1,438	371,603
	1853	207,958	160.615	72	368,645
	1854	256,177	171,656	»	427,833
	1855	115,307	85,567	3	200,877
	1856	135,308	89,188	»	224,496
	1857	162,538	59,020	»	271,558
	1858	89,648	104,704	300	144,652

Le nombre total des étrangers arrivés aux États-Unis depuis le 30 septembre 1819 jusqu'au 31 décembre 1855 est de 4212624; et celui des voyageurs venus par mer pendant les trois années finissant le 31 décembre 1858, déduction faite des indigènes, ainsi que de ceux qui n'ont fait que passer par les États-Unis pour se rendre dans les provinces anglaises, etc., se réduit à 550000 environ. Si l'on ajoute le nombre des émigrants arrivés de 1784 à 1819, évalué à 150000, nous avons un total général de 4912624, ou, en chiffres ronds, 5 millions, de 1784 au 1[er] janvier 1859; dans ce nombre, environ 2600000 émigrants sont venus de la Grande-Bretagne et de l'Irlande; près de 1600000 de l'Allemagne (y compris toutes les possessions de la Prusse et de l'Autriche); 200000 de la France; 100000 de l'Amérique anglaise; 50000 de la Suède et de la Norvége; 50000 de la Chine; 40 000 de la Suisse; 36 000 des Antilles; 18000 de la Hollande; 16 000 du Mexique; 8000 de l'Italie; 7000 de la Belgique; 5500 de l'Amérique du Sud; 2000 du Portugal; 1300 des Açores; 1000 de la Russie.

On voit, d'après le tableau qui précède, que l'émigration aux États Unis a augmenté dans une proportion sans égale de 1845 à 1854. Cette augmention provient, d'abord de la grande famine qui désola alors l'Irlande, et en second lieu des événements de 1848, qui poussèrent un nombre considérable de personnes, dont les intérêts avaient été lésés par les bouleversements politiques, à se réfugier sur l'hémisphère occidental. L'année 1854 nous offre ensuite le chiffre le plus élevé de l'émigration irlandaise et allemande. En 1852, l'Irlande a envoyé 160 000 émigrants aux États-Unis; l'Allemagne n'en a envoyé que 145918; en 1853, il est venu 164000 émigrants de l'Irlande, et 141 946 de l'Allemagne; mais en 1854 le chiffre de l'émigration

irlandaise est descendu à 103 000, tandis que celui de l'émigration allemande est monté à 215 009; et en 1855, il est arrivé 71 918 Allemands (Prussiens et Autrichiens compris), et 50 000 Irlandais. Le port de New-York a vu débarquer, en 1856, 56 117 émigrants allemands et 43 996 Irlandais; en 1857, 86 859 Allemands et 57 106 Irlandais; en 1858, 31 874 Allemands et 25 097 Irlandais. Du 1er janvier au 7 avril 1859, il est arrivé dans le port de New-York 7193 émigrants, tandis qu'il en était venu 8018 pendant la même fraction de l'année 1858.

La diminution périodique du chiffre de l'émigration depuis 1854 peut être attribuée à différentes causes, dont les principales sont :

1° Une forte réaction, parmi les classes ouvrières, du sentiment *natif américain* contre la concurrence excessive des étrangers travaillant à bon marché[1]. C'est dans les États où le travail étranger est le plus directement en concurrence avec le travail des esclaves et a fait baisser dans une proportion sensible la valeur de ce genre de propriété, que cet antagonisme a été le plus prononcé, et a souvent donné lieu, à l'époque des élections, à des émeutes et à des luttes sanglantes. La Nouvelle-Orléans, Wicksburg, Saint-Louis, Louisville et Baltimore, principaux centres commerciaux de cinq États à esclaves, ont été les théâtres de désordres de la nature la plus révoltante; ce qui s'explique par la situation de ces villes sur les grandes voies de communication où le commerce entre les États libres et les États à esclaves a constamment attiré le travailleur étranger.

2° Un préjugé religieux contre la propagation de

1. On a calculé que le chiffre de 2 500 000 étrangers, établis aux États-Unis de 1784 à 1850, s'était, pendant cette période, élevé jusqu'à 4 millions, en y comprenant leurs descendants. Si ce calcul est exact, on peut porter à 7 millions le produit total de l'émigration aux États-Unis en 1860.

la Communion catholique romaine, que professent un nombre considérable d'émigrants, fomenté par le parti « natif américain, » notamment dans les États colonisés par les descendants des Puritains et des Huguenots.

3° La résolution peu déguisée, prise par le gouvernement, d'étendre et d'universaliser l'esclavage et d'avilir ainsi le travail libre; les expéditions de flibustiers dirigées par Lopez, par Walker et autres, dans le but d'ouvrir de nouveaux et de plus vastes débouchés aux produits obtenus à l'aide du travail des esclaves, piraterie véritable entreprise avec la sanction indirecte du gouvernement; la Conférence d'Ostende; les désordres commis au Kansas; enfin, les tentatives, en partie couronnées de succès, ayant pour objet de ranimer la traite des nègres, sont autant de faits qui ont détruit le crédit moral de la République américaine en Europe, et répandu des doutes assez fondés sur la solidité d'un gouvernement obéissant à de semblables tendances.

Les choses sont changées aujourd'hui. Le parti natif américain s'est désorganisé dans tous les États, car la guerre civile a tranché les racines au moyen desquelles il allait puiser sa séve dans le sol arrosé des sueurs de l'esclavage; la politique, tant intérieure qu'étrangère, du gouvernement relativement à l'esclavage, a subi une transformation complète, en harmonie avec les sentiments du monde civilisé. L'esclavage a été aboli dans tous les territoires des États-Unis et dans le district de Columbia; on a proposé une compensation en échange de l'émancipation aux États fidèles, chez lesquels subsistait encore cette institution funeste, et une proclamation présidentielle a déclaré libres à tout jamais les esclaves des États révoltés [1].

1. Voir le chapitre suivant.

Que l'exécution de ces deux dernières mesures soit menée à bonne fin, et l'on ne pourra plus dire que la République des États-Unis tolère des lois de nature à avilir ou à déconsidérer le travail ; et dès lors elle deviendra réellement ce qu'elle s'est toujours glorifiée d'être, une « république démocratique. »

Une loi récente du Congrès vient de donner un nouvel encouragement à l'émigration : c'est celle qui accorde la propriété d'une concession de 160 acres (64 hectares 73 ares 60 centiares) à tout étranger ou indigène qui consentira à s'y établir et à y résider pendant cinq ans[1]. Aussi y a-t-il lieu d'espérer que le prochain recensement décennal présentera un accroissement inouï dans le nombre des émigrants aux États-Unis.

1. Pour plus de détails sur cette loi, voir le chapitre v, livre VIII.

CHAPITRE III.

Esclavage.

Sans la découverte de l'hémisphère occidental, il n'est pas probable que le trafic des esclaves sur les côtes d'Afrique eût jamais dépassé les proportions restreintes qu'il avait eues dans l'antiquité. Avant 1492, il y avait déjà plusieurs années que la traite diminuait peu à peu. Dès leur arrivée en Amérique, les Espagnols commencèrent à réduire les Indiens à l'esclavage ; mais bientôt on trouva plus avantageuse l'introduction des nègres, et les souverains de l'Europe occidentale autorisèrent le libre exercice de la traite. Sir John Hawkins fut le premier Anglais qui commanda ouvertement un négrier, et l'on accusa la reine Élisabeth d'avoir participé aux bénéfices de l'entreprise.

Au temps des Stuarts, quatre compagnies anglaises furent légalement constituées en vue de la traite, et les rois Charles II et Jacques II firent même partie de la dernière.

Les premiers esclaves introduits sur l'ancien territoire des États-Unis furent vendus par un navire hollandais, qui en débarqua vingt à Jamestown en Virginie,

dans le courant de l'année de 1620. La culture du coton commença l'année suivante[1].

L'esclavage ne tarda pas à s'étendre sur toute l'Amérique du Nord, et les Indiens y furent soumis aussi bien que les nègres[2]. Quelques-unes des colonies se prononcèrent contre la traite; mais leurs remontrances ne pouvaient prévaloir contre les encouragements que donnait la mère patrie à cet odieux trafic.

En 1776, le Congrès continental décréta qu'il ne serait plus importé d'esclaves; mais, en 1788, lors de la rédaction de la constitution américaine, défense fut faite au Congrès d'interdire ce trafic avant 1808, époque à laquelle il fut aboli. L'État de la Géorgie prohiba la traite en 1798. Ainsi l'Amérique prenait le pas sur toutes les nations du globe, en fixant un délai pour la cessation d'un trafic qui, bien que virtuellement condamné par tous les peuples civilisés, est encore toléré.

Le nombre des esclaves importés dans les colonies anglaises, qui devinrent les États-Unis en 1776, est évalué à 300 000 jusqu'à cette dernière date. Lors du premier recensement, en 1790, il y avait 697 897 esclaves aux États-Unis; à cette époque, tous les États, excepté le Massachusetts (qui comprenait alors le Maine), renfermaient une population servile; le Vermont, il est vrai, ne comptait que 17 esclaves, et le New-Hampshire, seulement 158. En 1800, le nombre total des esclaves était de 893 041, l'esclavage avait complétement cessé dans le Vermont, et il n'y avait plus que 8 esclaves dans le New-Hampshire.

D'après le recensement de 1810, le nombre des esclaves s'élevait à 1 191 364; mais il n'y en avait plus

1. Coïncidence frappante, le débarquement des Puritains à Plymouth, le commencement de la culture du coton et l'introduction de l'esclavage remontent à la même date.

2. Le fils du roi Philippe fut vendu comme esclave.

dans le Massachusetts, dans le New-Hampshire, dans le Vermont et dans l'Ohio, nouvel État formé d'un territoire qui était un désert en 1776. En 1820, on comptait 1 538 038 esclaves; en 1830, 2 009 043; en 1840, 2 407 455; en 1850, 3 204 313; et en 1860, 3 952 801.

Voici la progression moyenne qu'a suivie l'accroissement du nombre des esclaves : de 1790 à 1800, 27,97; de 1800 à 1810, 33,40; de 1810 à 1820, 28,79; de 1820 à 1830, 30,61; de 1830 à 1840, 23,81; de 1840 à 1850, 28,82; de 1850 à 1860, 23,39.

Le dernier recensement a révélé un fait qui n'avait pas été complétement constaté encore : c'est que la plupart des tribus indiennes transplantées des États esclavagistes possèdent des nègres. Chez les Choctaws on en compte 2297 répartis entre 385 propriétaires; chez les Cherokees, 2504 possédés par 384 maîtres; chez les Creeks, 1651 appartenant à 267 Indiens, et chez les Chickasaws, 917 en la possession de 118 individus. Un propriétaire Creek possède 227 esclaves; mais il n'y en a qu'un petit nombre qui en possèdent 50. Les esclaves constituent 12 et demi pour 100 de la population, non compris les blancs et les personnes de couleur libres, ou environ 1 esclave par 8 Indiens.

La petite tribu des Seminoles, quoique transplantée, comme les tribus dont nous venons de parler, d'États où l'esclavage s'est conservé, ne possède point d'esclaves; mais ces Indiens contractent mariage avec la population de couleur.

D'après le recensement de l'année 1860, il appert que le nombre des esclaves émancipés dans les États-Unis dépassait 3000 : ce qui est plus du double du nombre de ceux qui avaient été affranchis lors du recensement de 1850, et donne la proportion de 1 sur 1309, tandis qu'en 1850 les émancipations étaient dans la proportion de 1 sur 2181.

Proportionnellement et numériquement, le nombre des esclaves fugitifs reste, pour 1860, au-dessous des statistiques de 1850. C'est dans les États de Mississipi, de Missouri et de Virginie qu'on a constaté le plus grand nombre de *marrons;* tandis que le nombre en a surtout diminué dans le Delaware, la Géorgie, la Louisiane, le Maryland et le Tennessee; d'où l'on peut conclure que le voisinage des États libres ne portait aucune atteinte à la propriété esclavagiste. Jusqu'en 1860, le nombre des esclaves *marrons* s'était peu à peu élevé à un tel chiffre que la somme des pertes éprouvées, sous ce rapport, par les États du Sud est proportionnellement moindre, eu égard aux capitaux engagés dans ce genre de propriété, que la somme des pertes causées par les variations quotidiennes qui, dans les temps ordinaires, ont lieu dans l'agio des bons de l'État ou du gouvernement général dans la seule ville de New-York.

On voit par les relevés officiels qu'en 1850, 1011 esclaves s'étaient enfuis de chez leurs maîtres, ce qui fait 1 sur 3165 (environ 1 trentième pour 100); tandis que pendant l'année de recensement finissant au 1er juin 1860, sur 3949557 esclaves il ne s'en est enfui que 803, c'est-à-dire 1 sur 5000 environ ou 1 cinquantième pour 100. Quelque faible que semble ce nombre, on ne saurait prétendre que tous les esclaves trouvés absents dans les États limitrophes, et encore moins qu'un nombre considérable de ceux qui ont quitté leurs maîtres dans les contrées plus méridioniales, se soient réfugiés dans les États libres; et lorsque l'on considère que dans les États limitrophes, sur un total de 1 million d'esclaves, il n'y a pas eu 500 *marrons* en 1860, tandis qu'en 1850 il y en avait eu près de 600 sur 910000, et qu'à ces deux époques il est constant que près de 800 se sont enfuis des États les plus méridionaux, il devient évident que, puisque la proportion diminue rapidement dans

les États à esclaves limitrophes des États libres, le *marronnage* est un fait non-seulement indépendant du voisinage d'une population libre, mais encore inhérent aux relations de maître à esclave.

La preuve que les vicissitudes de la population esclave ont, d'année en année jusqu'à ce jour, suivi une progression décroissante, ressort de ce fait que la population de couleur libre qui, de 1820 à 1830, avait augmenté dans la proportion de 36 1/5 pour 100, ne présentait en 1840 qu'un accroissement proportionnel de 20 4/5 pour 100; et cette diminution graduelle s'est continuée jusqu'en 1860, date à laquelle l'augmentation dans toute l'étendue des États-Unis n'était plus que de 1 pour 100 par an.

A l'époque où a commencé l'existence nationale des États-Unis, l'opinion était, en général, opposée à l'esclavage; cette opposition était même plus forte dans quelques-uns des États du Sud que dans la plupart des États du Nord. Le décret de 1787, qui exclut l'institution de l'esclavage du territoire situé au Nord-Ouest, reçut l'appui des hommes du Sud, et quelques États du Sud abolirent la traite africaine, tandis que les États du Nord la continuaient toujours. Le Vermont avait aboli l'esclavage en 1777, avant d'entrer dans l'Union. La Pennsylvanie prit, en 1780, des mesures pour l'émancipation graduelle des esclaves; et en 1840 il n'en restait plus dans cet État que 64 sur les 3737 qui y existaient en 1790. Dans le Massachusetts, la cour suprême déclara que l'esclavage était aboli par l'acte d'adoption de la constitution locale de 1780, qui avait été rédigé de façon à réserver une décision analogue. Le Rhode-Island procéda peu à peu à l'affranchissement de ses esclaves, et il n'en comptait plus que 5 en 1840; la même année, il n'en restait dans le Connecticut que 17 sur les 2759 que cet État renfermait en 1790. L'État

de New-York, qui, en 1790, possédait plus de 20000 esclaves, adopta, dans le cours de cette année, une loi décrétant l'émancipation graduelle; et, par une autre loi datée de 1817, déclara que tous les esclaves existant encore dans l'État seraient libres à partir du 4 juillet de la même année. Le New-Jersey prit des mesures semblables dès 1804; il comptait 11423 esclaves en 1790, et il n'en restait plus que 236 en 1850.

L'invention de la machine à nettoyer le coton, vers la fin du dix-huitième siècle, donna au travail servile une valeur et une importance inconnues jusque-là, et modifia peu à peu dans les États cotonniers l'opinion publique, qui précédemment était loin d'être opposée à l'émancipation progressive.

En Amérique, les champions de l'esclavage, bien différent de celui qui existait en Grèce et à Rome, font valoir en faveur du maintien de cette institution la soi-disant infériorité de la race noire, et, s'appuyant sur des arguments puisés dans la Nature et dans la Bible, ils en tirent cette conclusion que la Providence l'a condamnée à servir la race blanche qui lui est supérieure. Mais il n'en était pas ainsi dans les premiers jours de la république, et de pareils sophismes ne sont plus soutenus que par les quelques personnes sur qui pèse principalement la responsabilité des mesures prises pour l'extension de l'esclavage. La logique leur fait une nécessité de trouver, pour justifier leur conduite, un raisonnement qui n'attaque point la race blanche.

Dès le principe, l'esclavage a rencontré pour adversaires des Américains éminents. Washington, Jefferson, Madison, Franklin, Jay, Hamilton, et beaucoup d'autres parmi les hommes qui ont joué un rôle distingué dans la constitution du gouvernement de l'Union, regardaient l'esclavage comme un grand mal, incompatible avec les principes énoncés dans la décla-

ration de l'indépendance et avec l'esprit du christianisme. Ils étaient persuadés qu'il disparaîtrait peu à peu, repoussé par les progrès de la civilisation et de la liberté; et, reculant devant ce qu'ils considéraient comme des obstacles insurmontables à l'affranchissement, au moins de leur vivant, ils consentirent, dans la rédaction de la Constitution, à accorder certains avantages, qu'ils espéraient ne devoir être que temporaires et qui partant n'impliquaient aucun danger pour la stabilité du gouvernement. Il se forma dans beaucoup d'États des sociétés ayant pour but l'abolition progressive de l'esclavage. La Société abolitionniste de la Pennsylvanie, fondée en 1775, existe encore. Benjamin Franklin en fut le premier président, et Benjamin Rush le premier secrétaire. En 1790, elle adressa au Congrès un mémoire portant la signature de « Benjamin Franklin, président, » par lequel la Société priait la législature du pays « d'aviser aux moyens de délivrer le peuple américain de l'inconséquence de l'esclavage, » et « d'user de tout son pouvoir pour réprimer toute espèce de trafic ayant nos semblables pour objet. » La Société d'émancipation de l'État de New-York se forma en 1785; elle eut pour premier président John Jay, auquel succéda Alexandre Hamilton. Des associations analogues s'organisèrent dans le Connecticut, le Rhode-Island, le Delaware, le Maryland et la Virginie. Toutes ces sociétés contribuèrent, dans une grande mesure, à l'extinction de l'esclavage dans plusieurs États du Nord.

En 1819 et 1820, les adversaires de l'esclavage opposèrent une résistance vigoureuse à l'admission du Missouri dans l'Union comme État à esclaves; mais ils eurent le dessous dans cette lutte. Cet événement fut suivi d'une période pendant laquelle toute la question resta dans un repos absolu. La publication à Baltimore, par Benjamin Lundy, quaker, d'un petit journal intitulé

Génie de l'émancipation universelle, fut presque le seul acte par lequel l'opposition esclavagiste donna signe de vie jusqu'au 1er janvier 1831, époque à laquelle William Lloyd Garrison fonda le *Libérateur*, à Boston. Acceptant la définition de l'esclavage en Amérique telle qu'elle était donnée par les lois des États à esclaves, qui déclarent que les esclaves sont « des biens meubles, entre les mains de leurs maîtres et propriétaires, à tous égards, à toutes fins et à tous usages, quels qu'ils soient, » il affirma que la possession d'esclaves est un péché contre Dieu et un crime de lèse-humanité ; que l'affranchissement immédiat est le droit de tout esclave et le devoir de tout maître. Le 1er janvier 1832, la première Société, établie sur ces principes, fut organisée à Boston par douze citoyens, sous la présidence d'un quaker nommé Arnold Buffum.

La Société américaine anti-esclavagiste fut constituée à Philadelphie dans le mois de décembre 1833 ; Arthur Tappan en fut le premier président. Cette Société affirmait expressément par la voix de ses adhérents que le Congrès n'avait pas le droit d'abolir l'esclavage dans les États à esclaves; elle ne sollicitait point le concours du gouvernement national, attendu que ce concours avait toujours été considéré comme inconstitutionnel par les chefs de tous les partis dans le pays entier. Elle proclamait que toutes les lois qui reconnaissent le droit de posséder des esclaves sont « absolument nulles et sans valeur devant Dieu. » Elle déclarait que ses principes l'engageaient à « repousser et à prier les opprimés de repousser l'emploi de toutes armes matérielles pour parvenir à l'affranchissement ; leurs mesures actives devant avoir uniquement pour objet l'opposition de la pureté morale à la corruption morale, la destruction de l'erreur par la force de la vérité, et l'abolition de l'esclavage par l'esprit du repentir. » Au

moyen de *lectures* publiques, de journaux, de petits livres, d'assemblées et de pétitions au Congrès, cette Société produisit dans toute l'étendue du pays une vive émotion, dont les effets ne tardèrent pas à se manifester parmi les sectes religieuses et les partis politiques. Elle s'opposait à la formation d'un parti abolitionniste distinct, jugeant qu'il était plus sage de chercher à propager ses principes parmi les membres de tous les partis.

En 1840, par suite de désaccord à ce sujet et à propos d'autres questions intéressant le programme de la propagande, une fraction des adhérents se détacha de l'association primitive et fonda la « Société anti-esclavagiste américaine et étrangère. » De la même année date l'organisation du parti « libéral, » recruté principalement parmi les dissidents et leurs partisans. Ce parti fut presque entièrement absorbé par celui du « sol libre, » lors de l'élection présidentielle de 1848; cependant un petit nombre de personnes, qui étaient d'avis que le gouvernement tenait de la Constitution la faculté d'abolir l'esclavage dans toutes les parties du pays, ont continué, jusqu'à une époque toute récente, d'agir de concert sous le nom de « parti de la liberté. » Le « parti du sol libre » a été à son tour absorbé par le parti « républicain, » qui, lors de l'élection présidentielle de 1856, avança, le premier, la doctrine de la restriction de l'esclavage.

La tentative faite pour introduire l'esclavage dans les territoires libres et le mettre, partout où il se répandrait, sous la protection du pavillon national, a entraîné forcément la presse et le peuple des États-Unis à discuter à fond l'esclavage sous toutes ses faces, et il s'en est suivi naturellement des divisions sur cette question parmi les partis politiques du pays.

Vers le même temps, un nommé Helper, appartenant à l'État esclavagiste de la Caroline du Nord, publia un

livre, où il prenait principalement pour point de départ les révélations du recensement de 1850; cette publication, en exaltant, outre mesure, les sentiments esclavagistes, donna par contre-coup une impulsion extraordinaire à la propagande abolitionniste. L'ouvrage était écrit dans un style assez répréhensible, mais le contraste des résultats politiques et économiques du travail libre et du travail servile n'avait sans doute jamais auparavant été présenté sous des couleurs aussi saisissantes. L'auteur fut assez heureux pour conquérir l'approbation d'un grand nombre des principaux membres du parti républicain qui siégeaient au Congrès; ils recommandèrent son livre à leurs concitoyens. De leur côté, les membres du Congrès représentant les États à esclaves, cherchèrent à tirer avantage des paroles blessantes de certains passages, pour organiser une croisade politique contre le parti républicain. Ils réussirent au point d'empêcher, en 1859, le candidat républicain d'être élu président (Speaker) du Congrès; mais, grâce à l'importance qu'ils lui prêtèrent, ce livre, qui autrement n'eût eu qu'une circulation fort restreinte et fût tombé promptement dans l'oubli, obtint une plus grande vogue que n'en eut jamais aucun livre en Amérique, à deux ou trois exceptions près peut-être. Il eut même le privilége d'être saisi partout où on le découvrait dans le Sud, et c'était risquer sa vie que de voyager dans les États à esclaves avec un exemplaire du livre dans sa malle.

On ne saurait nier que, dans tous les endroits où ce livre a été lu, il a puissamment secondé l'œuvre des partisans de la liberté du travail : des milliers de personnes, qui conservaient des doutes ou professaient de l'indifférence concernant l'esclavage au point de vue de la morale et de la philanthropie, qui étaient plus qu'à demi persuadées que l'esclave dans les États du Sud

jouissait d'une meilleure condition que le nègre en Afrique ou dans les États libres du Nord, commencèrent, pour la première fois, à se demander si la question de l'esclavage n'intéressait pas les blancs plus que les noirs, et si les inconvénients du travail servile, au point de vue économique, ne surpassaient pas réellement tous les avantages qu'il serait possible d'en retirer.

Parmi les données présentées par le livre dont il s'agit, ou plutôt extraites, par l'auteur, du recensement de 1860 et d'autres documents officiels, voici celles qui, probablement, ont eu le plus de poids sur l'opinion publique :

En 1790, l'État de New-York renfermait 340 120 habitants; la Virginie, 748 308, ou plus du double. En 1850, juste soixante ans plus tard, le New-York, devenu État libre depuis trente ans environ, avait une population de 3 097 394 âmes, tandis que la Virginie n'en contenait que 1 421 661, ou moins de la moitié.

Dans le recensement fait en vue de l'assiette des impôts en 1850, la valeur des propriétés mobilières et immobilières en Virginie, y compris les nègres, avait été estimée à 391 646 438 dollars (1 958 232 190 fr.); et à 1 080 309 216 dollars (5 401 519 080 fr.) dans l'État de New-York.

En 1850, la valeur en espèces de toutes les exploitations agricoles, avec leurs machines et ustensiles, était de 223 423 315 dollars (1 117 116 575 fr.) dans la Virginie, et de 576 631 568 dollars (2 883 157 840 fr.) dans l'État de New-York.

En 1790, le Massachusetts, d'une étendue de 7800 milles carrés (20 124 kilom. c.), contenait 378 717 habitants, et la Caroline du Nord, d'une étendue de 50 704 milles carrés (130 816 kilom. c.), 393 751. En 1850, la population du Massachusetts était de 994 514 habitants, tous libres, tandis que celle de la Caroline du Nord n'était que de 869 639, dont 288 548 esclaves.

En 1850, toutes les propriétés mobilières et immobilières dans le Massachusetts étaient évaluées à 573 342 286 dollars (2 866 711 430 fr.), et dans la Caroline du Nord, y compris les nègres, et avec un territoire six fois plus étendu, à 226 800 472 dollars (1 134 002 360 fr.) seulement.

Les États du Michigan et de l'Arkansas, l'un État libre et l'autre État à esclaves, furent admis dans l'Union la même année, en 1836. Au bout de vingt ans le Michigan avait trois fois la population de l'Arkansas, une valeur imposable d'exploitations agricoles et matérielles cinq fois plus forte, et un nombre d'écoles publiques huit fois plus considérable.

La Virginie était riche et prospère, lorsque l'Ohio n'était encore qu'un désert. Elle a une superficie de 61 000 milles carrés (157 380 kilom. c.), tandis que celle de l'Ohio n'est que de 40 000 (103 200 kilom. c.). Cependant, malgré son tabac renommé, ses terres à froment, ses vastes houillères et ses ports spacieux sur l'océan Atlantique, la Virginie ne contient pas, par mille carré, la moitié de la population que renferme l'Ohio; et, quoique la Virginie fût entrée dans l'Union avec 10 représentants au Congrès, elle n'en avait que 13 en 1850, tandis que l'Ohio, qui ne compte pas encore cinquante ans d'existence comme État, avait 21 représentants au Congrès à la même époque.

RELEVÉ COMPARATIF DES PRODUITS DES ÉTATS LIBRES ET DES ÉTATS A ESCLAVES, TELS QUE BLÉ, AVOINE, MAÏS, POMMES DE TERRE, GAZON, ETC., AU BOISSEAU.

		Valeur	
	boisseaux[1].	dollars.	francs.
États libres.......	499 190 041	351 709 703	1 758 548 515
États à esclaves...	481 766 889	356 927 067	1 534 635 335
Différence....	17 423 152	44 782 636	223 913 280

1. Le boisseau vaut litres 36.35.

RELEVÉ COMPARATIF DES PRODUITS DES ÉTATS LIBRES ET DES ÉTATS A ESCLAVES, EN 1850, A LA LIVRE.

États libres.

	livres[1].	doll. c.	fr. c.	dollars.	francs.
Foin............	28 427 799 680	» 1 à 2	(» 5 à 10)	142 138 998	710 694 990
Chanvre.........	443 520	» 5	(» 25)	22 176	110 880
Houblon.........	3 463 176	» 15	(» 75)	519 476	2 597 380
Lin.............	3 048 278	» 10	(» 50)	304 827	1 524 135
Sucre d'érable....	32 161 799	» 8	(» 40)	2 572 943	12 894 715
Tabac...........	14 752 087	» 10	(» 30)	1 475 208	7 326 040
Laine...........	39 647 211	» 35	(1 75)	13 876 523	69 382 615
Beurre et fromage.	349 860 783	» 15	(» 75)	52 479 117	262 395 585
Cire et miel......	6 888 368	» 15	(» 73)	1 033 255	5 166 275
Total.....	28 878 064 902			214 422 523	1 072 112 615

États à esclaves.

	livres.	doll. c.	fr. c.	dollars.	francs.
Foin............	2 548 636 160	» 1 à 2	(» 5 à 10)	12 743 180	63 715 900
Chanvre.........	77 667 520	» 5	(» 25)	3 883 376	19 416 880
Houblon.........	33 780	» 15	(» 75)	5 067	25 335
Lin.............	4 766 198	» 10	(» 50)	476 619	2 383 095
Sucre d'érable ...	2 088 687	» 8	(» 40)	167 094	835 470
Tabac...........	185 023 906	» 10	(» 50)	18 502 390	92 511 950
Laine............	12 797 329	» 35	(1 75)	4 479 065	22 395 325
Beurre et fromage	68 634 224	» 15	(» 75)	10 295 133	51 475 665
Cire et miel......	7 964 760	» 15	(» 75)	1 194 714	5 973 570
Coton	978 311 600	» 8	(» 40)	78 264 928	391 324 640
Sucre de canne...	237 133 000	» 7	(» 35)	16 599 310	82 996 550
Riz (brut)........	215 313 497	» 4	(» 20)	8 612 539	43 062 695
Total.....	4 338 370 661			155 223 415	776 117 075

	Différence totale : livres.	Valeur dollars.	francs.
États libres..........	28 878 064 902	214 422 523	1 072 112 615
États à esclaves......	4 338 370 661	155 199 108	765 995 540
	24 539 694 241	59 223 415	306 117 065

RELEVÉ COMPARATIF DES RÉCOLTES DANS LES ÉTATS LIBRES ET LES ÉTATS A ESCLAVES, PAR ACRE[2].

	États libres.			États à esclaves
Blé.......................	12	boisseaux	par acre.	9
Avoine....................	27	—	—	17
Seigle....................	18	—	—	11
Maïs......................	31	—	—	20
Pommes de terre irlandaises.	125	—	—	113

1. La livre vaut grammes 453.414.
2. L'acre vaut ares 40.46.

VALEUR COMPARATIVE DES FERMES ET DES ANIMAUX DOMESTIQUES.

	dollars.	francs.
États libres	2 576 425 397	12 882 126 985
États à esclaves	1 492 107 338	7 460 536 690
Différence en faveur des États libres	1 084 318 059	20 342 663 675

Récapitulation.

	dollars.	francs.
Différence dans la valeur des produits au boisseau.	44 782 636	223 913 180
— — — à la livre..	59 223 415	296 117 075
— — fermes et des animaux.	1 084 318 059	5 421 590 295
Différence totale en faveur des États libres	1 188 324 110	5 941 620 550

Dans ces calculs, on n'a fait entrer ni le district de Columbia ni les territoires.

III. Les tableaux suivants font ressortir la différence constatée dans l'état comparatif de trois des principales denrées agricoles des États-Unis en 1850 et en 1840.

Kentucky.

	Blé — boisseaux.	Seigle — boisseaux.
Récolte de 1840	4 803 152	1 321 373
— 1850	2 142 822	415 073
Diminution	2 660 330	906 300

Tennessee.

	Blé — boisseaux.	Tabac — livres.
Récolte de 1840	4 569 692	29 550 432
— 1850	1 619 386	20 148 932
Diminution	2 950 306	9 401 500

Virginie.

	Seigle — boisseaux.	Tabac — livres.
Récolte de 1840	1 482 799	75 347 106
— 1850	458 930	56 803 227
Diminution	1 023 869	18 543 879

Alabama.

	Blé — boisseaux.	Seigle — boisseaux.
Récolte de 1840............	838 052	51 000
— 1850............	294 044	17 261
Diminution................	544 008	30 739

IV. Le recensement a encore révélé les contrastes suivants entre les États libres et les États à esclaves :

	Exportations.			*Importations.*	
	Tonnage.	dollars.	francs.	dollars.	francs.
États libres......	4 252 615	167 520 693	837 603 465	236 847 810	1 184 236 050
États à esclaves..	855 517	107 480 688	537 403 440	24 586 528	122 932 640

Produits manufacturés.

	Valeur des produits annuels. dollars.	francs.	Capitaux engagés. dollars.	francs.	Ouvriers employés
États libres.....	842 586 058	4 211 930 290	430 240 051	2 151 200 255	780 576
États à esclaves..	165 413 027	527 065 135	95 029 879	475 149 355	161 733

Canaux et chemins de fer.

	Canaux. milles.	kilom.	Chemins de fer. milles.	kilom.	Coût des chemins de fer. dollars.	francs.
États libres........	3682	5924	17 855	28 729	538 313 647	2 691 568 235
États à esclaves...	1116	1795	6 859	14 712	95 252 581	476 262 905

Capital des banques.

	dollars.	francs.
États libres................................	230 100 340	1 150 501 700
États à esclaves............................	102 078 940	610 394 700

Milices.

États libres..	1 381 843	hommes.
États à esclaves....................................	792 876	—

Opérations postales.

	Vente de timbres. doll.	fr.	Recette totale de la poste. doll.	fr.	Frais des malles-postes. doll.	fr.
États libres....	1 719 513	8 597 565	4 670 725	23 353 625	2 608 295	13 041 475
États à esclaves.	666 845	3 334 225	1 553 198	7 765 790	2 385 953	11 729 765

Écoles publiques.

	Nombre.	Professeurs.	Élèves.
États libres..........................	63 433	72 621	2 769 901
États à esclaves......................	18 507	19 307	581 861

Bibliothèques publiques ou appartenant à des sociétés.

	Nombre.		Volumes.
États libres	14 901	....	3 888 234
États à esclaves	695	....	649 577

Journaux et publications périodiques.

	Nombre.		Exemplaires imprimés annuellement.
États libres	1790	....	334 146 281
États à esclaves	704	....	81 038 698

Brevets d'invention pris en 1856.

États libres	1929
États à esclaves	268

Les personnes qui ont lu le livre de M. Helper n'ont pu se soustraire à la conviction que la différence frappante présentée par la marche du progrès dans les États libres et dans les États à esclaves provenait, en grande partie, de ce que, dans les uns, le travail était avili, tandis qu'il ne l'était pas dans les autres, et que, si le Sud eût offert aux travailleurs indigents de France, d'Allemagne et d'Irlande les mêmes encouragements sociaux et politiques que leur offraient les États du Nord, la prospérité comparative des deux fractions du pays n'aurait pas présenté une différence aussi mortifiante.

En outre, à côté de ces données économiques, M. Helper avait groupé une autre série de faits peu propres à édifier les États libres sur le rôle que l'esclavage avait joué jusque-là dans notre histoire nationale. Il ressortait de ces faits :

1° Que depuis les 72 ans que le gouvernement existait, il y avait eu 18 élections présidentielles; que, des candidats élus, 12 avaient été des hommes du Sud et des possesseurs d'esclaves, et 6 seulement des hommes du Nord ne possédant pas d'esclaves; qu'aucun président appartenant au Nord n'avait jamais été réélu, tandis que 5 des présidents appartenant au Sud l'avaient

été ; que, dans ces 72 années, des hommes du Sud avaient occupé la présidence pendant 48 ans et 3 mois, ou un peu plus des 2/3 de toute la période ;

2° Que les fonctions de secrétaire d'État au département des affaires étrangères avaient été remplies par des hommes du Sud durant 40 ans sur 67;

3° Que la présidence du sénat, en l'absence du vice-président des Étas-Unis, avait été occupée sans interruption depuis 1809, sauf pendant 3 ou 4 sessions, par des hommes du Sud ;

4° Que les présidents de la chambre des représentants avaient été pendant 43 ans des hommes du Sud, et pendant 25 ans seulement des hommes du Nord; et que, sur 134 ministres envoyés à l'étranger, 80 avaient été des possesseurs d'esclaves ;

5° Que 16 États libres, ayant une population blanche de 13 288 670 âmes, ont 32 sénateurs; et 15 États à esclaves, avec une population blanche de 6 186 477 habitants, en ont 30.

6° Que les États libres envoient 144 membres à la chambre des représentants; et les États à esclaves, 90.

7° Qu'un représentant d'un État libre représente 91 935 hommes et femmes de race blanche, tandis que le représentant d'un État à esclaves n'en représente que 68 725; qu'ainsi l'esclavage, en vertu de la clause de la constitution, qui, dans la répartition de la quotité représentative, égale numériquement 5 esclaves à 3 blancs, accorde aux États à esclaves 30 représentants de plus qu'ils n'ont le droit d'en avoir d'après le chiffre de leur population.

En outre des circonstances particulières qui concoururent à fixer l'attention générale sur ce livre, il en est une qui vint considérablement accroître l'influence qu'exerça la lecture des faits curieux qu'il énonçait; nous voulons parler de la politique intérieure et exté-

rieure de l'administration, qui ne tendait à rien moins qu'à étendre les domaines de l'esclavage, à lui ouvrir de nouveaux et de plus vastes territoires, et à fortifier la puissance, à consolider la suprématie politique des États à esclaves.

L'élection de M. Lincoln, candidat du parti républicain à la présidence en 1860, a porté à son comble l'antagonisme soulevé par la question de l'esclavage, et rendu la situation tout à fait critique. C'était le premier président qui eût jamais été élu comme représentant spécialement les opinions hostiles à l'esclavage. Une portion des États du Sud a jugé à propos de se faire de cette élection un prétexte pour se retirer de l'Union, au nom d'un droit que leurs chefs de partis s'attachaient, depuis plusieurs années déjà, à revendiquer, en vue de l'élection d'un président opposé à l'esclavage. Il s'en est suivi entre les autorités fédérales et les gouvernements de certains États une lutte, dont on trouvera les détails ailleurs[1]. Cette rébellion a pris des proportions si formidables, que le gouvernement s'est vu dans la nécessité, comme mesure militaire indispensable, de confisquer tous les esclaves appartenant à des individus se trouvant encore en état de rébellion le 1er janvier 1863 et de les déclarer libres. C'est le 23 septembre 1862 que le président Lincoln a lancé une proclamation dans ce but, conformément à la loi du Congrès, passée le 17 juillet 1862, sous le titre de : *Acte pour étouffer l'insurrection, pour punir la trahison et la rébellion, pour saisir et confisquer les biens des rebelles et pour d'autres fins.*

A l'ouverture du Congrès, le 2 décembre dernier, le président, dans son message annuel, a recommandé de faire les amendements suivants à la constitution, sans

1. Voir livre III.

cependant préjudicier à ses proclamations antérieures ni les modifier en aucune façon, dans le cas où certains États continueraient de s'armer contre le gouvernement fédéral :

« Résolu, par le Sénat et la Chambre des représentants des États-Unis d'Amérique, réunis en Congrès, avec le concours des deux tiers de l'une et l'autre Chambre, que les articles suivants seront proposés aux législatures ou conventions des divers États, comme amendements à la Constitution des États-Unis, pour tous ou chacun de ces articles, lorsqu'ils auront été ratifiés par les trois quarts desdites législatures ou conventions, être validés comme partie intégrante de ladite Constitution, savoir :

« Art. 1er. Chacun des États où l'esclavage existe actuellement, qui abolira cette institution à un moment quelconque avant le 1er janvier de l'an 1900 de Notre-Seigneur, recevra des États-Unis une compensation réglée dans la forme suivante :

« Le président des États-Unis remettra à chacun de ces États des titres de rente des États-Unis portant intérêt au taux de.... par chaque esclave qui y existait lors du huitième recensement des États-Unis.

« Lesdits titres seront attribués auxdits États-Unis, soit à des époques échelonnées, soit en une seule fois, au moment où l'abolition s'accomplira, suivant que cette abolition aura été graduelle ou instantanée dans chaque État. L'intérêt commencera à courir du moment de la remise desdits titres. Tout État qui, après avoir ainsi reçu des titres, introduira ou tolérera l'esclavage dans son territoire, devra rembourser aux États-Unis la valeur de ces titres et l'intérêt qui en aura été perçu.

« Art. 2. Tout esclave qui aura pratiquement joui de sa liberté à un moment quelconque, avant la fin de la rébellion, demeurera libre ; mais tous les maîtres de ces esclaves qui n'auront pas été déloyaux seront indem-

nisés au taux fixé pour les États qui adopteront l'abolition de l'esclavage, de telle sorte toutefois qu'un même esclave ne puisse être porté deux fois en compte.

« Art. 3. Le Congrès pourra allouer des crédits et prendre d'autres dispositions pour coloniser les personnes de couleur libres, avec leur consentement, sur des points quelconques situés hors des États-Unis. »

Le 1er janvier 1863, le président Lincoln, cédant à ce qu'il regardait comme une nécessité militaire, a lancé la proclamation concernant l'émancipation des esclaves dans certains États rebelles et qu'annonçait la proclamation du 22 septembre précédent. En voici la teneur :

PROCLAMATION DU PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

Washington, jeudi 1er janvier 1863.

Attendu que le vingt-deuxième jour de septembre, de l'an de Notre-Seigneur mil huit cent soixante-deux, une proclamation publiée par le président des États-Unis stipulait entre autres dispositions :

« Que le premier janvier de l'an de Notre-Seigneur mil huit cent soixante-trois, les personnes possédées comme esclaves, dans tout État ou toute portion d'État dont la population se trouvera en rébellion contre les États-Unis, seront à partir de ce moment et pour toujours libres ;

« Que le pouvoir exécutif des États-Unis, y compris les autorités de terre et de mer, devront reconnaître et protéger la liberté de ces personnes, et ne mettre obstacle en aucune manière aux efforts qu'elles pourraient faire pour obtenir leur liberté effective ;

« Que ledit premier janvier, le pouvoir exécutif désignera, par une proclamation, les États ou portions d'État dans lesquels la population sera en rébellion contre les États-Unis;

« Que le fait qu'un État ou sa population sera, ce jour-là, représenté de bonne foi au Congrès des États-Unis, par des membres choisis à des élections auxquelles aura participé la majorité des électeurs légalement désignés, sera, à défaut de preuves suffisantes établissant le contraire, considéré comme un témoignage concluant que cet État ou sa population n'est pas en rébellion contre les États-Unis;

« Moi, Abraham Lincoln, président des États-Unis, en vertu des pouvoirs dont je suis investi comme commandant en chef des armées de terre et de mer des États-Unis, en ce temps de rébellion armée contre l'autorité et le gouvernement des États-Unis, et comme mesure de guerre convenable et nécessaire pour la répression de ladite rébellion, aujourd'hui, premier jour de janvier de l'an de Notre-Seigneur 1863, conformément à ce que je me suis proposé de faire après le délai de cent jours pleinement écoulé depuis la date de l'ordre ci-dessus mentionné, je proclame publiquement et je désigne comme États ou portions d'État dont les populations respectives sont aujourd'hui en rébellion contre les États-Unis :

« L'Arkansas, le Texas, la Louisiane, — à l'exception des paroisses de Saint-Bernard, Plaquemines, Jefferson, Saint-Jean-Baptiste, Saint-Charles, Saint-Jacques, Ascension, Assomption, Terre-Bonne, Lafourche, Sainte-Marie, Saint-Martin et Orléans, y compris la ville de la Nouvelle-Orléans;

« Le Mississipi, l'Alabama, la Floride, la Géorgie, la Caroline du Sud, la Caroline du Nord, la Virginie, — à l'exception des quarante-huit comtés compris sous la

dénomination collective de Virginie-Occidentale, ainsi que les comtés de Berkeley, Accomac, Northampton, Élisabeth-City, York, Princesse-Anne et Norfolk, avec les villes de Norfolk et de Portsmouth.

« Les portions d'État exceptées resteront, pour le présent, comme si cette proclamation n'avait pas été publiée.

« Et, en vertu des pouvoirs et dans le but ci-dessus indiqués, j'ordonne et je déclare que toutes personnes retenues comme esclaves dans les États ou portions d'État désignés sont libres à partir de ce jour, et que le gouvernement exécutif des États-Unis, comprenant les autorités militaires et navales, reconnaissent et maintiennent la liberté desdites personnes.

« J'enjoins aux personnes ainsi déclarées libres de s'abstenir de toute violence, excepté dans le cas de légitime défense, et je leur recommande de travailler loyalement, autant qu'elles le pourront, moyennant des salaires raisonnables.

« Je déclare, de plus, et je fais connaître que ces personnes, si elles se trouvent dans les conditions convenables, seront acceptées dans le service de l'armée des États-Unis, pour former les garnisons des forts, pour garder les positions, les postes et autres places, ainsi que pour servir à bord des navires de guerre de toutes sortes.

« En agissant ainsi, je crois sincèrement accomplir un acte de justice, rester dans les prescriptions de la Constitution, obéir aux nécessités militaires, et j'invoque le jugement réfléchi de l'humanité et la grâce du Tout-Puissant.

« En foi de quoi, je signe la présente de ma main, et j'y fais apposer le sceau des États-Unis.

« Fait en la ville de Washington, le premier jour de janvier, de l'an de Notre-Seigneur mil huit cent soixante-

trois, et le quatre-vingt-septième de l'indépendance des États-Unis d'Amérique.

ABRAHAM LINCOLN.

Par le président,

WILLIAM H. SEWARD.

Les tableaux suivants donnent la liste des États et des parties d'États exceptés par la proclamation, ainsi que de ceux qu'elle atteint, le nombre de leurs esclaves, les chiffres de la population blanche et de la population de couleur libre, la quotité de la représentation au Congrès et l'étendue territoriale de tous les États à esclaves.

ÉTATS A ESCLAVES exceptés entièrement par la proclamation.	ESCLAVES.	POPULATION de couleur libre de l'État entier.	POPULATION blanche de l'État entier.	NOMBRE des représentants au Congrès en 1860.	SUPERFICIE DE L'ÉTAT milles carrés.	SUPERFICIE DE L'ÉTAT kilomètr. carrés.
Delaware.....	1,798	19,829	90,589	1	2,120	5,470
Maryland......	87,189	83,942	515,918	5	9,356	24,138
Kentucky......	225,483	10,684	919,517	8	37,680	97,214
Missouri..	114,931	3,572	1,063,509	9	67,380	173,840
Tennessee	275,719	7,300	826,782	8	45,000	116,100
Totaux	705,120	125,327	3,416,315	31	161,536	416,762
ÉTATS exceptés en partie.	NOMBRE des esclaves exceptés.					
Louisiane, 13 paroisses........	85,786	18,647	357,629	5	46,431	119,792
Virginie, 55 comtés.....	39,332	58,042	490,865	11	681,948	1,759,426
Totaux	125,118	76,689	848,494	16	728,379	1,879,218
ÉTATS où tous les esclaves sont émancipés.	ESCLAVES.					
Alabama.......	435,080	2,690	526,431	6	50,722	130,863
Arkansas	111,115	144	324,191	3	52,198	134,671
Floride........	61,745	932	77,748	1	59,268	152,911
Géorgie	462,198	3,500	591,588	7	58,000	149,640
Mississipi.....	436,631	773	353,901	5	47,156	121,662
Caroline du N..	321,059	30,463	631,100	7	45,000	116,100
Caroline du S..	402,406	9,914	291,388	4	24,500	63,210
Texas..........	182,586	355	182,566	4	237,321	612,288
Totaux	2,422,720	48,671	2,979,913	46	574,165	1,481,345

D'après ces tableaux, le nombre des esclaves affranchis d'une manière absolue dans les huit États rebelles est de. 2 422 720

Si l'on y ajoute celui des esclaves affran-

A reporter. 2 422 720

Report.	2 422 720
chis dans certaines parties de deux États, qui est de	697 478
Le nombre total des esclaves affranchis s'élève à.	3 120 198
Le nombre des esclaves exceptés par la proclamation dans la Louisiane et dans la Virginie est de. . . . . , ...	125 118
Et dans cinq États limitrophes des États rebelles, de	705 120
Total des esclaves non affranchis par la proclamation.	830 238

Les 3 120 198 esclaves émancipés par cette proclamation, ont fait donner à la population libre des États révoltés 16 représentants au Congrès de plus que le nombre auquel un chiffre égal de population libre eût donné droit dans les États qui ne possèdent pas d'esclaves.

Cependant la puissance politique des États à esclaves sera relativement augmentée dans le Congrès, dans la proportion de l'addition au chiffre de leur population libre des deux cinquièmes du nombre total de leurs esclaves, attendu que, dans une répartition ultérieure, tout individu, esclave jusqu'à ce jour, sera compté pour un, au lieu que précédemment cinq étaient seulement l'équivalent de trois. Ce changement donnerait aux États rebelles, dont les esclaves ont été émancipés, 24 représentants au Congrès, au lieu de 16; ce qui constitue un gain de 8. Mais cette force, naturellement moins concentrée que lorsque les propriétaires d'esclaves l'absorbaient toute à leur avantage, se répartira différemment, selon le degré et l'espèce d'influence que les noirs

affranchis parviendront à exercer ; car, quoique privés du droit de voter, comme les femmes et les étrangers, ils auront plus d'un moyen d'agir sur les divers partis politiques, même dans les États qui leur refusent l'accès à l'urne du scrutin.

CHAPITRE IV.

Sourds-muets, aveugles, aliénés, idiots.

Le nombre total des sourds-muets aux États-Unis était, en 1860, de 15 077, dont 808 esclaves.

La surdi-mutité paraît être beaucoup plus fréquente parmi les blancs que parmi les esclaves. La moyenne générale, en 1860, donne 1 seul sourd-muet sur 4950 esclaves, et 1 sur 1925 individus appartenant à la population libre. Les États à esclaves situés le plus au nord présentent une plus grande proportion de sourds-muets parmi les esclaves que les États plus méridionaux et plus chauds; tandis que, parmi les blancs, la proportion des sourds-muets était, en 1830, plus considérable dans la Caroline du Sud que dans tous les autres États, le New-Jersey et le Connecticut exceptés. En 1860, le plus grand nombre se trouvait dans les États du Kentucky et de la Virginie, que l'on peut considérer relativement comme situés au sud.

La première institution américaine pour l'éducation de cette classe d'êtres infortunés fut fondée à Hartford, dans l'État du Connecticut, en 1817; la seconde, à New-York, en 1820. En 1834, il en existait six, qui

comptaient 466 élèves; en 1851, 13 avec 1162 élèves; en 1857, 20 avec 1760 pensionnaires, et en 1860, 22. L'institution de New-York, qui est la plus considérable du pays et probablement du monde entier, renferme 310 sourds-muets.

L'entretien de ces 22 institutions entraîne une dépense d'environ 350 000 dollars (1 750 000 fr.), dont 300 000 dollars (1 500 000 fr.) sont couverts par des allocations de fonds votées par les législatures de vingt-neuf États.

En 1857, il a été établi à Washington, aux frais du gouvernement fédéral, une institution nationale pour l'éducation des sourds-muets, non-seulement de ceux habitant le district de Columbia, mais aussi des enfants de personnes au service des États-Unis dans l'armée et dans la marine. Le nombre des élèves de cette institution était de 38 le 1er juillet 1862. On doit y adjoindre un collége, dès que les élèves seront assez avancés pour aborder les études supérieures, ce qui aura sans doute lieu en 1864.

En 1860, il y avait aux États-Unis 12 635 aveugles, dont 1510 esclaves. La proportion des aveugles est parmi les esclaves de 1 sur 2616; et pour l'ensemble de la population, de 1 sur 247 individus. En 1851, elle était de 1 sur 950 dans la Grande-Bretagne et en Irlande; en France, d'après le recensement de 1856, de 1 sur 1360; et en Prusse, si l'on prend le terme moyen des recensements de 1831, de 1834 et de 1837, de 1 sur 1401.

Sur 1456 personnes admises à l'école des aveugles de Liverpool, de 1791 à 1860, plus d'un sixième avaient perdu la vue par suite de la petite vérole; cette proportion était d'un cinquième pour les aveugles reçus à l'asile de Glasgow; tandis que 21 des 476 pensionnaires de l'asile de la Pennsylvanie, et 1 seul des 118 élèves

de l'institution de l'Ohio, avaient été frappés de cécité par la même cause.

On compte aux États-Unis 23 institutions pour l'éducation des aveugles; elles renfermaient, au mois de juin 1860, 1126 élèves, ou environ le onzième du nombre total des aveugles du pays.

En 1860, les États-Unis contenaient 23 999 aliénés, dont 406 esclaves. Le premier hospice destiné au traitement de cette classe de malades fut celui de la Pennsylvanie, fondé en 1752. Aujourd'hui ces hospices sont au nombre de 48.

La moyenne des guérisons est de 40 pour 100 sur l'ensemble des cas de folie récente ou chronique traités dans ces établissements. A l'asile de Bloomingdale, avant 1845, le nombre des admissions avait été de 2308, tandis que, par le fait, il n'y était entré que 1841 individus. Le nombre des personnes admises deux fois était de 280; 81 l'avaient été trois fois; 33 quatre fois; 18 cinq fois, etc.; un individu avait été amené vingt-deux fois à l'asile et en était sorti guéri chaque fois. Sur ces 1841 malades, 742, ou 40.3 pour 100, avaient recouvré la raison.

Sur vingt cas de folie récente traités et guéris à l'asile de l'Ouest pour les aliénés, dans la Virginie, la durée moyenne du séjour des malades à l'hospice, aux frais de l'État, a été de 17 semaines et 3 jours, et chaque individu a coûté en moyenne 63 dollars 25 cents (316 fr. 25).

D'après le recensement de 1860, il y avait 18 865 idiots aux États-Unis, ou 1 sur 1666 individus. De ce nombre 1579 étaient esclaves; ce qui donne la proportion de 1 idiot sur 2503 esclaves. En 1850, on comptait 14 606 idiots parmi la population blanche, ou 1 sur 1366 habitants; et 1040 parmi les esclaves, ou 1 sur 3081.

Il ne faudrait pas toutefois ajouter une confiance illimitée à ces relevés, attendu que les personnes employées ordinairement à faire le recensement ne sont pas toujours capables de constater les cas d'idiotisme ; et d'autre part, il est rare que les parents déclarent exactement si leurs enfants sont atteints de cette infirmité. On peut dire en toute sûreté que 6 individus au moins sur 1000, aux États-Unis, sont ou idiots ou dans un état mental peu développé.

On compte dans le pays sept établissements pour les idiots, dont deux sont entretenus entièrement et deux seulement en partie par les États dans lesquels ils sont situés. Ces établissements sont ceux de :

Barré (Massachusetts), ouvert en 1848, contenant 50 élèves soignés à leurs frais.

South-Boston (Massachusetts), ouvert en 1848, contenant 50 élèves entretenus en partie par l'État.

Syracuse (New-York), ouvert en 1851, contenant 150 élèves entretenus par l'État.

Harlem (New-York), ouvert en 1856, contenant 12 élèves soignés à leurs frais.

Media (Pennsylvanie), ouvert en 1852, contenant 40 élèves entretenus en partie par l'État.

Columbus (Ohio), ouvert en 1857, contenant 15 élèves entretenus par l'État.

Lakeville (Connecticut), ouvert en 1858, contenant 12 élèves soignés à leurs frais.

Il y a trop peu de temps que ces établissements sont en activité pour que l'on ait encore pu obtenir des données statistiques de quelque importance sur les avantages qui en sont résultés sous le rapport de l'éducation.

LIVRE VII.

RICHESSES MINÉRALES.

CHAPITRE I.

Or.

Les États-Unis et les Territoires abondent en minéraux de toutes sortes dont les quantités sont incalculables. Ceux qui ont actuellement la plus grande valeur sont l'or, l'argent, le cuivre, le fer, le plomb et la houille.

On a calculé qu'au moment de la découverte de l'Amérique, la somme totale de l'or et de l'argent était réduite, dans l'ancien monde, à 34 millions de livres sterling environ (800 millions de francs), et que l'approvisionnement ne faisait tout au plus que remplacer ce que l'usage enlevait à la circulation. Actuellement, l'État seul de la Californie fournit, tous les deux ans, ce montant de métaux aux arts et au commerce du monde.

En 1825, une veine d'or fut découverte dans le comté de Montgomery (Caroline du Nord); peu après, on en trouva dans la Virginie, la Caroline du Sud, la Géorgie. Les premiers dépôts faits, à la Monnaie, par la Caroline

du Sud, en 1829, s'élevèrent à 3500 dollars (17 500 fr.) et, par la Virginie, la même année, à 2500 dollars (12 500 fr.) La production annuelle de ces États, avant la découverte des mines de la Californie, a été estimée à 1 million de dollars (5 millions de francs); mais ce rendement n'était rien moins que régulier, et il a souvent dépassé la somme indiquée comme appréciation moyenne.

L'exploitation des mines de la Californie, en 1848, a fait promptement déchoir celles de la Virginie et de la Caroline du Sud, dont les produits sont maintenant inférieurs de moitié à ce qu'ils étaient jadis.

En janvier 1848, une société de trois Américains, dont deux Mormons, récolta une grande quantité d'or sur l'île Mormon, dans le Sacramento. Le 9 février, les mêmes individus s'occupaient, à Sutter's Mill, sur la fourche américaine du Sacramento, à réparer le canal endommagé par les crues printanières, quand la petite fille du surveillant, nommé Marshall, ramassa, dans le lit du canal, un morceau d'or qu'elle montra à son père comme un joli caillou. Bien que le surveillant se fût empressé d'informer du fait le capitaine Sutter, cette découverte ne fit pas sensation tout d'abord. Les Mormons, en particulier, cherchèrent à en arrêter la divulgation. Dans une lettre adressée au *Journal américain des sciences*, en mars 1848, le Rév. C. S. Lyman, après avoir décrit les mines de mercure, ajoute : « L'or a été récemment trouvé sur le Sacramento, près du fort Sutter; il se montre en petites masses, dans les sables d'un nouveau canal, et l'on prétend que ces auspices sont pleins de promesses. »

En août de la même année, le gouverneur Morgan fit connaître que 4000 individus se livraient à l'extraction de l'or, et que le produit journalier donnait de 30 à 50 000 dollars (150 à 250 000 fr.) Les premières

fouilles s'attaquèrent surtout aux dépôts placés sur les bords soulevés de schistes argilacés, et l'on trouvait l'or mêlé à ces schistes, sous le sable et le gravier, et aussi dans les couches superficielles.

Le métal était si abondant que, dans beaucoup de ces fouilles, on le ramassait à la main. La région de l'or longe, pendant 600 à 800 kilomètres, les montagnes courant à l'ouest de la Sierra-Nevada, et s'étend, au nord et au sud, entre les montagnes et les plaines bordées à l'est par le Sacramento et le San-Joaquin. Ces montagnes occupent, en quelques endroits, une largeur de 80 à 95 kilomètres, et atteignent parfois une hauteur de 1200 mètres.

Dans son rapport communiqué au Congrès par le ministre de l'intérieur, le 2 décembre 1862, le commissaire du Land-Office s'exprime ainsi :

« La grande région aurifère des États-Unis, sur la portion occidentale du continent, s'étend, du 49° de latitude nord et du détroit de Puget, jusqu'au 31° 30′, et du 102° de longitude ouest de Greenwich jusqu'à l'océan Pacifique, embrassant des parties du Dakotah, du Nebraska, du Colorado, tout le Nouveau-Mexique, l'Arizona, l'Utah, le Nevada, la Californie, l'Orégon et le territoire de Washington. On peut dire qu'elle comprend 17 degrés de latitude, ou une largeur de 1770 kilomètres du nord au sud, et une longueur à peu près égale, présentant ainsi une superficie de 2 588 000 kilomètres carrés.

« Cette vaste région est traversée, du nord au sud, d'abord, sur le versant du Pacifique, par la Sierra-Nevada, les Monts Cascades, puis par les Monts Bleus et Humboldt; à l'est, par la double projection des Montagnes Rocheuses, comprenant les Montagnes Wasatch, la chaîne de la rivière des Vents et la Sierra-Madre, qui se prolongent longitudinalement et latéralement. Les di-

vers chaînons, croisant ces montagnes et les liant l'une à l'autre, constituent le système entier en cinq chaînes principales, partageant le pays en un nombre égal de bassins, chacun desquels, presque enfermé dans ses montagnes, est arrosé par les cours d'eau qui en sortent et par les neiges. Cet immense territoire se trouve ainsi divisé en sections de terres arables suffisantes pour l'entretien, non-seulement des mineurs, mais encore d'une population agglomérée.

« Ces montagnes sont littéralement comblées de minerais; l'or et l'argent, répandus à profusion sur cette immense surface, sont à chaque instant mis à jour par de nouvelles découvertes. Les métaux précieux reposent dans des montagnes de quartz, et de riches lavages marquent les lits des rivières et des torrents.

« En outre de l'or, aucune partie du monde n'est aussi riche en mines d'argent que le territoire de Nevada et le Nouveau-Mexique; cependant, ces mines ne peuvent être estimées que proportionnellement aux champs d'or qui prennent de jour en jour un développement plus extraordinaire. Les découvertes récentes faites dans le Colorado, ou partie méridionale de la Californie, et dans la région s'étendant, au nord, jusqu'à la rivière du Saumon, dans le territoire de Washington, attirent vers les mines un nombre toujours croissant de nos concitoyens.

« Avant la découverte de l'or, en 1848, au canal Sutter, en Californie, la production de l'or, pour le monde entier, ne dépassait pas en moyenne 18 millions de dollars (90 millions de francs).

« En 1853, la Californie en a fourni pour 70 millions de dollars (350 millions de francs), environ quatre fois la production totale de l'or, dans l'univers, antérieurement à 1848 ; et cette somme peut être considérée comme la moyenne actuelle de ce seul État. Si nous comparons au rendement de la Californie les produits des champs d'or

connus sur les autres parties de notre territoire, nous obtiendrons, en supposant l'application d'une moyenne égale de travail, un rendement annuel qui flotterait entre 300 et 400 millions de dollars (1500 millions et 2 milliards de francs).

« Même dans le lointain territoire de Washington, bloc musif extrême de l'Union, le produit des mines de la rivière du Saumon a été estimé pour la présente année à 20 millions de dollars (100 millions de francs). »

Selon le gouverneur Évans, les terrains aurifères déjà découverts dans le territoire de Colorado permettaient d'accorder 800 000 concessions (*claims*)[1]; et il ajoute que les découvertes nouvelles augmentent journellement cette superficie.

Dans son même rapport, le commissaire du Land-Office dit encore :

« Un seul coup d'œil jeté sur la carte suffit pour reconnaître que la région minérale du Colorado n'occupe pas le sixième de l'étendue totale en question; mais en la supposant égale au sixième, il y aurait assez de terrain pour 4800000 concessions, dont l'exploitation occuperait 20 millions d'individus. Dans certaines localités, le quartz rend 12 dollars (60 francs) par tonne, ce qui est suffisamment rémunérateur; mais beaucoup de filons actuellement exploités donnent de 20 à 500 dollars (100 à 2500 francs) par tonne, et quelques portions d'un filon produisent de 500 à 2000 dollars (2500 à 10 000 francs) par tonne. On estime même à 20 000 (100 000 francs) par tonne le rendement de quelques-unes des récentes découvertes; mais celles-ci n'ont pas été exploitées.

1. L'étendue ordinaire d'une concession de mines dans la région quartzeuse est de 30 mètres, le long du filon, et 30 mètres de chaque côté, ce qui donne une superficie de 6000 mètres carrés; soit 1200 concessions par mille carré (2 kilomètres carrés 588 millièmes).

« Outre les dépôts d'or et d'argent mentionnes spécialement ci-dessus, diverses sections de cette région sont riches en pierres précieuses, marbre, gypse, sel, étain, mercure, asphalte, houille, fer, cuivre et plomb, ainsi qu'en sources minérales et médicinales, chaudes et froides.

« Aucune de ces mines, à l'exception des placers de la Californie, n'est exploitée depuis longtemps; ce sont, pour la plus grande partie, des découvertes récentes. Il a été démontré, toutefois, jusqu'à l'évidence, que plus les fouilles sont profondes, plus le minerai est abondant. Des mines, dont l'exploitation superficielle était à peine rémunératrice, produisent des bénéfices énormes à la profondeur de 45 à 60 mètres. En examinant attentivement la formation géologique du pays, on est forcé de reconnaître qu'à une profondeur suffisante, on doit inévitablement rencontrer en abondance les métaux précieux.

« Le rendement de ces métaux, pendant la présente année, ne restera pas au-dessous de 100 millions de dollars (500 millions de francs), et il augmentera certainement dans l'avenir, au fur et à mesure que s'accroîtra la population. »

Le ministre de l'intérieur a demandé l'établissement d'un droit de seigneuriage de 10 pour 100 sur le produit de toutes les mines, ce qui ferait entrer, cette année, dans le trésor public, 10 millions de dollars (50 millions de francs)[1].

1. Voir liv. XII, chap. III.

CHAPITRE II.

Argent.

Jusqu'à la découverte des mines d'or de la Californie, on savait à peine que les États-Unis produisissent de l'argent. La petite quantité d'argent qui accompagne l'or commença, alors, à prendre une certaine importance, vu la masse de la production de l'or.

Dans la Caroline du Nord, la mine d'argent de Washington (comté de Davidson) était connue dès 1840; elle fournissait parfois du minerai d'une grande richesse, mais en quantité très-variable. Les mines de plomb de Phœnixville (Pennsylvanie) ont également fourni, de temps en temps, de l'argent à la Monnaie des États-Unis. Le cuivre du lac Supérieur s'est aussi trouvé amalgamé avec un peu d'argent natif; maintenant on en récolte assez pour en envoyer régulièrement à la Monnaie. Les mines, récemment découvertes, de Washoe, sur les frontières de la Californie et du territoire de Nevada, et les mines d'Arizona augmentent journellement et de plus en plus cette production.

D'après les comptes de la Monnaie fédérale de Philadelphie, les réceptions d'argent américain, pendant l'année se terminant au 1er juin 1861, s'élevèrent à

600 000 dollars (3 millions de francs) provenant : de la région de Washoe, pour 200 000 dollars (1 million de francs), du lac Supérieur, pour 13 000 dollars (65 000 francs), de l'Arizona, pour 12 000 dollars (60 000 francs), de la Caroline du Nord, pour 6000 dollars (30 000 francs), et de l'or de la Californie, pour 369 000 dollars (1 845 000 francs).

Les mines de Washoe s'étendent le long d'une chaîne de montagnes situées au-dessous et sur le revers oriental de la Sierra-Nevada. Cette région a, pendant quelque temps, été connue comme produisant de l'or, dont la valeur se trouvait considérablement affaiblie par la quantité d'argent qu'il contenait. Cette découverte excita en Californie une grande sensation; pendant l'année 1860, un large courant d'émigration se dirigea vers ce désert, et on y ouvrit un grand nombre de mines sur des filons inépuisables en apparence.

Ce district est à 247 kilomètres nord-est de Sacramento, de l'autre côté de la Sierra-Nevada, dans la vallée supérieure de la rivière Carson ; son issue se trouve dans la direction de San-Francisco.

Le caractère siliceux et spécial du minerai en rend la réduction très-difficile, et, par suite du défaut de connaissances métallurgiques suffisantes, on a été obligé de le transporter sur la côte du Pacifique, où on l'embarquait pour New-York, d'où on l'expédiait en Angleterre. Comme le minerai contient, le plus souvent, pour 12 000 dollars (60 000 francs) par tonne d'argent, les frais de transport sont loin d'en représenter la valeur. La somme d'argent indiquée ci-dessus comme provenant de ces mines n'est qu'une faible portion de leur rendement actuel.

Les mines d'Arizona se trouvent près de la rivière Gila, dans une région argentifère jadis occupée et exploitée par les Mexicains, et d'où ces derniers furent

chassés par les Indiens. Depuis que ce pays est devenu la propriété des États-Unis, les anciennes mines ont, pour la plupart, été rouvertes par des compagnies constituées à Cincinnati, New-York et Saint-Louis. Guaymas, le port principal du golfe de Californie, est le débouché de cette région ; les mines s'en trouvent distantes de 430 à 675 kilomètres, dans la direction du nord, dans une contrée située au nord et au sud de Tuscon.

Les mines de la Compagnie de la Sonora, de Cincinnati, à environ 120 kilomètres sud de Tuscon, furent ouvertes en 1858, et ont produit une quantité considérable d'argent isolé à la fonderie de la Société, à Arivaca, à 11 kilomètres des mines.

La Compagnie de Maricopa, de New-York, a commencé ses travaux, en 1860, à 112 kilomètres nord de Tuscon, sur des filons de cuivre vitreux contenant des quantités variables d'argent et rendant de 40 à 80 dollars (200 à 400 francs) par tonne.

D'autres mines sont encore exploitées dans la même région, qui, selon toute probabilité, acquerra éventuellement une grande importance, au point de vue de la production de l'argent. Actuellement, le progrès est à peu près nul, par suite de la rareté de la population, de la sécheresse du climat, de l'aridité du sol qui en est la conséquence, de son éloignement de la côte ; et, de plus, elle est exposée sans cesse aux incursions des Indiens hostiles.

De récentes explorations ont révélé, dans les territoires de Colorado et de Dakotah, d'immenses sillons argentifères ; mais aucun élément ne permet encore d'en déterminer la valeur commerciale [1].

1. Voir le rapport au Congrès du commissaire du Land-Office, 2 décembre 1862.

CHAPITRE III.

Cuivre.

La région du lac Supérieur est la seule des États-Unis où les mines de cuivre soient avantageusement exploitées.

Avant que les droits des Indiens eussent été éteints par le traité de 1842, cette région, si éloignée et presque inaccessible, n'était connue que des chasseurs et des marchands de fourrures. On savait, depuis près de deux cents ans, qu'il y existait des masses de cuivre natif, et dans le siècle dernier des explorateurs anglais avaient fait une ou deux tentatives pour ouvrir des filons. En 1844, des aventuriers des États de l'Est commencèrent à affluer dans le pays, et les travaux des mines furent alors entrepris. Le Dr Douglas Hougton, géologue du gouvernement, avait déjà défini la région productive, en lui assignant pour limites la chaîne des montagnes de trapp qui commence à la côte, sur la pointe de Keweenaw, et s'en éloigne graduellement dans la direction du sud, formant un segment de cercle d'un peu plus de 3 kilomètres de largeur.

Ces montagnes sont formées de couches alternatives de trapp et de grès et conglomérats de la formation

cambrienne. Les couches se prolongent vers le nord et disparaissent au-dessous du lac. Sur l'île Royale, à 72 kilomètres au nord, un groupe semblable sort du lac et forme, dans le centre de l'île, une étroite chaîne de montagnes, ce qui fait croire que le lac était jadis un bassin de ces anciennes assises. De la pointe Keweenaw, les montagnes de trapp s'étendent, dans la direction de l'ouest, en deux et quelquefois trois chaînons parallèles présentant des altitudes de 150 à 300 mètres, traversent, à 120 kilomètres plus loin, la rivière Ontonagon, et s'étendent, sur une longueur de 65 kilomètres, dans la direction du fleuve Mississipi.

Le cuivre se montre presque toujours dans un état métallique; les quelques minerais que l'on trouve n'offrent aucune importance, au point de vue économique. Il est répandu en petites particules dans les veines de quartz, comme l'or dans sa matrice. On l'isole au moyen du frappage et du lavage, et il est désigné sous le nom de cuivre bocard. Les veines contiennent également le métal en morceaux de toutes dimensions et de toutes formes. On le sépare des pierres adhérentes par grillages dans des fourneaux, ou par masses en plein air. Les morceaux qui peuvent être mis en barils reçoivent le nom d'embarillements; les morceaux plus grands sont des masses. La rencontre de masses semblables est sans précédent dans l'exploitation des mines, comme le sont, par le fait, des quantités ouvrables de cuivre natif sous quelque forme que ce soit. Les plus gros blocs reposent sur leur arête dans le filon, à l'exclusion de toute autre pierre; ils s'étendent parfois sur plusieurs yards (le yard vaut $0^{m},914$) en longueur; leur largeur dépasse la hauteur ordinaire des niveaux, et leur épaisseur varie d'un pouce à un yard et plus ($2^{c},50$ à $0^{m},914$).

C'est en 1845 que les travaux commencèrent aux

mines de Cliff. En 1858, le nombre des puits s'élevait à quatre, présentant les profondeurs suivantes : n° 1, — 154 mètres, — 137 mètres au-dessous du niveau de la galerie d'écoulement ; n° 2, — 180 mètres, — 157 mètres au-dessous de la galerie ; n° 3, — 248 mètres, — 178 mètres au-dessous de la galerie ; n° 4, — 152 mètres, — 128 mètres au-dessous de la galerie. Le montant total de l'exploitation horizontale était de 3760 mètres ; celui des coupures transversales de 252 mètres. Un bloc de cuivre extrait dans l'été de 1858 avait 14 mètres de longueur, 6 mètres de hauteur, et son poids était estimé à 150 tonnes (la tonne américaine vaut 1015 kilogrammes 649).

Le tableau ci-dessous, emprunté au rapport annuel de la Compagnie, montre le produit de l'exploitation de la mine pendant cinq années se terminant en 1857 :

ANNÉES.	MINERAI extrait.	CUIVRE raffiné.	POURCENTAGE.	PRIX par kilog. déduction faite des frais de fonte.	VALEUR réalisée.
	kilog. gr.	kilog. gr.		fr. c.	fr. c.
1853	1,026,158 403	485,709 772	47,33	136 60	1,463,235 25
1854	1,057,709 844	596,379 061	56,35	121 90	1,603,915 05
1855	1,358,354 437	849,787 158	62,56	126 65	2,379,556 30
1856	1,492,293 839	1,007,002 569	67,48	120 60	2,679,218 35
1857	1,525,083 833	1,071,802 684	70,28	102 20	2,489,352 85
Produit de scories accumulées...............		32,432 703	non compris les scories.		

Voici la proportion des diverses qualités, pour l'année 1857 :

	kilog. gr.
941 masses.........	887 866 679
1420 hectolitres 81 litres d'embarillement..	278 274 228
1667 — 60 — de bocard........	358 942 926
Total..............	1 525 083 833

A 32 kilomètres à l'ouest, on trouve, sur la même

chaîne, et dans ce qu'on appelle le district du Portage-du-Lac, un autre groupe de mines.

Il a été reconnu que le produit d'une seule mine, dans ce district, d'octobre 1855 à mars 1857, pendant les 17 premiers mois de son exploitation, représentait une somme de 102 099 dollars (510 495 francs). Le produit du district jusqu'au mois de novembre 1858, depuis janvier de la même année, a été de 853 tonnes (871 795 kilogrammes); pour l'année entière, on estime qu'il atteindra 1100 tonnes (1 116 500 kilogrammes).

La mine de Minnesota, située sur la chaîne de trapp septentrionale, à 3200 mètres à l'est de la rivière Ontonagon, qu'elle domine de 197 mètres, est la principale mine de ce district, comme la mine de Cliff est de la pointe de Keweenaw. En 1847-48, l'attention publique fut attirée sur cette localité par les longues lignes d'anciennes tranchées dont on peut suivre les traces sur plusieurs kilomètres, le long de la chaîne, près de son sommet.

Ces tranchées, comme celles de même nature dans d'autres parties de la région du cuivre, marquaient l'affleurement des filons, qui, à une époque reculée, avaient été exploités par un peuple inconnu. Quand on eut déblayé ces excavations, on s'aperçut qu'elles atteignaient parfois une profondeur de 6 mètres. Elles pénétraient même sous le roc, laissant à nu l'emplacement du filon et formant des arches au-dessus de la galerie inférieure. Sur les décombres qui comblaient partiellement les trous, de grands arbres avaient poussé. Un de ces arbres, qui avait pris racine près d'une des plus anciennes tranchées, montra, après avoir été coupé, 350 cernes annuelles parfaitement distinctes. Enterré à quelques pieds sous ses racines et soutenu sur des traverses en charpente, reposait un bloc de cuivre qui avait été dégagé de la mine et débarrassé par le feu de toutes les pierres

qui en remplissaient les interstices; tout autour se trouvaient des cendres et du bois carbonisé. Il était évident qu'on avait inutilement tenté de diminuer le poids du bloc afin d'en rendre l'extraction praticable. Ce poids s'élevait à plus de 6 tonnes (6090 kilogr.). On trouva une immense quantité d'outils des anciens mineurs, consistant presque exclusivement en marteaux, façonnés avec la roche trapp, si dure, munis d'une tranche aiguë, et percés d'un trou destiné à recevoir un manche. La tranche de chacun de ces marteaux avait été brisée, évidemment pendant le travail. Les filons, au nombre de trois à la surface, sont parallèles l'un à l'autre sur le versant méridional de la montagne dans laquelle ils plongent au nord. Le plus septentrional des trois repose sur une couche de conglomérats et sous la masse de trapp gris de la montagne. L'inclinaison de ce filon est de 46°, et sa direction nord 63° est, et sud 63° ouest. Le filon suivant, distant du premier de 24 à 27 mètres, s'incline de 61° et tombe dans la veine de conglomérats sur une ligne de niveau très-irrégulière. Ces filons sont tous deux exploités. Le plus long mesure 613 mètres.

Les blocs de métal sont, par leur masse, hors de proportion avec tout ce qu'on a vu jusqu'à ce jour; dans le filon méridional on les trouve enfoncés dans les conglomérats jusqu'à une profondeur de près de 5 mètres. L'extraction d'une seule de ces énormes masses exige parfois un travail de plusieurs mois.

En janvier et février 1857, on découvrit un bloc gigantesque, qu'on essaya en vain de dégager au moyen de cinq fourneaux de mine chargés de 657 kilogr. 450 gr. de poudre. Une autre charge de 281 kilogr. 384 gr. parvint à le détacher un peu; enfin une nouvelle charge de 340 kilogr. 60 gr. le fit sauter en un seul morceau, sans le déformer ou le briser ailleurs qu'aux par-

ties par lesquelles il adhérait à la masse qu'il laissa derrière lui dans le sol. Ce bloc mesurait 13 mètres 68 centimètres de longueur; sa plus grande épaisseur était de 2 mètres 43 centimètres. D'après ces dimensions, son poids fut estimé à 500 tonnes (507 500 kilogr.)

Ces masses de cuivre rendent communément plus de 90 pour cent de métal; mais l'embarillement réduit le pourcentage du produit total de la mine de 71 à 74 de cuivre pur.

On a récolté dans cette mine de l'argent pour plus de 1000 dollars (5000 francs) en une année.

En 1857, ces mines ont produit: en masses, 1 367 306 kilogr. 643 gr.; en embarillement, 371 754 kil. 139 gr.; en bocard 127 188 kilogr. 67 gr.

Des renseignements authentiques permettent de fixer les chiffres suivants comme le total probable des chargements de cuivre brut provenant du lac Supérieur, en tonnes de 2000 livres (1015 kilogr.):

DISTRICTS.	1855.	1856.	1857.
Ontonagon..............	1984	2767	3190
Portage-Lake...........	315	462	704
Keweenaw-Point.........	2245	2128	2200
Total.........	4544	5357	6094

En admettant l'exactitude des appréciations de M. J. D. Whitney pour 1854, la région du lac Supérieur a rendu, en cuivre brut, depuis le commencement de l'exploitation des mines, en 1845, jusqu'à la fin de 1854, 7642 tonnes de 2000 livres (1015 kilogr.); en y ajoutant la production totale des années 1855, 1856 et 1857, comprenant les produits non encore embarqués de novembre et décembre 1857, c'est-à-dire environ 888 tonnes de plus, on arrive à un ensemble de 24 525 tonnes. Cette production réduite en cuivre en lingots, à 67 pour cent, est de 16 432 tonnes, qui, à

500 dollars (2500 francs) par tonne, donnent une valeur totale de 8 216 000 dollars (41 080 000 francs) au 1er janvier 1848.

Le district minier de la Virginie se trouve dans les Montagnes Bleues, dans les comtés de Carroll, Floyd et Grayson. Il a été expédié, par le chemin de fer de Virginie et Tennessee, en 1855, 875 725 kilogr. 160 gr.; en 1856, 894 510 kilogr. 555 gr.; et dans les neuf mois complétant l'année fiscale au 30 juin 1857, 492 406 kil. 244 grammes.

Les mines de la Caroline du Nord ont jusqu'à présent couvert à peine les frais de main-d'œuvre. Celles de la Géorgie et du Tennessee ont été exploitées avec avantage depuis 1851.

Le produit d'un certain nombre des principales mines est donné de la manière suivante par M. Samuel Congdon, qui a dirigé l'exploitation de cinq d'entre elles depuis le commencement des travaux :

« Isabella, 2500 tonnes de 2000 livres (1015 kilogr.); Callaway, 200; Sainte-Marie, 1500; Compagnie Polk, 2100; Tennessee, 2200; Hiwassee, 2500; Hancock, 2000; total, 13 000 tonnes; valeur brute moyenne, à 100 dollars (500 fr.) par tonne, 1 300 000 dollars (6 500 000 fr.); produit, de 15 à 40 pour cent. En outre, plus de 5000 tonnes de minerai rendant de 5 à 15 pour cent, et valant, après la fonte, 200 000 dollars (1 million de fr.). En 1858, on a obtenu 850 tonnes de matte des fourneaux établis aux mines pour réduire le minerai d'après le procédé de fonte allemand.

« Les chargements de la mine d'Eureka, pour l'année se terminant au 21 mars 1857, se sont élevés à 485 tonnes de minerai à 23 pour cent, 260 tonnes de matte à 50 pour cent provenant des fourneaux de la Compagnie, et un peu plus de 1707 kilogrammes de lingots. La valeur des produits a été de 86 000 dollars

(430 000 fr.), en 1855, de 123 000 dollars (615 000 fr.), en 1856, de 136 000 dollars (680 000 fr.), en 1857 et en 1858 (estimation) de 150 000 dollars (750 000 fr.) »

Les produits de la mine de Londres ont rendu en moyenne 45 pour cent, et ont donné une valeur de 200 000 dollars (1 million de fr.).

Les frais de camionnage, jusqu'à la ligne de fer la plus voisine, par une voie de terre de 64 kilomètres, les prix élevés de transport jusqu'à la côte, et, de là, jusqu'aux fourneaux et aux marchés du Nord, limitent considérablement les bénéfices de ces mines. Et cependant, si l'on en excepte les mines du lac Supérieur, ce district peut encore être considéré comme la seule région minière de cuivre des États-Unis qui ait une certaine importance.

Les mines de cuivre du New-Jersey et du Connecticut promettent, pour l'avenir, des résultats avantageux; mais, jusqu'à présent, l'exploitation n'a été rien moins que remunératrice.

Suivant le dernier recensement, le montant total de cuivre extrait des mines des États-Unis, pendant l'année se terminant au 1er juin 1860, s'est élevé à 14 432 tonnes de 2000 livres (1015 kilogr.), évaluées à 3 316 516 dollars (16 582 580 fr.). Dans ce chiffre sont entrés : le Michigan, région du lac Supérieur, pour 6283 tonnes; le Tennessee, pour 2379 tonnes; la Caroline du Nord, pour 2000 tonnes; la Virginie et le Maryland, pour 1500 tonnes chacun.

CHAPITRE IV.

Fer.

On trouve du fer dans chacun des États et des Territoires de l'Union et sous toutes les formes connues, depuis le métal pur jusqu'au minerai bourbeux, ne contenant pas plus de 20 pour cent de fer.

Les forges établies dans au moins 25 des 34 États, ont produit, en 1856, 841 550 tonnes de fer, évaluées, cette année, à 23 148 845 dollars (115 744 225 fr.).

La quantité de fer en saumon indiquée par le recensement de 1860, est de 888 474 tonnes évaluées à 19 487 790 dollars (97 438 950 fr.), soit une augmentation de 44.4 pour cent sur la valeur indiquée par le recensement de 1850. Le fer en barre et laminé s'élevait à 406 298 tonnes, évaluées à 22 248 796 dollars (111 243 980 fr.), soit une augmentation de 39.5 pour cent sur les produits combinés des usines et forges qui, en 1850, n'avaient donné que 15 938 786 dollars (79 693 930 fr.). Cette production du fer est équivalente à 31 kilogr. 778 gr. par habitant.

L'État de Pennsylvanie a fourni 62.5 pour cent sur la quantité de fer en gueuse, et 58.6 pour cent sur la valeur; 553 560 tonnes évaluées à 11 427 379 dollars

(57 136 895 fr.); l'Ohio a fourni 94 647 tonnes évaluées à 2 377 261 dollars (11 886 305 fr.), et l'État de New-York, 63 145 tonnes évaluées à 1 385 208 dollars (6 926 040 fr.).

En fer laminé, la Pennsylvanie a fourni 259 710 tonnes, pour 12 643 500 dollars (63 217 500 f.); le New-York, 38 275 tonnes, pour 2 215 250 dollars (11 076 250 fr.); le New-Jersey, 25 006 tonnes, pour 1 370 725 dollars (6 853 625 fr.); le Massachusetts, 20285 tonnes, pour 1 291 200 dollars (6 456 000 fr.); la Virginie, 17 870 tonnes, pour 1 147 425 dollars (5 737 125 fr.), et l'Ohio, seulement 10 439 tonnes, pour 693 000 dollars (3 460 000 fr.).

CHAPITRE V.

Houille.

Comme on n'a, jusqu'à ce jour, sondé et étudié que la plus petite portion des terrains houillers des États-Unis, il est tout à fait impossible d'en évaluer l'étendue.

Le terrain houiller des Alleghanys, couvrant de larges surfaces de la Pennsylvanie, de l'Ohio, de la Virginie, du Kentucky, du Tennessee et de l'Alabama, est estimé à 155 280 kilomètres carrés. Un autre vaste terrain houiller occupe la plus grande partie de l'Illinois et de l'Indiana; un troisième couvre le Missouri presque tout entier, et un quatrième presque tout le Michigan. Mais l'étendue des douze États houillers à l'est du Mississipi ne peut être comparée aux immenses gîtes de l'ouest du fleuve, le gouvernement des États-Unis ayant appris l'existence de la houille dans le Dakotah, le Kansas, le Nebraska, le Colorado, l'Utah, le Nevada, la Californie, l'Orégon et le Washington[1].

Un chemin de fer d'environ 9600 mètres, partant du San-Joaquin et se prolongeant à l'ouest vers le Mont Diable, sert au transport de la houille des mines de cette

1. Voir le rapport du Ministre de l'intérieur du 2 décembre 1862.

région, désignée sous le nom de Pittsburg, d'Union et d'Eureka. On a découvert du charbon à Bellingham-Bay, dans le territoire de Washington. Ce charbon renferme beaucoup d'oxygène et peu d'hydro-carbone, à ce point qu'il ne fournit comparativement qu'une petite quantité de gaz lumineux ou de fumée, et semble presque aussi rebelle à l'ignition que le semi-anthracite.

Comme combustible, il passe pour supérieur à tout lignite tertiaire, sa composition s'approchant de celle de la houille des États occidentaux, qui tient un rang distingué comme combustible en comparaison des lignites ordinaires.

Viennent ensuite les charbons de la rivière Willamette et du cap Flattery, appartenant au type lignite, et utilisable pour la fonte du fer et comme combustible ordinaire; une partie de celui du cap Flattery peut même servir à l'alimentation des chaudières des bateaux à vapeur.

On a trouvé de bon charbon dans le Nevada, dans le voisinage de Dayton, autrefois China-Town. Le Colorado a également fourni des échantillons d'une qualité supérieure, ce qui prouve la richesse de ce territoire, au point de vue de cet utile auxiliaire de l'industrie.

Le charbon américain présente trois espèces distinctes : l'anthracite, le bitumineux et le semi-bitumineux. L'exploitation des mines sur une grande échelle n'a cependant lieu que dans quelques États seulement, dont la production est déterminée comme il suit par le recensement de 1860 :

	BITUMINEUX.		ANTHRACITE.	
	Boisseaux [1].	Valeur.	Tonnes [2].	Valeur.
		francs.		francs.
Rhode-Island........	95,000	142,500	1,000	25,000
Pennsylvanie........	66,994,295	14,169,295	9,397,332	59,347,870
Maryland	14,200,000	2,321,690	»	»
Virginie............	9,542,627	3,450,940	»	»
Géorgie...	48,000	24,000	»	»
Alabama......... ..	10,000	6,000	»	»
Tennessee...........	3,474,100	2,068,310	»	»
Kentucky...........	6,732,000	2,384,000	»	»
Ohio...............	28,339,900	7,698,565	»	»
Indiana.............	379,035	135,000	»	»
Illinois	14,258,120	4,820,935	»	»
Jowa...............	72,500	32,500	»	»
Missouri..........	97,000	41,000	»	»
Washington(territ.)..	134,500	161,220	»	»
TOTAUX	144,376,927	37,455,955	9,398,332	59,372,870

Les 144,376,927 boisseaux représentant 5,775,077 tonnes, on trouve un total général de 15,173,409 tonnes évaluées à 96,828,825 fr.

[1] Le boisseau vaut en litres 36,347
[2] La tonne vaut 1,015 kilogrammes.

Le commerce du charbon s'est énormément développé aux États-Unis pendant ces dix dernières années. En 1850, le produit de toutes les mines était estimé à 7 173 750 dollars (35 868 750 francs).

En 1860, conformément au dernier recensement, la valeur annuelle des charbons anthracite et bitumineux avait dépassé 19 millions de dollars (95 millions de francs). L'accroissement, sur 1850, a donc été de plus de 12 millions de dollars (60 millions de francs), c'est-à-dire de 169.9 pour 100.

La Pennsylvanie, l'Ohio et la Virginie, sont les États qui ont le plus largement contribué à cette production. En 1850, les mines de la Pennsylvanie ont rapporté 5 268 351 dollars (26 341 755 francs); pendant l'année se terminant au 1er juin 1860, le même État a produit 9 397 332 tonnes d'anthracite payées 11 869 574 dollars (59 347 870 francs), et 66 994 295 boisseaux de charbon

bitumineux, payés 2833859 dollars (14169295 francs); ce qui donne un total de 14703433 dollars (73517165 francs), ou un excédant de 7529683 dollars (37648415 francs), sur le produit total de l'Union en 1850.

L'Ohio a fourni 28339900 boisseaux de charbon bitumineux, pour le prix de 1539713 dollars (7698565 francs); et la Virginie, 9542627 boisseaux, pour 690188 dollars (3450940 francs). L'augmentation a été, pour l'Ohio, de 819587 dollars (4097935 francs), et pour la Virginie, de 222780 dollars (1113900 francs), c'est-à-dire de 113 pour 100 pour le premier État, et de 47.6 pour 100, pour le second. L'augmentation pour la Pennsylvanie a été de 179 pour 100 sur 1850.

Jusqu'en 1820, il n'avait été apporté que 365 tonnes de houille à Philadelphie, le plus grand marché de charbons des États de l'Atlantique. En moins de trente années, à partir de cette époque, plus de 65 millions de dollars (325 millions de francs) ont été consacrés à la construction de voies ferrées, destinées à faciliter le transport du charbon. Le tonnage, sur le canal de Schuylkill, de la houille chargée de Richmond, à 8 kilomètres en amont de Philadelphie, est plus considérable, sur cette seule voie de communication, que tout le tonnage étranger du port de New-York.

Le charbon anthracite de la Pennsylvanie a été transporté et vendu à New-York, à une distance de 198 kilomètres, au prix de 4 dollars (20 francs) la tonne. Mais ce prix doit être considéré comme un minimum, vu la hausse qu'ont subie les salaires dans le cours des dernières années

---

CHAPITRE VI.

Pétrole.

Le pétrole est un produit des gîtes houillers, et comme tel, nous le classons parmi les richesses minéralogiques des États-Unis, où il a été récemment exploité, au grand bénéfice du pays. Quoiqu'il ne soit devenu, aux États-Unis, l'objet de transactions commerciales qu'en 1858, l'existence de « l'huile de pierre » vers les sources de la rivière Alleghany, dans les États de New-York et de la Pennsylvanie, était parfaitement connue des premiers colons de cette région. Les Indiens récoltaient le pétrole sur les rives du lac Seneca, et on le vendait, comme médicament, sous le nom d'huile de Seneca ou de Genève.

Un ruisseau du comté d'Alleghany (New-York) a reçu le nom de « Crique de l'huile », à cause des traces huileuses que portent ses bords; et l'on a désigné sous le même nom un autre affluent de l'Alleghany, dans le comté de Venango (Pennsylvanie).

Sur les anciennes cartes de cette partie du pays, plusieurs localités sont indiquées comme produisant de l'huile; sur la Crique de l'huile, dans le comté de Venango, deux emplacements se trouvaient spécialement désignés, l'un sur la limite septentrionale du comté, et

l'autre à environ 19 kilomètres plus bas, sur le cours d'eau. Sur ces points, des sources jaillissaient des bords mêmes du ruisseau, fournissant plus ou moins d'huile, qui surnageait à la surface de l'eau. Pour récolter cette huile, les riverains étendaient sur l'eau des étoffes de laine qu'ils tordaient après saturation. Dans toute la vallée de ce ruisseau, on rencontre des trous nombreux qui semblent avoir été creusés dans le but de recueillir de l'huile, quoique personne ne puisse dire qui les a creusés. On a trouvé dans ces trous des morceaux de bois taillés comme à la hache, ce qui a fait supposer que l'œuvre avait pu être accomplie par les Français qui occupaient cette région au commencement du dernier siècle; mais d'autres pensent que les Indiens, grands appréciateurs de ce produit, sont les auteurs de ces excavations.

La quantité d'huile recueillie par les premiers colons était peu importante; celle de la basse source de la Crique de l'huile s'élevait tout au plus à 20 barils (3270 litres) par année. Il ne paraît pas qu'à cette époque on ait eu l'idée que la production pût être augmentée au moyen de puits profondément forés dans les schistes argilacés de la vallée; on ignorait aussi que la distillation et le traitement chimique devaient en améliorer considérablement la qualité. En 1845, en creusant le sol pour chercher du sel, près de Tarentum, à 56 kilomètres au-dessus de Pittsburg, sur la rivière Alleghany, on a fait jaillir des sources de pétrole. La matière n'était estimée que comme médicament et, comme telle, elle a été débitée depuis en petite quantité et à des prix élevés.

Dans l'Ohio, sur le petit Muskingham, les habitants auraient pu, dès 1819, reconnaître l'importance de ce produit. Dans un rapport sur les forages effectués dans cette région pour obtenir de l'eau salée, rapport écrit en 1819 et publié plus tard (1826) dans le « Journal

américain des sciences, » le docteur S. P. Hildreth, de Marietta, s'exprime ainsi : « Les habitants ont creusé deux puits qui ont atteint actuellement une profondeur de plus de 400 pieds (121 mètres 600). L'un d'eux fournit de l'eau très-pure et très-forte, mais en petite quantité; l'autre vomit une telle nappe de pétrole, ou, comme on le nomme plus communément huile seneca, et, de plus, est sujet à de si terribles explosions que toute l'eau est chassée, et que, le puits ne fournissant pendant plusieurs jours que du gaz, on ne peut faire que peu ou point de sel. Néanmoins le pétrole rapporte de grands bénéfices; on commence à le demander, comme éclairage, pour les boutiques et les fabriques. Il donne, en brûlant dans les lampes, une lumière claire et brillante, et sera d'un grand avantage pour l'éclairage des villes futures de l'Ohio. » Il est surprenant qu'avec ces indications et la connaissance des utiles applications du pétrole, ce produit ait été ainsi négligé, et qu'on en n'ait apprécié la valeur qu'après un intervalle de trente-cinq années et grâce au perfectionnement des procédés de distillation des schistes bitumineux et de la houille. Le succès qui couronna l'application de ces procédés, ainsi que l'identité de l'huile crue et du pétrole naturel, firent que l'on s'occupa enfin de ces sources pour en constater la capacité et pour appliquer à l'huile naturelle le mode de purification imaginé pour l'huile artificielle.

MM. Eveleth et Bissell, de New-York, furent les premiers qui, en 1854, entrèrent dans cette voie. Ils obtinrent la concession de la source supérieure de l'Oil-Creek, et organisèrent à New-York une société pour son exploitation. On essaya la qualité de l'huile. Ce fut l'objet d'un rapport du professeur B. Silliman j[r]. Les travaux ne furent, toutefois, entrepris qu'en 1857, par MM. Bowditch et Drake, de New-York.

Le colonel E. L. Drake se rendit à Titusville, sur l'Oil-Creek, et, dans l'hiver de 1858-59, il termina ses dispositions pour le forage du roc sous le lit du ruisseau. L'œuvre avança lentement, et le 26 août 1859 seulement on trouva de l'huile à 71 pieds (21 mètres 500) de profondeur. La sonde rencontra tout à coup une cavité dans le roc, et l'huile monta jusqu'à 5 pouces (12 centimètres et demi) de la surface. Grâce à l'introduction d'une petite pompe, on obtint une faible quantité d'huile montant à 400 gallons (1817 litres) par jour. Une pompe plus forte, substituée à la première, éleva le flux à 4000 gallons (18172 litres) par jour. On se servit ensuite d'une machine à vapeur; et malgré la constante activité de cette machine, dont la puissance pouvait faire craindre l'épuisement de la source, l'huile ne cessa de couler pendant des semaines.

Cet heureux résultat donna une valeur nouvelle à toutes les localités où l'huile avait été trouvée déjà, ou que l'on supposait susceptible d'en produire. Les vallées étroites des cours d'eau, creusées de 3 ou 400 pieds à travers les piles horizontales de strates, avaient été les issues naturelles du pétrole. Elles furent bientôt couvertes de puits nombreux. Les forages ne tardèrent pas à comprendre Oil-Creek, au-dessous de Titusville, la vallée de l'Alleghany, depuis Franklin jusqu'au comté de Warren, et les bords de la crique Française (French creek). Autour des puits les plus productifs des villages s'élevèrent rapidement, et des transactions d'une activité extraordinaire animèrent une région jusque-là l'une des plus désertes et des plus tranquilles de l'État. Après le puits d'Oil-Creek, les plus abondants étaient ceux de la vallée de l'Alleghany, depuis Tidioute jusqu'au comté de Warren. D'autres, également fort productifs, furent ouverts dans la ville de Franklin,

La profondeur de ces puits est très-variable. Quelques-

uns fournissent un flux abondant à 60 ou 70 pieds (18 ou 23 mètres); d'autres doivent être creusés jusqu'à plus de 500 pieds (172 mètres). En général, on trouve l'huile au-dessous de 180 pieds (55 mètres) et au-dessus de 280 (85 mètres).

Des puits peu profonds, épuisés par la pompe, recommencent souvent à donner de l'huile quand on les creuse plus bas. On peut indifféremment creuser des puits, très-rapprochés l'un de l'autre, et les exploiter simultanément; ou bien en établir de nouveaux, soit auprès de puits en pleine activité, soit près des sources d'huile; le rendement des uns ne semble, en aucune façon, nuire à celui des autres. Au fur et à mesure que descend le niveau de l'huile, on enfonce la pompe; et l'on a remarqué que si l'on interrompt l'aspiration pendant un jour, quand on recommence à pomper, on obtient de l'eau plus ou moins salée. Dans certains puits, cette eau a continué à se présenter pendant plusieurs jours avant le retour de l'huile. Celle-ci ne semble jamais faire entièrement défaut, à moins que le flux n'en soit arrêté par quelque obstruction; et, dans ce cas, il suffit de creuser plus profondément ou d'élargir l'excavation.

L'eau salée monte communément avec l'huile; la séparation des deux produits s'opère dans les cuves de réception. La proportion des deux éléments est très-variable, et la quantité d'huile aspirée dans un seul puits est loin d'être régulière. On obtient habituellement de 10 à 15 barils (1635 à 2450 litres) par jour, et quelques puits ont fourni, pendant fort longtemps, une moyenne de 50 barils (8175 litres). En quelques occasions, l'huile, au moment où on la rencontrait, a jailli à la surface avec une violence extrême, en raison de la pression du gaz hydrogène carburé qui l'accompagne; l'effet était semblable à celui que l'on produit en débouchant un flacon de liqueur fermentée. A un puits,

près de Tidioute, un ouvrier fut renversé par une colonne d'huile qui rejaillit jusque sur les arbres du voisinage. Toute la cavité du puits, à l'entour du tube, fut remplie par le débordement, et l'on calcula que 100 barils (16350 litres), au moins, d'huile avaient coulé dans la rivière.

Outre les localités déjà désignées, d'autres se sont fait récemment connaître par leurs puits à huile. Sur la lisière du gîte houiller du comté de Trumbull (Ohio), dans un lieu nommé Mecca, à 80 kilomètres de Cleveland et à 33 kilomètres d'Érie (Pennsylvanie), on a entrepris des forages au printemps de 1860. Cette tentative a eu pour cause la remarque que l'eau des puits se trouvait fortement imprégnée d'huile. On obtint bientôt du pétrole à 15 mètres de profondeur; et, en novembre de la même année, il fut constaté que, sur un district peu étendu, on avait déjà creusé de 600 à 700 puits et que 75 machines à vapeur étaient employées à pomper l'huile.

Dans le comté d'Alleghany (New-York), à environ 1609 mètres nord-ouest de la ville de Cuba, on commença les sondages, vers le 1[er] janvier 1861, près d'un grand marais connu de tout temps sous le nom de Source d'huile. Avant que le tube de fer enfoncé dans le sol eût atteint le roc, une colonne d'huile et d'eau mélangées jaillit avec violence par l'orifice du tuyau. On a également obtenu de l'huile d'un puits creusé dans le roc, non loin du même endroit.

En Virginie, dans les comtés de Ritchie et de Wirt, des puits sont en pleine activité.

D'après une estimation faite au commencement de 1862, le flux périodique des puits existant actuellement sur l'Oil-Creek peut fournir 800 000 gallons (3 634 400 litres) d'huile, et il s'en trouve, dans les réservoirs de la crique, 400 000 barils (65 400 000 litres). Quelques-uns

des puits ont continué à couler, sans interruption, depuis l'époque de leur ouverture; le rendement de quelques autres a diminué. On a de bonnes raisons pour croire que le gaz, dont l'expansion fait monter l'huile, finira par s'échapper, de sorte que l'huile ne montera plus à la surface des puits; dans ce cas, on aura de nouveau recours aux pompes aspirantes.

En admettant qu'un baril soit égal à 40 gallons, le rendement journalier de Oil-Creek aurait été, à cette époque, de 32 millions de gallons, qui, à 20 cents (1 fr.) le gallon pris aux puits, donneraient un prix de 6 400 000 dollars (32 000 000 francs) par jour.

Comme Oil-Creek n'est qu'une seule des régions produisant de l'huile, quoique ce soit la plus productive, il est facile de concevoir que le rendement de l'huile ne sera limité, pendant des années, que par les moyens de transport et par les demandes du produit. On estime que la superficie des gîtes de houille bitumineuse des États-Unis couvre plus de 160 456 kilomètres carrés dans huit des États du Centre, du Sud et de l'Ouest. On y a découvert presque partout des sources et des réservoirs de pétrole. L'existence en a été également signalée, par le capitaine Stansbury, sur un bras du Yellow-Creek (crique jaune), à 133 kilomètres de la ville du Lac Salé, dans l'Utah, sur la route du fort Leavenworth.

Le chemin de fer d'Érie et Sunbury a tranporté, en 1859, 325 barils de pétrole; en 1860, 21 994 barils; en 1861, 134 927 barils; pendant les deux premières semaines de janvier 1862, 14 000 barils; et l'on dit que la totalité des transports de ce chemin, dans le printemps de 1862, a été affectée à cette seule denrée.

Pendant les trois mois antérieurs au 2 avril 1861, les chargements d'huile, au port de New-York, se sont élevés à 50 000 gallons, et, pendant la même période de 1862, à 1 573 759 gallons. Pendant cette der-

nière période les exportations de pétrole ont atteint, pour les trois ports de New-York, Philadelphie et Boston, 2 398 506 gallons évalués à 946 678 dollars (4 733 390 francs).

Du 1[er] janvier au 24 novembre 1862, les exportations d'huile de pétrole présentent les chiffres suivants :

De New-York..........	5 985 122	gallons.
De Boston.............	914 268	—
De Philadelphie........	2 448 524	—
De Portland...........	87 300	—
De Baltimore..........	172 710	—
Ensemble......	9,607,924	gallons,

c'est-à-dire, un peu plus de 43 345 760 litres, le gallon valant 4 litres 543 millilitres.

Du port seul de New-York, plus de 2 500 000 gallons furent expédiés en Angleterre, en Écosse et en Irlande, plus de 800 000 gallons, en France, plus de 600 000, à Anvers et plus de 250 000, en Australie.

On construit actuellement un chemin de fer, formant embranchement sur le chemin de l'Atlantique et du Grand-Occidental, et qui doit pénétrer dans la région de l'huile de la Pennsylvanie; cette voie nouvelle, en facilitant le transport et en en diminuant les frais, ne peut qu'accroître prodigieusement la production et la consommation de cette huile.

Beaucoup d'hypothèses ont été soulevées quant à l'origine de ce flux d'huile et aux lois qui le régissent. Le professeur Ridgeway a mis en avant la théorie suivante :

« L'huile doit se trouver surtout dans le roc. Elle y est produite, selon toute probabilité, par des végétaux. Il est impossible d'admettre qu'elle remonte du gîte houiller, dans la direction du nord, malgré l'inclinaison des strates, jusqu'aux couches spéciales de grès et d'argile; car c'est là qu'elle se rencontre, et non dans la

formation supérieure. On ne peut davantage croire que l'huile soit sortie des lits de houille avant leur élévation au-dessus de l'Océan, pour arriver au point où se trouvent actuellement les villes d'Union et de Waterford; car l'huile se serait élevée à la surface de l'eau au lieu de s'écouler aussi loin pour s'établir dans une autre formation bien au-dessous de la strate carbonifère.

« Sachant que les plus basses séries des lits de strate carbonifère sont les plus épaisses et sont formées de végétaux fermentés qui ont produit la houille grasse, je suppose qu'il y a eu jadis une grande production de plantes marines, pendant le dépôt de la formation dévonienne, d'où provient le flux énorme des puits de Oil-Creek. C'est pourquoi j'ai soigneusement examiné les couches successives qui se présentaient à mes yeux dans les endroits découverts, dans l'espoir que le livre de pierre de la Providence, la seule preuve authentique, en semblable matière, me révélerait dans une série de fossiles la cause de l'huile de roche, placée si profondément dans le sol et si loin des gîtes houillers.

« Je suis heureux d'être à même de constater que le résultat de mes recherches a dépassé de beaucoup mes espérances; j'ai, en effet, trouvé d'innombrables impressions de plantes marines englobées dans le grès micacé gris visqueux, le long de la base des montagnes dans la vallée de Oil-Creek, depuis la ferme de Stackpole, à 4 kilomètres au-dessous de Titusville, jusqu'à l'embouchure du ruisseau du Cerisier (Cherry-tree Run), en aval.

« Ce fait m'encouragea à me livrer à un contre-examen sur les eaux des criques Big-French et le Bœuf; sur cette dernière j'ai trouvé que les grès huiliers les plus bas couronnaient les montagnes dans le voisinage de la ville de Waterford; sur la première, j'ai découvert que la vase siliceuse huilière était pleine de tiges de plantes marines nommées fucoïdes. Si nous pouvions suivre ce

lit de vase jusqu'à son réservoir, dans les profondeurs, nous y trouverions, sans aucun doute, une nappe d'huile, résultat de la fermentation d'une masse énorme de plantes marines, qui, jadis, croissaient en ce lieu, ou qui, enlevées, par les eaux, des bords de l'Océan, ont été entraînées par elles dans cette vallée peu profonde et se sont absorbées dans le lit de vase siliceuse.

« Les impressions de plantes marines, provenant d'Oil-Creek, et actuellement en ma possession, appartiennent à une famille qui vivait, fleurissait et mourait à une époque bien antérieure à celle des végétaux qui constituent les couches de houille. Elles diffèrent essentiellement des impressions trouvées dans les argiles et les schistes mêlés aux lits de houille. Ces plantes, dont quelques-unes ont deux pouces et demi de diamètre, poussaient à la surface de la formation dévonienne; lorsque les couches de grès et de schistes furent déposées par le courant d'eau salée, le grès, alors du sable, et le schiste, alors de la vase, saisirent, dans la vase siliceuse, la végétation nouvelle, et l'entraînèrent jusqu'au groupe de grès brun.

« Le climat était si chaud, à l'époque de la végétation marine, que les plantes poussaient très-vite et dans une extrême abondance, probablement en conséquence de l'excès d'acide carbonique et d'hydrogène qui saturait alors l'atmosphère; ou bien, la surface du globe, pendant la période dévonienne, était dans une condition telle que les plantes contenaient moins de carbone et plus d'hydrogène qu'à l'époque postérieure des plantes de la houille. Si les plantes marines avaient absorbé plus de carbone et moins d'hydrogène, alors les mêmes plantes, par suite de la fermentation, auraient produit des couches de charbon au lieu d'huile de roche. La fermentation a, sans aucun doute, eu lieu à une certaine

profondeur au-dessous de l'Océan, car tous les puits en activité rejettent aujourd'hui une grande quantité de gaz hydrogène carburé.

« De ce qui précède, il résulterait que dans les profondeurs de la vallée d'Oil-Creek (Pennsylvanie), il existe un grand lac d'huile de roche provenant des infiltrations des couches supérieures; et quand la sonde, après avoir percé le roc, atteint ce réservoir, il en jaillit aussitôt une colonne d'huile de 150 pieds d'élévation.

« Les puits, d'une profondeur modérée, ont toujours, autrefois comme aujourd'hui, aspiré l'huile de strate, où la matière végétale était rare; et quand un puits aspirateur fournit un bon rendement, soit de 30 à 40 barils (de 4905 à 6540 litres), on peut être assuré que l'huile provient de fissures du roc horizontales ou verticales. »

La production soudaine et, pour ainsi dire, inépuisable de l'huile de Pétrole n'a pas tardé à affecter sensiblement la pêche de la baleine.

La diminution du nombre des navires baleiniers a été: en 1862, de 65 bâtiments, jaugeant ensemble 23 297 tonnes; en 1861, de 94 bâtiments (33 441 tonnes); en 1860, de 57 bâtiments (18096 tonnes); en 1858, de 29 bâtiments (8033 tonnes). Le nombre total des navires actuellement engagés dans cette pêche n'est plus que de 353, jaugeant ensemble 103 162 tonnes.

CHAPITRE VII.

Plomb.

Aux États-Unis, les mines de plomb ont été exploitées dans les roches métamorphiques, dans les États de la Nouvelle-Angleterre, au nord et à l'est de l'État de New-York, dans la Pennsylvanie et la Caroline du Nord; et le minerai principal, la galène, se rencontre fréquemment le long de la courbe métamorphique de la chaîne Appalachienne. Mais, à l'exception de la mine du comté de Davidson (Caroline du Nord), laquelle produit aussi de l'argent, aucune de ces exploitations n'a produit de bénéfices. Aussi ont-elles été toutes abandonnées, quoique certaines mines, entre autres celles du comté de Saint-Laurent (New-York), et peut-être celles de Shelbourne (New-Hampshire), eussent justifié et récompensé une plus longue persévérance.

La mine de Washington, dans le comté de Davidson (Caroline du Nord), est la seule aux États-Unis qui produise une certaine quantité d'argent. C'est pourquoi les travaux y sont poursuivis avec activité. Elle fut ouverte, en 1836, dans les argiles siliceuses et talciques de la région de l'or, et comme presque toutes les autres

veines des roches métamorphiques, elle suit l'inclinaison des strates.

Jusqu'en 1844, cette mine a continué à fournir du minerai renfermant une grande proportion d'argent; après quoi la quantité du minerai a diminué. Le rendement de cette année s'est élevé à 24 009 dollars (120 045 francs) d'argent, et à 7253 dollars (36 265 francs) d'or recueillis sur 160 000 livres (72 546 kilogrammes) de plomb, soit en moyenne 240 onces (6 kilogr. 800 gr.) d'argent aurifère pour 2000 livres (1015 kilogrammes) de plomb. En 1851, la production a été de 56 896 livres (25 797 kilogrammes) de plomb et de 7942 livres 16 onces (3603 kilogrammes) d'argent aurifère; en moyenne 279 onces (7 kilogr. 804 gr.) par tonne de plomb.

En 1852, les travaux furent arrêtés comme peu rémunérateurs. On les reprit peu après et on les a continués depuis.

Les grandes mines de plomb des États-Unis sont celles qui sont désignées sous le nom de mines supérieures, sur les deux rives du Mississipi, dans le nord-ouest de l'Illinois, le sud-ouest du Wisconsin et l'Iowa; et de mines inférieures, situées surtout au sud de la rivière Missouri, dans l'État du même nom. Les premières furent découvertes par la Sueur, quand il remonta le Mississipi, en 1700 et 1701, et furent exploitées, pour la première fois, en 1788, par un mineur français, appelé Julien Dubuque, qui possédait le sol sur lequel s'élève actuellement la ville de l'État d'Iowa qui porte son nom. Il continua ses travaux jusqu'à sa mort (1809). Quand les États-Unis prirent possession du pays, on autorisa la location à bail des mines (1807); mais les baux ne furent consentis qu'en 1826.

Selon le Dr Owen, qui, par l'ordre du gouvernement, étudia topographiquement le pays, en 1839, la région plombifère comprend environ 62 circonscriptions ter-

ritoriales dans le Wisconsin, 10 à l'extrémité nord-ouest de l'Illinois, et 8 dans l'Iowa; son rayon extrême, à partir du Mississipi, et dans la direction de l'ouest, est de 12 milles (19 kilomètres). Au nord, elle atteint presque la rivière Wisconsin; au sud, elle touche la rivière Apple, dans l'Illinois; à l'est, le bras oriental de la Pecatonika.

On trouve la galène très-pure, souvent sans aucun mélange; quelquefois elle renferme du zinc, plus rarement des pyrites de fer, dans tous les cas, une trace seulement d'argent.

Le tableau suivant, publié dans le « Merchant's Magazine, » présente des renseignements intéressants, en ce qui concerne l'exploitation des mines de plomb aux États-Unis; mais les chiffres de la seconde colonne ne reproduisent qu'imparfaitement la production des dernières années, par la raison que de nouveaux débouchés sont actuellement ouverts au marché de l'Est, et que la consommation s'est accrue dans une grande proportion.

ANNÉES.	SAUMONS DE PLOMB provenant des mines américaines reçus à Saint-Louis et à la Nouvelle-Orléans.	ANNÉES.	SAUMONS DE PLOMB provenant des mines américaines reçus à Saint-Louis et à la Nouvelle-Orléans.	ANNÉES.	SAUMONS DE PLOMB provenant des mines américaines reçus à Saint-Louis et à la Nouvelle-Orléans.
	kilog.		kilog.		kilog.
1832	3,875,571 560	1841	13,614,420 »	1850	18,295,016 753
1833	5,718,056 400	1842	14,025,781 540	1851	15,853,756 407
1834	6,416,929 960	1843	18,138,945 580	1852	12,975,976 312
1835	7,261,024 »	1844	20,299,100 220	1853	14,294,210 681
1836	8,168,652 »	1845	23,253,429 360	1854	9,744,138 484
1837	9,076,280 »	1846	24,937,079 300	1855	9,551,039 508
1838	9,466,560 040	1847	20,934,439 820	1856	6,965,082 814
1839	10,891,536 »	1848	19,250,789 880	1857	6,366,166 326
1840	12,252,978 »	1849	16,137,625 840	1858	9,625,503 955

Les importations de plomb aux États-Unis se sont élevées, pour l'année se terminant au 30 juin 1859, à

environ 64 millions de livres (29018496 kilogrammes
représentant près de 2 400 000 dollars (12 million
de francs); — les exportations, à 1 140 000 livre
(5 168 920 kilogrammes), représentant 57000 dollar
(285000 francs). Les exportations de plomb américai
ont été évaluées à environ 30 000 dollars (150 000 francs)
non compris une petite quantité de plomb manu
facturé.

La statistique du rendement de ces mines n'a été qu
très-imparfaitement recueillie. D'après les registres te
nus à Galena, il semblerait que 54 085 929 livre
(24 523 313 kilogrammes) ont été expédiées des mine
de la rivière Galena en 1847. La découverte de l'c
entraîna les mineurs en Californie, et le rendemen
du plomb tomba rapidement de près de la moitié de
production maxima. Le montant total du produit c
ces mines livré au commerce est évalué à 32 824 913 do
lars (164 124 565 francs).

Les produits des mines occidentales ne parvienne
qu'en petite quantité à la côte de l'Atlantique; en 185
cent tonnes seulement arrivèrent à New-York. Presq
tout le plomb provient des mines d'Angleterre et d'E
pagne.

Les mines de plomb du Missouri furent découvert
et exploitées, pour la première fois, en 1720, par R
nault et son minéralogiste la Motte; il était arrivé av
une nombreuse suite et muni d'un acte de concessi
accordé par le gouvernement français à la fameuse co
pagnie de John Law. Les mines la Motte et Potosi fure
découvertes et exploitées. Mais en 1742, époque du r
tour en France de Renault, les travaux n'avaient pas e
core été poussés bien activement.

CHAPITRE VIII.

Sel. — Produits divers.

Sel.

Le sel se trouve en abondance aux États-Unis ; les divers recensements, depuis 1810, ont signalé, comme producteurs, 23 États et Territoires, et 7 autres comme possédant des sources ou dépôts.

On n'a rencontré de sel gemme que dans l'ouest de la Virginie et de la Pennsylvanie, dans le Michigan et dans les États arrosés par l'Ohio. Des lacs salés existent dans la Californie, l'Utah, le Nouveau-Mexique, le Texas et le Minnesota. A diverses époques, on a extrait du sel de l'eau de mer dans presque tous les États de l'Atlantique; actuellement la production en est, à proprement parler, limitée à la Floride. Dans le Texas, près du Rio-Grande, se trouve une assez vaste lagune salée. Les États de la Nouvelle-Angleterre ont également produit une grande quantité de sel, surtout pendant la guerre de 1812 et vers 1830; mais on n'en fait plus maintenant que fort peu. Le premier essai de fabrication, essai infructueux, semble avoir été fait, en 1624, au cap Anne.

Pendant la guerre de la Révolution, on en a extrait

beaucoup en faisant bouillir l'eau de mer ; à la paix, ce procédé fut remplacé par celui de l'évaporation solaire, qui donne un produit très-pur. Ce nouveau système fut d'abord appliqué, et sur une grande échelle, à New-Bedford et au cap Cod. On construisit des séries de cuves de plus de 300 mètres de longueur avec des toits mobiles, et on éleva sur les côtes de nombreux moulins à vent pour pomper l'eau de mer et la déverser dans les cuves. Le bas prix des sels exotiques finit par rendre cette exploitation onéreuse; quelques cuves existent encore, toutefois, au cap Cod, à Nahant et sur quelques autres localités.

En 1830, environ 600 000 boisseaux (21 804 000 litres) de sel furent fabriqués au moyen de l'évaporation solaire, dans le Massachusetts, et le Maine en produisit une quantité plus considérable encore. En 1832, le comté seul de Barnstable (Massachusetts) possédait 441 408 mètres de cuves dont le rendement montait à 358250 boisseaux (13018805 litres); mais les travaux furent abandonnés, en 1834, en conséquence de la réduction des droits, etc.

Pendant la guerre de la Révolution, quelques fabriques de peu d'importance, détruites à diverses reprises par les Anglais, s'étaient élevées dans le Delaware et le New-Jersey.

En 1812, sur le sable des terrains plats du rivage, dans le comté du cap May (New-Jersey), des trous furent creusés pour recevoir l'eau salée. L'évaporation naturelle était si puissante en cet endroit, qu'un baril (163 litres et demi) de saumure évaporé dans des chaudières de fer rendait un boisseau (36 litres 34 centilitres) de sel.

La Virginie possédait des fabriques de sel, au cap Charles, avant 1620; en 1633, elle en exporta au Massachusetts. Dans la Caroline du Sud, Nathaniel John-

son en entreprit la fabrication en 1689, et, en 1725, la législature rendit deux lois ayant pour objet d'encourager cette industrie. Dans la Floride, on ne connaît pas d'essai fait avant 1840; mais en 1857, on estimait que 100 000 boisseaux (163 500 000 litres) étaient fabriqués dans le pays, principalement à Key-West.

Le Texas produisit environ 20 000 boisseaux (32 700 000 litres) en 1857; ce sel était probablement extrait de la lagune indiquée ci-dessus. Une grande quantité de sel est actuellement fabriquée avec l'eau de mer près de Los Angeles (Californie).

Les sources salées de l'État de New-York, qui fournissent près de la moitié de la production totale des États-Unis, sont situées principalement dans le comté d'Onondaga, à Syracuse, Salina et Geddes; elles jaillissent de roches appartenant à l'époque silurienne. Les Indiens les connaissaient depuis l'antiquité la plus reculée, mais le P. Lallemant passe pour le premier homme blanc qui les ait visitées. Un autre jésuite, le P. le Moyne, en fait mention en 1653. Vers 1770, les Delawares se servaient communément du sel de l'Onondaga; on l'apportait même au marché de Québec. Le premier essai d'extraction, par l'ébullition, fait par les blancs, eut lieu à Syracuse, en 1788.

Les salines appartiennent à l'État, qui fournit la saumure aux manufactures moyennant un droit de 1 cent (5 centimes) par boisseau (36 litres 34 centilitres). L'État demandait autrefois 6 cents (30 centimes), ce qui lui procurait un beau revenu; mais, en 1846, la taxe fut réduite au taux actuel, qui suffit amplement à défrayer tous les frais de pompes, de surveillance, etc. En 1789-90, la production fut de 5 à 600 boisseaux (18 170 à 21 804 litres) vendus à 1 dollar (5 francs) le boisseau. En 1791, la production totale était de 8000 boisseaux (290 720 litres) par année. A partir de 1797, époque où

les salines furent louées à bail, le rendement suivit la progression suivante : 1797, 25474 boisseaux (925725 litres); 1807, 165448 boisseaux (6012680 litres); 1817, 448665 boisseaux (17614486 litres); 1827, 983410 boisseaux (35737119 litres); 1837, 2161287 boisseaux (78541169 litres); 1847, 3951351 boisseaux (143592095 litres), et 1858, 4033219 boisseaux (146566178 litres).

Les sources productives sont généralement situées dans les terrains marécageux qui entourent le lac Onondaga, nappe d'eau douce de 8654 mètres de longueur sur 1609 de largeur.

On trouve aussi des sources de sel dans d'autres parties occidentales de l'État de New-York, dans la Pennsylvanie et la Virginie occidentale, dans le Tennessee oriental, l'Ohio, l'Illinois méridional, le Michigan, le Missouri, le Minnesota, le Nebraska, le Kansas, l'Arkansas occidental, le Territoire Indien, le Texas, le Nouveau-Mexique, l'Utah et la Californie.

Le montant estimatif de la production totale du sel dans les États-Unis s'élève :

	boisseaux.	litres.
En 1850, à..............	9763840	(354823945)
En 1857, à...............	12376000	(449743840)
En 1860, à...............	13386447	(486536163)

L'importation du sel aux États-Unis, en 1860, est représentée par 14094227 boisseaux (512684209 litres).

Produits divers.

On trouve de la marne par lits fort étendus et très-avantageux dans le Maine, le New-Jersey, le Maryland, la Virginie, et dans quelques autres États; des nitrates de soude et de potasse dans les grottes de la Virginie,

du Kentucky, de l'Alabama; du nitrate et du carbonate de soude dans les plaines du grand désert américain et sur le versant oriental des Montagnes Rocheuses; du sulfate de chaux (gypse) dans le Maine, le Maryland, le Texas, et dans quelques parties du Nouveau-Mexique et de l'Arizona; du marbre, de toutes espèces, pour le bâtiment, l'ornement, la statuaire, dans la plupart des États, et du carbonate de chaux, compacte et propre à la construction, dans les États bordant le Mississipi.

Le zinc se rencontre en grande abondance dans le New-Jersey, la Pennsylvanie, et en moindre quantité dans d'autres États. On a récemment découvert de l'étain dans le Maine, et dans des circonstances qui indiquent que ce minéral pourra prendre rang parmi les plus importantes productions de l'État; on en a découvert également des veines considérables en Californie.

On a trouvé du nickel dans le Connecticut et dans la Pennsylvanie; dans ce dernier État, il existe en quantités presque inépuisables et associé avec le cuivre. Le recensement de 1860 porte la production du nickel de la Pennsylvanie à 2548 tonnes (2 383 220 kilogrammes) évaluées à 28 176 dollars (140 880 francs). C'est cet État qui fournit le nickel entrant dans la composition du cent américain (pièce de 5 centimes) qui contient 12 parties de nickel et 88 parties de cuivre. On trouve également du nickel dans le Maryland, le Missouri et la Caroline du Nord.

LIVRE VIII.

RESSOURCES AGRICOLES. — DOMAINE PUBLIC.

CHAPITRE I.

Sol et sa Culture.

Le sol des États-Unis présente tous les aspects, depuis les plaines desséchées et stériles de la région du Grand Lac Salé jusqu'aux riches terrains d'alluvion de la vallée de Mississipi. Ce territoire peut être divisé en 7 grandes régions, conformément à son système fluvial, à savoir : le bassin du Saint-Laurent, le versant de l'Atlantique, la vallée du Mississipi, le versant du Texas, celui du Pacifique, le bassin intérieur de l'Utah, appelé quelquefois Grand-Bassin ou bassin de Fremont, et le bassin de la rivière Rouge du Nord.

1. Le bassin de Saint-Laurent comprend une partie du Vermont, du New-York, de la Pennsylvanie, de l'Ohio, de l'Indiana, de l'Illinois, du Wisconsin, du Minnesota, et la totalité du Michigan; c'est une plaine élevée et fertile, généralement bien boisée.

2. Le versant de l'Atlantique embrasse toute la Nouvelle-Angleterre, moins une portion du Vermont; tout

le New-Jersey, le Delaware, le district de Columbia, la Caroline du Sud et la Floride; une partie du New-York, de la Pennsylvanie, du Maryland, de la Virginie, de la Caroline du Nord, de la Géorgie, de l'Alabama et du Mississipi.

On peut subdiviser ce bassin en deux régions, que sépare l'Hudson, celle du nord-est et celle du sud-ouest. La première est montueuse et généralement plus propre à l'élève des bestiaux qu'à l'agriculture, quoique quelques sections soient naturellement fertiles et soigneusement cultivées. La seconde peut encore être partagée en section des côtes, d'une largeur de 50 à 250 kilomètres, s'étendant du détroit de Long Island à l'embouchure du Mississipi, et comprenant toute la péninsule de la Floride; et en versant intérieur, s'étendant des montagnes à la section des côtes. Cette dernière section, aussi loin vers le sud que la rivière Roanoke, est sablonneuse, et, bien que naturellement stérile, pourrait être rendue extrêmement fertile; de la rivière Roanoke au Mississipi, elle est marécageuse, parsemée çà et là de bancs de sable, avec une grande proportion de riches terrains d'alluvion. Le versant intérieur constitue l'un des plus beaux districts des États-Unis, le sol étant formé pour la plus grande partie d'alluvion provenant des montagnes et des roches primitives décomposées qui courent immédiatement sous la surface.

3. La vallée du Mississipi occupe plus des deux cinquièmes de la superficie de la république; elle s'étend des Monts Alleghanys aux Montagnes Rocheuses, et du golfe du Mexique à l'Amérique anglaise septentrionale, embrassant ainsi une partie des États de New-York, de Pennsylvanie, de Maryland, de Virginie, de Caroline du Nord, de Géorgie, d'Alabama, de Mississipi, de Louisiane, de Texas, de Nouveau-Mexique, d'Ohio, d'In-

diana, d'Illinois, de Wisconsin, et de Minnesota, et la totalité du Kentucky, du Tennessee, de l'Arkansas, du Missouri, de l'Iowa, du Nebraska et du Kansas. C'est, presque en son entier, un pays de prairies dont la fertilité n'est surpassée par celle d'aucun pays du globe, si l'on en excepte, peut-être, la vallée de l'Amazone. En beaucoup de lieux, la couche de terre végétale atteint une profondeur de plusieurs pieds ; sur quelques-uns, cette profondeur est de 25 pieds.

La partie nord-ouest de la vallée présente, toutefois, un contraste frappant avec les autres parties. C'est un plateau désert, de 320 à 640 kilomètres de largeur, situé à la base des Montagnes Rocheuses, élevé de 600 à 1500 mètres au-dessus du niveau de la mer, dont une moitié n'est pas susceptible de culture, par suite du défaut d'eau pluviale et de moyens d'irrigation, et dont l'autre moitié est naturellement stérile.

4. Le versant du Texas comprend la contrée située au sud-ouest de la vallée du Mississipi, arrosée par des fleuves qui se déversent dans le golfe du Mexique, c'est-à-dire le Texas presque tout entier et des portions de la Louisiane et du Nouveau-Mexique. On peut le diviser en trois régions : une section des côtes, de 50 à 95 kilomètres de largeur, basse, unie, très-fertile, surtout à l'embouchure des fleuves ; une riche prairie, partant de la section des côtes et s'avançant dans l'intérieur jusqu'à 250 et 380 kilomètres, admirablement appropriée à l'élève des bestiaux ; enfin, au nord-ouest, un plateau élevé, complétement dénué d'arbres, parsemé de rares herbes et exposé à une sécheresse absolue pendant une partie de l'année. Les seules terres arables de cette région occupent les vallées du Rio-Grande et de quelques autres cours d'eau.

5. Le versant du Pacifique, embrassant la plus grande partie de la Californie, de l'Orégon et du territoire de

Washington, et partie du Nouveau-Mexique et de l'Utah. Il est généralement stérile. Toutefois les districts compris entre la chaîne des côtes et l'Océan, et entre les Monts Cascades et la Sierra-Nevada, sont très-fertiles ; on en peut dire autant de quelques vallées et terres déclives des Montagnes Wahsatch et Rocheuses, quoique les dernières ne soient propres à rien qu'à la pâture.

6. Le grand bassin intérieur de l'Utah qui comprend, outre l'Utah, une partie du Nouveau-Mexique, de la Californie, de l'Orégon et du Washington, est probablement la région la plus désolée des États-Unis. Il abonde en lacs salés; dans quelques vallées seulement, et grâce à l'irrigation, le sol acquiert assez de fertilité pour nourrir les habitants.

7. Cette portion du bassin de la rivière Rouge septentrionale qui appartient aux États-Unis se borne à une petite étendue de terrain dans le nord du Dakotah et du Minnesota; elle contient quelques terres très-productives, surtout sur les bords des cours d'eau.

En 1850, le nombre des fermes dans tous les États et territoires était de 1 449 075, comprenant 113 032 614 acres (l'acre vaut 40 ares 46 centiares) de terres cultivées, et 180 528 000 acres de terres non cultivées. En 1860, ces chiffres s'étaient respectivement élevés à 163 261 389 et 246 508 244. La terre non cultivée consiste en terrains occupés et nécessaires à la jouissance de la terre cultivée, quoiqu'elle ne soit pas revendiquée; elle ne comprend pas les prairies. La valeur des fermes était, en 1850, de 3 271 575 426 dollars (le dollar vaut 5 francs en moyenne), et, en 1860, de 6 650 872 507 dollars ; celle des instruments et machines agricoles, en 1850, de 151 587 638 dollars, et en 1860, de 247 027 496 dollars, ensemble, 3 423 163 064 en 1850, et 6 897 900 003 en 1860; soit en moyenne, pour la valeur des fermes, 8 228 dollars, et pour celle des instruments et machines,

105 dollars; valeur moyenne des fermes, instruments et machines, 2362 dollars.

L'étendue moyenne des fermes est de 203 acres; la moyenne la plus forte appartient à la Californie (4466 acres), et la plus faible à l'Utah (51 acres).

L'État de New-Yorck possède la plus grande valeur totale des fermes (554 546 642 dollars en 1850, et 803 343 598 dollars en 1860), et des instruments et machines agricoles (22 084 926 dollars en 1850, et 29 166 695 en 1860).

La valeur moyenne la plus forte, pour les fermes, est fournie par le district de Columbia (6481 dollars), la Louisiane (5648 dollars) et le New-Jersey (5030 dollars); la valeur moyenne la plus faible, par l'Utah (337 dollars), le Nouveau-Mexique (441 dollars) et l'Arkansas (860 dollars).

La valeur moyenne, pour les instruments et machines agricoles, est la plus grande dans la Louisiane (863 dollars), où la production des sucres exige des procédés compliqués, et la plus faible, dans le Nouveau-Mexique (21 dollars); immédiatement après la Louisiane vient le New-Jersey (185 dollars), et immédiatement avant le Nouveau-Mexique, le Maine (49 dollars).

Tous ces chiffres s'appliquent à 1850. Dans la même année, 1/13 environ de la superficie totale des États-Unis était cultivé et 1/8 en sus était occupé mais non cultivé; en conséquence, les 4/5 environ de la superficie totale n'étaient pas occupés.

Les terres cultivées comprenaient 26.79 pour 100 de la totalité, dans la Nouvelle-Angleterre; 35.72 pour 100, dans les États du centre; 16.07 pour 100, dans les États du sud; 10.17 pour 100, dans les États du sud-ouest, à l'exclusion du Texas; 12.90 pour 100, dans les États du nord-ouest; 0.06 pour 100, en Californie et dans les territoires organisés; et 0.42 pour 100, dans le Texas.

La valeur moyenne de la terre, par acre (40 ares 46 centiares) était : dans la Nouvelle-Angleterre, 20 dollars 27 cents (101 fr. 35) ; dans les États du centre, 28 dollars 7 cents (140 fr. 35); dans les États du sud, 5 dollars 34 cents (26 fr. 70); dans les États du sud-ouest, 6 dollars 26 cents (37 fr. 30); dans les États du nord-ouest, 11 dollars 39 cents (56 fr. 95); en Californie et dans les territoires organisés, 1 dollar 89 cents (9 fr. 45); et dans le Texas, 1 dollar 44 cents (7 fr. 20).

La proportion des terres cultivées, sur la superficie totale, était de 14.72 pour 100 dans les États libres; dans les États à esclaves, de 10.09 pour 100; et pour les États-Unis tout entiers, de 7.71 pour 100. Pour les terres occupées, la proportion était de 28.56 pour 100, dans les États libres; de 33.17 pour 100, dans les États à esclaves; et de 20.02 pour 100, pour les États-Unis. La valeur moyenne par acre de terre occupée était de 19 dollars (95 francs), dans les États libres; de 6 dollars 9 cents (30 fr. 45), dans les États à esclaves; et de 11 dollars 14 cents (55 fr. 70), pour les États-Unis.

Le tableau suivant présente, d'après les septième et huitième recensements, l'ensemble des productions agricoles des États-Unis pour les années se terminant au 1er juin 1850 et au 1er juin 1860.

PRODUCTIONS.	1850	1860
Fermes, terres cultivées....... *Acres*[1]	113,032,614	163,261,389
Fermes, terres non cultivées.. —	180,528,000	246,508,244
Valeur des fermes en numéraire. *Dollars*[2]	3,271,575,426	6,650,872,507
Valeur des instruments et machines agricoles............ —	151,587,638	247,027,496
Chevaux.................... *Nombre*	4,336,719	6,115,458
Anes et mulets............... —	559,331	1,129,553
Vaches laitières............... —	6,385,094	8,728,862
Bœufs de labour .... —	1,700,700	2,240,075
Autre bétail................. —	9,693,069	14,671,400
Moutons................... ... —	21,723,220	23,317,756
Porcs.......................... —	30,354,213	32,555,267
Valeur des bestiaux vifs. . ... *Dollars*	544,180,516	1,107,490,216
Valeur de la viande de boucherie. —	111,703,142	212,871,653
Froment................. ..*Boisseaux*[3]	100,485,944	171,183,381
Seigle. .. .. —	14,188,813	20,976,286
Maïs.......... . ... —	592,071,104	830,451,707
Avoine. .... —	146,584,179	172,554,688
Riz......................... *Livres*[4]	215,313,489	187,140,173
Tabac................. ...... —	199,752,655	429,390,771
Coton nettoyé, balles de 400 livres....	2,469,093	5,186,783 ½
Laine.......... .... —	52,516,959	60,511,343
Pois et Fèves... .... *Boisseaux*	9,219,901	15,188,013
Pommes de terre irlandaises. —	65,797,896	110,571,201
Pommes de terre douces... —	38,268,148	41,606,302
Orge.. .. .. —	5,167,015	15,635,119
Sarrasin .... —	8,956,912	17,664,914
Valeur des produits des vergers. *Dollars*	7,723,186	19,759,361
Vin.. . ... *Gallons*[5]	221,249	1,860,008
Valeur des produits maraîchers *Dollars*	5,280,030	15,541,027
Beurre. .... *Livres.*	313,345,306	460,509,854
Fromage....... .... —	105,535,893	105,875,135
Foin..... .... *Tonnes*[6]	13,838,642	19,129,128
Graines de trèfle .... *Boisseaux*	468,978	929,010
Autres graines fourragères.. —	416,831	900,386
Houblon ... . *Livres.*	3,497,029	11,009,833
Chanvre roui à l'air.......... *Tonnes*	33,193	83,247
Chanvre roui dans l'eau....... —	1,678	3,943
Autres préparations de chanvre. —	»	17.300
Lin....... .... *Livres.*	7,709,676	3,783,079
Graines de lin.......... ... *Boisseaux*	562,312	611,927
Cocons de soie.......... .... *Livres*	10,843	6,562
Sucre d'érable.... .... —	34,253,436	38,863,884
Sucre de canne, barils de 1,000 *Livres.*	247,577	302,205
Mélasses. .... *Gallons*	12,700,896	18,281,674
Mélasses d'érable .... —	»	1,944,594
Mélasses de canne........... —	»	16,337,080
Mélasses de sorgho........... —	»	7,235,025
Cire vierge et miel........... *Livres.*	14,853,790	26,386,855
Cire vierge.... .... —	»	1,357,864
Miel........................ —	»	25,028,991
Valeur des fabrications indigènes *Dollars*	27,493,644	24,358,222

1. *Acre.* — 40 ares 46 centiares.
2. *Dollar.* — 5 francs en moyenne.
3. *Boisseau.* — 36 litres 35 centilitres
4. *Livre.* — 453 grammes 414 milligr.
5. *Gallon.* — 4 litres 54 centilitres.
6. *Tonne.* — 1015 kilogrammes.

Dans ces chiffres ne sont pas compris 17 247 614 acres de terre indiqués comme cultivés. Les récoltes moyennes par acre, les plus fortes et les plus faibles, appartiennent respectivement aux États suivants : froment, Massachusetts (16 boisseaux); Géorgie (5 boisseaux); seigle, Ohio (25 boisseaux), Virginie (5 boisseaux); maïs, Connecticut (40 boisseaux), Caroline du Sud (11 boisseaux); avoine, Iowa (36 boisseaux), Caroline du Nord (10 boisseaux); riz, Floride (1850 livres), Caroline du Sud (1750 livres), Louisiane (1400 livres); tabac, Missouri (775 livres); graines de coton, Texas (750 livres); pommes de terre irlandaises, Texas (250 boisseaux), Alabama (60 boisseaux); pommes de terre douces, Géorgie (400 boisseaux).

Parmi les 74 031 plantations de coton des États du Sud, lesquelles, dans les années précédentes, ont produit 5 balles et plus, l'Alabama comptait 16 100 balles; le Mississipi, 15 110; la Géorgie, 14 578; la Caroline du Sud, 11 512; la Louisiane, 4205; le Tennessee, 4043; la Caroline du Nord, 2827; le Texas, 2262; l'Arkansas, 2175; la Floride, 990; la Virginie, 198; et le Kentucky, 21.

Des 2681 plantations de sucre, 1558 appartenaient à la Louisiane; 958, à la Floride; et 165, au Texas.

Sur les 551 plantations de riz, qui produisirent 20 000 livres et plus de riz brut, il y en avait 446 dans la Caroline du Sud; 80 en Géorgie; et 25 dans la Caroline du Nord.

Quant aux plantations de tabac, qui se trouvaient au nombre de 15 745, sur lesquelles ont été récoltées 3000 livres de tabac et au-dessus, le Kentucky en possédait 5987; la Virginie, 5817; le Tennessee, 2215; et le Maryland, 1726.

CHAPITRE II.

Froment. — Maïs. — Laitages.

Froment. — La quantité de froment produite sur toute l'étendue des États-Unis, en 1849, s'est élevée à 100485944 boisseaux; en 1859, elle était de 171183381, augmentation, près de 71 pour 100, ou environ le double de l'accroissement de la population pendant la même période.

Dans l'Illinois, la récolte de la même céréale est montée, en dix années, de 9414577 boisseaux à 24159500 boisseaux; dans le Wisconsin, de 4286131 à 15812625. Dans beaucoup de cas, la masse des récoltes a tellement dépassé les moyens de transport disponibles vu les besoins du marché que les producteurs n'en ont tiré aucun profit.

On estime que la récolte de 1862 dépassera 200 millions de boisseaux.

Il a été exporté des États-Unis, dans la Grande-Bretagne et l'Irlande, du 1er septembre 1861 à septembre 1862, 2672515 barils de farine et 25754709 boisseaux de blé. Pour les autres pays du continent, les exportations, pendant la même période, se sont élevées à 2412047 barils de farine et à 17186976 boisseaux de

blé ; ce qui donne un total de 5 084 562 barils de farine et de 42 941 685 boisseaux de blé.

Maïs. — Cette céréale, nommée par Linnée *zea mays*, a rendu, en 1849, 592 071 104 boisseaux, et, en 1859, 830 451 707 boisseaux, soit une augmentation de plus de 40 pour 100. La valeur réunie du froment, du coton, du tabac et du riz, dans les États-Unis, n'atteint pas plus des deux tiers de celle du maïs seul ; la valeur de ce dernier est, également, d'autant plus grande qu'elle dépend moins de l'exportation. Le maïs sert surtout à l'engraissement du bétail; c'est grâce au maïs qu'affluent sur les marchés, de toutes les parties du pays, le bœuf, le porc, le suif, le lard, le beurre, le fromage, la volaille, les œufs, le lait, etc. On estime que la quantité de la viande de porc, entrant dans le commerce du pays, est de 323 358 800 livres; et l'alimentation de cet animal repose maintenant presque exclusivement sur le maïs, auquel le commerce de la viande de bœuf doit aussi son activité et son importance.

L'exportation du maïs n'a jamais atteint les proportions qu'auraient dû lui assurer son bas prix et ses qualités nutritives; la traversée de la mer lui fait perdre, en effet, sa saveur et sa fraîcheur. Il ne semble pas, non plus, qu'il soit de l'intérêt des États-Unis d'en encourager l'exportation; ce serait diminuer celle du blé et des autres articles de consommation, tels que le porc, le bœuf, le beurre, le fromage, etc., dans la production desquels le maïs entre, comme on l'a dit, pour une large part, et qui donnent des bénéfices plus considérables.

Laitages. — Pendant l'année du recensement 1859-60, la production du beurre s'est élevée à 460 509 854 livres, ce qui fait ressortir une augmentation de 46 pour 100 sur la production de 1849-50. On compte 105 875 135 livres de fromages, soit une augmentation

de 339242 livres sur 1849-50. Les exportations de fromages comprennent annuellement environ 15 millions de livres. Avec un peu plus d'habileté dans la fabrication on pourrait accroître indéfiniment cette production; car on peut produire du lait, en quantité illimitée, à 1 cent 5 millièmes (0 fr. 055) par quarte (1 litre 135 millilitres), prix moyen pendant l'année se terminant en juin 1860. On a évalué la production totale du lait, en 1860, à plus de 160 millions de dollars (800 millions de francs), qui se répartissent ainsi qu'il suit :

	dollars.	francs.
Consommation en nature.....	90 000 000	(450 000 000)
Conversion en beurre........	65 000 000	(325 000 000)
Conversion en fromages......	5 000 000	(25 000 000)

Ces chiffres représentent le prix seul du lait. La valeur additionnelle résultant de la fabrication et du transport du beurre et du fromage, porte le produit total des laitages, aux États-Unis, pour l'année 1860, à plus de 200 millions de dollars (1 milliard de francs).

Cette estimation est basée sur le prix de 1 cent 48 (0 fr. 0548) par quarte. Si l'on adoptait le prix courant de 2 cents (0 fr. 10) par quarte, la valeur des laitages dépasserait alors 260 millions de dollars (1 milliard 300 millions).

Les États de New-York et de Pennsylvanie fournissent, à eux seuls, presque les deux tiers de la production totale des États-Unis, qui se répartit entre 13 États, à peu près [1]. Sur cette production, 54 pour 100 sont convertis en beurre, 41 pour 100 sont consommés au naturel, et seulement 5 pour 100 sont convertis en fromage. Ce dernier produit absorbe en lait

1. Maine, New-Hampshire, Vermont, Massachusetts, Rhode-Island, Connecticut, New-York, New-Jersey, Pennsylvanie, Delaware, Maryland, Virginie et Wisconsin.

environ 1/11 de plus que le beurre, et sa valeur n'est supérieure que de 1/10 à peu près.

Une large portion du lait est consommée au naturel quelques heures seulement après la traite. Par la voie de terre, la plus grande distance qu'il puisse parcourir est 25 kilomètres ; avec la vapeur, soit par terre, soit par eau, la distance maxima peut s'étendre jusqu'à 240 kilomètres. Pour être transporté plus loin il faut qu'il ait été manipulé.

CHAPITRE III.

Coton.

Cette plante a, pendant quelques années, fourni aux États-Unis un de leurs principaux articles d'exportation, et elle a offert un emploi des plus avantageux à une masse énorme de capitaux.

Purchas, dans ses « *Pèlerins*, » dit que des graines de coton furent d'abord « semées comme essai, en 1621, et que les magnifiques plantes qu'elles produisirent furent, dès cette époque reculée, l'objet d'un grand intérêt en Amérique et en Angleterre. »

Dans la province de Caroline, la culture du cotonnier est signalée dans un document portant la date de 1666 et reproduit dans les *Collections historiques de la Caroline du Sud*, de Carroll. En 1736, la plante était cultivée dans quelques jardins, sous le 39° de latitude nord, sur la côte orientale du Maryland, et quarante ans après, on la cultivait dans le comté du cap May, dans le New-Jersey. Jusqu'à l'époque de la Révolution, toutefois, elle ne fut appréciée que comme plante d'agrément.

On rapporte qu'au commencement de la guerre de l'Indépendance, le général Delagall avait ensemencé 30 acres de terre, près de Savannah, en coton à graines

vertes; et qu'en 1748, parmi les exportations de Charleston (Caroline du Sud) se trouvaient 7 balles de bourre de coton, évaluées à 3 livres 11 shellings 5 pence (89 fr. 25 cent.) par sac.

Un autre petit chargement fut effectué en 1754; et en 1770, on expédia à Liverpool 10 balles en trois chargements. En 1784 (de Bow, tome I, page 119), 8 balles expédiées en Angleterre furent saisies, sous le prétexte qu'une telle quantité de coton ne pouvait avoir été produite aux États-Unis. Les exportations des six années suivantes s'élevèrent successivement à 14 balles, 6 balles, 109 balles, 389 balles, 842 balles, et, en 1790, à 81 balles.

En 1786 eut lieu, sur la côte de Géorgie, la première récolte de coton Sea-Island, et Alexandre Bissel, de l'île Saint-Simon, en commença l'exportation, en 1788. Les graines provenaient des îles Bahamas, où la plante avait été importée d'Anguilla, l'une des îles du Vent. Cette plante, de l'espèce arborescente, ne se plaît que sur une étroite bande de terre le long de la côte de la Caroline du Sud, au sud de la rivière Santee, et sur les îles basses et sablonneuses situées près de l'embouchure de la Savannah. La première récolte couronnée de succès dans cet État fut produite en 1790, sur une île nommée Hilton-Head, par William Elliott.

L'excellente qualité de la soie, en attirant, en 1805, sur ce coton une attention spéciale, et en le faisant distinguer de tous les autres cotons, lui assura dès lors une supériorité marquée sur le marché. En 1806, il se vendait 30 cents (1 fr. 50 c.) la livre, quand les autres cotons ne valaient que 22 cents (1 fr. 10 c.).

En 1816, son prix était de 47 cents (2 fr. 35 c.), et celui des autres de 27 cents (1 fr. 35 c.). La soie était d'une longueur sans pareille, et les fabricants anglais crurent, dans le principe, devoir la couper avant de la filer.

Le succès de ces premières tentatives engagea de nombreux planteurs à se consacrer à la culture du cotonnier; ce fut l'origine de quelques-unes des grandes fortunes de la Caroline du Sud. Mais le terrain approprié à cette culture était peu étendu; la production se trouvait donc forcément limitée, et la récolte de 1832 (8 millions de balles) ne dépassa pas celle de 1805. Dans les dernières années, les bénéfices s'étant réduits de beaucoup, la récolte a suivi la même progression.

En 1805, Kinsey Burden, de Saint-Jean, dans le comté de Colleton (Caroline du Sud), fut à même, grâce à un choix raisonné de graines, de livrer son coton à 25 cents (1 fr. 25 c.) meilleur marché que tous ses voisins. On mit vingt années à découvrir le secret de ce planteur. En 1826, sa récolte (60 balles) fut vendue au prix élevé de 1 dollar 10 cents (5 fr. 50 c.) la livre; et celle de l'année suivante à 1 dollar 25 cents (6 fr. 25 c.). En 1828, deux balles furent vendues à 2 dollars (10 fr.) la livre, le plus haut prix qui ait jamais été payé pour du coton marchand. En 1857, une balle expédiée d'Édisto (Caroline du Sud), et qui renfermait, disait-on, le plus beau coton qui eût jamais traversé l'Atlantique, fut vendue 1 dollar 35 cents (5 fr. 75 c.) la livre. On le considérait comme supérieur au coton qui donna le fameux fil n° 900, si admiré à l'Exposition universelle de 1851.

La culture des autres variétés, le cotonnier herbacé et le cotonnier arbuste (*hirsutum*), qui se distinguent par leurs graines vertes du cotonnier Sea-Island à graines noires, prit un rapide développement dans les États du Sud pendant les dix dernières années du dix-huitième siècle; ce produit était désigné sous le nom de coton courte soie ou des hautes terres.

La récolte de coton nettoyé s'éleva, pour tous les États-Unis, à 2445793 balles de 400 livres chacune,

en 1849; en 1859, à 4 675 770 balles, soit bien près de cent pour cent d'augmentation. Celle de 1860-61 a été estimée à 3 656 086 balles.

La totalité de la récolte est fournie par treize États; mais elle provient surtout de huit d'entre eux. Avant que cette production eût atteint cet énorme développement, on cultivait le coton sur une assez grande échelle, pour la consommation domestique, dans la Caroline du Nord, la Virginie, le Maryland, le Delaware et l'Illinois méridional.

Le tableau suivant fait connaître la récolte, la consommation intérieure, l'exportation et le prix du coton pendant les dix dernières années.

ANNÉES.	RÉCOLTE totale.	CONSOMMATION intérieure.	EXPORTATIONS.	VALEUR des exportations.	PRIX moyen par livre.
	balles.	balles.	livres.	dollars.	
1851-52	3,015,029	699,603	1,093,230,639	87,965,732	8,05
1852-53	3,262,882	803,725	1,111,570,370	109,456,404	9,85
1853-54	2,930,027	737,236	987,833,106	93,596,220	9,47
1854-55	2,847,339	706,412	1,008,424,601	88,143,844	8,74
1855-56	3,527,845	770,739	1,351,431,701	128,382,351	8,49
1856-57	2,939,519	819,936	1,048,282,475	131,575,859	12,55
1857-58	3,113,962	595,562	1,118,624,012	131,386,661	11,72
1858-59	3,851,481	927,651	1,386,468,556	161 434,923	12,72
1859-60	4,675,770	978,043	1,767,686,338	191,806,555	10,85
1860-61	3,656,086	843,740	1,426,171,328	178,150,200	12,50

Le recensement de 1850 indique les chiffres suivants comme représentant la production moyenne, par acre, de coton et de graines, dans les États ci-dessous dénommés; la graine formant 50 à 60 pour 100 du poids total :

Caroline du Sud.............	320	livres.
Géorgie....................	500	—
Louisiane...................	550	—
Floride....................	250	—
Tennessee..................	300	—

Alabama....................	525	livres.
Mississipi..................	650	—
Arkansas....................	700	—
Texas........................	750	—

En 1860-61, les États-Unis ont exporté :

En Grande-Bretagne...........	2 175 225	balles de coton.
En France.....................	578 063	—
Dans le nord de l'Europe.......	216 250	—
Dans les autres ports étrangers...	158 030	—
Total......	3 127 568	balles de coton.

La rébellion des États cotonniers dans l'hiver de 1860-61, et le blocus de leurs principaux ports par le Gouvernement fédéral, ont arrêté, dans une grande mesure, l'exportation du coton. L'exclusion du commerce étranger a été naturellement l'une des conséquences de la guerre qui sévit actuellement entre le Gouvernement fédéral et les États révoltés. Pour subvenir à la subsistance de la population, il était donc devenu nécessaire de ne compter, pour ainsi dire, que sur son propre fonds, et l'on dut distraire une grande partie des terrains affectés à la production du coton, pour les consacrer à la culture des céréales. Il en résultera que la récolte du coton de 1862 ne dépassera pas le quart du rendement ordinaire. Et cependant, si les prix du marché de New-York, au 1er janvier 1863, pouvaient se maintenir, et si le coton était transporté sans frais exorbitants, cette récolte rapporterait plus encore que la récolte extraordinaire de 1859.

CHAPITRE IV.

Sucre et miel. — Tabac. — Vin. — Animaux domestiques et instruments aratoires. — Glace. — Térébenthine.

Sucre de canne. — La Louisiane est le seul des États de l'Union qui ait jamais cultivé la canne à sucre sur une vaste échelle. D'après le recensement de 1860, sa récolte s'est élevée à 302 000 barils (de 1000 livres chacun) de sucre, et à 14 535 157 gallons de mélasses. La Floride vient ensuite, avec 1761 barils de sucre et 435 890 gallons de mélasses; puis la Géorgie, avec 1167 barils de sucre et 546 770 gallons de mélasses. Le Texas, le Mississipi, la Caroline du Sud et l'Alabama produisent également une petite quantité de sucre.

La production du sucre, dans la Louisiane, pour 1862, est estimée à 459 410 barils de 1150 livres chacun en moyenne, soit un poids total de 528 321 500 livres, fourni par 1291 sucreries, sur lesquelles 1027 sont mues par la vapeur et 264 par des chevaux. La récolte de l'année précédente s'élevait à 228 753 barils, pesant 263 065 000 livres, ce qui donne une augmentation, pour 1862, de 230 657 barils ou 265 266 500 livres. Suivant les calculs faits à la Nouvelle-Orléans, le prix moyen de la récolte de 1860-61 fut de 4 3/4 contre 4 1/2.6 en 1859-60. D'après cette moyenne, et en pre-

nant 1150 livres comme le poids d'un baril, la valeur totale de la récolte de 1861 (459410 barils) serait de 25095271 dollars (125476355 fr.), contre 14468627 dollars (72343135 fr.) produit des 228753 barils de 1860, soit une augmentation de 10626644 dollars (53133220 fr.).

Le rendement des mélasses provenant de la récolte de cannes de 1861-62 est estimé à 70 gallons par millier de sucre, contre 18414550 gallons en 1860-61, ce qui fait ressortir une augmentation de 18567955 gallons, ou de plus du double.

Sucre d'érable. — En 1860, la récolte totale de sucre d'érable a été de 38863884 livres, sur 1944594 gallons de mélasses; dans ce nombre de gallons, la Caroline du Nord entre pour 392932; le Michigan, pour 384521; l'Illinois, pour 203028; le Kansas, pour 139036,; le New-York, pour 131840, et la Pennsylvanie, pour 127455. L'augmentation de cette production, depuis 1850, a été de 4610448.

Sorgho. — On a fabriqué, en 1860, 7235025 gallons de mélasses de sorgho; l'Iowa en a fourni 1993474; l'Indiana, 827777; l'Illinois, 797097; l'Ohio, 707416; et le Tennessee, 485828.

Quoique récemment introduit aux États-Unis, le sorgho est déjà cultivé dans tous les États, excepté dans ceux de Vermont, Rhode-Island, New-Hampshire, Michigan, Maine, Louisiane, Floride et Arkansas.

Dans son rapport pour 1861, le Directeur du bureau des patentes porte à 6000 le nombre des moulins affectés à la fabrication du sucre de sorgho. En admettant, pour chaque moulin, une production moyenne de 20 barils, et évaluant le contenu de chaque baril à 20 dollars (100 fr.), on arrive à un produit total de 120000 barils et à une valeur de 2400000 dollars (12 millions de francs).

Le même fonctionnaire estime que la production, pour 1862 sera quatre fois plus forte; dès lors, on peut raisonnablement affirmer que le sucre de sorgho deviendra, dans quelques années, un article important d'exportation.

Les frais de culture et de fabrication pour un acre de sorgho, aux États-Unis, varient de 45 à 50 dollars (225 à 250 francs); le rendement, par acre, étant de 1500 livres de sucre et de 115 gallons de mélasses, valant 146 dollars (730 francs), on voit que tous les frais se trouvent plus que couverts.

Miel. — Le recensement de 1850 porte la production totale de cire vierge et de miel, pendant cette année, à 14 853 128 livres; celle de 1860 s'élevant à 26 370 813 livres, la production a presque doublé en dix années. Cette augmentation est due, en partie, à l'introduction de races d'abeilles améliorées provenant d'Italie et de Suisse.

Tabac. — Cette plante se cultive avec succès dans tous les États et tous les territoires de l'Union américaine. Les principales variétés sont celles qui sont connues dans le commerce sous la dénomination de tabac de Virginie, de Maryland, de Kentucky, de Missouri et de l'Ohio. Le rendement est ordinairement de 600 à 700 livres par acre. En 1860, il a été en moyenne de 660 livres par acre dans la Virginie, de 650 dans le Maryland, de 575 dans le Kentucky, de 730 dans l'Ohio, de 750 dans le Tennessee, et de 775 dans le Missouri. La même année, le nombre total des acres consacrés à la culture du tabac était de 400 000, qui, à raison de 600 livres par acre en moyenne, ont dû produire 240 millions de livres. La valeur totale de la production pour cette année s'est élevée à la somme de 13 982 686 dollars (69 913 430 fr.)

Le tableau suivant donne les chiffres de la production du tabac aux États-Unis pendant les années

1840, 1850 et 1860, d'après les relevés des recensements.

ÉTATS ET TERRITOIRES.	1840	1850	1860
	livres.	livres.	livres.
Maine	80	»	»
New-Hampshire	115	50	21,000
Vermont	585	»	12,000
Massachusetts	64,955	138,246	3,233,000
Rhode-Island	317	»	1,000
Connecticut	471,657	1,267,624	6,000,000
New-York	744	83,189	5,764,000
New-Jersey	1 922	310	149,000
Pennsylvanie	325,018	912,651	3,182,000
Delaware	272	»	10,000
Maryland	24,816,012	21,407,494	38 411,000
District de Columbia	55,550	7,800	»
Virginie	75,347,106	56,803,227	123,968,000
Caroline du Nord	16,772,359	11,984,786	32,853,000
Caroline du Sud	51,519	74,285	104,000
Géorgie	162,894	423,924	919,000
Floride	75,274	998,614	758,000
Alabama	273,302	164,990	221,000
Mississipi	83,471	49,960	128,000
Louisiane	119,824	26,878	41,000
Texas	»	66,897	98,000
Arkansas	148,439	218,936	1,000,000
Tennessee	29,550,432	20,148,932	38,931,100
Kentucky	53,436,909	55,501,196	108,102,000
Ohio	5,942,275	10,454,449	25,529,000
Michigan	1,602	1,245	121,000
Indiana	1,820,306	1,044,620	4,658,000
Illinois	564,326	841,394	7,014,000
Wisconsin	115	1,268	87,000
Minnesota	»	»	38,000
Iowa	8,076	6,041	313,000
Missouri	9,067,913	17,113,784	26,435,000
Kansas	»	»	17,000
Californie	»	1,000	3,000
Orégon	»	325	»
Utah	»	8,467	»
Nouveau-Mexique	»	70	»
Totaux	219,163,319	199,752,655	428,121,000

Voici à quelles quantités et à quelles sommes se sont élevées les exportations de tabac des États-Unis pendant les six années qui ont précédé 1860 inclusivement.

ANNÉES.	BALLES.	CAISSES.	BOUCAUTS.	VALEUR.	
				dollars.	francs.
1855........	12,913	13,366	150.213	14,712.468	73,562,340
1856........	17.772	9,384	116,962	12,221,843	61,109,215
1857........	14,432	5,631	156,848	26,662,772	133,313,860
1858........	12,640	4,841	127,670	17,009.767	85,048,835
1859........	19,651	7,188	198,840	21,074,038	105,370,190
1860........	17,817	15,035	167,274	15,906,547	79,532,735
Total.....	95,225	55,445	917,807	107,587,435	537,937,175

On a calculé que les 2/5 du tabac qui se consomme en Europe proviennent des États-Unis, qui fournissent à la France des 3/4 aux 4/5 de sa consommation.

Le tabac importé aux États-Unis vient principalement de l'île de Cuba; et les 4/5 des importations consistent en cigares, jusqu'à concurrence d'une valeur annuelle de 3 millions de dollars (15 millions de francs) à 4 millions de dollars (20 millions de francs).

D'après le recensement de 1850, 11 000 personnes, dont plus de la moitié habitaient les États de New-York et de Pennsylvanie, travaillaient à la fabrication des cigares aux États-Unis; depuis cette époque, ce nombre a plus que doublé.

Dans l'État de Connecticut, on récolte un tabac d'une qualité excellente pour faire l'enveloppe extérieure des cigares. On en expédie de grandes quantités à l'île de Cuba, et le reste s'emploie à New-York pour le même usage. Ces variétés particulières se reconnaissent surtout par la finesse de la feuille et l'absence de fibres épaisses.

On a essayé à différentes reprises de transplanter la graine du tabac espagnol dans les États du centre, et plusieurs de ces essais ont été couronnés d'un plein succès. Toutefois on a trouvé nécessaire de renouveler la graine tous les deux ans, attendu qu'après cette pé-

riode la plante perd son odeur originelle. Dans le Maryland, cette méthode est suivie sur une grande échelle et avec avantage.

VINS. — La culture de la vigne et la fabrication du vin deviennent rapidement une importante branche d'industrie aux États-Unis. La quantité de vins indigènes, qui n'était, pour tous les États et Territoires, que de 221 249 gallons, en 1850, s'est élevée, en 1860, à 1 860 008 gallons, pour vingt-deux États seulement, ce qui fait ressortir une augmentation de 740 pour 100. Ce chiffre ne comprend pas la fabrication qui n'est pas entrée dans le commerce, et à laquelle ont pris part; l'Ohio, pour 652640 gallons, contre 48 207 en 1850 ; la Californie, pour 494,516 gallons, contre 58056 ; et le Kentucky, pour 303 120 gallons, contre 179 949.

ANIMAUX DOMESTIQUES. — Le nombre des animaux tués pour la boucherie était, en 1849, de 111 703 142 ; il s'est élevé, en 1859, à 212 871 653. Cette augmentation a procuré un développement proportionnel à la fabrication du savon, du suif, des peaux, de la colle-forte, du noir animal et de tous les autres produits dont cette branche d'industrie est la source.

Le nombre des chevaux, mules et bœufs consacrés à l'agriculture, est notablement plus grand que celui des hommes, ce qui n'a probablement lieu dans aucun autre pays du globe. Et cette force animale est multipliée par les machines, quelques-unes des plus importantes récoltes étant actuellement ensemencées, cultivées, récoltées, préparées pour la consommation ou pour la vente, par des procédés mécaniques, qui simplifient ou suppriment tout à fait le travail de l'homme.

Il y avait, en 1860, aux États-Unis, 7 300 972 chevaux, 1 296 349 mules et ânes, 8 728 862 vaches laitières, 2 240 075 bœufs de travail, 18 018 409 autres bestiaux, 24 823 566 moutons et 39 023 172 porcs ; le

ANNÉES.	BALLES.	CAISSES.	BOUCAUTS.	VALEUR.	
				dollars.	francs.
1855........	12,913	13,366	150.213	14,712.468	73,562,340
1856........	17.772	9,384	116,962	12,221.843	61,109,215
1857........	14,432	5,631	156,848	26,662,772	133,313,860
1858........	12,640	4,841	127,670	17,009.767	85,048,835
1859........	19.651	7,188	198,840	21,074,038	105,370,190
1860........	17,817	15,035	167,274	15,906,547	79,532,735
Total.....	95,225	55,445	917,807	107,587,435	537,937,175

On a calculé que les 2/5 du tabac qui se consomme en Europe proviennent des États-Unis, qui fournissent importations de laine 4/5 de sa consommation. lars (8 408 455 francs), en 1850, à 4 842 152 dollars principalement (24 210 760 francs) en 1860, et celle de la laine manufacturée de 17 151 509 dollars (85 757 545 francs) en 1850, à 37 937 190 dollars (189 685 950 francs) en 1860.

Pendant la même période il a été exporté, en tout, pour 1 562 502 dollars (7 812 510 francs) de laine brute; il n'a pas été fait d'exportation de laine manufacturée.

Instruments aratoires. — La valeur des instruments et machines aratoires en service aux États-Unis, en 1860 était estimée à 247 027 496 dollars (1 235 137 480 francs), contre 151 587 638 dollars (757 938 190 francs), pendant les années précédentes. Le nombre des brevets accordés s'est élevé, pour les machines à battre seules, à 354. Quelques États ont adopté des machines et batteuses à vapeur, qui battent et nettoient la récolte sur place, dans le même espace de temps, à peu près, qu'on employait à la transporter à la grange.

Glace. — Quoiqu'elle ne soit pas un produit du sol, la glace est, dans une grande proportion, récoltée par la population agricole sur les lacs intérieurs et les rivières, pendant la saison où les plantations ne récla-

chargement. Jusqu'en 1836, le commerce resta entre les seules mains de M. Tudor; mais dès que les bénéfices commencèrent à se produire, la concurrence se mit de la partie, et dans d'autres ports que celui de Boston, qui conserve néanmoins le premier rang, pour ces transactions.

D'après des renseignements, fort incomplets, d'ailleurs, les exportations du port de Boston ont suivi la progression suivante :

1805 —	1 chargement	130	tonnes.
1816 —	6 chargements	1 300	—
1826 —	15 —	4 000	—
1836 —	45 —	12 000	—
1846 —	175 —	65 000	—
1856 —	863 —	146 000	—

Ces chiffres témoignent d'une augmentation extraordinairement rapide et qui se continue actuellement; ils prouvent également l'établissement d'une importante branche de commerce, reposant sur une production naturelle considérée jadis comme sans aucune valeur. Cette exportation a contribué à assurer à Boston la majeure partie du commerce de Calcutta, et procure à ses navires des chargements pour les ports du Sud, réduisant ainsi les dépenses du fret des produits du Sud, destinés aux ports du Nord.

Sur les 146 000 tonnes embarquées en 1856, on a calculé que 81 391 tonnes étaient affrétées pour les ports indigènes du Sud. Dans l'intérieur, la glace a été transportée, par chemin de fer, en quantité considérable, et aussi loin que Knoxville (Tennessee).

Comme la production de la glace n'a pas de limite dans les États septentrionaux de l'Amérique; comme, ainsi que nous l'avons dit, la culture n'en coûte rien, et qu'on peut la récolter à l'époque de l'année où les travaux agricoles réclament peu de bras, et où, par conséquent, la main-d'œuvre est tombée au prix le plus

bas; comme aucun pays du monde ne s'est encore trouvé en mesure de fournir un produit aussi pur et aussi cristallin, il est fort supposable que la conservation de la glace deviendra, dans un avenir prochain, l'une des branches les plus importantes et les plus lucratives de l'industrie américaine.

TÉRÉBENTHINE. — La plus grande partie de cette huile provenait autrefois des États de la Nouvelle-Angleterre; mais depuis longtemps déjà elle est fournie, presque en totalité, par les Carolines, la Virginie, la Géorgie, l'Alabama et la Floride.

Il y a quelques années, on estimait la production de la Caroline du Nord à 800 000 barils, dont 200 000 étaient expédiés à l'état brut, et 600 000 distillés dans l'État. En Géorgie et en Floride, à la même époque, la production était évaluée à 30 000 barils. L'Alabama, où la fabrication ne date que de quelques années, a fourni, suivant des estimations récentes, plus de 1 600 000 gallons d'essence, avec un résidu de 130 000 barils de résine.

En 1860, les exportations des États-Unis s'élevèrent, en essence de térébenthine, à 4 072 023 gallons, évalués à 1 916 289 dollars (9 581 445 fr.); en huile brute et en résine à 770 652 barils, évalués à 1 818 238 dollars (9 091 190 fr.).

Ces produits sont expédiés dans presque toutes les parties du monde commercial, mais les quantités les plus considérables sont prises par l'Angleterre, la Hollande, la Belgique, Hambourg, Brême, le Chili, l'Irlande, le Brésil et Cuba. L'importation en Angleterre de l'huile brute s'est élevée, en 1858, à 12 323 tonnes, ou 86 260 barils, et, en 1859, à 12 833 tonnes, ou 89 832 barils.

La guerre actuelle a presque complétement arrêté, depuis 1860, l'exportation de la térébenthine.

CHAPITRE V.

Domaine public.

Suivant un acte passé pendant le premier congrès de l'administration de M. Lincoln, en juillet 1862, un lot de 160 acres (64 hectares 73 centiares) de terres domaniales était concédé à toute personne qui consentirait à l'occuper, avec la condition de devenir citoyen des États-Unis, de l'exploiter pendant cinq années et de payer 10 dollars (50 francs) pour droits de cadastre et de transmission.

Voici les termes de cet acte, le plus libéral peut-être qui ait jamais été rendu par une nation en faveur des citoyens de toute autre nation :

« Section Ire. — *Résolu* par le Sénat et la Chambre des Représentants des États-Unis d'Amérique, assemblés en congrès, que tout individu, chef de famille, ou âgé de vingt et un ans, étant citoyen des États-Unis, ou ayant déclaré son intention de le devenir, conformément aux lois de naturalisation en vigueur aux États-Unis, qui n'aura jamais porté les armes contre le gouvernement des États-Unis, ni donné aide ou protection aux ennemis dudit gouvernement, aura, à partir du 1er janvier 1863, et depuis cette époque, droit à la concession,

soit d'un quart de section au plus de terres domaniales non attribuées, sur laquelle concession ledit individu aura fait enregistrer une réclamation de préemption, ou qui, au moment de la demande, sera soumise à une préemption d'au moins 1 dollar 25 cents (6 fr. 25 c.) par acre; soit à au moins 80 acres (32 hectares 36 centiares) de terres domaniales non attribuées, à 2 dollars 50 cents (12 fr. 50 c.) par acre, lesquelles terres, après avoir été cadastrées, seront réunies de façon à ne former qu'un seul lot;

« Tout individu, propriétaire foncier ou résidant, pourra obtenir la concession d'autres terrains contigus aux siens propres, pourvu que ces nouveaux terrains réunis aux premiers ne dépassent pas 160 acres (64 hectares 73 centiares) en superficie.

« SECTION II. — *Résolu, en outre,* que l'individu déclarant vouloir profiter des bénéfices de la présente loi, devra, en se présentant à la direction du cadastre, déclarer par serment écrit qu'il est chef de famille, ou âgé de 21 ans au moins, ou qu'il a servi dans les armées de terre ou de mer des États-Unis; qu'il n'a jamais porté les armes contre le gouvernement des États-Unis, ni donné aide ou protection aux ennemis dudit gouvernement; que sa demande est faite pour son propre et exclusif usage, en vue d'un établissement et d'une exploitation effectifs, et non, directement ou indirectement, au bénéfice de quelque autre individu que ce soit; et, après avoir fait enregistrer cette déclaration et effectué un payement de 10 dollars (50 francs), ledit individu sera, dès ce moment, autorisé à occuper la quantité de terrain spécifié;

« Toutefois, le certificat définitif de concession ne sera délivré qu'après l'expiration de cinq années à dater de l'entrée en possession; et si, après ce délai, ou dans les deux années qui suivront, le concessionnaire, quel

qu'il soit, — s'il est décédé, sa veuve, ou, au cas de mort de cette dernière, ses héritiers; ou, si c'est une veuve qui a obtenu la concession, les héritiers naturels de ladite veuve, en cas du décès de cette veuve; — prouve, par l'affirmation de deux témoins dignes de foi, qu'il a résidé sur ce terrain et l'a exploité, pendant l'espace de cinq années, suivant immédiatement l'enregistrement de sa déclaration, qu'aucune portion dudit terrain n'a été aliénée, qu'il est resté fidèle au gouvernement des États-Unis; alors, dans ce cas, et si, à cette époque, il est citoyen des États-Unis, ledit individu sera définitivement mis en possession dudit terrain, avec les formalités prescrites par la loi en pareille matière.

« En cas de décès du père et de la mère, laissant un ou plusieurs enfants au-dessous de 21 ans, la concession passera de droit à cet ou ces enfants; l'exécuteur testamentaire, ou le tuteur, pourra, pendant les deux années qui suivront la mort de l'auteur survivant, et conformément aux lois de l'État dans lequel lesdits enfants ont leur domicile, vendre ledit terrain au bénéfice desdits enfants, mais pour aucun autre motif; et l'acquéreur aura droit à la propriété absolue de son acquisition, ainsi qu'à la délivrance d'un titre authentique de la part des États-Unis, après avoir acquitté les droits spécifiés dans la présente loi.

. . . .

« Section IV. — *Résolu, en outre,* qu'aucune des terres acquises sous l'empire de la présente loi ne sera, dans quelque circonstance que ce soit, assujettie au payement des dettes contractées antérieurement à l'allocation du brevet de concession.

. . . .

« Section VIII. — *Résolu, en outre*, qu'aucune disposition de la présente loi ne pourra être interprétée de ma-

nière à empêcher tout individu qui aura profité du bénéfice de la première section de la présente loi d'effectuer le payement du prix minimum, ou du prix proportionnel, suivant la quotité de terrain concédé, à aucun moment, avant l'expiration des cinq années, et d'obtenir ainsi sa concession définitive, conformément aux prescriptions de la loi en pareille matière, en faisant la preuve de son établissement et de son exploitation, ainsi qu'il est prévu par les lois existantes réglant les droits de préemption. »

Le Domaine public des États-Unis sur lequel les concessions ci-dessus indiquées doivent être prises, embrasse une superficie de plus de 2 millions de milles carrés (5 176 000 kilomètres carrés), ou plus des deux tiers de l'étendue géographique des États-Unis, et près de trois fois leur superficie au moment du traité de paix définitif de 1783. Il comprend des portions de 16 États et suffirait à la création de 30 nouveaux États, chacun aussi grand que l'État d'Ohio.

Sur les 1 450 000 000 d'acres (586 670 000 hectares) composant cet immense territoire, 441 067 915 acres (178 456 178 hectares) seulement avaient été cadastrés jusqu'au mois de septembre 1860; et sur ce chiffre, 394 088 712 acres (159 448 293 hectares) se trouvaient attribués, en vertu de ventes, concessions, etc. Ainsi, comme le constate le directeur du cadastre, « la totalité de la superficie des terrains domaniaux non vendus et non attribués, offerts et non offerts, s'élevait, au 30 septembre 1860, à 1 055 911 288 acres (427 221 707 hectares). » Ce dernier chiffre représente uniquement la « superficie terrestre, » et n'en comprend ni les lacs, ni les baies, ni les rivières; c'est 1 649 861 milles carrés (4 269 840 kilomètres carrés), ou plus de la moitié de la superficie totale des États-Unis. La superficie de l'État de New-York étant de 47 000 milles carrés

(121 636 kilomètres carrés), se trouve inférieure au trente-cinquième du Domaine public. L'Angleterre (propre) a 131 786 kilomètres carrés, la France 527 268, et l'Allemagne 208 644; la superficie du Domaine public est donc plus de huit fois aussi grande que toute la France, plus de quinze fois aussi grande que la Prusse, plus de vingt fois aussi grande que l'Allemagne, plus de trente-deux fois aussi grande que l'Angleterre, et, à l'exclusion de la Russie, plus grande que toute l'Europe, dont la population dépasse 200 millions d'habitants.

La population de l'Angleterre (propre) s'élevant, en 1861, à 28 949 916 âmes, le domaine public des États-Unis, avec une population aussi dense, aurait plus de 606 millions d'habitants; il en compterait 260 497 561, si sa population, par kilomètre carré, égalait celle du Massachusetts.

L'allottissement de ces terrains s'effectue, aux frais du gouvernement, par portions de 6 milles carrés (15 528 mètres carrés), subdivisées en sections, et celles-ci en quarts de section (160 acres, ou 64 ares 73 centiares). Le système américain de cadastre qui consiste à diviser le sol en carrés, au moyen de lignes tracées, courant du nord au sud et de l'est à l'ouest, est si simple, qu'il a empêché jusqu'à présent toutes contestations relatives au bornage et au titre de concession. Le Domaine s'étend du 24° au 49°, des lacs au golfe du Mexique et de l'Atlantique au Pacifique. Ses isothermes (ligne de température annuelle égale) touchent, au nord, les côtes de Norvége, et passent par la Russie et la Mandchourie, pour aboutir à la côte asiatique, à 3 degrés environ au sud de l'embouchure du fleuve Amour. Au sud, ces isothermes traversent l'Afrique septentrionale, l'Égypte centrale, près de Thèbes, l'Arabie septentrionale, la Perse, le nord de l'Hindoustan et la Chine méri-

dionale, près de Canton. Aucun empire au monde ne présente une semblable variété de climat, de sol, de forêts, de prairies, de fruits, de pêcheries et de productions animales, végétales, minérales et agricoles.

Dans un article publié par le *Continental monthly Magazine*, en novembre 1862, l'honorable Robert J. Walker, ancien ministre des finances sous l'administration du président Pierce, décrit de la manière suivante les avantages que l'acte du Congrès offre aux émigrants de tous pays :

« Ces concessions sont situées de telle sorte que l'émigrant peut choisir la température qui lui convient le mieux, depuis celle de Saint-Pétersbourg jusqu'à celle de Canton. Il aura, à son gré, un climat froid, chaud ou tempéré; un terrain propice aux travaux de la ferme, à ceux du jardinage, à la culture en prairies, ou à celle de la vigne; et il pourra, en outre, s'y livrer à la chasse ou à la pêche. Il pourra produire indifféremment du froment, du seigle, du maïs, de l'avoine, du riz, de l'indigo, du coton, du tabac, du sucre de canne, d'érable ou de sorgho, et des mélasses, de la laine, des pois, des fèves, des pommes de terre irlandaises ou douces, de l'orge, du sarrasin, du vin, du beurre, du fromage, du foin, du trèfle, toutes espèces d'herbes, du lin, du chanvre, de la graine de lin, du houblon, de la soie, de la cire, du miel, des volailles, et de tout cela en quantités incommensurables. S'il préfère l'élève du bétail, il aura des chevaux, des ânes, des mules, des chameaux, des vaches laitières, des bœufs de labour, des chèvres, des moutons et des porcs. Dans beaucoup de localités, ces animaux n'exigent, pendant toute l'année, ni abri ni alimentation. Il aura des vergers où prospéreront non-seulement les fruits d'Europe, mais tous ceux des tropiques. Il choisira pour voisins des Hollandais ou des Allemands, des Écossais, des Anglais ou des

Gallois, des Français, des Suisses, des Norvégiens ou des Américains. Il choisira également entre les côtes maritimes et les rives des lacs ou des rivières; entre les terres déclives de l'Océan, les vallées et les montagnes. Il jouira d'une liberté de conscience absolue, se logera près de l'église de sa confession, et ne payera de dîmes et de taxes ecclésiastiques qu'autant qu'il y consentira volontairement. Ses fils et ses filles, dès qu'ils auront atteint vingt et un ans, et plus tôt, s'ils sont chefs de famille ou s'ils ont servi dans l'armée, auront droit chacun à une concession de 160 acres; et s'il meurt, sa propriété est assurée à sa veuve, à ses enfants ou à ses héritiers. Il deviendra notre frère, et jouira, ainsi que ses enfants, de cet héritage d'aptitude et de liberté qui est notre partage. Il viendra dans un pays où le travail est roi, où il est respecté et rémunéré. Si, avant, ou au lieu de recevoir sa concession, il préfère continuer l'exercice de sa profession ou de son état, travailler à son compte ou à la journée, il trouvera chez nous un salaire double de celui qu'il reçoit en Europe et une existence matérielle bien moins dispendieuse. »

Ce qui augmente de beaucoup la valeur de ces terres pour ceux qui se décideraient à les occuper, c'est que, conformément aux prescriptions de la loi, deux sections (1280 acres ou 517 hectares 88 ares) sont réservées sur chaque circonscription de 6 milles carrés (15 kilomètres 528 mètres carrés), pour être vendues et le produit consacré à l'établissement d'écoles gratuites, afin que le progrès moral et intellectuel du pays puisse accompagner son développement physique.

Au commencement de la guerre actuelle, environ 2 pour 100 du domaine public des États-Unis étaient ouverts à l'esclavage.

Depuis 1849, le Congrès a concédé aux États d'Iowa, Alabama, Floride, Louisiane, Wisconsin, Michigan,

Mississipi, Minnesota, Illinois, Missouri et Arkansas, sur le domaine public, 24 189 499 acres (9 787 071 hectares), pour aider lesdits États à construire des chemins de fer.

Dans son rapport soumis au Congrès le 2 décembre 1862, le directeur du Domaine public donne, ainsi qu'il suit, le résultat des travaux de son département jusqu'au 1er octobre 1862 :

« Pendant l'année se terminant au 30 juin 1862, il a été vendu 144 849.97 acres (1 acre = 40 ares 467), pour 125 048 dollars 30 cents ; loués avec primes, 611 826.84 acres ; abandonnés pour chemins de fer à l'Iowa et au Michigan, 597 129.19 acres ; cédés, comme terrains marécageux, 24 116 acres ; — ce qui donne, en total, 1 377 922 acres de terres publiques aliénés pendant ladite année.

« Pendant le trimestre se terminant au 30 septembre, il a été vendu (estimation) 9 408.68 acres, pour 12 247 dollars 96 cents ; loués avec primes (estimation) 100 228.93 acres ; abandonnés, pour chemins de fer, au Wisconsin et au Minnesota, 536 769.82 acres ; cédés, comme terrains marécageux, 200 acres. Total des terrains aliénés pendant les cinq trimestres se terminant au 30 septembre 1862, 2 024 529 acres (819 124 hectares 43 ares) ; total des sommes réalisées pour les ventes, 137 476 dollars 26 cents (687 381 francs 30 centimes).

La guerre a causé dans la quotité de l'émigration une diminution telle, que les recettes de la direction du Domaine public, pour l'année financière 1862, n'ont pas couvert les dépenses de l'administration.

Le prix des terrains domaniaux, fixé, en 1778, à 1 dollar (5 francs) par acre, a été porté à 2 dollars (10 francs), le 18 mai 1796 ; mais, plus récemment, ce dernier prix a été réduit à 1 dollar 25 cents (6 francs 25 centimes),

sauf pour les sections alternes, où des concessions ont été faites et où le prix a été élevé à 2 dollars 50 cents (12 francs 50 centimes par acre)[1].

1. Voir, pour les détails sur les richesses minérales du Domaine public, le chapitre Ier du livre VII.

LIVRE IX.

MANUFACTURES, COMMERCE ET NAVIGATION.

CHAPITRE I.

Manufactures.

La valeur totale des manufactures domestiques, y compris les pêcheries[1] et les produits des mines, était, d'après le recensement de 1850, de 1 019 206 616 dollars (5 095 533 080 francs). Les mêmes produits, pour l'année finissant le 1er juin 1860, sont évalués par le Directeur du recensement à 1 900 millions de dollars (9 500 millions de francs). Ce résultat accuse une augmentation de plus de 86 pour 100 en dix ans, augmentation de 123 pour 100 plus considérable que celle

1. La valeur totale des pêcheries en lacs, en rivières, sur les côtes et en pleine mer, y compris la pêche aux huîtres qui y entre pour 382 170 dollars (1 910 850 fr.), et 7 521 588 dollars (37 607 940 fr.) pour le produit de la pêche de la baleine, s'est élevée en 1860 à 12 924 092 dollars (64 620 460 fr.): augmentation de 28.5 pour 100 sur la valeur des mêmes produits en 1850. De cette valeur, 72 pour 100 appartenaient à l'industrie maritime du Massachusetts seul.

de la population blanche, qui en a été la principale productrice.

Le total ci-dessus donne la production par tête dans la proportion de 60 dollars 61 cents (303 francs 5 centimes), pour chaque homme, chaque femme et chaque enfant habitant l'Union. Si l'on ajoutait les produits mécaniques d'une valeur annuelle de moins de 500 dollars (2500 francs), dont on n'a aucun relevé officiel, ce total serait beaucoup plus élevé[1].

L'industrie manufacturière des États-Unis date d'une époque antérieure à leur existence comme nation indépendante. Au nombre des exportations des colonies de la Nouvelle-Angleterre et du New-York, avant que le gouvernement anglais eût, par crainte de la concurrence avec son industrie domestique, interdit la vente à l'étranger de leurs produits manufacturés, on remarquait des objets fabriqués au métier, à la forge et au marteau, et révélant une véritable habileté, en dépit des difficultés désespérantes provenant du manque de capitaux et de machines.

La fabrication du fer se pratiquait déjà sur une grande échelle, plusieurs années avant la révolution, à Plymouth, dans le Massachusetts; à Salisbury, dans le Connecticut; près de Cold-Spring, sur l'Hudson, et à Valley-Forge, dans la Pennsylvanie; à Durham, au-dessous d'Easton, dans la Pennsylvanie, et dans quelques autres localités. Le fer est indispensable pour une foule d'usages; cette nécessité stimula les colonies à le travailler, après qu'elles eurent conquis leur indépendance; et quoiqu'il s'en importât de grandes quantités d'Europe, l'habileté de la main-d'œuvre, l'affluence des capitaux et la découverte de minerais d'une qualité supérieure permirent de fabriquer certains articles avec plus de facilité et à meilleur

1. Voir le rapport préliminaire de huitième recensement, page 59.

marché en Amérique, et la production n'a fait que s'accroître jusqu'à ce jour dans une progression satisfaisante. En 1830, il y avait 239 fourneaux, fabriquant 191 536 tonnes (la tonne vaut 1015 kilogrammes), dont 112 867 de fer en barres, et 28 273 de fonte; le tout représentant une valeur de 13 329 760 dollars (66 648 800 francs); 29 254 ouvriers y étaient employés. En 1837, la fabrication s'était élevée à 250 000 tonnes. En 1850, d'après le recensement, la production du fer en saumons était de 563 755 tonnes, chiffre sans nul doute au-dessous de la vérité, attendu que les statistiques locales de la Pennsylvanie, prises isolément, portaient la même année le chiffre de cette production à 564 575 tonnes. Le recensement de 1850 portait aussi le nombre des personnes employées dans les diverses branches de la production et de la fabrication du fer à 60 685, et la valeur totale des produits à plus de 50 millions de dollars (250 millions de francs). En 1856, la production totale du fer s'était élevée à 841 550 tonnes, dont 812 917 en saumons.

La même année il avait été importé 488 998 tonnes de fer cru ; ce qui porte à 1 330 548 tonnes le total du fer employé. La fabrication du fer indigène fournit la même année des produits évalués à 47 771 236 dollars (238 855 180 francs). La découverte de dépôts considérables de minerais d'une qualité fort supérieure aurait augmenté la production dans une bien plus grande proportion, sans la concurrence de fers étrangers de qualités inférieures, admis moyennant un droit d'entrée peu élevé. Le fer en saumons produit pendant le recensement terminé le 1er juin 1860 monte à 902 316 tonnes, évaluées à 46 117 550 dollars (230 587 750 francs); on compte en outre 395 536 tonnes de fer laminé, évalué à 21 710 681 dollars (108 553 405 francs); ce qui pour la production réunie du fer en saumons et du fer laminé donne la

valeur totale de 67 828 231 dollars (339 140 155 francs). Il se fait une grande consommation de fer en saumons, notamment pour la poêlerie et la chaudronnerie, dont la fabrication est plus considérable aux États-Unis que dans aucun autre pays du monde.

La filature du coton a commencé aux États-Unis en l'année 1790, quoiqu'on y eût fabriqué des étoffes de coton avant cette époque. En 1815, 40 millions de dollars (300 millions de francs) étaient engagés dans cette industrie, qui consommait 90 000 balles de 300 livres chacune, produisait 81 millions de yards (74 millions de mètres) d'étoffe de coton et occupait près de 100 000 ouvriers. Toutefois, ses progrès ont été entravés par l'importation annuelle de grandes quantités de cotonnades d'Angleterre, où l'invention du métier mécanique a diminué de beaucoup les frais de production. L'invention d'un métier mécanique en Amérique par MM. Lewell et Jackson, et son succès à Waltham, en 1813, a obvié en partie à cette difficulté, et l'année 1822 a vu construire le premier moulin à coton. Grâce aux tarifs douaniers de 1824, de 1828 et de 1832 qui protégeaient les filateurs, la fabrication des étoffes de coton s'accrut avec une grande rapidité, tandis que le prix en baissa considérablement. En 1831, le nombre des filatures était de 795, possédant 1 246 503 broches et 33 506 métiers, produisant annuellement 230 461 990 yards (210 742 269 mètres) d'étoffe, consommant 77 757 310 livres ou 214 882 balles de coton, et employant 18 539 hommes, 38 927 femmes et 4691 enfants; la valeur annuelle des articles manufacturés était de 26 millions de dollars (130 millions de francs), et la quantité des indiennes était estimée à 40 millions de yards (36 millions de mètres). A cette époque, il n'y avait point de filatures de coton au midi du Delaware. En 1840, il y avait 1240 filatures, pourvues de 2 284 631

broches et consommant 132 835 856 livres ou 332 089 balles de coton. Le tarif protecteur de 1842 encouragea cette branche d'industrie en arrêtant les importations, qui doublèrent toutefois, en 1846, à la faveur du tarif peu élevé de 1846; cependant, en 1850, bien que le nombre des filatures fût réduit à 1074, le chiffre total de la production augmenta considérablement, car elles consommèrent 641 240 balles de coton de 400 livres chacune et fabriquèrent pour 65 501 687 dollars (327 508 435 francs). De ces filatures, 213 étaient situées dans les États du Sud et de l'Ouest, et le reste dans les États de l'Est et du Centre. Dans les dix dernières années, la tendance à concentrer cette industrie dans un nombre relativement restreint de riches établissements a été plus manifeste encore; mais la production a continué de suivre une progression ascendante et a atteint en 1860 la valeur de 115 237 926 dollars (576 189 630 francs). Sur les 915 filatures restant alors, 194 appartenaient aux États du Sud et de l'Ouest. La rareté et la cherté du coton, jointes à la baisse des affaires en général, conséquences de la guerre civile, ont depuis cette date diminué temporairement le chiffre de la production.

La filature de laine a été pratiquée comme industrie domestique presque dès la fondation des colonies; mais elle ne s'est développée sur une vaste échelle dans de grands établissements qu'après 1810. Dans le relevé du recensement de 1810, la valeur des articles de laine, presque généralement fabriqués dans les familles, est portée à 25 608 788 dollars (128 043 940 francs). Ce n'est qu'en 1820 qu'il est question de grandes manufactures, et la production à cette époque est évaluée à 4 418 068 (22 090 340 francs). En 1830, elle s'était élevée à 14 528 166 dollars (72 640 830 fr.). En 1840, les capitaux engagés dans cette branche d'industrie

montaient à 15 765 124 dollars (78 825 620 francs); la quantité de laine consommée était de 50 808 524 livres; le nombre des personnes employées, de 21 342; et la valeur des articles manufacturés, de 20 696 699 dollars (103 483 495 francs). En 1850, les fabricants de grosse draperie avaient appris l'art du grand teint, et ce genre de fabrication avait reçu une impulsion considérable; de plus, le métier mécanique à tapisserie était inventé, et les filateurs américains étaient dès lors capables de fabriquer des tapis qui pouvaient rivaliser avec les tapis anglais pour la qualité et la solidité. La même année, on comptait 2447 filatures, avec un capital de 26 811 407 dollars (84 057 035 francs); 70 862 829 livres de laine avaient été employées à la fabrication d'articles évalués à 41 588 033 dollars (207 940 165 francs). Ces totaux ne comprennent pas la fabrication d'étoffes dans lesquelles il entre un mélange de laine et de coton. En 1860, on voit se produire, par le fait d'une concentration analogue à celle que nous avons signalée pour l'industrie cotonnière, une diminution dans le nombre des filatures; on en compte 638 de moins qu'en 1850; cependant la somme des capitaux engagés dans cette industrie s'est élevée à 35 520 527 dollars (177 602 635 francs); la quantité de laine consommée à 80 386 592 livres, auxquelles il faut ajouter 16 008 625 livres de coton pour les articles mélangés; et la valeur des produits à 68 865 963 dollars (344 329 815 francs).

La fabrication du cuir (mégisserie, corroirie, tannerie, etc.) est entrée en activité peu de temps après la fondation des colonies; c'est en effet un genre d'industrie qui convient tout particulièrement aux colonisations de date récente, et elle n'a cessé de progresser et de prospérer jusqu'à ce jour. En général, les grandes tanneries ont été établies dans les localités où abondent le hem-

lock (espèce de cèdre) et le chêne, dans le but d'obtenir sans des frais de transport exorbitants l'écorce nécessaire au tannage. En 1850, il y avait aux États-Unis 6528 tanneries et corroiries, dans lesquelles 22 575 personnes étaient employées; le capital d'exploitation était de 20 602 945 dollars (103 014 725 francs), et la valeur du cuir sur le marché de 37 702 333 dollars (188 511 665 francs). Les relevés de 1860 sont encore incomplets ; mais on a évalué jusqu'ici à 63 091 051 dollars (315 455 255 francs) la production du cuir consommé presque en totalité dans le pays, les exportations de ce genre de marchandise n'ayant atteint, en 1860, qu'une valeur de 674 809 dollars (3 374 045 francs). Voici en quoi consistait la fabrication du cuir en 1850 : bottes et souliers évalués à 53 967 408 dollars (26 698 370 francs); gants, 708 184 dollars (3 540 920 francs), ceintures, 105 500 dollars (527 500 francs); maroquins, 3 861 895 dollars (19 309 475 francs); cuirs vernis, 1 368 300 dollars (6 841 500 francs); selles et harnais, 9 935 474 dollars (49 677 370 francs) : total, 69 946 761 dollars (349 733 805 francs). Les données officielles, recueillies jusqu'ici, indiquent, pour 1860, une augmentation considérable dans la production de ces diverses branches d'industrie. En 1850, les États qui avaient produit la plus grande quantité de cuir, et chacun pour plus de 1 million de dollars (5 millions de francs) étaient le Maine, le Massachusetts, le New-York, le New-Jersey, la Pennsylvanie, le Maryland, le Kentucky et l'Ohio. En 1860, les États du Maine, du New-Hampshire, du Vermont, du Massachusetts, du New-York, de la Pennsylvanie, du New-Jersey, du Maryland, de la Virginie, du Tennessee et de l'Ohio, ont produit du cuir chacun jusqu'à concurrence de plus de 1 million de dollars (5 millions de francs), et le Massachusetts, le New-York et la Pennsylvanie ont chacun plus que doublé

leur production de 1850. Les États du Massachusetts, du New-York et de la Pennsylvanie ont, à eux seuls, produit plus des deux tiers de la valeur totale. En 1850, le Massachusetts fabriquait la plus grande quantité de chaussures, il en avait produit presque la moitié du chiffre total; les autres États, qui en fabriquaient chacun pour plus de 1 million de dollars (5 millions de francs) étaient le New-Hampshire, le Connecticut, le New-York, le New-Jersey, la Pennsylvanie, le Maryland et l'Ohio; collectivement ces États avaient fourni environ les 9/10 de la production totale.

Les ustensiles aratoires fabriqués aux États-Unis étaient évalués, en 1850, à 6 842 610 dollars (34 213 050 francs); et en 1860, à 17 802 514 dollars (89 012 570 francs). En 1850, un seul État (le New-York) en fabriquait pour une valeur de plus de 1 million de dollars (5 millions de francs) et cinq seulement (le Massachusetts, le New-York, la Pennsylvanie, l'Ohio et l'Illinois) pour une valeur de 1 millions de dollars (5 millions de francs). En 1860, le New-York en fabriquait pour une valeur de 3 429 037 dollars (17 145 185 francs), l'Ohio et l'Illinois, chacun pour plus de 500 000 dollars (2 500 000 francs). En 1860, le New-York en fabriquait pour une valeur de 3 429 037 dollars (17 145 185 francs), l'Ohio et l'Illinois, chacun pour 2 500 000 dollars (12 500 000 francs), le Massachusetts, et la Pennsylvanie, chacun pour 1 500 000 dollars (7 500 000 francs), et le Kentucky, l'Alabama, le Wisconsin et l'Indiana, chacun pour plus d'un demi-million de dollars (2 500 000 francs). La fabrication des ustensiles et des machines agricoles à vapeur est évaluée pour 1860 à 46 117 550 dollars (230 587 750 francs); c'est dans le New-York, la Pennsylvanie, le Massachusetts, l'Ohio, le New-Jersey, le Maryland, la Virginie, le Kentucky, la Californie, le Connecticut et le Rhode-Island qu'elle a été le plus active.

La production de la farine en 1850 était évaluée à 136 056 736 dollars (680 283 680 francs); 23 310 personnes y avaient concouru, et elle avait nécessité un capital de 54 415 581 dollars (272 077 905 francs); en 1860, elle s'était élevée à une valeur de près de 221 millions de dollars (1 105 000 000 de francs).

Les produits des scieries (planches, bois de construction, etc.), qui, en 1850, représentaient une valeur de 58 520 966 dollars (292 604 830 francs), étaient montés en 1860 à 93 651 000 dollars (468 255 000 francs).

Nous avons également à signaler une grande augmentation dans la production des industries suivantes, qui, en 1850, était évaluée aux chiffres que nous allons indiquer :

	dollars.	francs.
Boulangerie	13 294 229	66 471 145
Forge	16 048 536	80 242 680
Ébénisterie	17 663 054	88 315 270
Impression d'indienne	13 480 805	68 404 025
Fonderie de suif	10 199 730	50 998 650
Draperie et confection de vêtements	48 311 709	241 558 545
Charronnage et carrosserie	11 073 630	55 368 150
Distillerie	15 770 240	78 851 200
Chapellerie	14 319 864	71 599 320
Caoutchouc	3 024 335	15 121 675
Armurerie	2 173 014	5 865 070
Instruments de musique	2 580 715	12 903 585
Clouterie	7 662 144	38 310 720
Papeterie	10 184 177	50 935 885
Empaquetage de viande de porc et de bœuf	11 981 642	59 908 210
Imprimerie et librairie	11 586549	57 932 745
Construction de navires et de bateaux	16 595 683	82 978 415
Exploitation des carrières	8 180 115	40 900 575
Poêlerie et fourneaux	6 124 748	30 623 740
Raffinerie de sucre	9 898 800	49 494 000
Ferblanterie et tôlerie	8 933 188	44 665 940
Manufacture de tabacs	13 491 143	77 465 735
Blanc de céruse	5 242 213	26 211 065

La bijouterie plaquée, les machines à coudre, les machines à faucher et à moissonner, les huiles de pétrole,

les objets en gutta-percha, les chemises, etc., qui ne figurent pas dans les relevés de 1850, sont parvenus à un degré d'importance suffisant pour que nous leur assignions une place distinguée parmi les produits de l'industrie américaine en 1860.

C'est à un Américain que revient l'honneur d'avoir inventé la première presse rotatoire à imprimer qui ait réussi, et sans laquelle il serait impossible de satisfaire aux besoins des journaux modernes, qui ont une circulation bien plus étendue que leurs devanciers. Richard M. Hoe, de New-York, parvint, en 1847, après de nombreux essais, à construire sa presse à cylindres, dans laquelle les caractères sont retenus par le frottement entre des colonnes à biseau. La presse à dix cylindres imprime 15 000 feuilles à l'heure. La *Patrie*, de Paris, a été en France le premier journal qui ait employé une de ces presses perfectionnées. Le *Times*, de Londres, possède deux presses à cylindres de Hoe, et il y en a environ 50 en activité aux États-Unis.

Les citoyens des États-Unis sont depuis longtemps célèbres pour leur génie inventif, notamment dans la sphère des machines propres à produire une économie de travail. Le tableau suivant des opérations du Bureau des Brevets, pendant les vingt années qui viennent de s'écouler, indique jusqu'à quel point les inventeurs ont profité des priviléges exclusifs que leur accorde le gouvernement :

ANNÉES.	DEMANDES enregistrées.	BREVETS accordés.	SOMMES reçues.	SOMMES déboursées.
			dollars.	dollars.
1843	819	531	35,315 81	30,776 96
1844	1,045	502	42,509 26	36,344 73
1845	1,246	502	51,076 14	39,395 65
1846	1,272	619	50,264 16	46,158 71
1847	1,531	572	63,111 19	41,878 35
1848	1,628	660	67,576 69	58,905 84
1849	1,955	1,070	80,752 78	77,716 44
1850	2,193	995	86,927 05	80,100 95
1851	2,258	869	95,738 61	86,916 93
1852	2,639	1,020	112,056 34	95,916 91
1853	2,673	958	121,527 45	132,869 83
1854	3,324	1,902	163,789 84	167,146 32
1855	4,435	2,024	216,459 35	179,540 33
1856	4,960	2,502	192,588 02	199,931 02
1857	4,771	2,910	196,132 01	211,582 09
1858	5,304	3,710	203,716 16	193,193 74
1859	6,225	4,538	245,942 15	210,278 41
1860	7,653	4,819	256,352 59	252,820 80
1861	3,514	2,581	102,808 18	185,594 05
1862	5,302	3,522	163,405 34	182,853 89

Le dollar vaut à peu près 5 francs.

On voit par ce tableau que la guerre a été moins préjudiciable qu'on n'aurait pu le craindre aux opérations du Bureau des Brevets.

CHAPITRE II.

Commerce.

Le commerce des colonies qui ont plus tard formé les États-Unis prit, dès le principe, un développement considérable. En 1700, les exportations de la Nouvelle-Angleterre, du New-York, de la Pennsylvanie, de la Virginie, du Maryland et de la Caroline montaient à environ 395000 livres sterling (9875000 francs), et leurs importations à 344000 livres sterling (8600000 francs). En 1780, les exportations de ces colonies s'étaient élevées à 813000 livres sterling (20325000 francs), et leurs importations à 1312000 livres sterling (48 millions de francs); tandis que les importations qui, l'année précédente (1774), montaient à 2692000 livres sterling (67300000 francs), tombèrent, par suite de l'imminence de la guerre, au chiffre de 196000 livres sterling (4900000 francs), et, en 1776, à celui de 55400 livres sterling (1375000 francs). Pendant la guerre et jusqu'à l'adoption de la constitution, l'industrie languit et le commerce fut en grande partie suspendu, résultat dû aux jalousies des nations étrangères et à la rivalité existant entre les divers membres de la Confédération.

Après la réorganisation du gouvernement constitutionnel en 1789, le commerce eut bientôt atteint de vastes proportions. Le tonnage, qui en 1792 était de 564437 tonneaux, était monté, en 1801, au chiffre de 1 033 219; les importations, évaluées en 1792 à 31 500000 dollars (157 500000 francs), étaient de 111 363511 dollars (556 817555 francs) en 1801; et les exportations s'étaient élevées, durant la même période, de 20 753 098 dollars (103765490 francs), à 94 115925 dollars (470 579625 francs). En 1807, le tonnage était de 1 268548; les importations, de 138500000 dollars (692 500000 francs); et les exportations, de 108 343 150 dollars (541 715750 francs). A cette époque, le commerce américain reçut un coup dont il fut plusieurs années sans pouvoir se remettre; les ordonnances du Parlement anglais, suivies des décrets de Napoléon datés de Berlin et de Milan, et de l'acte d'embargo de 1807, produisirent, dans les affaires commerciales de l'Union, une stagnation profonde, et, quoique le tonnage n'éprouvât pas d'altération bien sensible pendant les 15 années suivantes, les importations tombèrent en 1808 à la somme de 56 990000 dollars (284 950 000 francs), et les exportations à celle de 22 430 960 dollars (112 154800 francs). La guerre de 1812 à 1816 fournit de l'emploi à des navires, qui autrement eussent pourri dans les bassins, et occasionna la construction de quelques corsaires fins voiliers; mais le commerce du pays continua de décliner, au point qu'en 1814 les importations ne représentaient plus qu'une valeur de 12 965000 dollars (64 825 000 francs), et les exportations 6 927 441 dollars (34637 205 francs). La cessation de la guerre ranima l'industrie, et en 1815 les importations atteignirent la somme de 11 341 274 dollars (565 206 370 francs) et s'élevèrent à celle de 147 103000 dollars (735 515000 francs) en 1816; les exportations de ces deux mêmes

années furent de 52 557 753 dollars (262 788 765 francs) et de 81 905 452 dollars (409 602 250 francs). Ce chiffre d'importations, excessif eu égard aux besoins du pays, à cette époque, descendit, l'année suivante, à 99 250 000 dollars (496 250 000 francs); et à partir de cette date jusqu'en 1830, l'année 1818 exceptée, le chiffre moyen des importations ne dépassa pas 78 millions de dollars (390 millions de francs), et les exportations atteignirent à peu près la même valeur. De 1831 à 1837, une augmentation rapide se manifesta dans les importations, qui furent de 189 980 035 dollars (949 900 175 francs), et dans les exportations évaluées la même année à 128 663 040 dollars (643 315 200 francs). La crise de 1837, les résultats de la loi des faillites, la modification du tarif, et le contre-coup de la grande panique financière, diminuèrent les importations et les exportations, qui, en 1842, étaient au chiffre le plus bas auquel elles soient jamais descendues.

A partir de cette date, elles ont repris une progression ascendante, peu sensible d'abord, mais plus rapide dans les dernières années, jusqu'en 1860, où les exportations ont été de 400 122 296 dollars (2 002 111 480 francs), et les importations de 362 162 941 dollars (1 810 819 705 francs). En 1858, une baisse considérable a eu lieu par suite de la crise financière de l'année précédente; mais en 1859 et en 1860 le déficit a été plus que comblé. La guerre civile de 1861 a fait descendre les importations et les exportations bien au-dessous des chiffres des dernières années. Voici en quoi ont consisté les exportations de 1861 : — produits maritimes : huiles, os et blanc de baleine, poisson salé, fumé et mariné, 4 451 515 dollars (22 257 575 francs); — produits forestiers : bois de charpente, planches, bardeaux, merrains, écorce de chêne et autres, goudron,

poix, térébenthine, résine, cendres, ginseng, peaux et fourrures, 10 260 809 dollars (51 304 045 francs); — produits agricoles, viande de bœuf, suif, peaux, bêtes à cornes, beurre, fromage, viande de porc, lard, graisse, laine, animaux domestiques, céréales, pommes de terre, pommes, oignons, riz, coton 3 451 483 dollars (170 257 415 francs) seulement); tabac, chanvre, girofle, graine de lin, sucre brut et houblon, 149 492 026 dollars (747 460 130 francs); — produits manufacturés, 33 256 115 dollars (166 280 575 francs); — charbon, 577 386 dollars (2 886 930 francs); — glace, 172 263 dollars (861 315 francs); — monnaies et matières d'or et d'argent, 23 799 870 dollars (118 999 350 francs); — mercure, 631 450 dollars (3 157 250 francs); — articles manufacturés non énumérés, 2 580 689 dollars (12 903 445 francs); — produits naturels, 2 794 046 dollars (13 970 230 francs). Les exportations d'articles de production américaine sont évaluées à 228 699 486 dollars (1 143 497 430 francs), et d'articles étrangers, à 20 645 427 dollars (103 227 135 francs) : somme totale des exportations, 249 344 913 dollars (1 246 724 565 francs).

Les importations ont été enregistrées comme assujetties au tarif de 1857 au 1[er] avril 1861, et, après cette date, comme soumises au tarif du 2 mars 1861; elles forment ainsi deux listes d'une grande longueur; la valeur totale des importations est de 335 650 153 dollars (1 678 250 765 francs). Les articles les plus importants en sont le café, porté pour 20 561 981 dollars (102 809 905 francs); le thé, 6 832 039 dollars (30 160 195 francs); les monnaies et matières d'or et d'argent, 46 339 603 dollars (231 698 015 francs); le cuivre sous différentes formes, 2 311 000 dollars (11 555 000 francs); la graine de lin, 2 073 750 dollars (10 368 750 francs); la soie grége, 1 411 000 dollars (7 055 000 francs); la laine

brute, 4563100 dollars (22815500 francs); les tissus de coton, 24965831 dollars (124829155 francs); les soieries, 23715729 dollars (118578645 francs); la toile, 8006211 dollars (40031055 francs); les tissus de laine, 26828850 dollars (134144250 francs); le fer et l'acier manufacturés et crus, 16468008 dollars (82340040 francs), le sucre et la mélasse, 34778649 dollars (173893245 francs).

Les recettes des douanes pendant l'année finissant le 30 juin 1862 ont été de 49056397 dollars (245281985 francs); et les recettes probables pour l'année qui expirera le 30 juin 1863, à en juger par les recettes réalisées pour la portion de l'année courante déjà écoulée, seront de 68041736 dollars (340208680 francs).

En 1854, il a été conclu entre les États-Unis et l'Angleterre un traité par lequel sont admis réciproquement, en franchise, sur le territoire de l'Union et dans les provinces du Canada, du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse, dans l'île du Prince-Édouard et dans celle de Terre-Neuve, sauf le consentement des législatures respectives de ces diverses possessions anglaises, certains articles spécifiés, qui sont les principaux produits de ces pays; ce traité doit être en vigueur pendant 10 ans, et ensuite être prorogé jusqu'à ce que l'une des parties contractantes notifie son désir de le voir abroger, notification qui devra être faite 12 mois auparavant. Cette convention a considérablement accru le commerce des provinces voisines des États-Unis et a ouvert des débouchés plus faciles aux produits de l'Ouest. La valeur totale des denrées et des marchandises exportées dans les possessions anglaises de l'Amérique du Nord a été, pour l'année se terminant au 30 juin 1861, de 208825783 dollars (1044128915 francs); et les importations pendant la même période, de 150347355

dollars (751 736775 francs) : ce qui accuse une augmentation, depuis 1853, pour les exportations, de 103 735 623 dollars (518 678 015 francs), et de 80 194465 dollars (400 972325 francs) pour les importations.

CHAPITRE III.

Navigation.

La marine marchande des États-Unis a grandi avec une rapidité à laquelle on devait naturellement s'attendre dans un pays qui a plus de 6000 milles (8654 kilom.) de côtes maritimes.

	tonneaux.
Le chiffre total du tonnage était, en 1814, de............	1 368 127
Celui des navires et des bateaux, construits depuis cette époque jusqu'au 1er juin, s'élève à....................	8 307 397
Ce qui donne, pour les navires et les bateaux appartenant à des citoyens des États-Unis, et construits depuis 1814, un tonnage total de..............................	9 675 524
Total du tonnage des navires et des bateaux appartenant à des citoyens des États-Unis, à la fin de 1861...........	5 539 812
Diminution, en 47 ans, par vétusté, naufrage, incendie.....	4 135 712

Ce qui équivaut à environ 42.75 pour 100 en 47 ans; tandis que les pertes provenant des mêmes causes, pendant les 10 années qui ont précédé le mois de juin 1861, ont été de 1 821 827 tonneaux, environ 25 pour 100 sur l'ensemble, ou de 2.72 pour 100 par an.

Le tableau suivant, du tonnage des bâtiments construits pendant chaque période de 10 ans depuis 1821

et pendant les 7 années antérieures, constate le développement de cette branche d'industrie :

	Tonnage des bâtiments construits aux États-Unis.		Tonnage moyen annuel.
	tonneaux.		tonneaux.
7 ans de 1815 à 1821...	638 563	....	91 223
10 — 1822 à 1831...	901 598	....	90 159
10 — 1832 à 1841...	1 178 693	....	117 867
10 — 1842 à 1851...	1 999 263	....	199 926
10 — 1852 à 1862...	3 589 300	....	358 930
Total des 47 ans......	8 307 417	....	171 621

Dans les 6 ans de 1854 à 1860, le tonnage a subi en moyenne une augmentation annuelle de 340 571 tonneaux. De 1859 à 1860 cette augmentation a consisté en 110 navires et barques, 36 bricks, 372 goëlettes, et 264 bateaux à vapeur, avec un tonnage total de 212 892 tonneaux.

Des 5 539 812 tonneaux, chiffre du tonnage total des États-Unis au mois de juin 1861, il faut en attribuer 1 740 940 à l'État de New-York, ou près de 30 pour 100 du tonnage total ; et dans le tonnage de la même année, les bâtiments construits dans l'État de New-York sont entrés pour 46 359 tonneaux, ou près de 20 pour 100 du tonnage total.

Cependant c'est dans le Maine que la construction navale est le plus considérable ; dans les trois années 1859, 1860 et 1861, il y a été construit des bâtiments formant ensemble un tonnage de 156 115 tonneaux, tandis que les constructions de l'État de New-York n'en jaugeaient que 94 608. Dans le même espace de temps, le Massachusetts a construit des bâtiments d'un tonnage total de 101 937 tonneaux ; la Pennsylvanie, jusqu'à concurrence de 60 845 ; et le tonnage des constructions navales dans tous les autres États a été de 189 183 tonneaux. Le jaugeage des navires et des bateaux construits dans l'État de New-York avait été de 16 313 ton-

neaux en 1858-1859 ; il s'est élevé à 46359 en 1860-1862 ; de sorte que cet État, qui n'occupait dans l'industrie de la construction navale que le quatrième rang, est monté au second.

Évaluant en moyenne chaque tonneau à 40 dollars (200 francs), on a calculé comme suit la valeur totale du tonnage de l'État de New-York et des États-Unis :

	tonneaux.	dollars.	francs.	pour 100.
État de New-York....	1 740 940	59 637 600	348 188 000	31.41
Autres États.........	3 798 872	151 954 880	759 774 400	68.59
Total des États-Unis, juin 1861.........	5 539 812	221 592 480	1 107 962 400	

La guerre a absorbé une portion très-considérable de la marine marchande des États-Unis; ce qui, joint à d'autres causes inhérentes à la guerre, a grandement réduit le nombre des bâtiments de commerce américains. Quoi qu'il en soit, les chantiers maritimes sont tous en pleine activité, et l'augmentation du tonnage des marines militaire et marchande des États-Unis, pendant l'année 1862-1863, a été de beaucoup supérieure à celle de toutes les années précédentes [1].

Le tableau suivant indique le nombre, la nationalité et le tonnage des navires étrangers qui sont entrés dans les ports des États-Unis et en sont sortis dans l'année se terminant au 30 juin 1861 :

1. Voyez l'article « Marine, » livre XII, chap. v.

NATIONALITÉ DES NAVIRES.	ENTRÉS.		SORTIS.	
	NOMBRE.	TONNEAUX.	NOMBRE.	TONNEAUX.
Anglais	9,895	1,832,971	9,813	1,882,747
Autrichiens	46	17,986	30	12,168
Belges	2	995	3	1,328
Brêmois	165	112,966	178	125,866
Brésiliens	2	946	3	1,309
Chiliens	9	3,633	5	1,399
Danois	35	9,806	34	9,457
Espagnols	74	24,877	51	15,691
Français	55	15,291	56	14,056
Hambourgeois	73	73,765	64	68,803
Hanovriens	10	3,824	12	4,947
Hollandais	43	10,528	51	12,336
Mecklembourgeois	9	3,553	7	2,960
Mexicains	15	2,234	11	1,883
Néo-Grenadins	11	3,001	12	3,197
Oldembourgeois	16	6,365	16	6,286
Péruviens	3	829	1	460
Portugais	23	5,620	20	4,969
Prussiens	60	27,862	60	28,727
Russes	22	12,752	17	10,373
Sandwichiens	8	1,026	6	687
Sardes	44	14,540	34	11,627
Siciliens	8	2,345	19	6,028
Suédois	79	29,491	83	34,738
Vénézuéliens	2	348	»	»
Totaux	10,709	2,217,554	10,586	2,262,042

On voit par ce tableau que plus des 9/10 de la quantité et plus de la moitié du tonnage étaient anglais.

Les exportations des États-Unis, par le port de New-York, ont été beaucoup plus considérables pendant l'année se terminant au 31 décembre 1862 que pendant les trois années précédentes. Ce fait semblerait presque incroyable; mais la statistique, avec son indiscutable logique, répond par les chiffres suivants :

VALEUR DES EXPORTATIONS DU PORT DE NEW-YORK
Y COMPRIS LE NUMÉRAIRE.

Année 1859	688 480 935	francs.
— 1860	728 417 255	—
— 1861	714 155 755	—
— 1862	1 081 859 215	—

Dans les chiffres ci-dessus le numéraire entre pour :

Année 1859................	348 579 330	francs.
— 1860................	210 955 855	—
— 1861................	21 181 250	—
— 1862................	297 185 105	—

Il ressort de ces chiffres que la valeur des exportations de la seule ville de New-York, pendant l'année 1862, la seconde de la guerre, a dépassé d'environ vingt millions de francs la valeur totale des exportations des ports des États du Sud, en 1859, c'est-à-dire pendant l'année qui a précédé l'ouverture des hostilités.

Les recettes de la douane, à New-York, pendant la même période se sont élevées à :

194 171 215	francs pour	1859
176 637 400	—	1860
108 574 905	—	1861
261 270 585	—	1862

Ces divers relevés montrent comment la nation tend de plus en plus à trouver une compensation à la perte du coton.

LIVRE X.

RESSOURCES INTELLECTUELLES. — ÉDUCATION. CULTES.

CHAPITRE I.

Écoles et colléges.

Les bienfaits de l'éducation sont très-généralement répandus aux États-Unis. Le directeur du recensement rapporte que, dans l'année se terminant au mois de juin 1860, on comptait bien près de 5 millions d'élèves recevant de l'instruction dans les différentes institutions et maisons d'éducation des divers États : ce qui formait environ le cinquième de la population entière.

Le nombre des habitants des États de la Nouvelle-Angleterre, nés sur le sol, qui ne savent ni lire ni écrire, est très-peu considérable. Dans les États du Centre, l'énorme affluence des immigrants étrangers, dont la plupart se montrent indifférents à l'éducation de leurs enfants, a augmenté le nombre des personnes dépourvues d'instruction. Dans les États du Sud, couverts de plantations, la population est éparpillée sur une trop vaste étendue de terrain pour que les écoles publiques puis-

sent être établies avec succès, si ce n'est dans les villes, et la majeure partie des blancs qui ne possèdent pas d'esclaves n'ont eu que peu d'occasions de s'instruire; d'autre part, dans le plus grand nombre de ces États, les lois punissent comme un crime le fait d'apprendre à lire aux nègres. Les États de l'Ouest ont amplement pourvu à l'éducation élémentaire. Dans tous les États nouveaux, une, et, dans quelques-uns, deux sections de terre (chacune d'une contenance de 640 acres = 259 hectares) dans chaque circonscription territoriale (*township*) des terres du gouvernement sont réservées pour l'entretien des écoles, et les États reçoivent, en outre, des concessions de terres marécageuses et autres pour créer une caisse destinée à subvenir aux besoins des écoles et à l'établissement d'universités locales.

Plus de 50 millions d'acres (2 023 000 hectares) de terre ont été attribués aux différents États par le gouvernement fédéral pour l'entretien et l'encouragement des établissements d'éducation. Ces dotations considérables doivent finir par avoir des résultats d'une haute importance. Elles élèveront infailliblement les classes qui se livrent à l'éducation de la jeunesse à une position de fortune plus qu'aisée et à un rang indépendant dans la société. Il sera du devoir des hommes d'État américains de veiller à ce que ces libéralités ne donnent pas lieu à des abus analogues à ceux qu'ont engendrés les dotations ecclésiastiques.

Le peuple, en général, sait apprécier les avantages de l'éducation élémentaire, et l'on fait souvent de grands sacrifices pour établir et entretenir de bonnes écoles d'un accès facile. Il n'est guère probable que ces écoles, même dans les États les plus avancés sous ce rapport, soient aussi utiles et que l'instruction y soit aussi complète que cela devrait être; mais elles ont fait de grands

progrès pendant les 20 années qui viennent de s'écouler, et elles sont encore en voie d'amélioration. Quant à l'enseignement désigné quelquefois sous le nom d'éducation secondaire, lequel embrasse une très-large sphère, depuis l'école privée ou la pension de village, qui ne s'occupe le plus souvent que d'études élémentaires, jusqu'à l'école supérieure, à l'institut, au collége, ou autres établissements de dénominations analogues, le nombre des écoles est assez considérable dans les anciens États, quoique, dans beaucoup d'entre eux, l'enseignement réclame quelques améliorations.

Plusieurs États du Nord ont manifesté la tendance d'organiser l'instruction d'après une certaine gradation. Ainsi, les écoles publiques d'une ville ou d'un village sont divisées en une ou plusieurs écoles supérieures (dont le cours d'études et l'enseignement sont à la hauteur de ceux des meilleures institutions), en trois, quatre, ou plus d'écoles de grammaire, et en une quantité encore plus considérable d'écoles primaires et intermédiaires, toutes entretenues par des impôts fonciers et par les allocations de la caisse des écoles. L'élève entré à l'école primaire à l'âge de 5 ou 6 ans peut, par des examens successifs, parvenir aux écoles supérieures ; et, comme l'instruction est gratuite, l'enfant du plus pauvre citoyen jouit des mêmes ressources pour s'instruire et achever ses études que l'enfant du plus riche. Quelques États ont encore poussé le système plus loin et organisé des universités locales gratuites.

Toutefois l'instruction secondaire est en grande partie entre les mains de corps enseignants ou de chefs d'institutions particulières, dirigeant des pensions, des instituts, des colléges, etc., où le prix de l'enseignement varie selon l'emplacement, la situation, la réputation de l'établissement, le nombre des professeurs, etc.

Voici les traits principaux qui caractérisent les systèmes d'instruction publique en vigueur dans la plupart des États du Nord, quelles que soient les différences qu'ils présentent dans les détails :

1° Un système d'écoles graduées dans chaque ville, comprenant des écoles primaires pour les enfants les plus jeunes, des écoles de grammaire pour les plus âgés, où, en outre des branches ordinaires d'instruction, on enseigne la philosophie, la chimie, l'histoire, et, dans beaucoup, le dessin, la musique vocale, l'algèbre, la géométrie et le français; et des écoles supérieures pour les élèves les plus avancés, où s'enseignent les études nécessaires à une éducation pratique, et, dans la plupart, les langues et les mathématiques spéciales;

2° Toutes ces écoles sont sous la surveillance continuelle d'un ou de plusieurs directeurs ou inspecteurs capables, salariés et chargés de s'assurer des aptitudes des professeurs en les soumettant à des examens rigoureux;

3° Uniformité des livres classiques; régularité et exactitude à assister aux cours imposés aux élèves;

4° Examens publics réguliers et fréquents ;

5° Bibliothèques classiques à l'usage de toutes les écoles;

6° Usage de tableaux, de sphères terrestres et célestes, de cartes géographiques, marines et autres, d'appareils et d'instruments nécessaires à l'étude des sciences ;

7° Construction de maisons d'école bien ordonnées sous le rapport de la ventilation, du chauffage, de la commodité de l'enseignement et du maintien de l'ordre;

8° Établissement dans chaque État d'écoles normales pour former des professeurs, et d'instituts pour exercer ceux qui enseignent ;

9° Organisation, entre les professeurs employés dans les écoles de chaque État, d'associations ayant pour but de comparer les différentes méthodes d'enseignement; et établissement de journaux ou de revues consacrés aux intérêts des écoles;

10° Faire participer, dans chaque État, aux avantages de ces écoles tous les enfants d'âge à y entrer, en entretenant les écoles, soit entièrement, à l'aide du revenu de leur caisse spéciale, dans les États où cette caisse existe, et d'impôts, soit par des taxes et une légère rétribution, dont il est fait remise aux indigents, et en fournissant aux enfants pauvres les livres de classe nécessaires. Quelques États ont des fonds considérables à leur disposition pour entretenir leurs écoles.

Le tableau suivant fournit les données statistiques les plus importantes relatives aux écoles publiques, puisées à diverses sources authentiques :

NOMS DES ÉTATS.	MILLES carrés (a) de superficie.	POPULATION Recensements de 1850 et de 1855.	NOMBRE total des élèves.	NOMBRE total des enfants de 5 à 20 ans.	DÉPENSES courantes annuelles des écoles
					dollars (b)
Maine	35,000	583,169	151,637	208,854	536,667
New-Hampshire	8,030	317,976	85,245	112,968	263,625
Vermont	10,200	314,120	90,100	96,568	265,623
Massachusetts	7,250	1,133,123	203,031	283,000	1,418,364
Rhode-Island	1,306	147,545	25,893	35,902	151,843
Connecticut	4,750	370,792	71,269	111,717	322,253
New-York	46,000	3,470,459	832,735	1,058,324	3,275,217
Pennsylvanie	47,000	2,311,786	593,837	523,754	1,609,818
New-Jersey	6,871	489,555	125,035	196,944	409,228
Delaware	2,120	991,532	10,230	31,544	80,510
Ohio	39,964	1,980,329	603,347	792,019	2,299,918
Indiana	33,809	988,416	195,976	439,257	732,934
Illinois	55,409	1,306,576	323,393	369,064	302,998
Michigan	56,243	511,720	142,334	204,268	221,672
Iowa	50,914	509,414	79,679	195,285	198,143
Wisconsin	53,924	552,451	153,613	241,647	230,000
Missouri	65,037	900,000	97,907	302,323	436,975
Kentucky	37,680	982,405	139,805	287,212	289,513
Virginie	61,352	1,421,665	41,608	414,318	156,000
Maryland	11,000	583,034	33,111	186,896	70,000
Louisiane	41,346	587,774	36,000	96,280	200,000
Tennessee	44,000	1,002,717	126,317	288,538	201,976
Caroline du Nord	45,000	869,039	150,000	245,000	272,320
Géorgie	58,000	935,090	77,015	275,316	23,000
Alabama	50,722	841,704	89,160	171,073	490,690
Caroline du Sud	30,213	668,507	19,132	114,282	196,300
Mississipi	47,151	606,526	18,746	183,903	36,000
Arkansas	52,198	247,112	»	75,000	100,000
Floride	59,268	110,823	»	22,512	46,060
Texas	274,356	210,592	»	104,313	125,000
Californie	155,500	507,067	9,717	26,170	156,712

(a) Le mille carré vaut 2,58 kil. c. (b) Le dollar vaut 5 francs environ.

Le nombre des colléges existant aux États-Unis en 1861 était de 130. Ils diffèrent considérablement entre eux quant au genre d'instruction et à l'étendue du cours d'études qui y est suivi ; les uns ne sont guère plus que des institutions où l'on enseigne les mathématiques et les études élémentaires, tandis que les autres rivalisent presque avec les meilleures écoles supérieures de l'Europe sous le rapport des connaissances que l'on peut y acquérir. Quelques-uns sont de vérita-

bles universités, attendu qu'il y est adjoint un enseignement scientifique ou professionnel, et que l'on y trouve tout ce qui est indispensable à l'étude du droit, de la médecine, de la théologie, des sciences physiques, des mathématiques, etc. Plusieurs États possèdent des universités ou des institutions décorées du titre d'universités d'État, et qui, cependant, ne sont pas encore complétement organisées; mais il n'y a pas d'université nationale. La plupart des colléges, — et les meilleurs sont du nombre, — ont été fondés principalement par des corporations religieuses particulières, auxquelles ils appartiennent. Il y a près de 60 écoles de théologie et séminaires, dont 20 se rattachent à des colléges ou à des universités; les autres sont indépendants. On compte environ 24 écoles de droit, dont 16 attachées à des colléges ou à des universités; à peu près 50 écoles de médecine, dont la moitié presque appartient à des universités ou colléges ; 10 ou 12 écoles spéciales de sciences, dont 3 seulement dépendent encore d'universités : l'école de Lawrence, à Cambridge, (Massachusetts), dépendant de l'Université de Harvard; l'école de Sheffield, à New-Haven (Connecticut), annexe du collége d'Yale; et l'école de Chandler, à Hanover (New-Hampshire), qui se rattache au collége de Dartmouth. Il est aussi question d'en adjoindre une autre au collége de l'Union, à Schenectady (New-York).

La statistique suivante, indiquant le nombre des élèves et le prix de l'enseignement dans les écoles primaires et secondaires, les institutions et les pensions particulières, ainsi que les renseignements les plus récents sur les colléges et les écoles consacrés aux études supérieures, donne une idée approximative de l'importance qu'a acquise la question de l'éducation aux États-Unis :

ÉTABLISSEMENTS.	NOMBRE.	NOMBRE d'élèves.	DÉPENSE annuelle par élève.		DÉPENSE TOTALE.	
			dol	fr.	dol.	fr.
Écoles particulières, écoles secondaires, académies	17,000	510,000	15	75	7,650,000	38,250,000
Pensions	1,150	57,500	150	750	8,625,000	43,125,000
Colléges	130	15,213	161	805	2,449,293	12,246,465
Séminaires	38	1,879	130	650	244,270	1,221,350
Écoles de droit	23	1,409	200	1000	281,800	1,409,000
Écoles de médecine	45	5,430	200	1000	1,086,000	5,430,000
Institutions pour les aveugles, les sourds muets, les aliénés et les idiots.	50	7,517	150	750	1,127,550	5,637,750
Écoles spéciales de sciences indépendantes des colléges	20	1,258	200	1000	241,600	1,208,300
Totaux	18,476	600,206	»	»	21,705,513	108,327,565
Dépense des écoles publiques					21,185,624	105,928,120
Total de la dépense annuelle pour l'éducation					42,891,140	214,455,700

CHAPITRE II.

Livres et journaux.

On vient de voir de quelles ressources peut disposer l'éducation publique; maintenant, si l'on considère les autres moyens accessoires de répandre l'instruction supérieure et d'en aider le développement, tels que bibliothèques, cours (*lectures*) à la portée du peuple, journaux scientifiques, etc., on peut dire que les États-Unis, bien que nécessairement encore en arrière des vieilles nations de l'Europe, ont fait de grands progrès sous ce rapport depuis quelques années. Il y existe trois bibliothèques publiques contenant plus de 100 000 volumes chacune, dix en renfermant plus de 50 000, et vingt-cinq plus de 30 000.

Le goût de la lecture est si généralement répandu aux États-Unis, que les livres populaires se vendent quelquefois en quantités énormes. *La Case de l'oncle Tom* s'est vendue jusqu'à 310 000 exemplaires; *l'Allumeur de réverbères,* à 90 000; *les Feuilles de fougère,* à 70 000; les *OEuvres de Hugh Miller*, à 50 000; les *Merveilles du monde*, de Sears, à 100 000; les *Explorations des régions arctiques*, par Kane, 2 volumes in-8°, à 65 000 exemplaires, qui ont rapporté 65 000 dollars (325 000 fr.)

de droits d'auteur; *Hiawatha*, de Longfellow, à 43 000. Il s'écoule peut-être 1000 exemplaires par jour des livres de géographie de Mitchell; en 1857, il s'était vendu 300 000 volumes des *Traités de Mathématiques* de Davies; la vente des *Readers* (*Choix de Lectures graduées*), de Sanders, avait atteint à peu près le même chiffre; il se vend annuellement de 20 000 à 50 000 exemplaires d'autres livres classiques. Ce sont, toutefois, les livres de Noah Webster qui ont la plus grande vogue: il s'est vendu 35 millions d'*Abécédaires* (*Elementary spelling Book*), et l'on en imprime plus d'un million par an. La vente des dictionnaires de Webster, dont il existe huit abrégés, a atteint un chiffre total de près de 2 millions d'exemplaires, et il se vend annuellement environ 100 000 exemplaires du *Dictionnaire élémentaire*.

La publication des livres de musique est en pleine prospérité; les ouvrages qui réussissent le mieux sont les collections de musique religieuse, psaumes ou hymnes, les recueils de chansons badines, les livres de musique à l'usage de la jeunesse, et les méthodes de musique instrumentale de toute espèce. La *Collection de Hændel et de Haydn*, par le Dr Lowell Mason, publiée il y a trente ans, a eu près de 40 éditions; et les *Carmina sacra* (*Chants sacrés*), du même, se sont vendus à plus de 500 000 exemplaires, qui ont rapporté environ 50 000 dollars (250 000 francs) de droits d'auteur.

La Société Biblique américaine a, dans le cours de l'année 1858, mis en circulation 712 114 exemplaires de la Bible.

Il n'est pas de pays au monde où le nombre des publications, des livres imprimés, soit aussi considérable eu égard à la population qu'aux États-Unis, et le développement que cette branche d'industrie a pris depuis 1850 est quelque chose de prodigieux. Les produits de l'imprimerie de toute espèce, en 1850, représente-

raient une valeur marchande de 11 352 705 dollars (56 763 525 francs). La valeur seule des livres imprimés en 1860 était de 11 843 459 dollars (59 217 295 francs), et celle des livres, des journaux et autres ouvrages, de 39 678 043 dollars (198 390 215 francs).

La fabrication du papier s'est accrue dans la même proportion. L'État du Massachusetts a fabriqué à lui seul, en 1860, pour 5 968 469 dollars (29 842 345 francs) de papier, ou 58 pour cent de la fabrication totale de l'Union en 1850.

En 1857, on comptait 385 éditeurs de livres américains aux États-Unis. M. S. G. Goodrich, dans ses *Mémoires autobiographiques* (*Recollections of a lifetime*), établit ainsi qu'il suit la valeur des livres qui y ont été imprimés et vendus pendant les années 1820, 1830, 1840 et 1850 :

DÉSIGNATION.	1820	1830	1840	1850
Livr. élémentaires	750,000 d.	1,000,000 d.	2,000,000 d.	5,000,000 d.
— classiques. .	250,000	350,000	550,000	1,000,000
— de théologie.	150.000	250,000	300,000	500,000
— de jurisprud.	200.000	300,000	400,000	700,000
— de médecine.	150,000	200,000	250,000	400,000
— Divers......	1,000,000	1,300,000	2,000,000	4,400,000
Totaux.......	2,500,000 12,500,000fr.	3,500,000 17,500.000fr.	5,500.000 27,500,000fr.	12,600,000 63,000,000fr.

Le même écrivain évalue les produits de la librairie américaine pour l'année 1856 à la somme de 16 millions de dollars environ (80 millions de francs), qu'il répartit ainsi :

	dollars.	francs.
Ville de New-York.............	6 000 000	30 000 000
Boston........................	2 500 000	10 000 000
États de la Nouvelle-Angleterre...	600 000	3 000 000
Philadelphie..................	3 400 000	17 000 000
Cincinnati....................	1 300 000	5 200 000

	dollars.	francs.
États du Nord-Ouest...........	100 000	500 000
District de Columbia (publications du gouvernement)............	750 000	3 750 000
États du Sud et du Sud-Ouest....	750 000	3 750 000

De 1851 à 1857 inclusivement, il a été importé aux États-Unis des livres pour une valeur annuelle ainsi répartie :

	dollars.	francs.
1851...........................	494 152	2 470 760
1852...........................	567 715	2 838 575
1853...........................	723 221	3 616 105
1854...........................	916 889	4 584 445
1855...........................	893 371	4 466 855
1856...........................	767 308	3 836 540
1857...........................	884 404	4 372 020

Une particularité à signaler à propos du commerce de la librairie aux États-Unis, c'est qu'il se tient deux fois par an à New-York, à Philadelphie et à Cincinnati, des ventes à l'encan, alimentées par les éditeurs, et auxquelles assistent les libraires détaillants. Ces ventes ont lieu depuis trente ans avec un plein succès, et il s'y débite annuellement de 600 000 dollars (3 millions de francs) à un million de dollars (5 millions de francs) de livres.

Classification de tous les livres publiés aux États-Unis du 1er janvier 1856 au 1er mars 1858.

	Nombre des Ouvrages.	Nombre des Volumes
Éducation.............................	748	761
Histoire naturelle, physique, agriculture....	160	168
Biographie...........................	213	247
Essais, poésie et fiction.................	1667	1914
Théologie.............................	842	877
Histoire..............................	231	276
Livres pour la jeunesse..................	117	151
Musique..............................	154	154
Voyages..............................	157	169
A reporter............	4289	4717

	Nombre des Ouvrages.	Volumes.
Report	4289	4717
Médecine	138	147
Droit	28	28
Classiques	61	62
Sciences mécaniques	80	91
Divers	290	317
Totaux	4886	5362

La presse est nécessairement le bras droit de tous les gouvernements populaires; c'est ce qui explique l'immense développement du journalisme aux États-Unis. Le dernier recensement de 1860 constate qu'à cette époque, la circulation annuelle des journaux, revues et publications périodiques était de 927 951 548 exemplaires, ou dans la proportion de 34.36 pour chaque homme, femme ou enfant blanc faisant partie de la population. En 1850, elle était de 426 409 978 : ce qui donnait la proportion de 21.81 exemplaires pour chaque personne blanche; de sorte que l'accroissement proportionnel dans l'intervalle de ces dix années, a été de 117.61 pour cent, tandis que l'augmentation de la population blanche pendant la même période n'a été que de 38.12 pour cent. Sur le chiffre total des numéros de journaux qui circulent dans le pays, les trois États du New-York, de la Pennsylvanie et du Massachusetts fournissent 539 026 124 exemplaires, c'est-à-dire bien plus de la moitié.

En outre de ces publications indigènes, il entre aux États-Unis une quantité considérable de journaux étrangers. Le *British Almanac and companion* (*Almanach et Guide anglais*) de 1862 répartit cette importation de la manière suivante : journaux d'Angleterre, 1 557 689 exemplaires; de France, 570 655; de Brême, 41 171; de Prusse, 83 349. Ces chiffres ne comprennent que les journaux, sans tenir compte des revues, dont quelques-unes sont réimprimées aux États-Unis.

Chaque numéro des journaux quotidiens de New-York et de plusieurs autres villes contient, en texte imprimé, la matière de 64 pages in-8° ordinaire.

Le gouvernement n'a aujourd'hui aucun organe officiel; mais, au besoin, il se sert de la presse indépendante pour se mettre en rapport avec le public. Autrefois, un journal fondé à l'aide de capitaux privés était reconnu comme officiel par le gouvernement; mais cet usage a été abandonné.

Aux États-Unis, en 1860, on portait le nombre des

journaux quotidiens. . . . . à	386
Tri-hebdomadaires	146
Semi-hebdomadaires.	164
Hebdomadaires	3153
Mensuels et semi-mensuels.	280
Trimestriels.	29
Littéraires et variés.	521
Religieux	191

Les États même dont la colonisation est la plus récente sont loin d'être dépourvus d'une presse locale. Il se publiait, en 1859, 99 journaux en Californie, et 86 au Texas, en 1860.

Des 4052 journaux et revues publiés aux États-Unis, lors du recensement de 1860, 3242 ou 80.02 pour cent s'occupaient plus ou moins de questions politiques; 298 ou 7.58 pour cent étaient consacrés à la littérature, et 277 ou 6.83 pour cent à la théologie et à la religion.

La presse religieuse des États-Unis se distingue en général par une grande dignité et un talent littéraire incontestable.

CHAPITRE III.

Églises et sectes religieuses.

La constitution des États-Unis porte que le Congrès ne doit faire aucune loi soit pour l'établissement, soit pour l'interdiction d'une religion quelconque; et ce principe est consacré dans toutes les constitutions locales des États. Malgré cela, il n'est pas de pays au monde qui compte un plus grand nombre d'églises et dépense davantage, proportionnellement à la richesse de la population, pour l'instruction religieuse.

Le tableau suivant, qui repose sur les renseignements fournis par le recensement, indique les noms des différentes communions existant en 1860, le nombre de leurs adhérents, et celui des membres des clergés respectifs :

NOMS.		NOMBRE DES		
		ÉGLISES.	MINISTRES	ADHÉRENTS.
Catholiques		2,517	2,317	3,177,140
Luthériens		2,017	1,134	232,780
Allemands	Réformés	1,020	360	79,000
	Évangéliques	»	1,150	33,000
Hollandais protestants réformés		409	410	50,304
Baptistes	Réguliers	12,578	8,970	1,036,756
	Antimissionnaires	11,800	850	60,000
	du 7e Jour	56	75	6,786
	des 6 Commandements	18	16	3,000
	du Libre-Arbitre	1,298	1,246	61,441
	Frères de la Rivière	80	65	7,000
	Winebrennariens	275	140	14,000
	Dunkers	160	250	8,700
	Mennonites	800	250	36,280
Méthodistes	Episcopaliens	9,922	6,934	988,523
	Protestants	1,400	2,200	99,000
	Wesleyens	523	565	21,000
	Africains	»	193	26,746
Église méthodiste épiscopale du Sud		»	2,591	499,694
Presbytériens	Vieille-École	2,767	8,684	300,814
	Nouvelle-École	»	»	»
	Cumberland	1,188	»	84,249
	Unis	634	408	55,547
	Réformés associés	»	94	2,009
Épiscopaliens		2,045	2,079	160,000
Congrégationalistes	Orthodoxes	2,676	2,581	257,634
	Unitaires	251	297	30,000
Universalistes		1,202	693	600,000
Disciples (campbellistes)		2,000	2,000	350,000
Chrétiens (unitaires)		2,200	1,500	180,000
Second avent		»	»	20,000
Quakers (amis)	Orthodoxes	»	»	54,000
	Hicksites	»	»	40,000
	Shakers	»	»	4,700
Frères unis en Jésus-Christ		913	1,278	82,013
Frères unis (moraves)		32	46	8,275
Swedenborgiens		57	49	1,850
Israélites		70	»	200,000
Mormons		»	»	61,000

La communion la plus nombreuse, d'après ce tableau, est la *Catholique Romaine;* différente en cela des sectes protestantes, elle comprend presque toute la population qui fréquente ses églises. Elle possède des temples dans tous les États; mais c'est principalement dans les États du New-York, de la Pennsylvanie, de l'Ohio, du Maryland, du Kentucky, de la Louisiane, du Missouri,

de l'Indiana, du Massachusetts, de l'Iowa, du Wisconsin, du Nouveau-Mexique et de la Californie, que l'on trouve des catholiques. Toutefois, il n'y a qu'un petit nombre d'entre eux qui soient d'origine américaine; la plupart sont des émigrants irlandais, français et allemands, et leurs descendants immédiats.

La secte la plus nombreuse, après le catholicisme, c'est celle des *Méthodistes*, divisée en plusieurs corporations professant en général à peu près les mêmes doctrines, mais différant entre elles soit par leur manière d'envisager l'esclavage, soit par leurs idées relatives au gouvernement ecclésiastique, à la représentation laïque, aux prédications ambulantes, etc. Il existe un petit nombre d'Églises, — quelques-unes sont en majorité composées de Gallois et de leurs descendants, — qui, tout en pratiquant les doctrines calvinistes, adhèrent à la constitution de l'Église méthodiste, et sont désignées sous le nom de communautés méthodistes, calvinistes ou congrégationalistes. Le *Méthodisme* est la secte dominante dans les États du Centre, du Sud, du Sud-Ouest et de l'Ouest, sans doute aussi dans les États et les Territoires riverains de l'océan Pacifique; et dans la Nouvelle-Angleterre, il occupe le second ou le troisième rang.

Après les *Méthodistes* viennent les *Baptistes*, divisés également en plusieurs sectes. Les *Baptistes de la communion régulière* ou restreinte sont de beaucoup plus nombreux et occupent le second rang, quant au nombre, dans les États du Sud, du Sud-Ouest et de l'Ouest, et peut-être aussi dans la Nouvelle-Angleterre. Les *Baptistes du Libre-Arbitre* sont limités aux États du Nord et du Nord-Ouest, et c'est dans le Maine, le New-Hampshire, le Michigan, le Wisconsin et l'Iowa qu'ils sont le plus nombreux. Les *Baptistes du Septième Jour* et ceux des *Six Commandements* habitent pour la plupart le Rhode-Island, le Connecticut et le New-York. L'*Église de Dieu*,

ou les *Winebrennariens*, diffèrent fort peu des ***Baptistes réguliers;*** on les rencontre principalement dans la Pennsylvanie. C'est aussi dans cet État et dans ceux de l'Ohio, de la Virginie et du New-York qu'habitent presque exclusivement les *Mennonites* et les *Dunkers* ou *Junkers*. Les *Disciples,* ou sectateurs d'Alexandre Campbell, pratiquent aussi l'immersion ; mais ils ne sont pas ordinairement rangés parmi les Baptistes; le plus grand nombre se trouve dans la Virginie, le Kentucky, l'Ohio, la Pennsylvanie, l'Indiana, l'Illinois et le Tennessee.

Les corporations *Presbytériennes* sont ensuite les plus nombreuses. La plus importante et la plus riche est l'Église presbytérienne de la *Vieille-École*, dont la plus forte congrégation est répandue dans les États du Centre, du Sud et du Sud-Ouest. Les *Presbytériens* de la *Nouvelle-École* habitent principalement les États du Centre et de l'Ouest; et les *Presbytériens* du *Cumberland*, ceux du Sud-Ouest.

L'Église *Hollandaise Protestante Réformée* prospère surtout dans les États du New-York et du New-Jersey; l'Église *Allemande Réformée*, dans la Pennsylvanie, le Maryland, la Caroline du Nord et l'Ohio; les *Luthériens*, dont le plus grand nombre sont des émigrants allemands, suédois et danois, habitent notamment la Pennsylvanie, l'Ohio, le New-York, la Caroline du Nord, la Caroline du Sud, la Virginie, le Maryland, l'Indiana, l'Illinois, le Missouri et le Wisconsin.

L'Église *Épiscopale Protestante,* quoique comptant un moins grand nombre de fidèles que la plupart de celles que nous venons de citer, est une secte influente et importante. A New-York, à Philadelphie et peut-être dans quelques autres grandes villes des États-Unis, ses congrégations sont plus riches que celles d'aucune autre secte. Avant la révolution, elle était l'Église « dominante » du New-York et de la Virginie, et elle est encore une des

principales sectes de ces États, ainsi que de ceux du Maryland, du Connecticut et de la Pennsylvanie.

Les *Congrégationalistes* sont divisés en deux corporations, les *Orthodoxes* ou *Trinitaires* et les *Unitaires*. Les premiers sont répandus principalement dans la Nouvelle-Angleterre et ont un nombre considérable d'églises dans le New-York et dans chacun des États de l'Ouest et des États voisins de l'océan Pacifique; mais ils en possèdent très-peu dans ceux du Centre, du Sud et du Sud-Ouest. C'est dans le Massachusetts que les *Unitaires* sont en plus grand nombre; ils forment, en outre, quelques congrégations, principalement dans les villes et les gros villages du Maine, du New-Hampshire, du Vermont, du Connecticut, du New-York, du district de Columbia, du Maryland, de la Virginie, de la Caroline du Sud, de l'Alabama, de la Louisiane, du Missouri et de la Californie.

La secte qui prend le nom distinctif de *Chrétiens* peut être considérée comme une secte de Baptistes Unitaires ayant une direction ecclésiastique analogue à celle des Méthodistes. C'est dans le Tennessee, le Kentucky, l'Ohio, l'Indiana, le Missouri et le New-York que ses adhérents sont en plus grand nombre; mais on en trouve dans presque tous les autres États.

Les *Universalistes* habitent principalement les États de la Nouvelle-Angleterre, le New-York, la Pennsylvanie, le Kentucky, l'Ohio, le Michigan, l'Indiana, l'Illinois et le Wisconsin. Ils se divisent en deux fractions : les *Restaurationistes* et les *Universalistes* proprement dits; mais les données manquent pour établir la force numérique comparative de chacune d'elles.

Les *Amis* ou *Quakers* sont partagés en deux corporations : les *Orthodoxes* ou *Trinitaires* et les *Hicksites* ou *Unitaires*.

Dans ces dernières années, un grand nombre de per-

sonnes ont accordé leur croyance aux phénomènes connus sous la dénomination de manifestations ou communications des esprits, et quelques-unes ont formé des congrégations dans le but d'établir un culte qui repose sur les révélations de ces soi-disant intermédiaires (*mediums*) spirituels ; toutefois ces organisations n'embrassent qu'un faible nombre de ceux qu'a attirés le *Spiritisme*. Voici la statistique qu'Andrew J. Davis, un des plus fervents adeptes de cette nouvelle école, établit, dans le *Héraut du progrès* du 4 juillet 1860, des *Spirites* aux États-Unis : mediums donnant des consultations médicales, 147 ; mediums tombant en extase, près de 200 ; mediums accomplissant diverses manifestations physiques, nombre probable, 55 ; mediums capables de représenter les personnes évoquées, d'écrire, de peindre, etc., au moins 38 000 ; croyants déclarés, plus de 4 millions. En 1860, 8 journaux et revues hebdomadaires étaient consacrés à l'explication et à la propagation du spiritisme.

Il existe des sectes moins importantes qui ne sont point affiliées aux communions principales, notamment les *Moraves*, ou *Frères unis en Jésus-Christ*, qui sont répandus surtout dans l'Ohio, dans la Pennsylvanie et dans l'Indiana ; l'Église de la *Jérusalem nouvelle*, ou les *Swedenborgiens*, qu'on rencontre dans le Massachusetts, et surtout dans les campagnes ; les *Shakers* (quakers trembleurs), qui ont des communautés dans cinq ou six États ; et les *Mormons*, établis en majorité dans le territoire de l'Utah, où ils forment une société isolée.

Dans la plupart des grandes villes de l'Union, il y a des congrégations *Israélites* formant une population totale de 200 000 âmes environ, composée en grande partie d'émigrants allemands et polonais. Les plus importantes sont celles de New-York, de Philadelphie, de Baltimore, de Cincinnati, de San-Francisco, de la Nouvelle-

Orléans et de Charleston. En 1860, elles possédaient 170 synagogues. La congrégation entretient deux journaux.

Le salaire du clergé américain suffit en général à son entretien. Le chiffre moyen du traitement annuel des ministres congrégationalistes et presbytériens est évalué à 700 dollars (3500 fr.); celui du clergé de l'Église hollandaise réformée et des épiscopaliens, à 600 dollars environ (3000 fr.); des ministres baptistes, à environ 300 dollars (1500 fr.); des ministres méthodistes, à 400 dollars (2000 fr.); enfin, des prêtres catholiques, à 500 dollars (2500 fr.).

LIVRE XI.

VOIES DE CIRCULATION PUBLIQUES.

CHAPITRE I.

Chemins de fer.

Les distances considérables qui séparent entre elles les grandes villes des États-Unis[1], et les grandes régions agricoles et minières des marchés situés sur le bord de la mer, ont rendu de la plus haute importance la construction de voies de communication entre les différentes parties du pays. Aussi les États-Unis possèdent-ils déjà plus de chemins de fer, de lignes télégraphiques et de canaux qu'aucune autre contrée. Le gouvernement s'est occupé de bonne heure de l'établissement de routes macadamisées commodes et solides, au nombre desquelles nous citerons la grande route nationale de Baltimore à Saint-Louis, passant par Wheeling, Cincinnati, etc., et celle de Bangor à Hamilton, dans le Maine. L'invention des chemins de fer et l'application de la vapeur à la locomotion ont fait abandonner la construction de ce

1. Voir le tableau des distances, appendice D.

genre de route comme désormais inutile, et ont donné à celle des voies ferrées une impulsion qui a produit des résultats surprenants pendant les trente années qui viennent de s'écouler.

En 1832, on ne comptait que 131 milles (211 kilom.) de chemin de fer en exploitation. De 1832 à 1842, il en a été construit 3 746 milles (6 027 kilomètres) de plus; de 1842 à 1852, 7001 (11 265 kilomètres); de 1852 à 1862, 22 320 (35 913 kilomètres environ).

Le tableau suivant indique le parcours des chemins de fer aux États-Unis au 1er janvier 1862 et les sommes qu'ils ont coûté :

NOMS DES ÉTATS.	EN EXPLOITATION au 1er janvier 1852.	AU 1er JANVIER 1862		PRIX DE LA VOIE et du MATÉRIEL.
		CONSTRUITS et en CONSTRUCTION	EN EXPLOITATION	
	milles (a).	milles.	milles.	dollars (b).
Maine	283	639 78	449 56	16,901,057
New-Hampshire	463	684 29	657 88	22,676,234
Vermont	369	575 67	555 07	22,586,705
Massachusetts	1,053	1,880 01	1,257 73	58,091,457
Rhode-Island	50	136 82	104 32	4,475,488
Connecticut	570	751 90	616 76	22,519,446
New-York	1,751	3,302 17	2,768 52	131,142,742
New-Jersey	290	809 26	632 28	30,130,585
Pennsylvanie	1,326	3,598 65	2,918 46	147,748,900
Delaware	16	157 00	136 59	4,847,357
Maryland	355	528 80	445 80	22,414,958
Virginie	443	2,316 98	1,729 20	66,759,158
Caroline du Nord	249	1,287 42	943 30	17,687,295
Caroline du Sud	283	1,015 93	966 93	21,990,909
Géorgie	665	1,603 16	1,419 15	28,543,595
Floride	21	586 50	401 50	8,628,000
Alabama	113	1,434 70	743 16	19,851,067
Mississipi	65	1,072 12	867 12	23,098,060
Louisiane	117	838 00	338 75	12,329,069
Texas	»	2,687 00	402 50	14,431,345
Arkansas	»	704 33	38 50	2,800,000
Tennessee	134	1,403 49	1,253 28	32,289,852
Kentucky	93	859 90	531 20	18,875,164
Ohio	890	5,094 00	4,232 00	118,360,158
Michigan	474	1,404 15	799 30	32,296,379
Indiana	538	2,437 17	2,169 17	72,391,865
Illinois	271	3,849 70	3,041 20	113,591,014
Wisconsin	20	2,223 09	922 09	33,630,693
Minnesota	»	1,167 50	6 60	2,000,000
Iowa	»	2,086 80	892 15	21,382,557
Missouri	»	1,626 60	898 45	43,999,315
Kansas	»	1,000 00	10 00	250,000
Californie	»	348 23	70 05	3,600,000
Orégon	»	3 80	3 80	80,000
Totaux	10,900	51,114 92	33,222,37	1,192,400,424

(a) Le mille vaut 1609 mètres. (b) Le dollar vaut 5 francs.

On a constaté que les chemins de fer américains transportent annuellement 850 tonnes (862 750 kilogr.) de marchandises par mille (1609 mètres) en exploitation. Ce qui donnerait un total annuel de 26 millions de tonnes (26390 millions de kilogr.); et, en calculant la tonne (1015 kilogr.) à 150 dollars (750 fr.), la somme

totale de 3900 millions de dollars (19500 millions de francs).

On lit dans le rapport du directeur du recensement en date du 19 mai 1862:

« Tandis que l'augmentation dans la quantité de milles construits dans ces dix dernières années a été de près de 300 pour cent, et que les capitaux engagés dans cette branche d'industrie ont été encore plus considérables, les avantages résultant de ces travaux ont augmenté dans une proportion bien plus grande encore.

« Jusqu'au commencement de la période, les chemins de fer des États-Unis étaient sans importance, comparativement au commerce intérieur du pays. Presque toutes les lignes alors en exploitation étaient des entreprises locales ou isolées, et n'avaient pas commencé, tant sous le rapport de l'étendue que sous celui de l'ensemble, à former ce vaste système continu, composé de parties toutes reliées entre elles, dont le réseau couvre et embrasse aujourd'hui toutes les régions de cet immense territoire, fait contribuer chaque entreprise à la circulation générale et à l'avantage de tous, et fournit à presque tous les citoyens des États-Unis des moyens de locomotion et un marché pour ainsi dire à leur porte.

« Avant la dernière décade, il n'y avait qu'une ligne d'achevée entre la mer et les grands bassins intérieurs du pays, dont les produits jouent un rôle si important dans notre commerce intérieur et extérieur ; et même cette ligne, formée des divers tronçons dont se compose aujourd'hui le chemin du centre de l'État de New-York, était assujettie, pour le transport des marchandises, à des droits de péage sur des canaux, et à d'autres charges et restrictions qui équivalaient à une véritable prohibition. Le commerce résultant des chemins de fer des États-Unis a donc, à peu d'exceptions près, pris naissance dans le courant des dix dernières années.

« La ligne qui a été ouverte en second lieu, et qui relie à la mer les lacs, les fleuves et les rivières de l'Ouest, est celle qui va de Boston à Ogdensburg, et qui est composée de tronçons distincts, dont le dernier a été achevé en 1850.

« La troisième ligne est celle de New-York au lac Érie; elle a été livrée à la circulation le 22 avril 1851.

« La quatrième, dans l'ordre géographique, est celle de la Pennsylvanie, achevée en 1852; mais la partie qui traverse les montagnes n'a été livrée qu'en 1854. Avant cette année, on franchissait les faîtes au moyen d'une série de plans inclinés pourvus de machines fixes construites par l'État.

« La cinquième grande ligne, de Baltimore à l'Ohio, a été livrée à la circulation en 1853, et prolongée dans la direction du Sud. En 1850, la rivière Tennessee, affluent du Mississipi, a été atteinte par le chemin de fer de l'Ouest et de l'Atlantique, qui a son point de départ dans l'État de la Géorgie; et le Mississipi lui-même l'a été, en 1859, par le chemin de Charleston à Memphis.

« Dans l'extrême nord, le chemin de fer de l'Atlantique et du Saint-Laurent, connu actuellement sous la dénomination de Grand-Tronc, était déjà terminé en 1853.

« En 1858, le réseau de la Virginie est venu s'embrancher avec le chemin de Charleston à Memphis et avec celui de Nashville à Chattanooga.

« La sixième grande ligne, qui relie l'intérieur à la mer, est l'artère du vaste réseau qui embrasse maintenant le pays tout entier. Elle a ouvert des débouchés aux produits de l'intérieur, qui n'eussent eu presque aucune valeur commerciale sans ces voies de communication perfectionnées, sur lesquelles le prix de transport n'est pas le dixième de celui des chemins ordinaires.

« Les lignes que nous venons d'énumérer, complétées en quelque sorte par le canal d'Érie, fournissent actuel-

lement d'amples ressources à l'expédition et au transit à bas prix des denrées qui se vendent sur les marchés de l'Est, et pourraient, sans frais supplémentaires; transporter tout le surplus des produits de l'intérieur. »

On s'occupe actuellement de la construction d'un chemin de fer qui doit relier les États situés sur l'océan Atlantique aux États situés sur l'océan Pacifique; lorsqu'il sera achevé, ce sera une des merveilles du monde. La compagnie qui a entrepris ce grand travail a été constituée en vertu d'une loi du Congrès, passée le 1er juillet 1862, autorisant ladite compagnie à construire, entretenir et exploiter une voie ferrée et une ligne de télégraphe se continuant sans interruption à partir d'un point situé sur le 100e degré de longitude ouest du méridien de Greenwich, entre la lisière méridionale de la vallée de la Rivière-Républicaine et la lisière septentrionale de la vallée de la Rivière-Plate dans le territoire de Nebraska. Le fonds social est divisé en 100 000 actions de 1000 dollars (5000 fr.), dont aucun actionnaire ne peut posséder plus de 200. La loi accorde à la compagnie le droit de passage à travers les terres publiques, la jouissance de 200 pieds de terrain de chaque côté du tracé, et la faculté d'approprier à son usage tous les matériaux nécessaires à la construction du chemin, qui peuvent se trouver sur les terres publiques riveraines. Elle lui donne, en outre, la propriété d'une section de terre sur deux (650 acres), des deux côtés du chemin, jusqu'à concurrence de cinq sections, ainsi alternées, par mille (1609 mètres) de chaque côté et dans un rayon de 16 milles (16 kilomètres) de la voie ferrée, pourvu que ces sections ne soient point des terres vendues, réservées ou autrement aliénées, et surtout des terres minières.

De plus, le gouvernement, pour venir en aide à la compagnie, lui accorde, dès que 40 milles (64 kilom.) non interrompus de voie ferrée et de télégraphe seront

mis en état de fonctionner, une subvention en obligations remboursables en 30 années, portant intérêt à 6 pour 100, à raison de 16 obligations par mille pour chaque section de 40 milles ainsi spécifiée. Ces obligations constitueront une première hypothèque sur le chemin et les propriétés de la compagnie.

La loi pourvoit également à la construction d'embranchements sur la ligne principale; cependant aucun de ces embranchements ne sera probablement mis à l'entreprise qu'après l'achèvement de la voie directe. Celle ci aura, dit-on, environ 1500 milles (2414 kilom.) de longueur, et le quart n'en coûtera pas plus de 6000 dollars (30 000 francs) par mille. Malgré la guerre, qui n'a pas empêché d'adjuger certaines parties des travaux, il y a tout lieu d'espérer que le chemin sera en exploitation en 1872 : espérance qui ne saurait guère être taxée d'extravagance, car le parcours des chemins de fer construits aux États-Unis s'est accru dans les dix dernières années de 22 000 milles (35 398 kilomètres), c'est-à-dire de plus de 14 fois la longueur projetée du chemin du Pacifique, moyennant un déboursé de 838 192 781 dollars (4 190 963 905 francs) et sans aide du gouvernement, sauf l'allocation de terres publiques pour une partie des chemins.

On a calculé que lorsque le chemin du Pacifique sera construit, à part l'accroissement probable du commerce, il en résultera pour les négociants américains, rien que dans le change sur la Chine, une économie de 3 600 000 dollars (18 millions de francs); et que le transport des voyageurs et des marchandises entre les États situés sur l'océan Atlantique et les États situés sur l'océan Pacifique, qui coûte aujourd'hui 75 807 000 dollars (379 35000 francs), ne coûtera plus que 22 970 466 dollars (114 852 330 francs).

CHAPITRE II.

Canaux.

Les premiers canaux qui aient été ouverts aux États-Unis sont ceux de South-Hadley et des chutes de Montaigue, construits en 1792 par une compagnie de l'État du Massachusetts pour passer les rapides; le premier n'avait que 2 milles (3 kilom. 218 mètres), et le second 3 milles (4 kilom. 827 mètres) de longueur.

Le canal de Middlesex, d'une longueur de 27 milles (43 kilom.), reliant le port de Boston avec la rivière Merrimac à Lowell, a été achevé en 1808.

C'est en 1825 qu'a été terminé le canal d'Érie, qui unit les grands lacs à la rivière Hudson et à l'océan Atlantique, à Buffulo et à Albany; c'est certainement l'entreprise la plus considérable de ce genre exécutée en Amérique. Ce canal a 363 milles (584 kilom.) de longueur et a coûté 7 602 000 dollars (38 10 000 francs). Depuis sa construction, sa largeur a été portée à 70 pieds au niveau des eaux et à 42 pieds au fond, avec 7 pieds d'eau et 14 pieds de chemin de halage. Pendant la saison de 1861, ce canal a transporté 2 300 000 tonneaux de céréales d'une valeur de 70 millions de dollars (350 mil-

lions de francs) ; la quantité moyenne des chargements était de 163 tonnes par voyage.

En 1858, on comptait aux États-Unis 3188 milles et demi de canaux, ayant coûté plus de 90 millions de dollars (450 millions de francs); depuis lors, l'élargissement des canaux d'Érie et de Champlain, dans l'État de New-York, a été achevé; ceux de la Virginie ont été prolongés, et celui de l'Illinois agrandi. La dépense totale jusqu'en 1862 a atteint le chiffre de 100 millions de dollars (500 millions de francs).

Le tableau suivant indique la longueur, le prix de revient et la capacité de tous les canaux des États-Unis :

NOMS.	LONGUEUR EN milles.	COUT total.	COUT par mille.	CONTENANCE des bateaux.
		dollars.	dollars.	tonneaux.
Érie	363	7,143,789	19,679	80
Champlain	63	1,257,604	19,692	»
Chenango	97	2,419,956	24,948	»
Division du Centre	173	5,307,252	30,677	80
— de l'Ouest	104	3,096,522	»	»
— de la Susquehanna	39	1,039,256	26,647	»
Embranchement du Nord	73	1,096,178	15,016	»
Prolongement du Nord	90	3,528,302	39,203	80
Division du Delaware	60	1,275,715	21,261	»
Schuylkill	108	2,500,176	23,149	»
Lehigh	85	4,455,099	51,208	100
Union	82	»	»	»
Delaware et Hudson	108	2,500,000	23,150	50
Élargissement —	108	6,500,000	60,200	140
Canal d'alimentation de la Delaware et du Raritan	43	2,844,103	66,150	228
Morris et Essex	101	3,100,000	30,693	»
Chesapeake et Delaware	13½	2,750,000	203,703	»
Chesapeake et Ohio	191	10,000,000	52,356	150
Ohio et Érie	307	4,695,824	15,300	»
Miami	178	3,750,000	21,067	»
Sandy et Beaver	76	1,500,000	19,722	80
Rivières James et Kanawha	147	5,020,050	34,150	»
Wabash et Érie	379	»	»	»
— —	90	3,057,120	33,968	»
Illinois et Michigan	102	8,654,337	84,840	150

Les frais de transport du charbon sur le canal de

Chesapeake et Ohio, de Cumberland à Georgetown, sont évalués à 4 millièmes de dollar 1/2 le tonneau par mille (1609 mètres); sur le canal du Schuylkill et du Delaware, à 6 millièmes le tonneau par mille; et sur le chemin d'Érie, de 6 millièmes 5/10 à 6 millièmes 9/10 par mille.

Le canal d'Érie a réduit les frais de transport d'un tonneau de marchandise de Buffalo à New-York par les routes ordinaires de 100 dollars (500 francs) à 2 dollars 50 (22 francs 50).

CHAPITRE III.

Télégraphes.

L'honneur de l'invention du télégraphe électro-magnétique et chimique, transmettant des caractères écrits, revient à un Américain. Le professeur J. F. B. Morse, artiste peintre, naquit dans l'Etat de Massachusetts le 27 avril 1791. C'est en 1835, à New-York, qu'il exposa le premier télégraphe à impression qui eût jamais été construit. En 1838, il s'adressa au Congrès pour solliciter le concours du gouvernement à l'effet de construire, comme essai, une ligne télégraphique de Washington à Baltimore.

En 1843, le Congrès alloua une somme de 30 000 dollars (150 000 francs) pour l'exécution de ce projet, et en 1844, le message du président fut transmis à Baltimore par le télégraphe électro-magnétique. Cette précieuse invention n'a pas tardé à être appréciée comme elle le mérite, et pendant ces dix-huit dernières années, des lignes ont été établies, sur le même principe, aux États-Unis, dans diverses parties de l'Amérique du Sud et dans presque tous les pays de l'hémisphère oriental. Les souverains et les gouvernements de l'Europe se sont montrés très-généreux envers le professeur

Morse, qu'ils ont comblé d'honneurs. En 1848, il a reçu du sultan de la Turquie la décoration du Nishan-Iftichar en diamants; du roi de Prusse, du roi de Wurtemberg et de l'empereur d'Autriche, des médailles d'or rémunératrices du mérite scientifique; celle que lui donna le premier de ces princes était enchâssée dans une tabatière en or massif. L'empereur des Français le nomma, en 1856, chevalier de la Légion d'honneur; le roi de Danemark, en 1857, chevalier de Dannebrog; et la reine d'Espagne, en 1858, commandeur de l'ordre d'Isabelle la Catholique. Il est, en outre, membre d'un grand nombre de sociétés savantes d'Europe et d'Amérique. L'hommage le plus récent et le plus distingué qui lui ait été rendu consiste dans le don honorifique qui lui a été fait par plusieurs gouvernements européens, dont les représentants se sont réunis à Paris, d'après le vœu émis par l'empereur actuel des Français, pour s'entendre sur le meilleur moyen de donner à l'inventeur un témoignage d'estime collectif. Dix États, la France, la Russie, la Suède, la Belgique, la Hollande, l'Autriche, la Sardaigne, la Toscane, le Saint-Siége et la Turquie s'étaient fait représenter à ces conférences, qui ont duré deux jours et ont abouti au vote d'une somme de 400 000 francs en faveur de M. Morse, comme récompense honorifique et personnelle de ses utiles travaux.

En 1862, il y avait aux États-Unis environ 50 compagnies et de 50 à 60 000 milles (de 80 à 90 000 kilom.) de télégraphes, sans compter les nombreuses lignes construites pour l'usage particulier des armées, et dont la longueur et l'importance varient suivant les besoins de la guerre. Presque tous les chemins de fer sont accompagnés d'une ligne parallèle, d'où rayonnent de petites lignes latérales. Les principales compagnies sont la « Magnétique, » entre Washington et la Nouvelle-Orléans; la Compagnie de l'Ohio à la Nouvelle-Orléans; —

de l'Ohio au Mississipi ; — de Cleveland à Cincinnati ; — de Pittsburg à Louisville par Cincinnati ; — de l'océan Atlantique à l'Ohio, allant de Philadelphie à Pittsburg ; — la Compagnie américaine, dont la ligne s'étend de New-York à Boston ; — celle du Maine, etc. ; — celle de New-York à Buffalo ; — du lac Erie à Saint-Louis par Chicago ; — de Boston au Vermont ; — de Chicago à Milwaukie ; — de Saint-Louis et du Missouri, etc.

Le prix de revient des lignes télégraphiques américaines est de 90 dollars (450 francs) à 110 dollars (550 francs) par mille (1609 mètres).

Voici quel est le tarif du service télégraphique entre les principaux points pour dix mots ; il est alloué dix mots en sus pour l'adresse et la signature.

STATIONS.	DISTANCES à vol d'oiseau en milles légaux.	DISTANCES à vol d'oiseau en kilom.	LES PREMIERS 10 mots. s. d.	LES PREMIERS 10 mots. fr. c.	LES SECONDS 10 mots. s. d.	LES SECONDS 10 mots. fr. c.
New-York à Newark.....	12	19	0 10	0 50	0 5	0 50
— Philadelphie.	80	129	1 0½	1 25	0 10	1 »
— Albany......	103	166	1 8	2 »	1 3	1 50
— Washington..	210	338	2 1	2 50	2 1	2 50
— Charleston....	635	1022	5 10	7 »	3 9	4 50
— Nlle.-Orléans..	1160	1865	10 0	12 »	5 10	7 »

C'est en 1848 que le Bureau des brevets des États-Unis a délivré un brevet pour le télégraphe à impression inventé par M. House ; mais ce brevet porte la date du 18 avril 1846, époque où en fut faite la demande. C'est à l'aide de cet appareil que la première dépêche qui eût jamais été transmise par une ligne télégraphique fut envoyée, dans l'automne de 1847, de Cincinnati à Jeffersonville, en face de Louisville (Kentucky), sur un trajet de 150 milles (241 kilom. environ). Ce système

est regardé comme une des inventions les plus merveilleuses et les plus parfaites auxquelles ait donné lieu la télégraphie. On peut imprimer avec soin et exactitude de 250 à 260 lettres au maximum par minute, et les nouvelles, en partie abrégées, ont été transmises par les fils électriques aux journaux, à raison de plus de 3000 mots par heure, à l'aide d'un seul instrument.

La compagnie du télégraphe de l'océan Atlantique, constituée par une loi du Parlement Anglais en 1857, a, l'année suivante, posé un câble de télégraphe sous-marin entre Valencia, sur la côte d'Irlande, et l'île de Terre-Neuve. La longueur du câble était de 1640 milles marins. Ce télégraphe a fonctionné plus ou moins complétement sans interruption pendant trois semaines, dans le cours desquelles la direction évalue à 400 le nombre des messages transmis par cette voie; mais au bout de ce temps, les communications ont tout à fait cessé.

L'essai, qui a résolu le problème de la possibilité d'établir un télégraphe transatlantique, a absorbé le fonds social de la compagnie, qui était de 462860 livres sterling (11 569 500 francs). On tente en ce moment d'asseoir l'entreprise sur des bases plus solides et plus sûres. La compagnie a fait appel aux souscripteurs pour former un nouveau fonds social de 600000 livres sterling (15 millions de francs), somme qui, jointe au premier capital, fera un total de 1 062 860 livres sterling (26 571 500 francs).

En admettant que le nombre des messages transmis par jour s'élève à 240, au taux de 2^{s} 6^{d} (3 fr.) par mot, et moyennant un subside annuel du gouvernement de 28 000 livres sterling (700 000 francs), et des remises de la part d'autres compagnies, selon conventions arrêtées, évaluées à 50 000 livres sterling (250 000 francs), la direction compte, en cas de réussite, réaliser un revenu brut de 438 000 livres sterling

(11 950 000 francs) par an; et, déduction faite des frais d'exploitation en Irlande, dans l'île de Terre-Neuve et à Londres, un bénéfice net de 413 000 livres sterling (10 325 000 francs).

On a calculé que le câble, lorsqu'il sera replacé avec tous les perfectionnements qu'on se propose d'apporter à sa composition et à son installation, ne transmettra pas moins de 12 mots par minute.

LIVRE XII.

FORME DU GOUVERNEMENT.

CHAPITRE I.

Distribution des pouvoirs.

Les inconvénients résultant de tentatives faites pour traiter les divers États de l'Union comme autant de souverainetés indépendantes, confédérées dans un but unique de défense et de protection mutuelles, ont conduit à l'abandon des anciens articles de la Confédération et à l'adoption de la constitution actuelle, qui donne au gouvernement fédéral tous les pouvoirs nécessaires aux intérêts communs des États, et laisse au peuple des États et aux municipalités les pouvoirs qui ne peuvent être exercés avec fruit et intelligence que dans les juridictions locales. D'où il suit que tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément donnés au gouvernement fédéral par la constitution, ni défendus par elle aux États, sont réservés aux États respectifs ou au peuple.

Le gouvernement se subdivise en trois branches : le pouvoir exécutif, le pouvoir législatif et le pouvoir judiciaire.

Le pouvoir exécutif est confié à un président élu, ainsi que le vice-président, pour quatre années, par un collége d'électeurs choisis dans chaque État, conformément aux prescriptions de la législation locale, chaque État fournissant au collége un nombre d'électeurs égal à celui des sénateurs et des représentants qu'il a le droit d'envoyer au Congrès. Dans la Caroline du Sud, les électeurs sont désignés par la législature, et dans tous les autres par le vote populaire.

En cas de révocation, de mort, de démission ou d'incapacité du président, le vice-président lui succède de droit; et dans le cas où tous deux viendraient à faire défaut, le Congrès a le pouvoir de désigner celui qui devra remplir les fonctions de président, jusqu'à ce que la vacance ait pris terme ou qu'un nouveau président soit élu.

Suivant un acte du Congrès du 1er mars 1792, c'est le président du sénat *pro tempore*, ou s'il n'y a pas de président du sénat, le *speaker* (président) de la chambre des représentants qui est investi de ces fonctions.

Ce dernier cas ne s'est pas encore présenté; le premier ne s'est présenté que deux fois, à la mort des présidents Harrison (1841) et Taylor (1850).

Quand il n'y a pas d'élection présidentielle populaire, par suite du défaut de majorité des votes électoraux en faveur de l'un ou l'autre des candidats, la chambre des représentants choisit le président parmi les trois candidats ayant réuni le plus grand nombre de suffrages, chaque État n'ayant droit qu'à un seul vote, quel que soit le nombre de ses représentants.

Deux élections semblables ont eu lieu : en 1800 (conformément aux stipulations originelles de la constitution qui voulaient que les deux candidats ayant obtenu le nombre de votes le plus élevé fussent, le premier, président, et le second, vice-président), comme il y avait

égalité de suffrages entre Thomas Jefferson et Aaron Burr, la chambre choisit Jefferson pour président; en 1824, John-Quincy Adams fut également élu par la chambre.

Le président, comme tous les fonctionnaires civils, peut être révoqué pour cause de trahison, de concussion, ou autres grands crimes et délits. Il est commandant en chef des armées de terre et de mer, et des milices des divers États quand elles sont appelées au service effectif du gouvernement fédéral. Sous la réserve des conseils et de l'assentiment du sénat, il conclut les traités, nomme les ambassadeurs et autres agents publics des États-Unis, aux emplois desquels il n'est pas pourvu différemment. Il reçoit un traitement de 25 000 dollars (100 000 francs) par an; le traitement du vice-président est de 8000 dollars (40 000 francs). Tous les actes du Congrès doivent lui être présentés avant d'avoir force de loi; et, dans les dix jours qui suivent cette formalité, il peut renvoyer à la chambre qui l'a voté le bill dont il désapprouve la teneur, en faisant connaître ses objections. Si, après un nouvel examen, le bill est encore admis par les deux tiers des votes dans chacune des chambres, il devient loi dès ce moment. Le président doit être citoyen de naissance, être âgé de trente-cinq ans au moins, et compter quatorze ans de résidence dans les États-Unis.

Le président a près de lui un cabinet composé de sept ministres, désignés sous le nom de secrétaires d'État des affaires étrangères, des finances, de l'intérieur, de la marine, de la guerre, d'attorney général (justice) et de directeur général des postes. Ces ministres, nommés par lui, sont confirmés dans leur emploi par le sénat. Leur traitement est de 8000 dollars (40 000 francs) par an.

La législature nationale consiste en un Congrès composé d'un sénat et d'une chambre de représentants.

Le sénat est formé de deux sénateurs de chacun des

États de l'Union, choisis, pour un espace de six années, par les législatures locales, et de telle façon qu'un tiers du corps entier se renouvelle tous les deux ans. Le vice-président des États-Unis est *ex officio* président du sénat; en son absence, le sénat choisit un président *pro tempore;* il ne possède qu'un vote prépondérant. Tout sénateur doit être âgé de trente ans, être depuis neuf ans citoyen des États-Unis, et, au moment de son élection, résider dans l'État qui le choisit. Le sénat est la seule cour qui puisse juger les fonctionnaires publics.

La chambre des représentants est composée de membres choisis pour deux ans par le peuple de chaque État; ils doivent avoir vingt-cinq ans, être citoyens des États-Unis depuis sept ans, et, au moment de leur élection, résider dans l'État qui les choisit. Le nombre des représentants au Congrès est fixé par la loi à 233; ce nombre est réparti parmi les divers États proportionnellement à leur population électrice, laquelle est constatée en ajoutant au nombre des individus libres, y compris les engagés à un service quelconque pour un certain nombre d'années et à l'exclusion des Indiens non imposés, trois cinquièmes de tous les autres habitants (c'est-à-dire, les esclaves). Chaque État a droit au moins à un représentant. Les nouveaux États admis après le dénombrement (lequel est fait après chaque recensement décennal) élisent des représentants en addition du chiffre légal de 233; mais cet excédant ne se prolonge que jusqu'au prochain dénombrement. Les territoires envoient également au Congrès des délégués qui peuvent prendre part aux discussions, mais n'ont pas le droit de vote[1].

1. L'appendice H montre le nombre des représentants et délégués auquel les divers États ont droit, ainsi que les jours fixés pour les élections.

Dans son rapport préliminaire au huitième recensement (1860), M. Kennedy fait les réflexions suivantes sur les modifications qui

La chambre des représentants désigne son propre *speaker* (membre président) et ses autres officiers; elle a seule le pouvoir de traduire en accusation les fonctionnaires publics (*power of impeachment*), et elle crée les bills relatifs au revenu public.

Les membres du sénat et de la chambre reçoivent 6000 dollars (30 000 francs) par congrès, 3000 dollars (15 000 francs) par session, et une indemnité de déplacement calculée sur la base de 8 dollars (40 francs) pour l'aller et autant pour le retour, pour 20 milles (32 kilomètres) de la distance qui sépare leur résidence du siége du gouvernement, par les voies de communication

sont survenues dans la représentation des divers États depuis le dernier recensement :

« On doit s'apercevoir que la prépondérance de la représentation se dirige d'une façon aussi rapide que constante vers l'Ouest, et que des régions nullement organisées et ayant à peine un habitant civilisé en 1790, forment actuellement de populeux États, et possèdent, au Congrès, un plus grand nombre de siéges que n'en avaient à cette époque tous les États ensemble. L'accroissement de la population, comme conséquence de la députation, dans les nouveaux États, ressort surabondamment de la comparaison entre la représentation de l'Illinois, de l'Indiana, de l'Iowa, du Michigan, de l'Ohio et du Wisconsin, d'après le recensement de 1860, avec celle de la Virginie, du Massachusetts, de la Pennsylvanie, du New-York, de la Caroline du Nord, du Maryland et du Connecticut, les six États ayant respectivement droit à un plus grand nombre de représentants. D'après le recensement de 1790, de tous les États originaires, la Virginie était celui qui comptait le plus de représentants : elle en avait dix-neuf. Ce chiffre est tombé à onze, d'après le recensement de 1860, tandis que l'Ohio, qui n'a été admis dans la confédération qu'en 1802, a dix-neuf représentants. L'Indiana, admis dans l'Union en 1816, a le même nombre de représentants que la Virginie; et le dernier dénombrement donne à l'Illinois droit à quatorze siéges au Congrès. Le Massachusetts, qui avait quatorze représentants en 1790, n'en a plus que dix en 1860. La Pennsylvanie et le New-York, représentés d'après le premier recensement, par treize et par dix députés respectivement, n'en comptent, d'après le présent recensement et malgré les immenses ressources de ces deux grands États, le premier que trente et un et le second que vingt-trois. La moyenne de l'accroissement de la population dans ces deux États, d'après le recensement de 1850, a été de 25.51 pour 100 dans le

ordinaires. Les traitements du *speaker* de la chambre des représentants et du président du sénat *pro tempore* sont de 12 000 dollars (60 000 francs), par congrès de deux années.

Les sessions régulières du Congrès commencent le premier lundi de décembre de chaque année, et le pré-président peut convoquer les chambres en session extraordinaire quand il le juge nécessaire. La durée du mandat des représentants et, par suite, celle de chaque congrès expire, tous les deux ans, le 4 mars. Le Congrès établit et lève les impôts, droits, contributions indirectes, qui doivent être uniformes dans toute l'étendue de la confédération; contracte des emprunts au nom

New-York, et de 23.71 pour 100 dans la Pennsylvanie, tandis que cette moyenne, pendant la même période, a été de 101.04 pour 100 dans l'Illinois, et de 86.83 pour 100 dans l'Indiana.

« Il est donc probable, si la moyenne de l'accroissement de la population continue à s'élever dans la proportion indiquée par le recensement de 1860 dans les États de l'Ouest, que, dans le cours de trois ou quatre décades, le New-York et la Pennsylvanie, actuellement les plus puissants des États, devront céder leur rang à quelques-uns de leurs jeunes frères, comme la Virginie, appelée quelquefois, et non sans raison, la mère des États, l'a fait jadis en leur faveur, comme elle le fait aujourd'hui encore pour deux nouveaux États taillés dans un territoire qui lui appartenait originairement.

« D'après le recensement de 1790, la Caroline du Nord avait dix représentants, le Maryland huit et le Connecticut sept. Le recensement de 1860 ne leur en laisse plus respectivement que sept, cinq et quatre, en tout seize, au lieu de vingt-cinq qu'ils avaient lors du premier recensement.

« Ainsi, la puissance des anciens États décline, moins vite cependant que ne croît celle des États situés à l'ouest des Alleghanys. L'Iowa, admis dans l'Union en 1846, le Michigan en 1837, et le Wisconsin en 1848, ont, suivant le dernier dénombrement, droit à six représentants chacun,—deux de plus que le Connecticut, un de plus que le Maryland, et seulement un de moins que la Caroline du Nord. Et il est bon de remarquer que, d'après le recensement de 1790, la proportion des représentants était d'un pour trente-trois mille électeurs, tandis que le dernier recensement la fait ressortir à un pour cent vingt-sept mille. »

des États-Unis, frappe monnaie, juge et punit la piraterie et la violation du droit des gens, déclare la guerre, lève et soutient les armées de terre et de mer, pourvoit à l'appel des milices en cas de nécessité, et tient sous sa juridiction absolue le district de Columbia. Le Congrès ne peut établir une religion, prohiber le libre exercice d'un culte quelconque, porter atteinte à la liberté de la parole ou de la presse, ou au droit de réunion paisible et de pétition.

Le pouvoir judiciaire comprend une cour suprême, avec un premier juge (*Chief-Justice*) ayant un traitement de 6500 dollars (32 500 francs) et huit assesseurs avec un traitement de 6000 dollars (30 000 francs) chacun, nommés à vie par le président, avec le consentement du sénat. La cour suprême, qui tient une session par an à Washington, a sous sa juridiction les faits se rattachant à la constitution, les lois des États-Unis et les traités; les cas juridiques concernant les ambassadeurs, les ministres étrangers et les consuls, l'amirauté; les différends des États-Unis, ceux qui s'élèvent entre un État et les citoyens d'un autre État, entre les citoyens du même État réclamant des terrains concédés par différents États, entre un État ou ses citoyens et une puissance étrangère, ses citoyens ou sujets. Dans tous les cas relatifs aux ambassadeurs, aux autres ministres et aux consuls, et ceux dans lesquels un État est partie, sa juridiction est sans appel; dans tous les autres cas mentionnés ci-dessus, elle juge seulement en premier ressort, d'après la constitution, et ses décisions sont soumises aux restrictions que le Congrès peut y apporter. Aux termes de l'acte du 24 septembre 1789, elle a une juridiction exclusive dans toutes les controverses civiles où un État est partie, sauf dans les différends entre un État et ses citoyens, et entre un État et des citoyens d'un autre État ou des étrangers; dans ce der-

nier cas, sa juridiction est sans appel, mais non pas exclusive. Elle est exclusive, au contraire, dans toutes les actions intentées contre les ambassadeurs et autres ministres, ainsi que leurs attachés, et conforme à celle que pourrait avoir toute cour de justice compatible avec le droit des gens; elle est sans appel, mais non exclusive, dans toutes les actions intentées par les ambassadeurs, ou autres ministres publics, et dans lesquelles un consul ou un vice-consul peuvent être parties. En conséquence du onzième amendement à la constitution, le pouvoir judiciaire des États-Unis ne peut être considéré comme s'étendant à aucune action ou poursuite, en loi ou en équité, intentée ou poursuivie contre l'un des États de l'Union par des citoyens ou sujets d'une puissance étrangère.

La cour suprême juge en dernier ressort les appels contre les décisions des cours de circuit, des cours de districts faisant fonction de cours de circuit, et des hautes cours des Territoires exerçant, en certains cas, les pouvoirs des cours de circuit. Elle juge également en dernier ressort les appels contre les décisions et arrêts définitifs des hautes cours de loi et d'équité des États, dans les cas particuliers où il s'agit de la validité d'un traité, d'un statut ou d'une autorité, en vigueur sous l'égide des États-Unis; ou de la constitutionnalité d'un statut ou d'une autorité en vigueur sous l'égide d'un des États; ou de l'interprétation vraie d'une clause de la constitution, d'un traité, d'un statut ou d'une autorité émanant des État-Unis. Sa juridiction s'étend aussi aux causes civiles et criminelles, lorsque la cour de circuit a rendu une jugement de partage.

Les cours de circuit se composent chacune d'un assesseur de la cour suprême et d'un juge de la cour du district où la cour se réunit. Les États-Unis sont divisés en neuf circuits judiciaires, dans chacun desquels une

cour se tient deux fois par an pour chacun des États compris dans la circonscription. Tels qu'ils ont été réorganisés par l'acte du Congrès de 1862, les circuits sont constitués comme suit: 1. Maine, New-Hampshire, Massachusetts, Rhode-Island et Connecticut; 2. New-York et Vermont; 3. New-Jersey et Pennsylvanie; 4. Delaware, Maryland, Virginie et Caroline du Nord; 5. Caroline du Sud, Géorgie, Floride, Alabama et Mississipi; 6. Louisiane, Texas, Arkansas, Kentucky et Tennessee; 7. Ohio et Indiana; 8. Michigan, Illinois et Wisconsin; 9. Minnesota, Iowa, Missouri et Kansas. Il y a aussi, dans le district de Columbia, une cour de circuit, établie par un acte spécial du Congrès et composée d'un chief-justice et de deux assesseurs; et l'État de Californie est constitué en circuit supplémentaire, avec un juge qui n'est pas membre de la Cour Suprême.

Les cours de circuit ont dans leur juridiction (pourvu que la contestation dépasse 500 dollars (2500 francs), non compris les frais), les actions surgissant des lois sur les brevets; les actions relatives aux traités passés par les États-Unis; les actions tombant sous la loi commune, dans les cas où un employé des États-Unis agit sous l'empire d'un acte du Congrès; les bills en équité produits par les États-Unis contre un débiteur; les controverses civiles entre un citoyen de l'État dans lequel la cause est appelée et un citoyen d'un autre État; les actions civiles dans lesquelles un étranger est partie; les controverses entre citoyens du même État réclamant des terrains d'après des concessions de divers États, etc. Elles jugent en dernier ressort les décisions des cours de district, conformément à certains règlements, les appels ayant lieu généralement dans des causes d'amirauté ou de juridiction maritime. En équité, l'acte de septembre 1789 leur attribue, concurremment avec les cours locales des États, la connaissance en premier

ressort des actions civiles, dans lesquelles la contestation excède 500 dollars (2500 francs), non compris les frais, où les États-Unis sont plaignants ou demandeurs, ou bien où un étranger est partie, ou quand la cause intéresse un citoyen de l'État où elle est appelée et un citoyen d'un autre État. En matière criminelle, le même acte donne aux cours de circuit la connaissance exclusive des crimes et délits tombant sous la justice des États-Unis, sauf dans les cas prévus par ledit acte ou par les lois des États-Unis ; concurremment avec les cours de district, leur juridiction s'étend à tous les crimes et délits dont lesdites cours ont la connaissance.

Les États-Unis sont aussi divisés en 50 districts, dans chacun desquels il y a une cour appelée cour de district composée d'un juge qui doit résider dans le district pour lequel il est délégué. La juridiction de ces cours comprend les causes d'amirauté et maritimes, y compris les prises, les sauvetages, les saisies sous les lois douanières, de navigation ou commerciales des États-Unis ; les poursuites pour amendes ou confiscations, d'après les lois des États-Unis ; les causes dans lesquelles un étranger est partie par suite de violation du droit des gens ou d'un traité des États-Unis ; les poursuites intentées par les États-Unis ; les actions intentées par ou contre les consuls ; et certaines causes en équité. Concurremment avec les cours de circuit, leur juridiction s'applique à tous les crimes ou délits envers les États-Unis qui n'entraînent pas la peine capitale.

Des cours sont établies par les États-Unis dans chacun des Territoires ; la constitution et les fonctions de ces cours sont fixées par l'acte du Congrès organisant chaque Territoire. En général, elles sont presque complétement assimilées aux diverses cours locales des États.

Il existe également une cour de réclamations (*court of claims*), composée d'un juge président et de deux as-

sesseurs (traitement 4000 dollars (20000 francs) chacun) et qui tient ses sessions dans le Capitole, à Washington. Cette cour a pour devoir de soulager, autant que possible, le Congrès de la masse de réclamations particulières qui, d'une part, ne reposent sur aucun principe politique, et qui, de l'autre, ne tombent sous la juridiction d'aucun autre tribunal. Ses décisions, toutefois, doivent recevoir la sanction du Congrès avant de devenir concluantes contre le gouvernement.

Toutes les cours, autres que celles qui viennent d'être désignées, sont établies par les divers États, et leur organisation diffère suivant les lois locales.

Le droit de plaider devant ces cours appartient à un ordre d'avocats, qui, pour être admis, doivent suivre des cours pendant trois années et subir un examen. En 1860, le nombre des membres de l'ordre s'élevait à environ 28000, et l'ensemble de leurs revenus était estimé à 28 millions de dollars (140 millions de francs).

Tous les crimes, sauf ceux de haute trahison, doivent être jugés par le jury.

La constitution défend la suspension du rescrit d'*habeas corpus*, sauf dans les cas où la sûreté publique l'exige, comme dans ceux de rébellion ou d'invasion; la reddition de tout bill d'*attainder* (mort civile) ou de toute loi d'*ex post facto;* l'établissement d'aucune capitation ou autre contribution directe qui n'est pas en rapport avec le recensement, ainsi que d'aucun droit ou impôt sur les articles exportés d'un des États; la création d'aucun règlement commercial ou financier favorisant un port d'un État au détriment de ceux des autres États, ou obligeant les navires chargés pour un État d'entrer dans un autre État et d'y payer des droits.

Aucune somme ne peut sortir du Trésor qu'en vertu d'appropriations établies par une loi, et un État des re-

cettes et dépenses publiques doit être dressé de temps en temps.

Aucun titre de noblesse ne peut être accordé par les États-Unis, et aucune personne tenant d'eux un emploi rétribué ou de confiance ne peut, sans l'assentiment du Congrès, accepter des présents, émoluments, emploi ou titres, d'un roi, prince ou gouvernement étranger.

Le droit qu'a le peuple de porter des armes est inviolable. Les soldats ne peuvent être logés chez les habitants, en temps de paix, sans le consentement de ces derniers, ni même en temps de guerre sauf de la manière prescrite par la loi.

Les personnes, domiciles et papiers des citoyens ne peuvent être ni violés, ni saisis, excepté en vertu d'un ordre rendu sur des motifs plausibles, garantis par serment, et décrivant minutieusement le lieu qui doit être visité et les personnes ou objets qui doivent être saisis.

Personne ne peut être puni pour un crime capital ou infamant sinon par le jugement d'un grand jury, sauf dans les armées de terre ou de mer, ou dans la milice, quand elle se trouve en service effectif, en cas de guerre ou de danger public; personne ne peut être condamné deux fois pour le même crime ou délit, ni être forcé à témoigner contre soi-même, ni être privé de la vie, de la liberté ou de la fortune, sans avoir été dûment jugé et condamné.

Dans toute poursuite criminelle, l'accusé jouit du droit d'être promptement et publiquement jugé par un jury impartial, dans l'État et le district où le crime a été commis; d'être avisé de la nature et des causes de l'accusation; d'être confronté avec les témoins à charge; de produire des témoins à décharge et d'être assisté d'un conseil. On ne peut infliger ni une détention ex-

cessive, ni des amendes excessives, ni des châtiments cruels et inusités.

Les propriétés particulières ne peuvent être prises pour des usages publics sans compensation raisonnable.

Les États n'ont pas le droit de contracter de traité, d'alliance ou de confédération; de délivrer des lettres de marque ou de représailles; de battre monnaie, d'émettre des bills de crédit, de faire de quoi que ce soit, sauf l'or et l'argent, une monnaie légale; de rendre des bills d'*attainder*, des lois *ex post facto* ou des lois portant atteinte aux obligations des contrats; d'accorder des titres de noblesse; d'établir des droits ou impôts sur les importations et exportations, sans l'assentiment du Congrès, sauf ce qui est nécessaire pour l'exécution des lois locales de vérification. Le produit net des impôts et droits levés par les États sur les importations et exportations appartient au Trésor des États-Unis.

Sans l'assentiment du Congrès, les États ne peuvent établir des droits de tonnage; conserver, en temps de paix, des troupes ou des navires de guerre; arrêter des conventions ou des contrats, l'un avec l'autre, ou avec une puissance étrangère; faire la guerre, sauf dans le cas d'invasion effective ou d'un danger imminent et qui ne permette aucun délai.

La trahison envers les États-Unis consiste uniquement à leur faire la guerre, et à s'unir à leurs ennemis en leur donnant aide et assistance. Le Congrès seul fixe la punition à infliger aux traîtres; mais les effets du jugement rendu s'éteignent avec la vie du condamné.

Les États se doivent mutuellement foi et crédit pour leurs lois respectives, leurs archives publiques et leurs actes judiciaires; et les citoyens d'un État quelconque jouissent des mêmes priviléges et immunités que les citoyens de tous les autres États.

Les prévenus qui, pour échapper à la justice d'un État, s'enfuient dans un autre État, sont remis sur la demande du pouvoir exécutif de l'État auquel ils appartiennent. Les individus astreints au service ou au travail, conformément aux lois d'un État, et qui fuient dans un autre État, sont délivrés sur la réclamation de celui à qui leur service ou leur travail est dû.

De nouveaux États peuvent être admis dans l'Union, par décision du Congrès; mais aucun nouvel État ne peut être érigé dans la juridiction d'un autre État, ni aucun État être formé par la réunion de deux ou plusieurs États, ou portions d'États, sans l'assentiment, à la fois, des législatures des États intéressés et du Congrès. Les divers États ont le pouvoir exclusif de régler les capacités des votants et des fonctionnaires locaux, et la forme de leur gouvernement. La constitution exige seulement que la forme de gouvernement soit républicaine, et qu'aucune loi ou ordonnance ne soit rendue en désaccord avec les lois des États-Unis.

Le Congrès a le pouvoir de disposer, comme il l'entend, des Territoires et autres propriétés des États-Unis, et de les administrer; les gouverneurs et autres fonctionnaires des Territoires organisés sont nommés par le président.

La question de l'esclavage dans les nouveaux Territoires, objet de si longues contestations, a été réglée par l'acte du Congrès en date du 20 juin 1862, lequel prohibe à jamais la servitude involontaire, sauf comme punition de crimes, dans tous les Territoires des États-Unis.

CHAPITRE II.

Service postal.

Le système postal des colonies anglaises, devenues par la suite les États-Unis, projeté, dès 1692, ne fut définitivement organisé qu'en 1710. D'après un acte du Parlement, portant la date de cette dernière année, le Directeur général des postes (*Postmaster General*) devait « avoir son bureau principal à New-York et d'autres « bureaux auxiliaires, dans une ou plusieurs localités « convenables, dans d'autres provinces ou colonies de « Sa Majesté en Amérique. » Le revenu fut minime pendant quelques années. En 1753, Benjamin Franklin fut nommé directeur général des postes pour les colonies; on lui garantissait un traitement minimum de 600 livres sterl. (15000 francs) par an pour lui et pour son aide.

Grâce à son activité dévorante et aux facultés extraordinaires d'exécution qu'il apportait en toutes choses, Franklin eut bientôt refondu, amélioré et développé toute son administration; en quelques années, il en avait considérablement augmenté les revenus. En 1760, il jeta les populations dans l'ébahissement, c'est le mot propre, en proposant de faire circuler une malle destinée au transport des dépêches, entre Philadelphie et

Boston, partant de chacune de ces villes, une fois par semaine, le lundi matin, et arrivant à destination le samedi dans la nuit.

En 1774, tandis qu'il se trouvait en Angleterre, Franklin fut révoqué par le gouvernement anglais pour un double motif: il avait ouvertement stigmatisé la duplicité du gouverneur du Massachusetts, Hutchinson; et il ne déguisait pas ses sympathies pour les colonies, dont il avait embrassé la cause.

En 1789, le Congrès, investi par la constitution du contrôle exclusif du service postal pour tous les États, s'occupa immédiatement de l'organisation de ce service et rendit toutes les lois nécessaires pour la protection des malles, etc.

En 1790, il n'y avait que quarante-cinq bureaux de poste dans tout le pays, et le montant des sommes reçues s'élevait à 37 935 dollars (189 675 francs), produisant, pour le gouvernement, un revenu net de 5795 dollars (28 975 francs). En 1800, ce nombre atteignait 903, donnant une recette brute de 280 804 dollars (1 404 020 francs) et un bénéfice net de 66 810 dollars (334 050 francs).

Depuis l'organisation de la direction des postes jusqu'en 1816, le prix de port d'une lettre simple (c'est-à-dire formée d'une seule feuille de papier) était de 8 cents (40 centimes), pour une distance de 40 milles (64 kilomètres); de 40 milles à 90 milles (144 kilomètres), 10 cents (50 centimes); jusqu'à 150 milles (240 kilomètres), 12 cents 1/2 (62 centimes 1/2); jusqu'à 300 milles (480 kilomètres), 17 cents (85 centimes); jusqu'à 500 milles (800 kilomètres), 20 cents (1 franc); au delà de 500 milles, 25 cents (1 franc 25 centimes).

En 1816, puis en 1845, et, enfin, en 1852, les tarifs des postes ont été successivement modifiés. Ils sont actuellement établis comme suit :

Lettre simple, pesant une demi-once (pas tout à fait 15 grammes), jusqu'à 3 000 milles (4 827 kil.), affranchie 3 cents (15 centimes), non affranchie 5 cents (25 centimes); au delà de 3 000 milles, 6 et 12 cents (30 et 60 cent.). — Non affranchie, au delà de 3 000 milles, 10 cents (50 centimes). — Pour les pays étrangers, au-dessous de 2 500 milles (4020 kilomètres), sauf dans le cas de convention postale, 10 cents (50 cent.); au-dessus de 2 500 milles, 20 cents (1 franc); lettre de bureau à bureau, 1 cent (5 centimes); lettres d'outre-mer ou distribuées dans la localité où elles sont déposées, 6 cents (30 centimes); lettres expédiées par les malles, le port ordinaire en sus.

Journaux hebdomadaires envoyés aux souscripteurs, dans le comté où lesdits journaux sont publiés, sans frais; au-dessous de 50 milles (80 kilomètres), et hors du comté, 5 cents (25 centimes), par semaine; de 50 milles à 300 (484 kilomètres), 10 cents (50 centimes); de 300 à 1 000 (1 609 kilomètres) 15 cents (75 centimes); de 1 000 à 2 000 (3 218 kilomètres) 20 cents (1 franc); de 2 000 à 4000 (6 436 kil.) 25 cents (1 franc 25 c.); au-dessus de 4 000 milles, 30 cents (1 franc 50 centimes).

Les journaux mensuels payent le quart et les journaux bimensuels la moitié de ce tarif; ceux qui paraissent deux et trois fois par semaine, le double et le triple du tarif; et ceux qui paraissent plus souvent, le triple.

Les petits journaux et les périodiques, publiés mensuellement ou plus souvent, et les brochures de 16 pages in-8 au plus, expédiés en un seul paquet d'au moins 8 onces (225 grammes), payent un demi-cent (2 centimes et demi) par once (28 grammes) affranchis, et 1 cent (5 centimes), non affranchis. Les livres, par paquet pesant moins de 4 livres (1 kilogramme 813 grammes), au-des-

sous de 3 000 milles, 1 cent par once; au-dessus de 3 000 milles, 2 cents (10 centimes) par once; 50 pour cent en sus pour les livres non affranchis.

Au 30 juin 1862, il y avait, dans toute l'étendue de l'Union, 28 875 bureaux de poste, dont 19 973 dans les États et districts loyaux, et 8 902, dans les États et districts insurgés. Le nombre de ces bureaux dépassait de 121 celui de l'année 1861.

Le revenu postal régulier, pour 1862, n'a été que de 49 470 dollars 50 cents (247 352 fr. 50 c.) de moins que pendant l'année fiscale 1861, durant une grande partie de laquelle tous les États de l'Union ont participé à ce revenu. Ce fait, dit le Directeur général des postes, dans son rapport soumis au Congrès le 2 décembre 1862, prouve que la correspondance, dans les États loyaux, s'est considérablement augmentée. Tandis que les recettes se maintenaient aussi près du chiffre le plus élevé, les dépenses ont baissé dans une grande proportion. Les dépenses de l'année qui vient de s'écouler ont été de 2 481 394 dollars 98 cents (12 406 974 fr. 90 c.) inférieures à celles de l'année précédente. Les comparaisons suivantes sont intéressantes à établir :

« Dépenses, en 1860, pour le service dans tous les États, 14 874 772 dollars 89 cents; recettes, 9 218 067 dollars 40 cents; déficit, 5 656 705 dollars 49 cents. Dépenses, en 1861 (service interrompu), 13 606 759 dollars 11 cents; recettes brutes (service interrompu), 9 049 296 dollars 40 cents; déficit, 4 557 462 dollars 71 cents; Dépenses, en 1862, 11 125 364 dollars 13 cents; recettes, 9 012 549 dollars 56 cents; déficit, 2 112 814 dollars 57 cents. Réduction dans les dépenses sur 1860, 3 749 408 dollars; sur 1861, 2 481 394 dollars.

« Jamais, depuis de longues années, l'administration n'a été aussi près de se suffire à elle-même. Ce résultat est dû en grande partie à la suspension des dépenses

postales dans le Sud, lesquelles dépenses étaient de beaucoup supérieures aux recettes. »

Au 30 juin 1861, il y avait 6340 routes de poste en opération dans les États libres et Territoires, y compris le Delaware, le Maryland, la Virginie occidentale, le Missouri, le Kentucky et le Tennessee. La longueur de ces routes était de 140399 milles (225900 kilomètres) et la circulation annuelle s'élevait à 54455454 milles (87618825 kilomètres), répartis comme suit :

VOIES de TRANSPORT.	LONGUEUR des routes.	CIRCULATION annuelle.	PRIX.	PRIX MOYEN par mille.
	milles [1].	milles.	dollars [2].	cents [3].
Chemins de fer...	22,018	23,116,823	2,543,709	environ 11
Bateaux à vapeur.	5,339	1,830,016	290,559	environ 15¼
Voies de terre....	30,733	10,655,783	1,171,295	environ 11
Autres voies......	82,309	18,852,832	1,303,891	environ 7
Totaux........	140,399	54,455,454	5,309,454	

1. Le mille vaut 1609 mètres.
2. Le dollar vaut environ 5 francs.
3. Le cent vaut environ 5 centimes.

Il y avait, dans les autres États à esclaves, 96015 milles (154488 kilomètres) de routes de poste au 31 mai 1861, époque où le service fut interrompu ; la circulation annuelle s'élevait à 24122711 milles (38813442 kilomètres), dont la dépense, non compris les employés ambulants, facteurs, etc., montait à 3241181 dollars (16 205 905 francs). Ces routes étaient réparties de la manière suivante :

VOIES DE TRANSPORT.	LONGUEUR des routes.	CIRCULATION annuelle.	PRIX.
	milles.	milles.	dollars.
Chemins de fer...............	6,886	5,701,093	978,910
Bateaux à vapeur.............	7,716	1.721.850	574,699
Voies de terre................	12,711	4,769,740	824,393
Autres voies.................	68,702	11,930,028	863,179
TOTAUX..................	96,015	24,122,711	3,241,181

La longueur des routes dans la première catégorie d'États, la seule desservie par le gouvernement fédéral depuis le 31 mai 1861, a été augmentée, pendant l'année, de 159 milles (256 kilomètres), et la circulation annuelle, de 754 428 milles (1 213 875 kilomètres), ce qui donne un total de 140 458 milles (226 156 kilomètres) de routes, et de 55 209 882 milles (88 832 700 kilomètres) de circulation annuelle.

L'augmentation totale des recettes postales des malles des États-Unis et européennes, pendant l'année 1862, s'est élevée à 1 144 095 dollars 82 cents, soit une diminution de 217 940 dollars 88 cents, sur l'année précédente[1]. Sur ce total, l'augmentation, pour les États-Unis seuls, présente un chiffre de 212 607 dollars 36 cents.

En 1861, le total des recettes postales (outre-mer, intérieur et étranger) par malles en communication avec l'Europe, fut de 1 362 036 dollars; dans ce chiffre, la Grande-Bretagne entre pour 786 274 dollars; la Prusse, pour 266 275 dollars; la France, pour 220 394 dollars; Hambourg, pour 41 260 dollars; Brême, pour 36 943 dollars; la Belgique, pour 10 888 dollars.

Le nombre des lettres et journaux échangés entre les

1. Attribuée, par le Directeur général des postes, aux troubles civils qui agitaient le pays. (Voir son Rapport, pour 1862, page 3.)

États-Unis et l'Europe, pendant la même année, fournit les chiffres suivants :

Lettres expédiées des États-Unis....	3 086 121
Lettres reçues d'Europe...........	3 059 700
Ensemble.........	6 145 821
Journaux expédiés des États-Unis...	2 484 357
Journaux reçus d'Europe..........	1 033 633
Ensemble.........	3 517 990

Ce qui montre que les États-Unis exportent dans l'ancien monde 1 460 724 journaux et 26 421 lettres de plus qu'ils n'en reçoivent.

Le nombre des lettres de rebut reçues et examinées, en 1862, a été de 2 282 018, soit 267 000 de moins que l'année précédente. Le nombre total de bonnes lettres expédiées par le bureau des rebuts a été de 51 239. Sur 21 493 cas, où les causes de non-délivrance ont été constatées, 235 seulement provenaient du fait des maîtres de poste; 822 lettres ne portaient aucune adresse.

Du 1er juin au 1er novembre 1861, par suite de l'interruption des communications postales, le bureau des rebuts a reçu 76 769 lettres expédiées des États loyaux à des destinataires résidant dans les États insurgés. Sur ce nombre, 26 711 lettres furent renvoyées à leurs auteurs. Pendant cette période, le même bureau a reçu 34 792 lettres provenant de l'étranger et destinées aux États insurgés, et 40 000 lettres venant des États insurgés à l'adresse de destinataires résidant dans les États loyaux. Toutefois, ces lettres ont été, dans la suite et pour le plus grand nombre, expédiées à leur destination.

CHAPITRE III.

Finances.

A la fin de la guerre de la révolution, les finances des États-Unis se trouvaient dans la condition la plus déplorable; le papier-monnaie continental, dont l'émission, autorisée par le Congrès, représentait des sommes énormes et hors de proportion avec les stipulations d'amortissement, était tombé si bas qu'il n'avait plus aucune valeur : 500 dollars en papier suffisaient à peine pour payer un simple déjeuner. Des émissions considérables de faux billets avaient contribué à la dépréciation de ce papier, dont une grande partie ne fut jamais remboursée. Si la dette nationale était lourde, les ressources, de leur côté, étaient presque insignifiantes.

Cette dette qui, en 1791, s'élevait à 75463476 dollars, atteignit 80 millions de dollars, pendant les quinze années suivantes, et la guerre de 1812 la porta à 127 334 934 dollars. La période de tranquillité et de prospérité qui suivit cette guerre fut éminemment favorable à la réduction graduelle de la dette. En 1835, elle se trouvait presque complétement éteinte; il ne restait plus à amortir, en 1835, que 351 289 dollars, et, en 1836, que 291 089.

A cette époque, le revenu public, provenant de la vente des terrains domaniaux et du produit considérable des douanes, avait grossi de telle sorte, qu'une somme de plus de 27 millions de dollars fut partagée entre les États, proportionnellement à leur population ; c'était un dépôt que le gouvernement devait avoir la faculté de retirer, en cas de besoin, mais ne rapportant aucun intérêt. Cette somme n'a jamais été réclamée.

Les désastres nés de la crise financière de 1837 forcèrent le gouvernement de contracter une légère dette s'élevant, en 1839, à 11 938 738 dollars. Cette dette fut, en partie, amortie dans les deux années suivantes; mais, malgré l'augmentation éventuelle des produits des douanes, résultant de l'application du tarif de 1842[1], les lourdes charges de la guerre de la Floride firent plus que contre-balancer cet accroissement de recettes, et la dette s'était élevée, en 1843, à 27 203 451 dollars. Elle était tombée à 16 750 926 dollars en 1846, lorsque la guerre du Mexique, la dette du Texas, l'acquisition Gadsden et la soi-disant nécessité de maintenir les lignes de bateaux-poste vinrent encore l'accroître. Elle était de 64 704 694 dollars, en 1849, et de 67 340 629 dollars, en 1853. A partir de cette époque, elle commença à décliner, les excédants des recettes permettant au gouvernement de racheter avant terme ses propres obligations, ce qu'il fit à diverses reprises et à des cours très-élevés. La dette, qui n'était plus, en 1857, que de 29 060 387 dollars, avait atteint, le 1er juillet 1860, le chiffre de 64 769 703 dollars.

La situation du pays, pendant les quatre derniers mois

1. Les tarifs de 1824, 1828 et 1832 étaient protecteurs, et celui de 1833, désigné sous le nom de *compromis*, était dressé suivant une échelle descendante qui ne permettait pas aux droits d'atteindre leur minimum avant 1841. Le nouveau tarif protecteur de 1842 eut d'abord pour effet une réduction dans le montant des recettes.

de l'administration du président Buchanan, produisit une nouvelle augmentation de la dette publique; au moment de l'inauguration de M. Lincoln, elle s'élevait à 88 995 810 dollars. L'explosion de la guerre civile et la nécessité de créer et d'équiper une armée et une flotte suscitèrent d'énormes dépenses auxquelles il ne fut possible de subvenir que par l'émission de bons du Trésor et d'obligations. Le placement en eut lieu, d'ailleurs, à un taux convenable, grâce à la confiance des capitalistes et des citoyens dans la stabilité et les ressources financières du gouvernement.

Au 1er décembre 1861, le nouveau gouvernement avait déjà émis pour 150 millions de dollars d'obligations; un certain nombre de ces obligations, représentant un capital de 100 millions de dollars, étaient remboursables en trois ans, et devaient rapporter un intérêt annuel de 7.30 pour cent; le reste (50 millions de dollars) avait une durée de vingt années, avec un intérêt de 6 pour cent. Le gouvernement avait émis également des bons à vue du Trésor pour 24 550 325 dollars, sans intérêt, et contracté un emprunt temporaire de 3 993 900 dollars, pour soixante jours. Ces charges diverses représentaient une somme totale de 178 544 225 dollars et portaient la dette nationale à 267 540 035 fr.

En 1862, le Congrès autorisa une nouvelle émission d'obligations et de bons à vue, ainsi que l'usage, comme monnaie courante, des timbres-poste et des timbres ordinaires. Les bons à vue devaient être reçus en payement des dettes de toutes sortes, à l'exception de l'intérêt de la dette nationale, et des taxes et impôts; cette décision eut pour effet de porter de 25 à 30 pour cent la valeur relative de l'or et le prix nominal de la marchandise.

Dans son rapport soumis au Congrès le 2 décembre 1862, le Ministre des finances établit, ainsi qu'il suit,

les recettes et dépenses du gouvernement pour l'année, se terminant au 30 juin 1862 :

RECETTES.

	dollars.	c.	dollars.	c.
Douanes	49 056 397	62		
Domaine public	152 203	77		
Divers	931 787	64		
Contributions directes	1 795 331	73		
			51 935 720	76
EMPRUNTS :				
Obligations de 3 années à 7.30 pour 100	122 037 585	34		
— de 5 à 20 années, à 6 pour 100	13 990 600	»		
— pour la guerre de l'Orégon	1 900 700	»		
— de 20 ans, à 6 pour 100, au pair, 50 000 000 de dol., à 7 p. 100	46 303 129	17		
Bons du Trésor à 2 années (lois du 22 juin 1860 et 2 mars 1861)	14 019 034	66		
— à 60 jours (loi du 2 mars 1861)	12 896 350	»		
— (lois des 8 février et 2 mars 1861)	3 500	»		
Emprunt du 8 février 1861	55 257	50		
Bons des États-Unis (lois des 17 juillet, 5 août 1861 et 12 février 1861)	60 030 000	»		
— (loi du 25 février 1862)	98 620 000	»		
Emprunt temporaire du 25 février 1862	66 479 324	10		
Reconnaissances (lois des 1er et 17 mars 1862)	49 881 979	73		
Emprunt temporaire par anticipation de la souscription nationale	44 375 000	»		
			529 692 460	50
Total des recettes			581 628 181	26
Balance en caisse			2 257 065	80
Total des ressources			583 885 247	06

DÉPENSES.

	dollars.	c.
Dépenses totales	570 841 700	25
A déduire, pour faire ressortir les dépenses courantes du gouvernement, l'amortissement *en principal* de la dette publique, le remboursement des emprunts temporaires et la conversion, en bons des États-Unis (loi du 25 février 1862), des bons de même nature (lois des 17 juillet, 5 août 1861 et 12 février 1862) retirés de la circulation, ensemble	96 096 922	09
Reste, pour les dépenses courantes du gouvernement et de la guerre, *y compris* l'intérêt de la dette publique sous toutes ses formes, une somme de	474 744 778	16

Répartie comme suit :	dollars.	c.	dollars.	c.	dollars.	c.
Liste civile	21 408 491	16				
Pensions et Indiens	3 102 985	50				
Intérêts	13 190 324	45				
			37 701 801	11		
Guerre			394 368 407	36		
Marine			42 674 569	69		
Total des dépenses courantes			474 744 778	16	474 744 778	16
COMPTE DE LA DETTE PUBLIQUE ET DES EMPRUNTS, DÉDUITS COMME IL EST DIT CI-DESSUS :						
Ancienne dette consolidée			3	06		
Rachat de bons du Trésor contrefaits (loi du 10 avril 1846)			51	50		
— (lois antérieures au 22 juill. 1846).			50	»		
— (lois de décembre 1857, décembre 1860 et 2 mars 1861)			43 110 000	»		
Remboursement de l'emprunt temporaire fait aux Banques par anticipation de la souscription publique			44 375 000	»		
Remboursement de l'emprunt temporaire (lois des 25 février et 17 mars 1862)			8 558 207	53		
Bons des États-Unis (loi du 17 juillet 1861) rêtirés de la circulation par conversion			58 610	»		
					96 096 922	09
					570 841 700	25
Balance en caisse au 1er juillet 1862					13 043 546	81
					583 885 247	06

Le Ministre fait connaître ensuite les opérations principales du gouvernement, postérieurement à cette période.

Au 1er juillet 1862, une somme de 57 926 116 dollars 57 cents avait été reçue et restait en dépôt. Il y avait dans la circulation pour 158 591 230 dollars de bons du Trésor; 49 881 979 dollars 73 cents avaient été payés en reconnaissances, et 208 345 291 dollars 86 cents en espèces. Le Trésor a répondu à toutes les réquisitions formées par les autres départements ministériels. Il a acquitté toutes les réclamations fondées en droit, tous les mandats délivrés pour fournitures. Et il restait en-

core en caisse une balance de 13043546 dollars 81 cents.

Les désastres de Juin, Juillet et Août ont naturellement pesé d'une façon fâcheuse sur cette situation financière. Les énormes dépenses résultant de l'extension considérable de l'armée, dépenses autorisées par le Congrès et ordonnées par le Président, ont dû être couvertes au moyen de toutes les ressources disponibles. Les mesures prises par le Congrès ont mis le Ministre à même de pourvoir, sinon en totalité, au moins dans la plus grande mesure, à ces débours sans cesse croissants.

Les payements, autres que ceux applicables à l'amortissement de la dette publique, se sont élevés, pendant le trimestre, se terminant au 30 septembre, à 111084446 dollars 75 cents; pendant le mois d'octobre, à 49243846 dollars 4 cents; et pendant le mois de novembre, à 59847077 dollars 34 cents; tandis que l'ensemble des demandes de fonds au delà des ressources, n'a été que de 48354701 dollars 22 cents, ce qui ne fait pas le quart du total des sommes ci-dessus.

Dans le tableau qui suit, le Ministre donne la prévision des recettes et dépenses pour l'année, se terminant au 30 juin 1863, avec les recettes et dépenses effectuées pendant le premier trimestre se terminant au 30 septembre 1863 :

RECETTES.

Douanes :		
1er trimestre (effectuées)................. ...	23041736 59	
2e, 3e et 4e trimestres (prévues)............	45000000 »	
		68041736 59
Domaine public :		
Prévues, trois trimestres....................	66543 12	
Effectuées, un trimestre	22181 04	
		88724 16
Divers :		
Effectuées, un trimestre....................	561079 08	
Prévues, trois trimestres....................	1683237 24	
		2244316 32
	A reporter.	70374777 07

Report		70 374 777 07
Contributions directes :		
Effectuées, un trimestre..................	83 681 77	
Prévues, trois trimestres.........	11 537 036 22	
		11 620 717 99
Droits intérieurs :		
Effectuées, un trimestre..................	456 303 73	
Prévues, trois trimestres..................	85 000 000 »	85 456 303 73
Total des recettes, effectuées et prévues, provenant de toutes sources, sauf des emprunts, pour l'année entière.........		167 451 798 79
Balance en caisse au 1[er] juillet 1862...............		13 043 546 81
		180 495 345 60

DÉPENSES.

Les estimations sont basées sur des attributions faites ou demandées pour l'année courante, et comprennent les reliquats d'attributions non épuisées au 1[er] juillet dernier.

Service civil, relations étrangères et divers :		
1[er] trimestre (effectuées)..................	4 436 907 32	
2[e], 3[e] et 4[e] trimestres (attribuées)...........	27 697 497 94	
ttributions demandées (déficit)............	677 187 97	
		32 811 543 23
Ministère de l'intérieur, pensions et Indiens :		
1[er] trimestre (effectuées)..................	1 046 906 42	
2[e], 3[e] et 4[e] trimestres (attribuées)...........	4 925 350 88	
Attributions demandées (déficit)............	10 649 13	
		5 982 906 43
Ministère de la guerre :		
1[er] trimestre (effectuées)......	90 869 850 88	
2[e], 3[e] et 4[e] trimestres (attribuées)...........	547 759 732 90	
Attributions demandées (déficit)............	108 730 245 20	
		747 359 828 98
Ministère de la marine :		
1[er] trimestre (effectuées)..................	10 076 353 91	
2[e], 3[e] et 4[e] trimestres (attribuées)..........	72 101 156 86	
		82 177 510 77
Service des intérêts de la dette publique :		
1[er] trimestre (effectuées)........	4 654 428 87	
2[e], 3[e] et 4[e] trimestres (attribuées)...........	20 360 103 20	
		25 014 532 07
Total des dépenses de toutes natures, autres que celles réservées à l'amortissement de la dette publique.......		893 346 321 48

De cette somme on peut déduire le montant des traites qui ne seront certainement pas tirées au 30 juin prochain, ci.	200 000 000 »
Reste, pour le total des sommes nécessaires pendant l'année se terminant au 30 juin 1863, pour la conduite du gouvernement et de la guerre	693 346 321 48
A ajouter, pour la dette publique dont le remboursement sera ou pourra devenir exigible pendant l'année..........	95 212 456 14
Total pour l'année.......................... ...	788 558 777 62
A déduire, recettes de toutes natures effectuées ou prévues, sauf celles résultant des emprunts, pour l'année.........	180 465 345 60
Reste....	608 063 432 02

A la somme ci-dessus de 180495345 dollars 60 cents, représentant le montant des recettes effectuées et prévues provenant de toutes sources, excepté des emprunts, il faut ajouter le produit des emprunts appliqué aux dépenses courantes et au payement de la dette publique, produit qui s'est élevé, savoir :

Pour le trimestre se terminant au 30 septembre 1862, à..	114 458 821 02	
Et pour les mois d'octobre et de novembre, à.......................................	85 670 895 99	
		200 129 717 01
Reste à pourvoir.................................		407 933 715 01
Les prévisions de recettes additionnelles d'après les lois actuellement en vigueur, s'élevant à......................		131 021 197 35
Le déficit est de.................................		276 912 517 66

plus les intérêts de ce déficit.

Le produit total des emprunts et des bons du Trésor, du 4 mars 1789 au 30 juin 1862, s'est élevé à 1 milliard 44 553 845 dollars[1].

Pendant cette période de soixante-douze années il a été établi, par des lois, dix-sept tarifs généraux et dix-huit tarifs spéciaux. Voici les dates des tarifs généraux : 4 juillet 1789, — 10 août 1790, — 3 mars 1791, —

1. Voir les appendices F et G, pour les recettes et dépenses annuelles du gouvernement, du 4 mars 1789 au 30 juin 1862.

2 mai 1792, — 7 juin 1794, — 29 janvier 1795, — 3 mars 1897, — 27 avril 1816, — 22 mai 1824, — 19 mai 1828, 14 juillet 1832, — 2 mars 1833 (loi de compromis), — 11 septembre 1841, — 30 août 1842, — 30 juillet 1846, — 3 mars 1857, — et 2 mars 1861.

FINANCES DE LA CONFÉDÉRATION DU SUD. — Il est assez difficile d'obtenir, sur la situation financière du gouvernement révolutionnaire, des renseignements authentiques. Toutefois les détails suivants, extraits du rapport de M. Memminger, ministre des finances pour les États confédérés, peuvent être considérés comme assez exacts dans leur ensemble.

Depuis la fin du gouvernement provisoire (18 février 1862) jusqu'au 31 décembre de la même année, les recettes et dépenses ont donné les chiffres suivants :

RECETTES.	dollars.	francs.
Fonds des brevets	13 920	69 600
Douanes	668 566	3 342 830
Divers	2 291 812	11 459 060
Rachats	3 839 263	19 196 315
Intérêts des emprunts	26 583	132 915
Certificats d'appel de fonds	59 742 796	298 713 980
Emprunt de cent millions	41 398 286	206 991 430
Bons du Trésor	215 554 885	1 077 774 425
Bons portant intérêt	113 740 000	568 700 000
Taxe de guerre	16 664 513	83 322 565
Emprunt du 28 février 1861	1 375 476	6 877 380
Espèces reçues de la Banque de la Louisiane	2 539 799	12 698 995
Total	457 855 899	2 289 279 495

DÉPENSES.	dollars.	francs.
Ministère de la guerre	341 011 754	1 705 058 770
Ministère de la marine	20 559 283	102 796 415
Intérieur, divers, relations et douanes étrangères	13 673 376	68 366 880
Dette publique	41 727 322	208 636 610
Solde au débit du Trésor au 18 février 1862	26 439 572	132 197 860
Total	443 411 307	2 217 056 535
Total des recettes	457 855 899	2 289 279 495
Total des dépenses à déduire	443 411 307	2 217 056 535
Reste	14 444 592	72 222 960

Ce solde consiste en partie dans les espèces reçues de la Banque de la Louisiane; le reste provient des bons du Trésor portant intérêt.

	dollars.	francs.
Les dépenses totales du gouvernement, pour l'année fiscale se terminant au 1er juillet 1863, y compris les allocations non employées, etc., sont estimées à..........	357 929 229	1 789 646 145
La dette du gouvernement à la même époque est évaluée à..................................	556 105 062	2 780 525 310
Ensemble..................	914 034 291	4 570 171 455

La valeur moyenne courante, dans les États-Unis, à la fois au Nord et au Sud, ayant subi une modification plus ou moins grande, en raison de l'émission soudaine d'une énorme quantité de papier-monnaie, il est assez difficile d'apprécier la situation réelle des finances fédérales et confédérées sans employer une autre estimation que la valeur nominale courante à laquelle nous sommes habitués.

Aussi appelons-nous l'attention du lecteur sur la nomenclature suivante, comprenant les principaux articles de consommation avec leur prix, avant la guerre, et celui auquel ils se trouvaient cotés le 1er février 1863. Les renseignements qui suivent ont été puisés dans les journaux du Nord et dans ceux du Sud, pour les prix respectifs :

DÉSIGNATION.	PRIX avant la guerre.		PRIX ACTUEL. NORD.		PRIX ACTUEL. SUD.	
	dol. c.	fr. c.	dol. c.	fr. c.	dol. c.	fr. c.
Blé blanc, par boisseau.	1 50	7 50	1 85	9 25	4 50	22 50
Farine, —	7 50	37 50	7 50	37 50	22	120 00
Maïs, —	70	3 50	92	4 60	3 50	17 50
Foin, par 100 livres....	1 00	5 00	90	4 50	3 50	17 50
Peaux, par livre.......	07	35	29 1/2	1 475	40	2 00
Bœuf, —	18	90	10	50	50	2 50
Lard, —	13	65	10	50	60	3 00
Saindoux, —	15	75	10 3/4	537	1 00	3 00
Beurre, —	30	1 50	23	1 15	1 50	7 50
Pommes de terre (Irl.).	1 00	5 00	80	4 00	5 00	25 00
Laine, par livre.....	30	1 50	75	3 75	2 00	10 00
Fer en barres, par livre.	04	20	05	15	20	1 00
Clous, —	04	20	05	15	60	3 00
Cuir, pour semelles, par livre................	25	1 25	31	1 55	2 50	12 50
Cuir pour tiges, p. livre	33	1 65	31	1 55	3 50	17 50
Osnaburgs (toiles de lin ou de chanvre), p. yard	10	50	37 1/2	1 875	75	3 75
Cotonnades brunes, —	10	50	37	1 85	75	3 75
Toiles pour draps, —	15	75	37	1 85	1 25	6 25
Cotonnades croisées ordinaires, par yard....	45	2 25	35	1 75	4 00	20 00

CHAPITRE IV.

Monnaies et banques.

La plus ancienne pièce de monnaie à l'usage des États-Unis a, dit-on, été frappée en 1612, pour la compagnie de la Virginie, aux îles Sommers, appelées aujourd'hui Bermudes. La pièce était en bronze, avec la légende « Iles Sommers, » et portait, à la face, un porc, en mémoire des nombreux animaux de cette espèce que trouvèrent les colons, lors de leur arrivée, et, au revers, un navire sous voiles faisant feu d'un canon.

La plus ancienne pièce coloniale fut frappée dans le Massachusetts, en 1652. Le Connecticut, le Vermont et le New-Jersey établirent des Hôtels des Monnaies et émirent quelques pièces au commencement de l'ère républicaine; ils continuèrent à exercer ce privilége, concurremment avec le gouvernement fédéral, de 1778 à 1787.

En 1785, le Congrès approuva le plan d'un monnayage national présenté par Thomas Jefferson, alors représentant. L'étalon sterling anglais fut abandonné, et les types et dénominations suivantes furent adoptés: Aigle, contenant 246 $\frac{263}{1000}$ grains d'or pur, et représentant 10 dollars (50 fr.); demi-aigle, proportionné, comme

alliage et comme valeur, à l'aigle; dollar, 375 $\frac{64}{100}$ d'argent fin (5 fr.); demi-dollar, double dîme et dîme, en proportion (2 fr. 50 c., 1 fr., 0 fr. 50 c.); cent et demi-cent (0 fr. 05 c., 0 fr. 025.) en cuivre.

Le 2 avril 1792, des lois furent passées pour constituer et régler le monnayage. Ces lois restèrent en vigueur pendant quarante-deux ans. Elles établissaient ainsi qu'il suit la dénomination et la valeur des diverses pièces.

Or : Aigle de 10 dollars; poids, 270 grains, titre, 22 carats ou $\frac{916}{1000}$ 2 huitièmes; demi-aigle et quart d'aigle en proportion.

Argent : Dollar de 100 cents; poids 416 grains, titre, 1485 parties d'argent sur 1664, ou $\frac{892}{1000}$ 4 dixièmes; demi-dollar, quart de dollar, dîme de 10 cents, et demi-dîme, en proportion.

Cuivre : Cent; poids, 264 grains; demi-cent, en proportion.

Le même acte décida que le dollar serait l'étalon de la monnaie fédérale, et que tous les comptes publics seraient dressés conformément au système décimal ci-dessus décrit.

Depuis la loi de 1792, diverses modifications ont été introduites dans le système monétaire :

Le 4 janvier 1793, le poids du cent fut abaissé à 208 grains, et celui du demi-cent, en proportion.

Le 28 juin 1834, le poids de l'aigle fut réduit à 258 grains, et celui des fractions de l'aigle, en proportion; sur ces 258 grains, 232 devaient être d'or pur, ce qui équivalait à un titre de 899 $\frac{225}{1000}$, soit une augmentation de 6 $\frac{68}{100}$ pour cent sur l'ancienne valeur des pièces d'or, comparée à celle des pièces d'argent qui ne furent pas modifiées.

Les désavantages du titre complexe des monnaies d'or et d'argent déterminèrent le directeur de la Monnaie (le

Dr R. M. Patterson) à tenter une amélioration. Il prépara une loi bien digérée qui fut votée par le Congrès le 18 janvier 1837, et qui adoptait, pour l'or et pour l'argent, le titre de l'étalon français, $\frac{900}{1000}$. Le poids des pièces d'or ne fut pas altéré, mais celui du dollar fut réduit à 412 grains et demi; les fractions du dollar subirent une réduction proportionnée.

La loi du 3 mars 1849 ajouta à la série des monnaies d'or le double aigle et le dollar, et celle du 21 février 1853 y ajouta encore la pièce de 3 dollars; celle du 3 mars 1851 créa les pièces d'argent de 3 cents au titre de $\frac{750}{1000}$, et du poids de 12 grains $\frac{3}{8}$. Le titre de cette dernière pièce fut élevé à 900 par la loi du 1er avril 1853, et son poids fut réduit aux « $\frac{3}{50}$ du demi-dollar, » soit 11 grains $\frac{52}{100}$.

A la même date, et en exécution de la loi de février 1853, une modification importante fut introduite dans les monnaies d'argent. Les lois antérieures avaient fait de l'or et de l'argent une monnaie légale pour toute espèce de payement. Par suite du rapport de l'argent à l'or, 16 pour 1, l'argent américain subit, relativement aux pièces européennes, une certaine dépréciation aux États-Unis, ce qui en entraîna l'exportation. Pour porter remède à cette inquiétante tendance, une prime fut établie sur les pièces d'argent, et l'or devint la seule monnaie légale. Le poids du demi-dollar fut réduit de 206 grains 1 quart à 192 grains; les pièces fractionnaires subirent une réduction proportionnelle. La Monnaie cessa de frapper des pièces d'argent pour les particuliers; elle acheta l'argent au cours et ne fabriqua que pour le compte du gouvernement, mesure qui avait été adoptée, dans le même but, en Angleterre, dès 1817. Par suite de cette modification, l'argent atteignit, au delà du cours, une valeur courante suffisante pour en arrêter l'exportation, et pour le replacer, comme monnaie, sur

le même rang que l'or. L'argent n'est actuellement une monnaie légale que jusqu'à concurrence de 5 dollars.

Le prix auquel la Monnaie achète l'argent est fixé de temps en temps d'après le cours. Avec une once (28 gr. 33 milligrammes) d'argent au titre du prix de 1 dollar 21 cents (6 fr. 05 c.), la Monnaie fabrique pour 1 dollar 25 cents (6 fr. 25 c.) de pièces, c'est-à-dire des demi-dollars et d'autres petites pièces. Cette prime de 3 $\frac{3}{10}$ pour cent constitue, en tant qu'elle dépasse les frais de fabrication, un bénéfice net pour le gouvernement.

Le dollar d'argent ne fut pas compris dans cette modification. Son poids est toujours le même, 412 grains et demi, tandis que celui de deux demi-dollars, représentant une valeur égale, en pièces fractionnaires, n'est que de 384 grains. Comme valeur intrinsèque, le dollar dépasse donc la somme des pièces fractionnaires qui le représentent, de 7 $\frac{42}{100}$ pour cent, et seulement de 4 et demi pour cent, comme valeur courante. Le dollar est toujours coté suivant sa prime proportionnelle; mais il n'entre pas dans la circulation du pays, et il est assez difficile de comprendre pourquoi il a été laissé ainsi en dehors de la modification indiquée plus haut.

La seule altération monétaire qu'il reste encore à signaler fut le résultat de la loi du 21 février 1857; le cent et le demi-cent de cuivre furent retirés de la circulation, et on leur substitua un nouveau cent composé de 88 parties de cuivre et 12 parties de nickel et pesant 72 grains.

La Monnaie nationale comprend l'hôtel principal de Philadelphie et cinq succursales, celles de la Nouvelle-Orléans (Louisiane), Charlotte (Caroline du Nord), Dahlonega (Géorgie), San-Francisco (Californie) et New-York. Ce dernier est désigné sous le nom de Bureau d'essai. La Monnaie fut établie, par la loi du 2 avril 1792, à Philadelphie qui était, à cette époque, le siége du gouver-

nement et la métropole commerciale du pays. Elle ne commença véritablement ses opérations qu'en novembre 1795. Les succursales de la Nouvelle-Orléans, Charlotte et Dahlonega, constituées par acte du 3 mars 1835, commencèrent à frapper en 1838, celle de la Nouvelle-Orléans, des pièces d'or et d'argent, les deux dernières, des pièces d'or seulement. La succursale de San-Francisco, pour le monnayage de l'or et de l'argent, établie par acte du 3 mars 1852, fabriqua dès 1854. Le Bureau d'essai de New-York, créé par la loi du 4 mars 1853, commença ses opérations en 1854.

A l'exception du monnayage, les fonctions du Bureau d'essai sont les mêmes que celles des succursales. Les lingots d'or et d'argent y sont reçus en dépôt, pesés, fondus, essayés et affinés, précisément de la même manière qu'à la Monnaie de Philadelphie; les restitutions au dépositaire ont lieu, soit en pièces, soit en lingots poinçonnés, à son choix. Toutefois, la portion des lingots qui est remboursée en espèces, ou en une valeur équivalente, doit, de toute nécessité, être adressée, pour être frappée, à la Monnaie de Philadelphie, qui renvoie ensuite les espèces au Bureau d'essai.

Les succursales sont administrées par des Directeurs que nomme le Président des États-Unis. Le Directeur général de la Monnaie de Philadelphie concentre tout le service, sous le contrôle d'un Bureau spécial organisé, à cet effet, au Ministère des finances. Les opérations de la Monnaie et des succursales sont annuellement communiquées au Congrès par le Ministre des finances et consignées dans un rapport qui est rendu public.

Le tableau suivant donne l'ensemble des opérations de la Monnaie et de ses succursales, depuis leur création jusqu'en 1861 :

HOTELS DES MONNAIES.	ANNÉE de la CRÉATION	OR.	ARGENT.	CUIVRE.	TOTAL.	
		VALEUR en dollars.	VALEUR en dollars.	VALEUR en dollars.	NOMBRE de pièces.	VALEUR en dollars.
Philadelphie (au 30 juin 1861)....	1793	374,892,070 25	95,553,090 57	2,647,473 55	693,219,643	473,092,634 37
San-Francisco (au 30 juin 1861)...	1854	128,987,156,81	1,732,554 06	»	9,919,739	130,719,710 87
Nouv.-Orléans (au 31 janv. 1861)..	1838	40,381,615 »	29,890,037 13	»	94,900,695	70,271,652 13
Charlotte (au 31 mars 1861).......	1838	5,048,641 50	»	»	1,206,954	5,048,641 50
Dahlonega (au 28 février 1861)....	1838	6,121,919 »	»	»	1,381,750	6,121,919 »
Bureau d'essai de New-York (au 30 juin 1861)..................	1854	113,685,004 06	983,800 21	»	33,694	114,668,804 27
TOTAL................		669,116,406 62	128,159,481 97	2,647,473 55	800,662,475	799,923,362 14

Le Rapport du Directeur général de la Monnaie, pour 1862, constate que le total net des matières reçues s'éleva à 45423231 dollars 1 cent, et qu'il fut frappé, en pièces d'or, pour 45532386 dollars 50 cents; en pièces d'argent, pour 2812401 dollars 50 cents; en pièces de 1 cent, pour 116000 dollars; en lingots d'or, pour 16144190 dollars 5 cents; et en lingots d'argent, pour 418680 dollars 1 cent; soit, ensemble, pour 65023658 dollars 6 cents.

Sur les matières déposées, le Bureau d'essai de New-York en reçut pour 26188863 dollars 87 cents. Le même établissement poinçonna des lingots d'or pour une valeur de 16094768 dollars 44 cents, et des lingots d'argent pour 615633 dollars 57 cents.

Les dépôts d'or à la succursale de San-Francisco s'élevèrent à 16136622 dollars 96 cents; les dépôts et achats d'argent, à 749,114 dollars 14 cents. La valeur de l'or monnayé fut de 15545000 dollars; de l'argent monnayé, 641700 dollars; et des lingots d'argent, 1278 dollars 65 cents.

Dès que l'autorité de l'Union fut rétablie à la Nouvelle-Orléans, on chargea un agent spécial de vérifier la condition de la succursale et de son matériel. Ce dernier avait beaucoup souffert; un grand nombre d'instruments avaient été enlevés et cachés dans diverses parties de la ville. Ils furent tous retrouvés et réinstallés; et, à l'heure qu'il est, on s'occupe activement à les mettre en état de service. Au 1er janvier 1863, cependant, la succursale n'avait pu encore reprendre ses travaux.

Une loi du 24 avril 1862 a ordonné l'établissement d'une succursale à Denver, dans le territoire de Colorado, et une somme de 75000 dollars, applicable à cet objet, a été portée au budget. En outre, dans son rapport au Congrès (2 décembre 1862), le Ministre des finances a demandé la création d'une nouvelle succur-

sale dans quelque localité convenable du territoire de Nevada.

Les banques des États-Unis, dont le nombre, en 1861, s'élevait à mille six cent une, tiennent toutes leur privilége des autorités locales des États où elles existent. En 1838, la législature de l'État de New-York adopta une loi, désignée sous le nom de « Loi de banque libre, » qui décidait que tout individu, ou toute Société, pourrait entreprendre les affaires de banque, en déposant, entre les mains du contrôleur de l'État, des rentes 5 pour cent des États-Unis ou d'un État quelconque, ainsi que des obligations et des hypothèques sur biens immeubles portant un intérêt de 6 pour cent. En échange de ces cautionnements, les contractants devaient recevoir une somme égale en bons négociables.

Des difficultés s'étant produites relativement à la conversion de ces cautionnements en numéraire, et le rachat des bons ne paraissant pas pouvoir s'opérer, par ce moyen, la législature se vit, en 1840, dans la nécessité de reviser la loi et de décider qu'on n'accepterait comme cautionnements que des rentes ou obligations des États-Unis ou de l'État de New-York, ou des hypothèques, les valeurs des autres États ne s'étant pas trouvées négociables.

Ce système est encore en vigueur dans l'État de New-York; il a été adopté par les États de New-Jersey, Virginie, Indiana, Illinois, Wisconsin, Tennessee, Louisiane et Alabama. Dans les autres États, excepté dans la Californie et l'Arkansas, où il n'existe pas de banques, les établissements de cette nature sont institués par des actes spéciaux de la législature.

Les banques de l'État de New-York sont tenues de publier, toutes les semaines, leur état de situation, dans les journaux.

A la fin de 1857, presque toutes les banques du pays

suspendirent leurs payements en espèces ; elles les reprirent, pour la plus grande partie, au moins, au bout de quelques mois. Les pertes résultant de cette crise financière furent insignifiantes. Une seule banque, celle de Pennsylvanie, dont le capital était de 1 875 000 dollars, fut forcée de se constituer en faillite.

Le tableau suivant présente le nombre et la condition des banques des États-Unis pendant les années 1858, 1859, 1860 et 1861.

DÉSIGNATION.	1858	1859	1860	1861
Nombre de banques et de succursales	1,422	1,476	1,562	1,601
	dollars.	dollars	dollars.	dollars.
Capital encaissé	394,622,799	401,976,242	421,880,095	429,592,713
Ressources : Prêts, Escomptes	583,165,242	657,183,799	691,945,580	696,778,421
Effets	60,305,260	63,502,449	70,344,343	74,004,879
Immeubles	28,755,834	25.976,497	30,782,131	30,748,927
Autres placements	6,075,906	8,323,041	11,123,171	16,657,511
Créances sur d'autres banques	58,052,802	78,244,987	67,235,457	58,793,990
Effets d'autres banques	22,447,436	18,858,289	25,502,567	21,903,902
Valeurs de caisse	15,380,441	26,808,822	19,331,521	29,297,878
Espèces	74,412,832	104,537,818	83,594,537	87,674,507
Engagements. — Effets en circulation	155,208,344	193,306,818	207,102,477	202,005,767
Dépôts	185,932,049	259,568,278	253,802,129	257,229.562
Dû à d'autres banques	51,169,875	68,215,651	55,932,918	61,275,256
Autres engagements.	14,166,713	15,048,427	14,661,815	23,258,004
Total des engagements exigibles, à savoir :				
Billets en circulation, dépôts et dettes envers d'autres banques	392,310,268	521,090,747	516,837,524	520,510,585
Total des ressources réalisables, à savoir :				
Espèces, valeurs de caisse, effets d'autres banques et créances sur d'autres banques	170,293,511	228,449,916	195,664,082	197,670,277
Or et argent déposés au Trésor.	10,229,229	3,033,600	6,695,225	3,600,000
Total des espèces, dans les Banques et au Trésor	84,642,061	107,571,418	90,289,762	91,274,507

Les Caisses d'Épargne sont actuellement, aux États-Unis, en très-grande faveur auprès des classes nécessiteuses, qui y portent de préférence leurs économies.

C'est à Philadelphie, en 1816, que fut ouverte la pre-

mière Caisse d'Épargne, quoique, cinquante ans auparavant, Franklin eût déjà proposé la création d'un établissement à peu près de la même nature. La seconde fut fondée à Boston, la même année, et la troisième à New-York (Caisse d'Épargne de la rue Chambers) en 1819. Depuis cette époque, ces banques des pauvres se sont extraordinairement multipliées. Tous les États ont voté en leur faveur des lois réglementaires. Dans quelques-uns, chacune de ces caisses a une charte spéciale; dans d'autres, elles sont soumises à une loi générale; mais toutes doivent adresser à la législature un rapport annuel. Dans la plupart des États, elles sont placées sous la surveillance de commissaires ou directeurs des banques, qui, plusieurs fois dans l'année, examinent leurs opérations et en rendent publiquement compte.

L'intérêt servi par les Caisses d'Épargne flotte entre 3 et 7 pour cent. Le plus grand nombre accorde 6 pour cent sur les dépôts de 500 dollars ou au-dessous, et 5 pour cent sur les sommes plus considérables. En général, les dépôts ne peuvent être supérieurs à 1000 dollars par tête, mais certaines banques ne possèdent aucun règlement qui limite la quantité du dépôt. Autrefois, le dépôt minimum devait être de 1 dollar; toutefois, depuis quelques années, des caisses ont été instituées sous la dénomination de « Caisses d'Épargne de 5 cents, de 1 dîme (50 centimes), de 6 pence. »

Les dépôts de ces diverses caisses sont capitalisés par les soins de leurs directeurs, qui possèdent, généralement, une grande fortune, et qui n'ont ou sont supposés n'avoir aucun intérêt pécuniaire dans les bénéfices de ces placements. Dans les petites localités, ces fonds sont ordinairement placés en première hypothèque, sur des immeubles, et jusqu'à concurrence de la moitié ou du tiers de la valeur de ces immeubles. Dans les grandes villes, on les convertit en rentes des

États-Unis, en bons du Trésor, ou autres valeurs de banque. Quelques caisses avaient l'autorisation tacite de convertir leurs capitaux en effets de commerce, en actions ou obligations de Compagnies de chemins de fer ou d'assurances ; aujourd'hui, cette latitude leur a été retirée.

Les directeurs sont responsables des déficits résultant de leur négligence, et, dans ce cas, ils sont soumis à un dépouillement rigoureux de leur comptabilité. Il faut ajouter que l'administration de ces établissements est généralement excellente ; grâce à la prévoyance et à l'habileté avec lesquelles les fonds sont placés, grâce aussi à la somme des capitaux morts, accumulés pendant une série d'années, les Caisses d'Épargne sont bientôt en possession d'un excédant qui en fait substantiellement des maisons de banque du premier ordre.

Il n'existe pas de statistique bien exacte des Caisses d'Épargne des États-Unis ; mais on peut dire, en termes généraux, qu'elles sont beaucoup plus nombreuses dans les États du Nord que dans les États du Sud. Dans l'État de New-York, il y en avait, en 1861, 72 dont le capital, 67 450 397 dollars, avait été constitué par 310 693 déposants. Sur ces 72 banques, la ville de New-York et son faubourg, Brooklyn, en possédaient 25, avec 55 780 572 dollars fournis par 255 485 déposants.

Le tableau suivant montre l'accroissement des opérations de ces institutions, pendant une période de cinq années :

Date.	Nombre de banques.	Dépôts.
Janvier 1857.........	66	41 699 502 dollars.
— 1858.........	66	41 422 672 —
— 1859.........	66	48 194 847 —
— 1860.........	69	58 178 160 —
— 1861.........	72	67 450 397 —

En 1860, ces banques avaient un excédant en numé-

raire de 2 552 055 dollars. Les dépôts de deux d'entre elles, la « Banque Bowery » et la « Caisse d'Épargne, » dépassaient 10 millions de dollars, pour chacune, et ceux de la « Caisse des Marins » atteignaient presque 9 millions de dollars.

Dans la même année, les 86 Caisses d'Épargne du Massachusetts tenaient 39 424 419 dollars de 205 409 déposants; l'intérêt moyen a été, pour l'année, de 5.01 pour 100, et pour les cinq dernières années de 6.62 pour 100. Sur ce capital, 8 554 264 dollars ont été prêtés sur garantie personnelle; le reste a été placé sur hypothèques, en rentes de la ville, de l'État, des États-Unis, sur diverses banques, et en obligations ou actions des chemins de fer.

Le Connecticut avait 64 Caisses d'Épargne, avec 18 132 821 dollars appartenant à 88 925 déposants; 1 317 103 dollars étaient placés sur garantie personnelle, et le reste sur hypothèques, en rentes des États-Unis et de l'État, et en obligations et actions de chemins de fer.

Le Vermont avait 12 Caisses d'Épargne, avec un capital de 1 145 263 dollars. Le New-Hampshire en avait 26, avec un capital de 4 860 025 dollars et un excédant de 207 491 dollars; et le Rhode-Island, 21, avec un capital de 7 765 771 dollars.

Ainsi, en 1860, dans les seules Caisses d'Épargne de l'État de New-York et des cinq États de la Nouvelle-Angleterre, la somme des dépôts s'élevait au chiffre de 139 millions de dollars.

CHAPITRE V.

Armée.

Le peuple des États-Unis a hérité de ses ancêtres une aversion extrême pour les grandes armées permanentes. Il préfère, dans les circonstances critiques, avoir recours aux volontaires.

En mars 1861, l'armée se composait d'un major général (breveté lieutenant général), de 4 brigadiers généraux et de 16 000 officiers et soldats, divisés entre les armes suivantes : 1 corps du génie, 1 corps d'ingénieurs topographes, 1 corps d'artillerie, 2 régiments de dragons, 2 régiments de cavalerie, 1 régiment de chasseurs à cheval, 4 régiments d'artillerie et 10 régiments d'infanterie.

Par acte du 29 juillet 1861, le Congrès autorisa le Président à augmenter l'armée régulière de 22 714 hommes, et, au 1er juillet 1862, la force nominale de l'armée était de : 4 majors généraux, 10 brigadiers généraux, corps d'ingénieurs, corps d'ingénieurs topographes, corps d'artillerie, 6 régiments de cavalerie, 5 régiments d'artillerie, et 19 régiments d'infanterie.

Le tableau suivant expose l'organisation de chacun des régiments :

DÉSIGNATION DES GRADES.	CAVALERIE.	1er, 2e, 3e, et 4e RÉGIMENTS d'artillerie.	5e RÉGIMENT d'artillerie.	INFANTERIE ancienne.	INFANTERIE nouvelle.
Colonel	1	1	1	1	1
Lieutenant-colonel	1	1	1	1	1
Majors	3	2	3	2	3
Capitaines	12	12	12	10	24
Lieutenants en premier	12	24	24	10	24
Lieutenants en second	24	12	24	10	24
Cadres { minimum	1,208	718	1,722	548	1,587
Cadres { maximum		1,058	1,794	868	2,367
Total { minimum	1,263	770	1,763	582	1,639
Total { maximum		1,110	1,807	902	2,440

Les nouveaux régiments sont organisés sur le pied de guerre, c'est-à-dire en 3 bataillons; le corps du génie comprend : 1 colonel, 4 lieutenants-colonels, 8 majors, 12 capitaines, 15 lieutenants en premier, 15 lieutenants en second et 600 hommes de troupe; le corps des ingénieurs topographes, 1 colonel, 3 lieutenants-colonels, 8 majors, 10 capitaines, 13 lieutenants en premier, 13 lieutenants en second et 100 hommes de troupe; le corps d'artillerie, 1 brigadier général, 2 colonels, 2 lieutenants-colonels, 4 majors, 12 capitaines, 12 lieutenants en premier, 12 lieutenants en second, 15 garde-magasins militaires et 440 hommes de troupe.

Y compris ces trois corps, les officiers d'état-major, les services de l'adjudant général, du rapporteur général, de l'inspecteur général, l'officier des signaux, les services du quartier-maître général, des subsistances, de santé, de la solde, lesquels sont tous hors cadres, la force nominale de toute l'armée est de 41 247 hommes. Le Président pouvait élever cet effectif à 44 893, en vertu de la loi du 17 juin 1850, qui l'autorisait à porter à 74 le nombre des hommes de toutes les compagnies en service sur les frontières de l'Ouest et dans des postes plus éloignés. C'est ce qui a eu lieu pour 69 des 198 compagnies de l'ancienne armée.

Le 15 avril 1861, le Président lança une proclamation appelant sous les drapeaux 75 000 miliciens, pour un service de trois mois, les États du Sud restant en dehors de cet appel. Le 1er juillet, 77 875 hommes étaient enrôlés et présents aux corps. Le 4 mai, second appel de 42 000 volontaires, pour trois mois, ou toute la durée de la guerre. Le 27 juillet, le Congrès invita les États à fournir 500 000 hommes, pour un service de même durée.

Le 1er décembre 1862, le Ministre de la guerre établit comme suit la force totale de l'armée, réguliers et volontaires :

ARMES.	VOLONTAIRES	RÉGULIERS.	TOTAL.
Génie	»	107	107
Cavalerie	54,654	4,744	59,398
Artillerie	20,380	4,308	24,688
Chasseurs et tirailleurs	8,395	»	8,395
Infanterie	557,208	11,175	568,383
TOTAL	640,637	20,334	660,971

En juillet 1862, le Président fit un nouvel appel de 300 000 volontaires, pour neuf mois. Le 1er du même mois, le Congrès limita le nombre des officiers généraux de volontaires à 40 majors généraux et 200 brigadiers généraux.

Il est bon de faire observer que les milices des États-Unis, conformément aux derniers renseignements parvenus aux bureaux de l'adjudant général, comprennent 3 214 769 hommes, y compris 500 officiers généraux et 3453 officiers d'état-major. Ces chiffres, toutefois, ne peuvent être considérés que comme approximatifs. Trois États et tous les Territoires, sauf l'Utah, n'ont fourni aucunes données, et celles des autres États présentent des dates diverses entre 1827 et 1860.

Une grande portion de la milice est comprise dans le chiffre de volontaires indiqué dans le tableau qui précède, beaucoup de régiments étant entrés au service avec leur cadre complet. Suivant l'acte du Congrès du 16 juillet 1862, le Président est autorisé, sous l'empire de certaines circonstances critiques, à appeler la milice de quelques États, ou de tous les États de l'Union, et à la garder au service pendant neuf mois ; et si, par suite de défauts dans les lois locales ou dans leur exécution, l'application de l'acte du Congrès rencontrait quelque difficulté, le Président est investi du droit de donner tous ordres et de faire tous règlements nécessaires à l'enrôlement des milices. Cet enrôlement doit, dans tous les cas, comprendre tous les citoyens valides âgés de dix-huit à quarante-cinq ans, et chaque État n'y doit concourir que dans la proportion de sa population.

Dans son rapport annuel, en date du 29 novembre 1862, le Ministre de la guerre dit que cette partie des États-Unis qui est actuellement, ou qui a été, l'année dernière, le théâtre des opérations militaires, est divisée en dix départements militaires. Les diverses armées, manœuvrant dans ces départements, constituent, suivant les documents officiels les plus récents, une force de 775 336 officiers et soldats, tous parfaitement armés et équipés. Ce nombre a, depuis, été porté à plus de 800 000, et lorsque les cadres seront au complet, l'armée comprendra un million d'hommes ; les prévisions budgétaires pour l'année 1863 sont établies sur ce chiffre.

La solde des troupes, pendant l'année fiscale se terminant au 30 juin 1862, s'est élevée, d'après le rapport du payeur général[1], à 5 550 039 dollars 54 cents, pour

1. Voir le rapport du Ministre de la guerre en date du 29 novembre 1862.

l'armée régulière, et à 91 116 610 dollars 61 cents, pour les volontaires, soit ensemble à 96 666 650 dollars 15 cents (483 333 250 fr. 75 cent.).

De son côté, le chef du service médical constate, dans son rapport[1], qu'il a épuisé la totalité des sommes mises à la disposition de son service pour la même période, à savoir, 2 445 894 dollars 89 cents (12 229 474 fr. 45 cent.). Le nombre des hôpitaux généraux est de cent cinquante-un, et celui des malades et blessés qu'ils contiennent, de 58 175. Le chiffre total des soldats en traitement n'est pas inférieur de beaucoup à 90 000.

Voici l'échelle du traitement des officiers de l'armée régulière :

Lieutenant général, 270 doll. par mois, 40 rations par jour et 50 doll. par mois, en temps de guerre, pour indemnité de fourrage.

Major général, 220 dollars par mois, 40 rations par jour, 3 chevaux en temps de guerre.

Brigadier général, 124 doll. par mois, 12 rations par jour, 5 chevaux en temps de guerre.

Inspecteur général, 110 doll. par mois, 6 rations par jour, 5 chevaux en temps de guerre.

Quartier-maître général, 124 doll. par mois, 12 rations par jour, 5 chevaux en temps de guerre.

Directeur du service de santé, 2740 doll. par an.

Payeur général, 2740 doll. par an.

Lieutenant-colonel de cavalerie, 95 doll. par mois, 5 rations par jour, 4 chevaux en temps de guerre.

Major de cavalerie, 80 doll. par mois, 5 rations par jour, 4 chevaux en temps de guerre.

Capitaine de cavalerie, 70 doll. par mois, 4 rations par jour, 3 chevaux en temps de guerre.

Lieutenant en 1er en 2e de cavalerie, 53 doll. 33 c. par mois, 4 rations par jour, 2 chevaux en temps de guerre.

Cavalier, 13 doll. par mois.

Cette gradation de solde est à peu près la même pour

1. Voir le rapport du Ministre de la guerre en date du 29 novembre 1862.

toutes les armes. Quant à celle des volontaires, elle est fixée ainsi qu'il suit :

Dans l'infanterie et la grosse artillerie : sergent-major, 20 dollars par mois; sergent, 17 dollars; caporal, 13 dollars; simple soldat, 13 dollars; musicien, 12 dollars.

Dans la cavalerie et l'artillerie légère : sergent-major, 20 dollars; sergent, 17 dollars; caporal, 14 dollars; simple soldat, 13 dollars; musicien, 13 dollars.

En janvier 1862, les arsenaux et dépôts d'armes, placés sous la surveillance du ministère de la guerre, étaient ceux de : Kennebec (Maine); Springfield et Watertown (Massachusetts); Champlain, à Vergennes (Vermont); Watervliet, à West-Troy (New-York); New-York; Alleghany, à Pittsburg (Pennsylvanie) et Franckford, à Bridesburg (même État); Pikesville (Maryland); Washington (district de Columbia); Fort-Monroe (Virginie); Saint-Louis (Missouri); Leavenworth (Kansas); Détroit, à Dearbornville (Michigan); et Benicia (Californie).

Les arsenaux de Fayetteville (Caroline du Nord), Charleston (Caroline du Sud), Mont-Vernon (Alabama), Bâton-Rouge (Louisiane) et San-Antonio (Texas), ont été saisis par les sécessionistes, dès le commencement de la guerre civile; et celui de Harper's-Ferry (Virginie) a été brûlé par les troupes fédérales pour lui éviter le même sort.

La seule École militaire des États-Unis est celle de West-Point, fondée en 1802. Les élèves sont nommés par le Président et par les membres de la Chambre des représentants. Leur nombre est limité à 250, et les cours d'études durent cinq années.

CHAPITRE VI.

Marine.

La date de l'origine de la marine des États-Unis peut être fixée au 13 octobre 1775, époque où le Congrès autorisa l'armement de deux croiseurs portant respectivement 10 et 14 canons.

Avant la fin de la même année, la construction de 15 autres navires, portant de 20 à 36 canons, fut décidée.

Tous ces vaisseaux furent construits dans les colonies de la Nouvelle-Angleterre, dans le New-York, la Pennsylvanie et le Maryland. Le 22 décembre 1775, le Congrès constitua un corps d'officiers de marine, dont Esek Hopkins fut nommé général en chef; le fameux Paul Jones en faisait partie, avec le grade de lieutenant.

Les affaires navales étaient alors confiées à un « Comité de marine. »

En octobre 1776, la flotte de l'Union comprenait 26 navires, portant ensemble 536 canons; ses services, pendant la guerre de la révolution, furent de la plus haute importance.

En 1778, plusieurs navires d'un tonnage considérable furent construits ou acquis à l'étranger, parmi

lesquels il faut citer la célèbre *Alliance*, frégate de 32 canons.

Le premier navire de guerre qui tomba entre les mains des États-Unis fut *l'Édouard*, capturé par *le Lexington*, capitaine John Barry, le 17 avril 1777.

Le 27 mars 1794, le Congrès autorisa la construction de six frégates, et il fut heureusement décidé que trois d'entre elles seraient du premier rang; *la Constitution* est une des trois. Ce navire peut être considéré comme le fondement de la marine actuelle, tous les autres navires de la révolution ayant été aliénés, à la paix, en 1783.

Le département de la marine fut définitivement créé en 1798, et Benjamin Stoddart en fut le premier ministre.

A la même époque, en conséquence de la gêne imposée au commerce des États-Unis par la France, et de la conduite suspecte des États barbaresques, le Congrès décida que les forces maritimes du pays seraient notablement augmentées, et le Président fut autorisé à prendre les mesures nécessaires pour résister aux forces françaises. Dans ce semblant de guerre, la marine des États-Unis obtint des succès marqués.

A l'accession de Jefferson à la présidence, en 1801, la flotte subit une réduction. La même année, la régence de Tripoli déclara la guerre aux États-Unis. Pendant les hostilités, qui se prolongèrent jusqu'en 1805, les beaux faits d'armes de la flotte de l'Union portèrent à un haut degré la réputation d'habileté de ses marins.

C'est en 1803 que fut inauguré le système des canonnières. En 1806 et en 1807, le Congrès autorisa la construction de 257 bâtiments de cette nature; mais le système fut peu après abandonné parce qu'il était très-dispendieux et qu'il ne rendait pas les services qu'on en attendait.

La guerre de 1812 porta à son comble la réputation

de la marine des États-Unis. Grâce à leur force, les frégates construites en 1794 luttèrent presque toujours avantageusement avec un ennemi qui, jusqu'alors, passait pour invincible.

A partir de cette époque, la flotte fut maintenue sur le pied d'activité; et bien que, comparée aux flottes étrangères, celle des États-Unis fût d'une infériorité numérique marquée, le gouvernement suivit avec vigilance les perfectionnements successifs de la construction navale et n'adopta que les modèles de navires dont la supériorité avait été parfaitement constatée.

La révolution de 1860-61 eut pour résultat immédiat une énorme extension du cadre de la flotte.

« Quand j'entrai en fonction, en mars 1861, » dit le Ministre de la marine, dans son rapport au Président, en date du 1er décembre 1862, « il n'existait que 42 navires commissionnés; et, comme je le disais dans mon dernier rapport, de tous les navires de l'État, 76 seulement étaient capables de prendre la mer. Les vaisseaux commissionnés se trouvaient presque tous en mission; et sur les 7000 marins à la solde du gouvernement, il n'y en avait, le 10 mars 1861, dans les ports et sur les vaisseaux-cayennes de la côte de l'Atlantique, que 207 pour manœuvrer nos navires, protéger nos arsenaux, ou contribuer à la répression de l'insurrection naissante.

« Ni l'administration sortante, ni le Congrès, dont la session, pourtant, se prolongea jusqu'au 4 mars, n'avaient pris de mesures propres à augmenter ou renforcer notre puissance navale, malgré la situation menaçante de nos affaires publiques; et lorsque, peu de semaines après l'inauguration, j'eus besoin de troupes pour couvrir et sauvegarder les propriétés de l'État, à Norfolk et à Annapolis, et de matelots pour éloigner les navires compromis, je ne pus me procurer ni soldats, ni marins.

Et non-seulement nous manquions de matelots pour la manœuvre, mais encore les quelques navires mouillés dans nos arsenaux n'étaient pas susceptibles d'être immédiatement utilisés.

« Dans mes rapports présentés, lors de la session spéciale de juillet 1861, et en décembre dernier, j'ai longuement retracé les promptes mesures qu'il m'a fallu prendre pour rappeler nos navires en mission, et pour augmenter notre flotte, en réparant et appropriant, aussi vite que possible, les navires utilisables appartenant à l'État, en acquérant tous les navires susceptibles d'être affectés à la garde de certaines parties basses de notre littoral, et en faisant rapidement construire autant de steamers que possible dans nos arsenaux, y employant non-seulement les matériaux et machines de l'État, mais encore ceux que je pus me procurer auprès des constructeurs civils.

« J'ai obtenu ce résultat, que nous avons actuellement à flot ou prêts à prendre bientôt la mer 427 bâtiments, le nombre de bâtiments de l'ancienne flotte, énumérés dans mon rapport de juillet 1861, et non compris les bâtiments perdus, ayant été augmenté de 363 navires, portant ensemble 1577 canons et représentant 240 028 tonneaux.

« On ne saurait trouver dans les annales d'aucun pays l'exemple d'un accroissement aussi considérable dans un si court espace de temps. Je dois ajouter que nous n'avons qu'à nous féliciter des acquisitions faites à la marine marchande; tous les navires qu'elle a fournis à l'État, quoiqu'ils n'eussent pas été construits pour la guerre, et que, par suite, ils n'eussent pas la force des bâtiments de l'État, ont fait un excellent service et réalisé toutes mes espérances.

« Afin de bien faire comprendre la situation de notre marine, dans le passé et dans le présent, du 4 mars

1861 à novembre 1862, et l'extension qui lui a été donnée, j'ai fait dresser le tableau suivant qui comprend le nombre des bâtiments, l'ensemble de leur armement et de leur tonnage, et le compte détaillé des pertes que nous avons éprouvées depuis mon dernier rapport annuel. »

FORCE NAVALE A LA DATE DU DERNIER RAPPORT ANNUEL.

	nombre.	canons.	tonnes.
Ancienne flotte	76	1783	105 271
Navires achetés	136	518	71 297
Navires neufs, terminés ou en construction	52	256	41 448
Total	264	2557	218 016

FORCE NAVALE ACTUELLE.

	nombre.	canons.	tonnes.
Ancienne flotte	74	1691	100 008
Navires achetés	180	688	86 910
Cédés par les ministères de la guerre et des finances	50	230	32 828
Navires neufs, terminés ou en construction	123	659	120 290
Total	427	3268	340 036
Augmentation depuis le dernier rapport.	163	711	122 020

Le Ministre donne ensuite l'état des pertes résultant de naufrages et de combats, lesquelles s'élèvent à 112 canons et à une capacité de 7908 tonneaux, et il continue ainsi :

ADDITIONS DEPUIS LE 4 MARS 1861.

(Non compris les navires perdus.)

	nombre.	canons.	tonnes.
Achetés	180	688	86 910
Cédés	50	230	32 828
En construction	123	659	120 290
Total	353	1577	240 028

ADDITIONS PAR SUITE DE CONSTRUCTIONS.

	nombre.	canons.	tonnes.
Sloops de guerre à hélice de 2e classe. .	18	116	16 396
Canonnières à hélice....................	27	108	14 033
Canonnières à aubes.....................	39	296	36 337
Navires cuirassés en bois...............	12	65	20 893
Navires cuirassés en fer................	32	74	32 631
Total....................	123	659	120 290

Navires cuirassés.

Littoral.	nombre.	canons.	tonnes.
Navires cuirassés en bois...............	8	56	19 005
Navires cuirassés en fer................	20	42	22 611
Rivières de l'Ouest.			
Navires cuirassés en bois...............	4	9	1 888
Navires cuirassés en bois (cédés par le ministère de la guerre)..............	10	122	6 284
Navires cuirasses en fer................	12	32	10 020
Total....................	54	261	59 808

Navires dans les eaux occidentales.

	nombre.	canons.	tonnes.
Navires cuirassés.......................	26	261	59 808
Canonnières en bois.....................	18	79	6 380
Transports..............................	10	2	9 000
Navires éperonnés.......................	5	24	11 200
Remorqueurs armés.......................	13	13	650
Total....................	72	379	87 038

Quand les bâtiments actuellement sur le chantier seront achevés, la flotte comprendra :

	nombre.	canons.	tonnes.
Navires à voiles........................	104	1415	74 176
Navires à vapeur........................	323	1815	265 861
Total....................	427	8268	840 036

A la date de ce rapport, le nombre des marins à bord des navires de l'État, y compris les vaisseaux-cayennes et les vaisseaux-écoles, était de 28 000 environ, et il

n'y avait pas moins de 12 000 mécaniciens et ouvriers employés dans les divers arsenaux et stations maritimes; et encore ce dernier nombre ne comprend-il pas les ouvriers de toutes sortes occupés dans les chantiers particuliers, au compte de l'État, et par suite de marchés passés avec le ministère de la marine.

Les fonds votés par le Congrès, dans les sessions régulière et spéciale, pour l'année fiscale se terminant au 30 juin 1862, s'élevaient à 43 615 551 dollars 77 cents (218 077 758 fr. 75). Sur cette somme, le ministère n'a dépensé que 42 200 529 dollars 96 cents, laissant ainsi à disposition un excédant de 1 415 021 dollars 81 cents. Ces dépenses comprennent le prix de construction de 52 steamers, l'acquisition, les modifications et l'armement de 175 steamers et voiliers; en un mot, les frais de toutes sortes occasionnés par l'augmentation de la flotte.

Les fonds votés pour l'année fiscale courante (se terminant au 30 juin 1863) se montent à 52 814 359 dollars 07 cents (264 071 795 fr. 35). Les prévisions pour l'année fiscale se terminant au 30 juin 1864, sont de 68 257 255 dollars 1 cent (341 286 275 fr. 05), à savoir :

	dollars.	
Marine propre.............	65 096 277	70
Corps de marine............	1 248 417	31
Arsenaux..................	1 604 123	»
Hôpitaux..................	82 400	»
Magasins..................	33 522	»
Divers....................	192 515	»
Ensemble........	68 257 255	01

Ce fut en 1862 que, pour la première fois, les États-Unis donnèrent au monde le spectacle d'un combat entre navires cuirassés.

Le 31 août 1861 le Congrès avait voté une somme de

construction de navires
...ément de mars 1862, le
ADDITIONS PAR S... sur les plans du capitaine
... auquel ait été appliqué le vote

Sloops de guerre à hél...
Canonnières à hél...
Canonnières à ...
Navires cuir...
Navires r...

... la rade de New-York et arriva à ... dans la nuit du 8. L'épopée postérieure ... est décrite par le Ministre de la marine ... termes suivants[1]:

« ... arrivée, quoique plus tardive qu'on ne s'y at... tendait, eut lieu, toutefois, au moment le plus opportun. Depuis quelque temps, le ministère suivait avec la plus grande sollicitude les progrès que faisaient les insurgés dans l'armement et l'équipement du grand steamer de guerre *Merrimac*, qui était tombé entre leurs mains lors de l'évacuation de Norfolk. Dans l'après-midi du 8 mars, ce formidable bâtiment, puissamment cuirassé et armé, et parfaitement approprié pour agir, soit comme navire éperonné, soit comme steamer de guerre, descendit la rivière Élizabeth, accompagné de plusieurs petits steamers, dont deux partiellement cuirassés, dans le but d'attaquer les bâtiments de la flotte de blocus mouillés dans les eaux d'Hampton. Quand parurent *le Merrimac* et son escorte, deux navires à voiles, *le Congrès* et *le Cumberland* étaient mouillés au large de Newport-News, et les autres navires se trouvaient dans le voisinage du fort Monroe, à une distance d'environ 6 milles. *Le Minnesota*, *le Roanoke* et *le Saint-Laurent* s'avancèrent immédiatement vers le théâtre de l'action.

« *Le Congrès*, le plus rapproché du *Merrimac*, reçut son premier feu et y répondit par toute sa bordée ; les projectiles semblèrent glisser sur les flancs cuirassés de l'assaillant. Abandonnant *le Congrès*, *le Merrimac* se

1. Voir le rapport de l'honorable Gidéon Welles, ministre de la marine, en date du 1er décembre 1862.

sur *le Cumberland;* ce dernier le reçut avec un ourri et bien dirigé, mais qui, comme celui ne produisit malheureusement que peu bat aussi inégal ne pouvait être de longue Merrimac y mit fin en s'élançant violemment, peron en avant, sur *le Cumberland*, creva son bois et le fit sombrer presque immédiatement. Quand ses batteries arrivèrent à fleur d'eau, le jeune commandant, le lieutenant Norris, et son héroïque équipage, demeurés inébranlables à leur poste malgré l'imminence du péril, lancèrent une dernière bordée, et, aussitôt après, le brave navire disparut sous les eaux, son pavillon toujours flottant.

« Ayant ainsi anéanti *le Cumberland*, *le Merrimac* s'avança contre *le Congrès* qui, pendant ce temps, avait engagé le combat avec les petits steamers et, après avoir perdu beaucoup de monde, s'était échoué afin d'éviter le sort du *Cumberland*.

« *Le Merrimac* prit alors position pour enfiler *le Congrès* de l'arrière à l'avant, tandis que l'un des petits steamers l'accablait de boulets par tribord. Deux autres steamers ennemis descendaient également la rivière James, en dirigeant sur la malheureuse frégate un feu continuel, avec une précision et un effet désastreux. Presque tous les canons du *Cumberland* étaient démontés, et son commandant, le lieutenant Joseph B. Smith, avait été frappé sur son banc de quart. Ses ponts étaient jonchés de morts et de mourants; le feu s'était déclaré en plusieurs endroits et pas un canon ne pouvait être mis en batterie contre l'ennemi.

« Dans cette extrémité, et n'attendant plus de secours, le plus ancien officier survivant, le lieutenant Pendergrast, crut qu'il était de son devoir d'arrêter une effusion de sang désormais inutile, et il amena son pavillon. Il était environ quatre heures de l'après-midi. *Le Con-*

grès continua à brûler pendant quelques heures ; vers huit heures du soir il sauta.

« Quittant *le Congrès*, *le Merrimac* tourna son attention vers les autres navires de la flottille. *Le Roanoke* s'était échoué en s'approchant du théâtre de l'action, et quoiqu'il eût réussi à se dégager, il se trouvait dans une condition telle (son hélice s'était brisée) qu'il ne put prendre aucune part au combat. *Le Saint-Laurent* s'échoua également près du *Minnesota*. Il eut avec *le Merrimac* un engagement de courte durée ; mais il n'éprouva aucun dommage appréciable et, après avoir été remis à flot, fut ramené au fort Monroe.

« *Le Minnesota* qui, comme les autres navires, s'était échoué sur les bas-fonds du canal, devint dès lors le but spécial de l'attaque du *Merrimac*, du *Yorktown* et du *Jamestown*. Le premier tirait trop d'eau pour s'approcher de bien près ; aussi son feu ne produisit-il que peu d'effet. Les autres steamers choisirent leur position, et, tirant avec précision, causèrent au *Minnesota* des avaries considérables. Le navire attaqué parvint, toutefois, à forcer les deux petits steamers à s'éloigner, et l'un d'entre eux semblait fort endommagé. Vers sept heures du soir, *le Merrimac* se retira également, et les trois bâtiments allèrent mouiller près de Norfolk.

« On tenta vainement, pendant toute la nuit, de remettre à flot *le Minnesota* et de le conduire dans une position où il fût à l'abri d'une nouvelle attaque. On attendait avec anxiété le jour qui devait ramener le terrible assaillant. A ce moment critique, *le Monitor*, l'un des navires cuirassés récemment terminés, parti de New-York, sous le commandement du lieutenant John L. Worden, arriva dans les eaux d'Hampton, et vint, vers minuit, jeter l'ancre à côté du *Minnesota*.

« A six heures du matin, comme on s'y attendait, *le Merrimac* parut et ouvrit son feu contre *le Minnesota*.

Obéissant au signal d'attaque qu'il reçut de terre, *le Monitor*, quittant *le Minnesota*, s'avança à toute vapeur et se rangea bord à bord avec *le Merrimac*, se plaçant ainsi entre ce dernier et *le Minnesota*.

« La lutte entre ces deux terribles adversaires fut aussi longue qu'acharnée. En apparence, elle était inégale; *le Merrimac* semblait un géant comparé au *Monitor*. Mais, grâce aux nouveaux principes de sa construction, *le Monitor* possédait une armature formidable; il portait deux canons d'un énorme calibre, et il était manœuvré avec une incomparable habileté.

« Au bout de quelques heures, *le Merrimac* fut forcé de se reconnaître vaincu, et, s'éloignant du *Monitor*, chercha à renouveler son attaque contre *le Minnesota*. *Le Monitor*, forçant sa vapeur, réussit encore à se placer entre deux et rouvrit son feu contre le bâtiment sécessioniste. A midi, *le Merrimac*, sérieusement maltraité, abandonna le champ de bataille et se retira vers Norfolk avec les deux petits steamers.

« Ainsi se termina le combat naval le plus remarquable des temps modernes et, peut-être, de tous les âges. L'attaque la plus violente et la plus menaçante qui eût encore été faite par les insurgés contre les forces maritimes de l'Union fut héroïquement repoussée, et l'histoire de la guerre navale entra dans une ère nouvelle[1]. »

Une école destinée à former des officiers de marine a été établie à Annapolis (Maryland) en 1845, et transportée à New-Port (Rhode-Island) en avril 1861.

Par l'acte du 16 juillet 1862, le Congrès a fixé ainsi qu'il suit la liste active des officiers de marine de l'État, avec le chiffre maximum des officiers de chaque grade :

1. Quelques mois après le combat, les confédérés firent sauter *le Merrimac*, pour en prévenir la capture. Plus tard, *le Monitor* sombra en mer, pendant une tempête.

9 vice-amiraux;
18 commodores;
36 capitaines;
72 commandants;
144 lieutenants-commandants;
144 lieutenants;
144 masters;
144 enseignes.

Quant aux midshipmen (élèves de l'école de marine), le nombre en a été arrêté de la manière suivante : 2 par chaque membre et délégué de la Chambre des représentants; 2 pour le district de Columbia; 10 nommés par le Président; et 3 choisis annuellement par le Président parmi les mousses enrôlés dans la marine.

Au commencement de l'administration du président Lincoln, des arsenaux maritimes étaient établis à Portsmouth (New-Hampshire), à Charlestown (Massachusetts), à Brooklyn et à Sacket's-Harbor (New-York), à Philadelphie (Pennsylvanie), à Washington (district de Colombie), à Norfolk (Virginie), à Pensacola (Floride), et à l'île Mare (Californie).

L'acte du 5 juillet 1862, réorganisant l'administration de la marine, ordonna la création de bureaux respectivement affectés aux services suivants : arsenaux et bassins, équipement et recrutement, navigation, artillerie, construction et réparations, machines à vapeur, subsistance et habillement, médecine et chirurgie.

Le corps des soldats de marine forme une brigade; il est soumis aux lois et aux règlements de la marine, sauf quand, par ordre du Président des États-Unis, il est attaché temporairement à l'armée de terre. Il a été réorganisé par le Congrès, en 1861, et comprend : 1 colonel-commandant, 2 lieutenants-colonels, 4 majors, 1 adjudant-inspecteur, 1 payeur, 1 quartier-maître, 2 aides-quartiers-maîtres, 20 capitaines, 30 lieutenants

en premier, 30 lieutenants en second, et 3074 sous-officiers et soldats.

Voici quels sont les traitements annuels d'activité à la mer attribués aux officiers et hommes d'équipage de la marine de l'État :

Vice-amiral	5 000	dollars.
Commodore	4 000	—
Capitaine	1 800	—
Commandant	2 800	—
Lieutenant-commandant	2 343	—
Lieutenant	1 875	—
Master	1 500	—
Chirurgien	3 300	—
Midshipman	500	—
Payeur	2 000	—
Maître d'équipage, canonnier, Charpentier, voilier	1 000	—
Chef mécanicien	1 800	—
1er aide-mécanicien	1 250	—
Matelots	de 14 à 18	— par mois.
Chauffeurs	25	— —

A la mer, tous les officiers ont droit à une ration, et à une autre ration en sus par cinq années de service. Les officiers de l'état-major du bord reçoivent une allocation mensuelle de 23 dollars 25 cents pour l'habillement et la nourriture de chacun de leurs domestiques.

APPENDICES.

APPENDICE A.

DÉCLARATION DE L'INDÉPENDANCE DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Faite à Philadelphie le 4 juillet 1776.

Lorsque, dans le cours des événements humains, il devient nécessaire, pour un peuple, de dissoudre les liens politiques qui l'ont attaché à un autre, et de prendre, parmi les puissances de la terre, la place séparée et égale à laquelle les lois de la nature et du Dieu de la nature lui donnent droit, le respect dû à l'opinion de l'humanité l'oblige à déclarer les causes qui le déterminent à la séparation.

Nous tenons pour évidentes par elles-mêmes les vérités suivantes : Tous les hommes sont créés égaux; ils sont doués par leur Créateur de certains droits inaliénables; parmi ces droits se trouvent la vie, la liberté et la recherche du bonheur. Les gouvernements sont établis parmi les hommes pour garantir ces droits, et leur juste pouvoir émane du consentement des gouvernés. Toutes les fois qu'une forme de gouvernement devient destructive de ce but, le peuple a le droit de la changer ou de l'abolir, et d'établir un nouveau gouvernement, en le fondant sur les principes et en l'organisant en la forme qui lui paraîtront les plus propres à lui donner la sûreté et le bonheur. La prudence enseigne, à la vérité, que les gouvernements établis depuis longtemps ne doivent pas être changés pour des causes légères et passagères; et l'expérience de tous les temps a montré, en effet, que les

hommes sont plus disposés à supporter des maux supportables qu'à se faire justice à eux-mêmes, en abolissant les formes auxquelles ils sont accoutumés. Mais lorsqu'une longue suite d'abus et d'usurpations, tendant invariablement au même but, marque le dessein de les soumettre au despotisme absolu, il est de leur droit, il est de leur devoir de rejeter un tel gouvernement et de pourvoir, par de nouvelles sauvegardes, à leur sécurité future. Telle a été la patience de ces colonies, et telle est aujourd'hui la nécessité qui les force à changer leurs anciens systèmes de gouvernement. L'histoire du roi actuel de la Grande-Bretagne est l'histoire d'une série d'injustices et d'usurpations répétées, qui toutes avaient pour but direct l'établissement d'une tyrannie absolue sur ces États. Pour le prouver, soumettons les faits au monde impartial.

Il a refusé sa sanction aux lois les plus salutaires et les plus nécessaires au bien public.

Il a défendu à ses gouverneurs de consentir à des lois d'une importance immédiate et urgente, à moins que leur mise en vigueur ne fût suspendue jusqu'à l'obtention de sa sanction, et les lois ainsi suspendues, il a absolument négligé d'y donner attention.

Il a refusé de sanctionner d'autres lois pour l'organisation de grands districts, à moins que le peuple de ces districts n'abandonnât le droit d'être représenté dans la législature, droit inestimable pour un peuple, et qui n'est redoutable qu'aux tyrans.

Il a convoqué des assemblées législatives dans des lieux inusités, incommodes et éloignés des dépôts de leurs registres publics, dans la seule vue d'obtenir d'elles, par la fatigue, leur adhésion à ses mesures.

A diverses reprises, il a dissous des Chambres de représentants, parce qu'elles s'opposaient avec une mâle fermeté à ses empiétements sur les droits du peuple.

Après ces dissolutions, il a refusé pendant longtemps de faire élire d'autres Chambres des représentants, et le pouvoir législatif, qui n'est pas susceptible d'anéantissement, est ainsi retourné au peuple tout entier, pour être exercé par lui, l'État restant, dans l'intervalle, exposé à tous les dangers d'invasion du dehors et de convulsions au dedans.

Il a cherché à mettre obstacle à l'accroissement de la population de ces États. Dans ce but, il a mis empêchement à l'exécution des lois pour la naturalisation des étrangers; il a refusé d'en rendre d'autres pour encourager leur émigration dans ces contrées, et il a élevé les conditions pour les nouvelles acquisitions de terre.

Il a entravé l'administration de la justice, en refusant sa sanction à des lois pour l'établissement de pouvoirs judiciaires.

Il a rendu les juges dépendants de sa seule volonté, pour la durée de leurs offices et pour le taux et le payement de leurs appointements.

Il a créé une multitude de nouveaux emplois, et envoyé dans ce pays des essaims de nouveaux employés pour vexer notre peuple et dévorer sa substance.

Il a entretenu parmi nous, en temps de paix, des armées permanentes sans le consentement de nos législatures. Il a affecté de rendre le pouvoir militaire indépendant de l'autorité civile et même supérieur à elle.

Il s'est coalisé avec d'autres pour nous soumettre à une juridiction étrangère à nos constitutions et non reconnue par nos lois, en donnant sa sanction à des actes de prétendue législation, ayant pour objet de mettre en quartier parmi nous de gros corps de troupes armées; de les protéger par une procédure illusoire contre le châtiment des meurtres qu'ils auraient commis sur la personne des habitants de ces États; de détruire notre commerce avec toutes les parties du monde; de nous imposer des taxes sans notre consentement; de nous priver, dans plusieurs cas, du bénéfice de la procédure par jurés; de nous transporter au delà des mers pour être jugés à raison de prétendus délits; d'abolir, dans une province voisine, le système libéral des lois anglaises, d'y établir un gouvernement arbitraire, et de reculer ses limites, afin de faire à la fois de cette province un exemple et un instrument propre à introduire le même gouvernement absolu dans ces colonies; de retirer nos chartes, d'abolir nos lois les plus précieuses, et d'altérer dans leur essence les formes de nos gouvernements; de suspendre nos propres législatures et de se déclarer eux-mêmes investis du pouvoir de faire des lois obligatoires pour nous, dans tous les cas quelconques.

Il a abdiqué le gouvernement de notre pays, en nous déclarant hors de sa protection et en nous faisant la guerre.

Il a pillé nos mers, ravagé nos côtes, brûlé nos villes et massacré nos concitoyens.

En ce moment même, il transporte de grandes armées de mercenaires étrangers pour accomplir l'œuvre de mort, de désolation et de tyrannie, qui a été commencée avec des circonstances de cruauté et de perfidie dont on aurait peine à trouver des exemples dans les siècles les plus barbares, et qui sont tout à fait indignes du chef d'une nation civilisée.

Il a excité parmi nous l'insurrection domestique, et il a cherché à attirer sur les habitants de nos frontières les Indiens, ces sauvages sans pitié, dont la manière bien connue de faire la guerre est de tout massacrer, sans distinction d'âge, de sexe, ni de condition.

Dans tout le cours de ces oppressions, nous avons demandé justice dans les termes les plus humbles : nos pétitions répétées n'ont reçu pour réponse que des injustices répétées.

Un prince dont le caractère est ainsi marqué par toutes les actions qui peuvent signaler un tyran est impropre à gouverner un peuple libre.

Nous n'avons pas non plus manqué d'égards envers nos frères de la Grande-Bretagne. Nous les avons, de temps en temps, avertis des tentatives faites par leur législature pour étendre sur nous une injuste juridiction. Nous leur avons rappelé les circonstances de notre émigration et de notre établissement dans ces contrées.

Nous avons fait appel à leur justice et à leur magnanimité naturelle, et nous les avons conjurés, au nom des liens d'une commune origine, de désavouer ces usurpations qui devaient inévitablement interrompre notre liaison et nos bons rapports. Eux aussi ont été sourds à la voix de la raison et de la consanguinité.

Nous devons donc nous rendre à la nécessité qui commande notre séparation et les regarder de même que le reste de l'humanité, comme des ennemis dans la guerre et des amis dans la paix.

En conséquence, nous, les représentants des États-Unis d'Amérique assemblés en Congrès général, prenant à témoin le Juge suprême de l'univers de la droiture de nos intentions ;

Publions et déclarons solennellement, au nom et par l'autorité du bon peuple de ces colonies, que ces Colonies-Unies sont et ont droit d'être des États libres et indépendants ; qu'elles sont dégagées de toute obéissance envers la couronne de la Grande-Bretagne ; que tout lien politique entre elles et l État de la Grande-Bretagne est et doit être entièrement dissous ; et que, comme États libres et indépendants, elles ont pleine autorité de faire la guerre, de conclure la paix, de contracter des alliances, de réglementer le commerce, et de faire tous les autres actes ou choses que des États indépendants ont droit de faire ; et pleins d'une ferme confiance dans la protection de la divine Providence, nous engageons mutuellement au soutien de cette déclaration nos vies, nos fortunes et notre honneur.

APPENDICE B.

CONSTITUTION FÉDÉRALE DES ÉTATS-UNIS.

Nous, le peuple des États-Unis, afin de former une Union plus parfaite, d'établir la justice, d'assurer la tranquillité intérieure, de pourvoir à la défense commune, d'accroître le bien-être général, et de rendre durables pour nous comme pour notre postérité les bienfaits de la liberté, nous faisons, nous décrétons et nous établissons cette constitution pour les États d'Amérique.

ARTICLE Ier.

Congrès.

Section I. — Un congrès des États-Unis, Composé d'un Sénat et d'une Chambre de représentants, sera investi de tous les pouvoirs législatifs conférés par le présent acte.

Chambre des représentants.

Section II. — 1. La Chambre des représentants sera composée de membres élus tous les deux ans par le peuple des divers États, et les électeurs de chaque État devront avoir les qualifications exigées des électeurs de la branche la plus nombreuse de la législature de l'État.

2. Personne ne pourra être représentant à moins d'avoir atteint l'âge de vingt cinq ans, d'avoir été pendant sept ans citoyen des États-Unis, et d'être au moment de son élection habitant de l'État qui l'aura élu.

3. Les représentants et les taxes directes seront répartis entre les divers États qui pourront faire partie de l'Union selon le nombre respectif de leurs habitants, nombre qui sera déterminé en ajoutant au nombre total des personnes libres, y compris ceux servant pour un terme limité, et non compris les Indiens non taxés, trois cinquièmes de toutes autres personnes.

L'énumération pour l'époque actuelle sera faite trois ans après la première réunion du congrès des États-Unis et ensuite de dix ans en dix ans, d'après le mode qui sera réglé par une loi. Le nombre des représentants n'excédera pas celui de un par trente mille habitants, mais chaque État aura au moins un représentant. Jusqu'à ce que l'énumération ait été faite, l'État de New-Hampshire en enverra trois, Massachusetts huit, Rhode-Island et les plantations de Providence un, Connecticut cinq, New-York six, New-Jersey quatre, la Pennsylvanie huit, le Delaware un, le Maryland six, la Virginie dix, la Caroline septentrionale cinq, la Caroline méridionale cinq, et la Géorgie trois.

4. Quand des places viendront à vaquer dans la représentation d'un État au congrès, l'autorité exécutive de l'État convoquera le corps électoral pour les remplir.

5. La Chambre des représentants élira ses orateurs et autres officiers; elle exercera seule le pouvoir de mise en accusation pour cause politique (*impeachments*).

Sénat.

Section III. — 1. Le Sénat des États-Unis sera composé de deux sénateurs de chaque État, élus par sa législature, et chaque sénateur aura un vote.

2. Immédiatement après leur réunion, en conséquence de leur première élection, ils seront divisés, aussi également que possible, en trois classes. Les siéges des sénateurs de la première classe seront vacants au bout de la seconde année; ceux de la seconde classe au bout de la quatrième année; et ceux de la troisième à l'expiration de la sixième année, de manière que tous les deux ans un tiers du Sénat soit réélu. Si les places deviennent vacantes par démission ou par toute autre cause, pendant l'intervalle entre les sessions de la législature de chaque État, le pouvoir exécutif de cet État fera une nomination provisoire, jusqu'à ce que la législature puisse remplir le siége vacant.

3. Personne ne pourra être sénateur à moins d'avoir atteint l'âge de trente ans, d'avoir été pendant neuf ans citoyen des États-Unis et d'être au moment de son élection habitant de l'État qui l'aura choisi.

4. Le vice-président des États-Unis sera président du Sénat, mais il n'aura point le droit de voter, à moins que les voix ne soient partagées également.

5. Le Sénat nommera ses autres officiers, ainsi qu'un président

pro tempore, qui présidera dans l'absence du vice-président ou quand celui-ci exercera les fonctions de président des États-Unis.

6. Le Sénat aura, seul, le pouvoir de juger les accusations intentées par la Chambre des représentants (*impeachments*). Quand il agira dans cette fonction, ses membres prêteront serment ou affirmation. Si c'est le président des États-Unis qui est mis en jugement, le chef de la justice présidera. Aucun accusé ne peut être déclaré coupable qu'à la majorité des deux tiers des membres présents.

7. Les jugements rendus en cas de mise en accusation n'auront d'autre effet que de priver l'accusé de la place qu'il occupe, de le déclarer incapable de posséder quelque office d'honneur, de confiance ou de profit que ce soit, dans les États-Unis; mais la partie convaincue pourra être mise en jugement, jugée et punie, selon les lois, par les tribunaux ordinaires.

Section IV. — 1. Le temps, le lieu et le mode de procéder aux élections des sénateurs et des représentants seront réglés dans chaque État par la législature; mais le Congrès peut, par une loi, changer ces règlements ou en faire de nouveaux, excepté pourtant en ce qui concerne le lieu où les sénateurs doivent être élus.

2. Le Congrès s'assemblera au moins une fois l'année, et cette réunion sera fixée pour le premier lundi de décembre, à moins qu'une loi ne la fixe à un autre jour.

Priviléges, pouvoirs et devoirs du Congrès.

Section V. — 1. Chaque Chambre sera juge des élections et des droits et des titres de ses membres. Une majorité de chacune suffira pour traiter les affaires; mais un nombre moindre que la majorité peut s'ajourner de jour en jour, et est autorisé à forcer les membres absents à se rendre aux séances, par telle pénalité que chaque Chambre pourra établir.

2. Chaque Chambre fera son règlement, punira ses membres pour conduite inconvenante, et pourra, à la majorité des deux tiers, exclure un membre.

3. Chaque Chambre tiendra un journal de ses délibérations et le publiera d'époque en époque, à l'exception de ce qui lui paraîtra devoir rester secret; et les votes négatifs ou approbatifs des membres de chaque Chambre sur une question quelconque seront, sur la demande d'un cinquième des membres présents, consignés sur le journal.

4. Aucune des deux Chambres ne pourra, pendant la session du Congrès, et sans le consentement de l'autre Chambre, s'ajourner à plus de trois jours ni transférer ses séances dans un autre lieu que celui où siégent les deux Chambres.

Section VI. — 1. Les sénateurs et les représentants recevront pour leurs services une indemnité qui sera fixée par une loi et payée par le Trésor des États-Unis.

Dans tous les cas, excepté ceux de trahison, de félonie et de trouble à la paix publique, ils ne pourront être arrêtés, soit pendant leur présence à la session, soit en s'y rendant ou en retournant dans leurs foyers; dans aucun autre lieu ils ne pourront être inquiétés, ni interrogés en raison de discours ou opinions prononcés dans leurs Chambres respectives.

2. Aucun sénateur ou représentant ne pourra, pendant le temps pour lequel il a été élu, être nommé à une place dans l'ordre civil sous l'autorité des États-Unis, lorsque cette place aura été créée ou que les émoluments en auront été augmentés pendant cette époque. Aucun individu occupant une place sous l'autorité des États-Unis ne pourra être membre d'une des deux Chambres, tant qu'il conservera cette place.

Section VII. — 1. Tous les bills établissant des impôts doivent prendre naissance dans la Chambre des représentants; mais le Sénat peut y concourir par des amendements comme aux autres bills.

2. Tout bill qui aura reçu l'approbation du Sénat et de la Chambre des représentants sera, avant de devenir loi, présenté au président des États-Unis; s'il l'approuve, il y apposera sa signature, sinon il le renverra avec ses objections à la Chambre dans laquelle il aura été proposé; elle consignera les objections intégralement dans son journal, et discutera de nouveau le bill. Si après cette seconde discussion, deux tiers de la Chambre se prononcent en faveur du bill, il sera envoyé, avec les objections du président, à l'autre Chambre, qui le discutera également; et si la même majorité l'approuve, il deviendra loi; mais, en pareil cas, les votes des Chambres doivent être donnés par *oui* et par *non*, et les noms des personnes votant pour ou contre seront inscrits sur le journal de leurs Chambres respectives; si dans les dix jours (les dimanches non compris) le président ne renvoie point un bill qui lui aura été présenté, ce bill aura force de loi, comme s'il l'avait signé, à

moins cependant que le Congrès en s'ajournant ne prévienne le renvoi; alors le bill ne fera point loi.

3. Tout ordre, toute résolution ou vote pour lequel le concours des deux Chambres est nécessaire (excepté pourtant pour la question d'ajournement), doit être présenté au président des États-Unis et approuvé par lui avant de recevoir son exécution; s'il le rejette, il doit être de nouveau adopté par les deux tiers des deux Chambres suivant les règles prescrites pour les bills.

Section VIII. — Le Congrès aura le pouvoir: 1° d'établir et de faire percevoir des taxes, droits, impôts et excises; de payer les dettes publiques et de pourvoir à la défense commune et au bien général des États-Unis; mais les droits, impôts et excises devront être les mêmes dans tous les États-Unis;

2° D'emprunter de l'argent sur le crédit des États-Unis;

3° De régler le commerce avec les nations étrangères, entre les divers États et avec les tribus indiennes;

4° D'établir une règle générale pour les naturalisations, et des lois générales sur les banqueroutes dans les États-Unis;

5° De battre la monnaie, d'en régler la valeur ainsi que celle des monnaies étrangères et de fixer la base des poids et mesures;

6° D'assurer la punition de la contrefaçon de la monnaie courante et du papier public des États-Unis;

7° D'établir des bureaux de poste et des routes de poste;

8° D'encourager les progrès des sciences et des arts utiles, en assurant, pour des périodes limitées, aux auteurs et inventeurs, le droit exclusif de leurs écrits et de leurs découvertes;

9° De constituer des tribunaux subordonnés à la cour suprême;

10° De définir et punir les pirateries et félonies commises en haute mer et les offenses contre le droit des gens;

11° De déclarer la guerre, d'accorder les lettres de marque et de représailles, et de faire des règlements concernant les captures sur terre et sur mer;

12° De lever et d'entretenir des armées; mais aucun argent, pour cet objet, ne pourra être voté pour plus de deux ans;

13° De créer et d'entretenir une force maritime;

14° D'établir des règles pour l'administration et l'organisation des forces de terre et de mer;

15° De pourvoir à ce que la milice soit convoquée pour exécuter les lois de l'Union, pour réprimer les insurrections et repousser les invasions;

16° De pourvoir à ce que la milice soit organisée, armée et

disciplinée, et de disposer de cette partie de la milice qui peut se trouver employée au service des États-Unis, en laissant aux États respectifs la nomination des officiers, et le soin d'établir dans la milice la discipline prescrite par le Congrès;

17° D'exercer la législation exclusive dans tous les cas quelconques, sur tel district (ne dépassant pas dix milles carrés) qui pourra, par la cession des États particuliers et par l'acceptation du Congrès, devenir le siége du gouvernement des États-Unis, et d'exercer une pareille autorité sur tous les lieux acquis par achat, d'après le consentement de la législature de l'État où ils seront situés, et qui serviront à l'établissement de forteresses, de magasins, d'arsenaux, de chantiers et autres établissements d'utilité publique;

18° Enfin, le Congrès aura le pouvoir de faire toutes les lois nécessaires ou convenables pour mettre à exécution les pouvoirs qui lui ont été accordés et tous les autres pouvoirs dont cette constitution a investi le gouvernement des États-Unis, ou une de ses branches.

Section IX. — 1° La migration ou l'importation de telles personnes dont l'admission peut paraître convenable aux États actuellement existants, ne sera point prohibée par le Congrès avant l'année 1868, mais une taxe ou droit n'excédant point dix dollars par personne peut être imposé sur cette importation;

2° Le privilége de l'*habeas corpus* ne sera suspendu qu'en cas de rébellion ou d'invasion, et lorsque la sûreté publique l'exigera;

3° Aucun bill d'*attainder* ni loi rétroactive *ex post facto* ne pourront être décrétés;

4° Aucune capitation ou autre taxe directe ne sera établie, si ce n'est en proportion du dénombrement prescrit dans une section précédente;

5° Aucune taxe ou droit ne sera établi sur des articles exportés d'un État quelconque; aucune préférence ne sera donnée par des règlements, commerciaux ou fiscaux, aux ports d'un État sur ceux d'un autre; les vaisseaux destinés pour un État, ou sortant de ses ports, ne pourront être forcés d'entrer dans ceux d'un autre ou d'y payer des droits;

6° Aucun argent ne sera tiré de la trésorerie qu'en conséquence de dispositions prises par une loi, et de temps en temps on publiera un tableau régulier des recettes et des dépenses publiques;

7° Aucun titre de noblesse ne sera accordé par les États-Unis, et aucune personne tenant une place de profit ou de confiance sous leur autorité ne pourra, sans le consentement du Congrès, accepter

quelque présent, émolument, place ou titre quelconque d'un roi, prince, ou État étranger;

Section X. — 1° Aucun État ne pourra contracter ni traité, ni alliance, ni confédération, ni battre monnaie, ni accorder des lettres de marque ou de représailles, ni émettre des billets de crédit, ni déclarer qu'autre chose que la monnaie d'or et d'argent doive être accepté en payement de dettes, ni passer quelque bill d'*attainder* ou loi rétroactive *ex post facto*, ou affaiblissement des obligations des contracts, ni accorder aucun titre de noblesse;

2° Aucun État ne pourra, sans le consentement du Congrès, établir quelque impôt ou droit sur les importations ou exportations, à l'exception de ce qui lui sera absolument nécessaire pour l'exécution de ses lois d'inspection, et le produit net de tous droits et impôts établis par quelque État sur les importations et exportations sera à la disposition de la trésorerie des États-Unis, et toute loi pareille sera sujette à la révision et au contrôle du Congrès. Aucun État ne pourra, sans le consentement du Congrès, établir aucun droit sur le tonnage, entretenir des troupes ou des vaisseaux de guerre en temps de paix, contracter quelque traité ou union avec un autre État, ou avec une puissance étrangère, ou s'engager dans une guerre, si ce n'est dans des cas d'invasion ou d'un danger assez imminent pour n'admettre aucun délai.

Article II.

Président.

Section XI. — 1° Le président des États-Unis sera investi du pouvoir exécutif; il occupera sa place pendant le terme de quatre ans; son élection et celle du vice-président nommé pour le même terme, auront lieu ainsi qu'il suit:

2° Chaque État nommera, de la manière qui sera prescrite par sa législature, un nombre d'électeurs égal au nombre total de sénateurs et de représentants que l'État envoie au Congrès; mais aucun sénateur ou représentant, ni aucune personne possédant une place de profit ou de confiance sous l'autorité des États-Unis, ne peut être nommé électeur[1];

Les électeurs s'assembleront dans leurs États respectifs, et ils voteront au scrutin pour deux individus, dont un au moins ne sera

1. Cette clause à été annulée et remplacée par le douzième amendement. (Voir page 531.)

point habitant du même État qu'eux. Ils feront une liste de toutes les personnes qui ont obtenu des suffrages, et du nombre de suffr. ges que chacune d'elles aura obtenu; ils signeront et certifieront cette liste, et la transmettront scellée au siége du gouvernement des États-Unis, sous l'adresse du président du Sénat, qui, en présence du Sénat et de la Chambre des représentants, ouvrira tous les certificats et comptera les votes. Celui qui aura obtenu le plus grand nombre de votes sera président. Si ce nombre forme la majorité des électeurs, si plusieurs ont obtenu cette majorité et que deux ou un plus grand nombre réunissent la même quantité de suffrages, alors la Chambre des représentants choisira l'un d'entre eux pour président par la voie du scrutin. Si nul n'a réuni cette majorité, la Chambre prendra les cinq personnes qui en ont approché davantage et choisira parmi elles le président de la même manière. Mais en choisissant ainsi le président, les votes seront pris par État, la représentation de chaque État ayant un vote :

Un membre ou des membres des deux tiers des États devront être présents et la majorité de tous ces États sera indispensable pour que le choix soit valide. Dans tous les cas, après le choix du président, celui qui réunira le plus de voix sera vice-président.

Si deux ou plusieurs candidats ont obtenu un nombre égal de voix, le Sénat choisira parmi ces candidats le vice-président par voie de scrutin.

3° Le Congrès peut déterminer l'époque de la réunion des électeurs et le jour auquel ils donneront leurs suffrages, lequel jour sera le même pour tous les États-Unis;

4° Aucun individu autre qu'un citoyen né dans les États-Unis, ou étant citoyen lors de l'adoption de cette constitution, ne peut être éligible à la place de président; aucune personne ne sera éligible à cette place, à moins d'avoir atteint l'âge de trente-cinq ans, et d'avoir résidé quatorze ans aux États-Unis;

5° En cas que le président soit privé de sa place, ou en cas de mort, de démission ou d'inhabileté à remplir les fonctions et les devoirs de cette place, elle sera confiée au vice-président, et le Congrès peut, par une loi, pourvoir au cas du renvoi, de la mort, de la démission ou de l'inhabileté, tant du président que du vice-président, et indiquer quel fonctionnaire public remplira en pareil cas la présidence, jusqu'à ce que la cause de l'inhabileté n'existe plus, ou qu'un nouveau président ait été élu.

6. Le président recevra pour ses services, à des époques fixées, une indemnité qui ne pourra être augmentée ni diminuée pendant la période pour laquelle il aura été élu, et pendant le même

temps il ne pourra recevoir aucun autre émolument des États-Unis ou de l'un des États.

7. Avant son entrée en fonctions, il prêtera le serment ou affirmation qui suit :

« Je jure (ou j'affirme) solennellement que je remplirai fidèlement la place de président des États-Unis, et que j'emploierai tous mes soins à conserver, protéger et défendre la Constitution des États-Unis. »

Section II. — 1. Le président sera commandant en chef de l'armée et des flottes des États-Unis et de la milice des divers États, quand elle sera appelée au service actif des États-Unis; il peut requérir l'opinion écrite du principal fonctionnaire dans chacun des départements exécutifs sur tout objet relatif aux devoirs de leurs offices respectifs, et il aura le pouvoir d'accorder diminution de peine et pardon pour délits envers les États-Unis, excepté en cas de mise en accusation par la Chambre des représentants.

2. Il aura le pouvoir de faire des traités de l'avis et du consentement du sénat, pourvu que les deux tiers des sénateurs présents y donnent leur approbation; il nommera, de l'avis et du consentement du sénat, et désignera les ambassadeurs, les autres ministres publics et les consuls, les juges des cours suprêmes et tous autres fonctionnaires des États-Unis, aux nominations desquels il n'aura point été pourvu d'une autre manière dans cette constitution, et qui seront institués par une loi. Mais le Congrès peut, par une loi, attribuer les nominations de ces employés subalternes au président seul, aux cours de justice, ou aux chefs des départements.

3. Le président aura le pouvoir de remplir toutes les places vacantes pendant l'intervalle des sessions du sénat, en accordant des commissions qui expireront à la fin de la session prochaine.

Section III. — De temps en temps le président donnera au Congrès des informations sur l'état de l'Union, et il recommandera à sa considération les mesures qu'il jugera nécessaires et convenables; il peut, dans des occasions extraordinaires, convoquer les deux chambres ou l'une d'elles, et en cas de dissentiments entre elles sur le temps de leur ajournement, il peut les ajourner à telle époque qui lui paraîtra convenable. Il recevra les ambassadeurs et les autres ministres publics; il veillera à ce que les lois soient

fidèlement exécutées, et il commissionnera tous les fonctionnaires des États-Unis.

Section IV. — Les président, vice-président et tous les fonctionnaires civils pourront être renvoyés de leurs places, si, à la suite d'une accusation, ils sont convaincus de trahison, de dilapidation du trésor public ou d'autres grands crimes et d'inconduite (*misdemeanors*).

ARTICLE III.

Pouvoir judiciaire.

Section I. — Le pouvoir judiciaire des États-Unis sera confié à une cour suprême et aux autres cours inférieures que le Congrès peut de temps à autre former et établir. Les juges, tant des cours suprêmes que des cours inférieures, conserveront leurs places tant que leur conduite sera bonne, et ils recevront pour leurs services, à des époques fixées, une indemnité qui ne pourra être diminuée tant qu'ils conserveront leurs places.

Section II. — 1. Le pouvoir judiciaire s'étendra à toutes les causes en matière de lois et d'équité qui s'élèveront sous l'empire de cette constitution, des lois des États-Unis et des traités faits ou qui seront faits sous leur autorité; à toutes les causes concernant des ambassadeurs, d'autres ministres publics ou des consuls; à toutes les causes de l'amirauté ou de la juridiction maritime; aux contestations dans lesquelles les États-Unis seront partie; aux contestations entre deux ou plusieurs États, entre un État et des citoyens d'un autre État, entre des citoyens d'États différents, entre des citoyens du même État, réclamant des terres en vertu de concessions émanées de différents États et entre un État ou les citoyens de cet État et des États, citoyens ou sujets étrangers.

2. Dans tous les cas concernant les ambassadeurs, d'autres ministres publics ou des consuls, et dans les causes dans lesquelles un État sera partie, la cour suprême exercera la juridiction originelle. Dans tous les autres cas susmentionnés, la cour suprême aura la juridiction d'appel, tant sous le rapport de la loi que du fait, avec telles exceptions et tels règlements que le Congrès pourra faire.

3. Le jugement de tous crimes, excepté en cas de mise en accusation par la Chambre des représentants, sera fait par jury; ce jugement aura lieu dans l'État où le crime aura été commis; mais

si le crime n'a point été commis dans un des États, le jugement sera rendu dans tel ou tel lieu que le Congrès aura désigné à cet effet par une loi.

Section III. — 1. La trahison contre les États-Unis consistera uniquement à prendre les armes contre eux, ou à se réunir à leurs ennemis en leur donnant aide et secours. Aucune personne ne sera convaincue de trahison, si ce n'est sur le témoignage de deux témoins déposant sur le même acte patent, ou lorsqu'elle se sera reconnue coupable devant la Cour.

2. Le Congrès aura le pouvoir de fixer la peine de la trahison; mais ce crime n'entraînera point l'infamie originelle *(corruption of blood)* ni la confiscation, si ce n'est pendant la vie de la personne convaincue.

ARTICLE IV.

Pouvoirs et droits des États.

Section I. — Pleine confiance et crédit seront donnés en chaque État aux actes publics et aux procédures judiciaires de tout autre État, et le Congrès peut, par des lois générales, déterminer quelle sera la forme probante de ces actes et procédures, et les effets qui y seront attachés.

Section II. — 1. Les citoyens de chaque État auront droit à tous les priviléges et immunités attachés au titre de citoyen dans les autres États.

2. Un individu accusé dans un État de trahison, de félonie ou autre crime, qui se sauvera de la justice, et qui sera trouvé dans un autre État, sera, sur la demande de l'autorité exécutive de l'État dont il s'est enfui, livré et conduit vers l'État ayant juridiction sur ce crime.

3. Aucune personne tenue au service ou au travail dans un État sous les lois de cet État, et qui se sauverait dans un autre, ne pourra, en conséquence d'une loi ou d'un règlement de l'État où elle s'est réfugiée, être dispensée de ce service ou travail, mais sera livrée sur la réclamation de la partie à laquelle ce service et ce travail sont dus.

Section III. — 1. Le Congrès pourra admettre de nouveaux États dans cette Union, mais aucun nouvel État ne sera érigé ou formé dans la juridiction d'un autre État; aucun État ne sera

formé non plus de la réunion de deux ou de plusieurs États, ni de quelques parties d'État, sans le consentement de la législature des États intéressés et sans celui du Congrès.

2. Le Congrès aura le pouvoir de disposer du territoire et des autres propriétés appartenant aux États-Unis, et d'adopter à ce sujet tous les règlements et mesures convenables; et rien dans cette constitution ne sera interprété dans un sens préjudiciable aux droits que peuvent faire valoir les États-Unis ou quelques États particuliers.

Section IV. — Les États-Unis garantissent à tous les États de l'Union une forme de gouvernement républicain, et protégeront chacun d'eux contre toute invasion, et aussi contre toute violence intérieure, sur la demande de la législature ou du pouvoir exécutif, si la législature ne peut être convoquée.

Article V.

Amendements à la Constitution.

Le Congrès, toutes les fois que les deux tiers des deux chambres le jugeront nécessaire, proposera des amendements à cette constitution; ou, sur la demande de deux tiers des législatures des divers États, il convoquera une convention pour proposer des amendements, lesquels dans les deux cas seront valables à toute fin, comme partie de cette constitution, quand ils auront été ratifiés par les législatures des trois quarts des divers États, ou par les trois quarts des conventions formées dans le sein de chacun d'eux, selon que l'un ou l'autre mode de ratification aura été prescrit par le Congrès, pourvu qu'aucun amendement fait avant l'année 1808 n'affecte d'une manière quelconque la première et la quatrième clause de la neuvième section du premier article, et qu'aucun État ne soit privé, sans son consentement, de son suffrage dans le sénat.

Article VI.

Dispositions diverses.

1. Toutes les dettes contractées et les engagements pris avant la présente constitution, seront aussi valides à l'égard des États-Unis sous la présente constitution que sous la confédération.

2. Cette constitution et les lois des États-Unis qui seront faites en conséquence, et tous les traités faits ou qui seront faits sous

l'autorité desdits États-Unis, composeront la loi suprême du pays; les juges de chaque État seront tenus de s'y conformer, nonobstant toute disposition qui, dans les lois ou la constitution d'un État quelconque, serait en opposition avec cette loi suprême.

3. Les sénateurs et les représentants susmentionnés, et les membres des législatures des États et tous les officiers du pouvoir exécutif et judiciaire, tant des États-Unis que des divers États, seront tenus par serment ou par affirmation de soutenir cette constitution; mais aucun serment religieux ne sera jamais requis comme condition pour remplir une fonction ou charge publique sous l'autorité des États-Unis.

ARTICLE VII.

1. La ratification donnée par les conventions de neuf États, sera suffisante pour l'établissement de cette constitution entre les États qui l'auront ainsi ratifiée.

2. Fait en convention, par le consentement unanime des États présents, le dix-septième jour de septembre l'an du Seigneur 1787, et de l'indépendance des États-Unis, le douzième; en témoignage de quoi nous avons apposé ci-dessous nos noms.

Signé : GEORGE WASHINGTON.

John Langdon, Nicolas Gilman, pour le New-Hampshire; — Nathaniel Gorham, Rufus King, pour le Massachusetts; — William Samuel Johnson, Roger Sherman, pour le Connecticut; — Alexandre Hamilton, pour le New-York; — William Livingston, William Patterson, David Brearley, Jonathan Dayton, pour le New-Jersey; — Benjamin Franklin, Robert Morris, Thomas Fitzsimons, James Wilson, Thomas Mifflin, George Clymer, Jared Ingersoll, Gov. Morris, pour la Pennsylvanie; — George Read, John Dickinson, Jacob Broom, Gunning Bedford Junior, Richard Bassets, pour le Delaware; — James M'Henry, Daniel Carroll, Dan of Saint Thomas Jenifer, pour le Maryland; — John Blair, James Madison Junior, pour la Virginie; — William Blount, Hughes Williamson, Richard Dobbs Spaight, pour la Caroline septentrionale; — J. Rutledge, Charles Pinckney, Charles Cotesworth Pinckney, Pierce Butler, pour la Caroline méridionale; — William Few, Abraham Baldwin, pour la Géorgie.

Certifié : WILLIAM JACKSON,
Secrétaire,
Président et député de Virginie.

La constitution fédérale fut adoptée par des conventions particulières des différents États, savoir :

Le Delaware, 7 décembre 1787.
La Pennsylvanie, 12 décembre.
Le New-Jersey, 18 décembre.
La Géorgie, 2 janvier 1788.
Le Connecticut, 9 janvier.
Le Massachusetts, 6 février.
Le Maryland, 28 avril.
La Caroline méridionale, 23 mai.
Le New-Hampshire, 21 juin.
La Virginie, 26 juin.
Le New-York, 26 juillet.
La Caroline septentrionale, 21 novembre 1789.
Le Rhode-Island, 29 mai 1790.

APPENDICE C.

AMENDEMENTS ET ADDITIONS A LA CONSTITUTION FÉDÉRALE, PROPOSÉS PAR LE CONGRÈS ET RATIFIÉS PAR LA LÉGISLATURE DES DIFFÉRENTS ÉTATS, EN VERTU DE L'ARTICLE V.

Loi pour l'établissement ou la prohibition d'une religion.

Art. 1er. Le Congrès ne pourra faire aucune loi relative à l'établissement d'une religion, ou pour en prohiber une; il ne pourra point non plus restreindre la liberté de la parole ou de la presse, ni attaquer le droit qu'a le peuple de s'assembler paisiblement et d'adresser des pétitions au gouvernement pour obtenir le redressement de ses griefs.

Droit du peuple de garder ses armes.

Art. 2. Une milice bien réglée étant nécessaire à la sécurité d'un État libre, on ne pourra restreindre le droit qu'a le peuple de garder et de porter des armes.

Art. 3. Aucun soldat ne sera, en temps de paix, logé dans une maison sans le consentement du propriétaire, ni en temps de guerre, si ce n'est de la manière qui sera prescrite par une loi.

Des recherches et saisies déraisonnables.

Art. 4. Le droit qu'ont les citoyens de jouir de la sûreté de leurs personnes, de leur domicile, de leurs papiers et effets, à l'abri des recherches et saisies déraisonnables, ne pourra être violé; aucun mandat ne sera émis, si ce n'est sur des présomptions fondées corroborées par le serment ou l'affirmation; et ces mandats devront contenir la désignation spéciale du lieu où les perquisitions devront être faites et des personnes ou objets à saisir.

Priviléges individuels.

Art. 5. Aucune personne ne sera tenue de répondre à une accusation capitale ou infamante, à moins d'une mise en accusation émanant d'un grand jury, à l'exception des délits commis par des individus appartenant aux troupes de terre ou de mer, ou à la milice, quand elle est en service actif, en temps de guerre ou de danger public; la même personne ne pourra être soumise deux fois pour le même délit à une procédure qui compromettrait sa vie ou un de ses membres. Dans aucune cause criminelle l'accusé ne pourra être forcé à rendre témoignage contre lui-même ; il ne pourra être privé de la vie, de la liberté ou de sa propriété que par suite d'une procédure légale. Aucune propriété privée ne pourra être appliquée à un usage public sans juste compensation.

Art. 6. Dans toute procédure criminelle, l'accusé jouira du droit d'être jugé promptement et publiquement par un jury impartial de l'État et du district dans lequel le crime aura été commis, district dont les limites auront été tracées par une loi préalable; il sera informé de la nature et du motif de l'accusation; il sera confronté avec les témoins à charge ; il aura la faculté de faire comparaître des témoins en sa faveur, et il aura l'assistance d'un conseil pour sa défense.

Art. 7. Dans les causes qui devront être décidées selon la loi commune (*in suits at common law*) le jugement par jury sera conservé dès que la valeur des objets en litige excédera vingt dollars; et aucun fait jugé par un jury ne pourra être soumis à l'examen d'une autre cour dans les États-Unis, que conformément à la loi commune.

Art. 8. On ne pourra exiger des cautionnements exagérés, ni imposer des amendes excessives, ni infliger des punitions cruelles et inaccoutumées.

Interprétation de la Constitution.

Art. 9. L'énumération faite, dans cette constitution, de certains droits, ne pourra être interprétée de manière à exclure ou affaiblir d'autres droits conservés par le peuple.

Pouvoirs non délégués.

Art. 10. Les pouvoirs non délégués aux États-Unis par la Con-

stitution, ou ceux qu'elle ne défend pas aux États d'excercer, sont réservés aux États respectifs ou au peuple.

Limitation du pouvoir judiciaire.

Art. 11. Le pouvoir judiciaire des États-Unis ne sera point organisé de manière à pouvoir s'étendre par interprétation à une procédure quelconque, commencée contre un des États par les citoyens d'un autre État, ou par les citoyens ou sujets d'un État étranger.

Élection du président.

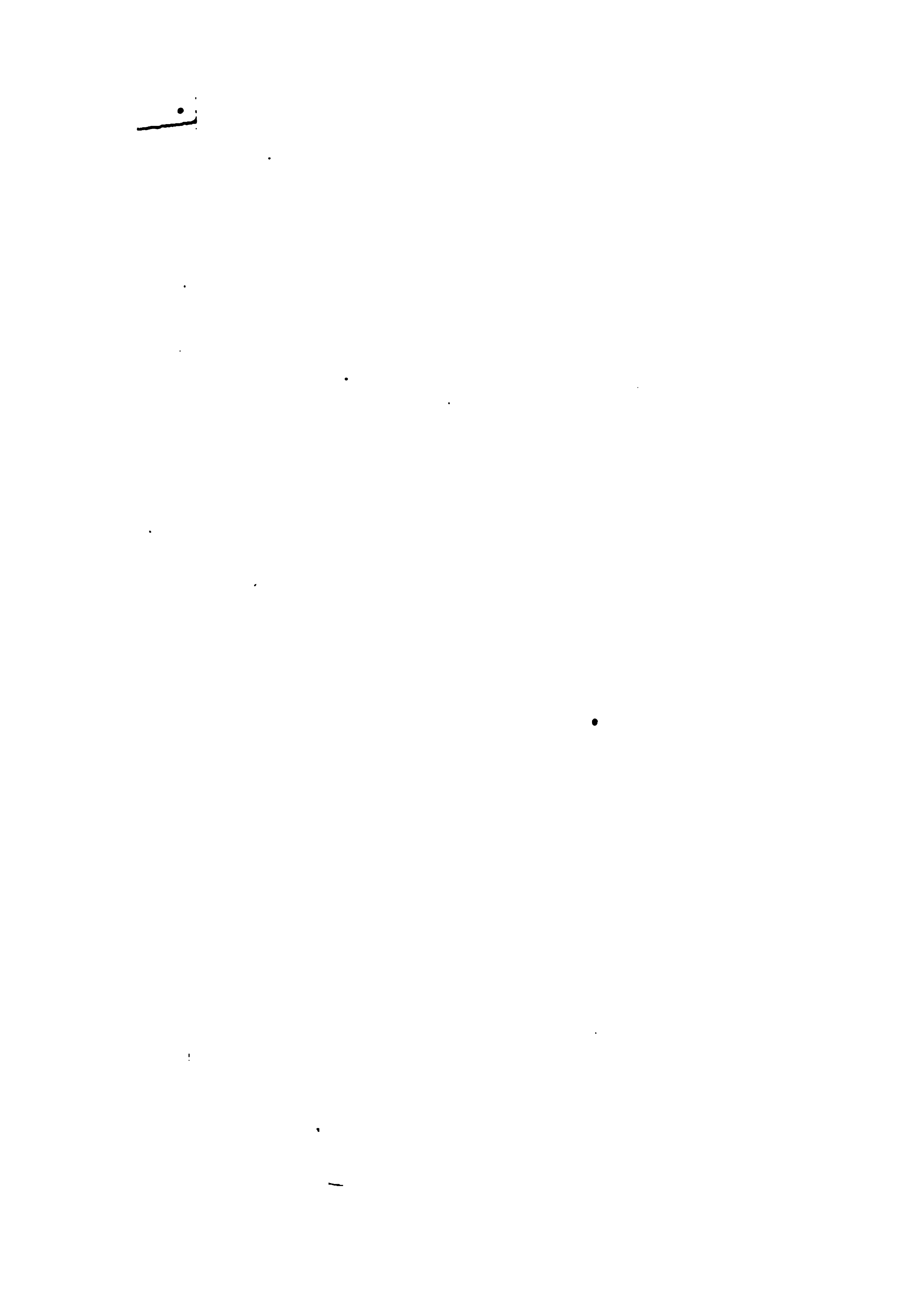
Art. 12. — 1. Les électeurs se rassembleront dans leurs États respectifs et ils voteront au scrutin pour la nomination du président et du vice-président, dont un au moins ne sera point habitant du même État qu'eux ; dans leurs bulletins, ils nommeront la personne pour laquelle ils votent comme président, et dans des bulletins distincts, celle qu'ils portent à la vice-présidence ; ils feront des listes distinctes de toutes les personnes portées à la présidence, et de toutes celles désignées pour la vice-présidence, et du nombre des votes pour chacune d'elles ; ces listes seront par eux signées et certifiées et transmises scellées au siége du gouvernement des États-Unis, à l'adresse du président du sénat. Le président du sénat, en présence des deux chambres, ouvrira tous les procès-verbaux, et les votes seront comptés. La personne réunissant le plus grand nombre de suffrages pour la présidence sera président, si ce nombre forme la majorité de tous les électeurs réunis ; et si aucune personne n'avait cette majorité, alors, parmi les trois candidats ayant réuni le plus de voix pour la présidence, la Chambre des représentants choisira immédiatement le président par la voie du scrutin. Mais dans ce choix du président les votes seront comptés par État, la représentation de chaque État n'ayant qu'un vote : un membre ou des membres de deux tiers des États sera nécessaire pour le choix. Et si la Chambre des représentants ne choisit point le président, quand ce choix lui sera dévolu, avant le quatrième jour du mois de mars suivant, le vice-président sera président, comme dans le cas de mort ou d'autre inhabileté constitutionnelle du président.

2. La personne réunissant le plus de suffrages pour la vice-présidence sera vice-président, si ce nombre forme la majorité du nombre total des électeurs réunis ; et si personne n'a obtenu cette majorité, alors le sénat choisira le vice-président parmi les deux

candidats ayant le plus de voix ; la présence des deux tiers des sénateurs et la majorité du nombre total sont nécessaires pour ce choix.

3. Aucune personne constitutionnellement inéligible à la place de président ne sera éligible à celle de vice-président des États-Unis.

Boston (Massachusetts)...													363
Burlington (Vermont)...												180	396
Charleston (Car. du Sud)..											883	820	485
Chicago (Illinois)......										756	747	847	602
Cincinnati (Ohio).....									252	503	669	737	420
Détroit (Michigan).....								236	236	680	517	612	394
Dubuque (Iowa).....							385	397	161	891	882	995	763
Galveston (Texas)......						944	1113	893	948	911	1593	1602	1409
anopolis (Indiana)...					882	297	241	101	164	591	731	806	508
rth (Kansas)...				468	695	306	654	562	423	941	1094	1262	977
ansas)...			352	494	399	548	734	523	540	714	1214	1260	909
....		440	502	107	806	411	323	88	268	579	788	812	489
	814	1255	1240	793	1610	971	591	733	825	848	138	47	368
	322	122	392	395	490	511	622	408	482	600	1101	1057	791
	368	628	440	241	1024	146	249	325	81	828	737	853	842
	529	367	709	648	416	829	852	614	773	499	1219	1237	877
	500	219	569	650	260	757	873	649	740	673	1332	1346	975
	639	1072	1102	635	1405	860	470	551	703	361	260	195	165
	705	1143	1167	704	1490	915	527	628	760	703	218	123	232
	616	351	702	723	282	868	938	704	834	624	1352	1369	996
	647	1080	1111	644	1412	868	478	560	711	637	260	192	170



APPENDICE F.

RECETTES ET DÉPENSES

du 4 mars 1789 au 30 juin 1862[1].

ANNÉES.	DOUANES.	DOMAINE PUBLIC.	SOURCES DIVERSES y compris les emprunts et les bons du Trésor.	RECETTES TOTALES.	DÉPENSES TOTALES.
	dollars.	dollars.	dollars.	dollars.	dollars.
1789[2] 1791[2]	4,399,473	»	5,810,552	10,210,025	7,207,539
1792	3,443,070	»	5,297,695	8,740,766	9,141,569
1793	4,255,306	»	1,465,317	5.720,624	7,529,575
1794	4,801,065	»	5,240,036	10,041,101	9,302.124
1795	5.588,461	»	3,831,341	9,419,802	10,435,069
1796	6,567,987	4,836	2,167,505	8,740.329	8,367,776
1797	7,549,649	83,540	1,125,726	8.758,916	8,626,012
1798	7,106,061	11,963	1,091,045	8,209,070	8,613,517
1799	6,610,449	»	6,011,010	12,621.459	11,077,043
1800	9,080,932	443	3,369,807	12,451,184	11,989,739
1801	10,750,778	167,726	2,026,950	12,945,455	12,273,376
1802	12,438,235	188,628	2,374,527	15,001,391	13,276,084
1803	10,479,417	165,675	419,004	11,064,097	11,258,983
1804	11,098,565	487,526	249,747	11,835,840	12,624,646
1805	12,936,487	540,193	212,827	13.689,508	13,727,124
1806	14.667,698	765,245	175,884	15,608,828	15,070,093
1807	15,845,521	466,163	86,334	16,398,019	11,292,292
1808	16,363,550	647,939	51,054	17,062,544	16,764,584
1809	7,296,020	442,252	35.200	7,773,473	13,867,226
1810	8,583.309	696,548	2,864,348	12,144,206	13,319,986
1811	13,313,222	1,040.237	78.377	14,431.838	13,601,808
1812	8,958,777	710,427	12,969,827	22,639,032	22,279,121
1813	13,224,623	835,655	26,464,566	40,524,844	39,190,520
1814	5,998,772	1,135,971	27,424,793	34,559,536	38,028,230
1815	7,282,942	1,287,959	42,390.336	50,961,237	39,582,493
1816	36,306,874	1,717,985	19,146,561	57,171,421	48,244,495
1817	26,283,348	1,991,226	5,559.017	33,833.592	40,877,646
1818	17,176,385	2,606,564	1,810,986	21.593,936	35,104,875
1819	20,283,608	3,274,422	1,047,633	24,605,665	24,004,199
1820	15,005,612	1,635,871	4,240,009	20,881,493	21,763,024
1821	13,004,447	1,212,966	5,356.290	19,573,703	19,090,572
1822	17,589,761	1,803,581	839,084	20,232,427	17,676,592
A rep...	386,088,364	23,921,541	195,533,388	589,634,361	584,138,832

1. Les fractions pour plusieurs années ont été omises ; mais elles sont comprises dans les totaux. — 2. Du 4 mars 1789 au 31 décembre 1791.

APPENDICE F (*SUITE*).

ANNÉES.	DOUANES.	DOMAINE PUBLIC.	SOURCES DIVERSES y compris les emprunts et les bons du Trésor.	RECETTES TOTALES.	DÉPENSES TOTALES.
Report.	386,088,364	23,921,541	195,533,388	589,634,361	584.138,832
1823	19,088,433	916,523	535,709	20,540,666	15,314.171
1824	17,878,325	984,418	5,518,468	24,381,212	31,898,538
1825	20,098,713	1,216,090	5,526,054	26,840,858	23,585,804
1826	23,341,331	1,393,785	525,317	25,260,434	24,103,398
1827	19,712,283	1,495,845	1,758,235	22,966,363	22,656,764
1828	23,205,523	1,018,308	539,796	24,763,629	25,459,479
1829	22,681,965	1,517,175	628,486	24,827,627	25,044,358
1830	21,922,391	2,329,356	592,368	24,844,116	24,585,281
1831	24,224,441	3,210,815	1,091,563	28,526,820	30,038,446
1832	28,465,237	2,623,381	776,942	31,865,561	34,356,698
1833	29,032,508	3,967,682	948,234	33,948,426	24,257,298
1834	16,214,957	4,857,600	719,377	21,791,935	24,601,982
1835	19,391,310	14,757,600	1,281,175	35,430,087	17.573,141
1836	23,409,940	24,877,179	2,539,675	50,826,796	30,868,164
1837	11,169,290	6,776,236	9,938,326	27.883,853	37,265,037
1838	16,158,800	3,081,939	19,778,642	39,019,382	39,455,438
1839	23,137,924	7,076,447	5,125,653	33,881,242	37,614,936
1840	13,499,502	3,292,285	8,240,405	25,032,193	28,226,533
1841	14,487,216	1,365,627	14,666,633	30,519,477	31,797,530
1842	18,187,908	1, 35,797	5,250,038	34,773,744	32,936,876
1843[1]	7,046,843	897,818	12,837,748	20,782,410	12,118,105
1844	26,183,570	2,059,939	2,955,044	31,198,555	33,642,010
1845	27,528,112	2,077,022	336,718	29,941,853	30,490,408
1846	26,712,667	2,694,452	292,847	29,699,967	27,632,282
1847	23,747,864	2,498,355	29,091,948	55,338,168	60,520,851
1848	31,757,070	3,328,642	21,906,765	56,992,479	60,655,143
1849	28,346,738	1,688,959	29,761,194	59,796,892	56.386.422
1850	39,668,686	1,859,894	6,120,808	47,649,388	44.604,718
1851	49,017,567	2,352,305	1,392,831	52,762,704	48,476,104
1852	47,339,326	2,043,239	510,549	49,893,115	46,712.608
1853	58,931,865	1,667,084	901,152	61,500,102	54,577.061
1854	64,224,190	8,470,798	1,107,302	73,802,291	75,473,119
1855	53,025,794	11,497,049	828,531	65.351,374	66,164,775
1856	64,022,863	8,917,644	1,116,391	74,056,899	72,726,341
1857	63,875,905	3,829,486	1,263,820	68,969,212	71,274,587
1858	41,789,620	3,513,715	25,069,329	70,372,665	82,062,186
1859	49,565,824	1,756,687	30,451,453	81,773,965	83,678,642
1860	53,187,511	1,778,557	21,875,338	76,841,407	77,055.125
1861	39,582,125	870,658	83,206,693	86.835,900	84.578.834
1862	49,056,397	152,203	532,419,589	581.628,181	570,841,700
Totaux	1,624,208,976	175,970,164	1,044,553,845	2,852,557,347	2,806,518,868

1. Au 30 juin, jour où, depuis lors, l'année financière du gouvernement est close.

APPENDICE G.

MONTANT ANNUEL ET AMORTISSEMENT

de la dette publique de 1791 à 1862[1].

ANNÉES.	DETTE PUBLIQUE.	INTÉRÊTS et AMORTISSEMENT de la dette nationale.	INTÉRÊTS de la DETTE PUBLIQUE	AMORTISSEM[t] de la DETTE PUBLIQUE
	dollars.	dollars.	dollars.	dollars.
1789[2].. 1791[2]..	75,463,476	1,140,177	37,685	699,984
1792...	77,227,924	2,373,611	»	4,711,405
1793...	80,352,634	2,079,105	18,753	2,672,048
1794...	78,427,404	2,455,856	296,666	2,874,356
1795...	80,747,587	2,727,959	219,099	2,985,742
1796...	83,762,172	2,914.847	324.500	2,685,658
1797...	82,064,479	2,879,976	292,540	2,708,682
1798...	79,228.529	2,726,238	229,637	1,004,518
1799...	78,408,669	2,599,251	216,400	1,706,578
1800...	82,976,294	3,186,201	216,400	1,138,563
1801...	83,038,050	4,213,430	198,400	2,879,876
1802...	80,712,632	4,077,147	162,025	5.293,235
1803...	77,054,686	3,949,462	82,000	3,224,697
1804...	86,427,120	3,977,206	592,031	3,593,017
1805...	82,312,150	3,318,141	751,707	3,171,225
1806...	75,723,270	5,572,018	485,216	2,883,752
1807...	69,218.398	4,183,890	509,098	1,614,730
1808...	65,196,317	7,701.288	600,633	1.956 440
1809...	57,023,192	3,852,896	688,923	1,910,734
1810...	53,173,217	4,835,241	844,674	2,318,996
1811...	48,005.587	2,010.656	654,802	5,334,540
1812...	45,209,737	1,098,488	627,051	2,724,082
1813...	55,962,827	1,948,639	806,740	8,352,742
1814...	81,487,846	1,712.897	216,835	5,970,811
1815...	99,833,660	3,343,263	793,366	8,492,293
1816...	127,334,933	4,527,779	699,730	19,643,552
1817...	123,491,965	5,442,503	344,019	19,636,512
1818...	103,466,633	5,506,814	190,743	2,006,367
1819...	95,529,648	7,355,167	46,720	13,894,314
1820...	91,015,566	5,465,995	188,133	2,974,364
1821...	89,987,427	5,623.321	36,560	2,707,211
1822...	93,546,676	5,739,760	»	2,109,188
A report..	2,643,410,735	120,539,522	13,351,086	135,880,212

1. Les fractions pour plusieurs années ont été omises: mais elles sont comprises dans les totaux. — 2. Du 4 mars 1789 au 31 décembre 1791.

APPENDICE G (*SUITE*).

ANNÉES.	DETTE PUBLIQUE.	INTÉRÊTS et AMORTISSEMENT de la dette nationale.	INTÉRÊTS de la DETTE PUBLIQUE	AMORTISSE de la DETTE PUBLI
Report...	2,643,410,735	120,539.522	13,351,086	135,880,212
1823...	90,875,877	5,524,034	»	5,928
1824...	90,269,777	5,301,104	»	11,267,298
1825...	83,788,432	»	4,366,757	7,728,578
1826...	81,054,059	»	3,975,542	7.065,539
1827...	73,987,357	»	3,486,071	6,517,506
1828...	67,475,043	»	3,098,800	9,061,637
1829...	58,421,413	»	2,542,843	9,841,024
1830...	48,565,406	»	1,912,574	9,443,175
1831...	39,123,191	»	1,373,748	14,800,629
1832...	24,322,235	»	772,561	17,067,747
1833...	7.001,032	»	303,796	1,239,746
1834...	4,760,082	50	202,152	5,974,362
1835...	351,289	»	57,863	330
1836...	291,089	»	»	»
1837...	1,878,223	27	»	21,824
1838...	4.857.660	2,000	14,997	5,588,711
1839...	11,983,737	3,000	399,834	10.715,153
1840...	5,125,077	2,000	174,635	3,909,977
1841...	6,737,398	2,261	288.063	5,310,365
1842...	15,028,486	5,000	773,550	7,896,989
1843[1]..	27,203.450	5,000	523,584	333,011
1844...	24,748,188	44,548	1,833.484	11,113,870
1845...	17,093,794	26,031	1,040,953	7,509,822
1846...	16.750,926	22,649	843,228	347,945
1847...	38,956.623	6,956	1,119,246	5.593,078
1848...	48.526.379	4,767	2.391,652	13,031,268
1849...	64.704.693	4,500	3,565,835	12,799,679
1850...	64,228,238	2,000	3,782,406	3,654,321
1851...	62,560,395	2,338	3,701,979	652,123
1852...	65,131,692	1,359	4,000,654	2,150,576
1853...	67,340,628	»	3,665,551	6,412,855
1854...	47,242,206	»	3,066,646	18,269,718
1855...	39.969,731	»	2.314,464	6,666,165
1856...	30,963,909	23	1,954,708	10,052,099
1857...	29.060.386	3	1,593,765	4,284,686
1858...	44,910.777	»	1,652,055	7,544,568
1859...	58,754,699	»	14,713,572	2,638,664
1860...	64 769,703	»	3,144,620	13.900,392
1861...	90,867,828	»	4,000,173	18,221,708
1862...	514,211,371	Moyenne......	4 3/5 p. 100.	
Total...	....	181,498,893	94,023,479	424,516,447

1. Au 30 juin, jour où, depuis lors, l'année financière du gouvernement est close.

APPENDICE H.

. suivant montre la superficie des différents États et territoires, le siége de
nements respectifs, le nombre de représentants qu'ils ont le droit d'envoyer
l'époque de l'élection de ces représentants et le traitement des gouverneurs.

ES.	SUPERFICIE[1] en milles carrés	CAPITALES.	NOMBRE de représentants au Congrès en 1860.	ÉPOQUE des élections.	TRAITEMENT des gouverneurs
					dollars.
....	30,000	Augusta.	5	2e lundi de sept.	1,500
hire	9,280	Concord.	3	2e mardi de mars.	1,000
....	9,056	Montpellier.	2	1er mardi de sept.	1,000
tts.	7,800	Boston.	10	1er mardi de nov.	500
nd..	1,306	Providence.	1	1er mercredi d'avril.	400
t...	4,674	Hartford.	4	1er lundi d'avril.	1,000
....	46,000	Albany.	31	1er mardi de nov.	4,000
....	8,320	Trenton.	5	1er mardi de nov.	1,800
ie..	46,000	Harrisburg.	23	2e mardi d'octobre.	3,500
....	2,120	Dover.	1	2e mardi de nov.	1,333
....	9,356	Annapolis.	5	1er mercredi de nov.	3,600
nbia	60	Washington.	»	....	»
....	61,352	Richmond.	11	4e jeudi de mai.	5,000
N..	45,000	Raleigh.	7	2e jeudi d'août.	2,000
S..	24,500	Columbia.	4	2e lundi d'octobre.	3,500
....	58,000	Milledgeville.	7	1er lundi d'octobre.	3,000
....	59,268	Tallahassee.	1	1er lundi d'octobre.	1,500
....	50,722	Montgomery.	6	1er lundi d'août.	2,500
....	47,156	Jackson.	5	1er lundi d'octobre.	3,000
....	46,431	Bâton-Rouge.	5	1er lundi de nov.	4,000
....	237,321	Austin.	4	1er lundi d'août.	3,000
....	52,198	Little-Rock.	3	1er lundi d'août.	2,000
....	45,600	Nashville.	8	1er jeudi d'août.	2,000
....	37,680	Frankfort.	8	1er lundi d'août.	2,500
....	39,964	Columbus.	18	2e mardi d'octobre.	1,800
....	56,243	Lansing.	6	1er mardi de nov.	1,500
....	33,809	Indianapolis.	11	2e mardi d'octobre.	1,300
.....	55,405	Springfield.	13	1er mardi de nov.	1,500
.....	53,924	Madison.	6	1er jeudi de nov.	1,250
.....	47,156	Saint-Paul.	1	2e mercredi d'oct.	2,500
....	55,045	Des Moines.	5	2e mercredi d'oct.	1,000
....	67,380	Jefferson City.	9	1er lundi d'août.	2,000
.....	78,418	Lecompton.	1	Novembre.	»
....	188,982	SacramentoCity	3	1er jeudi de sept.	10,000
....	95,274	Salem.	1	»	»
s[2].					
n...	113,000	Olympia.	»	»	»
....	90,892	Carson City.	»	»	»
.. ..	150,985	Fillmore City.	»	»	»
ique.	209,900	Santa-Fé.	»	»	»
....	105,818	Denver City.	»	»	»
.....	112,900	Omaha City.	»	»	»
.....	280,0 0				
....	2,743,595				

ille carré vaut en kilomètres carrés 2,588.
Territoires envoient au Congrès des délégués qui prennent part aux discussions
mbre des représentants, mais ne jouissent pas du droit de vote.

APPENDICE G (*SUITE*).

ANNÉES.	DETTE PUBLIQUE.	INTÉRÊTS et AMORTISSEMENT de la dette nationale.	INTÉRÊTS de la DETTE PUBLIQUE	AMORTISSEMᵗ de la DETTE PUBLIQUE
Report...	2,643,410,735	120,539,522	13,351,086	135,880,212
1823...	90,875,877	5,524,034	»	5,928
1824...	90,269,777	5,301,104	»	11,267,298
1825...	83,788,432	»	4,366,757	7,728,578
1826...	81,054,059	»	3,975,542	7,065,539
1827...	73,987,357	»	3,486,071	6,517,506
1828...	67,475,043	»	3,098,800	9,064,637
1829...	58,421,413	»	2,542,843	9,841,024
1830...	48,565,406	»	1,912,574	9,443,175
1831...	39,123,191	»	1,373,748	14,800,629
1832...	24,322,235	»	772,561	17,067,747
1833...	7,001,032	»	303,796	1,239,746
1834...	4,760,082	50	202,152	5,974,362
1835...	351,289	»	57,863	330
1836...	291,089	»	»	»
1837...	1,878,223	27	»	21,824
1838...	4,857,660	2,000	14,997	5,588,711
1839...	11,983,737	3,000	399,834	10,715,153
1840...	5,125,077	2,000	174,635	3,909,977
1841...	6,737,398	2,261	288,063	5,310,365
1842...	15,028,486	5,000	773,550	7,896,989
1843[1]..	27,203,450	5,000	523,584	333,011
1844...	24,748,188	44,548	1,833,484	11,113,870
1845...	17,093,794	26,031	1,040,953	7,509,822
1846...	16,750,926	22,649	843,228	347,945
1847...	38,956,623	6,956	1,119,246	5,593,078
1848...	48,526,379	4,767	2,391,652	13,031,268
1849...	64,704,693	4,500	3,565,835	12,799,679
1850...	64,228,238	2,000	3,782,406	3,654,321
1851...	62,560,395	2,338	3,701,979	652,123
1852...	65,131,692	1,359	4,000,654	2,150,576
1853...	67,340,628	»	3,665,551	6,412,855
1854...	47,242,206	»	3,066,646	18,269,718
1855...	39,969,731	»	2,314,464	6,666,165
1856...	30,963,909	23	1,954,708	10,052,099
1857...	29,060,386	3	1,593,765	4,284,686
1858...	44,910,777	»	1,652,055	7,544,568
1859...	58,754,699	»	14,713,572	2,638,664
1860...	64,769,703	»	3,144,620	13,900,392
1861...	90,867,828	»	4,000,173	18,221,708
1862...	514,211,371	Moyenne......	4 3/5 p. 100.	
Total...	....	181,498,893	94,023,479	424,516,447

1. Au 30 juin, jour où, depuis lors, l'année financière du gouvernement est close.

APPENDICE H.

Le tableau suivant montre la superficie des différents États et territoires, le siége de leurs gouvernements respectifs, le nombre de représentants qu'ils ont le droit d'envoyer au Congrès, l'époque de l'élection de ces représentants et le traitement des gouverneurs.

ÉTATS et TERRITOIRES.	SUPERFICIE[1] en milles carrés	CAPITALES.	NOMBRE de représentants au Congrès en 1860.	ÉPOQUE des élections.	TRAITEMENT des gouverneurs
États.					dollars.
Maine.........	30,000	Augusta.	5	2e lundi de sept.	1,500
New-Hampshire	9,280	Concord.	3	2e mardi de mars.	1,000
Vermont......	9,056	Montpellier.	2	1er mardi de sept.	1,000
Massachusetts .	7,800	Boston.	10	1er mardi de nov.	500
Rhode-Island..	1,306	Providence.	1	1er mercredi d'avril.	400
Connecticut...	4,674	Hartford.	4	1er lundi d'avril.	1,000
New-York.....	46,000	Albany.	31	1er mardi de nov.	4,000
New-Jersey....	8,320	Trenton.	5	1er mardi de nov.	1,800
Pennsylvanie..	46,000	Harrisburg.	23	2e mardi d'octobre.	3,500
Delaware.....	2,120	Dover.	1	2e mardi de nov.	1,333
Maryland.....	9,356	Annapolis.	5	1er mercredi de nov.	3,600
D. de Columbia	60	Washington.	»	....	»
Virginie.......	61,352	Richmond.	11	4e jeudi de mai.	5,000
Caroline du N..	45,000	Raleigh.	7	2e jeudi d'août.	2,000
Caroline du S..	24,500	Columbia.	4	2e lundi d'octobre.	3,500
Géorgie.......	58,000	Milledgeville.	7	1er lundi d'octobre.	3,000
Floride.......	59,268	Tallahassee.	1	1er lundi d'octobre.	,500
Alabama......	50,722	Montgomery.	6	1er lundi d'août.	2,500
Mississipi.....	47,156	Jackson.	5	1er lundi d'octobre.	3,000
Louisiane.....	46,431	Bâton-Rouge.	5	1er lundi de nov.	4,000
Texas.........	237,321	Austin.	4	1er lundi d'août.	3,000
Arkansas......	52,198	Little-Rock.	3	1er lundi d'août.	2,000
Tennessee.....	45,600	Nashville.	8	1er jeudi d'août.	2,000
Kentucky.....	37,680	Frankfort.	8	1er lundi d'août.	2,500
Ohio..........	39,964	Columbus.	18	2e mardi d'octobre.	1,800
Michigan......	56,243	Lansing.	6	1er mardi de nov.	1,500
Indiana.......	33,809	Indianapolis.	11	2e mardi d'octobre.	1.300
Illinois........	55,405	Springfield.	13	1er mardi de nov.	1,500
Wisconsin.....	53,924	Madison.	6	1er jeudi de nov.	1,250
Minnesota.....	47,156	Saint-Paul.	1	2e mercredi d'oct.	2,500
Iowa.........	55,045	Des Moines.	5	2e mercredi d'oct.	1,000
Missouri......	67,380	Jefferson City.	9	1er lundi d'août.	2,000
Kansas........	78,418	Lecompton.	1	Novembre.	»
Californie.....	188,982	SacramentoCity	3	1er jeudi de sept.	10,000
Orégon.......	95,274	Salem.	1	»	»
Territoires[2].					
Washington...	113,000	Olympia.	»	»	»
Nevada..	90,892	Carson City.	»	»	»
Utah.........	150,985	Fillmore City.	»	»	»
Nouv.-Mexique.	209,900	Santa-Fé.	»	»	»
Colorado......	105,818	Denver City.	»	»	»
Nebraska......	112,900	Omaha City.	»	»	»
Dacotah.......	280,000				
Total......	2,743,595				

1. Le mille carré vaut en kilomètres carrés 2,588.
2. Les Territoires envoient au Congrès des délégués qui prennent part aux discussions de la Chambre des représentants, mais ne jouissent pas du droit de vote.

APPEN

Le tableau suivant donne la date de l'admission des États dans l'Union puis 1790 jusqu'en 1860.

ÉTATS ET TERRITOIRES.	DATE.	1790	1800
Maine	1820	96,540	151,719
New-Hampshire *	1788	141,899	183,762
Vermont	1791	85,416	154,465
Massachusetts *	1788	378,717	423,245
Rhode-Island	1790	69,110	69,122
Connecticut	1788	238,141	251,002
New-York *	1788	340,120	586,756
New-Jersey *	1787	184,139	211,949
Pennsylvanie*	1787	434,373	602,361
Delaware	1787	69,096	64,273
Maryland	1788	319,728	341,548
District de Colombia	1790	»	14,093
Virginie	1788	748,308	880,200
Caroline du Nord *	1789	393,751	478,103
Caroline du Sud *	1788	249,073	345,591
Géorgie *	1788	82,548	162,101
Floride	1845	»	»
Alabama	1819	»	»
Mississipi	1817	»	8,850
Louisiane	1812	»	»
Texas	1845	»	»
Arkansas	1836	»	»
Tennessee	1796	35,791	105,602
Kentucky	1792	73,077	220,955
Ohio	1802	»	45,365
Michigan	1837	»	»
Indiana	1816	»	4,875
Illinois	1818	»	»
Wisconsin	1848	»	»
Minnesota	1858	»	»
Iowa	1846	»	»
Missouri	1821	»	»
Kansas	1861	»	»
Californie	1850	»	»
Orégon	1859	»	»
Washington	1853	»	»
Nevada	1861	»	»
Utah	1850	»	»
Nouveau-Mexique	1850	»	»
Colorado	1861	»	»
Nebraska	1854	»	»
Dacotah	1861	»	»
Personnes au service de la marine des États-Unis.		»	»
TOTAUX		3,929,827	5,305,937

* Les treize États primitifs de l'Union. — Les années indiquées sont celles où

DICE I.

ɪu de l'organisation des Territoires, et le chiffre de leur population, de-

POPULATION TOTALE EN					
1810	**1820**	**1830**	**1840**	**1850**	**1860**
228,705	298,335	399,455	501,793	583,169	628,279
214,360	244,161	269,328	284,574	317,976	326,073
217,713	235,764	280,652	291,948	314,120	315,098
472,040	523,287	610,408	737,699	994,514	1,281,066
77,031	83,059	97,199	108,830	147,545	174,620
262,042	275,202	297,675	309,978	370,792	460,147
959,049	1,372,812	1,918,608	2,428,291	3,097,394	3,880,735
245,555	277,575	320,823	373,306	489,555	672,035
810,091	1,049,458	1,348,233	1,724,033	2,311,786	2,906,115
72,674	72,749	76,748	78,085	91,532	112,216
380,546	407,350	447,040	470,019	583,034	687,049
24,023	33,039	39,834	43,712	51,687	75,080
974,622	1,865,379	1,211,405	1,239,797	1,421,661	1,596,318
555,500	638,829	737,987	753,419	869,039	992,622
415,115	502,741	581,185	594,398	668,507	703,708
252,433	340,987	516,823	691,392	906,185	1,057,286
»	»	34,730	54,477	87,445	140,425
»	127,901	309,527	590,756	771,623	964,201
40,352	75,448	136,621	375,651	606,526	791,305
76,556	153,407	215,739	352,411	517,762	708,002
»	»	30,388	»	212,592	604,215
»	14,273	»	97,574	209,897	435,450
261,727	422,813	681,904	829,210	1,002,717	1,109,801
406,511	564,317	687,917	779,828	982,405	1,155,684
230,760	581,434	937,903	1,519,467	1,980,329	2,339,502
4,762	8,896	31,639	212,267	397,654	749,113
24,520	147,178	343,031	685,866	988,416	1,350,428
12,282	55,211	157,445	476,183	851,470	1,711,951
»	»	»	30,945	305,391	775,881
»	»	»	»	6,077	178,855
»	»	»	43,112	192,214	674,948
20,845	66,586	140,455	383,702	682,044	1,182,012
»	»	»	»	»	107,206
»	»	»	»	92,597	379,994
»	»	»	»	13,294	52,465
»	»	»	»	»	11,594
»	»	»	»	»	6,857
»	»	»	»	11,380	40,273
»	»	»	»	61,547	63,516
»	»	»	»	»	34,277
»	»	»	»	»	28,841
»	»	»	»	»	4,837
»	»	5,318	6,100	»	»
239,814	9,638,191	12,866,020	17,069,453	23,191,876	31,445,080

chacun des États a ratifié la Constitution fédérale.

INDEX ALPHABÉTIQUE.

FIN DE L'INDEX ALPHABÉTIQUE.

Paris. — Imprimerie de Ch. Lahure et Cie, rue de Fleurus, 9.

LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE EN 1863

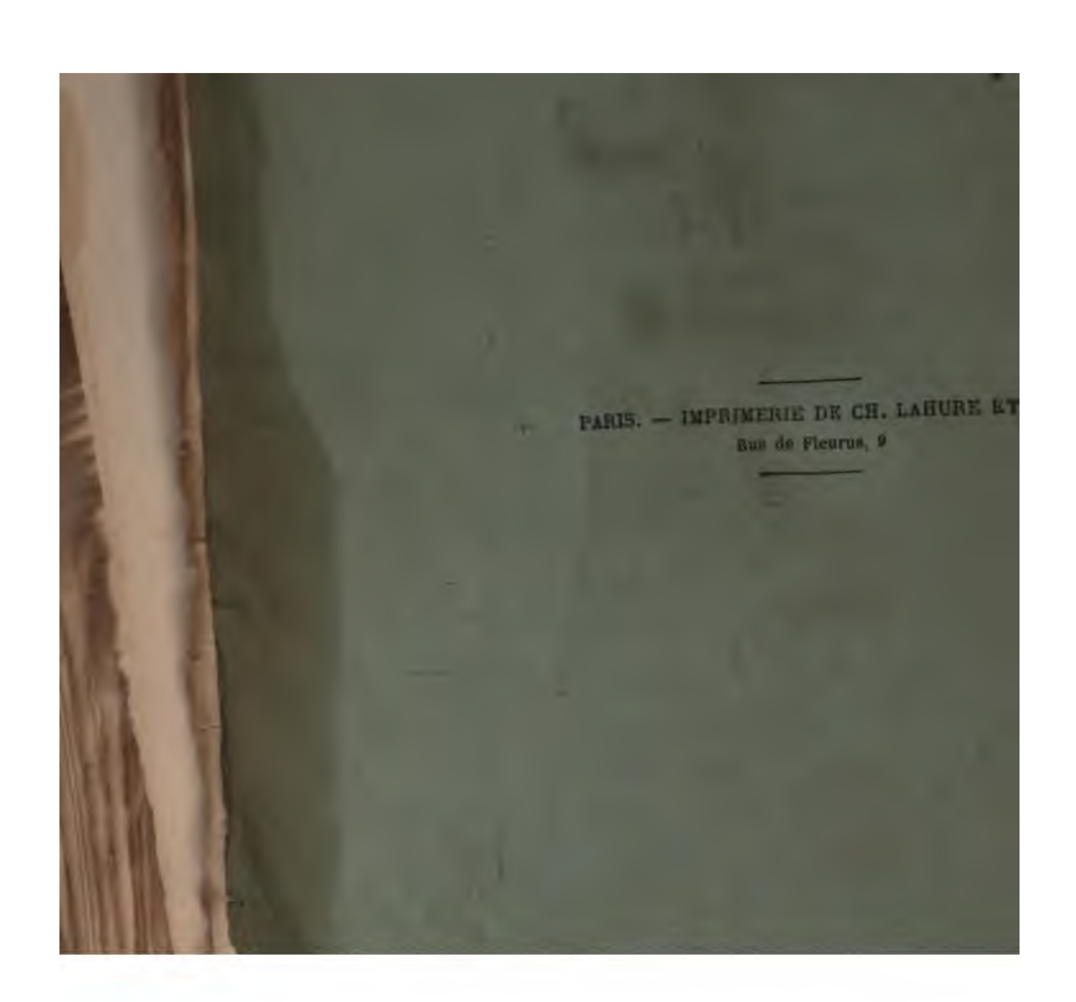
LEUR HISTOIRE POLITIQUE,
LEURS RESSOURCES MINÉRALOGIQUES, AGRICOLES, INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES,
ET DE LA PART POUR LAQUELLE ILS ONT CONTRIBUÉ A LA RICHESSE
ET À LA CIVILISATION DU MONDE ENTIER,

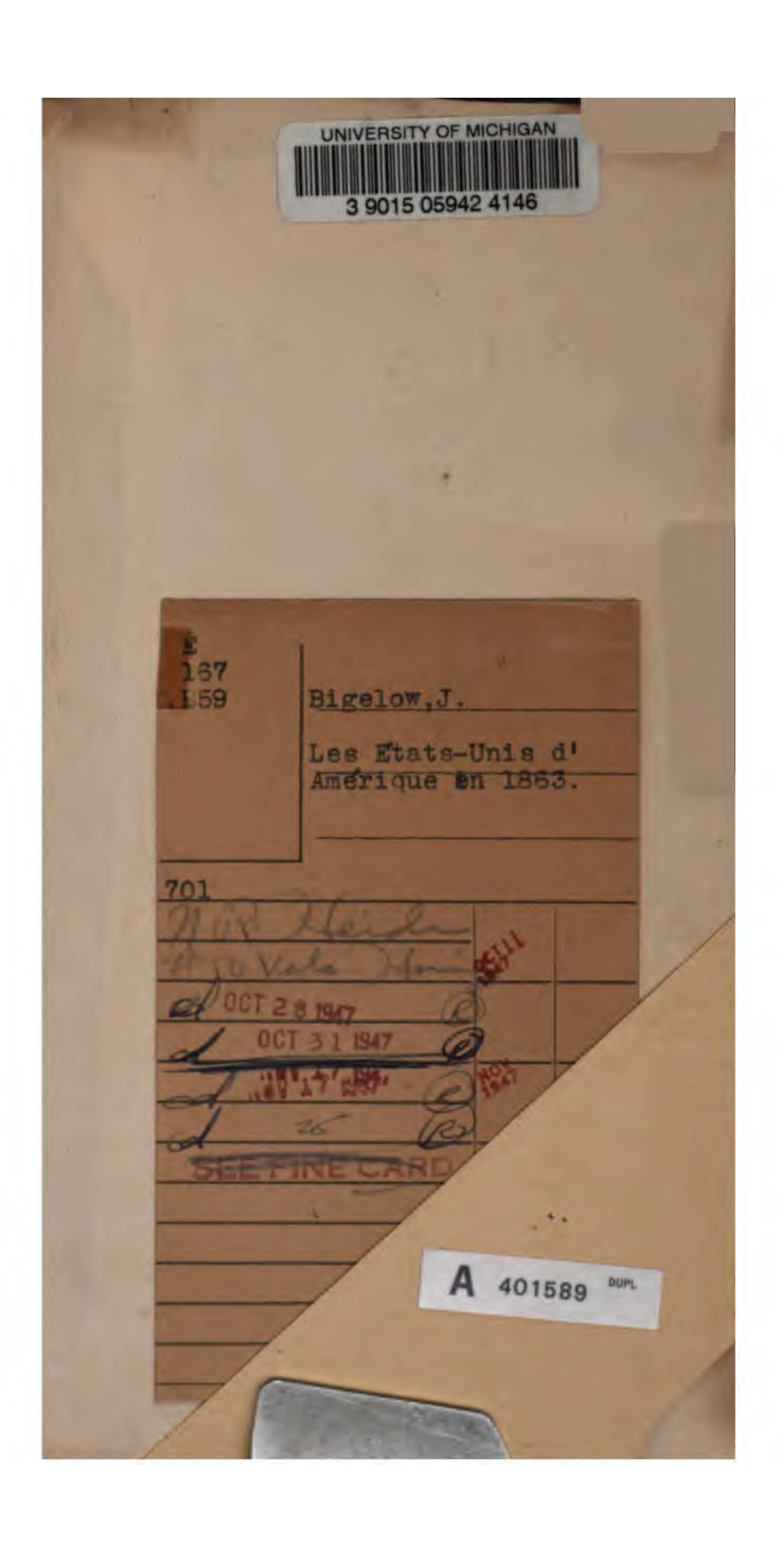
PAR JOHN BIGELOW

CONSUL DES ÉTATS-UNIS A PARIS

PARIS
LIBRAIRIE DE L. HACHETTE ET C[ie]
BOULEVARD SAINT-GERMAIN, N° 77

1863


PARIS. — IMPRIMERIE DE CH. LAHURE ET
Rue de Fleurus, 9


UNIVERSITY OF MICHIGAN
3 9015 05942 4146
E
167
.159
Bigelow,J.
Les Etats-Unis d'
Amérique en 1863.
701
OCT 28 1947
OCT 31 1947
SEE FINE CARD
A 401589
DUPL

